



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 50042 9

LIBRAIRIE ANCIENNE
et MODERNE
BADIOU-AMANT
7, Rue du Plat, LYON
ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY of MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

March 1919



~~CONFIDENTIAL~~

#C
611
#781
58

SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE
D'ARCHÉOLOGIE ET DE STATISTIQUE
DE LA DROME

TOME TRENTE-SEPTIÈME



VALENCE, IMPRIMERIE JULES CÉAS ET FILS

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ (DÉPARTEMENTALE)
D'ARCHÉOLOGIE
ET
DE STATISTIQUE
DE LA DROME



Colligite ne pereant.

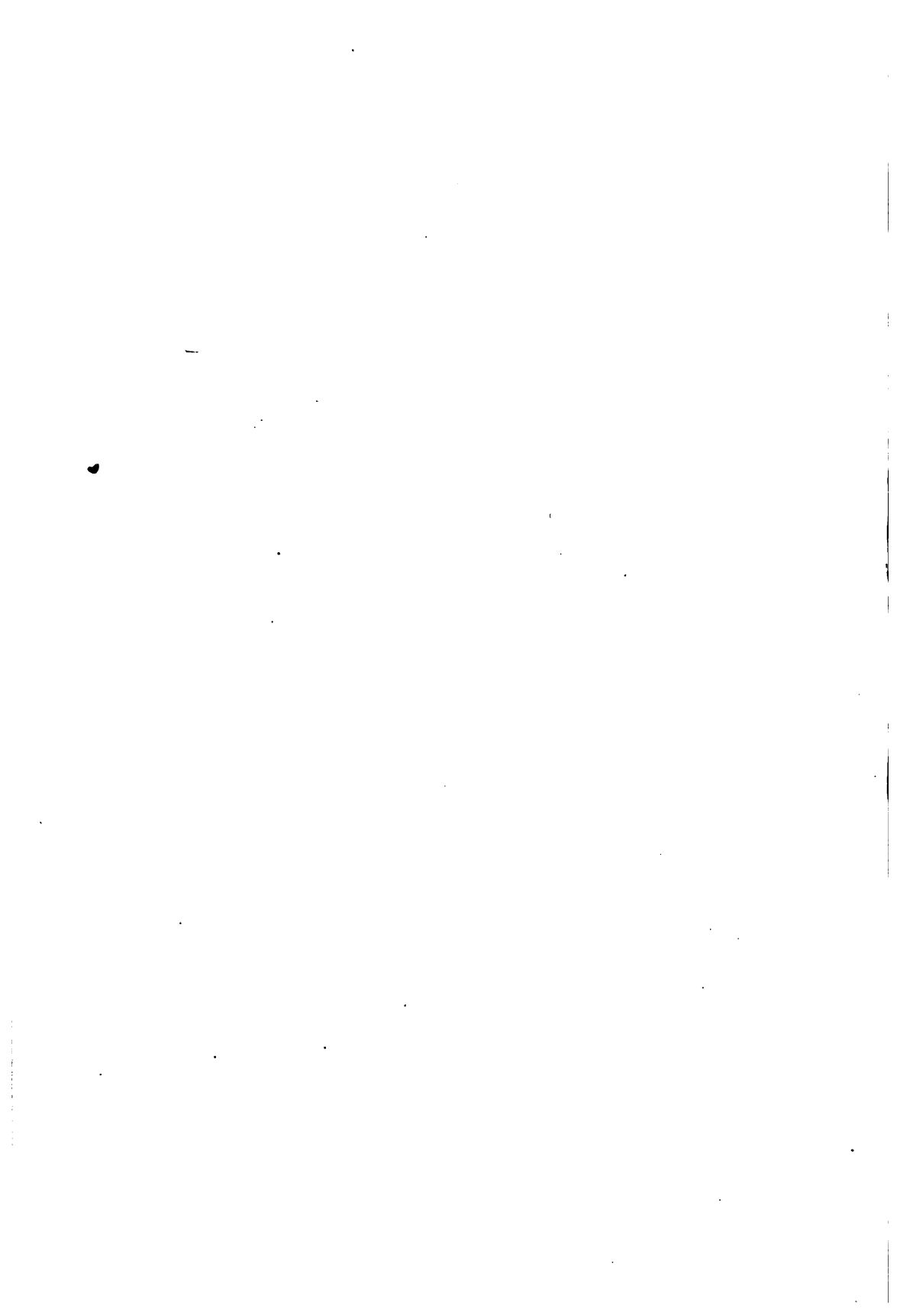
TOME TRENTE-SEPTIÈME

1903



VALENCE
AU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ, RUE FARNERIE, 31

M.DCCCIII



Dunning
Nijhoff
5-4-27
13603



LOUIS DESCHAMPS

I

Louis Deschamps a occupé une place à part parmi les peintres de son époque. Il a été personnel et original. Il a su plaire et émouvoir. Il a obtenu le succès, la notoriété, la popularité, et il a pu s'en aller avec la conviction que ces choses qui l'avaient flatté de son vivant ne s'évanouiraient pas après sa mort, que s'alliant et s'épurant avec le temps, elles se changeraient en un peu de gloire.

Doué d'une vive sensibilité, il a pris son monde par le sentiment. Il s'est intéressé aux humbles, aux chétifs, aux malheureux, aux enfants, aux vieillards et a exprimé leur âme tendre et ingénue avec toute la cordialité, toute la sympathie dont son propre cœur était capable. Son œuvre est pénétrée d'émotion et d'attendrissement. Elle brille, en outre, d'une lumineuse fraîcheur de coloris.

Né à Montélimar le 23 mai 1846, il fit ses premières études artistiques à l'école de peinture de Lyon. « Fils
« d'un décorateur habile, il ne songeait qu'à continuer
« la carrière paternelle lorsque des amis, frappés de la

« grâce de ses moindres travaux, l'engagèrent à laisser
« là les fleurs, les arabesques et les ornements à tant
« le mètré pour aller à Paris, frapper à la porte de
« l'Ecole des Beaux-Arts. M. Deschamps les crut et
« fit bien. Il entra vers 1870 et resta jusqu'en 1876
« dans l'atelier de Cabanel (1). »

II

Les premières toiles qu'il exposa au Salon, une *Nature morte*, en 1871, un *Enfant aux poussins*, en 1873, *Moïse sauvé des eaux*, en 1875, la *Favorite* et *Agar dans le désert*, en 1876, se ressentaient de l'enseignement classique qu'il venait de recevoir. Mais il ne tarda pas à prendre une voie personnelle. Déjà l'*Enfant aux poussins* faisait pressentir la nouvelle manière où il s'affirma aux Salons suivants. Il délaissait les sujets historiques, s'affranchissait des procédés d'école, pour s'attacher à rendre avec vérité, poésie, vie et couleur les humbles gens de la campagne.

Il les montra dans la gentillesse de leurs occupations familières. Voici *Pauvrette*. Pauvrette est une fillette au minois éveillé et souriant ; elle a apporté à manger à ses lapins et s'arrête un instant à les voir brouter la bonne provende de choux et de salades. Voici la *Petite criblouse défendant son grain* contre des gallines effrontées qu'elle repousse sans impatience et sans méchanceté, car ce sont des bêtes amies. Voici la *Songeuse*, pauvre fille vouée, elle aussi, au soin des animaux domestiques et

(1) Morice VIEL, *Alouette dauphinoise*, t. I.

qui, comme Cendrillon, rêve d'une autre destinée. Et le marmot qui, bonnement assis par terre, entre Minet et Médor, mange joyeusement sa soupe, pendant que ses deux camarades se demandent s'il va leur en laisser, l'on voit bien à sa mine réjouie que c'est *Le plus heureux des trois*. Et cette espiègle de seize ans qui surprend tout à coup les ébats d'un coq et d'une poule et s'arrête, interdite et confuse, c'est un cœur tout neuf qui s'ouvre à un sentiment nouveau, c'est l'*Eveil*.

Il les représenta aussi sous l'emprise de la douleur. Deux épisodes du chef-d'œuvre de Mistral lui fournissent le sujet de tableaux émouvants : la *Mort de Mireille* et *Vincent blessé*. La mise en scène est simple et naturelle, l'intérêt dramatique sagement contenu ; l'émotion naît de la vérité même de l'action et des gestes des personnages. Mais il revient aussitôt à l'observation directe de ses bonnes gens.

Nous avons d'abord *Résignation*, « drame intime où
« deux figures de femme : une grand'mère et une
« enfant, après une catastrophe qui se devine trop,
« unissent leurs prières devant l'autel et s'enveloppent,
« pour ainsi dire, l'une dans l'autre (1). » La fillette est agenouillée sur une chaise prie-dieu, le visage grave et triste, le regard fixé vers l'autel, les mains jointes. La mère-grand est debout derrière elle, lui faisant comme une niche de son corps et de ses bras et égrenant son chapelet, la tête un peu inclinée, les yeux clos. Elles s'enveloppent l'une dans l'autre, c'est bien cela. C'est une même âme en communion avec l'âme de la morte. Il est impossible d'être plus simple, plus vrai, plus

(1) Edmond ABOUT, *XIX^e Siècle*, 22 juin 1882.

expressif. Ce tableau remplit pleinement son objet. Il y a tout ce qu'il faut, rien de plus et tout y est à sa place. C'est une œuvre parfaite.

On s'occupait beaucoup alors du sort des filles séduites et des enfants issus de leurs amours irrégulières. M. Gustave Rivet avait ouvert une campagne et déposé un projet de loi sur la recherche de la paternité. Louis Deschamps plaidait, lui aussi, par les moyens que lui offrait son art, en faveur de ces infortunés.

Au Salon suivant (1883) son tableau de *Fille-Mère* frappa vivement l'attention et émut fortement. C'est une pauvre fille trompée et délaissée qui, penchée sur le berceau de son enfant, pleure amèrement. Son visage amaigri et ravagé, ses cheveux défaits, ses yeux agrandis et comme hallucinés, ses lèvres rougies, son attitude prostrée disent son repentir et son épouvante des tourments qu'elle appréhende pour son enfant dans l'avenir. Quant au bébé, joufflu et rose, il dort paisiblement dans la sérénité de son innocence. Le public retint et répéta le nom de l'artiste. On disait Deschamps l'auteur de *Fille-Mère*, ou encore, Deschamps de *Fille-Mère*, et celui-ci était à la fois très fier et très touché de cette appellation qui lui était comme une manière de titre de noblesse le plus apte à flatter son amour-propre d'artiste.

L'année suivante il plaida plus directement pour l'enfant. Son tableau principal, délibérément présenté sous le titre de *Recherche de la paternité* (il s'est appelé depuis, l'*Abandonné*) montrait un nouveau-né, gisant devant le porche d'une église. Rien de plus attendrissant, de plus douloureusement significatif que le poupon emmaillotté de langes, enveloppé par surcroît dans un châle noir, s'éveillant dans la brume d'un matin d'hiver,

sur le pavé de la rue. Ses yeux sont inquiets, ses mains rosies par le froid se crispent, impatientes de presser le sein. Tout le monde eût voulu adopter l'Abandonné. Ce fut l'Etat qui le recueillit et le plaça au musée du Luxembourg.

La seconde toile représentait une scène tout aussi amère et tout aussi réelle, hélas ! Par terre, un grabat ; à la tête du grabat, une mauvaise chaise dont la paille est cachée par un lambeau de toile blanche ; sur cette toile, un crucifix, un verre contenant de l'eau bénite et un brin de buis. Le grabat est vide ; il ne reste plus dans la mansarde que trois orphelins. L'artiste, avec une triste ironie appelait cela : *Vu par un jour de printemps*. C'est ainsi que par les moyens les plus simples, il arrivait à produire un effet saisissant qui serrait le cœur, amenait des larmes aux yeux sensibles des mères, faisait penser.

Il insista. Nous eûmes l'année suivante (1855) les *Jumeaux* : deux enfantelets couchés dans le même berceau et, veillant sur eux, une grand-mère en deuil. C'est une variante de *Résignation*. En 1886, *Folle et Froid et faim*. *Folle*, c'est la fille-mère qui n'a pu résister à la mort de son enfant et dont la raison a chaviré sous ce nouveau coup. Elle hante l'étable où nous la vîmes, enfant, donner la pâture à ses bêtes. Elle a pris un petit lapin, l'a coiffé d'un béguin de bébé et, les yeux hagards, les cheveux en désordre, elle le dorlotte sur son sein. Cette scène toute naïve, peut-être un peu puérile, mais qui partout ailleurs n'eût excité que la commisération, provoqua parmi le public parisien si sceptique quoique, au fond si gobeur, quelques railleries faciles. Guy de Maupassant, lui-même, disait dans le *XIX^e Siècle* : « M. Des-

« champs nous raconte, avec son pinceau, l'histoire
 « d'une pauvre folle qui tient dans ses bras un petit
 « lapin coiffé d'un bonnet d'enfant, touchante image de
 « la perfidie masculine, des odieux procédés dont les
 « hommes ont usé envers cette jeune fille. Ne devrait-
 « on pas intituler cela le *Dernier lapin*, comme Neuville
 « avait intitulé son célèbre tableau : la dernière cartou-
 « che. » L'on était touché, mais pour ne pas l'avouer,
 on s'en tirait par une blague.

Froid et faim montrait une jeune et jolie mendiante, toute recoquillée dans ses haillons, implorant de ses mains glacées la pitié des passants. Ici, l'on admirait la belle qualité de la couleur, et la beauté de la peinture faisait tort au sujet.

III.

Il demeurait penché sur ces misères lorsque la mode, évoluant, orienta les esprits vers un certain mysticisme de bon ton. Il en subit tout naturellement l'influence et fut ainsi amené à faire de la peinture religieuse. Je me hate de dire qu'il y conserva ses qualités personnelles, y apporta la même simplicité ingénue, le même sentiment de la réalité humaine qui l'avaient distingué jusque-là. Cependant, sauf une toile ou deux, les œuvres qu'il a exécutées dans cet ordre d'idées sont généralement jugées inférieures aux précédentes. D'ailleurs il ne délaissa pas ses personnages favoris, les bébés et les jeunes paysannes que l'on vit avec plaisir reparaître de temps en temps : le *Bébé accroché au clou*, le *Bébé qui prend la queue du chat*, la *Faneuse endormie*, la *Fille au eoq*, etc.

Le premier tableau de cette série, qui parut au Salon, de 1887, a été d'enthousiasme déclaré chef-d'œuvre par un critique des plus autorisés. C'est le *Sommeil de Jésus*. Jésus dort sur les genoux de la Vierge, entouré de l'admiration des bergers. Ce qui frappe au premier aspect, c'est la rusticité familière de la scène qui fait songer à la bonhomie de nos anciens noëls. Cependant, l'artiste a donné une tout autre expression à la vierge sur qui se concentre l'intérêt principal. C'est une vierge enfant qui semble étonnée et effrayée de sa destinée. Son front reste grave ; sa bouche n'a pas le sourire qu'ont les mères pour leur enfant... Mais écoutons M. Roger-Milès qui a magistralement décrit ce tableau et noté son haut caractère (1).

« Sur un lange blanc, doublé d'un morceau de drap
« écarlate comme la pourpre des rois, Jésus, l'enfant
« promis au royaume céleste, est couché, délicieu-
« sement calme, dans sa rose nudité. La mignonne tête
« avec ses rares cheveux s'incline un peu à droite,
« comme pour mieux recevoir la tiède buée du bœuf
« au mufle humide et roux. Ses petits bras sont ramenés
« sur la poitrine. Les pieds se croisent avec un mol
« abandon. C'est bien là l'enfant avec son petit corps
« un peu disproportionné, mais charmant de câline
« gaucherie.

« Derrière lui, à genoux, mais un peu affaissée, la
« vierge-mère soulève un coin du drap écarlate. Elle a
« une longue robe aux plis simples, blanche, le col
« découvert. Sur les cheveux châtons, une cape noire ;

(1) *Mémorial Diplomatique*, 1887.

« sa physionomie n'exprime pas la joie d'avoir un fils.
« Que sait-elle de la maternité, elle, l'inconsciente,
« l'immaculée ? Son regard austère sonde l'infini, et
« l'avenir peut-être se révèle à son âme ; peut-être
« aperçoit-elle après le triomphe de Jérusalem, la
« sombre tragédie du calvaire ; et sur sa face pâle déjà
« se préparent des sillons pour les larmes. Elle est la
« vierge-mère, comme la personnification de la tristesse
« mortelle et des angoisses patiemment souffertes.
« Cette manière d'interpréter la mère du Christ est
« absolument neuve, elle émeut profondément, parce
« que derrière l'étude de la personne physique on
« découvre une pensée éminemment philosophique.
« Louis Deschamps s'est montré poète et psychologue
« d'une haute envergure, et il n'est pas de langue
« pour rendre avec plus d'éloquence qu'il ne l'a fait,
« et plus de candeur, de vérité, une vierge-mère. Ce
« qu'a trouvé Deschamps pour servir cette conception
« est beau, admirablement beau.

« Mais poursuivons notre examen.

« A gauche, une vieille femme à genoux, les bras
« croisés sur la poitrine, sourit au bébé et prie déjà le
« Dieu. C'est bien une mère, elle, et son regard d'aïeule
« doit arriver au petit corps qu'il contemple en une
« caresse très humaine. Près d'elle, un homme âgé
« aussi, regarde l'enfant qui dort, et lui, le rustique,
« l'homme de la glèbe, se sent, devant cette scène, des
« coquetteries de duchesse. Il joint ses doigts dans une
« pieuse attitude, mais avec toute la délicatesse imagi-
« nable, et il admire et il demeure silencieux. Dans
« l'ombre, Joseph, vieillard à barbe grise, fait signe de
« cesser tout bruit au pasteur, qui arrivait la musette

« aux lèvres, et le gavroche des champs s'arrête de
« jouer ; la bouche ouverte, les yeux attendris, il
« regarde. Et toujours la vierge fixe l'infini, et toujours
« l'enfant sommeille ; et l'on se sent remué par le spec-
« tacle de ces deux innocences. »

Après, parurent une douloureuse *Consolatrice des affligés*, un *Christ* roux portant la croix, un *Saint Vincent de Paul* bonasse et souriant.

Dans le même temps qu'il produisait ces divers ouvrages, il peignait aussi de remarquables portraits. Il faut signaler particulièrement ceux du *Général Chareton*, de *Madame Chareton*, celui de *Madame D...*, exquis de finesse, de fraîcheur et de coloris, qui évoque la sensation d'une rose mousseuse ; et enfin son propre portrait plein de pensée et de rêve.

Il peignait aussi des aquarelles et des pastels, premiers jets de son inspiration ou variantes de ses tableaux à l'huile, exécutés de verve dans la note toujours brillante et colorée où il excellait.

Il s'était plu, semble-t-il, dans ces dernières années, à reprendre les personnages de son œuvre et à les résumer en quelque sorte, n'en peignant que le buste ou la tête, mais concentrant sur la physionomie toute la lumière et toute l'expression, ce qui faisait de ses toiles des morceaux fort savoureux. C'étaient de gracieux visages d'enfants ou de jeunes filles, des têtes de bonnes femmes ridées et pâles sous la coiffe d'indienne, des religieuses en extase, des moines en prières, des moines lisant, etc.

La maladie l'avait touché. Il s'était retiré à Montélimar. L'on avait espéré que le bon air natal et les sourires d'une nature amie le guériraient, ou tout au

moins amélioreraient suffisamment sa santé pour lui permettre de tenir encore longtemps la maladie en échec. Cet espoir a été déçu. Louis Deschamps est mort le 8 août 1902.

V.

Les médailles, les récompenses qu'il obtint au Salon ou aux expositions universelles, ont établi le rang officiel auquel il avait droit. Mais cela ne serait pour la postérité qu'une indication précaire si les œuvres qui les lui ont values ne devaient subsister. Elles resteront.

Le Musée du Luxembourg à Paris, un nombre considérable de musées de province et de l'étranger, d'importantes galeries d'amateurs de France, d'Angleterre et d'Amérique, possèdent de ses tableaux. Plusieurs ont été gravés. Divers journaux de Paris, notamment le *Monde illustré*, en ont donné des reproductions et les ont popularisés.

Il a donc sa part de gloire assurée.

Ce n'est pas que les critiques lui aient manqué. Son mérite n'eût point été consacré sans cela. Original, hardi, dédaignant de marcher sur la route battue, mais voulant se tracer lui-même son chemin, il a dû forcément heurter des convictions opposées, des préjugés, des doctrines immuables.

On lui a reproché non pas l'incorrection de son dessin mais son manque de précision, son faire un peu lâché. C'était sa manière. Il n'arrêtait pas au préalable le tracé rigoureux de son dessin, mais appliquait aussitôt sa couleur, évitant de mêler les tons pour les maintenir purs, les subdivisant pour obtenir de l'éclat, tenant

toujours ses colorations fraîches et lumineuses, manifestant une prédilection marquée pour les oppositions et les harmonies de rouge et de noir, de rose et de gris. Armand Silvestre l'avait appelé un Ribot qui venait rose. Il concentrait la plus grande intensité de lumière sur le visage de ses personnages qu'il modelait et dessinait avec beaucoup de soin, laissant volontiers le reste du corps comme à l'état d'ébauche.

On lui a reproché peut-être avec plus de justesse de répéter ses effets, de céder à la hantise d'une unique figure de femme. C'est là le reproche qu'on a fait à Henner, à Ribot, à d'autres. Mais en considérant la partie de son œuvre où il se montra véritablement original, dégagée de certains sujets un peu menus dictés par la fantaisie, par un mouvement fugitif de l'imagination, de quelques répétitions que le succès des ouvrages premiers dut l'obliger à faire, on voit qu'il a voulu étudier un certain milieu, y suivre l'être humain appelé à s'y développer. Voici la fillette dans son berceau. Elle vient chez des pauvres gens de campagne, grandit, se mêle à la vie rustique, soigne les lapins, les poules, les chèvres, aide à la besogne. La voilà jeune fille ; l'instinct s'éveille, elle songe, elle languit, et il lui advient, hélas ! ce qui arrive trop souvent aux filles pauvres ; elle connaît, hors du mariage, les joies de l'amour, les douleurs de la maternité, les affres de l'abandon. Elle devient folle ; elle meurt et la grand-mère reste seule avec une orpheline. C'est le roman banal de la fille-mère, mis en scène avec une intensité de vie singulière, avec un très noble sentiment de pitié.

Parmi ces tristesses, il est des sourires. Ils brillent sur de roses visages d'enfants. Les enfants, les bébés,

tous joufflus, frais, beaux, grassouilleux, potelés, chairs saines, menottes menues, bouches de cerise, bouts de nez retroussés, grands yeux fixes, avec des regards qui semblent venir de l'infini et voir au-delà de nous, pas un ne les a peints comme Deschamps ; pas un n'a rendu comme lui la roseur tendre de leur teint et la fluide lumière qui se joue en reflets adoucis sur leurs visages.

Il a été de ceux qui s'émeuvent au spectacle des êtres et des choses de la vie que nous vivons. Il a pris ses modèles près de lui, au pays natal, si bien, même, que ses toiles pourront être dans l'avenir consultées comme des documents sur le costume des bonnes femmes de la région drômoise des bords du Rhône. Il n'a pas dédaigné d'introduire dans ses tableaux les animaux familiers qui se mêlent à notre vie et parallèlement à nous font leur temps sur la terre. Et ainsi, ses œuvres, parce qu'il les a pénétrées de cette émotion humaine, éveilleront une émotion correspondante au cœur des passants de demain, comme elles le firent au cœur des passants de naguère.

MAURICE CHAMPAVIER.



NOUVELLE ÉTUDE CRITIQUE

SUR

CHAMPIONNET

(SUITE. — Voir les 140^e à 143^e livraisons)

CHAMPIONNET, de 1789 à 1792.

Les « Etats de services » de Championnet portent textuellement :

- « Grenadier dans la Garde nationale de Valence, le 14 juillet 1789 ;
- « Sergent dans la Garde nationale de Valence, le 1^{er} décembre 1789 ;
- « Lieutenant dans la Garde nationale de Valence, le 15 mars 1790 ;
- « 1^{er} Adjudant-Général dans la Garde nationale de Valence, le 1^{er} septembre 1791 ;
- « Lieutenant-Colonel, chef du 6^e bataillon de volontaires nationaux de la Drôme, le 29 août 1792.

Telles sont les dates de début de Championnet dans la vie publique. Mais, pour être exact au point de vue de l'histoire locale, rappelons que ce n'est que le 18 juillet 1789, qu'eut lieu, dans l'église Saint-Jean, une assemblée populaire qui se termina par une motion de M. de Naillac : « Il a dit que les malheurs dont la France est menacée doivent engager toutes les villes à prendre les précautions nécessaires pour leur sûreté ; qu'en conséquence, il lui paraissait essentiel que l'Assemblée délibérât sur la formation d'une « milice bour-

« geoise » afin de pouvoir repousser par la force les ennemis
 « du bonheur commun. Cette motion a été votée par acclama-
 « tion ». — Cette « milice bourgeoise » ne fut définitivement
 constituée que le 22 du même mois, par l'élection de l'Etat-
 Major, qui fut ainsi composé :

Commandant en chef, M. de Josselin ;
 Commandant en deuxième, M. de Ravel ;
 Major, M. le baron de Naillac ;
 Aides-Majors, MM. Rouveyre et Odeyer ;

« M. l'abbé d'Arlandes s'est présenté et a demandé à être
 « élu aumônier. Il l'a été par acclamation, et, pour remercier
 « les citoyens, il a prononcé un petit discours fort bien tourné.
 « Le voici :

« Messieurs, rien de plus flatteur pour moi que l'acceptation
 « que vous avez daigné faire de mes services. Mon patriotisme,
 « toujours plus enflammé par l'expression et l'exemple du
 « vôtre, excite tous mes regrets de ne pouvoir vous offrir, le
 « quatrième de ma famille, un bras armé pour la défense de la
 « patrie. Les lois de mon état me bornent à faire des vœux
 « pour le bonheur commun ; j'ai réclamé l'avantage de les
 « adresser au Seigneur sous vos drapeaux ; vous me l'avez
 « accordé, Messieurs, recevez mes remerciements et mon
 « serment de les suivre partout et de ne les quitter qu'avec la
 « vie » (Ad. Rochas. — *Journal d'un Bourgeois de Valence*.
 I. pp. 10 et 11).

Pour être complet encore, quant à ces débuts, rappelons ici
 ce qu'a écrit M. A. de B. (*Bull. arch. Drôme*, 1883, pp. 407 à 410),
 pour rectifier deux erreurs : la première concernant la fédé-
 ration d'Etoile, et la deuxième, l'assassinat de M. de Voisins,
 commandant de la Citadelle :

« Les réunions civiques des gardes nationales des deux
 « rives du Rhône qui se jurèrent réciproquement union, amitié,
 « secours mutuels..... furent au dire de l'adjudant-général
 « Romieu, l'ouvrage en partie de Championnet ».

« Or, il est aujourd'hui démontré que Faujas St-Fond avait

« été, au contraire, envoyé exprès de Paris pour organiser
« cette agitation, et qu'il prit la parole à Etoile et à Lavoulte
« pour se mettre en vue (1) ».

« La *Vedette des Alpes* et les *Affiches du Dauphiné* fixent au
« 29 novembre 1789 la fédération d'Etoile où 119 signataires,
« et non 12.000, jurèrent de se « dévouer à la patrie, au soutien
« des lois émanant de l'Assemblée nationale et au Roi le plus
« populaire et le plus adoré » ; puis elles donnent les noms des
« neuf commissaires généraux suivants chargés de corres-
« pondre avec les milices fédérées : MM. Ducluseau de Chabreil,
« Faujas St-Fond, de Josselin, commandant de Valence, Bar-
« nave, commandant de Saillans, Dubessé, colonel de Châ-
« teauneuf, d'Hauteville, commandant en second de Lavoulte,
« Belin, commandant du Pouzin, Blachette, fusilier de Valence,
« et Melleret, colonel d'Etoile (2) ».

« Si Championnet avait eu dès lors quelque notoriété, il
« n'eût pas manqué de figurer dans ce nombre ».

« Il représenta cependant la Drôme à la fédération de Paris,
« du 14 juillet 1790, comme député du département, et y
« donna les témoignages du plus pur patriotisme et de la fra-
« ternité la plus entière, d'après un certificat de Bailly et de
« Lafayette ».

« Le même Romieu, afin de présenter son héros comme
« profondément ennemi des horreurs, des vengeances popu-
« laires et des excès qui ont terni les premiers jours de la
« révolution, raconte que Championnet « exposa sa vie pour
« sauver celle de l'infortuné Voisin, commandant de l'artillerie »
« et que « ses efforts furent impuissants ».

« Il existe divers récits de ce lugubre événement et ce
« bulletin en ayant déjà présenté les détails, en 1877 (T. XI,
« p. 147) (3), il n'entre pas dans notre plan d'y revenir. Notons

(1) M. DE GALLIER. — *La Constituante*. — Br. in-8°.

(2) *Affiches du Dauphiné*, 12 et 26 décembre 1789.

(3) Sur ce sujet, voyez aussi la relation très détaillée donnée par Ad. ROCHAS. — *Journal d'un bourgeois*, I, p. 37).

« seulement que les *Affiches du Dauphiné*, du 15 mai 1790,
« tout en louant le courageux dévouement d'Hortal, officier
« municipal de Valence, gardent un silence profond sur celui
« de Championnet ».

« A la vérité, M. de La Tour du Pin, ministre de la guerre,
« dans une lettre adressée à M. de Ravel, colonel-commandant
« de la garde nationale, en date du 30 mai, la félicitait au nom
« du Roi, de ses efforts pour « prévenir l'assassinat commis en
« la personne de M. de Voisins » ; mais cette milice composant
« un bataillon de 500 hommes, divisée en 5 compagnies, ne
« comptait pas, d'après l'*Almanach du Dauphiné* pour 1790,
« Championnet au nombre de ses officiers (2) ».

« C'est le 6 mai 1792 seulement que le futur général fut
« proclamé adjudant-général de la légion des gardes nationales
« du district de Valence, en vertu de la loi du 14 octobre 1791.
« Il était alors lieutenant (*Archives Drôme, série R*).

« L'élection eut lieu dans l'église de St-Ruf et y prirent part
« les commandants en second, les adjudants des bataillons, les
« capitaines et lieutenants des compagnies des cantons de
« Valence, Bourg-lès-Valence, Loriol, Etoile, Montelier,
« Chabeuil, Tain, Rochefort-Samson et St-Jean-en-Royans.

« M. Boveron-Pontignac fut nommé chef de la légion, par
« 153 voix sur 155 votants, M. Championnet, adjudant-général
« par 90 voix sur 146 votants, M. Muret, de Chabeuil, sous-
« adjudant-général par 70 voix sur 80 votants ».

« Puis les 29 et 30 août 1792, à Crest, par suite de l'arrêté
« du département du 25 du même mois, les compagnies
« Arbod, Charignon, Toscan, Rollet et Combier, composées
« des volontaires du district de Valence, et les compagnies

(2) L'*Almanach du Dauphiné* de 1790 avait, évidemment, été publié dès la fin de l'année précédente. Or, Championnet ne devint lieutenant que le 15 mars 1790, et son nom ne pouvait donc pas figurer sur l'*almanach* précité ; mais il a pu, lors du malheureux événement du 10 mai 1790, joindre ses efforts à ceux de ses collègues, qui pas plus que lui ne sont nommés dans aucune relation (note Villard).

« Livache, Bertrand et Gamin, du district de Die, ayant été
 « invités à se former en bataillon (lois du 4 août 1791 et 3
 « février 1792), nommèrent premier lieutenant-colonel, à l'una-
 « nimité M. Boveron-Pontignac, chef de la légion du district
 « de Valence, et par 418 suffrages sur 649 votants, pour deu-
 « xième lieutenant-colonel Championnet, adjudant-général de
 « la légion précitée ».

« Ce dernier, invité à se rendre à son poste, arriva à Crest
 « le 1^{er} septembre, porteur d'une lettre de Boveron-Pontignac,
 « dans laquelle celui-ci exprimait le regret à cause de ses infir-
 « mités de ne pouvoir accepter le grade offert, et Championnet
 « devint de la sorte premier lieutenant-colonel. Livache, de la
 « Motte-Chalancon, le remplaça, et Deneyrol, de Saillans, fut
 « nommé quartier-maître. Tous, chefs et soldats, jurèrent alors
 « d'être fidèles à la nation et à la loi, de maintenir la liberté et
 « l'égalité et de mourir à leur poste en les défendant (1) ».

Le 25 avril 1790 fut fondée à Valence la « *Société des Amis de la Constitution* », affiliée à celle du même nom siégeant au couvent des Jacobins à Paris. Ad. Rochas (*Journal d'un bourgeois*, I. p. 34), a donné à la fois et le programme de cette association et le nom des membres fondateurs, parmi lesquels se trouvait Colombier, le tuteur de Championnet. Championnet lui-même y fut admis le 14 mai 1790 ; il prêta le serment civique le 18 mai, fut élu membre du Comité le 9 novembre suivant, et secrétaire le 13 mars 1791. Le procès-verbal de la séance du 17 avril de cette société est encore écrit et signé de sa main, mais, nous ne savons pour quelles raisons, il n'y paraît plus après.

A partir de cette date, Championnet paraît avoir consacré

(1) M. de St-Albin prétend que Championnet dans l'Assemblée électorale de la Drôme réunie à Valence du 2 au 7 septembre 1792, refusa la députation « se sentant très capable d'être un bon soldat et craignant d'être un mauvais législateur ». Le procès-verbal de cette assemblée renferme à la vérité la signature de Championnet comme électeur ; mais elle ne fait de lui aucune autre mention (Note de M. A. de B.).

tous ses soins à l'organisation et à l'instruction de la Garde nationale de Valence, dont il rédige, avec Boveron-Pontignac, chef de la légion, le règlement, guide les exercices, etc. C'est là qu'il développe librement son activité et son intelligence, et où se préparent les brillantes qualités dont il fera preuve plus tard.

Mentionnons ici, à titre de curiosité biographique, que pendant toute cette période, de 1789 à 1792, Championnet, qualifié : « Bourgeois », prit le nom de « GRAND-CHAMPIONNET », et que c'est ce nom qui lui est généralement donné dans les divers actes auxquels il est mêlé ; — cependant il ne signe jamais que : « Championnet ».

Le 30 mars 1791, Championnet est déclaré adjudicataire des « Biens nationaux » ci-après : « Les domaines du Prieuré et « de Laye, situés dans le mandement d'Alixan, de la contenance en tout d'environ cent soixante-quatorze sétérées et « demie, consistant en bâtiments, terres, prés, vignes et bois, « dépendants du ci-devant Chapitre de St-Apollinaire de « de Valence... », pour la somme de 70.000 livres en principal, plus 7.526 livres de frais. Cette acquisition fut évidemment faite sur les conseils et avec les fonds de Colombier, qui avait flairé là un excellent placement. Elle donna lieu à un long et curieux procès, entre Championnet et la communauté d'Alixan, cette dernière revendiquant, comme sa propriété inaliénable, les mesures de l'antique prieuré de Coussaud, dédié à St-Martin, patron de la paroisse, et l'emplacement du cimetière contigu : par décision du 27 février 1792, le Directoire du Département maintint Championnet dans la propriété des portions contes-tées du domaine du « Prieuré » (Archives de la Drôme. *Papiers Villard et Tavenas*).

Notons ici que, par quittance du 11 février 1792, reçue M^r Bonthoux, notaire à Valence « Bouvier, notaire, procureur « fondé de Alexandre-Louis de Lattier de Bayanne, décoré de « la Croix de St-Louis, ancien colonel d'infanterie, résidant à « Frouard en Lorraine, reconnu avoir reçu de Colombier « Jean-André, homme de loy, héritier de défunt M^e Etienne

« Grand, conseiller du Roi, lieutenant au ci-devant Bureau de
« l'Election de Valence, la somme de 14.717 livres, 9 sols,
« 6 deniers, qu'il devait en sa qualité d'héritier, dont 14.000 en
« capital en vertu et pour cause de l'acte de vente faite des
« terriers, cens, pensions et autres objets audit feu s^r Grand par
« ledit s^r de Lattier, et le reste en intérêts, depuis le 2 février
« 1791 » (Minutes anciennes de l'étude Dorival, notaire à
Valence).

Championnet ayant été élu, comme nous l'avons dit, lieutenant-colonel, chef du 6^e bataillon de volontaires nationaux de la Drôme, le 29 août 1792, met ordre à ses affaires en vue de son prochain départ ; nous lisons, en effet, dans le « Répertoire général des actes de M^e Bonthoux, notaire à Valence » (Etude Dorival), les deux mentions suivantes :

« Du 7 septembre 1792. — Suscription du testament mystique de dame Magdelaine Colion, veuve de M. Etienne Grand, habitante à Valence ».

« Du 14 sept. 1792. — Suscription du testament mystique de s^r Jean-Etienne Championnet, citoïen actif de Valence ».

Malheureusement, ces deux actes, et les testaments y contenus, ont été retirés plus tard par leurs auteurs, et ne se trouvent plus dans les archives du notaire : c'est regrettable, car ces pièces nous eussent fourni des renseignements assurément très intéressants.

En fait, Championnet ayant pressé le ralliement, l'organisation et l'équipement de ses soldats, ce qui n'alla pas sans quelques difficultés, paraît-il, et ayant reçu de Colombier, son tuteur 4,000 livres « pour ses équipages militaires », partit de Valence le 20 septembre 1792, à la tête du 6^e bataillon des volontaires de la Drôme, se dirigeant sur Arbois (Jura) et Besançon.

Dès ce moment, Championnet appartient à l'histoire militaire de la France ; il fut l'une des gloires les plus brillantes de cette époque, pourtant féconde en hommes !...

Notre intention n'est pas de suivre Championnet dans sa carrière militaire : le cadre de cette " Etude " ne le comporte pas. L'un de nous, M. Villard, a, du reste, réuni patiemment en un grand nombre d'années, tous les documents relatifs à cette histoire. — Correspondance, proclamations, mémoires autographes, etc..., — et il espère livrer bientôt tous ces documents à la publicité : nous continuerons donc simplement ici *l'histoire civile* de Championnet, indiquant les relations qu'il garda avec sa ville natale, les procès qu'il soutint pour rentrer en possession de sa fortune, etc.

*
* *

CHAMPIONNET, de 1792 à 1800.

Nous avons vu dans le paragraphe précédent, que Championnet s'était rendu acquéreur, en 1791, des domaines du Prieuré et de Laye, sur Alixan, vendus comme biens nationaux. Il garda le domaine du Prieuré ; mais, par acte reçu M^e Mésangère, notaire, il revendit celui de Laye à Jean-Pierre Bichon, François Chovet, Jean Royannez, André Bichon et Antoine Drogue, pour 19,200 livres, qui furent payées par portions par les acquéreurs en avril et juillet 1793 et janvier 1794, entre les mains de Colombier « procureur fondé du citoyen Championnet », qui en délivra reçus. (*Papiers Tavenas*).

Le 27 avril 1793, le conseil général de la commune de Valence délivre un *certificat de civisme* à Jean-Etienne Championnet, « lieutenant-colonel du 6^e bataillon de la Drôme et précédemment adjudant-général de la légion du district de Valence. » (*Arch. de Valence, Reg. D, 3*). — Les temps devenaient durs ; les hommes mêmes qui servaient aux armées étaient tenus de produire des certificats de cette nature.

Par acte reçu « Antoine Bontoux, citoyen notaire public de « Valence », le 12 novembre 1793, Jean-André Colombier, licencié en droit, résidant au faubourg Saunière, et héritier de

défunt citoyen Etienne Grand, reconnaît avoir reçu de Jean-François Martin, maître de la Poste aux chevaux, « en assignats « papier monnaie de la nation ayant ce jourd'hui cours », la somme de 20,954 livres, 5 sols, 5 deniers, pour reste de la somme capitale de 62,000 livres que celui-ci devait du prix de vente à lui faite par ledit feu citoyen Grand, dans l'acte entr'eux passé par devant Mésangère, notaire, le 13 septembre 1782, du *Logis du Louvre*, situé audit faubourg Saunière, ainsi que de l'intérêt légitime au denier vingt de cette somme capitale depuis le 25 décembre 1781, déduction faite de toutes les sommes ci-devant payées à-compte par le citoyen Martin au citoyen Grand, et ensuite, après le décès de celui-ci successivement au citoyen Colombier. (Minutes anciennes de l'étude Dorival, notaire).

Deux jours après, c'est-à-dire le 14 novembre 1793, et par acte passé devant le même notaire, Colombier passe quittance définitive à Jean-François Martin du prix de vente du domaine de « la Robinière », contigu au Logis du Louvre, consentie le 18 octobre 1788, moyennant le capital de 12,000 livres, plus les intérêts (mêmes minutes).

— L'Etat de guerre, la rude vie des camps, les combats répétés mêmes, ne font pas oublier à Championnet ses compatriotes ; il entretient une correspondance suivie avec la « Société Populaire » de Valence (1) :

I. — « Comité révolutionnaire ou de surveillance de Valence.
— « Séance du 5 frimaire, l'an II (5 décem. 1793) : ... Il a aussi
« (Payan, procureur-général-syndic) fait lecture d'une lettre
« du citoyen Championnet, commandant d'un bataillon de la
« Drôme à l'armée du Bas-Rhin, dans laquelle il fait le détail
« d'une victoire remportée par les républicains sur les esclaves
« prussiens dont il est resté dix mille sur le champ de bataille ;
« il y annonce qu'il est sous les ordres du citoyen Taponier de

(1) Pour l'histoire curieuse de cette Société et ses transformations successives, voyez le *Journal d'un Bourgeois*, par Ad. ROCHAS, et les *Annales valentinoises*, par Marius VILLARD ; — aussi *Archives de la Drôme*, série L.

« cette ville, général dans cette armée, qui a pris pour ses
« aides-de-camp nos concitoyens Arbod et Antelme, qui se
« distinguent par leur civisme et leur bravoure... »

II. — « Séance du 7 pluviôse an II (26 janvier 1794) : Le
« citoyen Payan a continué en lisant une lettre du brave
« Championnet qui annonce que sa division fait des merveilles ;
« les contributions, dit-il, vont grand train, et bientôt trois ou
« quatre millions imposés sur les satellites des despotes vont
« être versés dans les coffres de la République. »

III. — « Séance du 30 germinal, deuxième année de la
« République française, une, indivisible, démocratique, impé-
« rissable et de la mort du tyran (19 avril 1794) : Présidence
« de Gallet. — Pontignac, commandant temporaire du district
« de Valence, a donné lecture à l'assemblée d'une lettre que
« lui a écrit Championnet, général de division, campé à Taxis,
« près Longwy.

« Dans cette lettre, ce brave républicain y proteste de son
« respect pour la mère la plus tendre, y renouvelle les marques
« d'attachement et d'estime qu'il a donné tant de fois à la garde
« nationale de Valence, y donne un détail circonstancié de
« la position avantageuse de nos armées, il y prémunit les
« patriotes contre les fausses nouvelles des armées, que sou-
« vent les aristocrates se plaisent à répandre, dans les vues de
« satisfaire leur passion, d'assassiner la liberté par le découra-
« gement et l'alarme ; il y retrace enfin, en peu de mots, la
« valeur, le courage et l'intrépidité qui caractérisent les géné-
« reux défenseurs de la liberté.

« Forest Cadet, pénétré à la lecture de cette lettre des vertus
« civiques de ce brave montagnard, en a demandé mention
« civique au procès-verbal, et qu'extrait lui en fut envoyé.

« L'assemblée ; — Considérant que cette lettre qui consacre
« l'estime et l'attachement de ce brave général pour la garde
« nationale de Valence, offre le plus grand intérêt à la Société ;
« Considérant qu'elle n'a jamais rien eu tant à cœur que de
« rendre hommage aux talents militaires, au zèle et au brûlant

« et persévérant amour pour la révolution, de tous les valeureux
« défenseurs de la patrie ;

« Considérant qu'elle doit mettre au nombre de ses plus
« douces jouissances, de récompenser la vertu filiale ;

« Considérant aussi qu'une correspondance active avec ce
« général, bannirait toutes les craintes sur les différentes
« versions que les ennemis de la liberté pourraient se permettre
« sur le détail de nos victoires.

« L'assemblée a accueilli avec le plus vif intérêt la proposition
« faite par Forest Cadet ; — a arrêté mention civique au
« procès-verbal, de la lettre du brave Championnet ; — et
« qu'extrait du présent lui servira d'invitation pour nous
« transmettre le résultat de ses victoires. »

IV. — « Armée de la Moselle. — Au quartier-général, à
« Arlon, le 1^{er} floréal, deuxième année de la République une
« et indivisible (20 avril 1794). —

« Je n'ai reçu qu'hier, mon ami, ta lettre en date du 6 ger-
« minal (26 mars 1794). J'en attribue le retard aux changements
« de positions que nous avons faits depuis le 7 du mois dernier.
« Je te remercie des deux adresses que tu m'as envoyé, sorties
« du sein de la Société de Valence ; l'énergie, le patriotisme,
« la haine contre les conspirateurs, contre les égoïstes, contre
« les modérés, contre les accapareurs et contre les tyrans
« coalisés, me les ont fait lire avec bien du plaisir. Elles ont
« été lues aussi en Sociétés, les cris de vive la République, la
« Convention, la Montagne et la Société de Valence ont sou-
« vent été répétés.

« Encore une fois, mon ami, les satellites du despotisme ont
« été battus complètement, le 27 d^{er} nous les chassâmes à deux
« lieux dans leur territoire, et nous prîmes une position mili-
« taire le 28, nous livrâmes bataille, nous les avons mis dans
« la plus grande déroute, au point qu'un officier a fait 9 pri-
« sonniers, un pas de charge qui a duré près de deux heures,
« mêlé de musique fit palir les brigands, nous fîmes beaucoup
« de prisonniers, nous enlevâmes des caissons, du pain, des

« armes et des provisions de toutes especes, la colonne que je
« commandois les a poursuivis jusqu'à une lieu et demi du
« luxembourg. Ont a jamais vu marcher les troupes dans un si
« bon ordre, qui joint au courage me fait penser que nous
« sommes invinsibles.

« Les Paysans dans ces contrées étoient presque tous armés
« les selerats ont payé bien cher leur crime, ceux qui ont echapé
« au chatiment qu'ils méritoient ont fuit : mais ce qui nous
« console c'est que leur maison sont pleine de foin, d'avoine,
« et du grains. Déjà plus de 300 voitures chargées de ses
« danrées précieuses sont entrées dans la République, nous
« sommes baraqués en avant d'Arlon ; nous avons sans façon
« découvert les maisons des fuyards, pour les porter sur des
« hauteurs, et nous avons établis en paille, planches, et terre
« des baraques, tous nos effets de campements ont été renvoyés
« pour être plus leger, afin de nous porter ou le besoin
« l'exigera.

« Les chasseurs a cheval du 19^e regiment se sont portés le
« 28 à tifferdange ont trouvé 400 paysans sous les armes
« protégés par 60 hussard, nous en avons tués 40, fait 6 prison-
« niers. Je vais te donner une idée de ces valeureux scelerats
« nos chasseurs n'étoient que 80. et une comp^{ie} de grenadier
« de la 173^e demi-brigade contre eux, toute l'armée de la
« Moselle est sur pays ennemi.

« Dans quelques jours je t'apprendrai j'espère quelques
« chose qui te ferai plaisir. La partie de notre armée qui est
« entre Sarre et Moselle a aussi batu l'ennemi. Une autre
« partie de notre armée est en marche et j'espere aussi qu'elle
« sera victorieuse.

« Le 6^e B^{on} de la Drôme n'est plus dans cette armée, malgré
« ma bonne volonté il m'est impossible d'être utile au fils de
« Fort, Salut et amitié éternelle.

« Le general com^t la division de droite à Arlon,

« CHAMPIONNET.

« Mes amitiés à Colombier et à Pontignac.

« P. S. — Le fameux Baulieu qui commandoit l'armée ennemie avoit rasuré les habitants d'Arlon, en leur disant que nous n'y entrerions jamais, il s'est grossièrement trompé dans son calcul, nous y gagnons beaucoup, parce que les magasins ont été plus considérable. »

Cette lettre n'a pas d'enveloppe. La suscription au dos porte :

« Au citoyen Payan, Procureur general syndic au département de la Drôme, à Valence. »

La lettre était fermée par un cachet de cire rouge figurant un cœur surmonté d'une main. On lit en bordure : « L'un et l'autre à la République », et au dessous : « Union générale ». (*Procès-Verbaux du Comité d'Instruction publique de la Convention Nationale*, par GUILLAUME. — Imprim. Nationale, 1901. — Communication obligeante de M. Etienne Mellier).

V. — « Société populaire — Séance du 20 Prairial, an II (8 juin 1794). ... L'on a passé à la lecture des nouvelles des armées du Nord et d'une lettre de Championnet qui annoncent que les défenseurs de ces armées se montrent en tout dignes de la cause sublime qu'ils défendent. »

VI. — « Séance du 25 Prairial an II (13 juin 1794) : On a entendu avec intérêt la lettre de notre frère Viot, accusateur public près la Commission populaire établie à Orange, et aussi celle de Championnet qui nous fait part de la réunion des armées de la Moselle, des Ardennes et du Nord. »

VII. — « Séance du 20 Messidor an II (8 juillet 1794) :

« Forest Cadet a fait lecture de la correspondance..., celle de Payan, membre du Comité d'Instruction publique qui annonce la prise de Mons, celle d'Algoud sur les trahisons découvertes et la punition des traîtres ; celle de Championnet sur l'état de nos armées du Nord,... etc. »

VIII. — « Séance du 5 thermidor an II (23 juillet 1794) : On entend avec intérêt la lecture du rapport de Barrère sur la prise de Landreçies et on applaudit également aux succès qui nous sont annoncés par Championnet. »

IX. — « Séance du 25 fructidor an II (11 septembre 1794) :
 « Un des secrétaires a aussi fait part à l'assemblée d'une lettre
 « à lui adressée par le citoyen Championnet, qui donne la plus
 « ferme espérance de la reddition de Bellegarde à la Républi-
 « que fondée sur l'extrême détresse où se trouve la garnison
 « de cette place, laquelle a été de même fort applaudie. »

X. — « Séance du 30 fructidor an II (16 septembre 1794) :
 « Il a été ensuite fait lecture de deux lettres du général Cham-
 « pionnet qui, en annonçant les nouveaux succès de l'armée de
 « Sambre-et-Meuse, donne le récit de la fête de cette armée,
 « en réjouissance de l'expulsion des satellites des despotes, de
 « nos frontières, fête célébrée en face de l'ennemi qui a encore
 « eu l'audace de tenter à la troubler, mais qui a été battu et
 « repoussé à la manière ordinaire des républicains : cette
 « lecture a été couverte des plus nombreux applaudissemens. »

XI. — « Séance du 15 vendémiaire an III (6 octobre 1794) :
 « Championnet, général de division de l'armée de Sambre-et-
 « Meuse, a fait part à la société par la lettre du 4 de ce mois
 « des leçons républicaines que les ennemis recevoient tous les
 « jours et des succès de nos armées, ce qui a été vivement
 « applaudi par l'Assemblée. »

XII. — « Séance du 25 vendémiaire an III (16 octobre 1794) :
 « On a ensuite passé à la lecture des nouvelles : une lettre de
 « notre brave frère Championnet nous a annoncé la prise de
 « Juliers et celle très-prochaine de Collogne..., etc. »

XIII. — « Séance du 5 brumaire an III (26 octobre 1794) :
 « On a passé à la lecture de la correspondance. Elle contenait
 « une lettre de notre frère Championnet qui nous annonce une
 « quantité de munitions en tout genre trouvée dans Collogne,
 « et la prise prochaine de Maëstrict. Cette nouvelle a été
 « applaudie. »

XIV. — « Séance du 30 brumaire an III (20 novembre 1794) :
 « On a fait lecture d'une lettre de notre frère Championnet qui
 « confirme la prise de Maëstrich et annonce que nous avons
 « trouvés onze cents prisonniers dans cette place. »

XV. — « Séance du 10 frimaire an III (30 novembre 1794) :
 « Le c^{en} Pontignac a aussi fait lecture d'une lettre à lui adressée
 « par notre frère Championnet, de Crevelt, laquelle renferme
 « des nouvelles non moins intéressantes, et des anecdotes
 « propres à nous faire entrevoir la mésintelligence qui règne
 « parmi les puissances coalisées et leurs satellites, ce qui a
 « occasionné beaucoup d'applaudissements. »

— Sur ces entrefaites, Championnet avait été nommé *provisoirement*, le 10 juin 1794, général de division, par les Représentants du peuple aux Armées; mais, avant de confirmer cette nomination, le Comité de Salut Public demanda l'état-civil de Championnet : or, on le sait, cet état-civil n'existait pas!...

C'est alors que fut dressé, par M^e Bonthoux, notaire à Valence, et à la requête de Colombier, l'acte de *notoriété* du 22 novembre 1794, dont nous avons donné le texte plus haut (142^e livraison, p. 243); mais, par une nouvelle *singularité*, et toujours, croyons-nous, pour ne pas ouvrir la porte à des revendications de succession, Colombier eut soin de ne rien faire insérer dans cet acte touchant la filiation de Championnet; aussi n'y est-il fait aucune mention ni d'Etienne Grand, son père, ni de Magdelaine Collion, sa mère!... Il était *Championnet*, et voilà tout!... Quoi qu'il en soit, cet acte fut considéré comme suffisant — d'où que vint l'homme, sa valeur primait tout! — puisque Championnet fut confirmé dans son grade de général de division, par arrêté du Comité de Salut Public en date du 2 décembre 1794 (*Etats de services*).

— Il y avait plus de deux ans que Championnet était parti de Valence, et, profitant de ce que l'armée dont il faisait partie prenait ses quartiers d'hiver à Aix-la-Chapelle, il obtient, le 25 novembre 1794 (5 frimaire an III), du représentant du peuple Gillet, un congé de 3 décades; il part le lendemain et nous le retrouvons à Valence le 10 décembre suivant, assistant à la séance de la Société Populaire, avec Gouvion, son aide-de-camp :

« Séance du 20 frimaire an III (10 décembre 1794).

« Le Général Championnet s'est présenté dans la salle.

« De nombreux et fraternels applaudissements ont témoigné

« combien on était joyeux de le posséder au milieu de ses

« concitoyens ; on a délibéré à l'unanimité que l'accolade

« fraternelle lui fût donnée au nom de la Société par le Prési-

« dent. Celui-ci a retracé, dans un discours énergique, quelles

« étaient les vertus guerrières et les vertus morales et civiles

« du général Championnet, à qui chaque sociétaire en l'embras-

« sant fraternellement lui ont fait éprouver combien il est

« glorieux d'avoir bien et fidèlement servi sa patrie.

« Le général Gouvion a paru un instant après dans la

« société ; de vifs et nombreux applaudissements l'ont égale-

« ment accompagné au bureau où il a reçu du président

« l'accolade fraternelle en témoignage de ses vertus guerrières

« et civiles. »

— Mais, Championnet n'était pas venu à Valence uniquement pour cela ; il y était venu surtout pour régler avec Colombier la succession de son père Etienne Grand. Marcelin-René Béranger (1), que nous avons déjà vu présent à tous les règlements d'affaires d'Etienne Grand et de Championnet, prêta encore pour celui-ci ses bons offices, et c'est alors qu'intervint l'acte du 27 décembre 1794, dont nous reproduisons ici les parties essentielles, laissant de côté les formules courantes.

« Par devant moy, Antoine Bonthoux, notaire... ce jourd'hui,

« sept nivôse an III (27 décembre 1794, vieux style), s'est

« personnellement établi citoyen Jean-André Colombier, mem-

« bre du bureau de pacification du district en ladite ville,...

« lequel a volontairement vendu et vend dès maintenant... au

(1) Marcelin-René Béranger, avocat, procureur du Roi en l'Election de Valence, Député de la Drôme à l'Assemblée Nationale de 1789 ; il fut le père de Alphonse-Marie-Thomas-Marcelin qui devint célèbre sous le nom de " Béranger de la Drôme ". — Celui-ci eut pour fils M. Béranger, actuellement sénateur et membre de l'Institut.

« citoyen Jean-Etienne Championnet, général de division de
 « l'armée de Sambre-et-Meuse, habitant en la même ville, à ce
 « aussi icy présent et stipulant, le domaine appelé Barlatier
 « qu'il a, jouit et possède propriétairement, situé en la commune
 « d'Alixan, composé de ses bâtiments jardins, terres laboura-
 « bles, vignes, bois, prés,... avec permission à l'acquéreur d'en
 « prendre possession dès à-présent... Cette vente ainsi faite et
 « convenue moyennant le prix et somme pour le tout de *quatre*
 « *vingt mille livres* (1) sur laquelle distraction et imputation ont
 « été faites et consanties de celle de *treize mille trois cent vingt*
 « *livres*, dont primo, dix mille livres que le citoyen Colombier
 « laisse et abandonne à fond perdu au citoyen Championnet, à
 « condition pour celui-cy de servir annuellement, ce que le
 « citoyen Colombier le charge et délègue de faire, à citoyenne
 « Magdelaine Colion, veuve de citoyen Etienne Grand, rési-
 « dante audit Valence, pour pansion viagère que ledit citoyen
 « Colombier doit à celle-ci suivant l'acte public passé devant
 « moi dit notaire le 23 novembre 1788, la somme de mille
 « livres... et au décès de la citoyenne veuve Grand la susdite
 « pansion annuelle et viagère de mille livres, sera, demeurera
 « éteinte et supprimée et la somme de dix mille livres, capital
 « d'icelle sera pour lors irrévocablement acquis au citoyen
 « Championnet... — Secundo, trois mille trois cent vingt livres
 « que le citoyen Colombier indique et délègue aussi le citoyen
 « Championnet, de, pour lui et sa décharge, payer au citoyen
 « Crozat Vaugrand aîné et à la citoyenne Martel veuve Verat,
 « pour dettes de la succession d'Etienne Grand. Quant à la
 « somme de 66,680 livres restante dûe de celle susdite de
 « 80,000 livres, prix de vente, le citoyen Championnet promet
 « et s'oblige de la payer au citoyen Colombier dans sept années

(1) Une note, qui fait partie des papiers Tavenas, dit textuellement :
 « A l'époque de l'acte, les assignats étoient à 30 livres le cent suivant
 « le tableau de dépréciation du département, et sur ce pied, le prix de
 « la vente se réduit à 24,000 livres. »

« plus prochaines, avec intérêt à la cote du denier vingt qui
« aura cours dès aujourd'hui... et cependant il est convenu que
« le citoyen Championnet pourra se libérer avant le susdit terme
« de sept années, même en parties brisées, à condition qu'il ne
« pourra pas faire des paiements moindres de dix mille livres,
« et qu'il en prévendra le citoyen Colombier trois mois à
« l'avance... Ainsi passé et accepté, fait et récité au dit Valence,
« dans la maison d'habitation du citoyen Marcelin-René
« Bérenger, président au tribunal criminel du département de
« la Drôme, en présence des citoyens... etc. » (Minutes anciens
« nes de l'Etude Dorival, notaire à Valence).

— D'après les papiers que nous avons compulsés, il semblerait que ce n'est à peu près que contraint et forcé que Colombier souscrivit la vente ci-dessus du domaine de Barlatier ; il prétendait « avoir exercé des actes de bienfaisance » envers Championnet, et voulait que ce dernier les reconnût « par un
« acte de garantie en écriture privée, attendu que cette garantie
« pouvait devenir dangereuse aux parties en l'insérant dans
« l'acte public. » Mais, malgré les demandes réitérées de Colombier, Championnet qui n'admettait pas cette prétendue
« bienfaisance », ne consentit pas à signer l'acte de garantie qui lui était réclamé, et qui devait former la contre-partie de l'acte de vente ci-dessus. C'est alors que Colombier se brouilla définitivement avec Championnet, et que, à la date du 15 pluviôse an III (3 février 1795), il révoqua son testament du 16 juillet 1788 (voyez ci-devant : 143^e livraison, p. 362). Mieux que cela, il s'ensuivit un procès dont nous rendrons compte en son temps, et qui nous fournira « les éclaircissements » dont parlait Colombier.

— C'est pendant son séjour à Valence que Championnet fit l'acquisition d'une maison sur la Place des Clercs, pour y loger sa mère qui, forcée par Colombier de quitter la maison d'Etienne Grand, au faubourg Saunière, était allée habiter rue Pérollerie. Nous reparlerons plus loin de cette maison, vendue plus tard à Milhan, et démolie récemment pour le dégagement de la Cathédrale St-Apollinaire.

Le 7 janvier 1795 (18 nivôse an III), et par acte reçu M^e Bonthoux, notaire, Championnet institue son ami Jacques-Emmanuel Brosset, pour son procureur fondé, avec tous pouvoirs pour la gérance de ses intérêts (Arch. de l'Etude Dorival).

Enfin, le même jour, le même notaire reçoit le testament de Championnet en ces termes :

« ... s'est personnellement établi citoyen Jean-Etienne Championnet, général de division de l'armée de ladite république à Sambre-et-Meuse, résidant audit Valence, lequel sain de ses sens, mémoire et entendement, après avoir recommandé son âme à Dieu, a volontairement fait et ordonné son dernier testament nuncupatif dont il a dicté intelligiblement les dispositions que moi, dit notaire, ay recueilli et écrit de ma main, au fur et à mesure qu'il les a prononcé comme suit :
« Le citoyen Championnet, testateur, donne et lègue à citoyenne *Marie Colion*, fille de défunt citoyen Pierre Colion et de défunte citoyenne Marie Vacher, pour pension viagère, la somme de sept cent livres... Et pour son héritière universelle le citoyen Championnet, testateur, a fait, créé, nommé et institué citoyenne *Magdelaine Colion*, veuve de citoyen Etienne Grand, résidante audit Valence, rue Perollerie, autre fille desdits défunts Pierre Colion et Marie Vacher, à l'effet, au décès du testateur, par ladite citoyenne Magdelaine Colion veuve Grand de recueillir les biens de l'entière succession du citoyen Championnet, testateur, à la charge par elle du paiement de pension annuelle et viagère ci-dessus léguée..... etc. » (Archives de l'Etude Dorival).

Ayant ainsi réglé ses affaires, Championnet repart pour l'armée de Sambre-et-Meuse, cueillir de nouveaux lauriers !

*
* * *

Le 12 mars 1795 (22 ventôse an 3) M^e Bonthoux, notaire, procède « dans la maison d'habitation de citoyenne Magdelaine Colion, veuve de citoyen Etienne Grand, à Valence, rue

« Perolerie, près la place de la République (c'était alors la « la place de la Pierre) », et à la requête de Jacques-Emmanuel Brosset, procureur-fondé de Championnet, à l'adjudication des immeubles ci-après, appartenant audit Championnet, savoir :

« 1° — Une pièce de terre nommée les Chatagners ou la « Vignace, contenant environ quatre sétérées, entourée de plus « de deux cent chênes appelés Trompes, dépendante du « domaine de Barlattier, situés au terroir de Reybias, en la « commune du lieu d'Alixan, confrontante du levant, couchant, « bize et vent terres dépendantes du domaine de Reybias, « appartenant au citoyen Troulier...

Adjugée à Pierre Arthaud, pour 5,900 livres.

« 2°. — Une pièce de terre en bois, nommée Bealeu, contenant « environ quatre sétérées, aussi dépendante du susdit domaine « de Barlattier, située au terroir de Reybias, confrontante, des « levant, couchant et vent terres et prés dependants du domaine « de Charbonnier.

Adjugée à Jean-Baptiste Argoud, pour 8,000 livres.

« 3°. — Une pièce de terre nommée Saint-Esprit, dépendante « du domaine du ci-devant prieuré de Coussau, en la commune « d'Alixan, contenant environ dix sétérées, mesure de Valence, « confrontante..... etc.

Adjugée au tuteur des enfants de Mottet la Voupe, pour 36,500 livres.

« 4°. — Autre pièce de terre nommée Les Chauds ou Gros- « pays dépendante du même domaine du Prieuré, contenant « environ dix sétérées, mesure de Valence, confrontant... etc.

Adjugée au même, pour 32,700 livres.

— Produit total des ventes : 83,100 livres.

Championnet n'avait fait procéder à ces ventes qu'afin de se créer des ressources pour désintéresser Colombier, dont-il voulait à tout prix se débarrasser. Usant de la faculté qui lui était accordée par l'une des clauses de l'acte de vente du 27 déc. 1794, il lui notifie, le 18 mars 1795 (28 ventôse an III) son intention de se libérer, dans trois mois, des 66,680 livres formant le solde du prix du domaine de Barlattier.

Ce fut là l'origine du procès entre Championnet et Colombier, procès qui dura trois ans, et dont nous allons, aussi sommairement que possible, exposer les phases, d'après les documents de toute nature qu'il nous a été possible de compulsier (Papiers Tavenas ; archives des notaires et du Tribunal, etc.).

A la notification de Championnet, Colombier riposta par une demande en cassation de l'acte de vente du domaine de Barlatier, « pour causes de lésion énormissime, etc. »

Etranger à la chicane, et peu rassuré sur l'issue du procès ainsi engagé, Championnet s'adressa à des hommes de loi de Grenoble, et obtint d'eux, le 31 août 1795, une *consultation*, que nous croyons devoir reproduire ici en entier parce qu'elle est une page de l'histoire de Championnet, et qu'elle explique les causes pour lesquelles, par rapport au droit ancien, Etienne Grand ne put, à son lit de mort, ni légitimer Championnet, ni en faire son héritier direct. — Dans cette reproduction textuelle, nous avons laissé subsister certaines erreurs de dates commises par les signataires, et que le lecteur rectifiera de lui-même.

« M. Etienne Grand eut de Magdelaine Collion, il y a 30 ans,
« un enfant mâle qui fut baptisé sous le nom de Championnet,
« comme fils d'un inconnu. Grand et la Collion étoient libres.
« Grand eût soin de cet enfant qu'il plaça d'abord en nour-
« rice, et successivement chez divers maîtres, il le prit enfin
« chez lui, où il a été entretenu et élevé comme son fils,
« jusqu'à la mort de Grand, arrivée un peu avant le 14 juil-
« let 1789 ; il ne se cachait pas de lui avoir donné le jour, et il
« étoit public à Valence que Championnet étoit son fils.

« Au lit de mort, Grand épousa Magdelaine Collion ; comme
« les lois qui étoient alors en vigueur ne lui permettaient pas de
« disposer de ses biens, ni en faveur du fils, ni en faveur de la
« mère, il laissa subsister un testament déjà fait en faveur du
« citoyen Colombier, procureur en la Sénéchaussée de Valence,
« son ami, à la charge imposée auriculairement de rendre sa
« succession à Championnet.

« Colombier se conforma fidèlement aux intentions de
« Grand ; immédiatement après la mort de ce dernier, Colom-
« bier envoya Championnet à Lyon où il resta un an, il revint
« ensuite à Valence habiter avec la Collion, sa mère, chez
« laquelle il a demeuré jusqu'à son départ pour les armées.

« Championnet n'avait lui-même aucune espèce de fortune,
« et celle de sa mère était bornée à une pension alimentaire de
« 1,000 livres, que Grand lui avait léguée par son testament.
« Championnet n'avait par conséquent d'autres ressources que
« dans les secours qui lui étaient fournis par Colombier,
« d'après l'obligation qui lui avait été imposée par Grand ; ces
« secours fournis, s'il faut en croire Colombier, s'élèvent à une
« somme très-importante ; Championnet soutient au contraire
« qu'ils sont peu considérables, à part qu'il a reçu 4000 livres
« pour ses équipages militaires ; mais dans tout cela, Colombier
« entendait remplir un devoir, et Championnet n'entendait
« pas emprunter, et ce qui le prouve c'est que l'un n'a jamais
« exigé de reconnaissance, et que l'autre n'en a point offert ; il
« y a plus, c'est que Championnet et Colombier ont administré
« et joui en commun des biens de la succession Grand, sans
« qu'il y ait jamais eu de compte entre eux.

« Championnet a acquis le domaine national du Prieuré,
« situé dans la commune d'Alixan, touchant le domaine de
« Barlatier, dépendant de la succession de Grand ; Championnet
« a vendu une partie du domaine du prieuré, dont partie du
« prix a été exigée par Colombier et employée au paiement de
« l'acquisition.

« C'est dans cet état de choses que Championnet étant venu
« à Valence, dans le courant du mois de frimaire an 3^e,
« Colombier vendit à Championnet le domaine de Barlatier, au
« prix de 80,000 livres, dont 10,000 ont dû rester à fond perdu
« entre les mains de l'acquéreur, à la charge de payer la
« pension viagère de 1,000 livres à Magdelaine Collion, sa mère,
« et le surplus a été délégué ou doit être payé au vendeur à
« termes fixes.

« Cette vente n'est, dans le fond, qu'une rémission partielle
« de la succession Grand.

« Colombier averti juridiquement que le prix entier lui serait
« payé au 1^{er} messidor an 3, a fait citer Championnet devant le
« bureau de paix en conciliation sur la demande en rescission
« qu'il déclare former contre la vente du domaine de Barlatier,
« pour cause de lésion.

« Ainsi plusieurs questions sont à examiner. — 1^o dans l'état
« des choses, l'action en rescission compte-t-elle à Colombier ?
« — 2^o dans le cas qu'elle lui compte, de quelle manière l'esti-
« mation doit-elle être faite vu la perte énorme que les assignats
« ont subi depuis l'époque de la vente ? — 3^o Championnet
« reconnu fils naturel de Grand, n'a-t-il pas le droit de
« réclamer la succession de son père, ouverte en faveur de
« Colombier avant la Révolution, en vertu d'un testament,
« surtout après la charge imposée à Colombier de lui en faire la
« rémission, charge qu'il a reconnue facilement par sa conduite
« envers Championnet, soit en jouissant en commun des biens
« héréditaires, soit en lui fournissant toutes les sommes dont il
« a eu besoin sans intention de rappeler puisqu'il n'a point
« exigé de reconnaissance, et que ce défaut de moyen ne lui
« laissait aucun espoir de remboursement, soit enfin par la vente
« du domaine de Barlatier à un prix modique, qui n'est au
« fond qu'une rémission partielle ?... — 4^o à tout événement,
« Championnet n'a-t-il pas le droit de revendiquer les deux
« sixièmes de la succession de Grand, par la seule qualité de
« fils naturel ?.

« Le conseil est prié de donner son avis motivé sur les
« questions ci-dessus, et sur celles qui lui paraîtront devoir
« résulter des faits exposés et des pièces remises.

« Vu le mémoire cy dessus, et la citation dudit Jean-André
« Colombier au citoyen Jean-Etienne Championnet, pour paroi-
« tre au bureau de paix, du 12 floréal dernier (1^{er} mai 1795).

« Les soussignés observent que c'est moins aux questions
« proposées, et auxquelles on répondra cependant, que le

« consultant doit donner une attention sérieuse, qu'aux suites
« que pourroient avoir les difficultés et la contestation qui
« s'élèvent entre le citoyen Colombier et lui.

« Le cit. Championnet est fils du cit. Grand ; mais il paroît
« que celui-ci ne pouvoit pas relativement aux lois anciennes,
« lui faire des libéralités, ce qui l'engagea à chercher des voyes
« indirectes pour lui faire parvenir ou la totalité, ou une partie
« de sa fortune. Il est probable que l'incapacité du citoyen
« Championnet provenoit de la cohabitation de sa mère avec le
« cit. Grand et de ce que ce ne fut que dans ses derniers
« moments *in extremis* qu'il s'unit à elle par les liens du
« mariage, ce qui en effet selon les articles 5 et 6 de la déclara-
« tion du 26 novembre 1639 et l'article 8 de l'édit du mois de
« mars 1697 ne permettoit pas à son père de lui faire des
« libéralités ; *ces lois déclaroient incapables de toute succession,*
« *les enfants nés de femmes que les pères ont entretenues, et qu'ils*
« *épousent lorsqu'ils sont à l'extrémité de la vie.*

« Si cela est, on ne doit pas se dissimuler que c'est d'après
« ces lois, et d'après la multitude d'arrêts des différentes Cours
« qui les avoient confirmées, qu'on devoit juger de la capacité
« du cit. Championnet de recueillir les biens de son père. Les
« lois actuelles concernant les enfants nés hors du mariage, ne
« trouveroient ici aucune application et ne pourroient point être
« opposées aux héritiers légitimes du cit. Grand puisqu'il étoit
« décédé avant l'époque à laquelle, depuis la Révolution, on a
« fait remonter l'effet de quelques lois.

« On doit réfléchir aussi que s'il étoit prouvé que le citoyen
« Colombier eut été chargé par le cit. Grand d'un fidéi-commis
« auriculaire, ou par son aveu ou par des actes qui décèlassent
« cette charge de la foy promise par Colombier de restituer au
« cit. Championnet les biens de Grand, cette disposition seroit
« annulée, tout comme l'eut été une disposition directe en faveur
« de Championnet ; *et les héritiers légitimes de Grand, à quel*
« *degré de parenté qu'ils pussent se trouver, seroient fondés à*
« *réclamer la succession.* Nombre d'arrêts l'ont jugé ainsi, et il
« y a peu d'arrestoglyphes qui n'en rapportent de semblables.

« Le cit. Colombier n'attaque encore que la vente du domaine
« de Barlatier faite au mois de frimaire dernier ; mais déjà le
« langage entortillé de sa citation prêteroit des armes bien fortes
« aux *héritiers collatéraux de Grand* ; et si le cit. Championnet
« venoit à soutenir lui-même qu'il y a eu un fidéi-commis
« auriculaire, les faits déjà posés et déjà convenus entre Colom-
« bier et lui suffiroient pour le faire décider ainsi, malgré des
« rétractions trop tardives ; ou du moins pourroient donner lieu
« à une contestation très sérieuse ; les héritiers, en conséquence,
« pourroient dépouiller les deux contendants d'une fortune dont
« il seroit jugé que Grand ne pouvoit pas disposer de la
« manière qu'il l'a fait, s'il avoit chargé Colombier d'un fidéi-
« commis envers un enfant qui ne pouvoit pas recevoir direc-
« tement des libéralités de lui.

« Le cit. Championnet doit appercevoir par là combien il a
« intérêt de n'avoir aucunes difficultés avec le cit. Colombier,
« d'éloigner toute idée d'obligation de sa part de lui remettre
« les biens de son père, et de paroître tout devoir à la pure
« libéralité du cit. Colombier.

« Les lois nouvelles qui deffendent même à celui-ci de faire
« des dispositions gratuites à d'autres qu'en faveur de ses
« propres héritiers, sauf quant au dixième ou au sixième de ses
« biens, s'il a, ou s'il n'a pas des enfants, nécessitent aussi
« entre les cit. Colombier et Championnet d'autres arrange-
« ments que ceux qui auroient pu intervenir, si ces lois
« prohibitives n'eussent pas existé. *D'après les anciennes lois,*
« *Colombier auroit pu faire une donation directe à Championnet,*
« il auroit même pu l'instituer héritier ; mais il ne le peut plus
« aujourd'hui ; il ne le pouvoit même pas au mois de frimaire
« dernier.

« Cependant il lui vendit ou parut lui vendre alors le domaine
« de Barlatier au prix de 80,000 livres, et il paroît que ce prix
« est bien inférieur à la vraie valeur de cet effet ; une grande
« lésion jointe aux autres circonstances dont on peut argumenter
« contre la sincérité de cet acte, formeroit une forte présomption

« de libéralité et pourroit suffire pour le faire déclarer nul,
« s'il étoit attaqué par les héritiers directs dudit Grand.

« Il faudroit tâcher de prévenir cette objection de leur part par
« un traité sur la lésion et par le paiement effectif d'un supplé-
« ment de prix ; mais pour cela il faut que l'harmonie renaisse
« entre les cit. Colombier et Championnet ; il faut que la
« question de lésion ne soit agitée entre eux que de la
« même manière que le seroit celle de deux citoyens qui
« n'auroient aucune liaison ; il faudroit supprimer la citation
« du 12 floréal et la remplacer par une citation ou par un traité
« très-simple, purement relatif à la lésion et où n'entrassent
« pour rien l'allégation du vendeur qu'il a voulu donner cet
« effet et la condition qu'il impute à l'acquéreur de n'avoir pas
« remplie.

« Enfin, et en deux mots : le cit. Championnet doit prendre
« tous les moyens possibles pour s'arranger avec le citoyen
« Colombier ; *sans cela il est exposé vis-à-vis des héritiers*
« *légitimes dudit Grand à une querelle qui pourroit entraîner sa*
« *ruine.*

« D'après les observations ci-dessus, on voit qu'il seroit
« inutile de s'occuper à certains points de vue des questions
« proposées :

« 1° L'acte du mois de frimaire dernier ne pouvant être
« présenté par le cit. Championnet que comme un contrat
« ordinaire de vente, il est bien certain que Colombier est
« fondé à en recourir par lésion.

« 2° La lésion doit être calculée d'après la valeur et le produit
« intrinsèque de l'immeuble vendu et d'après celle des espèces
« monétaires payées lors de l'acte, ou telle qu'elle existe
« réellement au moment fixé pour le paiement du surplus.

« 3° On a déjà suffisamment annoncé que le cit. Championnet
« ne pourroit point, et devroit bien au surplus se garder de
« demander la restitution de la succession de son père, sous
« prétexte de fidéi-commis auriculaire.

« 4° Enfin il ne pourroit point aussi demander un 6° ou un

« 12^e de cette succession comme enfant naturel. Les lois
« anciennes ne lui laissoient à espérer que des aliments fixés
« assez ordinairement à une pension viagère, et qu'il pourroit
« même n'être pas dans le cas de demander s'il a une fortune
« propre.

« Délibéré à Grenoble, le 14 fructidor de l'an 3 (31 août 1795).

« Reçu 200 livres. — BARTHELLEMY.

« Reçu 50 livres. — LEMAISTRE. » (*Papiers Tavenas*).

On le voit, cette consultation établit bien la situation de Championnet, et elle lui laissait peu d'espoir de récupérer la fortune d'Etienne Grand, détenue par Colombier. Ce dernier, de son côté, homme de loi lui-même, connaissait parfaitement, semble-t-il, cette situation, et cela expliquerait en partie la révocation de son testament du 16 juillet 1788 qui était, en fait, légalement nul et de nul effet.

Nous pourrions ouvrir ici une parenthèse étendue pour discuter les griefs réciproques de Colombier et de Championnet, apprécier la gestion de Colombier, rechercher même si, à son lit de mort, Etienne Grand n'a pas dû ou pu laisser de la main à la main, à Magdelaine Collion, sa femme, un capital-numéraire plus ou moins important, distrait ainsi de la succession en immeubles et obligations, numéraire qui aurait été alors l'origine de la fortune constatée de Championnet, etc... ; mais, outre que les moyens de contrôle sérieux nous font défaut aujourd'hui, nous croyons inutile d'établir cette discussion, le lecteur étant à même de juger sur les documents produits au cours de cette « Etude ».

MARIUS VILLARD.

JULES TAVENAS.

(A suivre)



MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DES

COMTÉS DE VALENTINOIS ET DE DIOIS

TROISIÈME MÉMOIRE

LE DUCHÉ DE VALENTINOIS. CÉSAR BORGIA.
 DIANE DE POITIERS. LES PRINCES DE MONACO
 (1498-1791)

I

Charles VIII était mort subitement, à la fleur de l'âge, le 7 avril 1498. Louis XII, qui lui succéda, donna assez à comprendre dès les premiers jours de son règne qu'il ne demeurerait point étranger aux affaires de l'Italie et qu'il revendiquerait tous ses droits sur Naples, Milan et Gênes. Désireux de nouer de bonnes relations avec la cour romaine, qui pouvait seconder les projets de sa politique, il écrivit au pape pour lui notifier son avènement à la couronne et l'assurer de son désir de travailler au bien de la chrétienté. Le 4 juin, contre toutes les traditions, Alexandre VI faisait partir de Rome une ambassade, qui avait pour mission de féliciter le nouveau roi, de lui suggérer la pensée d'une croisade contre les Turcs et enfin de lui soumettre certaines mesures pour amener la pacification de l'Italie (1). De son côté Louis XII,

(1) BURCHARDI *Diarium sive rerum urbanarum commentarii* 1483-1506, edidit Thuasne. Paris, 1883-51 (3 vol. in-8°), t. II, p. 474. — Cf. PASTOR, t. VI, p. 51-2.

avait lui aussi, en ce même temps, envoyé au pape une ambassade pour demander l'annulation de son mariage avec Jeanne de France, la fille de Louis XI, qu'il n'avait épousée, disait-il, que contraint par la violence. Le pape s'empressa le 29 juillet, de nommer pour l'étude de cette question deux délégués, Louis d'Amboise, évêque d'Albi, personnage absolument dévoué au roi, et Fernand d'Almeida, évêque de Ceuta en Afrique, prélat romain, d'origine portugaise, et alors nonce en France. Sans tarder, les délégués pontificaux commencèrent le 10 août le fameux procès (1).

Une telle complaisance réclamait son salaire. Or, Alexandre VI poursuivait alors un rêve, caressé depuis quelque temps ; il voulait enrichir César Borgia, celui de ses fils sur lequel s'étaient reportées toutes ses affections et ses espérances, après le meurtre du duc de Gandie ; il voulait lui créer une haute situation dans le monde, faire de lui un prince puissant, capable de contenir dans le devoir les barons de l'Etat pontifical toujours soulevés. Le moment semblait venu, où le rêve allait devenir une réalité. César Borgia est un personnage bien connu ; il a été l'objet, dans ces dernières années surtout, d'études historiques fort remarquables (2) qui ont déchiré tous les voiles et nous l'ont montré incarnant en lui, à un suprême degré, les qualités et les vices de sa race, homme de génie et de courage, à qui tous les moyens sont bons pourvu que le succès soit au bout. Il est le troisième fils que le cardinal Rodrigue Borgia, chancelier de l'Eglise, eut

(1) MAULDE, *Procédures politiques du règne de Louis XII*. Paris, 1881, in-4°, p. 807 et suiv.

(2) YRIARTE, *César Borgia*. Paris, 1889, 2 vol. in-8°. — GREGOROVIVS, *Lucrèce Borgia*. Paris, 1876, 2 vol. in-8° (Traduction de P. Reynaud). — M. THUASNE, dans son édition de BURCHARD, a réuni un grand nombre de documents concernant César Borgia. Voir aussi : PASTOR, t. V, VI. — DE GALLIER, *César Borgia, duc de Valentinois, et documents inédits sur son séjour en France*, dans *Bulletin de la Soc. d'Arch. de la Drôme*, t. XXIX (1895).

en 1476, d'une dame romaine, Vannoza Catanei. Destiné à l'état ecclésiastique, il fallut régulariser la situation que lui créait sa naissance : une bulle de Sixte IV, d'avril 1480, le dispensa de prouver sa légitimité pour obtenir des bénéfices, et un acte du roi Ferdinand le Catholique, daté de 1481, lui accorda cette légitimité et le naturalisa espagnol. « Avant l'âge de raison, dit son historien, les privilèges, de toute part, s'accumulent sur sa tête ; une bulle de Sixte IV, du 10 juillet 1482, lui accorde tous les revenus des prébendes et canonicats de la cathédrale de Valence ; une seconde du même pontife (5 avril 1483) lui concède un autre canonicat et un bénéfice dépendant de l'archidiaconé de Xativa ; l'année suivante, toujours par faveur de Sixte IV, il est nommé à la prévôté d'Albar, qui dépend encore de Xativa ; enfin le 12 septembre 1484 (selon la bulle d'investiture il est âgé de neuf ans, *tibi in nono tue ætatis constituto*), il devient trésorier de Carthagène. » En 1489, César commence ses humanités à la *Sapienza* de Pérouse, et de là passe à la célèbre université de Pise. C'est là, au cours de ses études théologiques, que lui fut conféré la dignité épiscopale : une bulle d'Innocent XII du 12 septembre 1491 le désigne pour le siège de Pampelune. Il était encore étudiant à Pise, lorsque l'année suivante, il reçut la nouvelle de l'élection de son père à la papauté. Sur l'ordre de celui-ci, il se retira à Spoleto, attendant le moment où il lui serait permis de venir à Rome recueillir sa part de fortune. S'il n'assista pas aux fêtes de couronnement, il ne perdit rien, car le jour même où s'accomplissait cette solennité, le 26 août 1492, il était nommé archevêque de Valence, dignité qui lui conférait le titre de primat de l'Espagne, et quelques semaines plus tard, le 21 septembre, il était promu cardinal. Au commencement de l'année 1493, il est installé à Rome, n'ayant d'ecclésiastique que le nom, menant une vie toute mondaine, souvent même ouvertement scandaleuse. Le peuple eut bien vite jugé la valeur morale de cette jeune Eminence ; il la crut capable de tous les forfaits, et quand le

second fils d'Alexandre, le duc de Gandie périra sous le fer des assassins, la rumeur publique désignera le meurtrier, le nouveau Caïn, César Borgia (1).

Dès l'année 1497, Alexandre avait sérieusement songé à la sécularisation de son fils (2), et comme César n'avait point reçu les ordres majeurs, la chose ne présentait pas de grandes difficultés. Il entama même certaines négociations avec la cour de Naples pour lui faire épouser une princesse de la maison d'Aragon (3), et l'on dit que le refus dédaigneux contre lequel vinrent se heurter ses propositions, le détermina à se jeter du côté de la France, dont il avait jusqu'alors combattu la politique en Italie. Ce qui est certain, c'est qu'Alexandre et Louis XII ayant besoin l'un de l'autre, avaient dès le mois d'août 1498 conclu un traité secret, dont les événements nous ont révélé les clauses principales. Le roi s'engageait à procurer à César une situation princière, à lui donner dans le royaume des revenus et des terres, notamment ces comtés de Valentinois et de Diois, depuis tant d'années objet de litige entre la cour romaine et la France ; il s'engageait à le marier richement et enfin à lui fournir de l'argent et des troupes pour réduire à l'obéissance, expulser de leurs châteaux, vrais repaires de brigands, les seigneurs rebelles de la Romagne et des autres parties de l'Etat pontifical. En retour, le pape promettait au monarque de seconder de tout son pouvoir le projet de reconquérir le Milanais et le royaume de Naples. Au commencement d'août, à Etampes, le roi fit rédiger des lettres patentes, par lesquelles il investissait César Borgia des Comtés de Valentinois et de Diois, lettres relatant quelques-uns des articles du traité secret (4), et

(1) YRIARTE, t. I, p. 30, 35, 47, 50, 124. — GREGOROVIVS, t. I, p. 198.

(2) SANUTO, *I diarii*. Venise, t. I (1879), col. 792.

(3) YRIARTE, t. I, p. 139. Voir dans cet auteur la description de l'épée de César.

(4) Archives de l'Isère, B, 3049, f° 464. — Ces lettres ont été publiées par ANSELME, t. V, p. 517. « Loys... à tous... scavoir faisons..,

aussitôt Louis de Villeneuve, baron de Trans, partait pour Rome afin de remettre à César ce document qui allait changer sa destinée et paraissait ouvrir à ses ambitions une nouvelle carrière de fortune et de gloire.

Tout était préparé d'avance à Rome. Le matin même du jour où l'envoyé du monarque français débarquait à Ostie, le cardinal de Valence, « dans une humble attitude, avec une déférence marquée pour ses pairs, » se présentait devant le sacré collège et demandait l'autorisation de renoncer à la pourpre, de quitter l'état d'ecclésiastique qu'il n'avait embrassé que contraint, forcé et contre toute vocation. L'intervention, les prières et, sans doute aussi, les promesses du pape amenèrent les cardinaux à donner un consentement unanime à cette sécularisation. Leur condescendance au désir des Borgia fut alors sévèrement jugée, et Sanuto, l'ambassadeur Vénitien, relatant le fait dans son journal, ajoutait cette réflexion : « Ainsi tout va de travers dans l'Eglise de

que par la singulière amour et affection que pourtons à nostre cher et amé cousin le seigneur domp César de Borja, en faveur de nostre saint père le pape, dont il est prouchain parent, et pour considération, recognoissance des bons services que led. s. domp César nous a icy devant faict et espérons qu'il fera cy après, desirans l'atraire par deça en nostre service et lui donner lieu et place où il se puisse loger et retirer, ainsi que bien lui appartient, et pour aultres causes et considerations à ce nous mouvans et mesmement en faveur de certain mariage que nous entendons faire de sa personne en cestuy nostre royaume, et aultres apponctements dont ne voulons icy aultre desclaration estre faicte, à iceluy seigneur domp César, de nostre certaine science, grace especial, pleine puissance et auctorité royale et delphinale, avons donné, cédé, quicté, transporté et delaissé, par la teneur de ces présentes..., donnons... pour luy, ses hoirs et successeurs perpétuellement et a tousjours nos contés et seigneuries de Valentinoys et Dyois, leurs appartenences et appendences, ainsi qu'elles se comportent et poursuyvent, tant en justice, juridiction...Donné à Estampes, au mois d'aoust, l'an de grâce 1498 et de nostre règne le premier... » Les lettres d'attache de Jean comte de Foix, gouverneur du Dauphiné, sont datées de Paris, le 22 août.

Dieu (1). » D'après le *Diarium* de Burchard, ce fut le 17 août que César se dépouilla de la pourpre cardinalice et laissa à son père la disposition de ses bénéfices, dont les revenus s'élevaient à 32,000 ducats. « Le vote à peine obtenu et César à peine relevé de ses vœux, Villeneuve franchit les portes de la ville et remit au saint père les patentes royales. »

Louis de Villeneuve avait encore pour mission de conduire en France César Borgia, et le roi qui désirait avoir sous la main, le plus tôt possible, un gage si précieux de la bonne volonté du pontife, avait annoncé l'envoi d'un vaisseau, de deux barques et de cinq galères à Ostie, sous le commandement du sieur de Sarenon, pour que le voyage pût s'accomplir dans les meilleures conditions (2). Mais les préparatifs du départ se firent avec une lenteur calculée : Alexandre, habile diplomate et méfiant par nature, tenait, avant de laisser partir César, que les promesses de Louis XII eussent reçu un commencement d'exécution, notamment en ce qui concernait la cession du Valentinois et du Diois. César avait nommé des délégués pour prendre possession en son nom des terres qu'on lui abandonnait : mais on ne pouvait oublier à Rome les difficultés que de tout temps les gens du parlement de Grenoble avaient suscitées pour empêcher à la domination pontificale de s'étendre au-delà du Comtat Venaisin, sur les anciens domaines de la maison de Poitiers. Le pape tenait encore à ce que César n'arrivât point à la Cour de France avant que le fameux procès de divorce ne fût terminé ; il fallait au moins que toutes les convenances fussent gardées, et bien qu'il fût assez aisé de prévoir que l'affaire aurait un dénouement conforme aux vœux du monarque, il ne voulait point qu'on pût dire un jour que César, par sa présence ou par les ordres dont il était porteur, eût pesé sur la conscience des juges et l'ait fait dévier. Ce procès se

(1) YRIARTE, t. I, p. 145. — PASTOR, t. VI, p. 56.

(2) YRIARTE, t. I, p. 147.

poursuivait alors, selon les formes juridiques. Le roi avait hâte d'en finir. Sur ces entrefaites, Alexandre VI prit une mesure délicate : le 31 août, il nomma un nouveau juge au procès. Ce nouveau juge était un ancien ami du roi, qui même s'était compromis pour lui aux Etats généraux en 1484, Philippe de Luxembourg, évêque du Mans, que le pape venait de faire cardinal et qu'il allait créer légat : son rang lui assurait la présidence des débats (1).

Cependant Louis XII avait envoyé en Dauphiné Philippe Herbert, archevêque d'Aix, Jean d'Amboise, seigneur de Bussy et Hector de Monteynard, seigneur de Chalancon, avec ordre de se présenter au parlement de Grenoble et d'y demander la vérification et l'enterinement des lettres qui, portaient donation des comtés de Valentinois et de Diois à César Borgia. Les délégués du roi furent reçus dans la grande salle du parlement de Grenoble le 21 septembre 1498, et en présence de tous les conseillers, réunis sous la présidence de Jean Palmier, ils exposèrent l'objet de leur mission. Antoine de Chaponay, procureur fiscal, prit alors la parole et fit remarquer que la cession de ces terres, enclavées dans la province, apporterait au roi et à tous ses sujets du Dauphiné de grands préjudices. A ces observations, les délégués répliquèrent qu'ils n'étaient point venus pour discuter cette question, mais bien pour savoir la réponse du parlement à la demande formelle de leur maître, réponse qu'ils lui transmettraient. Sur ce, ils se retirèrent dans la salle du petit conseil, pour laisser au parlement pleine liberté de délibérer. Après leur sortie, l'avocat général, Benoît de Varce, et le procureur rappelèrent aux conseillers toutes les raisons, tant de fois mises en avant, pour détourner le roi de distraire de son domaine les comtés de Valentinois et de Diois : par son testament le dernier comte de Valentinois avait formellement stipulé que ses Etats ne devraient jamais être aliénés, et cette clause, Charles VI

(1) MAULDE, *Procédures...*, p. 823.

l'avait reconnue par une déclaration solennelle de 1424 ; par le fait même de la cession des comtés à César Borgia, ce qui serait une violation flagrante du testament de 1419, le duc de Savoie serait autorisé à revendiquer ces terres ; le roi priverait ses successeurs de domaines qui doivent leur revenir, et ainsi il ne respecterait pas les droits d'un tiers ; il irait à l'encontre des intérêts de ses vassaux du Valentinois et, en dernier lieu, il ne faut pas oublier que les comtés sont terres delphinales. Après avoir pesé toutes ces raisons, les conseillers décidèrent qu'il était de leur devoir de surseoir à l'enregistrement des lettres patentes jusqu'à ce que le monarque fût pleinement informé des inconvénients nombreux qu'allait entraîner l'acte qu'il voulait faire, et ils déclarèrent à l'archevêque et à ses deux compagnons qu'ils allaient envoyer à la cour un messenger, pour exposer au roi toutes leurs craintes. Les délégués ne purent obtenir qu'une chose, qu'on reçût leur protestation (1).

Cet retard inopiné contrariait les plans de Louis XII. A peine instruit des résistances du parlement, il dépêcha à Grenoble un certain Alabre, huissier de sa chambre (*ostiarus camere christianissimi regis*), muni de tous les pouvoirs nécessaires pour se faire obéir. Celui-ci était à Grenoble le 6 octobre : les conseillers s'étant assemblés pour entendre la volonté du roi, il leur présenta une lettre, les priant de la lire très attentivement et ajoutant que, lecture faite, il leur exposerait de vive voix jusqu'où s'étendait sa mission.

(1) Archives de l'Isère, B, 3049, f° 470-4 : « ... Quibus prefati domini archiepiscopus, de Bucy et de Chalancone responderunt quod nullatenus volebant audire in predictis prefatos dominos advocatum et procuratorem, petentes sibi ut supra responsionem fieri, et his dictis a dicta camera consilii recesserunt... — Ideo decrevit curia ipsa eundem dominum nostrum regem dalphinum de premissis omnibus per nuncium expressum ad ejus majestatem, hac de causa destinatum, informari...

« A nos amés et féaux, les gens de nostre cour de parlement et de nos comptes, à Grenoble.

« Nos amés et féaux, nous avons sceu la difficulté et reffus
« que avés faict d'expédier et enteriner les lettres que nous
« avons octroyées à nostre très cher et très amé cousin le
« seigneur domp César de Borja, des comtés de Valentinois
« et de Diois, lesquelles contés nous luy avons données en
« considération d'aucunes choses qui très fort touchent le
« grand bien, honneur, proufict et utilité de nous et de
« nostre royaume, et dont, pour le présent, ne voulons autre
« déclaration estre faicte, ainsi que bien au long vous avons
« faict dire par nos amés et feaux conseillers l'arcevesque
« d'Aix, seigneur de Buxi, nostre cousin, et de Chalencon,
« gouverneur d'Ast, nos chambelans, estant par delà pour
« ceste matière, et pareillement que nous mesme avons dict
« et declairé de bouche à vous, président, et Rabot, lorsque
« partistes de nous. Toutesfoys, outre lesdites difficultés, il
« a esté porté, comme avons esté adverty, plusieurs paroles
« malsonnans de nous, lesquelles nous entendons faire
« advérer, et de ceulx qui les ont portées faire faire telle
« pugnicion que ce sera en l'advenir exemple à tous autres.
« Et néantmoins pour ce que nostre vouloir et intention est
« entretenir à nostre dit cousin ce que luy avons accordé et
« le faire joyr entièrement desdites comtés et autres choses
« que luy avons données, nous voulons, vous mandons et
« enjoignons très expressément que incontinent ces lettres
« venues et toutes remonstrations cessant, vous procedez à
« l'enterinement et expédition de nosdites lettres, selon leur
« forme et teneur, sans aucune deminution ni restriction y
« faire, autrement nous vous declairons que mectrons autres
« en vos lieux qui le feront et ce que leur ordonnerons,
« pour le bien de nous et de nostre royaume, comme dit est,
« et vous ferons cognoistre que à vous n'est de venir au
« contraire de nostre vouloir et intention. Par quoy, faites y

« par façon que vous y conduisiez, chascun en son endroict,
« en manière qu'il ne faille plus vous en escripre, ne ren-
« voyer devers vous. Car nous voulons et ordonnons que
« ainsi se fasse, et qu'il n'y ait point de faulte ceste fois pour
« toutes : Actendu mesmement que à l'enterinement et veri-
« fication des choses que avons données à nostredit cousin
« par deça en nostre royaume, les gens de nostre cour de
« parlement et de nos comptes à Paris n'y ont faict aulcunes
« difficultés, ce qu'ils eussent bien peu faire aussy bien que
« vous, s'ils n'eussent cogneu et entendu que ce que en
« avons faict est pour le bien de nous et de nostre royaume,
« comme dit est, ainsy que plus à plain avons chargé Ala-
« bre, huissier d'armes de nostre hostel, vous dire de part
« nous. Donné à Melun le xxviii^e jour de septembre. »

Loys. Robertet.

Cette lecture achevée, Alabre déclara qu'il était en mesure de destituer tous les conseillers qui tenteraient encore de s'opposer aux volontés du roi, et d'en nommer d'autres à leur place qui seraient plus complaisants. Du reste, il avait encore apporté avec lui d'autres lettres du chancelier de France, qui les avertissait que le roi était résolu à faire cette cession, pour des raisons de la plus haute importance, et qu'ils eussent à se bien garder de l'irriter davantage par une résistance inutile.

« A messieurs les président et conseillers du roy en sa
« cour de parlement de Daulphiné, mes frères. »

« Messieurs, je me recommande à vous tant comme je
« puis. Le roy a entendu que vous différez de enteriner les
« lettres de la conté de Valentinoys laquelle il a, pour bonnes
« et grandes causes concernant le bien de luy et de tous ses
« pays, donnée à domp César, nepveu du pape, desquels
« reffus led. seigneur n'est pas content de vous. Et pour ce,

« vous prie et conseille que, sans plus de delays ne d'excuse,
« procédez à la verification desdites lettres, veu que mes-
« sieurs de la court de parlement et de la chambre des
« comptes à Paris en ont verifié sans difficulté en cas pareil,
« de quoy vous advertis comme vostre amy, afin que ne irri-
« tez le roy plus avant pour ceste matière, laquelle le touche
« plus que ne pensez. Et à tant, messieurs, prie au benoist
« fils de Dieu qu'il vous doint ce que plus désirez. Escript à
« Melun, le xxvii^e jour de septembre. Le tout vostre frère. »

G. DE ROCHEFORT.

Il n'y avait plus qu'à obéir. Les lettres patentes de la cession du Valentinois furent donc vérifiées, enregistrées au parlement de Grenoble, le 6 octobre 1498 ; mais deux jours après, le 8, dans la salle du conseil secret, l'avocat général et le procureur fiscal protestèrent contre l'enterinement de ces lettres, qu'ils disaient préjudiciables aux intérêts de la province et nulles pour cinq raisons (1).

Louis XII ne pouvait se laisser émouvoir par les remontrances de conseillers qui n'étaient point initiés aux secrets de sa politique ; il lui fallait l'appui du souverain pontife, et il savait que le plus sûr moyen de l'enchaîner à ses intérêts était de combler César de richesses et d'honneurs. D'autre part, il tenait à avoir celui-ci dans ses armées et il escomptait déjà l'effet produit sur le peuple italien par cette présence du fils d'Alexandre, preuve évidente de l'alliance de la France et de la papauté. Au don des comtés de Valentinois et de Diois, qui pouvaient constituer un superbe apanage, il voulut encore ajouter une nouvelle faveur. De cardinal de la sainte Eglise romaine devenir simple comte de Valentinois paraissait une déchéance trop marquée ; il fallait à César, quittant la pourpre, un titre plus sonore : Louis XII voulut en

(1) Archives de l'Isère, B, 3049, f^o 474^{vo}-80.

faire un duc et pair; de nouvelles patentes, données à Vieuby, au mois d'octobre 1498, érigèrent donc en duché-pairie le Valentinois et le Diois (1). Désormais, le fils d'Alexandre s'appellera duc de Valentinois. Par lettres du même jour, le roi donnait commission à l'archevêque d'Aix, aux sieurs de Bussy, de Bressieu, de Chalençon et de Hautbois, de choisir les délégués, qui, de concert avec les fondés de pouvoirs de César Borgia, mettraient le nouveau duc en possession de ses domaines et de sa dignité. « Et soyt ainsi que
 « présentement, disait le monarque, avons été adverty que
 « nostredit cousin dompt César est descendu au port de
 « nostredite ville de Marseille, en intention de venir par
 « deçà, et pour ce que devant que icelluy nostre cousin
 « viegne devers nous, nous voulons, désirons et entendons
 « qu'il ait, preigne et recoyve la possession et saisine des-

(1) Archives de l'Isère, B, 3049, f° 456, (ANSELME, t. V, p. 519).
 « Loys... Toutes voyes, pour ce que singulièrement nous desirons favorablement traiter, nostre dit cousin et principalement l'elever de titres, honneurs, autorités, prérogatives, et prééminences honorables afférens à sa personne, ayons à ceste cause, par l'advis et deliberation des princes et seigneurs de nostre sang et lignage et gens de nostre conseil, ordonné et délibéré ériger en duché lesdites deux contez de Valentinoys et Dyois, lesquelles sont bien anciennes, de bons revenus, et dont dépendent plusieurs nobles fiefs, vassaux et sujets, pourquoy soyt besoin décerner nos lettres convenables de ladite érection, scavoir faisons que nous, ce considéré... lesdites deux contez de Valentinoys et Dyois, leurs appartenences et dépendances, ainsi par nous données, transportées et delaissées à nostre dit cousin le sieur dompt César de Borja, avons de nouvel érigé et érigeons en duché, dite la duché de Valentinoys, qui sera tenue et mouvant de nous et nos successeurs dauphins de Viennois, à cause de nostre dit pays de Dauphiné, à une seule foi et hommage, que iceluy nostre cousin et sesdits successeurs en seront tenus faire à nous et nos successeurs dauphins, ressortissans en tous droits de souveraineté envers nous et nostre parlement dudit pays, ainsi que étoient auparavant icelles deux contez... Donné à Vieuroy, au mois d'octobre l'an de grâce 1498... » (Enregistré à Grenoble le 15 novembre 1498.)

« dites contés et des places et domaine de icelles, par quoy
« pour icelles luy bailler soyt besoing commectre la charge
« et commission à quelcuns bons et notables personnages à
« nous seurs et fiables en ce experts et cognoissans (1)... »

En effet, le 1^{er} octobre, avec une suite brillante et digne d'un roi, César Borgia avait quitté Rome pour venir en France, où l'appelait sa nouvelle fortune. Il avait eu soin, avant le départ, de se munir d'une lettre de recommandation très pressante adressée par son père au roi de France, et d'une autre lettre pontificale pour le sieur du Bouchage, Humbert de Bathernay. Il emportait en outre un chapeau de cardinal pour Georges d'Amboise, le principal ministre de Louis X^{VI}, un bref qui dispensait l'évêque de Ceuta d'assister aux procédures du divorce, et enfin un autre bref du 13 septembre, par lequel, sans attendre la fin de la procédure, le pape accordait éventuellement les dispenses nécessaires au mariage de Louis XII avec Anne de Bretagne (2). Vers le 15, il débarquait à Marseille, où l'attendaient des honneurs royaux. Julien de la Rovère, qui s'était complètement réconcilié avec le pape, lui fit à Avignon une réception solennelle. Il demeura plusieurs jours dans cette ville et de là se rendit à Valence, où il arriva dans les premiers jours de novembre. Dès le 18 octobre, les habitants de Valence avaient appris par la rumeur publique que le neveu du pape (c'est ainsi qu'ils désignent César) avait mis pied à terre à Marseille, et comme le roi, par des lettres presque comminatoires, leur avait ordonné de lui préparer la solennité d'une réception qu'ils feraient à leur souverain, ils tinrent conseil sur conseil pour arrêter les mesures qui pourraient répondre aux désirs du monarque et les préserver de son indignation, *propter ad ejus indignationem vitandam*. Le 18,

(1) Archives de l'Isère, B, 3049, f^o 460.

(2) MAULDE, *Procédures*, p. 857. — PASTOR, t. VI, p. 57.

ils décident d'écrire à François Mayaud et, en son absence, à Louis Gontier, tous deux habitants d'Avignon, afin qu'ils se renseignent auprès d'Hector de Monteynard, gouverneur d'Asti, sur la nature des honneurs qui doivent être rendus à la joyeuse arrivée. Ici, nous céderons volontiers la plume à un écrivain éminent, qui a recueilli de nombreux détails dans les registres des délibérations consulaires de Valence, saisi sur le vif les traits de mœurs de l'époque, et fait un tableau vivant de l'état des esprits, des préoccupations de nos Valentinois, à la veille de la solennelle réception.

« Plus soucieux de l'épargne que de l'éclat d'un cérémonial tout nouveau pour eux, transportant dans la gestion des deniers de la ville les sages procédés de leur négoce, les honnêtes marchands qui mènent les affaires du conseil, s'inquiètent médiocrement de ce neveu du pape, dont probablement ils entendent le nom pour la première fois, et s'ils sont contraints d'ouvrir la bourse commune, c'est comme ils le répètent assez souvent, pour ne pas s'exposer à la colère du roi que, pour tout l'or du monde, ils ne voudraient pas encourir. Quel contraste entre ces braves gens économes, fidèles à leur parole commerciale, et l'aventurier qui va paraître dans un nuage de paillons d'or et ne les éblouira pas autrement que ne l'aurait fait la montre d'une bête curieuse.

« Le 24 octobre, on délibère qu'on offrira au nouveau venu douze chandelles de cire dites *au baston*, dont le poids reste à déterminer, douze boîtes de dragées de deux livres l'une, et quatre ponsons de vin, moitié blanc, moitié clair, chacun de la contenance de six barreaux environ. Après ces largesses d'épicier, on désigne, pour préparer les logements, Aymar de la Colombière, Didier de la Rue, Giraud Berthelay et Urbain de la Mure. Ils seront aussi chargés de se procurer des personnages pour danser *une morisque* en l'honneur du prince.

• Le 26 octobre, il est convenu que Poncet Colombet,

expert en ces matières, composera une facétie et la jouera avec noble Guillaume de Genas, François de Beauchastel et Pierre Robin, moderne prince (sans doute de la jeunesse); que le syndic chargé de recevoir la facétie fera ses observations sur la composition, le jeu des acteurs, les costumes, etc. On donnera à Poncet cinq florins et à Robin dix-huit gros. Si l'on est obligé d'employer la peinture, chaque journée de travail sera comptée trois gros. Les représentations auront lieu à la place du Mouton, à la Table-Ronde (*rotulo Tabularum*), près du puits de la place des Hommes, et si les ecclésiastiques le trouvent opportun, il y aura aussi quelque chose sur la place des Clercs.

« Délibération du 28 octobre. Les syndics se procureront douze torches, pour accompagner la facétie, et douze autres, pour éclairer le spectacle de l'homme sauvage. On traitera avec les charpentiers, aux plus justes prix, pour les *chaffaulx* (les échafauds) nécessaires à la représentation. On se procurera les mimes de Montélimar et l'on enverra quelqu'un auprès du gouverneur d'Asti pour s'informer comment la communauté doit se comporter à l'arrivée du prince. »

« Le s^r de Porte, docteur de Lyon, préparera une harangue en latin, et le maître d'école, une autre en français. On nomme des commissaires pour régler tous les détails des représentations et pour visiter les logements de ceux qui accompagnent le neveu du pape.

« 4 novembre. On tournera sur des chevaux de bois, *fiant torneamenta super equis in aere*, et l'on donnera 12 à 14 florins au charpentier chargé de dresser l'appareil, si cependant l'on ne peut traiter à meilleur compte. On aura les *tabourins* et les mimes de Montélimar. Un branle *morisque* sera dansé par Guillaume Sala, Guillaume Barri et Damien de Chabeuil. Le gros *tabourin* sera touché par Charles la Borélie et il sera accompagné de timbales. Pour les costumes de la facétie, on pourra aller jusqu'à quinze florins. On dansera un branle à cinq personnages qui seront habillés de taffetas. On fera

bien les choses, mais sans excès de dépenses. On couvrira également de taffetas les chevaux de bois. On écrira de nouveau au lieutenant de la province pour savoir ce qu'il y a à faire (1). »

César entra à Valence vers le 10 novembre. « On voulut, écrit M. Charles Yriarte, lui faire les honneurs du château royal ; mais toujours prudent et décidé à n'accepter les bienfaits du roi que s'ils répondaient pleinement aux promesses du traité secret fait avec le saint siège, il refusa d'y descendre, avant d'avoir été mis en possession officielle de son Etat. » Tel n'est point, sans doute, le motif du refus de César : il n'avait point à se préoccuper à Valence de la prise de possession de son Etat, car Valence, ville appartenant à l'évêque sous la suzeraineté du roi-dauphin, n'avait jamais fait partie, comme le croit faussement M. Yriarte, du comté de Valentinois. A Valence, César n'était point sur les terres de son duché. « A peine arrivé dans la ville, continue M. Yriarte, Mgr de Clairins, envoyé royal, lui présenta, au nom de sa Majesté, le cordon de Saint-Michel, honneur suprême réservé alors aux princes du sang et aux plus grands du royaume ; le Valentinois le refusa encore, déclarant qu'il ne l'accepterait que des mains mêmes du souverain. L'ambassadeur de sa Majesté se plaignit hautement d'un tel affront (2). » Le passage de César Borgia, son séjour dans notre ville n'eurent pas seulement pour résultat d'exciter la curiosité du peuple et peut-être aussi sa verve gauloise ; ils laissèrent un souvenir plus durable. « Alexandre VI, dit Guy Allard, créa « dans la ville de Valence, l'an 1498, une confrérie sous le « titre de Saint-Jean (3), en faveur de César Borgia, son fils, « qui venait d'être créé duc de Valentinois. Elle est encore

(1) U. CHEVALIER, *Le mystère des trois doms*, p. 849 et suiv. — DE GALLIER, *César Borgia, duc de Valentinois*, op. cit., p. 136 et suiv.

(2) YRIARTE, t. I^{er}, p. 149.

(3) Une des paroisses de cette ville est sous le vocable de Saint-Jean.

« aujourd'hui une des dévotions de cette ville. Il la composa
 « de plusieurs personnes de qualité, qui sont nommées dans
 « la bulle, qui est adressée à Jean d'Espinay, évêque de cette
 « ville. Premièrement le duc, puis, Louis, baron de Sasse-
 « nage, Aymar de Poitiers, baron de Saint-Vallier, Jacques
 « de Tournon, d'Anduze, baron de la Voulte, Philibert de
 « Clermont, baron de Montoison, Jacques de Crussol, Guil-
 « laume de Genas, François de Beauchastel, Félix Martel,
 « Antoine Chabert, Louis de Saillans, Antoine de Con-
 « flans (1).

Poursuivant lentement le cours de son voyage, César arrive à Lyon, où lui est faite une réception magnifique, avec « mystères, farces, bergerie morale, danses de morisques accompagnés de sonnettes, et banquet » dont le menu a été conservé (2). De là, il se rend en Touraine, pour rejoindre la cour, « cour errante, qui passait constamment de ville en ville, d'Amboise à Chinon, puis à Loches, puis à Blois » ; mais il aura grand soin de n'arriver à la résidence royale que quand le procès de divorce sera terminé. Le 17 décembre, le cardinal de Luxembourg prononce la sentence qui annule le mariage de Louis XII avec Jeanne de France ; le lendemain, 18 décembre, César Borgia fait à Chinon, où était le roi, une entrée fastueuse, demeurée légendaire, qui fournit à Brantôme l'occasion de plus d'une remarque curieuse (3).

(A continuer.)

JULES CHEVALIER.

(1) GUY ALLARD, *Dictionnaire historique... du Dauphiné*. Grenoble, 1864, in-8°, t. I^{er}, col. 330.

(2) YRIARTE, t. II, p. 150.

(3) BRANTÔME, *Œuvres* (édition de la Société de l'histoire de France), t. II (1866), p. 207-11.

LA FAMILLE DE BRESSAC

Sa Généalogie, son Histoire

(SUITE. — Voir les 141^e et 143^e livraisons).

Dans son testament du 7 février 1620, fait à Grenoble, Henri de Bressac avait bien déclaré que ce testament serait le dernier, mais il paraît qu'il avait réfléchi car en 1634 il fit un nouveau testament que je reproduis, littéralement :

« Je, noble Henri de Bressac, balif de Valence, sous-
« signé estant, par la grâce de Dieu, en bon sens et
« entendement, quoique gisant sur mon lit malade de
« maladie corporelle, ay fait mon testament solennel pour
« dispositions de dernière volonté comme cy-après. —

« Je donne et lègue à Laurent de Bressac, mon fils
« naturel et légitime, religieux de la Compagnie de Jésus,
« la somme de trois mille livres ; je l'institue mon légai-
« taire particulier le conjurant par l'affection, devoir,
« obéissance qu'un bon enfant doit à son père et pour le
« repos de ma famille de se contenter de ladite institution
« et de ladite somme de trois mille livres et de ne deman-
« der autre chose sur mon héritage, puisqu'il m'a juré
« vouloir vivre et mourir en ladite religion comme je
« crois qu'il fera.

« Item, par mesure du droit d'institution je ratifie la
« donation par moi faite à D^elle Marye Claudine de
« Bressac, ma fille naturelle et légitime, de la somme de
« trois mille livres, ladite Marye Claudine, religieuse au

« monastère de Sainte-Marie, audit Valence, suivant le
« Contrat sur ce fait et passé et au cas qu'elle voulut
« revenir au monde avant que d'avoir fait profession, je
« lui lègue par même droit la somme de quinze mille
« livres qui est restituable audit cas de cette somme de
« quinze mille livres, payable le jour qu'elle sera collo-
« quée en mariage et jusqu'à ce sera élevée et instruite
« aux dépens de son hoirie particulière. »

« Et pour le surplus de tous mes biens, j'institue mon
« héritière universelle Damoiselle Justine de Costaing,
« ma bien aimée femme.

« Cecy est mon testament par disposition de dernière
« volonté que je tiens seul valoir solennel ou nuncupatif,
« codicile ou donation à cause de mort par tous autres
« meilleurs droits qu'il pourra valoir, cassant, révoquant
« tous autres testaments cy-devant faitz par moi-même et
« par express celui que j'ai fait à Grenoble, le septième
« avril, mil-six-cent-vingt, autre fait à Lyon, devant
« Gajan, du 29 et pénultième septembre mil six cent
« vingt, et en dernier lieu fait à Grenoble, pardevant
« Dufour, notaire et tous autres testaments codicilles ou
« dispositions de dernière volonté que je pourrais avoir
« cy-devant faitz. Je tiens que ce dernier seul soit valable,
« quoi que non escript de ma main, ayant été empêché de
« le pouvoir écrire par le moyen de la grande douleur de
« la goutte que j'ay à la main droite, laquelle m'en a osté
« le moyen et contraint de le faire écrire au dit S^r Ver-
« manton, en la personne dudit M^e Bressac, auquel j'ay
« déclaré ma volonté telle qu'elle est escripte en ma pré-
« sence ; cedit testament contenant huit feuillets d'escrip-
« ture, la lecture m'en a été faite mot à mot par ledit
« S^r Vermanton et Bressac, lesquels j'ay prié de le signer
« avec moi et ledit sieur Jacques de Corbière survenu
« avant que le presant aye parachevé la lecture afin que
« par le deffaut de mon escripture il ne soict subject à
« contredit.

« Fait à Vallance, le 5^{me} Febvrier mil six cent trente-
« quatre.

« Nous, Thomas Vermanton, Jacques de Corbière,
« certiffions que noble Henri de Bressac, natif de Val-
« lance, a fait le testament cy-dessus cejourd'hui, lequel
« il nous a requis de signer, luy ne l'ayant peu signer à
« cause de la goutte qu'il a à la main droite. M. Verman-
« ton, presan, ayant escript le présent testament.

« Signé : DE CORBIERES, BRESSAT. »

A la suite du testament sont relatées les formalités essentielles du testament nuncupatif, c'est-à-dire solennel; il n'est pas nécessaire qu'il soit écrit de la main du testateur, mais dicté par lui en présence des témoins et un notaire dûment appelé. Il y a en outre des formalités pour la clôture du testament. Nous les indiquerons ci-après :

« L'an mil six-cent-trente-quatre et le cinquième febvrier
« après-midi par devant moy notaire et tabellion royal de
« Vallance sousigné en présence des témoins cy-après
« nommés établi en sa personne noble Henri de Bressac
« ont comparu Ennemond Michel drapier et Jean Cho-
« meyrat, témoins requis et réconnus nommés par ledit
« testateur et sousignés non ledit de Bressac testateur
« pour n'avoir pu escrire à cause de la goutte ».

Il y a lieu d'ajouter à ce testament les clauses ci-après qui se trouvent sur un imprimé aux archives (1).

« Et au surplus de tous et chacun de mes biens et héri-
« tages dont ie n'ay cy-dessus parlé et disposé je fais et
« institue mon heretière universelle, Damoiselle Justine
« de Costaing ma bien aimée femme à la charge que
« venant à décéder ou à se remarier, elle sera tenue de
« rendre et restituer tout mondit héritage à celuy de

(1) Voir article 33. Bressac, 1631-1647 (Archives de la Drôme).

« mesdits enfants masles qu'elle reconnaîtra le mieux
« craignant Dieu, le plus sage, le meilleur mesnager et
« capable pour conserver et augmenter mon héritage,
« ainsi que par son serment elle m'a promis de faire :

« En cas que madite femme vint à décéder avant
« qu'avoir fait la restitution dudit héritage et nommé et
« déclaré celui de mesdits enfants masles, auquel elle
« voudra rendre : En ce cas à défaut de nomination de
« madite femme je nomme pour succéder à mondit héritage
« ledit noble François de Bressac mon fils. Déclarant
« néanmoins que ie ne veux ny entends que la nomination
« que je fais à défaut de ma femme puisse induire aucune
« nécessité de le nommer sous quel prétexte et condition
« que ce soit ; au contraire : ie veux que madite femme
« soit et demeure en faculté de nommer celui de mesdits
« enfants masles que bon luy semblera, laquelle nomination
« qui sera faite par elle. Je veux estre autant valable
« que si ie n'avais pas fait la susdite de la personne dudit
« François.

« En cas aduenant que madite femme vienne à nommer
« ledit François, ou qu'à défaut de le nommer par elle il
« vienne à recueillir mondit héritage par vertu de la
« nomination que i'ay faite cy-dessus ; et que lesdits
« Laurens et Marie Claudine de Bressac mes fils et fille
« persistent d'estre en religion : Sçauoir, ledit Laurens
« après la première profession que font les Jésuites après
« deux années de noviciat ; et ladite Marie Claudine, après
« la profession ordinaire que font les religieuses dudit
« monastère de Sainte-Marie et autres religieuses : en ce
« cas et non autrement, i'augmente le susdit légat et
« institution particulière que i'ay ci-dessus audit Charles
« de Bressac, mon plus ieune fils, jusque à la somme de
« septante-deux mille liures, en ce compris les trente-six
« mille liures que ie luy ai ci-dessus données et léguées.

« Comme de même cas que ma dite femme, par le
« pouvoir et faculté que ie lui ay donné de rendre et
« restituer mon dit héritage à celui de mes enfants masles
« que bon lui semblera, ayant les qualités cy-dessus

« exprimées. Viendrait à le rendre et à le restituer audit
 « Charles-Jacques et que lesdits Laurens et Marie-Claudine
 « demeurent en religion, comme l'ay dict ci-dessus : en ce
 « cas i'augmente pareillement le legat et institution que
 « i'ay fait particulière audit François, mon fils aîné,
 « iusques à la somme de quatre-vingt-dix mil liures
 « tournois, en icelle comprises les sommes que ie lui ay
 « ci-dessus données.

« Et s'il arrive que celui de mesdits enfants mâles qui
 « sera nommé par madite femme, héritier de mesdits
 « biens, vienne à décéder sans enfants naturels et légi-
 « times, en ce cas ie lui substitue le survivant par
 « substitution vulgaire pupillaire et par fidéi-commis : en
 « sorte que tout mon héritage parvienne au survivant et
 « iceluy survivant qui l'aura recueilli venant à décéder
 « sans enfants ou sans avoir testé, ie substitue par mesme
 « substitution que dessus mes filles cy-dessus nommées,
 « qui ne seront religieuses, avec mesme substitution réci-
 « proquement entr'elles iusque à la survivante, à la
 « charge de rapporter ce que chacune d'elle aura receu
 « par constitution dotale ou autrement. »

A la suite de ces clauses du testament de Henri de Bressac, du 5 février 1634, je trouve un codicille du 11 février de la même année lequel est ainsi conçu :

« Je déclare et ie veux qu'au cas que madite femme
 « aurait adjudication de tout ce qu'elle demanderait au
 « sieur Depusignan son frère, par-dessus ce qu'il luy avait
 « constitué avec les fruits que lui seront advenus pour le
 « temps incouru pendant nostre mariage fassent fonds à
 « mondit héritage pour estre restitués comme le surplus
 « de mondit héritage à celui de mes enfants masles que
 « madite femme élira.

« Je veux et ordonne que nonobstant que la dite damoi-
 « selle de Costaing ma femme et héritière susdite soit tenue
 « par mon testament de rendre mon héritage à la forme
 « portée par iceluy sans pouvoir distraire aucune part

« Trebellianique (1), ni se retenir autre chose du chef de
« ladite institution d'héritière vniuerselle que les fruits
« usufruits et revenus de tous mes biens et héritages de
« tout le temps qu'elle les jouyra, desquels seuls i'ay
« entendu et ordonné qu'elle puisse disposer, comme elle
« peut de tout ses autres droits, mesme de ceux qui
« résultent de notre contrat de mariage, à toutes ses
« volontez ; néantmoins ie veux et ordonne comme l'ay
« voulu et ordonné que madite femme et héritière puisse
« valablement vendre, permuter, appentionner et autre-
« ment aliéner vn ou plusieurs des fonds de mondit
« héritage. Et veux et entends que les contrats qui seront
« par elle faicts pour ce regard soient autant bons et vala-
« bles que s'ils auaient été faicts passez et stipulez par
« moi-mesme, comme aussi ie veux que madite femme
« puisse poursuivre mes débiteurs selon qu'elle le jugera
« vtile, ou que bon lui semblera au payement des sommes
« qui me sont deües par quelles personnes que ce soit.
« Voulant que toutes les quittances que madite héritière
« passera et fera en receuant payement de mesd. debtes
« soient autant bonnes et valables que si elles auoient été
« faites et passées par moi-même ; chargeant néantmoins
« la conscience de madite femme d'employer, loger, collo-
« quer le plus promptement qu'elle pourra les deniers
« qu'elle recevra, tant des ventes qui seront par elles
« faites desdits biens, que de ce qu'elle recevra de mesdits
« débiteurs, afin que lesdites sômes capitales et fruits
« escheus avant mon décez fassent fonds à mondit
« héritage et soient laissuez à celuy de mes enfants masles
« auquel madite femme héritière rendra mondit héri-
« tage. »

(1) Allusion au sénatus-consulte Trebellien fait sous l'empire de Néron : il ordonne que l'héritier naturel obligé de remettre une succession à l'héritier fidéi-commissaire pourra retenir une modique part de la succession. — *Histoire de la Jurisprudence romaine*, par Henri, TERRASSON, 1750, chez Jean de Nully, éditeur à Paris.

Avant de clore la partie de cette étude qui a trait à Henry de Bressac, je dois dire que, en 1622, ce dernier offrit aux Visitandines, sa maison fort spacieuse et entourée de jardins dont plus tard la communauté pouvait devenir propriétaire (1). C'est là, en effet, qu'elles s'installèrent avant d'aller occuper le local dans lequel elles se trouvent aujourd'hui. Cette maison et ces jardins se trouvaient sur l'emplacement actuel du théâtre et de la mairie. De là, sans doute le nom de rue Sainte-Marie donné à une rue dont le tenant est Grande-Rue et l'aboutissant près du théâtre à l'extrémité de la rue Briffaut.

Henry de Bressac mourut le 4 mars 1634. Il fut inhumé dans la chapelle du couvent des Cordeliers de Valence, situé rue actuelle du Musée, et qui fait aujourd'hui partie des bâtiments militaires affectés aux services de l'artillerie (2).

Le 19 avril 1634, il fut dressé par Pierre Rodet (3), notaire à Valence, « un état du vallant de l'héritage de « noble sieur de Bressac, baillif de Valence. Les capitaux « et les obligations souscrites au profit dudit Henry de « Bressac arrivent au chiffre de 335,504 livres outre la « valeur des biens, immeubles et héritages, comme il est « dit cy-dessus ». Dans la description très complète du mobilier, des créances, figure une somme de treize mille cinq cents livres « que le sieur Claude Guérin, secrétaire « ordinaire de la chambre du roy, receveur pour sa majesté « du droit annuel en la province de Dauphiné, est chargé « de recevoir de Monseigneur le duc de Savoye ou ses « agens, pour les causes contenues dans la lettre escrete « par mon dit seigneur au sieur Lumagne banquier à « Paris, le quatorzième aoust mil six cent vingt-six ». La

(1) Histoire hagiologique, par l'abbé Nadal.

(2) Origine des monastères, note de M. Villard.

(3) Archives départementales, carton de Bressac.

procuration donnée au sieur Guérin est du 16 février 1631 devant M^e Dufour, notaire royal et delphinal à Grenoble.

« Et davantage il sera remarqué que le feu sieur de
« Bressac par le mariage de M^{me} de Servient, sa fille, reçu
« par M^e Lioncourt, notaire, le 17 août 1627, lui avait
« constitué en dot la somme de trente mille livres, laquelle
« aurait été payée par le sieur de Bressac de son vivant,
« par quittance du 17 mars suivant, M^e Brunier, notaire,
« le tout énoncé au n^o 203 et ailleurs payé par le sieur
« feu de Bressac lesd. trente mille livres sujettes à rapport.
« Aurait encore payé ledit feu sieur de Bressac de son
« vivant et qui doit faire la composition de son héritage
« 56,116 livres, 12 sols, 4 deniers pour l'office de con-
« seiller dudit Grenoble à François de Bressac ».

Il est dit dans un autre passage de cet inventaire que la valeur des immeubles délaissés par Henry de Bressac est supérieure à celle des capitaux et des obligations.

J'ai dû donner ces indications parce que j'aurai plus tard à m'occuper de procès intentés par les héritiers.

FRANÇOIS-MAXIMILIEN DE BRESSAC

François-Maximilien de Bressac, docteur en droit, fut nommé conseiller au parlement de Grenoble par lettres datées du camp de La Rochelle, le 23 juillet 1628. Il fut reçu seulement le 11 février 1632 (1). Cet office fut créé en sa faveur. A cette époque existait la vénalité des offices. Nous avons vu plus haut que Henry de Bressac paya de ce chef 56,116 livres, 12 sols, 4 deniers.

Ainsi pourvu de cette charge Maximilien de Bressac épousa, en 1648, Catherine Pourroy, fille de Sébastien

(1) Archives de l'Isère.

Pourroy, seigneur de Saint-Albin, Cras et Montferrier. Son père fut conseiller puis président à mortier en parlement de Dauphiné. Sa mère était Béatrix de Bocquéron, fille de Gaspard et d'Antoinette Camus. Cette famille serait issue des Pourroy d'Espagne. Le premier connu est Guillaume Pourroy d'une fort bonne famille de Pont-en-Royans, dit Guy-Allard (1).

Voici les clauses du contrat de mariage. Je les reproduis intégralement parce qu'il y aura lieu plus tard de les rappeler à l'occasion de procès dont j'aurai à parler (2) :

« Au nom de Dieu comme ainsy soit que les promesses
« de mariage d'entre noble François-Maximilien de
« Bressac conseiller du roy en sa cour de parlement de
« Dauphiné fils de feu noble Henry de Bressac, baillly de
« Valence, en son ressort et de dame Justine de Costaing,
« sa mère, d'une part et damoiselle Catherine de Pourroy,
« fille de messire Sébastien de Pourroy seigneur de
« Vausserre, Saint-Albin, Montferrier, Cras et autres
« places, chevalier conseiller du roy en son conseil et
« président en la dite cour et de dame Marie Béatrix
« Robert dame de Bocquéron, aient été exécutées par la
« bénédiction dudit mariage par le Seigneur Evesque et
« Prince de Grenoble et désirant en conséquence de faire
« rédiger les dites promesses conformément aux articles
« convenus et signez par les parties le huitième novembre
« dernier présente année en contract public ; à cette
« cause ce jourdhuy vingtième jour du mois de décembre
« de l'an mil six cent quarante-huit, après-midy,
« pardevant moy Pierre Merlet, notaire royal héréditaire
« de Grenoble soussigné et puis les témoins bas nommés
« fut présent en personne ledit président Pourroy,
« lequel a de son gré constitué en dot à ladite damoiselle
« Catherine Pourroy sa dite fille, pour tous droits

(1) Armorial du Dauphiné, pp. 552 et suiv.

(2) Archives de la Drôme.

« paternels, afin de plus facilement supporter les charges
« du mariage, la somme de trente mille livres y compris
« quinze cents livres pour robes payables dans demain
« vingt-unième en deniers, cédulles et obligations que
« ledit seigneur de Bressac maintiendra bien deus et
« exigeables et les débiteurs solvables pour le temps et
« terme de deux années au regard desdites obligations ;
« pendant lesquelles deux années, le seigneur conseiller
« de Bressac fera ses diligences pour l'exaction d'icelles ;
« et passé ledit terme elles demeureront au péril dudit
« seigneur de Bressac : et pour ce qui concerne les
« cédulles, elles seront exigées trois mois après le terme
« escheu, pendant lequel temps il fera également ses
« diligences contre les débiteurs, lesquelles faites lesdites
« obligations et cédulles seront reprises par ledit seigneur
« président sans que lesdits termes puissent être prolongés
« par ledit seigneur de Bressac. Ladite dame présidente,
« du consentement de son mari, a constitué en dot à ladite
« damoiselle, sa fille, pour tous droits maternels six mille
« livres payables par ses héritiers, incontinent après son
« décès ; et en outre lesdits Seigneur et Dame donnent à
« leur fille un tour de perles rondes, un demy cent d'or
« et deux grands flambeaux d'argent de la valeur de mil
« livres, le tout déliuré présentement audit seigneur de
« Bressac qui les en quitte en bonne forme. En contem-
« plation dudit mariage, M. François de Beaumont,
« seigneur d'Autichamp, en qualité de procureur de ladite
« dame de Costaing, par acte receu par M^e Rodet, notaire
« et secrétaire de ladite ville de Valence, le quinzième du
« présent mois de décembre, cy-après inséré, a audit
« nom approuvé confirmé la donation par elle faite de
« tous ses biens, comme aussy l'eslection par elle faite
« en la personne dudit seigneur de Bressac, son fils aîné
« concernant la réunion de l'héritage dudit feu seigneur
« de Bressac, son mary, par contract du seizième octobre
« dernier, sous les réserves, y contenues, en cas de sépa-
« ration d'entre ladite dame de Costaing et ledit seigneur
« de Bressac, son fils, sans rien innouer à ladite donation,

« réunion et procuration ; de mesme ledit seigneur de
« Bressac, donne pour augment à ladite damoiselle de
« Pourroy, son espouse, la somme de dix-sept mil deux
« cens cinquante livres, en cas qu'elle luy survive et ladite
« damoiselle du consentement et autorité desdits seigneurs
« ses dits père et mère, donne aussy audit seigneur
« conseiller de Bressac, son espoux, la somme de huit
« mille six cens vingt livres pour survie ; lequel augment
« et survie appartiendront aux enfans qui naistront du
« mariage, si aucuns y en a, sinon au survivant d'yceux
« mariez à la somme de droit. De plus ledit seigneur et
« conseiller de Bressac, donne à ladite damoiselle son
« espouse, trois mil livres pour bagues et joyaux, desquels
« elle pourra disposer, à la vie à la mort. En cas que
« ledit seigneur de Bressac prédécède, a été convenu que
« les héritiers payeront annuellement à ladite damoiselle,
« tant et si longuement qu'elle le laissa lesd. droits, avan-
« tages matrimoniaux les fruicts au denier vingt de la dot
« à elle constituée par ladite dame sa mère ; au cas que
« ledit seigneur l'aye receu et de l'augment, bagues et
« joyaux, et outre celuy fourniront pour son habitation
« pendant qu'elle vivra en viduité, cen cinquante livres
« annuelles et de meubles convenables à sa qualité à ditte
« de deux parents communs, desquels meubles ladite
« damoiselle se chargera pour les rendre le cas y eschéant
« et finalement a esté convenu par mutuelle réciproque
« stipulation entre les parties, que si ladite damoiselle de
« Pourroy vint à décéder, laissant des enfans et qu'après
« lesdits enfans décèdent en pupillarité pendant la vie
« dudit seigneur président, en ce cas de la somme par lui
« constituée pour ladite damoiselle, sa fille, celle de mil
« six cent quatre-vingt livres dix sols reviendront audit
« seigneur président, pour en disposer à sa volonté
« comme aussy au susdit cas, sçavoir si la damoiselle
« Pourroy vient à décéder, laissant des enfans en pupilla-
« rité, pendant la vie de ladite dame présidente, de la
« somme de six mille livres par elle constituée la pro-
« priété de celle de deux mille deux cens cinquante livres
« luy reviendra pour en disposer ».

Voici les noms des témoins :

Noble Arthus Pourroy, seigneur de Quinsonnas, conseiller du roy et maître ordinaire en sa chambre des comptes ; noble François Pourroy, aussy conseiller du roy et vice-sénéchal du Crest ; noble Antoine de Bonnet, conseiller du roy aud. parlement ; noble Jacques Coste, baron de Charmes, aussy conseiller du roy aud. parlement ; noble Aymard Planta, conseiller du roy et controlleur général des gabelles en Dauphiné ; messire Jacques Pourroy, prieur de Batternay, chanoine, sacristain en l'église nostre Dame de Grenoble ; messire Louis Du Faure, conseiller du Roy et son président audit parlement ; noble Antoine de Mittalier ; noble Pierre-Béatrix Robert, seigneur de Saint-Germain ; noble De Lionne, seigneur de Lessinet de la Rivière, procureur général en ladite cour ; noble de Galle, trésorier général de France en Dauphiné ; noble Sébastien Dauphin de St-Estienne de St-Jean, sénéchal, conseiller du roy ; et Colliod du Lecot, maître de la poste pour le roy.

On voit que la famille de Bressac était, à cette époque très honorablement connue ; plusieurs des témoins occupant de hautes fonctions. Malheureusement cette prospérité sera bientôt troublée par des événements tragiques que nous raconterons dans la prochaine livraison.

LÉON EMBLARD.

(A continuer).





BALTHAZAR BARO

SA FILIATION



(Voir les 119^e et 120^e livraisons)



Lorsqu'en 1897, dans le XXXI^e volume de la Société d'Archéologie et de Statistique de la Drôme, parut notre étude sur Balthazar Baro, ni la filiation de ce Valentinois dont la notoriété fut grande, ni même la date approximative de sa naissance, ne se pouvaient établir, les documents certains faisant, sur ces deux points, complètement défaut. C'est pourquoi nous écrivions :

« Les membres de la famille Baro ne sont pas, à
« cette même époque, mentionnés seulement à Gre-
« noble. Dans sa remarquable histoire de l'Université
« de Valence, M. l'abbé Nadal cite, à la page 125, un
« Hercule Baro, comme étant professeur à cette Uni-
« versité, en 1592... Il est fort probable, sans pouvoir
« cependant l'affirmer, que cet Hercule Baro, professeur
« à l'Université, était le frère de Gaspard Baro, né et
« reçu docteur à Valence, puis conseiller au Parlement
« de Grenoble et mort en 1618. Et si nous continuons
« à envisager les probabilités, il est permis d'admettre,
« par le rapprochement des dates, que le Balthazar

« qui nous occupe fut un des enfants du professeur de
« notre université, Hercule Baro. »

Et nous ajoutions, au sujet de la date de sa naissance :

« C'est seulement sur la date de cette naissance que
« plane une certaine obscurité. En effet, celle de
« l'année 1600, qui est le plus généralement acceptée
« par les biographes, est quelque peu discutable, ainsi
« qu'en témoigne un document authentique, retrouvé
« dans les archives du département de la Drôme. »

D'après ce document, le 14 août, 1618, Balthazar Baro, *docteur en droit, agrégé* en l'Université, *vendit* à M. Mathieu Thomas de Vermenton, une pension annuelle et perpétuelle... grevant *tous les biens du vendeur*, et principalement sa maison sise en la rue de Chauffour, habitée par de Vermenton...

De l'acte dont on vient de lire un extrait, il résultait d'abord, qu'en 1618, Balthazar Baro était docteur en droit et agrégé en l'Université de Valence, et, comme on s'accordait jusqu'à présent, à le faire naître vers 1600, c'est à l'âge de *dix-huit ans* qu'il aurait été pourvu de ces grades élevés ; et ensuite qu'à ce même âge de dix-huit ans, c'est-à-dire étant encore mineur, Baro aurait pu, *valablement*, vendre et grever tous ses biens, et cela par devant notaire, dans une université célèbre à cette époque même, surtout par sa chaire de droit !

En l'absence de toute pièce probante, mais en présence aussi de ce que nous considérons comme des impossibilités absolues, nous nous hasardâmes à émettre l'opinion que Balthazar Baro avait dû naître, au moins dès 1593.

Les documents qui suivent, et que nous devons, naturellement, comme tant d'autres d'ailleurs, à l'inépuisable complaisance de M. Lacroix, nous donnent tout à fait raison.

Mais avant de reproduire ces pièces il convient de faire connaître leur origine et les faits qui les motivèrent.

Pendant les guerres qui désolèrent le xvi^e siècle, beaucoup de communes de notre région durent s'endetter, afin de pouvoir subvenir aux frais de toute nature leur incombant par suite du passage continu des bandes armées sur leur territoire. Les archives d'Allex, en ce moment en voie de classement, donnent à ce sujet de nombreux et intéressants détails, venant très heureusement contribuer à la connaissance de notre histoire locale, pendant ces époques d'affreuses calamités.

Parmi les créanciers de la commune d'Allex, se trouvait Claude ou Claudine de Burin, *veuve d'Hercule Baro*, docteur en droit de Valence, en qualité de légataire de Marguerite Dupin, veuve Poyre ou Peyre.

A cette époque, Claude Brosse avait obtenu du Conseil d'Etat que les dettes des villages seraient vérifiées et réduites en certains cas. La veuve Baro fut donc assignée à comparaître devant les commissaires spéciaux. Malade, elle chargea de la représenter à Allex, *son fils Balthazar*. « escholier ez droictz ». C'était le 30 octobre 1610. La dette fut liquidée à 291 livres, et en 1614, Jean Berlhe dut en payer 277 et Jacques Astier 14. Balthazar Baro était alors docteur en droit et agrégé en l'Université de Valence. Il est donc avéré que dès 1614, c'est-à-dire quatre années avant la pas-

sation de l'acte du 14 août 1618, Baro était déjà pourvu des hauts grades universitaires qui ne se pouvaient généralement pas obtenir avant l'âge de vingt-cinq ans.

Voici les documents :

« L'an 1610 et le pénultième octobre, a comparu
« s' Balthazar Baro, escolier ez droicts, lequel pour et
« au nom de damoysselle Claude de Burin, sa mère,
« vefve de feu M. Maistre Hercules Baro, docteur ez
« droictz, parlant à Antoine Tabardel, consul d'Allex,
« luy a remonstré comme lad. damoysselle ayant esté
« adsignée par acte du 21^e de ce mois, à comparoistre
« au présent lieu d'Allex pour vérifier et fere compte
« de ce que luy peut estre deub par lad. communauté...
« de l'obligation à elle léguée par feu Benoist Poire,
« elle n'a peu satisfaire causant son indisposition qu'est
« cause qu'elle a donné charge aud. sieur Baro, son
« fils, à comparoistre à son deffault... ledit s' Baro
« proteste de n'estre en aulcune demeure joinct que
« l'adsignation donnée a été précipitée et contre la
« forme ordonnée par le règlement de MM. les com-
« missaires qui porte que les parties conviendront à
« l'amiable, ce qui ne sepeult fere qu'en conventiou
« d'arbitres respectivement... a requis acte au lieu
« d'Allex... présents : Anthoine Monier de Monteyson
« et Antoine Roux, cardeur à Valence. Signé : Sauze,
« notaire. »

(*Archives de la Drôme. — Allex, C.C. 139. 16^e pièce*).

« ASSIGNATION, par Boullu, du 11 février 1611 à
« Claude de Burin, vefve d'Hercule de Baro, pour

« comparoir à Grenoble devant les commissaires de la
« vérification des dettes, ce qu'elle offre de faire. »

(*Arch. Drôme. — Alex, C. C. 139. 62^e pièce*).

« L'an 1611 et le 20 décembre, je, serjent royal,
« rapporte qu'en vertu de ma commission... à la
« requeste des conseuls et communauté d'Alex m'estre
« exprès transporté au domicile des hoirs de feu
« M. Maistre Herculles Baro, parlant à Damoysselle
« Claude de Burin, sa vefve... je luy ay donné assignation
« pour comparoir à Romans par devant Messeig^r les
« commissaires, députés pour la vérification et réduction
« des debtes des communautés villageoises... (signature
« détériorées). »

(*Arch. Drôme. — Alex, C. C. 139. 43^e pièce*).

« ETAT DES DETTES, fol. 7... hoirs de Benoist Poyre,
« par sentence donnée par le Seigneur Le Maistre,
« 291 livres, 5 sols, 5 deniers, suivi de Escart faict...
« pour payer les hoirs de Benoist Poire de la somme
« de 291 livres, 5 sols, 5 deniers, fol. 204. :

« Jean Berlhe, pour 277 livres, 7 sols, 4 deniers,

« Jacques Astier, 13 livres, 19 sols,

« somme que montent les deux cottes : 291 livres,
« 6 sols, 4 deniers qui sont remis à Damoiselle Claude
« de Burin, legatayre en ceste partie de Marguerite
« Dupin, vefve et héritière de feu Benoist Poyre, à
« laquelle est donné tout pouvoir nécessaire pour en
« faire la recette et exécution aux termoyments donnés
« par sa Majesté ou par nos seigneurs de la Cour et
« commissaires deputtés à ce sujet et en cas de reffus

« les actionner en justice par toutes voyes deubes,
 « raysonnables et permises par les arrests et régle-
 « ments, l'extrait duquel a esté bailhé à *M. Maistre*
 « *Balthazar Baro, docteur ez droictz, agrégé en l'Univer-*
 « *sité de Valence, fils de lad. Dam^{me} de Burin* et à
 « laquelle a promis fere ratifier quand requis et besoin
 « sera... Fait à Alex, le 2 avril 1615. »

(*Archives de la Drôme. Alex, C. C. 141*).

Les pièces authentiques enfin ramenées au jour par le classement des Archives de la commune d'Alex, font complètement disparaître les doutes pouvant encore subsister sur le lieu de naissance de l'académicien Balthazar Baro. Quoiqu'en ait écrit le jeune Henri Martin, alors qu'à peine âgé de vingt-trois ans, il s'essayait à l'étude de l'histoire, en collaborant à la première édition du *Dictionnaire de la Conversation*, Baro n'était pas piémontais. Il est absolument certain que l'heureux continuateur de l'Astrée naquit à Valence, et que ses auteurs furent Hercule Baro, professeur à l'Université de cette ville, et Damoiselle Claude de Burin. La date de cette naissance n'est pas encore connue, mais il est permis de la fixer vers 1590. Les papiers d'Alex nous apprennent, en effet, qu'en 1610, Balthazar était « escolier ez droicts » et « docteur ez droictz, agrégé en l'Université de Valence » en 1615. Malgré notre ignorance des limites d'âge imposées pour l'obtention des grades universitaires au commencement du XVII^e siècle, il y a tout lieu d'admettre qu'il fallait avoir au moins vingt-cinq ans pour être pourvu de celui de docteur-

agréé. Issu d'une famille universitaire, fils d'un professeur, et jouissant à ce titre de certaines prérogatives, il est fort probable que Baro fut reçu docteur dès qu'il eut atteint l'âge réglementaire de vingt-cinq ans, c'est-à-dire vers 1614 ou 1615. Dans tous les cas, la filiation et le lieu de naissance de Balthazar Baro sont aujourd'hui définitivement connus. Le célèbre auteur de la continuation du roman fameux de l'Astrée, dont l'interruption à la suite de la mort de son créateur, le chevalier d'Urfé, causa, il est permis de le dire, une consternation générale dans toute la France lettrée, Baro était valentinois non seulement par sa naissance, mais aussi par sa famille. Ce n'est donc pas le hasard non plus, qui le fit naître dans l'antique cité qui aurait le droit et le devoir d'en être glorieuse.

Et c'est peut-être pour cela que pas un buste, si modeste qu'il soit, pas même une humble rue, ne rappellent le nom de celui qui tint suspendues au bout de sa plume, les émotions généreuses de toute une génération de gens diserts et cultivés.

ETIENNE MELLIER



CHATILLON ET SES ALENTOURS

(SUITE. — Voir les 142^e et 143^e livraisons.)

V. — Administration communale.

Pendant la période féodale et jusqu'à nos jours, le bourg, administré par des citoyens dévoués, se développa peu à peu, malgré divers obstacles. Les chartes de 1303 et de 1324 favorisèrent surtout l'émancipation communale, et la dernière fut suivie d'une élection de syndics ou procureurs par les chefs de famille assemblés sur la place du Marché, devant Guillaume de Divajeu, châtelain ou représentant de l'évêque de Die, seigneur du lieu. On en choisit d'abord plusieurs, et ensuite, en 1354 et 1379, deux seulement, auxquels quatre conseillers ou consuls furent adjoints. Il en fut de même en 1395, 1404 et 1411 ; à la dernière date leur mission devint annuelle. Une délibération de 1444 obligea même les administrateurs sortants à rendre compte de leur gestion, à se charger des archives, après inventaire, ainsi que du calice en argent de l'église de Saint-Nicolas, et à faire écrire par un secrétaire les décisions prises en assemblée générale. La création de l'impôt foncier annuel, vers ce temps, rendit fréquentes ces réunions municipales et fit nommer deux consuls et huit conseillers. Plus tard, en 1619, la population obtint du parlement la permission de porter à vingt-deux membres le personnel administratif, qui au XVIII^e siècle recevait une légère rétribution.

La vente des offices municipaux, sous Louis XIV et Louis XV, ne paraît pas avoir modifié cette organisation, bien qu'une lettre de 1704 eût engagé les consuls à les acquérir, et qu'en 1744, l'Intendant eût maintenu en fonctions les deux consuls, malgré l'élection de deux échevins. Rappelons, en passant, qu'en 1789, les affaires communales étaient gérées par un châtelain, deux consuls, huit officiers municipaux et un secrétaire et que, de nos jours, elles le sont par un maire, un adjoint, et dix conseillers. En 1671 et 1674, tous les habitants soumis aux tailles étaient convoqués à la maison commune pour délibérer, au moyen d'une proclamation renouvelée trois fois dans tous les carrefours et ensuite affichée ; en 1675, aucun habitant ne se présenta. Quant au secrétaire, il fut longtemps remplacé par un notaire du bourg, et lorsque sa fonction devint un office vénal, l'évêque de Die s'en rendit acquéreur (1662) et la confia à des laïques.

Les délibérations conservées ne dépassent pas l'année 1665, les comptes consulaires 1494, et les pièces justificatives de comptes, 1326 ; ces trois sources de renseignements vont favoriser nos recherches.

De 1326 à 1356, des poursuites de créanciers apparaissent déjà, et pour les arrêter, les syndics obtiennent de l'évêque de Die, seigneur du lieu, l'autorisation d'imposer sur le vin 5 sols par muid vendu et 10 en cas d'insuffisance, outre une gabelle ou impôt de 100 sols ou de six livres par semaine et un double droit de mouture au moulin banal. Cette ressource permit d'alléger fortement les créances de Pierre et de Péronnet Claret, père et fils, seigneurs de Treschenu, s'élevant à 700 livres, et celle de la veuve de noble Pierre Pyer, d'un total de 360.

Alors aussi un droit de joyeux avènement, offert à chaque nouvel évêque, exigeait la levée d'une taille. Jean Jouffroy ou Joffrevy, appelé au siège épiscopal de Die en 1352, en autorisa une de ce genre, et quatre ans après,

Louis de Villars, son successeur, accordait les 70 livres qui lui avaient été offertes, à un bourgeois de Die appelé Barleton, en récompense de services rendus; enfin, en 1477, Antoine de Balsac, nouveau prélat, recevait 50 florins d'or et six beaux moutons : ce qui révèle un droit nullement déterminé et fixe.

Il a été question déjà d'exemptions particulières octroyées par Malbérionne, princesse d'Orange et abolies par Bertrand de Baux, son fils. Elles avaient, paraît-il, survécu à la prohibition de 1303, puisqu'en 1372, Jordanon Pyer, refusait de payer une contribution; et que les syndics lui firent vendre des gages saisis. Pareil différend renaquit, en 1380, avec noble Henri d'Ambel, mari de Clémence de Ravel, dame de Mensac et de Creyers, et cette fois des arbitres le terminèrent, en exonérant des tailles les habitants de Mensac pour leurs biens situés au delà des rivières d'Archiane et du Bez, malgré l'usage et une promesse antérieure contraires, et en soumettant à l'impôt les étrangers et les forains pour leurs biens de Châtillon et la dame de Mensac aux charges des nobles Châtillonnais.

La même année, Clémence de Ravel promettait à Humbert de Claret de ne recevoir dans sa terre aucun homme lige du seigneur de Treschenu et de n'accepter ni hommages, ni serment de fidélité de l'un des vassaux de son voisin et allié. Toutefois, cet accord ne dispensait pas les habitants de Treschenu, venus à Mensac, de contribuer aux tailles de Châtillon comme auparavant.

Une autre cause de dépense naissait de l'entretien et de l'agrandissement des fortifications. Les premiers seigneurs avaient construit le château fort, mais les murs d'enceinte ne remontaient pas à la même date. La copie d'une charte de 1242 mentionne un droit de vingtain d'Isoard Artaud pour la clôture du bourg, et l'exemption qu'en obtint alors Hugues, prieur de Saint-Julien, pour les terres de son église. Jusqu'en 1357, il n'en est plus question. Or, deux

ans auparavant, Bastet Dupuy, châtelain de Châtillon, s'étant absenté au moment où le bruit courut qu'Aimar de Poitiers avait assiégé Die et causé du dommage à ses habitants, fut à son retour menacé de mort, ainsi que son fils Hugonet. Henri de La Baume, chargé par Louis de Villars, évêque élu de rechercher et de punir les crimes et délits commis dans le comté condamna les habitants de Châtillon à 100 florins d'amende et affecta cette somme à leurs fortifications (1357). Quinze ans plus tard, des compagnies bretonnes commandées par Olivier Duguesclin, frère de Bertrand, étant venues à Die, en avaient ruiné les faubourgs et menacé la ville d'un siège ; la population effrayée leur offrit 3,000 florins et elles se dirigèrent vers le Trièves en ravageant Châtillon à leur passage. La nécessité de réparer ses remparts, devint alors urgente, et Guillaume de Lavoulte, nouvel évêque, en visite de la paroisse et de sa seigneurie, y fixa la hauteur des murailles à 4 cannes et la largeur à 6 pieds à la base et 4 au sommet, prescrivit l'ouverture de fossés, et réclama le concours des nobles et de tous les habitants pour couvrir la dépense occasionnée par la construction des murs d'enceinte et par la démolition de plusieurs maisons.

Ces travaux exigèrent la levée d'un vingtain ou vingtième partie des grains, du vin et du foin, principales récoltes du pays, et les syndics l'adjudèrent à deux entrepreneurs chargés de bâtir 90 toises de murailles, la chaux leur étant fournie (1382). La même année, le fermier du prieuré de Guignaise obtint dispense de payer sa cote du vingtain en fournissant deux bêtes un mois pour le charroi des pierres, de la chaux et du sable et en payant 4 florins d'or annuels pendant trois ans. Un autre vingtain fut voté en 1383, ainsi qu'une taille sur les habitants qui ne récoltaient rien; puis, en 1386, on traita avec Garcin pour les frais d'un mur élevé sur sa maison. Enfin, en 1389 et 1390, les

syndics confiaient à de Marczas, leur châtelain, la surveillance des fortifications et à Jean de Cormes, la garde du bourg, aux gages de 34 florins, et peu après envoyaient noble Pierre Claret au siège de Châteauneuf-de-Mazenc avec 10 florins de gages pour un mois.

Quel ennemi avait donc jeté l'alarme à Châtillon ? c'était Louis-Raymond, vicomte de Turenne et comte de Beaufort et d'Alais. N'ayant pas osé déclarer la guerre au roi de France, il avait attaqué Louis II d'Anjou, comte de Provence, le pape résidant à Avignon, Louis II, comte de Valentinois et Jean, évêque de Valence et de Die, de la famille de Poitiers. En 1388, Raymond de Morges, seigneur de Rochefourchat, réclamait à Châtillon 14 florins d'or et 7 gros d'argent; de Vitrole, syndic du lieu, lui fit observer qu'Amédée de Saluces, en quittant le siège épiscopal de Die, était resté possesseur de leur seigneurie, que nulle taxe ou contribution ne pouvait y être levée sans autorisation de sa part, et que les courses des gens de guerre s'opposant à toute communication avec lui, il en appelait au pape, si un délai lui était refusé. Un autre document de 1404, après avoir rappelé la guerre de Raymond de Turenne dans le Diois (*tempore quo Raymundus de Thorena faciebat guerram in partibus Diensis*) mentionne un enlèvement de fers, de bois, de poutres et de fenêtres, déposés entre le bourg et le prieuré de Guignaise, dont le titulaire réclamait le prix. Des arbitres lui allouèrent 56 florins d'or, l'exonérèrent de toute imposition arriérée pour les travaux défensifs et lui promirent un tiers de la valeur des objets retrouvés, les deux autres tiers devant appartenir à la commune. Bien qu'il n'existe pas de preuves d'hostilités à Châtillon plus explicites, toute crainte de surprise n'y avait pas cessé, et en 1426, Gonon de Vitrole se fit adjuger un trentain des grains, du vin, des légumes et du foin à la condition d'ajouter 30 cannes et demie de murailles au fort nouvel-

lement commencé. D'autre part, en 1437, le conseil épiscopal de Jean de Poitiers obligeait plusieurs nouveaux habitants d'une noblesse douteuse à concourir aux frais des fortifications et à faire l'arrière-guet pendant que les autres citoyens monteraient la garde. De Châtillon, de Vitrole et Garcin interjetèrent appel de cette ordonnance, qui du reste perdit bientôt sa raison d'être, la paix et la sécurité établies en Dauphiné par le futur Louis XI ayant porté le prélat en 1450 à dispenser les habitants de faire garder leur château fort, la nuit, par quatre hommes.

L'obligation de concourir à l'entretien des remparts comme au paiement des tailles suscita quelque opposition de la part de la noblesse locale. Ainsi, en 1425, Jean Pyer, châtelain, refusa de payer sa quote part d'un don gracieux et l'évêque l'en exempta tant qu'il serait en fonction, selon l'usage ; il fut seulement condamné à payer les impositions pour les remparts, les ponts, les chemins et les œuvres pies ; c'étaient là les cas de droit, dont Alexandre de Châtillon, en 1501, voulut s'exonérer. L'official de Die l'obligea, en qualité de paroissien, à donner six gros pour réparer l'église et, comme habitant, un florin pour les murs d'enceinte, les ponts, fontaines et chemins.

Jean Claret, seigneur de Treschenu, souleva aussi, en 1451, une difficulté pareille et ne se libéra des tailles et autres impôts à l'exception de la gabelle du vin et de la rève pour vente de bétail, qu'en abandonnant à la commune une pension de 2 florins et demi sur une grange et de six gros sur un jardin à la Pène des Bruns ; en cas de vente de ces immeubles, les acquéreurs devaient en supporter les tailles et, à leur défaut, il s'engageait lui-même à payer 60 florins.

Ces tendances au privilège n'étaient pas spéciales à Châtillon ; on les trouvait dans toute la province. Aussi quand les guerres d'Italie, sous Charles VIII, Louis XII et François I^{er}, y multiplièrent les passages de troupes, les

étapes, les aides ou secours, et que les tailles, de ce fait, eurent grossi d'année en année, les doléances et les récriminations s'accrochèrent et furent portées au pied du trône. Michel de l'hôpital et Bellot, chargés de les atténuer se prononcèrent en faveur des privilégiés. Des troubles allaient probablement éclater quand l'arrivée de des Adrets changea tout-à-fait la situation.

Placé sur la route de Grenoble à Die et aux Baronniees par le Trièves, le bourg de Châtillon offrait une position stratégique de quelque importance, dont catholiques et réformés convoitaient la possession.

On manque de renseignements sur les premiers faits d'armes de des Adrets dans le Diois, bien que M. Long reporte à 1562, une alarme suivie de l'enfouissement à Guignaise d'un trésor de 30,000 francs, composé de pièces d'or des rois et des papes régnants de 1462 à 1569, et découvert au commencement du xix^e siècle. Le même auteur ajoute que de Gordes, lieutenant général en Dauphiné, ordonna, en 1568, la démolition des remparts de Châtillon et des petites villes où dominait la réforme. Il y a là sans doute quelque erreur de date, car « le desmantèlement des chasteau, tours et forts » du lieu remonte seulement au mois d'avril 1573, sous la direction de Rosset, lieutenant de Gordes et de M. de Soubroche, d'après les archives de Menglon. Les mêmes documents parlent aussi alors d'une demande de vivres pour sa troupe par Claude de Mirabel, chef protestant. Le 7 décembre de l'année suivante, Glandage, gouverneur catholique de Die, chargeait le capitaine La Barme de fortifier le château de Châtillon, presque rasé; aussitôt Villedieu et Sainte-Marie, du parti réformé y envoient la compagnie de gens de pied du capitaine Champs et les capitaines Branche et Brancion. A leur arrivée les catholiques se réfugient dans le château, sommairement fortifié, et leurs adversaires, gardent le bourg protégé par de fortes tranchées. Averti de la réso-

lution de son détachement d'abandonner le poste, s'il n'était secouru, Glandage profite de l'absence de Villedieu et de Sainte-Marie, tout comme de la division survenue entre leurs soldats et ceux du capitaine Champs, pour surprendre ces derniers, enfoncer leurs barricades et les enfermer dans la maison de M. de Soubreroche.

Après avoir rafraîchi la garnison de Châtillon, le gouverneur de Die revient dans cette ville avec trois ou quatre prisonniers et la troupe de Champs se retire à Menglon. De là le capitaine Vonier réclame du secours à Sainte-Marie et à Villedieu qui arrivent sans retard et, ne pouvant forcer le château, vont commettre « beaucoup de maux » à Luc, Glandage et Montlaur et livrer aux flammes le château de Recoubeau. Le siège de Livron délivra Châtillon de toute nouvelle attaque jusqu'en juillet 1575. A cette date, Montbrun ordonna à Lesdiguières de s'emparer de la place. De Gordes, de son côté prescrivit à d'Ourches, son gendre, d'assembler promptement des forces et celui-ci eut bientôt sous ses ordres 400 arquebusiers et 2,500 Suisses avec 200 chevaux. Le lieutenant général y vint lui-même le 12 juin et obligea les réformés à en lever le siège et à se replier sur Menglon ; mais le lendemain, Montbrun, qui avait franchi les montagnes par le col de Pennes, pour amener du renfort, attaque si furieusement de Gordes que ce chef a son cheval tué sous lui et qu'il bat en retraite vers Die. Comme les Suisses ne se pressaient pas de fuir, ils furent écrasés au pont d'Oreille sous Molières (1), et ce combat sanglant ne tarda pas à être suivi d'un autre près de Mirabel-Blacons où Montbrun fut blessé et fait prisonnier.

(1) Ils y perdirent 800 fantassins, 30 cavaliers, 16 capitaines avec leur colonel, 16 drapeaux et tout leur bagage ; il y eut aussi de 6 à 700 fantassins français mis hors de combat, au dire de d'Aubigné, de Serres et autres, et les vainqueurs eurent à regretter 6 ou 22 morts seulement. Ce qui est peu vraisemblable.

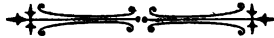
Jusqu'en 1579 l'histoire se tait sur Châtillon dont le fort est démoli cette année-là ; ses remparts éprouvent le même sort en 1585 par ordre de Lesdiguières, successeur de Montbrun. Ce chef y passe lui-même deux ans plus tard, en venant de Mens à Die et à cette date le capitaine Robe ou Raube y relevait le château.

On ne sait rien de plus des fastes militaires du bourg où les passages de troupes, les aides, les envois de pionniers, les impositions forcées et les logements se succèdent sans trêve ni merci. En 1587, la compagnie du cadet de Soubre-roche et des détachements de celles de MM. de Triors, de Vachères, du Poet et de Baudon s'y trouvent ; en 1632, ce sont les cheveu-légers de Toiras ; en 1647 et 1648 des cavaliers ; en 1649, les compagnies de Montanègues et de Champoullion ; en 1650, celles du régiment de Gesvres ; en 1653, c'est le régiment de Canillac ; en 1692 et 1693, les 300 volontaires armés pour la défense du pays contre le duc de Savoie et logés dans des casernes improvisées. Ajoutons que de 1639 à 1641 une étape y fut établie, que pendant un siècle des aides ou secours en vivres ou en argent furent payés à Die, Nyons, Quint, Lesches et autres lieux de la province, et que cette liste des charges militaires est loin d'être complète.

Tous ces détails prouvent clairement que les fonctions consulaires exigeaient alors un dévouement sans bornes et un vrai patriotisme.

A. LACROIX.

(A continuer.)



Les Ponts Anciens et Modernes

SUR

LE RHONE A VALENCE

(SUITE. — Voir les 141^e, 142^e et 143^e livraisons)

Quoi qu'il en soit, la présence de l'homme dans notre contrée, pendant la période quaternaire, est authentiquement prouvée par les découvertes faites dans les grottes de Soyons, il y a une trentaine d'années. Ces découvertes furent d'ailleurs résumées dans une note rédigée par nous pour l'important *Dictionnaire géographique et administratif de la France et de ses colonies*, de P. Joanne, en cours de publication. Voici cette note :

« **NÉRON (Caverne de).** *Grotte du département de l'Ardèche, commune de Soyons, au-dessus de la rive droite du Rhône.* La caverne de Néron est la principale des grottes préhistoriques découvertes à Soyons, vers 1872, par MM. le comte Lepic et Jules de Lubac. Elle a 35 mètres de profondeur, 9 de hauteur et 11 de largeur. Son entrée, en cintre surbaissé, est très précisément à 70 mètres au-dessus du niveau du Rhône, qui coule au pied de la montagne calcaire dans laquelle la grotte est creusée. Il semble probable que, lorsqu'elle fut habitée

à l'époque préhistorique, elle se trouvait, à très peu de chose près, au niveau du fleuve, et servait d'asile à des pêcheurs.

• Les objets nombreux mis au jour par les fouilles sont de l'époque moustérienne, c'est-à-dire de la première époque des cavernes. Ils sont semblables à ceux retrouvés en Dordogne et en Belgique, et appartinrent certainement à des êtres qui, quoique forts éloignés de ces régions, avaient des mœurs identiques et un développement industriel égal à ceux de leurs habitants. Ces objets, découverts auprès de nombreux foyers, se composent : 1° d'instruments de pierre, bien finis, mêlés à des éclats et des rejets nombreux, ce qui fait supposer que la grotte de Néron était le principal centre d'une colonie assez nombreuse, un atelier largement approvisionné des matériaux nécessaires à la confection des armes et des outils. Les silex pyromaques provenaient sans doute de gisements situés au nord (Châteaubourg, 20 kilomètres) et au sud (Rochemaure, 38 kilomètres). Ce dernier, fort riche, fut certainement un immense centre d'approvisionnement de la précieuse pierre, car on y trouve encore des quantités considérables de silex finis ou en préparation. Les autres pierres, quartz lyéen, serpentine, calcaire à grain très serré, etc., étaient intelligemment choisies et rapportées des bords du Rhône, où elles se rencontrent en abondance, parfois déjà façonnées par les eaux ; 2° d'ossements d'animaux quaternaires, en nombre si considérable et si varié, qu'ils ont permis de reconstituer dans son ensemble la faune contemporaine du premier âge de la vallée du

Rhône. Cette faune comprenait surtout le rhinocéros, l'éléphant, le cheval, le renne, le chevreuil, le cerf, le bœuf, le sanglier, l'ours, l'hyène, le chien et le loup. C'est dans le fond de la grotte que furent trouvés les plus beaux échantillons d'ossements. Il est probable que les troglodytes y rejetaient les grosses pièces, afin de laisser libre la partie antérieure qu'ils occupaient de préférence. Beaucoup de ces ossements longs, fracturés par la main de l'homme, portaient aussi la marque de la dent des hyènes, ce qui fait supposer que parfois des expéditions de guerre ou de chasse éloignaient momentanément les habitants de leur demeure, laissant ainsi le champ libre aux animaux carnassiers.

« Très rapprochées de la caverne principale sont celles des *Enfants*, la *Double-borne*, le *Trou du Mouton*, le *Trou du Renard* et enfin le *Trou Roland*. Dans toutes furent trouvés des ossements et des outils, mais elles paraissent avoir servi surtout de sépulture, principalement à des enfants. »

(*Dictionnaire géographique*, P. Joanne, page 2936).

Si la constatation certaine de l'habitat de l'homme antéhistorique dans les abris et cavernes explorés enfin scientifiquement, surtout pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, fut chose facile; s'il en a été de même lorsqu'il fallut déterminer de façon satisfaisante les divers étages de cet habitat, par les progrès successifs de plus en plus clairement écrits sur les objets de toute nature trouvés dans des stations souvent distantes les unes des autres, on ne peut en dire autant de la durée de la ou des périodes géologiques, pendant lesquelles l'homme

commença à laisser les traces de sa présence. Le problème depuis si longtemps posé n'a pas été encore résolu. Pendant combien de siècles, les êtres humains livrés à leurs seules et précaires ressources, trop souvent insuffisantes pour la défense contre les fauves qu'ils venaient troubler, errèrent-ils au hasard de la recherche de leur nourriture, sur cette terre d'abord hostile, que plus tard ils devaient conquérir ? Nul ne le sait encore, et c'est au moyen d'une colossale enjambée franchissant les époques incertaines des grandes invasions aryennes, qu'il est permis de poser, avec quelque sécurité, un pied sur le seuil d'une approximative histoire.

C'est par la vallée du Rhône, vaste porte ouverte sur la Méditerranée, que pénétra, dans le midi de la France, avec le commerce, la civilisation. Après avoir d'abord semé le littoral de la Provence d'entrepôts et de comptoirs, continuant à obéir à leur puissance extensive, les navigateurs venus des côtes de la Phénicie, suivirent la route naturelle qui s'offrait à eux et se résolurent à remonter le Rhône. Ces hardis représentants d'une nation peu importante à cause de la faible étendue de son territoire, et malgré ou à cause de cela, rapidement devenue la plus industrielle et la plus commerçante de l'univers, apportaient en outre de leurs marchandises, tous les progrès issus d'une organisation sociale déjà vieille de plusieurs siècles, les inoculant peu à peu aux peuplades encore nomades, accourues vers eux pour conclure des échanges. Plus tard les phéniciens, ces aventureux pionniers, furent remplacés par les Grecs, et

c'est de ce moment que se manifestèrent les initiaux balbutiements de l'histoire de notre pays.

C'est sans doute après avoir fondé Marseille, c'est-à-dire vers 600 ans avant Jésus-Christ, que les Phocéens, continuant à utiliser le Rhône, « la première, la plus ancienne des routes, celle qui était pratiquée dès l'origine des temps, alors qu'aucune autre n'existait encore, qui se maintient toujours en activité, malgré la concurrence de nos voies modernes de transport, et qui durera très certainement aussi longtemps que les hommes », c'est, disons-nous, en suivant cette voie naturelle, que les trafiquants grecs contribuèrent heureusement à en peupler et animer les abords. Le long du fleuve, dès les primes heures, les gîtes d'étape, toujours les mêmes, puisque la distance entre chacun d'eux, se trouvait forcément déterminée par la durée du jour, c'est-à-dire par la possibilité de la navigation, essentiellement diurne (1), devinrent bientôt de véritables marchés auprès desquels se construisirent des abris, des entrepôts, noyaux de futures agglomérations, plus ou moins prospères suivant l'importance et la richesse des vallées transversales, aux débouchés desquelles elles s'étaient naturellement emplantées.

En ce qui concerne Valence, il est difficile de déterminer, même par à peu près, l'endroit de la rive gauche,

(1) Les distances relevées, dans notre région seulement, entre les villes ou villages se trouvant directement sur l'une ou l'autre des deux rives du Rhône varient de 16 à 22 kilomètres. Ces différences, dans plusieurs cas, semblent provenir de la force plus ou moins grande du courant, c'est-à-dire de la plus ou moins grande facilité de la navigation pendant une journée.

où s'opérèrent les premiers atterrissages des nautes du Rhône. Nous rappellerons seulement, à titre de simple indication, le fait suivant : à environ trois kilomètres de la ville, au sud, proche des quartiers de Mauboule et de Chaffy, c'est-à-dire dans le sol de la dernière terrasse dominant le fleuve, et dont le bord extrême forme en ce point une baie très nettement accentuée, un cultivateur découvrit, il y a quelques années, « un trésor composé de 360 petites pièces en argent sur lesquelles on voit le M et l'A de Massilia. Ce sont des oboles de Marseille à la tête d'Apollon. Quelques autres de ces pièces portent une tête de cheval » (1).

La présence de ces pièces massaliotes permettrait de supposer l'existence, en cet endroit, d'une première station nautique, remplacée ultérieurement, et sans doute au moment de l'occupation romaine, par le port du Bourg-lès-Valence, dans l'abri naturel offert par l'anse gracieuse, quoique brutalement creusée par les débordements périodiques du torrent cévenol, le Mialan (2).

(1) Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme, 134^e livraison, p. 280 et 143^e livraison p. 444.

(2) Au sujet de l'un de ces débordements, voici ce que nous écrivions dans notre notice sur le comte J.-P. Bachasson de Montalivet (*Valence, Granger et Legrand*, 1896) :

« Une de ces inondations survenue dans le département de l'Ardèche en 1783, grossit tellement les cours d'eau de cette région montagnueuse, que l'un d'eux, le *Mialan*, arrêta complètement le cours du Rhône, faisant refluer ses eaux de façon telle, que les moulins sur bateaux qui se voyaient, il y a peu d'années encore, en face du village de Cornas, eurent leurs mécanismes détériorés par un fonctionnement à rebours. Le Bourg et la Basse-Ville furent tellement menacés de destruction par ce redoutable phénomène qu'on songea un instant, et fort sérieusement, à déplacer le cours du torrent, presque toujours à sec, du

Il est permis de croire que c'est à partir de l'occupation méthodique de notre pays par les Romains que Valence prit son véritable essor. Il n'entre pas dans le cadre restreint — quoique trop élargi, peut-être — de cette étude, de rechercher si la plus grande cité des Ségalauniens ou des Cavares, n'avait pas, avant l'invasion des légions de Rome, pris déjà une certaine importance. L'histoire est muette sur ce point, comme elle l'est d'ailleurs sur tant d'autres se rapportant à ces époques déjà lointaines. Malgré ce silence et obéissant à un très excusable chauvinisme, nous ne pouvons nous défendre d'émettre une timide opinion. Il semble peu admissible en effet, qu'à cause de sa merveilleuse situation topographique, pour ainsi dire exceptionnelle, sur les bords très accessibles du Rhône, la grande et unique route des temps anciens, fréquentée depuis plus de six cents ans avant l'ère chrétienne, et de son emplacement entre deux grandes vallées peuplées et fertiles, débouchés naturels et productifs d'une grande partie des Alpes, avec en face de l'autre côté du fleuve, des vallées moins

moins en apparence, car les eaux se dérobent sous les sables de son lit, et à le dériver dans la plaine de Guilherand, pour le déverser ensuite dans le Rhône, en aval des Granges-lès-Valence. Ce projet fut étudié, l'évaluation du prix des terrains atteignait la somme modique de moins de 11,000 livres. Mais, comme cela arrive trop souvent, les prétentions exagérées des propriétaires des terrains à traverser firent tout abandonner, au très grand préjudice de la belle mais un peu sèche plaine de Guilherand, que ce nouveau canal, construit dans les conditions voulues, eut permis de fructueusement irriguer.

On para au danger par la construction, moins coûteuse, de deux digues qui jusqu'à présent ont été suffisantes pour garantir le Bourg-lès-Valence ».

importantes mais beaucoup plus nombreuses, s'élevant des Cévennes, il paraît peu admissible, disons-nous que la cité qui devait plus tard être dénommée Valence, n'ait pas été, même avant les Romains chez elle, une agglomération d'une certaine grandeur. La rapidité d'ailleurs avec laquelle Valence paraît s'être développée dès l'occupation romaine, semblerait indiquer l'existence d'un noyau d'agglomération déjà d'une certaine importance, que les Romains, ces maîtres en l'art de la colonisation, surent bien vite utiliser et mettre à profit.

Le silence des historiens au sujet de cette ville, n'est pas, pour nous du moins, une démonstration sans réplique du contraire de ce que nous supposons. D'autres cités et non des moins importantes, ont subi comme elle et aussi injustement qu'elle, un aussi regrettable oubli. C'est ce qui s'est passé pour Arles; par exemple, que ni Tite-Live, ni Polybe, ni Plutarque, n'ont mentionnée, et qui cependant, s'il faut en croire les Commentaires de César, était capable, plus de cinquante ans avant Jésus-Christ, de faire sortir de ses ateliers de constructions navales, en moins de deux mois, douze galères de guerre tout armées et prêtes à combattre (1).

(1) « L'origine ancienne de la ville d'Arles a été quelquefois contestée. Cette ville n'est mentionnée, ni par Tite-Live, ni par Polybe, ni par Plutarque, qui a fait un récit détaillé de la célèbre campagne de Marius dans cette partie de la Gaule (104-102 ans av. Jésus-Christ); elle n'apparaît que dans les Commentaires de César, dans Strabon et dans Pomponius Méla, qui la désigne sous le nom de « Colonie Romaine des Vétérans de la sixième légion ». César y avait en effet établi une colonie militaire; mais il est certain, ainsi que le fait très judicieusement observer Anibert, qu'Arles était à cette époque, et probablement depuis très longtemps déjà, une cité considérable, car

Il n'y a donc rien de surprenant à ce que le silence gardé sur Arles, la grande et choyée cité romaine, se soit appesanti aussi sur Valence, sur la ville dont l'historien Ammien Marcellin, mort à Rome en l'année 390 de notre ère, écrivait « qu'elle comptait de son temps parmi les plus belles de la province viennoise », L'histoire a parfois de ces injustices, et ce qui s'est passé pour Arles et Valence, et d'autres cités dont certaines ont entièrement disparu, sans même laisser un nom, une simple épitaphe sur le sol qui recouvre leurs cendres oubliées, et même pour quelques unes, ignorées, est bien fait pour inspirer de philosophiques réflexions.

Si nous revenons à Valence, il est à peu près certain qu'antérieurement à l'ère chrétienne, la capitale des Ségalauniens était une des plus anciennes villes des Gaules, et qu'à ce titre, lorsque vint à sonner l'heure des grands dangers, ses habitants, d'humeur indépendante et guerrière, prirent une part active, avec leurs voisins immédiats les Allobroges et les Arvernes, à la défense contre l'ennemi commun. Malgré leur masse et leur

« on n'envoyait pas des colonies dans des bourgades ; et ce fut, après « Narbonne, la première ville des Gaules à laquelle cet honneur fut « accordé. » Et si, ajoute cet auteur, on interroge le livre 1^{er} des Commentaires de César sur la Guerre civile, on voit que, tandis que son « armée assiégeait Marseille, ce général faisait construire à Arles, douze « vaisseaux de guerre, qui furent prêts et armés en trente jours, et à « la manière dont l'historien expose ce fait, il paraît que les soldats, déjà « occupés aux travaux du siège, ne purent être employés à la construction des navires. Les ouvriers, ou du moins la plus grande partie, « furent donc pris parmi les habitants d'Arles, ce qui suppose la population et les ressources d'une grande cité ».

(*Les villes mortes du Golfe du Lyon*, p. 390 et suiv. Charles Lenthéric.

vaillance incontestées, ces peuplades, peu instruites des choses de la grande guerre, furent vaincues par la tactique et la discipline, ces facteurs qui suppléent si souvent au nombre, dans la fameuse bataille qui eut lieu le 10 août de la 121^e année avant notre ère, au confluent de l'Isère avec le Rhône, et qui décida définitivement de leur sort et de celui de tout le territoire qui prit dès lors le nom de PROVINCE ROMAINE.

Lorsqu'ils furent devenus les maîtres absolus de la Gaule, les Romains s'empressèrent de la dénationaliser en lui apportant leurs institutions et leurs mœurs. Pour nous borner à Valence, créée, d'après M. Allmer, colonie du droit de cité romaine, cette ville fut naturellement dotée de tout ce qui était nécessaire au fonctionnement régulier de tout organisme politique et social.

Une colonie « était en effet une image de Rome ; elle formait un petit gouvernement en possession de ses magistrats, de son autonomie et de ses revenus particuliers. Tous les municipes avaient une curie, qui représentait le sénat, et presque toutes des *duumvirs* ; correspondant aux consuls ; un petit nombre remplaçaient les *duumvirs* par des *triumvirs*, des *quartumvirs* ou des *sévirs*. Sous eux les *édiles*, *questeurs*, *préteurs* et *censeurs*, exerçaient les magistratures subalternes. On appelait *décurions* les membres de la curie. Chaque colonie renfermait un *Capitole*, un *forum* et un *amphithéâtre* » (1).

(1) *Essais historiques sur Valence avec des additions de A. Lacroix*, p. 8. Nous ignorons où se trouvait le *capitole* de Valence. Quant au *Forum*, son emplacement était entre les casernes d'artillerie et la

Grands amis des eaux et ne pouvant utiliser, à cause de leur niveau inférieur, les magnifiques sources du Charran, de Faventines et des Baumes, les Romains, au moyen d'un aqueduc de plus de trois kilomètres de longueur, amenèrent celles non moins belles de la fontaine du Treuil, qui sourdent abondamment au pied du coteau, à l'extrémité du vallon herbeux de Bergeron. Ces eaux venaient jaillir sur la place Saint-Jean, point le plus élevé de la ville et centre principal de son activité (1).

Bibliothèque, et il prit plus tard le nom de *Place des Hommes*. Le Théâtre était adossé à la colline sur le sommet de laquelle est le quartier Saint-Jean. La côte sainte Ursule a conservé l'axe de ce monument. Tout auprès se voyait le Cirque, occupant le quartier dénommé le *Cire*, par corruption de *Cirque*. Dominé par la haute terrasse de la citadelle, sillonné de cours d'eau, cet emplacement convenait très bien aux jeux divers auxquels pouvaient peut-être venir s'ajouter, à Valence, le spectacle attrayant des *Naumachies*. E. M.

(1) Dans un rapport imprimé en date du 28 août 1821 (*Bulletin de la société de statistique de la Drôme, tome III, p. 74 et suivantes*), concernant l'étude d'un projet d'adduction des eaux de la fontaine du Treuil, — à Valence tout revient, — nous trouvons les intéressants renseignements qui suivent : différence de niveau entre la source et le seuil de la porte citadelle, 4^m 50. Etant donné l'exhaussement, maintefois constaté, du sol de Valence depuis l'époque romaine, cette différence peut hardiment s'accroître de plus de 2^m, ce qui la porterait à 6^m 50. Dans un nivellement opéré en février 1893, M. Lafabrègue et nous avons trouvé, à très peu de centimètres près, la même différence, ce qui démontre clairement la possibilité de l'adduction de la fontaine du Treuil à Valence, dans des conditions relativement pratiques, l'eau devant s'élever à plus de 3^m au-dessus du plus haut relief de la ville. Au départ du vaste bassin de captage de la source, d'origine romaine, l'aqueduc se dirigeait de suite vers le coteau de Bergeron, qu'il suivait à un niveau convenable jusqu'au quartier Chony, où il prenait le chemin conduisant à la porte Tourdëon, c'est-à-dire à la citadelle. Quelques vestiges de cet ouvrage subsistent encore, surtout dans la belle propriété de l'Isle-Eve, appartenant à M. Brun, banquier. Nous croyons avoir retrouvé un fragment

Le palais du proconsul ou du prêteur, c'est-à-dire du personnage qui réunissait tous les pouvoirs, était non loin de la place Saint-Jean, touchant le théâtre, dans la rue du *Grand-Palais*, aujourd'hui rue de l'Equerre. La tour Victor qui se projette brusquement, côte des Chapeliers est très probablement bâtie sur des fondations romaines.

Il existait encore un autre palais, résidence d'été, au quartier de *la Pala*, proche de l'école normale de garçons. Un temple circulaire, Panthéon d'abord et Notre-Dame de-la-Ronde ensuite, se voyait place des Ormeaux. Des matériaux de sa démolition furent noyés dans les maçonneries de l'ancien clocher de Saint-Apollinaire, d'où ils furent extraits à l'époque de la reconstruction, sur de nouvelles assises, du clocher actuel. Des dessins heureusement relevés et conservés des principaux motifs

du plafond, au-dessous d'un emprunt de gravier, en face de l'entrée de la cartoucherie.

Quant au débit de la source, le rapport de 1821 l'évalue après jaugeage, à 8,515 lit. par minute, et le rapporteur constate avec une vive satisfaction que cette quantité sera beaucoup plus que suffisante ! Il est vrai qu'il attribue généreusement à chaque habitant, une consommation totale de *trois bouteilles par jour*, soit un peu plus d'un mètre cube par an (1095 litres) et par tête. La population étant à cette époque d'environ 10,000 habitants, cela faisait une consommation annuelle totale de dix à onze mille mètres cubes. — Comme point de comparaison, nous ne croyons pas nous tromper en disant qu'actuellement la consommation annuelle de la population valentinoise (moins de 25,000) est au minimum de 10,000 mètres cubes par 24 heures, et pour l'année entière de trois millions six-cent-cinquante mille mètres cubes. On voit qu'en quatre-vingts ans les choses ont bien changé et que les *trois bouteilles* de 1821 sont grandement distancées. — *Treuil* ou pressoir (*pressouer*) ; la chute provoquée, dès l'émergence de la source et qui actionne actuellement un moulin à farine, fut d'abord utilisée pour le fonctionnement d'un pressoir à huile. Le nom lui est resté.

de sculpture ramenés au jour, témoignent de la réelle beauté du ou des monuments auxquels ils appartinrent. Quant à Notre-Dame-de-la-Ronde, par un étrange hasard, une de ses colonnes est restée debout, mais cachée, comme honteuse, au fond du logis qui servait autrefois de corps de garde, sur la place des Clercs.

Une voie romaine, venant de Lyon sur la rive gauche du Rhône, après avoir traversé l'Isère, près de Château-neuf-d'Isère, sur le *pont de la Déesse*, arrivait à Valence et pénétrait dans la ville par la porte Tourdëon, pour en sortir à la Porte-Neuve, la traversant en ligne droite du nord au sud (1). Au point de rencontre de cette route principale, avec la rue Saint-Félix, prenait naissance une seconde voie, conduisant aux Alpes Cottiennes, par la vallée de la Drôme, et comme la première servait de limite Est à la ville, la seconde, se développant immédiatement dans la campagne, était devenue la *voie sacrée*, bordée de tombeaux, se prolongeant presque jusques à Faventines. Le hasard des fouilles, parfois intelligent, fait retrouver de temps en temps quelques précieux vestiges de ces antiques sépultures.

En outre, les alentours de la ville si abondamment arrosés par les multiples sources s'échappant du coteau, étaient animés par de nombreuses et riches villas, émergeant du milieu de véritables nids de verdure. Dans ce

(1) En 1869, les fouilles faites sur l'emplacement de la maison Viriville, près de la Porte-Neuve, firent découvrir, à 1^m 90 au-dessous du sol actuel, une partie bien conservée de la voie Agrippa. La description en est faite dans le Bulletin de la société d'Archéologie de la Drôme, tome IV, p. 426 et suivantes.

quartier de Faventines, par exemple, dont le nom d'origine essentiellement romaine (1) se retrouve dans les archives valentinoises, dès 1172 (*Annales valentinoises par M. Villard,*) existait au moins une habitation patricienne, sur l'emplacement de laquelle s'édifia, au moyen-âge, le château de Faventines, enclos de murailles, avec tourelles de garde et machicoulis.

Les quartiers verdoyants du nord-est de Valence, ceux du Treuil, de la Tourtelle, du Valentin, de l'Isle-Eve et de l'Isle-Adam, virent aussi les fastes des opulents colons romains. Les travaux exécutés pour l'établissement du canal de la Bourne ont fait retrouver, enfouis

(1) Voici ce que nous lisons dans une note qui nous fut demandée :
 « Le nom de Faventines donné à un quartier de la banlieue de Valence
 « semble devoir remonter à l'occupation romaine. En effet, ce nom se
 « retrouve presque identique dans la langue latine : *Faventia*. α, silence
 « religieux, recueillement. *Faventia*, α, ville d'Italie dans l'Emilie,
 « aujourd'hui *Faenza*.

« Il est permis de supposer que les occupants romains de Valence,
 « trouvèrent une certaine ressemblance dans le paysage bornant cette
 « ville, à l'est, avec celui au milieu duquel avait été construite leur
 « ville de *Faventia*; de là la dénomination de ce quartier remarquable
 « par ses eaux fluantes, arrosant toujours, mais inondant quelquefois
 « les belles prairies qui forment à Valence une si ravissante ceinture. »

Un professeur de l'université de Valence, Roaldès (1561), dans des fragments manuscrits sur Valence, raconte : « Fabius feict un chatteau en ung coteau au-dessus des belles fontaines, dont il en feict conduire l'une par canals dans la ville et l'autre laissa pour arrouser ses jardins, et ha enchoire le nom de Faventines ». Le canal amenant une partie des eaux en ville est celui dit des Moulins. Quant à l'autre, c'est la fontaine même de Faventines, qui arrose toujours les jardins de la propriété de ce nom, dans laquelle même elle se perdait il y a encore peu de temps. Tous nos cours d'eau depuis celui du Charran jusqu'à celui des Contents sud, paraissent avoir été régularisés sinon captés à l'époque romaine, et cela avec une science et une méthode des plus remarquables.

dans le sol, des cercueils en plomb, des médailles et nombre d'autres objets, malheureusement non recueillis, remontant à l'époque de l'occupation. Ajoutons qu'il est très probable que des recherches dans les réservoirs de captage des fontaines du Treuil, des Contents et de Sainte-Brigitte, ramèneraient à la surface des pièces de monnaie, des ex-veto, qui dorment là depuis des siècles, pieuses offrandes offertes aux divinités païennes, dans le but de se les rendre favorables. Bâti sur des sources vives, le château de la Tourtelle dut remplacer quelque villa ainsi que le Valentin, ce parc magnifique, où viennent fluer, pour le fertiliser et l'embellir, une grosse partie des eaux du vallon de Bergeron, qui semble avoir été le lit d'une ancienne rivière, alimentée peut-être par des infiltrations importantes venant grossir la Barberole, et se divisant, en se rapprochant du Rhône, en plusieurs bras, formant deux îles, d'où les noms conservés de l'Isle-Eve et l'Isle-Adam.

De nombreux débris gallo-romains ont été exhumés dans le Valentin même et dans les terrains avoisinants. A l'est du parc, près du sommet du coteau de Saint-Barthélemy, sur le versant sud, au pied d'une ancienne petite chapelle sans aucun style, ayant peut-être remplacé un oratoire romain, les travaux d'un vigneron, il y a quelques années, mirent au jour un cimetière. dont certaines tombes, en assez grand nombre, étaient faites de briques gallo-romaines, connues par les gens du pays sous le nom de *tuiles sarrazines*. Le Bulletin de la société d'archéologie de la Drôme, dans le tome 32, page 88, par la plume de notre regretté confrère,

M. le chanoine Perrossier, mentionna cette découverte, en indiquant que cette chapelle était tout ce qui demeurait de la paroisse de Saint-Barthélemy.

Dans un mur de clôture de la propriété longeant au nord le chemin qui domine la vaste prairie de Mistral et conduit au moulin du même nom (moulin de Mistral, moulin d'Albon) (1), on remarque, noyés dans une maçonnerie de cailloux, de nombreux morceaux de béton fait de mortier et de briques pilées, tous d'égale épaisseur. Ces fragments doivent provenir de quelque habitation gallo-romaine ayant existé non loin de là ; peut-être même ont-ils appartenu à l'église de Saint-Barthélemy, dont ils soutenaient les mosaïques. Ce qui donne une certaine force à cette supposition, c'est « que des colonnettes en marbre blanc » et d'autres restes d'architecture, provenant de l'église disparue, se voient encore dans le parc du Valentin. D'après notre érudit Vice-Président, M. Nugues, les chapiteaux des colonnettes offrent tous les caractères du XII^e siècle.

En rapprochant ces divers indices matériels, il semble permis de pouvoir attribuer au Valentin l'habitation d'un riche patricien, de quelque puissant personnage séduit par la beauté du site, la fécondité sans pareille du sol et l'abondance inouïe des eaux qui sillonnent ses magnifiques prairies.

Les origines de la création du parc du Valentin sont encore obscures. On sait qu'il devint, dans le courant du XVII^e siècle, la propriété de Mgr Daniel de Cosnac,

(1) Primitivement : *le Battoir*, créé pour battre le chanvre.

titulaire des évêchés de Valence et de Die. C'est celui-ci qui fit édifier, à grands frais, sur des plans inspirés par les splendeurs de Versailles, le grand château que tous connaissent et qui, d'ailleurs, ne fut jamais achevé. Mais, jusqu'à présent, on ignore le propriétaire antérieur et d'où provient l'appellation de « Valentin » (1) ; et puisque le nom du créateur initial de cette propriété est ignoré, nous sera-t-il permis, continuant notre école buissonnière dans les régions si attrayantes de l'hypothèse, de résurrectionner à ce sujet, un personnage dont le nom se trouve inscrit sur l'une des pierres antiques qui gisent, lamentables, dans ce qu'on est convenu d'appeler notre musée lapidaire. Ce nom est *Valentinus* et voici textuellement l'épithaphe qui en fait mention :

Diis Manibus Donniæ Quintillæ et Cassi Valentini filii ejus... D'après M. Allmer, la traduction est celle-ci : Aux dieux Mânes de Donia Quintilla et de Cassius Valentinus, son fils...

Le personnage dont le nom, Valentinus, est parvenu jusqu'à nous, grâce à ce qu'il fut gravé dans la pierre dure, fût-il un des propriétaires du Valentin ? Poser

(1) Histoire ou légende, on racontait, il y a une cinquantaine d'années, qu'un riche personnage avait offert au propriétaire d'alors, de le déposséder moyennant le prix représenté par une ceinture d'argent faite de pièces de cinq francs, et sinuant tous les contours des murailles de clôture. Il nous a paru curieux de faire le décompte de cette offre, en apparence exagérée. Nous avons trouvé le chiffre de 432,432 francs ! Avec la dépréciation du pouvoir de l'argent depuis cette époque, il est permis de presque doubler cette somme. Pour la vérification du calcul, ajoutons que le pourtour des murailles du parc est de 3,200 mètres, et que le diamètre d'une pièce de cinq francs est de trente-sept millimètres.

la question n'est pas la résoudre. Nous laisserons donc, encore une fois, à d'autres plus avertis, le soin d'y répondre. (1)

Pendant que dans l'intérieur de Valence et dans sa banlieue se multipliaient les manifestations de la puissance romaine, il en était de même dans ses environs immédiats. A Saint-Marcel-lès-Valence, par exemple, des traces d'importantes habitations, des vestiges d'incendies, se rencontrent sur des points divers. Au lieu dit *Caraboni*, furent découverts il y a quelques années, par un propriétaire *provignant* sa vigne, des traces nombreuses, telles que murailles, piscines, poteries, etc. Plus trois statuettes en bronze, dont une Vénus pudique, d'une assez bonne facture. Non loin de là, à l'est de

(1) Pendant l'impression de ce travail, notre érudit confrère et ami, MM. Villard et nous-même, avons trouvé, dans les archives de Bourg-lès-Valence, que vers la fin du xvi^e siècle, une partie du parc du Valentin appartenait aux hoirs du sr de Villiers, déjà propriétaire de la seigneurie voisine de l'Isle-Adam. Dans cette partie se trouvaient des bâtiments appelés *Meyssonnier* et *Jaulte*.

(a) Le charmant littérateur et poète, *Villers de l'Isle-Adam*, mort récemment descendait-il des Villiers ?

(b) Entre la mention au cadastre des propriétés des hoirs de Villiers et celle du Valentin appartenant à Mgr de Cosnac, de nombreuses années s'écoulèrent, et nous ignorons si entre ces deux propriétaires ne s'en est pas intercalé un autre, celui de *Valentin*. Dans « le répertoire des noms » faisant partie des archives de la Drôme, on trouve en 1624 : « Jean-Théophile Valentin, maison faisant coing à la place aux Clercs... »

(c) En 1572, l'université de Valence comptait un professeur du nom de Aymar Meyssonnier, d'où peut-être le nom donné à un bâtiment. Quand à *Jaulte*, nous ignorons son origine ; mais en revanche, la maison gratifiée jadis de cette appellation l'a conservée ; car elle existe encore, timbrée même d'armoiries. Elle semble remonter au commencement du xv^e siècle. Les armoiries, qui se voient sur deux de ses portes, consistent en « trois glands pendants de sinople. » Elle est au nord-ouest du château et sert actuellement de bergerie.

Saint-Marcel, se trouve un vaste emplacement littéralement recouvert de débris, et qui dut être une de ces grandes villas, centres d'exploitations rurales habituelles aux Gallo-Romains, pour lesquelles ils employaient de nombreux esclaves (1). Pour citer un seul exemple, notre savant et si sympathique secrétaire, M. Lacroix, nous indique, avec textes à l'appui, qu'un certain Ephibius et sa sœur Rafina, avaient à Génissieux et à Parnans quatorze cents esclaves des deux sexes et cinq cents enfants. A Saint-Marcel devaient exister des villas semblables.

Sur la rive droite du Rhône, en face de Valence, depuis le lit du Mialan jusqu'aux Granges même, le sol est par intervalles jonché de débris gallo-romains. Après des pluies succédant aux labours, la terre est littéralement rouge. Au quartier de *Losnier* et non des Nonniers, des substructions indiquent un important habitat. Mais c'est au sud de cette propriété, tout-à-fait près des maisons du hameau, que nous avons ramassé des morceaux de vases, parmi lesquels quelques-uns de pâte très fine, mince, avec couverte d'un beau rouge vif, portant sur le relief de leurs panses gracieuses des rinceaux d'un excellent style, des personnages, tel un Hercule fortement modelé, des fleurs, etc., etc.

(1) D'après Sénèque et Columelle, les ouvriers esclaves étaient enchaînés dans les mines, et ceux qui travaillaient aux champs avaient des chaînes aux pieds et étaient marqués d'un fer chaud. Dans les villas, ils étaient enfermés la nuit dans des cachots souvent creusés dans la terre et portant le nom d'*ergastules*. Nous croyons que des ruines d'un ergastule ont été découvertes au domaine de *Confoulens*, villa gallo-romaine autrefois. L'esclave n'avait pas de famille. Il naissait esclave comme sa mère.

Il y a un certain nombre d'années, au pied de la montagne de Crussol, fut découvert tout un lot de médailles dont la frappe remontait au III^e siècle de notre ère (1). Non loin de là, une muraille épaisse coupée en deux par la ligne du chemin de fer, offre tous les caractères d'une bâtisse romaine. Dans le même quartier, le travailleur heurte fréquemment de son outil, des tombeaux, perdus là au milieu des champs. Nous même, possédons la principale partie d'une belle épée en bronze, trouvée à Crussol. Dans le vallon de St-Péray, à mi-chemin de Toulaud, le château des Fonts a été élevé sur une ancienne villa, ainsi qu'en témoignent de nombreux vestiges et des murailles épaisses, d'appareil romain de formes bizarres, qui malheureusement disparaissent tous les jours par l'action des hommes. Dans ce quartier abondent les poteries et les médailles, ce qui semble indiquer qu'il y avait là une puissante agglomération. Toutes les villes et villages situés le long de la rive gauche du Rhône, conservent ainsi des traces de l'action romaine, et nous n'en finirions pas s'il fallait toutes les suivre. Notre but, en nous attachant peut-être trop longuement à faire ressortir l'importance de cette action dans les environs de Valence, était de démontrer non la possibilité, mais la grande utilité, osons dire mieux, l'indispensabilité d'un pont sur le Rhône, sur le fossé qui séparait des populations pourtant si proches les unes des autres.

(A continuer.)

ETIENNE MELLIER.

(1) *Bulletin de la Société de Statistique de la Drôme*, tome I, p. 53.



SÉANCE DU 10 NOVEMBRE 1902

PRÉSIDENCE DE M. MOSSANT.

Après la lecture de circulaires du *Globe-Trotter* et de la société populaire des Beaux-Arts, M. le Président fait connaître les noms des nouveaux *membres titulaires* proposés, ce sont :

Messieurs

LOUBET (Paul), conseiller général de la Drôme, à Paris ;

CLERC, ingénieur en chef du département, à Valence ;

CLERC, vice-président du tribunal, à Valence, présentés par MM. Mossant et Mellier ;

MAZET (P.), vice-président de la Chambre de Commerce, présenté par MM. Mossant et Rey (Joannis) ;

COURTET, mécanicien à Romans, présenté par MM. Villard et Mellier ;

CHOPIN (Hippolyte), présenté par Mgr Bellet et M. le chanoine J. Chevalier ;

LOUVET, architecte, à Lorient-sur-Montéleger, présenté par MM. Rey (Joannis) et Emblard ;

GONSSOLIN, fondé de pouvoirs au Crédit Lyonnais, à Valence, présenté par MM. Mossant et le chanoine Chevalier ;

Gabriel TEYSSIER DE SAVY, à Hte-Jarrie, près Vizille, *membre correspondant*, présenté par MM. Lacroix et Colomb.

A l'unanimité, ces nouveaux confrères sont admis.

Le secrétaire rend compte ensuite des nouvelles archéologiques et historiques du trimestre. Parmi les

premières, une seule a été signalée ; le classement comme monument historique de la tapisserie de la cure de Grignan.

Cette tapisserie en six panneaux représente des faits historiques avec des personnages d'une taille extraordinaire. Feu M. le chanoine Fillet, curé de la paroisse, estimait qu'elle venait d'Aix en Provence, d'où François-Xavier de Fresse de Monval, nommé doyen du chapitre, en 1764, l'avait apportée pour orner la maison du doyenné acquise vers 1619 et convertie en presbytère en 1851, lors de la construction de l'Hôtel-de-Ville actuel sur la place Sévigné (1).

M. Fillet constate cependant l'existence de plusieurs tapisseries au château, vendues en 1760. et en l'an II, sans autres détails. Le château lui-même et une partie des meubles et des livres se sont vendus aux enchères à la fin d'octobre de cette année.

Dans les secondes nouvelles, ce sont des renseignements sur la filiation de Balthazar Baro, membre de l'Académie française né à Valence, dont M. Mellier, son érudit biographe a été instruit ; et sur une branche de la maison de Poitiers jusqu'ici peu connue. Elle possédait une maison forte appelée Laye dans la commune de Saint-Marcel-lès-Valence et des propriétés à Beaumont. Pierre de Poitiers, dit Bart ou le bâtard, la commença au xv^e siècle et fut père de Louis qui vivait en 1483. Après lui vinrent Aimar, François et André, marié avec Catherine d'Urre. Le dernier membre de cette famille, Antoine, laissa deux filles, alliées avec les de Baysse de Saint-Challier et les Coutiol, vers 1631.

La lecture de l'introduction fort littéraire d'un travail de M. le chanoine Jules Chevalier sur l'histoire de Die et des environs pendant la Révolution, attentivement écoutée, termine la séance.

(1) Voir *Bulletin de la Société*, tome XIV (année 1880), 1^{re} livraison.



CHRONIQUE

. La société a eu le regret de perdre en juin dernier un érudit forésien, bien connu dans sa province, sur lequel nous n'avons pas de renseignements biographiques. Ce que nous savons c'est qu'il avait fourni à M. de Gallier, pour sa belle étude sur César Borgia, des pièces importantes et le fruit de ses recherches personnelles. Pareil fait honore ces deux amis.

OUVRAGES REÇUS DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Journal des Savants : Septembre, octobre et novembre 1902.

Rapport fait au nom de la commission des antiquités de la France sur les ouvrages envoyés au concours de l'année 1902, par M. Paul Viollet.

Romania — octobre 1902, Paris, E. Bouillon, n° 124.

Annales de l'Alliance scientifique, t. V, 1896-1900.

Bulletin de la Société d'ethnographie, n° 103 à 112, 1897-1898, 8 livraisons.

Bourgoin-Lagrange, *Le Bouddhisme éclectique*, Brochure in-8°, 30 pages.

Léon de Rosny, *La morale du bouddhisme*, brochure in-12, 24 pages.

L'humanité nouvelle, revue internationale, sciences et arts — livraison d'octobre 1898.

ENVOIS DES AUTEURS.

I. Bertrand, *Férons-nous banqueroute ?* Paris, Bloud, broch. in-16, 39 pages.

H. Ferrand, *Une fête alpine dans la forêt de Lente*, Grenoble, Vallier, 1902, brochure in-8°, 18 pages.

Du même : *L'Alpinisme*, Grenoble, Allier, 1899, br. in-8°, 20 pages.

Du même : *L'Académie delphinale en Vaucluse* (15-16-17 juin 1901). Grenoble, Gratier et Rey, 1902 — brochure in-8°, 84 pages avec illustrations dans le texte.

Héron de Villefosse, Petites notes d'archéologie, I, n° 1 à 8, II, n° 9 à 12.

Georges de Manteyer, *Les origines de la maison de Savoie en Bourgogne. Notes additionnelles*. Paris, Bouillon, 1901, 1 vol. in-8°, 208 pages.

Mazon (docteur Francus), *Notes historiques sur Saint-Agrève*. Privas, imprimerie centrale de l'Ardèche, 1902, 1 vol. in-8°, 176, pages.

Du même, *Notes et documents historiques sur les Huguenots du Vivarais*, 2° 3° 4° et 5° guerres civiles (1567-76), t. II, Privas, 1903, même imprimerie 1 vol. in-8°, 374 pages.

L. Moutier, *Eirodiado, Hérodiade*. Parler dauphinois, traduction française en regard. Valence, 1902. Imprimerie Valentinoise, broch. in-12, 11 pages.

L'espace nous manque pour apprécier ces diverses publications ; mais les noms des auteurs suffisent pour les recommander à l'attention des membres de la Société.

A. LACROIX.



TABLEAU DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE
ET DE STATISTIQUE
de la Drôme en 1903

Présidents d'honneur :

- M. le Préfet de la Drôme.
Mgr l'Evêque de Valence.
M. le chanoine Ulysse CHEVALIER, membre Correspondant de l'Institut, à Romans.
M. BRUN-DURAND, membre non résidant du Comité des travaux historiques, à Crest.

Membres du Bureau :

- M. MOSSANT (Charles), Conseiller général, Président de la Chambre de Commerce de la Drôme, *Président*, à Bourg-de-Péage.
M. NUGUES (Alphonse), à Romans
Mgr BELLET (Charles), à Tain . . } *Vice-Présidents.*
M. EMBLARD (Léon), à Valence . . }
M. LACROIX (André), Archiviste départemental, *Secrétaire*, à Valence.
M. COLOMB (Victor), *Secrétaire-Adjoint*, à Valence.
M. MELLIER (Etienne), *Trésorier*, à Valence.
M. TRACOL, *Trésorier-Adjoint*, à Valence.

Membres titulaires

MESSIEURS,

ARCES (le marquis D'), château de Blanchelaine, par Tain.

AURIC, ingénieur des ponts et chaussées, à Valence.

BARBIER, avocat, à Valence.

BELLIER DU CHARMEIL, ancien magistrat, avocat, à Valence.

BÉRON (J. DE), docteur en droit, rue des Saints-Pères, 3, à Paris.

BONY (M^{me}), née de Gallier, à Tain.

BOUCOD (Auguste), à Saint-Vallier.

BOUFFIER (Amédée DE), à Livron.

CÉAS (Jules), imprimeur, à Valence.

CHABRIÈRES-ARLÈS (Auguste), place Bellecour, 18, à Lyon.

CHABRILLAN (le comte DE), rue Christophe Colomb, 8, à Paris.

CHABRILLAN (le comte Paul DE), rue de la Fontaine, 6, à Montluçon (Allier).

CHATENIER, directeur de l'Ecole supérieure, à Bourg-de-Péage.

CHEVALIER (le chanoine Jules), professeur au Grand-Séminaire, à Romans.

CLÉMENT (Emile), rue Guibert, à Romans.

CLERC (Alphonse), Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, à Valence.

CLERC (Louis), Vice-Président du Tribunal civil, à Valence.

CHOPIN (Hippolyte), à Romans,

COURTET, Industriel, à Romans.

DU PORT-ROUX, à Romans.

FAURE-BIGUET, conseiller à la Cour de cassation, rue de Babylone, 4, à Paris.

FAURE, ancien président du tribunal, à Valence.

FAVIER, pharmacien de 1^{re} classe, à Pierrelatte.

FLORANS (le marquis DE), à la Roque-d'Anthéron (Bouches-du-Rhône).

FONTGALLAND (Anatole DE), à Die.

FORQUET DE DORNE, conseiller honoraire à la Cour de cassation, à Angers.

FROMENT (l'abbé), curé de Mercurol.

GAILLARD, avoué, à Valence.

GAILLARD-BANCEL (DE), député, à Allex.

GALLE, agent-voyer en chef des Hautes-Alpes, à Gap.

GALLIER (Humbert DE), rue Gustave Doré. 12, à Paris.

GAUDEMARIS (le Marquis de), au domaine de Massillan, par Orange (Vaucluse).

GIRARDON, avocat, à Divajeu (Drôme).

GONSSOLLIN, fondé de pouvoir au Crédit Lyonnais, à Valence.

GUILLEMINET, ancien professeur, à Valence.

ISNARD (le chanoine), curé à Suze-la-Rousse.

LATUNE (Charles), à Crest.

LOUBET (Paul), Conseiller général du département de la Drôme, à l'Elysée, Paris.

LOUVET, architecte, château de Lorient, par Montéligier (Drôme).

MAS (le comte Pierre DE), à Tain.

MAURIN (Alcide), docteur en médecine, à Crest.

MAZET (le chanoine), aumônier, à Valence.

MAZET (Paul), négociant à Valence.

MEAUDRE (Lodoïs), ancien magistrat, Avenue Kléber, 7, à Paris.

MESSIÉ, avocat, à Montélimar.

MONIER DE LA SIZERANNE (le comte), à Beausembiant (Drôme), ou rue Pierre Charron, 67, à Paris.

MONTEYNARD (le comte DE), à Montelieu.

MONTLUISANT (DE), capitaine d'infanterie, officier d'ordonnance du général commandant le 14^e corps d'armée, à Lyon.

MORIN-PONS, banquier, auteur de la *Numismatique féodale du Dauphiné*, rue de la République, à Lyon.

MORIN (Henri), à Dieulefit.

NOYER (Charles), conseiller général, à Dieulefit,

POITOUX, architecte à Valence.

PROMPSAL (Emile), à Châteaudouble (Drôme).

REBOUL DE LA JUILLIÈRE, ancien auditeur au Conseil d'Etat, au château de Vaire, par Roche-les-Beaupié (Doubs).

REY, architecte, à Valence.

REYNAUD, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat, maire de Die, rue Miromesnil, 66, à Paris.

ROUX, conservateur des Eaux et Forêts, à Valence.

RUZAN, directeur du Crédit foncier, à Lyon.

SABATIER (Paul), à Chantegrillet, par Crest.

SAYN (Gustave), à Montvendre.

SOUBEYRAN DE ST-PRIX, juge, rue d'Artois, 9, à Paris.

TAVENAS (l'abbé), professeur à la Maîtrise de Valence.

TOURNIER, directeur du Crédit Lyonnais, à Valence.

VALLENTIN DU CHEYLARD (Roger), receveur de l'enregistrement, à Saint-Péray.

VILLARD (Marius), architecte-voyer de la ville, à Valence.



Membres correspondants :**MESSIEURS,**

ADHÉMAR (le comte Victor D'), rue Espinasse, 5, à Toulouse.

AUTANE (le comte D'), au prieuré d'Ardènes, à Mane (Basses-Alpes).

BAUME-PLUVINEL, (M^{me} la marquise DE LA), rue de la Baume, 7, à Paris.

BELMONT, château de Mondi, par Romans.

BENOIT D'ENTREVAUX, au château d'Entrevaux, à la Boissonade, près Privas.

BERNARD, conseiller à la Cour d'appel, à Grenoble.

BERTHIN (Eolde), à Beaurepaire (Isère).

BERTRAND (l'abbé Isidore), à Bar-le-Duc (Meuse).

BÉTHOUX (l'abbé), à Saint-Michel-en-Beaumont, par Corps (Isère).

BEYLIÉ (Jules DE), ancien magistrat, rue Villars, 10, à Grenoble.

BLANCHET (Augustin), manufacturier, à Rives.

BLANCHET (Victor), à la papeterie, à Rives.

BOISGELIN (le marquis DE), à Aix (Bouches-du-Rhône).

BOISSIEUX (Maurice DE), rue Vaubecour, 12, à Lyon.

BROSSET-HECKEL (Edward), rue St-Joseph, 4, à Lyon.

BOYER DE BOUILLANE, avocat, rue du Four-Saint-Germain, 43, à Paris.

CAIZE (Albert), membre de la Société des gens de lettres, au Havre.

CHAPER, à Eybens.

CHAMPAVIER (Maurice), 14, quai Charenton, à Charenton (Seine).

- CHAPON (Jules), à Paris, (agence Parisienne de la *Gironde* et la *Petite Gironde*).
- CHENAVAS, député, conseiller général de l'Isère, à Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs (Isère).
- COLAS DE LA NOUE, ancien magistrat, Boulevard Saurmur, 36, à Angers.
- DUPRÉ-LATOUR, ancien magistrat, avocat, rue Saint-Simon, 2, à Paris.
- FALAVEL, notaire, à St-Marcellin.
- FAUCHER (Paul DE), à Bollène.
- FAURE (Maurice), sénateur de la Drôme, Boulevard Montparnasse, 9 bis, à Paris.
- FAYARD, ancien conseiller à la Cour d'appel de Lyon, à Lyon, ou à Marnas, près St-Barthélemy-de-Vals.
- FLACHAIRE DE ROUSTAN (Marcel), rue de Jarente, 4, à Lyon.
- FRANCLIEU (Mlle Aimée DE), au château de Longprasure-Saint-Geoirs.
- FUZIER (Louis), à Lavoulte.
- GAP (Lucien), instituteur, à Villars (Vaucluse).
- GAUCKLER, directeur des antiquités, à Tunis.
- GAUDUEL, ancien greffier à la cour de Grenoble, place des tilleuls, 10, à Grenoble.
- GRÉA (R. P.), supérieur des chan. réguliers, à Rome.
- GRÉGOIRE (Félix), publiciste, rue des Boulets, 18, à Paris.
- GUILLAUME (le chanoine), archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.
- GUILLEMEN (Paul), inspecteur de la navigation et des ports de la Seine, rue St-Cloud, 46, à Billancourt.
- JOUFFRAY (A.), chef d'escadron d'artillerie, à Belfort.
- JOIGNÉ DE LASSIGNY (DE), place Bellecour, 1, à Lyon.

- LAGIER (l'abbé), curé de Saint-Antoine (Isère).
- LAVAUDEN, ancien préfet, avocat, rue de la Madeleine, à Grenoble.
- MAIGNIEN (Edmond), bibliothécaire de la ville, à Grenoble.
- MANTEYER (Georges DE), membre de l'Ecole française, à Manosque.
- MASIMBERT, avocat, rue Bayard, à Grenoble.
- MAZON, publiciste, rue du Vieux-Colombier, 18, à Paris.
- MIRIBEL (comte DE), à Villard-Bonnot (Isère).
- MONTCLAR (le marquis DE), consul général à Caracas.
- MONTALIVET (Georges DE), rue Roquepine, 14, à Paris.
- MONTRAVEL (le vicomte DE), à Joyeuse (Ardèche).
- MONTs (le comte DE), au château d'Armanais, à Balbin, près la Côte-Saint-André.
- MOREL (Louis), à Chazay-d'Azergues (Rhône).
- PARISOT DE LA BOISSE (Jules DE), à Montpellier.
- PAYAN (DE), ancien capitaine de frégate, à Paris, ou à Grignan.
- PERROSSIER (Ernest), colonel en retraite, rue Peyras, 14, à Toulouse.
- PERROT, chef de division en retraite de la préfecture de l'Isère, place des tilleuls, 3, à Grenoble.
- PONCINS (le comte DE), à Feurs (Loire).
- PRUNIÈRES (le comte DE), au château de la Baume-Seyssins, près Grenoble.
- REYNAUD (Horace), avocat, ancien magistrat, rue Victor Hugo, 61, à Lyon.
- ROBERT (l'abbé Louis), rue des Archives, 33, à Paris.
- ROMAN (Joseph), avocat, rue de Valserre, 1, à Gap.
- SAGNIER, de l'Académie de Vaucluse, à Avignon.

SAUREL (le chanoine), trésorier à l'Académie de Montpellier, rue du Cheval-Vert, 11, à Montpellier.

SOLLIER (Léon), docteur-médecin à Aspres sur Buesch (Hautes-Alpes).

TERREBASSE (DE), à Ville-sous-Anjou (Isère).

THOMÉ, ancien notaire, rue Victor-Hugo, 38, à Lyon.

TOUR-DU-PIN-CHAMBLY (marquis DE LA), au château d'Arreny par Festieu (Aisne).

TOUR-DU-VILLARD (marquis DE LA), rue Montjardou, 6, à Nîmes.

TRUCHET (l'abbé), curé de Four (Isère).

VACHEZ, secrétaire de l'Académie de Lyon, place Saint-Jean, 2, à Lyon.

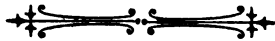
VASCHALDE, directeur de l'établissement de Vals-les-Bains (Ardèche).

VELLOT (A.), avocat, à Grenoble.

Communes abonnées :

ANNONAY (Bibliothèque). — AOUSTE. — BARBIÈRES. —
BOURG-DE-PÉAGE. — CREST. — GRENOBLE (Bibliothèque). — MONTÉLIMAR. — MONTRIGAUD. —
ROMANS (Bibliothèque). VALENCE (Bibliothèque).

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ISÈRE. — MUSÉE CALVET, A AVIGNON.



NOUVELLE ÉTUDE CRITIQUE

SUR

CHAMPIONNET

(SUITE. — Voir les 140^e à 144^e livraisons)

CHAMPIONNET, de 1792 à 1800.

Nonobstant la *Consultation* qui précède, le procès engagé fut poursuivi, et, par jugement du 27 février 1796 (8 ventôse an IV), le Tribunal de Valence condamna Colombier à recevoir les sommes offertes par Championnet ; ce jugement fut confirmé en appel à Grenoble, le 20 juin suivant (2 messidor an IV).

Colombier revint à la charge, et, profitant de la présence de Championnet à Valence, il le fit comparaître devant le « Bureau de Paix », le 7 janvier 1798 (18 nivôse an VI), pour lui demander le remboursement de 46.600 livres qu'il lui aurait avancées, disait-il, de ses propres deniers, de 1788 à 1792 inclus, pour ses besoins personnels, achats de propriétés, etc. ; mais toutes tentatives de conciliation échouèrent également sur ce point.

Les choses tournaient à l'aigre : heureusement que des amis communs s'interposèrent pour faire cesser une situation aussi tendue, et obtinrent que les parties terminassent enfin tous leurs différends, au moyen de la transaction suivante, datée du 5 pluviose an VI (24 janvier 1798) :

- « Par devant les notaires publics du Département de la
- « Drôme, à la résidence de Valence, soussignés ;
- « Furent présents, d'une part le citoyen Jean-André Colom-

« bier, officier municipal de la commune de Valence, y
 « demeurant ; et d'autre part le citoyen Jean-Etienne Cham-
 « pionnet, général de division des armées de la République,
 « employé à celle de Mayence ;

« Lesquels ont dit que par acte du 7 nivôse an trois, passé
 « devant Bonthoux, notaire à Valence, le citoyen Colombier
 « vendit au citoyen Championnet, le domaine appelé *Barlatier*,
 « situé dans le territoire d'Alixan, dépendant de la succession
 « d'Etienne Grand, avec ses appartenances, moyennant le prix
 « de 80.000 livres ; lequel prix, au moyen des indications
 « acceptées par l'acquéreur, fut réduit à la somme de 66.680
 « livres que le citoyen Championnet promit et s'obligea de
 « payer au citoyen Colombier dans sept années lors prochaines,
 « avec intérêt au denier vingt sans retenue, et il fut en outre
 « convenu par clause et condition expresse de ladite vente,
 « sans lesquelles le citoyen Colombier ne l'aurait point passé,
 « ou l'aurait passée à un plus haut prix, que le citoyen Cham-
 « pionnet ne pourrait, sous quelque prétexte et à quelle occa-
 « sion que ce fût, anticiper le susdit terme de sept années pour
 « le paiement de ladite somme, à moins qu'il ne se libérât par
 « payemens dont le moindre ne pourrait être que de dix mille
 « livres, en avertissant le citoyen Colombier trois mois à
 « l'avance.

« Cet acte fut suivi de son exécution ; et par exploit du 28
 « ventôse, même année, le citoyen Championnet notifia au
 « citoyen Colombier que son intention était de se libérer envers
 « lui de la somme de 66.680 livres, et l'interpella en consé-
 « quence de se trouver le 1^{er} messidor suivant, à neuf heures
 « du matin, dans sa maison d'habitation, où le citoyen Cham-
 « pionnet, ou son fondé de pouvoirs, se rendrait, à l'effet par
 « le citoyen Colombier de recevoir et passer quittance audit
 « Championnet de la somme dont il s'agit, ainsi que des intérêts
 « légitimes fins au jour du paiement.

« Mais le cit. Colombier, prétendant que le cit. Championnet
 « n'avait pas rempli toutes les conditions de la susdite vente

« et que l'acte du sept nivôse renfermait une lésion énormissime
« qui donnait ouverture à rescision, fit citer le cit. Championnet,
« par exploit du 12 floréal an III, en conciliation devant le
« Bureau de Paix », sur la demande qu'il se proposait de
« former en cassation et rescision dudit acte, tant par moyens
« de nullité que par cause de lésion, ou autres moyens de droit,
« et la conciliation n'ayant pu s'opérer, le cit. Colombier fit
« encore citer le cit. Championnet, par exploit du 28 prairial,
« pour paraître le cinq thermidor suivant, devant le Tribunal
« du district de Valence, pour voir prononcer avec dépens la
« cassation et rescision dont il s'agit, sous les offres mention-
« nées dans ledit exploit.

« Dans ces entrefaites les tribunaux de district furent sup-
« primés, et le cit. Colombier, par exploit du 9 germinal an IV
« et 16 floréal an V, réitéra au cit. Championnet la même
« citation pour voir prononcer par le Tribunal du Département
« les fins du susdit exploit du 28 prairial, en y ajoutant certains
« faits dont il demandait l'aveu ou la preuve.

« Indépendamment de cette instance, il s'en forma une
« seconde entre les parties sur l'offre qui fut faite par le citoyen
« Championnet au citoyen Colombier, par exploit du 3 brumaire
« an IV, des sommes que ce dernier avait payées au receveur
« du district de Valence, à la décharge du cit. Championnet,
« sur le prix des domaines nationaux par lui acquis dans la
« commune d'Alixan, laquelle offre le cit. Colombier soutenait
« insuffisante. Cette instance fut introduite devant le Tribunal
« civil du Département de la Drôme qui, par son jugement, en
« premier ressort, du 8 ventôse an IV, permit au cit. Cham-
« pionnet la consignation par lui demandée, qui fut faite le 9
« germinal suivant ; et successivement cette affaire ayant été
« portée par appel au Tribunal de l'Isère, le cit. Championnet
« obtint un jugement en défaut le 2 messidor suivant, confir-
« matif de celui de Valence. Ce jugement n'a pas été signifié
« au citoyen Colombier qui se proposait d'y former opposition.

« En cet état, les parties ont été conseillées par leurs amis

« communs de prévenir les suites incertaines de leurs
 « demandes, prétentions et exceptions respectives ; elles se sont
 « réunies avec leurs conseils, et après avoir considéré : 1° que
 « le mérite de la demande formée par le cit. Colombier en
 « rescision de la vente du 7 nivôse an III, serait subordonnée
 « à une procédure dispendieuse ; — 2° que d'après les décrets
 « nouvellement rendus sur les transactions entre particuliers,
 « le cit. Colombier, quand même, il succomberait dans sa pre-
 « mière demande, pourrait être admis à prétendre un plus
 « haut prix que celui déterminé par l'échelle de dépréciation,
 « ce qui pourrait encore donner lieu à des difficultés ultérieu-
 « res ; — 3° qu'à l'égard de l'instance relative au rembourse-
 « ment des payemens par lui fait à la décharge du citoyen
 « Championnet, au receveur du district de Valence, le citoyen
 « Colombier serait encore dans le cas de faire valoir les moyens
 « par lui employés contre la consignation faite par le citoyen
 « Championnet et que, sous tous ces rapports, l'intérêt et la
 « tranquillité des parties exigent qu'elles terminent par un
 « arrangement amiable les différends dont il s'agit.

« En conséquence, les citoyens Colombier et Championnet,
 « bien instruits de leurs droits respectifs, et de la force des
 « transactions qui interviennent sur procès, entre majeurs
 « tels qu'ils sont, contre lesquelles nul recours ne peut être
 « admis, sauf pour dol personnel, qu'ils déclarent n'être point
 « intervenu en la présente, ont traité, transigé et convenu ce
 « qui suit :

« ARTICLE 1^{er}. — Au moyen de la somme de 36,000 francs
 « que le cit. Championnet a tout présentement comptée, nom-
 « brée, et réellement délivrée, en numéraire métallique, à la
 « vue des dits notaires, au cit. Colombier, celui-ci déclare
 « quittance le cit. Championnet : 1° de ce qui lui était dû en
 « reste du prix de la vente du 7 nivôse an III, laquelle est en tant
 « que de besoin, ratifiée et confirmée dans tout son contenu ;
 « — 2° des sommes par lui payées au receveur du district de
 « Valence, et à tous autres, à la décharge du cit. Championnet,

« pour quelque cause que ce soit, avec promesse qu'il ne lui
« sera jamais fait, à raison de tout ce que dessus, aucune
« demande, ni recherche, sous les peines de droit.

« ARTICLE 2. — En considération de la quittance et de la
« ratification ci-dessus, et par condition expresse du présent
« acte, le cit. Championnet s'oblige de relever et garantir le
« cit. Colombier de toutes les dettes passives, généralement
« quelconques, qui pourraient être affectées sur l'hoirie de feu
« Etienne Grand, lieutenant en la ci-devant Election de Valence,
« dont le cit. Colombier est héritier, avec promesse de la part
« du cit. Championnet de payer les dites dettes, si aucunes il
« y a, et d'en rapporter acquit au cit. Colombier, à peine de
« tous dépens, dommages et intérêts ; les parties déclarant, de
« bonne foi, qu'en l'état elles n'en connaissent aucune, et
« cependant elles déclarent aussi, pour la fixation des droits
« bursaux tant seulement, et sans que la présente déclaration
« puisse tirer à conséquence envers aucune des parties, que
« l'obligation stipulée par le cit. Championnet dans le présent
« acte, n'a fait fond dans l'arrangement intervenu entr'eux que
« pour la somme de deux mille francs.

« ARTICLE 3. — Au moyen de ce qui précède les parties se
« départent réciproquement de toutes leurs demandes, actions,
« prétentions et exceptions, rappelées ou non, dans le narré
« des présentes ; et elles sont réciproquement quittes de toutes
« recherches, généralement quelconques, avec renonciation
« respective d'en former jamais aucunes l'un envers l'autre,
« notamment par le cit. Colombier pour cause de lésion à
« laquelle il renonce expressément, moyennant quoi tous
« procès demeurent éteints et terminés, dépens compensés.

« Fait et lu à Valence, en l'étude de Bouvier, l'un desdits
« notaires, à la minute duquel les parties ont signé, le 5 pluviôse
« an VI de la République française (24 janvier 1798, vieux
« style), après midi. — Avant de signer, les parties déclarent
« que la somme de 36.000 francs, payée par le cit. Championnet
« au cit. Colombier, se compose : — 1° de celle de 20.004

« francs représentative, d'après l'échelle de dépréciation, de
 « celle de 66,680 francs due en reste du prix du domaine de
 « Barlatier, conformément à l'acte du 7 nivôse an III ; — 2°, de
 « celle de 15,996 francs à laquelle ont été amiablement liquidés
 « les paiements faits par le cit. Colombier, à la décharge de
 « cit. Championnet, au receveur du ci-devant district de
 « Valence, ou autres avances également dues audit cit. Colom-
 « bier par le cit. Championnet et que l'obligation éventuelle
 « contractée par ce dernier dans l'article 2 ci-dessus s'applique
 « également à ce qu'il devait au cit. Colombier, outre le prix
 « de la vente du 7 nivôse an III.

« COLOMBIER. — CHAMPIONNET. — PINET -- BOUVIER. —
 « Enregistré à Valence, etc. .. PRIOLEAU, »

(17^e Livre des Minutes de M^e Bouvier. — Archives de l'Etude
 de M^e Clément, notaire à Valence)

L'acte qui précède, dont la rédaction paraît avoir été assez laborieuse, afin de prémunir les deux contractants contre toute réclamation ultérieure de la part d'héritiers ou autres tiers connus ou inconnus, termina bien le règlement des questions d'intérêt qui les divisaient, mais ce règlement ne fit pas renaître l'harmonie entre eux, et tout lien quelconque fut désormais rompu entre Colombier et Championnet.

En définitive, de l'importante fortune de son père, Etienne Grand, Championnet ne recueillit que le domaine de Barlatier sur Alixan, et celui du Prieuré, au même lieu, acquis par lui comme bien national, au moyen des fonds fournis par Colombier, mais que ce dernier récupéra, en partie tout au moins, suivant les stipulations de la transaction ci-dessus.

Colombier, lui, outre les sommes payées par Martin, pour solde du prix des acquisitions du « Logis du Louvre », et du domaine de La Robinière, y attendant, garda en propriété : Le terrier de Lattier ; — La terre de Missisipi ou Championnet, qui est devenue le clos Doyon, et dont nous avons donné plus haut et l'historique et la valeur ; — Le domaine des

Marlhes ou Maison-Blanche, en Bayanne ; — et, enfin les six maisons du faubourg Saunière, en face le *Logis du Louvre* (1).

Le lecteur jugera probablement comme nous, qu'il n'apparaît pas, après cela, que les intentions d'Etienne Grand, envers son fils Championnet, aient été bien fidèlement remplies.

Jean-André Colombier étant décédé à Valence le 14 janvier 1803, ses biens, ainsi que la majeure partie des papiers d'Etienne Grand, passèrent aux *Mésangère*, famille valentinoise bien connue, ce qui nous dispense d'entrer dans de plus longs détails sur ce point spécial.

*
* *

Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas signalé des lettres de Championnet à sa mère : étant donné ce que nous savons de son amour pour elle, ces lettres ont dû être nombreuses, mais toutes ne sont pas parvenues jusqu'à nous. Nous donnons ici celles qui sont connues.

I. — « République française. — Armée de Sambre-et-Meuse.

« Au quartier Général, à Coblentz, le 7 ventôse l'an V^e de la République française (25 février 1797).

« Le Général de Division Championnet, à sa tendre mère.

« Je vous ai envoyé, ma chère mère, dans les premiers jours du mois dernier, un paquet contenant six à sept mille livres en mandats : vous ne m'en accusez pas la réception, il faut que vous ne l'ayez pas reçu ; le paquet était chargé.

« Au moment où je vous écris, ma chère mère, vous aurez reçu de l'adjudant-général Mireur, la somme en numéraire que je vous ai annoncée. Amitié bien tendre à la meilleure mère, mes amitiés à ma tante.

« CHAMPIONNET.

(1) Voyez les testaments d'Etienne Grand, du 1^{er} octobre 1786, et de Colombier, du 16 juillet 1788, transcrits ci-avant.

« Vous vous trompez, mon cher Marmilliot (1) (*sic*, pour Mermilliod), lorsque vous pensez que l'armée de Sambre-et-Meuse restera sur la défensive ; cette armée, dans la campagne qui s'ouvrira bientôt, jouera un grand rôle, et malgré les calomniateurs elle prouvera qu'elle n'a jamais cessé un instant d'être fière de ses succès ; l'histoire fera connaître ce qu'elle a fait, et ce qu'elle est capable de faire. Hoche arrivera sous peu de jours, et je suis persuadé que ce brave militaire, s'il n'a pu voir couler la Tamise, se dédommagera en franchissant le Danube. Lorsqu'il sera temps, je vous ferai connaître les projets du Gouvernement. Je vous embrasse et vous aime de cœur. Donnez-moi quelques nouvelles sur l'esprit public du Département, et sur les nouvelles élections. Embrassez bien tendrement l'ami Brosset, et tous mes amis : vous les connaissez. »

Suscription : A la citoyenne veuve Grand,
Place des Clercs. à Valence.

(*Autographe, collections Villard*).

II. — « République française. — Armée de Sambre-et-Meuse.

« Au Quartier-Général, à Sierck, le 7 floréal l'an V^e de la République française (26 avril 1797).

« Le Général de Division, Championnet, à sa bonne mère.

« Depuis le 4 de ce mois-ci, ma chère mère, nous sommes en paix et nous jouissons d'un peu de tranquillité ; au moment où un combat des plus violents allait avoir lieu, un courrier envoyé par Bonaparte, a annoncé au général Hoche, commandant en chef l'armée, que les préliminaires de la paix étaient signés depuis le 29^e dernier, jour où l'armée de Sambre et Meuse a gagné la bataille de Neuwiedt, Ukerach, Alten-

(1) Mermilliod était le lecteur des lettres de Championnet à sa mère : la même lettre s'adressait aux deux.

« kirchen, et aux combats de Tierdorff et Montabaur. Voilà,
 « ma chère mère, comment l'armée de Sambre-et-Meuse s'est
 « vengée de toutes les calomnies répandues par des scélérats
 « qui étaient jaloux de sa gloire. L'Armée de Sambre-et-Meuse
 « commence aujourd'hui à cantonner ; nos avants-postes sont
 « mêlés avec les ennemis : cette réunion présente le plus beau
 « spectacle. Des cris de *vive la République!*, et d'autres que je
 « ne puis pas dire, se font entendre de toute part ; les chapeaux
 « couverts de feuillages verts annoncent une réunion complète.
 « Je vous donnerai demain des détails qui vous feront plaisir :
 « je suis trop pressé, je crains de manquer le courrier. Je ne
 « cesserai de bien vous aimer. Votre fils,

« CHAMPIONNET.

« Amitiés à ma tante, aux amis Brosset, Mermilliod, etc. »

Suscription : A la citoyenne veuve Grand,
 Place de l'Egalité (1), à Valence.

(Autographe, au musée de Valence, vitrine Championnet.

Don du général de la Roque, 1^{er} mars 1888.)

III. — « République Française.

« Armée d'Allemagne. — Aile gauche.

« Au Quartier Général, à Wetzlar, le 20 brumaire, l'an VI^e
 « de la République française (10 novembre 1797).

« Le Général de Division Championnet, à sa tendre mère.

« Quelle joie a répandu sur tout les cœurs cette paix si long-
 « temps désirée ; les fêtes à l'armée se succèdent les unes aux
 « autres, le plus grand accord y règne, et chacun brûle du vif
 « désir d'embrasser ses parents et ses amis. Je ne chercherai
 « pas à vous peindre celui que j'aurai lorsque j'embrasserai la
 « plus tendre des mères : c'est un sentiment que la nature m'a

(1) C'est par erreur que Championnet a appelé ici la Place des Clercs, Place de l'Egalité ; elle était dénommée alors : *Place de la Liberté*. (*Annales Valentinoises*. Marius VILLARD, p. 167).

« prêté, et il ne m'appartient point de le tracer sur ce papier.
 « Je remplirai cette douce pensée dans un moment plus heureux !

« L'on me fait espérer un voyage à Paris : j'attends à chaque instant l'ordre de mon départ ; il est très possible que la première lettre que vous recevrez de votre fils, sera timbrée de cette ci-devant Capitale. Comme vous le pensez bien, je ferai tous mes efforts pour vous aller faire une visite : il me sera bien agréable de vous prouver que je suis toujours votre fils.

« Amitiés bien sincères à ma tante ; aux amis Brosset, Mermillod, et enfin à tous ceux que vous aimez.

« CHAMPIONNET. »

Suscription : A la citoyenne veuve Grand,
 Place de l'Egalité, à Valence.

(*Autographe. — Collections Chaper, à Grenoble.*)

* *

L'Eventualité dont parlait Championnet dans la lettre ci-dessus se réalisa. Il fut appelé à Paris, où ses talents militaires étaient appréciés, et où il comptait des amis parmi les membres du Gouvernement, et assista, le 10 décembre 1797, au dîner de 80 couverts offert par le Directoire au général Bonaparte. Le *Moniteur* de ce jour, dit que furent invités à ce dîner les généraux Berthier, Joubert, Murat, Championnet, Hedouville, Lacrosse, Desaix et Lemoine. Le Directoire transformait alors toutes les armées, et leur assignait de nouveaux noms et de nouveaux emplacements, en leur donnant de nouveaux chefs.

L'Armée de Sambre-et-Meuse, appelée récemment encore « Armée d'Allemagne », fut divisée en deux nouvelles armées : celle du Rhin, sous le commandement d'Augereau, et celle de Mayence, sous le commandement d'Hatry (arrêté du Directoire du 19 frimaire an VI (9 décembre 1797).

Par autre arrêté du Directoire du 23 nivôse an VI (12 janvier 1798), Championnet fut nommé au commandement de l'aile droite de l'armée d'Angleterre.

Championnet profita de cette période de calme pour faire un voyage à Valence, où nous l'avons vu les 7 et 24 janvier 1798, terminant enfin ses affaires avec Colombier.

Remarquons en passant, que nonobstant sa nomination à l'armée d'Angleterre, Championnet prend, dans l'acte du 24 janvier 1798, la qualification de *général à l'armée de Mayence*, alors que ses « Etats de services » ne le portent *Commandant la Division d'avant-garde à l'armée de Mayence*, que le 11 thermidor an VI (29 juillet 1798), après son passage à l'armée d'Angleterre.

Avant de quitter Valence pour rejoindre son poste, Championnet confia la gestion de ses intérêts à « Abraham Mermilliot, capitaine d'infanterie, résidant à Valence », et à sa mère, auxquels il passa à cet effet deux procurations distinctes, à la date du 3 pluviôse an VI (22 janvier 1798) (Actes Pinet, notaire à Valence. — *Papiers Tavenas*).

— Championnet eut quelques brillantes affaires entre Dunkerque et Ostende, du 19 mai au 15 août 1798 (1) ; mais las de l'inaction relative à laquelle il était condamné, il demanda son changement et, sur la désignation de Joubert, qui commandait en chef l'armée de Mayence, il fut, comme nous l'avons dit nommé le 11 thermidor an VI (29 juillet 1798) au commandement de l'avant-garde de cette armée.

Le 1^{er} sept. 1798, Championnet établit son quartier-général à Hombourg, à trois lieues de Francfort ; mais, après l'assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt, de nouveaux changements sont ordonnés : Joubert passe au commandement

(1) Meissonier a fait un tableau représentant le général Championnet sur les dunes de la mer du Nord, et intitulé « *Un ordre urgent* ». — Vendu 21,200 fr. en 1893. — Reproduit dans : « *Meissonier, — sa vie, — son œuvre*, » par FORMENTIN, 1901.

de l'armée d'Italie, et, le 5 vendémiaire an VII (26 sept. 1798) Championnet est nommé général en chef de l'armée Française dans la République Batave (Etats de services). Là, encore, il ne fit que passer, car, toujours à la demande de Joubert, qui connaissait sa valeur et ses talents, Championnet fut nommé Général en chef de l'armée de Rome, par nouvel arrêté du Directoire du 27 vendémiaire an VII (18 octobre 1798).

De la Hollande il se dirigea sur Paris pour prendre les ordres du Directoire ; puis se rendit directement à son poste, sans repasser par Valence : il est à Milan le 11 novembre, et à Ancône, le 15, d'où il écrit au Directoire :

« En arrivant, j'ai appris avec douleur qu'il est dû deux ou
« trois mois de solde aux troupes stationnées dans la Républi-
« que romaine ; que les magasins sont vides ; que l'habille-
« ment des troupes est dans un état affligeant ; que les
« immenses ressources qu'offrait la République romaine sont
« épuisées : un essaim de fripons, de voleurs, a tout englouti,
« tout dévoré. Ils sont encore à l'affût pour s'emparer du peu
« qui reste ; ces sangsues de la patrie se cachent sous toutes
« les formes. Mais fort de la confiance dont vous m'avez honoré,
« ayant l'espoir d'être avoué par vous, dans tout ce que je ferai
« pour ôter aux fripons le pouvoir d'envahir les ressources de
« l'armée, je les découvrirai et je ferai disparaître ces harpies
« dévorantes (1) ».

(Mémoires autographes de Championnet).

(1) Nous ne résistons pas au désir de donner ici, comme confirmation de cette lettre de Championnet, la lettre de Paul-Louis Courier à M. Chlewaski, à Toulouse, et datée de Rome, le 8 janvier 1799 :

« Dites à ceux qui veulent voir Rome qu'ils se hâtent, car
« chaque jour le fer du soldat et la serre des agents français flétrissent
« ses beautés naturelles et la dépouillent de sa parure. Permis à vous,
« Monsieur, qui êtes accoutumé au langage naturel et noble de l'anti-
« quité, de trouver ces expressions trop fleuries ou même trop fardées ;

Enfin, Championnet arrive à Rome le 18 novembre 1798.

Ce que fut cette légendaire campagne de Rome et Naples, qui dura deux mois à peine, et qui mit le sceau à la réputation de Championnet, tous les historiens l'ont raconté à l'envi.

« En partant (dit-il dans ses *Mémoires*), je ne reçus qu'une
« instruction verbale ; elle m'enjoignait de repousser par la
« force, toute agression hostile contre l'indépendance de la
« République romaine, et de porter la guerre sur le territoire
« Napolitain, si le roi de Naples exécutait les projets d'invasion
« si souvent annoncés. » Or, l'armée napolitaine, commandée
par l'autrichien Mack, général habile, était de 70,000 hommes,
menant avec eux cent pièces de canon parfaitement approvision-
nées, tandis que Championnet ne disposait, lui, que de 13,238

« mais je n'en sais pas d'assez tristes pour vous peindre l'état de déla-
« brement, de misère et d'opprobre où est tombée cette pauvre Rome
« que vous avez vue si pompeuse, et de laquelle, à présent, on détruit
« jusqu'aux ruines. On s'y rendait autrefois, comme vous savez, de tous
« les pays du monde. Combien d'étrangers qui n'y étaient venus que
« pour un hiver, y ont passé toute leur vie ! Maintenant il n'y reste que
« ceux qui n'ont pu fuir, ou qui, le poignard à la main, cherchent encore
« dans les haillons d'un peuple mourant de faim, quelque pièce échap-
« pée à tant d'extorsions et de rapines. Les détails ne finiraient pas, et
« d'ailleurs, dans plus d'un sens, il ne faut pas tout vous dire. Mais,
« par le coin du tableau dont je vous crayonne un trait, vous jugerez
« aisément du reste.

« Le pain n'est plus au rang des choses qui se vendent ici ; chacun
« garde pour soi ce qu'il en peut avoir au péril de sa vie. Vous savez
« le mot : *Panem et circenses* : ils se passent aujourd'hui de tous les
« deux, et de bien d'autres choses. Tout homme qui n'est ni commis-
« saire, ni général, ni valet ou courtisan des uns ou des autres, ne peut
« manger un œuf. Toutes les denrées les plus nécessaires à la vie sont
« également inaccessibles aux Romains, tandis que plusieurs Français,
« non des plus huppés, tiennent table ouverte à tous venants. Allez,
« nous vengeons bien l'univers vaincu.

« Les monuments de Rome ne sont guère mieux traités que le peu-
« ple. La colonne Trajane est cependant à peu près telle que vous
« l'avez vue, et nos curieux, qui n'estiment que ce qu'on peut empor-

hommes mal vêtus, mal payés et disséminés sur toute l'étendue de la République romaine. Quant à l'artillerie, elle lui faisait à peu près complètement défaut et, malgré cette énorme disproportion de forces, dix-sept jours après la déclaration de guerre, Championnet réoccupait Rome, qu'il lui avait fallu tout d'abord abandonner, l'armée ennemie ayant été mise en complète déroute par la sienne, grâce à toute une série de petits combats qui déconcertèrent les calculs de Mack. Trois semaines plus tard, il pénétrait sur le territoire napolitain, malgré le soulèvement des populations, et s'emparait de Capoue le 10 janvier 1799 ; le 20 il arriva devant Naples, ville dont toutes les rues et, pour ainsi dire, toutes les maisons, désespérément défendues par les restes de l'armée vaincue et par les habitants,

« ter et vendre, n'y font heureusement aucune attention. D'ailleurs, « les bas-reliefs dont elle est ornée sont hors de la portée du sabre, et « pourront, par conséquent, être conservés. Il n'en est pas de même des « sculptures de la villa Borghèse et de la villa Pamphili, qui présentent « de tous côtés des figures semblables au Deiphobus de Virgile. Je « pleure encore un joli Hermès enfant, que j'avais vu dans son entier, « vêtu et encapuchonné d'une peau de lion, et portant sur son épaule « une petite massue. C'était, comme vous voyez, un Cupidon dérobant « les armes d'Hercule, morceau d'un travail exquis, et grec si je ne « me trompe. Il n'en reste que la base, sur laquelle j'ai écrit avec un « crayon : *Lugete, veneres Cupidinesque*, et les morceaux dispersés, qui « feraient mourir de douleur Mengs et Winckelmann, s'il avaient eu « le malheur de vivre assez longtemps pour voir ce spectacle.

« Tout ce qui était aux Chartreux, à la villa Albani, chez les Far-
« nèse, les Onesti, au museum Clémentin, au Capitole, est emporté,
« pillé, perdu ou vendu. Les Anglais en ont eu leur part, et des com-
« missaires français, soupçonnés de ce commerce, sont arrêtés ici. Mais
« cette affaire n'aura pas de suite. Des soldats qui sont entrés dans la
« bibliothèque du Vatican, ont détruit, entre autres raretés, le fameux
« Térence du Bembo, manuscrit des plus estimés, pour avoir quelques
« dorures dont il était orné. Vénus, de la villa Borghèse, a été blessée
« à la main par quelques descendants de Diomède, et l'Hermaphrodite
« (*immane nefas !*) a un pied brisé. » (*Œuvres de P.-L. Courier*. Paris.
Firmin Didot, 1863, p. 428).

durent être prises une à une, et dans laquelle, étant enfin entré en vainqueur le 24 janvier, il proclama la *République Parthénopéenne* (1).

*
**

Sans sortir du cadre que nous nous sommes tracé, nous reproduisons ici la narration que l'un de nous a donnée (2) du « *Miracle de Saint Janvier* » qui a toujours vivement frappé le peuple, et qui est indissolublement lié à la légendaire et héroïque prise de Naples, dépassant en audace et en génie tous les autres faits de guerre connus jusqu'alors, et qui a fondé presque à elle seule la renommée universelle de Championnet :

(1) Le beau fait d'armes de la prise de Naples a été, comme on le pense bien, popularisé par l'image. — Citons seulement ici :

I. — *Championnet*. En buste, de 3/4, tourné à gauche. — « *Championnet, successivement général en chef de l'armée de Naples* ». — Levachez, sculpteur. Portrait rond de 121 mill. Aq. — Au-dessous, une effigie de Duplessis-Bertaux, représentant l'entrée de Championnet à Naples. Au-dessous vingt-deux lignes de texte. Cadre total : 0^m365 + 0.225. — Cette gravure existe en plusieurs états (*Collections Villard*).

II. — « *Entrée des Français dans Naples, le 4 pluviôse an 7 (24 janvier 1799)*. » — « *Général Championnet* », victoires et conquêtes, t. X. page 28. — H^{te} Bellan. Lith. de G. Engelmann. Cadre de 0,456 + 0,338. (*Collections Victor Colomb*).

III. — « *Prise de Naples par l'Armée Française | le 3 nivôse an 7* » (24 Xbre 1798) (sic). | *L'Armée Française commandée par le général Championnet entre dans Naples, malgré plusieurs Confrairies | qui leur opposent le Chef et le Sang de saint Janvier, portés sur les épaules des plus fervents ; tandis que le général Mack et ses soldats se hâtent de sortir du château St-Elme.* » — Dessiné par Nodet. Gravé par Le Beau. — Déposé à la Bibliothèque nationale. — A Paris, chez Jean, rue Jean de Beauvais, n° 32. — Cadre de 0,34 + 0,45 (*Collections Villard*).

(2) *Les Valentinois morts pour la Patrie !...* par Marius VILLARD. — Grenoble, Librairie Dauphinoise, Falque et Perrin. 1902. Article : *Championnet*.

Miracle de Saint Janvier. — 4 Pluviôse an VII (23 janvier 1799),

« Les « Mémoires autographes » de Championnet, sa lettre au Directoire Exécutif datée du 25 janvier 1799, et le « *Journal historique de l'armée de Naples* », très certainement écrit par le chef de l'Etat-major Bonamy, constituent le récit officiel, pour ainsi dire, de la prise de Naples.

« Ce récit a été amplifié et développé, avec plus ou moins de « bonheur et de talent, dans les écrits de Châteauneuf, St-Albin, Romieu, Coletta, Gœpp, etc., qui ont voulu traduire « l'immense effet produit alors par ce mémorable fait d'armes, « tenu presque pour légendaire, et qui avait mis l'auréole au « beau front de Championnet.

« Il nous reste à reproduire ici l'épisode du Miracle de Saint « Janvier, qui a tant défrayé les chroniqueurs, notamment « Alexandre Dumas et Léo Taxil (qui depuis...), et qu'aucun « d'eux n'a placé à sa date exacte, qui est fixée cependant « d'une façon certaine par les *Mémoires de Championnet*, par « une correspondance de Naples insérée au *Moniteur* d'alors, « et enfin par l'avis même du Cardinal-Archevêque, invitant le « peuple à assister au *Te Deum* solennel.

« Le 4 pluviôse, — 23 janvier, — vers midi, les dispositions « de la troisième attaque sur la ville étaient couronnées de suc- « cès : *Rusca* venait de prendre d'assaut le bastion *del Carmine* ; « le Châteauneuf se rendait au général Kellermann, et Duhesme « descendu du fort Saint-Elme en ordre de bataille, occupait « le centre de la ville. La plus grande partie des *lazzaroni* avait « été tuée ou mise hors de combat, et ce qui restait d'acharné « avait été détourné de la lutte et poussé au pillage du Palais- « Royal.

« Championnet qui, au milieu des hostilités, n'avait pas « renoncé à ses généreuses idées de paix, lança une nouvelle « proclamation : *Napolitains ! soyez libres et sachez user de votre « liberté... etc.*, qu'il fit porter par des émissaires, et afficher « partout où on put dans la ville. Il se rendit lui-même au

« camp de Duhesme, au *Largo delle Pigne* : élevant une ban-
« nière en signe d'amitié et appelant à lui des gens du peuple,
« il leur parla avec douceur ; il essaya de leur prouver que
« cette guerre était une folie depuis que les Français étaient
« maîtres des forts ; et que de plus elle était injuste, puisqu'ils
« apportaient au peuple le repos, l'abondance, un meilleur
« gouvernement, et qu'ils juraient de respecter les personnes,
« les propriétés, la religion chrétienne et le bienheureux Saint
« Janvier ; il ajouta qu'il pourvoierait à la subsistance du peu-
« ple et le dédommagerait de ses pertes. Parmi les assistants
« se trouvait ce Michel-le-Fou, que les lazzaroni avaient pris
« pour chef : il demanda au général d'établir une garde d'hon-
« neur auprès de St-Janvier, et l'obtint.

« De son côté, le Cardinal-Archevêque resté ferme à son
« poste, n'avait pas cessé, à l'encontre de certains prêtres et
« moines, de remplir sa mission de dévouement et de paix.
« Connaissant les succès des Français, et habilement instruit
« de la promesse que venait de faire le général en chef, il fit
« circuler sur-le-champ un mandement parmi le peuple, pour
« lui annoncer que le Ciel se déclarait pour les Français.

« Saisissant cet instant favorable, Championnet, précédé du
« chef des lazzaroni, et accompagné d'une partie de son Etat-
« major, se met à la tête de deux compagnies de grenadiers et
« se dirige vers la cathédrale, en criant : « *Respect à Saint Jan-*
« *vier !* », Les lazzaroni de crier alors : « *Vivent les Français !* »

« Dans l'église, une foule immense avait les yeux fixés sur
« les Saintes-Ampoules, pour en tirer des augures de bonheur
« ou de malheur. Sur les instantes prières de l'archevêque et
« de son chapitre, le miracle de la liquéfaction du sang de Saint
« Janvier s'accomplit même plus promptement que les autres
« fois, et le général en chef fit hommage au Saint d'une mitre
« enrichie d'or et de pierreries. Les officiers gardèrent une
« attitude respectueuse, et le peuple, frémissant encore, quel-
« ques instants auparavant, se calma comme par enchantement,
« et pensa que ces résolutions étaient l'effet de la volonté de

« Dieu. La nouvelle s'en propagea avec une merveilleuse rapidité;
 « d'un bout à l'autre de cette vaste cité on racontait ces faits
 « on répétait les cris d'union, tandis que sur les forts flottait la
 « bannière aux trois couleurs, et que la musique française fai-
 « sait entendre des airs d'allégresse. On vit alors tomber les
 « armes des mains du peuple, lion que la fortune déchaîne ou
 « apprivoise à son gré : le tumulte de la guerre cessa, et les
 « gens effrayés osèrent enfin sortir de leurs retraites.

« Championnet, après avoir visité toutes les portes de la
 « ville, et pris toutes les mesures d'ordre et de précautions
 « nécessaires, retourna faire une prière auprès de la chaise du
 « Saint, et lui laissa sa garde d'honneur : précaution qui était
 « loin d'être inutile pour l'instant, au regard des richesses
 « qu'elle renfermait. Puis il remonta à son quartier général de
 « Capo-di-monte : ce fut pour lui le Capitole ! il ne devait pas
 « tarder à être précipité de la Roche Tarpéienne...

« L'allégresse continua : les républicains s'embrassaient au
 « milieu des rues, rappelant et bénissant leurs peines passées ;
 « ils répétaient les noms de *Vitaliano*, de *Galiani*, d'*Emanuele*
 « *de Deo*, en versant des larmes d'attendrissement et de plaisir.
 « Des bandes de patriotes allèrent dans les maisons de leurs
 « parents pour les consoler de leur ancienne douleur. Au
 « milieu de ces fêtes, les regards et les pensées se tenaient
 « éloignés des cadavres qui encombraient les rues ; il y avait,
 « parmi les morts, plus de six cents Français et près de trois
 « mille Napolitains. A l'approche de la nuit, la ville fut toute
 « resplendissante d'illuminations, et le Vésuve, qui depuis
 « plusieurs années n'avait jeté ni feu ni fumée, laissa percer
 « une flamme douce et vive comme pour éclairer cette fête : ce
 « phénomène parut au peuple un assentiment céleste et un
 « augure de bonheur.

« Au deuil universel qui avait couvert la ville succédèrent
 « des cris de joie ; le calme se rétablit. La guerre était termi-
 « née !....

« Il n'est pas assurément besoin de faire intervenir dans le

« *Miracle* » que nous venons de raconter, ni l'intimidation sur
« le clergé, ni l'or distribué, comme l'ont fait les chroniqueurs
« cités. S'il en eût été ainsi, du reste, les écrits de l'époque
« n'eussent pas manqué de le signaler ; et la saine critique ne
« saurait admettre aujourd'hui, sans conteste, une affirmation
« semblable qui ne s'appuie sur aucun document, et qui est
« en opposition avec ce que nous connaissons du caractère de
« Championnet, peu porté à l'emploi de supercheries.

« Le Cardinal-Archevêque de Naples, et le général en chef
« Championnet, quoique sans relations alors, se trouvaient en
« communauté d'idées pour faire cesser, par tous les moyens
« possibles, une guerre exterminatrice, et arrêter la destruction
« d'une cité qui avait déjà beaucoup trop souffert. L'un et
« l'autre savaient parfaitement qu'il serait impossible d'obtenir
« le rétablissement de la tranquillité publique par le langage
« de la pure raison ; il fallait d'autres moyens pour ramener ce
« peuple superstitieux et sans lumières, cette foule ivre de sang
« et de carnage. Ce n'était plus même à la *Religion* qu'on pou-
« vait faire appel à cette heure décisive : cette populace n'eût
« pas compris. Seul Saint Janvier, le patron, le général des
« *Lazzaroni*, pouvait être invoqué. Ce fut là, assurément, un
« trait de génie de la part de Championnet, qui sut habilement
« et au moment psychologique, dépouiller le soldat et montrer
« le politique. Le résultat de cette invocation fut merveilleux,
« grâce à l'Archevêque, qui vit dans l'accomplissement du
« miracle le salut de la ville, où sa seule autorité était restée
« debout.

« Quant à ceux qui trouveraient étrange l'attitude de Cham-
« pionnet dans la cathédrale et devant la châsse de Saint Jan-
« vier, il suffira de leur rappeler que tous les généraux conqué-
« rants de cette époque héroïque : les Jourdan, les Masséna,
« les Moreau, les Joubert, les Hoche, les Bonaparte, garantis-
« saient hautement et loyalement la religion et les propriétés
« des peuples vaincus ; que souvent même ils rehaussèrent par
« l'appareil militaire les cérémonies religieuses pratiquées chez

« ceux-ci ; ce fut en vertu du même principe, enfin, qu'on vit
 « Macdonald, le successeur de Championnet, assister avec tout
 « son Etat-major à la fête de Pâques, à Naples, le 24 mars
 « 1799, c'est-à-dire deux mois après le fait dont la narration
 « précède ».

*
* *

En mémoire de cette héroïque campagne, dont les résultats avaient dépassé ses espérances, le Directoire Exécutif fit don à Championnet, au nom de la Nation, d'*Armes d'Honneur*, contenues dans deux boîtes, garnies intérieurement de velours, et comprenant :

— Une épée, sur laquelle on a gravé : *Général Commandant en Chef. — « Manufacture de Versailles. — Boutet, directeur artiste.*

— Un fusil et des pistolets, avec l'inscription : « *Le Directoire Exécutif, au Général Championnet.* »

Nous avons dit, au début de cette « *Etude* » que ces armes avaient été, en 1878, déposées au Musée de Valence.

— De son côté, le Consulat Romain envoyait à Championnet le décret suivant :

« In nomine della Repubblica Romana, una e indivisibile,
 « estratto dei registri del consolato nella seduta del dì 12
 « pluviose anno VII (31 janvier 1799) Repubblicano.

« Il consolato :

« Le Consulat romain, considérant les services signalés
 « rendus à la République romaine par le général en chef, qui,
 « avec une armée de douze mille hommes a, dans l'espace de
 « cinq décades, repoussé de toutes les frontières une armée de
 « Napolitains forte de plus de soixante et dix mille hommes,
 « préservé le territoire de la République romaine d'une invasion
 « générale, et porté jusques dans la capitale du ci-devant roi de
 « Naples, l'étendard victorieux de la liberté.

« Arrête ce qui suit :

« ARTICLE 1^{er}. — Le général Championnet a bien mérité de la République romaine.

« ARTICLE 2. — Il sera offert, au général en chef, en témoignage de la reconnaissance nationale, *une armure complète* portant cette suscription : « *au général en chef Championnet, les consuls de la République romaine.*

« ARTICLE 3. — Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

« Signé : *Le Président du Consulat* : ZACCALEONI.

« *Par le Consulat : le secrétaire*, GUYVERNON.

Hélas ! la république romaine avait beaucoup plus de bonnes intentions que d'argent, et ce décret resta lettre morte ; c'est-à-dire que Championnet ne reçut jamais l'*Armure d'honneur* qui lui avait été décernée !...

*
* *

A peine entré dans Naples, Championnet organisa rapidement sa conquête, et, après s'être montré tacticien habile, il se révéla administrateur consommé. Nous n'avons pas à rappeler ici les nombreux arrêtés qu'il prit dans ce but ; mais nous devons une mention particulière aux deux documents suivants, qui empruntent leur importance aux moments mêmes où ils virent le jour : ils démontrent sur tout une sérénité d'âme peu commune, après les terribles événements qui venaient de finir.

I. — « Naples, le 19 pluviôse an VII (7 février 1799). — Championnet, au Ministre de l'intérieur, à Paris. — Je vous annonce avec plaisir, que nous avons trouvé des richesses que nous croyions perdues. Outres les plâtres d'Herculanum qui sont à Portici, il y a encore les deux statues équestres de *Nonius* père et fils, en marbre ; la *Venus Callipige* n'ira pas seule à Paris : nous avons trouvé à la manufacture de porcelaine, la superbe *Agrippine* attendant la mort, les statues en marbre, de grandeur naturelle, de *Caligula*, de *Lucius*, de

« *Marc-Aurèle*, un beau *Mercure* en bronze, et un *Méléagre* en rouge antique ; beaucoup de bustes antiques en marbre, du plus grand prix parmi lesquels on compte un *Homère*, etc., etc. . Le convoi partira pour Rome sous peu de jours. »

Le *Moniteur*, qui reproduit cette lettre ajoute : « Le général a envoyé, en même temps, au Ministre de l'intérieur, un arrêté par lequel il a ordonné des fouilles à Herculanium, Pompéïa, Stabia, Baya et à San-Agata (l'ancienne Capoue). Six cents ouvriers sont employés à ces fouilles, qui se font sous la direction du savant et respectable antiquaire Mathias Zarillo, de l'académie d'Herculanium. Tous les objets que l'on trouvera seront transportés sans retard dans un magasin général, pour y être classés, distribués, décrits et emballés.

« On a déjà déblayé une boutique nouvelle dans Pompeïa, et l'on y a trouvé les squelettes de quatre femmes. Ces infortunées s'étaient sans doute réfugiées dans ce lieu pour se mettre à l'abri de la pluie de cendres qui finit par engloutir la ville. Elles avaient des pendants d'oreilles de différent travail, des anneaux, des colliers d'or, deux bracelets composés de fils d'or en spirale, et par conséquent élastiques, le seul monument antique qu'on ait trouvé jusqu'à présent. Ces objets ont été envoyés et sont déjà arrivés à Paris. »

II. — « Naples, le 7 ventôse an VII (25 février 1799).

« Championnet, général en chef.

« Considérant que le premier devoir d'une République est d'honorer la mémoire des grands hommes, et de pousser ainsi les citoyens vers l'émulation, en mettant sous leurs yeux la gloire qui suit jusque dans la tombe les génies sublimes de tous les pays et de tous les temps.

« Avons décrété ce qui suit :

« 1°. — Il sera élevé à Virgile un tombeau en marbre au lieu même où se trouve sa tombe, près de la grotte de Pouzzole.

« 2°. Le ministre de l'intérieur ouvrira un concours dans lequel seront admis tous les projets de monument que les artistes voudront présenter. Sa durée sera de vingt jours.

« Cette période expirée, une commission composée de trois
» membres, nommés par le ministre de l'intérieur choisira,
« parmi les projets qui auront été présentés, celui qui semblera
« le meilleur, et la curie élèvera le monument dont l'exécution
« sera confiée à celui dont le projet aura été adopté.

« Le ministre de l'intérieur est chargé de la présente ordon-
« nance.

« CHAMPIONNET. »

*
**

C'est ici que se place le gros événement de la *Commission civile*, avec laquelle Championnet eût des démêlés retentissants. Ce n'est pas dans cette « *Etude* » que nous pouvons donner l'historique des « commissions civiles près les armées », instituées par le Directoire ; cet historique, que les écrivains n'ont fait qu'effleurer, nous entraînerait trop loin, car il nous faudrait raconter, en même temps, toutes les turpitudes et les débordements bien connus de ce régime, dont les commissaires civils étaient les pourvoyeurs d'argent, soustraits qu'ils étaient à toutes les règles de la comptabilité publique, indépendants des généraux en chef qui commandaient sur territoire ennemi, et ne rendant compte de leurs opérations qu'aux seuls membres du Directoire : ceci suffit pour laisser deviner quelles dilapidations pouvaient se commettre sous le couvert de pareille institution.

Or, contrairement à tant d'autres chefs militaires de tous temps, Championnet fut toujours d'une probité scrupuleuse. Il ne voulait pas que l'on pressurât les populations, et encore moins que les fournisseurs de l'armée et les officiers d'administration s'enrichissent au détriment du trésor public. En cela, il suivait non seulement les inclinations de son bon caractère, mais encore, en général avisé, il tentait de prévenir ainsi les insurrections et les soulèvements qui avaient pour cause les spoliations et les dilapidations dont les peuples vaincus étaient les victimes depuis si longtemps.

A la tête de la commission civile près l'armée de Rome et Naples se trouvaient : Faypoult (1) comme commissaire (qui avait son beau-père comme receveur !) — et Méchin (2) comme contrôleur. Faypoult, grand manieur d'argent, et l'une des âmes damnées du Directoire, aurait, paraît-il, fait proposer un jour à Championnet de faire sa fortune, s'il voulait lui prêter son concours ; et cette proposition ayant été repoussée avec mépris, amassa sur la tête de Championnet les haines et les rancunes de cette bande savamment organisée. Dans ses *Mémoires autographes*, où la question de la commission civile est longuement traitée, Championnet déclare avec indignation que Faypoult pouvait, outre son traitement de 24,000 livres, « réaliser dans un mois ou deux près de 3,600,000 livres », à raison des trois centimes par franc qui lui étaient attribués sur les contributions ! Les documents de l'époque — et la lettre de P.-L. Courier que nous avons donnée plus haut — sont tous d'accord pour démontrer à quels excès se livraient ces commissaires, proconsuls au petit pied, qui ne laissaient après eux que la ruine et la désolation, et étalaient un luxe insolent alors que l'armée était dans le plus complet dénûment !

Pendant toute la campagne de Rome, Championnet ne cessa de lutter contre les exigences de la commission civile, et de dénoncer ses agissements au Directoire ; — et, à peine était-il

(1) Faypoult de Maisoncelle (Guillaume-Charles), diplomate et ministre français, né en Champagne en 1750, mort en 1817. Officier du Génie, Ministre des Finances à l'avènement du directoire (1795), Ministre de la République Française à Gènes, Préfet de l'Escaut (1800), Ministre des finances d'Espagne, sous le roi Joseph, Préfet de Saône-et-Loire sous les Cent-Jours.

(2) Méchin (Alexandre-Edme, baron), né à Paris en 1762, mort en 1849. Fut chargé du gouvernement civil de l'île de Malte en 1798. Préfet de plusieurs départements sous l'Empire, député de 1819 à 1830, Préfet du Nord, Président de la Commission des Monnaies (1839). Nous reviendrons sur ce personnage, à l'occasion de l'érection de la statue de Championnet à Valence.

entré dans Naples, qu'il écrivait à Méchin, le 7 pluviôse (26 janvier 1799), pour lui signaler les déprédations dont ses agents se rendaient coupables : « ces particuliers sont du nombre des « brigands et des fripons qui suivent l'armée, et qui ont fait « leur apprentissage dans la république romaine. » Il ordonnait à Méchin de cesser ses fonctions, et de rendre compte de ses opérations. « Je vous prouverai que je ne compose jamais, lors- « que les intérêts de ma patrie sont compromis. » (*Autogr. Collect. B. Fillon.*)

Fort de l'appui et de la complicité des membres du Directoire, Faypoult, sans égard pour les actes émanés du général en chef, prit, de sa propre autorité, le 15 pluviôse (3 février 1799), un arrêté qui mettait l'embargo sur toutes les richesses publiques et privées de Naples ; l'affichage de cet arrêté souleva les protestations des corps administratifs de Naples, et donna même lieu à des troubles qu'il fallut réprimer sévèrement.

La coupe débordait ; son autorité était mise en échec, l'ordre était compromis. Fort de son droit et de sa conscience, Championnet n'hésita pas : le 18 pluviôse (6 février 1799) il cassa la commission civile et l'expulsa, par l'arrêté suivant, que nous donnons *in-extenso*, parce qu'il constitue un véritable document historique, non encore publié :

« CHAMPIONNET, *général en chef.*

« Ayant pris connaissance d'un arrêté affiché au nom du « commissaire civil, commençant par ces mots : *Lorsque les* « *armées*, et finissant par ceux-ci : *Renseignements et arts,* « *Cavazutti*, et imprimé à la suite d'un arrêté du Directoire « Exécutif, dont on ne sait par quel motif on a supprimé les « articles 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17 et 18 ;

« Considérant que cet arrêté porte pour principes fondamen- « taux :

1°. — Dans les articles 1, 2 et 3, qu'aucune autorité, même « celle du général en chef et des généraux commandans les « divisions de l'armée et les places conquises, autres que celles

« de la Commission civile et du gouvernement napolitain, n'a
 « le droit de faire aucun acte, même tendant à la conservation
 « des propriétés conquises par l'armée ;

« 2°. — Dans l'article 5, que le droit de faire arrêter et tra-
 « duire aux tribunaux établis par la loi, pour la punition des
 « délits et dilapidations commis dans l'armée, peut être exercé
 « à la réquisition d'une commission administrative, à l'insu du
 « général en chef et des autres généraux chargés, dans les
 « divisions ou dans les places, de la police et du maintien de
 « l'ordre public ;

« 3°. — Dans l'article 6, que la proscription et la déposses-
 « sion des familles en fuite d'un territoire conquis, peut être
 « exercée arbitrairement par une administration, sans une
 « déclaration préalable du général en chef, et même lorsque le
 « pays a été déclaré libre et indépendant, et soumis à une
 « autorité légitime par un acte public et solennel, au nom de la
 « République française.

« 4°. — Qu'une commission purement administrative, qui
 « n'a d'autre attribution que le mode de perception des contri-
 « butions imposées par le général en chef, et le recouvrement
 « des objets déclarés prises de guerre, peut arbitrairement,
 « sans aucune déclaration préalable du général en chef, sans
 « même qu'il lui en ait été fait aucune participation, déter-
 « miner elle-même les objets soumis au séquestre et à la
 « confiscation, y comprendre les propriétés publiques et parti-
 « culières, désigner les propriétés des étrangers sans distinction
 « de personnes, confondre même dans la même proscription
 « celles des pays qui ne sont pas en guerre avec la République
 « française, et dont il importe de conserver l'affection et
 « d'opérer la délivrance.

« Considérant, en outre, que cet acte séditieux n'est pas
 « moins révoltant par l'indécence des formes, l'audace des
 « expressions, et la perfidie des insinuations qu'il renferme,
 « que contraire aux principes de la Nation française et des
 « arrêtés du Directoire Exécutif.

« Qu'en dénonçant au public, dans le territoire d'un pays étranger, des dilapidations graves et criminelles, sans aucune participation préalable adressée au général en chef, sans désigner aux généraux chargés immédiatement de la police, quels en sont les auteurs et les complices, c'est tout à la fois laisser à la calomnie la facilité des indications les plus perfides, et méconnaître l'autorité de la police de l'armée, et des généraux chargés par la loi du soin de les punir.

« Qu'en énonçant formellement que des dilapidations ont été commises en vertu de commissions provenant d'autorités qu'on ne nomme pas, c'est une insolence coupable, tendant à les avilir toutes, à persuader que le crime a été protégé, et à servir de texte aux infâmes calomnies, à la faveur desquelles les agents de l'étranger, dont la ville n'a pu être encore purgée, ont cherché à ternir la gloire de l'armée et à aigrir contre elle les passions de l'ignorance et de la crédulité.

« Considérant que l'adresse criminelle avec laquelle on tente dans le susdit arrêté, d'admettre au partage de toute l'autorité administrative de l'armée, un gouvernement naissant établi par le général en chef, même investi de toute l'autorité qu'il possède n'en pouvant exercer les fonctions que d'une manière indivisible et inséparable avec le chef de l'armée, peut et doit être regardé comme un acte de révolte, par l'intention perfide qu'il décèle, de diviser du général en chef le gouvernement napolitain, dans le cas d'adhésion à ses ordres, ou de le compromettre avec le Directoire Exécutif de la République française dans le cas de refus, en le lui présentant comme rebelle à ses arrêtés.

« Considérant que la désignation faite dans le susdit arrêté, des banques, des monts-de-piété, et des loteries, comme d'une propriété acquise par la conquête, est aussi contraire aux promesses solennelles jurées par le général en chef au nom de l'armée, que fâcheuse par les craintes qu'elle a inspirées de voir la fortune des particuliers livrée aux mêmes dilapidations qui ont été si funestes aux Etats de Venise et

« aux autres lieux de l'Italie, et abandonnée à l'administration
 « d'une foule d'agens qui n'ont pas une garantie plus solide, et
 « dont la plupart ne courent les armées, depuis le commen-
 « cement de la guerre, que pour se soustraire aux dangers
 « glorieux de la défense de leur patrie.

« Considérant que la proscription générale prononcée contre
 « la fortune des étrangers dont les pays sont en guerre avec
 « la France, sans aucune exception, même celle que réclament
 « les sentiments connus de beaucoup d'entr'eux, est un acte de
 « cruauté que réprouve la loyauté française.

« Que la même peine prononcée contre tous les Siciliens
 « est un acte aussi injuste dans son principe qu'il est témé-
 « raire et imprudent par l'effet qu'il peut avoir de livrer en
 « Sicile, à la même proscription les propriétés napolitaines.

« Que la disposition de l'article 6 du même article, portant
 « confiscation et saisie de tous les biens ecclésiastiques mis en
 « vente par l'ex-roi, de tous les domaines de la couronne, et
 « de ceux des ordres de chevalerie, est une contravention
 « manifeste à l'acte du général en chef fixant la contribution
 « militaire à payer à la République française par la République
 « napolitaine ; acte dans lequel le général en chef ne réserve à
 « la République, outre les sommes d'argent imposées, qu'une
 « quantité fixe d'objets d'armement, d'habillement et d'équi-
 « pement, les propriétés personnelles du roi et de sa famille,
 « les objets d'art renfermés dans les musées et maisons du roi,
 « et la fouille des lieux réservés à la couronne.

« Que la confiscation au profit de la France, prononcée dans
 « l'article 6, des droits féodaux de la couronne, est un acte
 « indigne des principes de la nation française, et une usur-
 « pation de l'autorité législative, à laquelle seule il appartient
 « de les abolir ou de les conserver provisoirement.

« Considérant enfin le trouble qu'a produit dans le public le
 « susdit placard, les craintes qu'il a inspirées, la fermentation
 « qu'il a occasionnée, attestée par les rapports des généraux
 « et du commandant de la place et des forts, l'avantage qu'en

« ont tiré les ennemis pour donner des préventions contre la
« loyauté française et la fidélité des promesses de l'armée, et
« surtout sur les retards qu'elle a occasionnés dans le paiement
« des contributions, comme l'atteste la lettre de la municipalité
« et celle du gouvernement, dans un moment où elles étaient
« si nécessaires pour la solde d'une armée fatiguée, dépouillée
« et privée de solde depuis cinq mois.

« D'après toutes ces considérations, qui prouvent combien
« est absurde dans les principes, indécent dans les formes,
« injurieux et insolent dans les expressions et funeste dans les
« effets le susdit arrêté,

« Ordonne ce qui suit :

« ARTICLE 1^{er}. — Les individus composant la Commission
« Civile, savoir : le Commissaire civil, le Contrôleur et le
« Caissier, partiront dans vingt-quatre heures de la ville de
« Naples, et dans dix jours du territoire de la République
« romaine et napolitaine.

« ART. 2. — Faute par eux de se conformer à la disposition
« du premier article, ils seront conduits de brigade en brigade
« hors du même territoire.

« ART 3. — Tous les agents médiats ou immédiats chargés
« de commissions ou porteurs d'ordres de la Commission
« Civile, cesseront leurs fonctions sur-le-champ.

« ART. 4. — Il leur est accordé cinq jours, après la signifi-
« cation du présent ordre, pour lever les scellés sur tous les
« dépôts confiés à leur garde, dresser inventaire des objets
« qui y seront déposés et les consigner aux Commissaires des
« Guerres ou autres commissionnés par l'ordonnateur en Chef.

« ART 5. — Les cinq jours expirés, il ne leur est accordé
« que l'intervalle fixé par les articles 1 et 2 pour sortir du
« territoire de la République romaine et napolitaine.

« ART. 6. — Il ne leur sera accordé de passe-port qu'à la
« charge par eux de se présenter à l'état-major de l'armée de
« Milan, pour y faire vérifier leur âge et les exceptions qui les
« dispensent du service militaire.

« ART. 7. — Toutes les fonctions attribuées au Commissaire
« Civil, aux Contrôleurs et aux Caissiers, sont provisoirement
« confiées au Commissaire-ordonnateur en chef, au Contrôleur
« des dépenses et au Payeur de l'armée, jusqu'à ce qu'il en
« soit autrement ordonné par le Directoire Exécutif.

« ART. 8. — Toutes les commissions délivrées jusqu'à ce
« jour, ou à délivrer relativement à l'administration des objets
« réservés par l'article de capitulation avec la République
« napolitaine, ne peuvent être exercées sans un inventaire
« préalable des objets, fait et arrêté concurremment avec les
« autorités constituées de la République ou des agents nommés
« par le gouvernement.

« ART. 9. — Tous les objets non réservés dans l'acte du
« général en chef, portant contribution militaire, seront remis
« à l'administration du gouvernement napolitain.

« ART. 10. — Toutes les confiscations prononcées contre
« les propriétés des étrangers, seront soumises à la vérification
« du général en chef.

« ART. 11. — Le général en chef met sous la sauvegarde de
« la nation française, toutes les propriétés siciliennes.

« ART. 12. — Le présent arrêté sera envoyé par un courrier
« extraordinaire au Directoire Exécutif, et aux Ministres de la
« Guerre et des Finances de la République française, aux
« gouvernements de la République romaine et napolitaine.

« ART. 13. — Le commandant de la place et des forts de la
« ville de Naples, et tous les commandants de place de la
« République napolitaine, sont chargés de la stricte exécution
« de toutes ces dispositions, chacun en ce qui le concerne.

« CHAMPIONNET »

MARIUS VILLARD.

JULES TAVENAS.

(A suivre)

MÉMOIRES
POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DES
COMTÉS DE VALENTINOIS ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 122° à 144° livr.)

Il fallait maintenant songer à marier le duc de Valentinois. Le roi l'avait promis par une des clauses du traité secret, et l'on pense que l'épouse destinée à César y était désignée, que c'était cette même Charlotte d'Aragon, fille de Frédéric, roi de Naples, pour laquelle César et son père avaient vainement fait des démarches. On pouvait espérer que l'intervention de Louis XII triompherait cette fois de toutes les résistances. Charlotte, princesse de Tarente, avait été envoyée à la cour de France, dans cette *pépinière de reines* qui formaient les demoiselles d'honneur d'Anne de Bretagne. Les choses ne s'arrangèrent point comme on l'aurait supposé. La fille du roi de Naples, connaissant les intentions de son père, demeura intraitable et ne voulut en aucune manière entendre parler d'un mariage avec l'ex-cardinal. Le pape qui attendait impatiemment la réalisation des promesses royales sur ce point, écrivait le 4 février 1499, à Julien de la Rovère, qui le tenait au courant des affaires de la cour, « que le roi l'exposait à la risée de tous, car c'était un fait de notoriété publique que César était venu en France pour contracter

mariage (1). » Le roi, qui avait un réel intérêt à contenter le pape, fit, le 2 mars, une nouvelle tentative pour vaincre les répugnances de Charlotte d'Aragon ; elles furent tout aussi infructueuses (2). On dut chercher ailleurs, et on entama une série de négociations qui aboutirent enfin à faire épouser à César Borgia une princesse alliée à la famille royale, Charlotte d'Albret, fille d'Alain d'Albret, duc de Guyenne, et de Françoise de Bretagne.

Le dossier complet des négociations de ce mariage est conservé aux archives de Pau. Le sire d'Albret semble ne consentir à cette union qu'avec une sorte de répugnance, qu'avec une crainte vague de l'avenir. Tout cet échafaudage, œuvre de la politique d'une cour italienne et de la cour de France, destinée à créer une haute situation au fils d'Alexandre, lui paraissait plus brillant que solide. Il ne se trompait guère. Ne pouvant résister aux désirs du monarque, il voulut du moins, avant de rien conclure, bien s'assurer de la fortune réelle de son futur gendre et prévoir le cas où, celui-ci venant à mourir, sa fille resterait veuve. Il est à remarquer que César, dans toute la fougue du jeune âge, tout entier à ses rêves de plaisirs et de gloire, tenait de son père une intelligence vive et pratique, âpre au gain. C'est ainsi que l'archevêque d'Aix et les autres personnages, nommés par le roi pour mettre en possession des comtés de Valentinois et de Diois ses fondés de pouvoirs, n'ayant pu agir par eux-mêmes et nommé à leur place des délégués, il soupçonna dans cette procédure quelque vice de forme et craignit qu'un jour les gens de lois du parlement, hostiles à toute cession du domaine, ne soulevassent de ce fait de graves difficultés. Il avait en conséquence demandé au roi de confirmer par de nouvelles patentes, le don des comtés de Valentinois et de Diois et de ratifier de son autorité royale ce qu'avaient fait les

(1) YRIARTE, t. I^{er}, p. 160.

(2) YRIARTE, t. I^{er}, p. 160-1.

subdélégués. Le roi se prêta à ses exigences et fit délivrer de nouvelles lettres, datées du 14 mars 1499 (1). Il n'avait pas manqué, cela va sans dire, de faire mettre à la charge du trésor royal tous les frais de son fameux voyage, sachant se faire octroyer encore bien d'autres indemnités (2).

(1) Archives de l'Isère, B, 3049, f° 443^{vo}. « Loys... nostre tres cher et tres amé cousin, domp Cesar de Borja, duc de Valentinoys et comte de Dyois, nous a fait dire et exposer que combien que par aultres nos lettres patentes du vingt deuxième jour d'octobre dernièrement passé et pour les causes contenues en icelles, nous eussions mandé et commis à nos amés et feaulx conseillers l'archevesque d'Aix, le seigneur de Bussi, nostre cousin, de Bressieu, lieutenant en nostre dit pays de Daulphiné, de Chalencon, gouverneur d'Ast, nos chambelans, et messire Charles de Haut-Boys, président des enquestes en nostre cour de parlement de Paris .. eulx transporter ès villes et places des comtez de Valentinoys que avons despuis érigés en duché, et de Dyois, et d'icelles, et chascune bailher et delivrer à nostre dit cousin, ou ses gens et officiers commis, la possession reelle et actuelle, les faire obéir et recevoir, comme si nous y étions en personne..., en deschargeant les capitaines, gardes et gouverneurs desdites places... Pour ce que avoient d'autres charges ils commirent au lieu d'eulx, nostre cher et bien amé Charles de Seytres, ecuyer, seigneur de Noveysan, lequel, au moyen de ce, a bailhé à notre cher et bien amé frère Antoine de Saint-Martin, de l'ordre de Saint-Jean, commandeur de Tortose et lieutenant de Valentinoys... » (Celui-ci prit possession, au nom de César, et c'est précisément cet acte que le roi confirme et ratifie par ces présentes, données à Blois, le 12 mars 1499 (n. st.). Cette pièce fut enregistrée à Grenoble le 13 juin suivant.)

(2) Archives de l'Isère, B, 3049, f° 433-40. « Loys... scavoir faisons... que pour le grand et singulier amour et affection que de pieça avons a nostre très chier et amé cousin, le sieur domp César de Borja... et pour iceluy actraire par deca en nostre royaume près de nostre personne et le allier par mariage en maison de nostre sang et lignage et luy donner en nostre royaume et en nos pays de Daulphiné lieux et places convenables, honorables et proufitables, ainsi que a luy bien appartient, où il se puisse louer et rectirer, eussions a tele fin envoyé certains nos deputés, tantost après nostre advenement à la couronne par devers nostre dit saint père et ledit sieur domp César, à quoy pour nous complaire, eussent libéralement entendu et telle-

Le vieux duc de Guyenne et le fiancé de sa fille tenaient donc également à s'assurer avant tout que les promesses et les libéralités de Louis XII avaient un caractère de solidité qui pût répondre de l'avenir. Cette attitude, pleine d'âpreté et de méfiance, a eu cet avantage de nous mettre entre les mains bon nombre de documents intéressants. Le roi avait déclaré donner au duc de Valentinois une dot de cent mille livres. Alain demandait la conversion des livres en ducats, avec garantie et époques de payement. Il priait ses manda-

ment que du consentement de nostre dit saint père, ledit sieur domp César s'est promptement disposé venir par devers nous, comme il a faict, en délaissant le service de nostre dit saint père, où, pour lors, il était grandement et honorablement appoincté. Par quoy, tant par occasion de ce que dit est, que aussy pour les grands frais, mises et dépenses que pour ce luy convenoit faire et desquelles, dès lors, nous entendions, comme raison est, l'en récompenser et entièrement satisfaire, eussions avant sa venue par devers nous et dès le mois d'août dernier passé, en ensuyvant les promesses que de par nous et par nostre commandement ont esté faictes à nostre dit saint père et audit sieur domp César, par nosdits depputés, donné, cédé, quicté, transporté et delaissé à iceluy sieur domp César, nostre dit cousin, les comtez et seigneuries de Valentinois et de Dyois, que despuis avons erigé en duché, pour par luy, ses hoirs et successeurs perpetuellement et a tousjours en jouir en tous droicts, prouffits, honneurs quelconques, sans aucune chose en réserver ou retenir pour nous ou les nostres fors seulement les foy et hommages liges, ressort et souveraineté et de ce octroyé nosdites lectres patentes... » (Le roi reconnaît que, pour son voyage et depuis, César a dépensé 115,000 livres tournois et qu'il a prêté au trésor 50,000 écus, dont il veut qu'on le rembourse : il lui confirme le don des comtés, quelle que soit la valeur de ces terres, à perpétuité, et s'il arrivait qu'on les réunit un jour au domaine, il veut qu'on rende à César les 165,000 livres ici mentionnées. Il annonce qu'il est dans l'intention de lui faire épouser Charlotte d'Albret.) Donné aux Montils soubz Blois, du moys d'avril l'an de grace mil IIII^e quatre vingt dix-neuf, et de nostre règne le second... » — Nouvelles lettres du roi, le 14 mai, au gouverneur et aux gens de la chambre des comptes pour l'enterinement des patentes, ce qui se fit le 3 juin.

taires de vérifier si les biens meubles de César, en France, qu'on lui avait assuré valoir cent vingt mille ducats, « en « dehors de ses immeubles qui sont le duché de Valentinois, « le comté de Diois, et le grainier à sel d'Issoudun, toutes « faveurs octroyées par le Roy », avaient réellement cette importance. Il voulut avoir le détail des revenus de chacune des châtelainies comprises dans le duché de Valentinois (1).

(1) Archives de l'Isère, B, 3510. « La valeur de la duché de Valentinois et Dyois, pour l'année finie a la feste Saint-Jehan-Baptiste, M.CCCC.III^e.XVI, tant en blez, vins, deniers censuaulx, mesmes fermes, lods et ventes ruraux, condamnations d'assises, que pour aultres droicts et proufits, venant par le menu à la recepte des chastellenies, en ce comprins le cinquième denier accoustumé estre deduit et rabattu auxdits chastelains sur les blez et vins seulement ; ensemble la valeur des sceaux et escriptures, gabelles et péages, lods, amendes, exploits et condamnations venant à la recepte du trésorier du Dauphiné et places aliénées, en la manière que s'en suyt :

Et premièrement la chastellenie de Crest Arnaud. II^e XXII l. XVIII d. IX s.
 Et pour le cinquième denier desd. blés et vin . C. XVI sol. VII d.
 La chastellenie de Grane III^e XLV l. XIII s. I d.
 La chastellenie de Sauzet VIII^{xx} VII l. VIII s. IX d.
 La chastellenie de Saou VII^{xx} VIII l. VII s. V d.
 La chastellenie de Montmeyran VI^{xx} VIII l. XIX s. V d.
 La chastellenie d'Upie VI^{xx} V l. XIX s.
 La chastellenie de Beaufort. LXXIII l. III s.
 La chastellenie de Montclar XXIX l. V s.
 La chastellenie de Baix-ès-Montagnes LII l. VIII s. IX d.
 La chastellenie de Gigors VI^{xx} X l. VI s. II d.
 La chastellenie de Châteaudouble II^e LXXVI l. XV s. III d.
 La chastellenie de Rochefort II^e LV l. XVII s. II d.
 La claverie de Montelymar LXXIII l. XV s. IX d.
 La chastellenie de Savasse LXXIII l. XIII s.
 La chastellenie de Pierrelatte VIII^{xx} XVII l. VII s. II d.
 La chastellenie de Baix sur Baix VII^{xx} XII l. VI s. I d.
 La chastellenie du Pouzin VI^{xx} VIII l. VIII s.
 La chastellenie de Saint-Pierre de Barry . . . XXVII l. XIII s.
 La chastellenie de Chalençon III^e VII l. III s.
 La chastellenie de Durfort et Saint-Fortunat . . LXXXII l. XVI s.

Il fit bien stipuler que sa fille, dans le cas où César mourrait avant elle, aurait quatre mille livres de rente, à prendre sur les terres qu'elle voudrait, et fixerait sa résidence dans celui des châteaux qui lui plairait. Il fallut encore que le roi rendit les trésoriers généraux de France personnellement responsables du paiement de la dot constituée à César. Ce n'est point tout, il tint à voir, à palper les bulles qui accordaient

Somme de la valeur desdites chastellenies. III mil. III^e xxv l. XI sol. v d.
Propriétés tenues, possessions usurpées que pourroient valoir VI^e l. t.

Places aliénées :

Le chastel, terre et seigneurie de Quint, baillés par Charles VII, le 16 juin 1434, à Christophe de Harecourt avec rachat perpétuel pour le prix et somme de 2,500 florins, et après le dauphin Loys s'engagea à Guillaume, bastard de Valence, pour 3,000 florins ; revenus estimés :
[VIII^e livres

Le chastel... de Vaulnaveys, baillé à Aymar d'Urre, le 5 may 1450,... rachetable à 1,200 fl...; revenus estimés. LXX l.

Le chastel... de Châteauneuf-de-Mazenc, y compris le péage..., laquelle seigneurie peu avant que le feu roy Charles VIII fit son voyage de Naples, le sénéchal de Beaucaire, m^{re} Estienne de Vesc en obtient don, estimé M l.

Le chastel... de Chabrilan... cédé, le 6 may 1450, à Aymar Moreton ; revenu estimé CL l.

Le chastel... de Marsanne et la moitié de Lène... baillé, le 13 mai 1447, au seigneur de Grignan contre Grillon M l.

Le chastel... de la Roche-Saint-Secret... baillé, le 19 janvier 1450, à Yves Scepeaux, laquelle seigneurie tiennent les hoirs de M. Ferrands Diez et Merlet Bologne ; revenu estimé xxv l.

Le chastel d'Auriple... baillé à Guillaume, bastard de Valence. LX l.

Le chastel d'Egluy... (au même) et en après à François d'Urre. III^e L l.

Le chastel de Soyans... à Guillaume, bastard de Valence, et en après à François d'Urre LX l.

Les chastels de Saint-Alban et Gloiras... inféodés à d. Béatrix de Bressieu, le 17 juillet 1411, pour la somme de 6,000 florins.

Le chastel... de Charpey, vendu par Charles VIII allant à Naples, le 21 aoust 1494, au capitaine Jean Lathier pour la somme de 3,500 l. t.
[VII^{xx} l.

Somme des revenus des terres aliénées. . . III mil IX^e LXV liv. tour.

les dispenses nécessaires au mariage d'un ex-cardinal-archevêque. Enfin, il fallut l'intervention du monarque, d'Anne de Bretagne, du cardinal Georges d'Amboise, de Julien de La Rovère et des plus grands personnages, pour vaincre les dernières hésitations du sire d'Albret, tant il craignait, en l'occurrence, d'être dupe de quelque manœuvre de politique (1).

Le 8 mai 1490, César Borgia prêta le serment féodal et fit hommage au roi pour le duché de Valentinois et le comté de Diois (2). Par une lettre du même jour, le monarque en informait le président et les conseillers de son parlement de Grenoble, leur réitérant l'ordre formel de ne point troubler le prince dans l'exercice de ses droits : « Ne souffrez, disait-il, « estre fait, mis ou donné à nostre dit cousin aucun destour-
« bier ou empeschement. » Le 10 mai, au château de Blois, on dressa l'acte de mariage, en présence du roi, de la reine Anne, du cardinal d'Amboise, du chancelier de France, de l'archevêque de Sens et des évêques de Bayeux, de Cette, de Melfi et de Viviers. Dans le contrat, on se plaisait à indiquer le rôle important réservé à César dans la grande expédition qui s'organisait pour la conquête de Naples et du Milanais. Le mariage fut célébré le 12 mai en grande pompe (3).

Au milieu de l'enivrement des fêtes, César Borgia ne négligeait aucun de ses intérêts. Par acte du 14 mai 1499, passé devant M^e Perrault, « cleric tabellion du scel royal, établi en la chastellenie de Blois », il donne procuration générale, pour ses affaires du Valentinois, à noble Charles de Seytres, seigneur de Noveysan (4), qu'il crée son lieutenant « au

(1) YRIARTE, t. I, p. 163-8.

(2) Archives de l'Isère, B, 3049, f^o 450.

(3) YRIARTE, t. I, p. 168. — ANSELME, t. V, p.

(4) Charles de Seytres était fils de Jean de Seytres et de Dauphine Spifame, dame de Caumont. Les de Seytres paraissent être originaires de Montélimar, où on les trouve dès le xiv^e siècle, exerçant les fonc-

duché de Valentinois et comté de Dyois », ainsi qu'à Pierre Testes, bachelier ès-lois, et à Pierre Coques, chacun d'eux pouvant agir de concert ou séparément. Les témoins de l'acte sont deux fidèles serviteurs et amis de la maison de Borgia, qui avaient suivi leur jeune seigneur en France et l'assistaient de leurs conseils : l'un, Agapito Gerardino da Amolia, fut plus tard administrateur en Romagne et diplomate habile ; l'autre, l'espagnol Pedro Ramires, devint gouverneur de Cérène, et c'est lui qui fit pendre aux créneaux l'envoyé de Jules II qui le sommait de rendre la ville (1). Quelques jours après, le duc écrivait à Charles de Seytres qu'il aurait désormais à se conformer aux ordres de l'évêque de Melfi, Jean Ferrier, espagnol d'origine, qu'il envoyait en qualité de gouverneur du Valentinois (2).

« Monsieur le lieutenant, j'envoye présentement par delà
 « mon très cher et grant amy l'évesque de Melphe, auquel
 « ay donné charge expresse touchant tous mes affaires, et
 « vous pryé que en tout ce qu'il y aura à faire, luy obéissez
 « et faictes obéir comme à moy mesme, en luy donnant tous
 « les soins et faveurs que vous pourrez et vous me ferrez
 « service et plaisir. Si vous pryé de rechief que n'y faictes

tions de changeurs ou banquiers. Le frère aîné de Charles, Olivier de Seytres, se fixa à Avignon, et c'est de lui qu'est issue la branche de cette famille qui fit ériger, en 1789, par le pape Pie VI, la terre de Caumont en duché. Quant à Charles, seigneur de Noveysan, il avait été maître d'hôtel de Louis XI, et il suivit plus tard César en Italie, en qualité de lieutenant d'une compagnie d'ordonnance. De sa cousine, Philippine de Seytres, qu'il avait épousée le 7 février 1484, il laissa un fils, Josserand de Seytres, qui continua sa postérité à Montélimar. — DE COSTON, t. I, p. 360-2. — BRUN-DURAND, *Dictionnaire*, t. II, p. 351.

(1) DE GALLIER, *César Borgia*, loc. cit., p. 249 (collection de M. William Poidebard, à Lyon).

(2) DE GALLIER, l. c., p. 250. Jean Ferrier, évêque de Melfi (28 novembre 1498), fut transféré à l'archevêché d'Arles par bulles du 26 juillet 1499, archevêché qu'il occupa jusqu'à sa mort arrivée en 1550. Il était né à Targues en Catalogne.

« fautes et adieu, Monsieur le lieutenant. De Romorantin
 « le XXI^e jour de may. » Ce qui suit est de la main du prince :
 « A Vra honor prest, LO DUCH DE VALEN. »

Outre le gouverneur et son lieutenant, César avait établi, pour l'administration du duché, un juge-mage qui, comme on le sait, à certaines époques de l'année, tenait les *assises* dans les châtelainies et recevait les appels des jugements rendus en première instance par les châtelains et les juges particuliers des seigneurs, et un trésorier général, entre les mains duquel venaient se concentrer les revenus de son petit Etat. Il eut d'abord pour juge un certain Pedro Ramires, à qui succéda Auzias Hippolit. Quant au trésorier, il se nommait Christophore Torrès. Comme on le voit, c'était alors le règne des Espagnols qui s'attachaient à la fortune des Borgia. Il est à croire que cette qualité d'étranger ne fut point de nature à les faire bien accepter des populations. Ajoutez à cela que le parlement de Grenoble, défenseur plus zélé que le roi des intérêts de la province, ne cessa de leur faire une guerre sourde, excitant les seigneurs féodaux à refuser l'hommage au nouveau maître. Ils se trouvèrent, en effet, en face d'une redoutable opposition. Aymar de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier, n'avait pas plus tôt eu connaissance de la cession du Valentinois au fils d'Alexandre, qu'il avait introduit à la cour une requête tendant à faire déclarer toutes les terres, qui lui avaient été données en compensation des droits de sa famille sur les comtés et qui en étaient des fiefs, exemptées d'hommage et de tous autres devoirs envers un prince autre que le roi. Il fondait ses réclamations sur d'anciens traités. Sa requête fut présentée à Chinon, le 11 décembre 1498. Son frère cadet appuya bientôt ses revendications dans une nouvelle requête au roi du 5 avril 1499 : la haute situation qu'il occupait ne pouvait manquer d'attirer sur sa demande l'attention du monarque ; Guillaume de Poitiers, seigneur de Clérieu, chevalier de l'ordre, conseiller et chambellan du roi, marquis de Cotron au royaume des Deux-

Sicules, était alors gouverneur de Paris (1). Les Poitiers-Saint-Vallier possédaient alors la seigneurie d'Etoile, un des plus beaux fleurons de la couronne ducale du Valentinois. Depuis l'avènement de Louis XII, ils étaient en procès, au sujet de cette seigneurie, avec Jacques de Crussol, qui n'avait cessé de demander la réformation du jugement rendu en 1488, par lequel il avait été dépossédé d'Etoile au profit d'Aymar de Poitiers. Le lecteur n'a sans doute pas oublié cette affaire. Disons tout de suite qu'un arrêt du parlement, du 27 juin 1500, réforma celui de 1488 et ordonna que Jac-

(1) Archives de l'Isère, B, 3594. — In nomine Domini, Amen. Universis et singulis tam presentibus quam futuris notum sit et manifestum quod anno ab incarnatione ejusdem Dni millesimo quadringentesimo nonagesimo nono, die vero quinta mensis aprilis, constitutus personaliter... strenuus, magnificus et generosus vir ac dominus dnus Guillelmus de Pictavia, miles ordinis, consiliarius et cambellanus dom. nostri Francorum regis, marchio de Cotrone in regno Sicilie dominusque de Clerieu in Delphinatu, Viennensis diocesis, gubernator hujus alme monarchieque civitatis Parisiensis, licet in hac parte tanquam privata persona... qui... informatus de quadam declaratione novissime facta, anno scilicet immediate fluxu 1498, die undecima mensis decembris apud Caynonem, Turonensis diocesis, per regem... requisitum... pro parte... Aymari de Pictavia, domini Sancti Valerii, vicecomitis Stelle... fratris germani et majoris ipsius dni Guillelmi... videlicet quod omnia loca... assignata in compensam... sue familie de Pictavia pro comitatibus... censeantur et esse debeant, in casu transportus et alienationis in alios manus quam dalphinales, omnino excepta, exclusa, dismembrata, disjuncta, separata et exempta a dictis comitatibus... et hoc propter alienationem proxime factam per... regem... in dompnum Cesarem de Borgiā, taliter quod d. dominus de Pictavia nichil unquam possit prejudicari, tam in principali quam in accessario ac aliis appendiciis quibuscunque. Quam quidem declarationem... ac omnia contenta in lictis predictis primitus et an'e omnia acceptavit, grata habuit ac stipulatus est, me quoque infrascripto notario stipulante secum, pro se et successoribus suis... solemniter protestatus. Idem dominus gubernator, qui tandem nolens quod per ejus inertiam seu negligentiam in prejudicium.. deinceps aliquid forte fiat quovis modo tam per se suosque officiales...

ques, seigneur de Crussol, serait réintégré dans la possession d'Etoile (1). Mais, sur les vives instances de la maison de Poitiers qui ne pouvait se résigner à voir se détacher de ses domaines une terre lui appartenant depuis des siècles, Louis XII, se trouvant de passage à Lyon, le 9 juillet 1500, désireux de s'attacher une famille, toujours si noblement représentée dans ses armées, délivra des lettres accordant à Jean de Poitiers, baron de Sérignan, fils aîné du seigneur de Saint-Vallier, le droit de reprendre la seigneurie d'Etoile, les moulins et le péage de Parpaillon, en payant à Jacques de Crussol une somme de 50,000 livres (1).

Les documents qui constatent l'administration effective de nos contrées par les agents de César Borgia sont fort rares. Des écussons portant ses armes, écartelé au 1 et 4 d'azur chargé de 3 fleurs de lys d'or, qui est de France; au 2 d'or au bœuf de gueules qui est de Borgia; au 3, fascé d'or et d'azur de 6 pièces, qui est des Doms, famille Catalane dont était la grand'mère d'Alexandre VI, sont placés sur les portes des principales villes (2); son nom se retrouve dans les for-

(1) Archives de l'Isère, B, 3594. L'arrêt ordonne que le seigneur de Crussol sera mis en possession du château et mandement d'Etoile et du péage de Parpaillon, jusqu'à ce qu'il lui soit payé la somme de 50,000 liv. tourn., « tam pro summa sexdecim mille trecentum et sexaginta scutorum per quondam dominum Ludovicum tam domino Dalphino.. quam pro servitiis per ipsum quondam dominum de Crussolio eidem domino regi dalphino prestitis. Ordinans insuper curia jamdicta... d. Aymarum de Pictavia in hac causa recursum etiam in ejus possessionem baronie et castrorum Chalanconis, Sancti Fortunati et Durfortis ac pertinentium eorundem, necnon pedagogiorum Criste, Auripli et Vallisnavigii, pro recompensa dicti castri et jurium Stelle domino Carolo de Pictavia ejus quondam patri traditorum...

(1) Archives de l'Isère, B, 3594. Jean de Poitiers, seigneur de Sérignan, fils aîné d'Aymar, seigneur de Saint-Vallier, fut mis en possession d'Etoile le 7 septembre 1500.

(2) Le 10 septembre 1500, Guillaume Carre, argentier de Montélimar, donne quittance à Charles de Seytres, de la somme de 3 livres,

mules par lesquelles les notaires datent leurs actes : après le nom du roi, vient celui de César Borgia de France, suivis de ces mots *potenter triumphantibus*, et c'est à peu près tout (1). Voici pourtant une circonstance dans laquelle on fit appel à son autorité. L'abbaye des chanoines réguliers de Saint-Tiers de Saou, devenu vacante par la mort de Gérard Picon, arrivée le 3 novembre 1498, les religieux, dès le lendemain, après les funérailles de leur abbé, lui avaient, d'une commune voix, donné pour successeur l'un d'entre eux, recommandable par sa science et ses vertus ; il était parent du défunt et se nommait Florimond Picon. Le vicaire général de Valence, Christophe de Saillans, fit l'enquête canonique d'usage, trouva que tout s'était régulièrement passé, ratifia l'élection et mit l'élu en possession de la charge abbatiale. Mais le 16 novembre, arrive à Saou un religieux cistercien, Honoré Baschi : il exhibe des lettres du légat d'Avignon en date du 6 novembre, d'autres lettres du pape du 14 du même mois, qui lui confèrent le bénéfice ; il demande, en conséquence, à ce que les religieux le reconnaissent pour abbé et lui laissent prendre possession du monastère. L'étonnement des chanoines de Saou ne fut pas aussi grand que nos lecteurs pourraient le supposer, car alors les compétitions de ce genre étaient fréquentes : suites déplorables de ce triste régime bénéficiaire qui, après avoir ruiné la discipline ecclésiastique, allait encore ruiner la foi des populations. Il va sans dire que les religieux de Saou défendirent l'élu de leur choix, qui gouvernait déjà la petite communauté ; ils ne voulurent pas même recevoir dans leurs murs Honoré Baschi, et celui-ci dut se contenter de prendre possession en posant la main sur la porte de l'église, *per*

7 sols, pour prix de 6 écussons aux armoiries de César Borgia, qui devaient être placées à l'entrée des principales villes du Valentinois. — DE GALLIER, l. c., p. 267.

(1) DE COSTON, t. II, p.

tactum ostii. Mais nos religieux avaient à faire à forte partie. Ils défendaient le droit, mais que pouvaient de faibles moines, livrés à leurs seules forces, quand ceux-là mêmes qui avaient reçu de Dieu la mission de faire respecter la loi, les privilèges des églises, étaient les premiers à les violer et cherchaient dans cette violation une source de revenus. Honoré Baschi appartenait à une famille qui comptait alors, parmi ses membres, un habile diplomate, plusieurs fois utilisé par la cour de France (1); il s'adressa au roi; il sut mettre dans ses intérêts César Borgia, duc de Valentinois. C'était plus qu'il n'en fallait pour vaincre l'opposition des chanoines. L'affaire, portée au parlement de Grenoble, fut jugée en sa faveur, et le 25 mai 1499, il prenait possession par procureur de son abbaye (2).

César Borgia ne demeura que quelques semaines avec Charlotte d'Albret, son épouse; il la laissa enceinte à Issoudun vers la fin de juillet, s'acheminant vers Lyon où était le rendez-vous de l'armée qui se disposait à passer en Italie. Il la quitta pour ne plus la revoir, et durant le cours de son aventureuse carrière, il ne semble pas s'être préoccupé de la femme admirable qui lui demeura constamment fidèle et qui, depuis l'heure de la séparation, se voua à la prière, aux bonnes œuvres et au culte de la mémoire de son époux.

Comptant séjourner quelques temps à Lyon, le duc écrivit à Seytres de venir le rejoindre, pour prendre ensemble certains arrangements, concernant les affaires du Valentinois.

« Monsieur le lieutenant, j'arrivay en ceste ville de Lion
« samedy dernier et ay parlé à Monsieur le général de Lan-
« guedoc touchant mes affaires de Valentinoys. Et pour ce

(1) Il était parent de Perron de Baschi, qui fut employé en plusieurs négociations par Charles VIII et Louis XII.

(2) FRANC. MARCI, *Decisiones aureæ in sacro Delphinatus senatu*. Lugduni, in-fo, t. I (1579), qu. 1305. Voir notre *Hist. de Die*, t. II, p. 556-7.

« qu'il est de nécessité que soyez ycy pour conclure en mes
 « dictes affaires, je vous pryé, incontinent ces lettres veues,
 « partés et vous en venés par deçà et apportés tous les
 « papiers, arrentements et autres choses qui concernent le
 « faict de mon domaine et affaires de Vallentinoys, vous
 « priant de rechef que en ce n'ait faulte et que soyés icy le
 « plus tost que pourrés, et vous disant a Dieu, Monsieur le
 « lieutenant, qui vous ait en sa garde. Escript a Lion le der-
 « nier jour de juillet. CÉSAR, et plus bas : FAVARD » (1).

Mais les heureuses nouvelles qui viennent d'Italie pressent le roi de franchir les monts. Le duc qui accompagne le monarque, annonce à son fidèle Seytres cette modification dans ses projets.

« Monsieur le lieutenant, je me recommande à vous de
 « bon cœur. Je vous avois escript par Daulphin que vinsiez
 « icy devers moy, cuydant estre ycy plus longuement, mais
 « pour ce que le roy est party hastivement et moi avecques
 « luy, ne me trouverez ycy. A cette cause, j'ay laissé procu-
 « ration à vous et à certains aultres pour besongner en mes
 « affaires avecques Monsieur le trésorier du Daulphiné en
 « Vallentinoys et ailleurs. Comme plus a plein vous dira
 « Monsieur le juge et pour ce vous pryé que vous y employez
 « et me servez ainsy que j'ay en vous fiance. Et touchant
 « l'offre de Chalencon, dont autres fois m'avez escript et
 « aussy ledit juge m'en a parlé ces jours passés, incontinent
 « que je seray de retour, venez vous en par devers moy et
 « vous ferez tel party que aurés cause d'estre content, vous
 « recommandant toujours mes affaires. Je pryé nostre sei-
 « gneur, Monsieur le lieutenant, qui vous ait en sa garde.
 « Escript à Lion le v^e jour d'aoust. CÉSAR et plus bas :
 « FAVARD » (2).

(1) DE GALLIER, l. c., p. 265 (coll. Willam Poidebard, à Lyon).

(2) DE GALLIER, l. c., p. 265-6 (coll. Willam Poidebard, à Lyon).

Le 6 septembre, Louis XII faisait une entrée solennelle à Grenoble. Il est plus que probable que le duc de Valentinois était un des grands personnages de l'escorte royale, car nous avons une pièce, datée de Grenoble le 7, pièce signée de sa main et contresignée par son fidèle secrétaire Agapito Geraldini : il y déclare que son précédent mandataire, Antoine de Saint-Martin, commandeur de Tortose, était retourné en Espagne, et il confirme à Charles de Seytres tous les pouvoirs qu'il lui a conférés pour ses affaires du Valentinois. Le lendemain, jour où l'armée va quitter Grenoble, deux documents signalent encore dans cette ville sa présence : par le premier, il passe procuration à sa femme, pour gérer ses terres et seigneuries, « tant en France qu'en Dauphiné » ; par le second, il ordonne de payer à Auzias Hippolit, alors juge du Valentinois, qui va le rejoindre à Milan, une somme de 70 écus à la couronne, pour ses frais de route ; la somme sera fournie par Charles Seytres ou bien par le trésorier, Christophe Torrès (1).

Enfin, il arrive avec l'armée à Milan, où le roi fit, le 6 octobre, une entrée triomphante. Deux nouveaux documents marquent cette dernière étape. Le 16, il envoie au lieutenant et au trésorier l'ordre de solder, sur les deniers qu'ils ont entre les mains, la somme nécessaire pour la réception des hommages du duché de Valentinois et du comté de Diois. De toutes les lettres de César, voici maintenant la plus intéressante, qui révèle chez lui un esprit d'ordre, de méthode, ne lui laissant oublier, négliger aucun détail, même dans les moments où il nourrissait les plus vastes projets.

« Monsieur le lieutenant, j'escrips à ma femme que s'elle
 « a voulenté d'aller en ma duché de Vallentinoys, vous luy
 « ferés monstrer une de mes places que vous verrés plus
 « propice et où mieulx luy playra demeurer et après ce que

(1) DE GALLIER, l. c., p. 175, 261, 270 (même collection).

« mes hommages auront esté receus, vous vous retirerez par
 « devers elle quelque part qu'elle soyt, pour l'informer de la
 « situation et estat de toutes les places et chasteaux dudit
 « Vallentinoys, affin qu'elle advise où mieulx elle aymera
 « demeurer ou qu'elle envoie aucuns de ses gentilshommes
 « par della en Vallentinoys pour visiter lesdictes places et
 « selon qu'elle vous dira ou mandera, faicte réparer et
 « accoustrer la place où elle aymera mieulx estre, et s'il est
 « possible soyez à l'accompagner et conduyre en Vallen-
 « tinoys, et semblablement Monsieur le juge, auquel j'en ay
 « parlé et donné charge. Au surplus, j'envoie présentement
 « par della plusieurs lettres missives que le Roy escript tou-
 « chant lesdictes foy et hommaiges, affin qu'ils me soyent
 « faiz ou a mes commiz et depputés, ainsi que pourrez veoir
 « par lesdictes lectres, et pour ce que je cuidoyz que Cristofle
 « Torres fust par della et que dussiez besougner avec luy
 « touchant mes finances, j'en avoys parlé audit juge. Pour
 « quoy, si ledict Torres n'est par della, besougnés avecques
 « aultre ayant charge des mesdictes finances, touchant la
 « dépense de mesdictes foy et hommaiges et toutes aultres
 « choses, dont croiez ledict juge auquel j'ay donné charge
 « de vous communiquer tous et chascun mes affaires. Si le
 « croyez comme moy-mesme en faisant voz deulx que bonne
 « justice soyt administrée en mondict pays et mes subjects
 « bien traictés, qui sera le plus grand plaisir et service que
 « jamais me pourriez faire. Vous disant à Dieu, Monsieur le
 « lieutenant, qui vous ait en sa garde. Escript à Millan,
 « le xxii^e jour d'octobre. CÉSAR, et plus bas : FAVARD » (1).

Nous ne suivrons point César dans les guerres de Romagne, où il se conduisit en vrai condottieri italien, alliant la débauche à la bravoure, déployant toutes les qualités d'un grand capitaine, mais y joignant trop souvent la perfidie la

(1) DE GALLIER, I. C., p. 271 (même collection).

plus noire et l'implacable cruauté. Il extermina ou réduisit à l'obéissance les barons romains, dont les querelles intestines, les perpétuelles révoltes livraient le pays à toutes les horreurs de l'anarchie : l'autorité pontificale se fit redouter, et le peuple des campagnes reprit, avec la possession de ses droits, le sentiment de la sécurité. Aussi, placé dans le milieu italien du *xv^e* siècle, au sein de cette société toute payenne, devant laquelle le crime, habilement conduit et couronné du succès, paraissait une œuvre d'art et devenait une gloire, César Borgia, que les règles les plus élémentaires de la morale chrétienne nous obligent à mettre au rang des Tibère et des Néron, cesse d'avoir les proportions d'un monstre ; il n'est au fond pas plus mauvais que beaucoup de ses contemporains, et l'on comprend qu'il n'ait pas été jugé avec trop de sévérité par ceux qui l'avaient vu de près et qui avaient pu le comparer à d'autres : les soldats aimaient en lui le chef qui les conduisait à la victoire et qui les payait bien ; les peuples, l'homme habile et heureux qui leur faisait recouvrer la tranquillité et la paix.

Il est permis de croire qu'on ne laissait parvenir à Charlotte d'Albret, demeurée à Issoudun, que les nouvelles des glorieux faits d'armes et des triomphes de son époux, et qu'on lui tenait ses crimes et les désordres de sa conduite soigneusement cachés. Femme admirable, elle se consolait de son veuvage prématuré par les pratiques d'une piété ardente et par les soins affectueux et dévoués, dont elle entourait maintenant l'enfant qu'elle venait de mettre au monde. Elle eut, en effet, de César une fille, Louise Borgia, pour laquelle, dès le berceau, on rêva une alliance princière avec un fils du marquis de Mantoue (1). Un moment, le pape eut la pensée d'attirer Charlotte à Rome ; mais ce ne fut jamais là qu'un projet (2). Elle ne vint pas, non plus, dans

(1) YRIARTE, t. I, p. 257.

(2) YRIARTE, t. II, p. 298.

le Valentinois, où l'autorité de son époux avait grand'peine à se faire reconnaître et accepter. Elle écrivait d'Issoudun, le 3 février 1500, à Charles de Seytres cette lettre qui nous apprend où en étaient les affaires des Borgia dans le Valentinois.

« Monsieur le lieutenant, je me recommande bien fort à
 « vous. J'ay sceu la difficulté que ont fait ceux qui tiennent
 « à foy et hommage de Monseigneur, à cause de la duchée
 « de Valentinoys et conté de Dyois, de faire la foy et hom-
 « mage au lieutenant de Dauphiné, auquel mon dict seigneur
 « avoit donné puissance de les recevoir et l'ay faict remons-
 « trer au Roy, qui y a pourveu, ainsi que vous verrez par
 « les lettres patentes et missives dudict seigneur. Si vous
 « pryé faire touchant la dicte affaire et autres noz affaires de
 « par della, ainsi que avez fait jusques ici. Priant Dieu,
 « Monsieur le lieutenant, qui vous donne ce que désirez.
 « A Issoudun, le tiers jour de février. La bien vostre CHAR-
 « LOTTE D'ALBERET (1). »

JULES CHEVALIER.

(A continuer.)

(1) DE GALLIER, l. c., p. 259.



LA FAMILLE DE BRESSAC

Sa Généalogie, son Histoire

(SUITE. — Voir les 141^e et 144^e livraisons).

Dans la dernière livraison, j'ai fait allusion à des événements malheureux qui avaient troublé la prospérité de la famille de Bressac. J'aurais dû les raconter, car ils remontent, au moins pour l'un d'eux, à l'année 1646. Mais je n'ai pas voulu scinder ce récit. Il s'agit de deux duels dont l'un eut lieu à St-Marcellin et l'autre à Valence, et qui se termina d'une façon tragique pour Maximilien de Bressac.

J'aurai plus tard à dire ce qu'était moralement Maximilien de Bressac. Mon devoir de biographe impartial m'y oblige et les pièces que j'ai eues entre les mains m'ont donné à cet égard des renseignements qui ne peuvent venir d'une source plus autorisée. Se trouvant à St-Marcellin, Maximilien de Bressac se battit en duel avec un nommé Cavalier, « maréchal des logis et mestre de camp du régiment de Poma. »

Il y eut un monitoire (1) délivré à la demande de Charles de Bressac. Nous y trouvons la relation de cette rencontre :

(1) Archives de la Drôme.

« Monitoire : Antoine de St-Just de Neuville, abbé
 « et vicaire général au spirituel et au temporel de
 « Camille de Neuville, archevesque de Lyon. primat
 « de Lyon, commandeur des ordres du roy et lieute-
 « nant général pour Sa Majesté au gouvernement du
 « Lyonnais, Forest et Beaujollois,

« A tous prestres, curés, vicaires de ce diocèse,
 « salut en Nostre-Seigneur.

« Nous avons reçu la complainte de M^{re} Jacques
 « de Bressac, conseiller du roy en ses conseils et en
 « sa cour de parlement, aydes et finances du Dauphiné,
 « se plaignant humblement à Dieu et à nostre
 « Mère Sainte Eglise, contre tous ceux et celles qui
 « sçavent pour avoir veu, ouy dire ou autrement que
 « sur le commencement du mois de may de l'année mil
 « six cent quarante-six, le régiment de la cavalerie du
 « marquis de Poma estant, en quartier d'hiver, dans la
 « ville de St-Marcellin en Dauphiné, un certain per-
 « sonnage qui résidoit lors dans la ville de Valence,
 « étant venu audit St-Marcellin et logé au logis du
 « Faucon *avec un conseiller* d'une des compagnies sou-
 « veraines de lad. province, ledit personnage et ledit
 « officier se portèrent au logis où ils jouèrent avec un
 « cavalier dudit régiment avec lequel ils eurent que-
 « relle, estant sortis dudit logis, se portèrent quatre
 « de compagnie dans une terre labourée, distante d'en-
 « viron une lieue dudit St-Marcellin, tirant du côté de
 « Romans, à gauche du grand chemin où ils mirent
 « pourpoint bas et se battirent en duel, chacun ayant
 « choisi son homme.

« Que lesdits combattants ayant été suivis par le
« commandant du régiment et par quelques cavaliers,
« sur l'avis qui lui avait été donné de ce duel dans le
« logis où pend pour enseigne le chapeau rouge, où
« logeait alors ledit commandant, furent trouvez dans
« ladite terre pourpoint bas, remettans à mesme temps
« leurs épées dans le fourreau, ledit conseiller ayant
« receu deux coups d'épée au bras droit par l'un des
« cavaliers avec lequel il s'était battu, que lesdits qua-
« tre combattants se retirèrent de compagnie avec ledit
« commandant au lieu de St-Marcellin où ledit con-
« seiller logeait. audit logis du Faucon fut veu blessé
« au bras droit de deux coups d'épée qu'il advoua
« avoir receu dans ledit combat servant de second
« audit personnage qui résidait à Valence et dit qu'il
« avait aussi blessé celui contre lequel il s'était battu,
« qui aurait pareillement advoué et fut veu estant blessé
« à la main droite, et que ledit sieur conseiller pria
« ceux qui l'avaient trouvé sur le lieu et qui le virent
« dans son logis, de ne pas publier ce duel, de peur
« de la perte de son office et de ses biens, et ensuite
« print le chemin de Valence après avoir esté pansé de
« ses blessures. »

Voilà sans doute un magistrat qui comprend singulièrement les devoirs de sa charge. Maximilien de Bressac avait la passion du jeu ; il était d'un tempérament violent et ses violences allèrent jusqu'à chercher à se faire remettre, à l'aide de menaces, une partie des biens de sa mère. Il y a aux archives une pièce, que je reproduirai plus loin, et dans laquelle Justine de Costaing

annule les donations qu'elle avait consenties en faveur de Maximilien de Bressac et fait une nouvelle donation en faveur de Jacques de Bressac. Dans cette pièce, elle déclare que si elle annule ces donations, c'est à cause des menaces dont son fils a usé à son égard.

Maximilien de Bressac s'était lié avec des personnes de mœurs suspectes. Nous arrivons ainsi au duel qui eut lieu à Valence et qui causa un grand scandale dans cette ville et dans toute la province pour l'horreur d'une pareille action et dans un jour si saint, 25 décembre 1650 (1). Il y a une pièce qui donne la relation de la rencontre. Ce duel rappelle les luttes de Bussy contre les mignons d'Henri III.

« Ledit conseiller, estant dans la ville de Valence,
 « eut querelle avec un jeune gentilhomme de la même
 « ville dans une maison où ils se rencontrèrent et
 « après plusieurs paroles injurieuses dites de part
 « et d'autre, ledit jeune homme, ayant mis l'épée à la
 « main, porta quelques coups de pointe au s^r conseil-
 « ler, ce qui l'obligea de luy dire qu'il ne devait pas
 « mettre l'épée à la main contre une personne qui n'en
 « portait point et que s'il lui donnait le temps d'aller en
 « prendre une, il l'irait joindre à l'une des portes appe-
 « lée de St-Félix, pour le satisfaire.

« Qu'au préjudice des paroles données au lieutenant
 « du Roy de ladite ville et à un de Messieurs les con-
 « seillers qui s'était entremis d'accomoder ledit diffé-
 « rend, et avaient, par le soin de plusieurs personnes

(1) Archives de la Drôme.

« de qualité, fait retenir dans cette ville le jeune homme
« le vingt-quatrième décembre mil six cent cinquante
« (de mesme qu'audit conseiller), il avait donné à cha-
« cun un soldat de la citadelle pour les garder : ledit
« conseiller, le *lendemain vingt-cinq*, sur l'heure de
« midy, estant dans la citadelle et ayant veu que ledit
« jeune homme y avait esté et avait dîné au logis où
« pend pour enseigne l'image de Saint-Claude, avec
« trois autres gentilshommes ; ledit conseiller, estant
« accompagné de deux gentilshommes de ses amis, fut
« en chercher un troisième pour faire la partie égale,
« et pria ce troisième de quitter une épée à garde d'ar-
« gent qu'il portait pour en prendre une de combat, ce
« qui fut exécuté ; ils furent tous quatre au devant dudit
« logis, à une heure après-midy, pendant le service
« divin où, ayant parlé à l'hotesse pour savoir si leurs
« parties y estaient, ledit conseiller pria un des gentils-
« hommes qui l'accompagnaient de monter à la chambre
« où les autres dînaient pour leur dire qu'il les voulait
« voir l'épée à la main ; et en mesme temps, ledit con-
« seiller s'étant rendu à ladite porte Saint-Félix pour y
« attendre son amy avec les quatre autres ; et le soldat
« qui avait esté baillé pour garder, ayant veu venir les
« autres, courut au Rateau de la porte de la Citadelle
« pour la faire fermer ; ce qui obligea ledit conseiller
« et tous les autres querellants de rebrousser chemin
« entre les murailles tirant du costé de la porte Saunière
« où l'autre soldat avait couru ; où là, chacun ayant
« choisi son homme, ils se battirent l'épée à la main,
« ledit conseiller se servant de l'épée qu'il faisait por-

« ter après lui sans baudrier par un de ses laquais
 « depuis la querelle arrivée le vingtième du mesme
 « mois auquel combat luy, et les deux autres furent
 « blessés à mort et portés dans le logis de l'Aigle d'or
 « et du Bout du monde, le troisième ayant esté conduit
 « aux Minimes où il décéda. »

C'est peut-être le cas de parler de la question du duel, de ce préjugé barbare, de « cette opinion extravagante et certainement la plus étrange qui entra jamais dans l'esprit humain, savoir que tous les devoirs de la société sont suppléés par la bravoure. Il y a, je l'avoue, une autre sorte d'affaire où la gentillesse se mêle à la cruauté, où l'on ne tue les gens que par hasard ; c'est celle où l'on se bat au premier sang. Au premier sang, grand Dieu ! Et qu'en veux-tu faire de ce sang, bête féroce, le veux-tu boire ? » (1)

Ah ! je le sais bien, c'est là un préjugé à la mode, mais l'honneur n'est pas variable, il ne dépend ni des temps, ni des lieux, ni des opinions ; il a sa source éternelle dans le cœur de l'homme juste et dans la règle inaltérable de ses devoirs. Cette question du duel revient à l'ordre du jour. Deux sénateurs, MM. Girault, du Cher et Maxime Lecomte, du Nord, ont résolu de supprimer le duel et ils espèrent réussir, malgré l'échec du cardinal de Richelieu. « L'homme rouge », comme a dit Victor Hugo, frappait à la tête. Les sénateurs frappent à la bourse. Nous l'avons dit, le duel est un préjugé barbare. Parce que j'aurai grièvement blessé

(1) Jean-Jacques Rousseau.

ou tué mon adversaire, est-ce la preuve que j'avais raison ? Il faut ajouter à ces considérations philosophiques le texte du décalogue : « Tu ne tueras point. »

Voilà tout ce que j'avais à dire à propos de cet odieux préjugé (1).

Mais reprenons la suite de cette étude. A la mort de Maximilien de Bressac, sa femme était enceinte ; elle accoucha d'une fille, trois mois après la mort de son mari. Maximilien de Bressac mourut sans avoir payé l'annuel de son office.

Cependant, on produisit une quittance que l'on suppose avoir été antidatée. Cette quittance serait nulle, « parce qu'elle ne porte pas la dispense des quarante « jours qu'il faut survivre au contrôle de la procuration « que pour l'année 1651, et Maximilien de Bressac a « été tué le jour de Noël 1650. » Il y a lieu, en outre, de faire observer que M^{me} la conseillère de Bressac a de nombreux parents dans le parlement.

L'ambassadeur Servien (2) et sa femme intervinrent dans ce procès. Voici la biographie de l'ambassadeur Servien : Ennemond Servien, seigneur de Cossayet de la Balme, fut la tige d'une branche qui resta en Dauphiné. Il naquit vers 1596. Les trois ordres le nommèrent, en 1621, commissaire général des vivres dans l'armée en Dauphiné. En 1623, il fut pourvu d'une charge de trésorier en la généralité de la province,

(1) On peut rappeler les duels de Barnave avec Cazalès, d'Emile de Girardin avec Armand Carrel. Vuillot se battit avec un M. Brossard. — *Petit Journal* du 20 novembre 1902.

(2) *Biographie du Dauphiné*, p. 418, t. II, par Rochas.

charge dont il eut la présidence en 1628. En 1632, il travailla avec Expilly et Abel, son frère, à déterminer les limites du Dauphiné et de la Savoie, d'après les derniers traités. En 1633, le roi le fit commissaire des guerres et contrôleur des fortifications à Pignerol et dans les diverses places appartenant à la France au delà des monts, conseiller d'Etat en 1635, puis garde des sceaux (président) au conseil souverain de Pignerol. Intendant de la justice, police et finances en Piémont, en 1653 conseiller d'Etat extraordinaire. En 1648, ambassadeur auprès du roi de Savoie jusqu'en 1676. Il mourut, en 1679, âgé de 83 ans (1).

L'ambassadeur Servien avait joué un rôle important et j'ai cru devoir donner sa biographie au moment où il intervient dans ce procès comme mari de Justine de Bressac. Il y eut une cédula évocatoire et demande en règlement de juges (2) Il fut également procédé à des informations sur le duel de Saint-Marcellin et deux commissions du grand Sceau furent données aux officiers du conseil souverain de Pignerol, parce que la plupart des témoins habitaient Montferrat.

En vertu de l'édit sur les duels, le fisc avait droit de confiscation sur tous les biens présents et à venir du feu s^r de Bressac, et l'hypothèque avait été acquise au roi dès ledit temps.

Servien agit comme cessionnaire des droits du roi.

On objecte que le parlement de Grenoble a porté

(1) Voyez Guy-Allard, *Généalogie des Servien*.

(2) Archives de la Drôme.

une modification à l'édit des duels et a décidé que la confiscation n'aura pas lieu au préjudice des enfants du coupable desdits duels, lesquels succéderont à la forme du droit, suivant l'usage observé jusqu'à présent, mais on répond que la fille dudit feu de Bressac, se trouvant *in conditione*, ne peut être substituée, ni exclure le fisc. La modification portée par le parlement de Grenoble est directement contraire à l'édit. Cet arrêt n'a pas été signé par M. le premier Président; le parlement de Grenoble ne pouvait pas être juge à cause des parentés alléguées et de l'évocation. Du reste, les hypothèques étaient acquises avant le mariage du feu s^r de Bressac. Le duel de St-Marcellin ayant eu lieu en 1646, l'office doit être également confisqué. Le duel était considéré comme un crime de lèse-majesté. Le cardinal de Richelieu se servit de cet édit pour abattre la puissance de l'aristocratie en France. Victor Hugo, dans *Marion Delorme*, qui s'appela d'abord *Un duel sous Richelieu*, a dramatisé et, si je puis m'exprimer ainsi, poétisé cette lutte (1).

(Voir en note (2) la date et l'énumération des édits sur les duels).

Le duel était puni de la peine de mort. Le roi avait même, en ce cas, renoncé à son droit de grâce.

Je crois devoir citer ici une lettre de Richelieu au

(1) Voir *Marion Delorme*, scène I, acte II.

(2) Juin 1643, mai 1644, 11 mars 1646, septembre 1651, mai 1653. Tome I^{er} des *matières criminelles*, par Guy du Rousseau de La Combe, 1751, à Paris, au palais.

roi rapportée sous ce titre : *Pages oubliées*, dans un ouvrage intitulé le *Mois* (avril 1901). Cette lettre est du 25 juin 1636 :

« Au roi,

« M. de Humières et M. de Lacôme se sont battus dans Paris, accompagnés chacun d'un gentilhomme. Ils ne manqueront pas de répondre que ce n'est qu'une rencontre, qui les pourrait prendre, le bois de Vincennes leur est préparé, selon le dessein général qu'en a fait votre Majesté, mais il sera difficile. Cependant, il est besoin de faire quelque chose qui arrête ces malheurs, autrement cet exemple rouvrira la porte aux duels.

« Nous avisâmes hier, si votre Majesté le trouve bon, d'envoyer par une forme nouvelle des exempts de vos gardes, les sommer, en leurs domiciles, de se rendre au bois de Vincennes, lieu destiné par votre Majesté, pour leur donner le temps de se justifier que leur action n'est qu'une rencontre ; leur déclaration qu'au cas qu'ils manquent à l'ordre qu'il plaît à votre Majesté leur donner, elle fera procéder contre eux comme criminels de lèse-majesté, non seulement en vertu de l'action qu'ils ont faite, mais particulièrement pour leur désobéissance. La connaissance qu'on aura de cette procédure arrêtera le cours de cette malheureuse coutume. Au moins ne saurait-on faire autre chose que de les pendre quand on pourra, et les poursuivre quand on ne pourra les rattraper. »

Pour le duel de 1646, la procédure fut instruite à la

requête du procureur général de Pignerol contre le curateur à la mémoire et le récollement des témoins fait *outré les plaintes de la mère du défunt des excès commis en sa personne* et le don de la confiscation obtenu par M. de Servien.

Les parents de la dame de Pourroy, veuve du s^r de Bressac, obligèrent la dame de Costaing, mère, de remettre la décision de leurs différends à des arbitres. Ils furent réglés par la sentence de l'an 1651. Cette sentence fut exécutée par le partage effectif des biens ; mais quelques contestations étant survenues, il y eut une nouvelle sentence, en 1654, confirmative de la première avec cette stipulation que si l'on contrevenait à la première, la mère pourrait reprendre l'instance criminelle des duels. A ces fins, on lui remit les procédures.

M. de Servien avait cédé son droit de confiscation à la dame de Costaing par acte des 15 mars et 14 octobre 1651 et après son décès, M. de Bressac, voyant que le fidéicommis était échu à son profit comme le seul éligible lors du décès de sa mère, se pourvut contre la sentence arbitrale de 1651, ce que fit aussi la dame de Pourroy pour sa fille. Le procès fut renvoyé à la Cour où fut seulement traitée la question de savoir si la restitution du fidéicommis faite en contrat de mariage du feu s^r de Bressac était caduque comme ledit s^r Charles de Bressac soutenait aux termes du droit, nonobstant l'existence d'une fille du s^r de Bressac, sans qu'il fut parlé du procès criminel.

Etant intervenu au procès, le s^r de Bressac fut con-

traint de donner requête à ce que, vu les crimes du duel de feu son frère, il fut déclaré incapable du fidéi-commis, vu les clauses précises du testament du s^r de Bressac, père.

Après renvoi en la grande Chambre, le procès fut porté au conseil par le s^r d'Autichamp; le s^r de Bressac ayant reconnu que la dame de Pourroy prétendait que la cour n'était pas compétente au criminel, il donna requête ad hoc à ce qu'il plut au Roy d'attribuer une nouvelle juridiction à la cour et pour l'obtenir plus facilement, il produisit la sentence arbitrale de 1654 qui n'avait pas encore été vue.

Mais la dame de Pourroy prétendit qu'un frère ne pouvait pas, sans offenser la piété, accuser la mémoire de son frère; que, d'ailleurs, il avait reconnu que son frère avait été assassiné, qu'il s'était opposé aux lettres d'abolition des meurtriers; elle ajoutait qu'il y avait une fin de non-recevoir tirée de la chose jugée; que la poursuite des crimes était superflue, la confiscation n'ayant pas lieu en Dauphiné, et qu'en tout cas, il y avait prescription, l'action criminelle contre la mémoire ne durant que cinq ans.

Le 23 décembre 1662, arrêt du conseil qui renvoie à la Cour tous les procès civils et criminels touchant l'appel des sentences arbitrales et même de la demande du s^r de Bressac pour y procéder conjointement ou séparément, ainsi que par la Cour serait ordonné; sans préjudice du droit des parties et des prétendues fins de non-recevoir de la dame de Pourroy; toutes les procédures et informations touchant le duel du feu s^r de Bres-

sac seraient portées au greffe de la Cour avec toutes contraintes nécessaires. La dame de Pourroy en présenta une en sens contraire ; mais la Cour, sur les conclusions de M. Depuis, avocat général, et par arrêt du 23 avril 1663, régla les parties sur tous les points de leurs différends ; pourvut de curateur à la mémoire du défunt et ordonna la remise des charges devers le greffe, réservant à la dame de Pourroy toutes les fins de non-recevoir sur l'aveu du s^r de Bressac.

Charles-Jacques demanda qu'il fût ouvert une instruction au criminel. Il obtint un monitoire. L'affaire fut renvoyée devant le parlement de Toulouse.

Lettres du roi du 23 novembre 1655, elles défendent au parlement de Grenoble de passer outre au jugement criminel de la poursuite intentée à Gabriel de Veynes, Guillaume d'Alby, dit Le Page, à cause de leurs parentés ou alliances avec les conseillers (1). Il y avait aussi Ivol-Henri d'Espinchal, s^r de Tagenas, Claude Solignac, s^r de Veauunes et Etienne Faure dit Soubreroche, inculpés d'homicide volontaire commis sur de Bressac.

J'ai dû parler de violences exercées par Maximilien de Bressac sur sa mère pour obtenir la remise d'une partie de ses biens (2). Voici les pièces auxquelles je faisais allusion dans le cours de cette étude : Clauses du testament de ladite dame de Costaing.

« Et parce que l'institution d'héritier est le fondement
« de tout bon et valable testament, je nomme et institue

(1) Archives départementales.

(2) Archives de la Drôme, article 27, Bressac, 1648 à 1651 et 1653.

« et choisis mon héritier universel, noble Charles de
 « Bressac, mon cher et bien aymé fils, conseiller au
 « parlement dudit Dauphiné, non seulement en tous
 « mes biens, nom, droicts et actions, mais encore en
 « tous ceux de feu noble Henry de Bressac, son père,
 « et mon très honoré mary, suivant sa volonté et le
 « pouvoir qu'il m'avoit donné par son dernier testament
 « et codicille reçeus par M^e Bruyère, notaire à Valence.
 « Cassant et révoquant tous autres testaments que je
 « pourrais avoir faits ; et par exprès le testament reçu
 « par M^e Bruyère, notaire, le 22 septembre 1640. Cas-
 « sant et révoquant la donation que j'ai faite au profit
 « de feu mon fils, Maximilien de Bressac, vivant con-
 « seiller au parlement de Grenoble, comme actes *non*
 « *advenus et forcés*, ledit testament escrit et signé de
 « ma main. »

Dans un autre acte, Justine de Costaing déclare que tout ce qu'elle a fait « en faveur dudit feu seigneur de Bressac, son autre fils, n'a procédé qu'en vertu desdites violences. »

C'est avec regret que je cite ces pièces, mais je ne puis céder les documents qui ont été en ma possession.

Dans la prochaine livraison, je compléterai le récit du duel de Valence à l'aide de l'information à laquelle il fut procédé par ordre du parlement de Grenoble. Je devrai également rechercher la suite donnée à l'enquête confiée au parlement de Toulouse et dont j'ai parlé dans le cours de cette étude.

LÉON EMBLARD.

(A continuer).

Les Ponts Anciens et Modernes

SUR

LE RHONE A VALENCE

(SUITE. — Voir les 141^e à 144^e livraisons)

Mais ce qui démontre encore mieux l'utilité d'un ouvrage permanent reliant les deux lèvres de ce fossé, c'est l'existence de la voie romaine conduisant aux Alpes Cottiennes par la vallée de la Drôme, et dont le point de départ se trouvait précisément à Valence. Cette route, perpendiculaire à celle d'Agrippa, et désignée dans l'itinéraire d'Antonin sous la rubrique : *a Mediolano per Alpes Cottias Viennam...*, était très fréquentée, car elle permettait d'aller rejoindre à Gap la grande voie de communication entre la Gaule Cisalpine et la Gaule Transalpine, qui suivait la vallée de la Durance pour aboutir à Milan. D'un autre côté, si on considère que de Vienne, dotée d'un pont sur le Rhône, partait aussi, dans la direction de Milan, en suivant la vallée de l'Isère, une route désignée dans le même itinéraire : *Item a Mediolano per Alpes Graias Viennam...*, tandis que d'Arles, munie comme Vienne d'un pont sur le grand fleuve, s'en détachait encore une autre prenant la même direction : *a Mediolano Arlate per Alpes Cot-*

tias..., il faut bien reconnaître que Valence, tête de ligne de l'un des principaux branchements de la grande voie conduisant en Italie, devait, comme Vienne et Arles, posséder un ouvrage permettant la communication entre le massif important des Cévennes et les grandes Alpes. Et cette communication s'imposait, facile, sur ce point, car la rive droite du Rhône était aussi desservie par une voie romaine, celle dite de l'Helvie. Elle partait de Lyon et suivait les sinuosités du fleuve, passant à Sainte-Colombe, en face de Vienne, à Ampuis, Andance, Tournon, Valence, Soyons, Beauchastel, Baix, Cruas, jusqu'à un point où elle quittait le Rhône pour se diriger vers Aps, et de là vers les Pyrénées.

Alba Helviorum, *Alba-Augusta*, fut fondée par Auguste, sur l'emplacement actuellement occupé par la ville d'Aps, près de la station d'Aubignas. Ayant rapidement acquis une grande importance, Alba devint le point central de tout un réseau de voies romaines, dont l'une, ainsi que cela vient d'être dit, passait en face de Valence, tout proche du hameau des Granges. Voici d'ailleurs ce qu'a écrit, sur la *Capitale de l'Helvie*, M. l'abbé Rouchier, dans le premier et malheureusement unique volume de sa très remarquable Histoire du Vivarais : « ... C'est là, en face du monticule qui porte aujourd'hui (1861), le village d'Aps et son château féodal, de l'autre côté du torrent (l'Escoutay), au quartier vulgairement désigné sous le nom des *Palais*, que gît la ville romaine. Depuis la dernière et terrible catastrophe qui consumma sa ruine, le temps (et surtout les

hommes!) semblent s'être acharnés, avec une telle fureur de destruction sur le cadavre de la malheureuse cité, qu'on a de la peine à découvrir ses vestiges (1). La vue erre au loin sur des champs couverts de moissons ou complantés de vignes, sans rencontrer les restes d'un monument encore debout. L'aspect seul de l'énorme quantité de briques, de tuiles rougeâtres, de menus fragments de marbre et de poterie, de débris de toutes sortes que les laboureurs amoncellent sur les bords de leurs terres ou qu'ils rejettent dans le lit des ruisseaux, fait soupçonner l'emplacement d'une ville ancienne. Mais il suffit de déchirer la surface du sol, pour que les ruines se montrent : chaque jour, la charrue vient heurter contre un pan de vieux murs ou met à découvert des marbres, des fûts de colonnes, des chapiteaux, des inscriptions, des pavés entiers en mosaïque ; on y trouve des bijoux, des figurines en bronze du travail le plus délicat, des lampes, des vases à parfum, des fragments de statues, des bustes, des morceaux de sculpture, que n'aurait pas désavoué le ciseau des artistes grecs, etc. Tous ces débris attestent le règne de la richesse et du luxe, l'amour des arts et l'état d'Alba-Augusta au moment de sa chute. A en juger par les substructions qu'on rencontre partout au nord et au couchant, dans un rayon de près de deux kilomètres, l'enceinte de cette ville était très étendue et devait renfermer une population considérable. Comme toutes les cités romaines, elle avait ses aqueducs, ses ther-

(1) On peut en dire autant de Valence romaine.

mes où l'eau amenée des montagnes voisines était distribuée au moyen de larges tuyaux en plomb ; son forum, son cirque, son théâtre dont on voyait naguère une partie des murs d'enceinte et les gradins garnis encore de leurs dalles : les épis de blé couvrent seuls maintenant ces assises circulaires où se pressait la foule bruyante des spectateurs gallo-romains.

« ... Un édifice était spécialement affecté aux séances de la curie et au dépôt de ses actes ; c'est celui qu'on a depuis désigné sous le nom de *Palais*. »

On sait que cette dénomination se retrouve à Valence, conservée à travers les âges, d'abord dans l'ancienne rue du *Grand-Palais*, stupidement débaptisée pour lui imposer le nom de l'Équerre, emprunté à sa configuration, qui est celle d'un T, c'est-à-dire d'une équerre double ; on connaît en outre le quartier de *la Pala*, — au moyen-âge (1178) le *Champ Palassa*, — ainsi nommé en souvenir d'un palais gallo-romain, dont on voyait encore des ruines avant la construction du chemin de fer et de l'Ecole normale de garçons.

Le saisissant tableau de la disparition à peu près totale des anciennes splendeurs d'Alba, emprunté à M. l'abbé Rouchier, nous fait penser à celle aussi complète des nombreux et intéressants vestiges ensevelis sous l'exhaussement (2 à 6 mètres) du sol de Valence. On ne peut s'empêcher d'être ému lorsqu'on songe à ce qu'il a fallu de décombres, faits de monuments et d'édifices, pour produire une telle surélévation. Les habitants de Valence foulent, sans y penser un seul instant, les débris des habitations qui abritèrent leurs ancêtres, et dans la partie

qui fut la cité romaine, on ne peut creuser un trou, sans ramener au jour des débris remontant aux premiers siècles de notre ère.

C'est vers 411, que la capitale de l'Helvie fut détruite par le vandale Chroscus, à la tête de ses hordes dévastatrices, et à peu près à la même époque, c'est-à-dire au cours de la première moitié du v^e siècle, Valence, sous les attaques répétées de divers envahisseurs, vit disparaître à son tour, incendiés ou démolis, les nombreux monuments dont l'avait dotée l'occupation romaine.

Toute la région d'ailleurs subit le même sort et ce fut le commencement de la fin de l'empire d'Occident.

Mais il faut revenir à notre thèse de l'existence d'un *pont romain* sur le Rhône, à Valence, et continuer à réunir l'ensemble des documents susceptibles de la faire accepter.

De la grande voie de l'Helvie, comme de toutes les autres voies romaines, se détachaient de nombreux chemins qui formaient un important réseau, indispensable aux communications, dans un pays qu'il fallait surveiller, et dont s'exploitaient les produits de façon très intensive.

L'établissement de ces chemins, d'après M. Lenthéric, était aussi confortable, aussi soigné que celui de la voie principale : « Le système des voies militaires *viæ militares*, était complété par toute une série de routes transversales de moindre importance, *viæ vicinales*, construites aussi à chaux et à sable, pavées et entretenues soit par les municipes, soit par les *pagi* et les *vici* (bourgs et villages) qu'elles desservaient, soit enfin par

les populations riveraines et quelquefois subventionnées par l'Etat.

« Enfin, de ces diverses routes vicinales, qui constituaient ce que nous appellerions aujourd'hui le réseau départemental et vicinal, se diffusait, comme les menues branches d'un arbre immense, un nombre considérable de chemins d'exploitation rurale, *viæ agrariæ*, qui n'étaient ni pavés ni entretenus régulièrement, et qu'on désignait pour cette raison sous le nom de chemins de terre, *viæ terrenæ*. » (*Le Rhône, tome I, page 138.*)

Par les détails de cette citation on reconnaîtra que nous n'avons rien inventé et que notre système de vicinalité, dont nous semblons assez fiers, n'est autre chose qu'une des portions de l'héritage reçu de Rome.

Si le tracé de la grande voie de la rive droite, dans la partie qui nous intéresse, c'est-à-dire dans celle comprise entre le hameau de la *Mure*, au nord de Cornas et le village de Soyons, n'est pas suffisamment connu, il est permis de croire que malgré la plaine assez large, formée dès les époques géologiques par des attérissements du fleuve, un instant provoqués par le vaste golfe creusé dans les rochers, plaine qui lui offrait un champ plus facile, il est permis de croire, disons-nous, que ce tracé n'abandonnait pas le pied de la montagne. La route nationale actuelle (N° 86), probablement emplacée, en beaucoup de ses points, sur son aïeule romaine, ne quitte pas non plus l'affleurement des Cévennes, qui lui constitue une assiette excellente et solide.

Les routes des Romains, construites principalement pour la circulation de leurs armées, allaient, autant que

faire se pouvait, droit devant elles, s'inquiétant peu des montées et des descentes, évitant ainsi bien des détours. Celle qui nous occupe passait donc, en face de Valence, au pied du rocher de Crussol, traversait les villages de Guilherand, de Soyons, etc., etc., jusqu'à Alba et les Pyrénées. Sur cette voie, presque rectiligne, se branchaient des chemins moins larges, destinés à relier entre elles les localités disséminées dans la plaine, jusque sur les bords du Rhône, et celles juchées dans les montagnes voisines. Une de ces *viæ vicinales*, destinée à desservir les nombreuses *villas* nécessitées par l'exploitation méthodique de ces riches terrains d'alluvion, se détachait un instant de sa grande sœur, près de la Mure, pour se diriger vers le fleuve, suivre autant que possible ses contours et finalement la retrouver près de Soyons.

Nous disons autant que possible, car la technique avertie des constructeurs romains voulait que les routes principales et secondaires fussent établies au-dessus des cotes ayant été recouvertes par les plus grandes inondations connues. En 1856, le Rhône semble avoir atteint à Valence, l'une de ces cotes (près de 110 mètres au-dessus du niveau de la mer), que le service de la Navigation a fort heureusement inscrite, par une ligne en pointillé, dans sa magnifique carte du Rhône au dix-millième.

La partie de ce chemin *littorat*, qui se trouvait entre la Mure et le hameau des Granges-les-Valence, offre encore de nombreux tronçons, plus ou moins conservés, et séparés par des terrains en culture qui, peu à peu, par

des usurpations successives, ont envahi et fait disparaître l'ancien tracé. Mais il est facile de combler ces lacunes, au moyen de la carte dont nous venons de parler, en consultant le pointillé qui marque la crue de 1856, suivi de fort près par l'ancienne voie.

Arrivé en face de Valence, il traversait le Miallan un peu en amont de la borne kilométrique 108, passait non loin de l'église de *St-Apollinaire près du Rhône*, coupait ensuite une autre route venant directement de St-Péray, pour atteindre le fleuve, près de l'antique maison forte de *Losnier*, plus connue sous le nom de son propriétaire, M. Girodet, et enfin aboutissait aux Granges, à environ 450 mètres au couchant du Pont suspendu, sur la route actuelle de Valence à Vernoux.

A partir de ce point, au midi de cette route, on retrouve l'antique chemin, à peu près intact, jusqu'à Soyons. Il passe devant la maison *Savin (Pierre Blanche sur la carte du Rhône)*, et continue jusqu'à Soyons, suivant la rive du Rhône, toujours au-dessus de la cote de la crue de 1856. Les terres qui le bordent sont piquées, par places, des taches rouges de nombreux débris de poteries gallo-romaines, dont beaucoup proviennent d'antiques sépultures, autrefois pieusement échelonnées le long de cette voie sacrée, et qu'exhument, depuis des siècles, les cultivateurs ignorants des choses du passé, profanateurs inconscients et irrespectueux des cendres de ceux qui les précédèrent et peinèrent sur ce sol, depuis si longtemps fécond.

Il vient d'être fait mention d'une autre route secondaire, embranchée, comme la précédente, sur la voie de

l'Helvie, et venant aboutir directement au Rhône, en face de la place *Pont-péri* actuelle, c'est-à dire en face même du point où se manifestait alors toute l'activité valentinoise. Un peu avant d'atteindre le fleuve, elle rencontrait la voie littorale, à très peu de distance, de l'église de *Saint-Apollinaire près de la rive*. Cette voie se retrouve encore intacte sur quatorze cents mètres de longueur, de la maison Girodet (Losnier) jusqu'au Miallan, où elle rejoint la route actuelle de Saint-Péray, après avoir décrit une courbe très accentuée, causée par les érosions persistantes de ce capricieux torrent. Il est très probable qu'avant la formation de ce contour, la route dont nous parlons, suivait une ligne presque droite de la ferme de la *Belesse*, son point de départ, au Rhône. Cette direction primitive est très visible sur la carte. D'autre part, l'ancienneté de cette voie n'est pas contestable : de nombreux débris gallo-romains, dans la partie peu éloignée du Rhône, et surtout dans le domaine Girodet, qui fut une fort importante et riche villa, la datent irrécusablement. Oui, c'était bien l'importante, l'unique voie, mettant en communication les habitants de la montagne avec la plaine, c'est-à-dire avec Valence, centre de commerce et d'approvisionnements, venant aboutir au Rhône en face de Pont-péri. C'était le trait d'union reliant directement la voie militaire de la rive droite à sa proche voisine de la rive gauche, et par conséquent à celle, fort importante, qui se dirigeait de cette ville vers les Alpes. Il est de toute probabilité que pendant l'occupation de Rome, ce fut le seul, mais indispensable raccordement, au moyen de la voie des

Boutières, qui s'engageait dans les Cévennes un peu au-dessus de Tournon, entre le plateau central et l'Italie.

En l'absence d'un pont à Valence, les légions, obligées d'accomplir ce trajet essentiellement stratégique, auraient été forcées ou de remonter jusqu'à Vienne, ou de descendre jusqu'à Arles. Dans ce cas aussi, la route des Alpes vers l'Italie, partant de Valence, eût été complètement inutile.

On s'expliquerait difficilement, en effet, l'existence d'une vicinalité importante, dont subsistent les traces incontestables, si toutes ces voies, tous ces chemins, avaient dû venir se heurter contre les flots rapides, impétueux même en cet endroit, d'un fleuve aussi large que l'était le Rhône.

Mais ne voulant négliger aucun argument capable d'étayer encore plus solidement une hypothèse, jusqu'à ce moment non émise, croyons-nous, il est indispensable de s'arrêter un instant au pied du monticule envahi par les ronces, unique vestige de ce qui fut, dans des temps déjà bien lointains, un sanctuaire vers lequel se dirigeaient, accourues de toutes parts, de longues théories de pèlerins, attirées par la sainteté et les miracles de saint Apollinaire.

D'après l'*Histoire hagiologique du diocèse de Valence*, de M. l'abbé Nadal, ce saint était issu d'une des plus anciennes et des plus illustres familles des Gaules. Il eut pour père saint Isique et pour mère la bienheureuse Audance. Isique, revêtu d'abord de la dignité sénatoriale, y avait renoncé pour entrer dans le sacerdoce. Il

succéda à saint Mamert, vers 472, sur le siège épiscopal de Vienne. C'est dans cette ville que naquit saint Apollinaire, en 453. Vers 486, c'est-à-dire à l'âge de 33 ans seulement, Apollinaire fut élu évêque de Valence par les suffrages unanimes des prélats et du métropolitain, comme étant le seul capable de remédier aux maux dont souffrait à cette époque l'église de cette ville. Son épiscopat fut remarquable par les nombreux services rendus à la religion chrétienne, qui avait grandement à lutter contre les traditions, encore très vivaces, du paganisme. Il assista au concile d'Epaône, près de Mantaille, tenu en 517, et ensuite à celui de Lyon, qui eut lieu la même année ou l'année suivante.

Mais le cadre de ce travail ne comporte pas l'histoire du saint évêque. Elle existe d'ailleurs, avec beaucoup de détails précieux, dans l'*Histoire hagiologique* de M. Nadal. Bornons-nous à dire qu'il mourut vers 520, et que son corps fut d'abord inhumé dans l'église Saint-Pierre du Bourg-lès-Valence, « célèbre à cette époque par un nombreux monastère de religieux très édifiants. » On le transféra plus tard dans l'église cathédrale qui portait alors le nom de Saint-Etienne. « Celle-ci, ayant été reconstruite en 1095, fut dédiée aux saints martyrs Corneille et Cyprien. Mais les miracles opérés au tombeau de saint Apollinaire, dont le corps était conservé dans la nouvelle basilique, et la reconnaissance des fidèles envers ce puissant protecteur, firent peu à peu substituer son nom à celui des saints martyrs, et dès le XII^e siècle, il fut reconnu pour l'unique patron de la cathédrale et de tout le diocèse

de Valence. Ces diverses translations, loin d'altérer la confiance des peuples et leur respect pour les reliques de l'évêque vénéré, ravivèrent puissamment le culte dont elles étaient l'objet. Partout où elles furent déposées, accoururent d'innombrables pèlerins et s'opérèrent de nouveaux prodiges. »

On vient de lire que le corps de saint Apollinaire fut inhumé dans l'église de Saint-Pierre du Bourg, et que de nombreux miracles s'opérèrent sur son tombeau, rapidement devenu un objet de pèlerinage. Les documents concernant ces temps troublés ont disparu, et il a fallu tout le retentissement des prodiges dus à saint Apollinaire, pour que, par la légende ou l'histoire, sa renommée ait pu vaincre l'impénétrable obscurité dans laquelle est plongée cette période. C'est ainsi qu'on ignore complètement à quelle époque fut élevée, de l'autre côté du Rhône, en Vivarais, en face de la collégiale de Saint-Pierre du Bourg, l'église connue sous le nom de *Saint-Apollinaire sur la rive*, dont nous avons déjà parlé et dont la première mention connue remonte à 1188 (1). Il est probable, sans qu'il soit possible de l'affirmer, que ce sanctuaire remplaça, comme cela eut lieu très souvent, un oratoire bâti, suivant la coutume des Romains, près du carrefour formé par la jonction

(1) C'est encore dans le cartulaire de Saint-Pierre du Bourg que se trouvent les seules mentions, connues de nous, de cette église : La charte IX la désigne : *Ecclesia Sancti Apollinaris... sexta juxta Rodanum* ; cette charte est de 1188. Celle portant le n° XIII : *Ecclesia Sancti Apollinaris extra Rodanum* (1192). La suivante de 1210 : *Ecclesia Sancti Apollinaris que sita est prope ripam Rodani* (1210), et enfin, la XXX° : ... *Sancti Apollinaris prope Rodanum* (1220).

des voies dont nous venons de parler, non loin du pont servant à franchir le Rhône, et qu'après sa transformation chrétienne, il fut dédié au grand thaumaturge voisin, à saint Apollinaire, ce qui lui attira bientôt la foule des pèlerins. Le corps du saint, transporté à diverses reprises d'églises en églises, fut-il un moment déposé dans celle de l'autre côté du Rhône ? En des temps si troublés, la chose a pu se produire, mais s'il n'existe aucun document, plusieurs faits pourraient le laisser supposer. « L'église était primitivement du fief de l'abbé du Bourg. Ponce Galatei, qui la détenait injustement, la restitua à l'église de Saint-Pierre, de son propre mouvement » (1). Pour que Ponce Galatei se fût emparé de l'église, au détriment de son légitime propriétaire, l'abbé du Bourg, il fallait que sa possession fût enviable, ce qui s'expliquerait par le pèlerinage. En outre, une tradition orale, conservée jusqu'à nos jours (2), rapporte que lorsqu'existait encore la chapelle, nombreuses étaient les personnes du Bourg et de Valence qui se faisaient enterrer dans son voisinage. De même que les chrétiens des premiers âges, recommandaient, en laissant pour cela des legs spéciaux, d'être transportés après leur mort, dans la patrie de saint Trophime, afin

(1) Note du cartulaire, page 20.

(2) Elle nous a été répétée, il y a peu de temps encore, par une bonne vieille femme, qui habite non loin de l'endroit où fut l'église. Ainsi que nous l'avons dit, il ne reste de ce lieu, autrefois si vénéré, qu'un informe monticule recouvert de ronces et de mauvaises herbes. Rien n'attire le regard, pas même une simple croix, sur l'emplacement de l'antique Saint-Apollinaire sur la rive. Cet emplacement, détail caractéristique, est au-dessus du niveau de la crue de 1856.

de dormir leur dernier sommeil sous la protection du célèbre apôtre de la Provence, de même les personnages pieux de Valence et du Bourg, avaient saint Apollinaire en telle vénération, qu'ils demandaient à être inhumés à l'abri de son sanctuaire. Et ce qui vient à l'appui de cette tradition si lointaine, c'est qu'en creusant les fouilles destinées à recevoir les murs de l'élégante maison que vient de faire construire M. M. Girodet, dans une de ses propriétés des Granges-lès-Valence, tout près de *Saint-Apollinaire*, on découvrit de nombreuses sépultures, dans lesquelles furent recueillies beaucoup de poteries, dont quelques-unes entières, qui semblent dater des *vi*^e ou *vii*^e siècles. Nous devons à l'amabilité de M. Girodet un de ces vases funéraires, que nous avons fait photographier pour le musée de Valence.

Des découvertes de cette nature sont tellement fréquentes dans le périmètre de l'église, au hasard des labourages et des fouilles, que leurs auteurs n'y ajoutent aucune importance, ne se doutant pas qu'ils jettent ainsi à tous les vents, les ultimes dépouilles des antiques et pieux sectateurs du grand saint Apollinaire.

Il semble donc probable que dès les premiers siècles du Christianisme, l'ancien oratoire romain transformé, devint un lieu de dévotion chrétienne, dont la renommée s'étendait au loin, et qui excitait au plus haut degré la piété des fidèles, entretenue par les nombreux miracles qu'opéraient les reliques de saint Apollinaire.

C'est ici le moment de revenir au pont que nous croyons avoir existé entre la rive droite et la rive gauche

du Rhône, non loin de l'antique chapelle de Saint-Apollinaire et en face de l'ancienne place de Pont-péri. La distance, peu importante, qui séparait l'église du fleuve, s'explique par la nécessité d'établir cet édifice à l'abri des inondations.

On se souvient que la principale mention de l'existence d'un pont sur le Rhône, à Valence, se trouve dans une charte authentique datée de 1214, et que c'est probablement la fameuse crue du 15 septembre 1219, qui emporta cet ouvrage. C'est précisément vers cette même époque, c'est-à-dire un an plus tard, que disparaît du cartulaire du Bourg, si précieux pour notre histoire locale, l'église de Saint-Apollinaire sur la rive. Cette coïncidence de dates ne démontrerait-elle pas que ce pont ayant été détruit, emporté par les eaux, l'accès de la rive droite, en cet endroit du fleuve particulièrement difficile à cause de sa rapidité, devenu impossible, les pèlerinages durent s'interrompre, trouvant d'ailleurs à se produire plus aisément, par suite du transfert des reliques qui en étaient l'objet, dans la nouvelle cathédrale, consacrée en 1095 et dédiée d'abord aux saints martyrs Corneille et Cyprien. Plus tard, par la force du souvenir persistant des vertus du grand évêque de Valence, cette dédicace s'appliqua, et pour toujours, à saint Apollinaire.

C'est bien timidement que nous risquons cette hypothèse nouvelle, de la corrélation ayant dû exister entre le pont et la chapelle de la rive droite. Mais il semble plausible de croire que sans le pont, l'église, qui appartenait à l'abbé du Bourg, n'avait presque pas de raison

d'être, et que le culte dont son saint patron était l'objet, n'aurait pas pu se manifester avec autant de force, si l'accès du pèlerinage avait été rendu pour ainsi dire impossible par la traversée du fleuve, en cet endroit, on ne saurait trop le répéter, presque torrentueux.

D'un autre côté, ce qui paraît non moins important, de très réelles difficultés se seraient opposées au transfert des corps des personnes désireuses d'être ensevelies à l'ombre du sanctuaire de leur saint vénéré.

Il n'est donc pas défendu de supposer, en l'absence de toute espèce de documents et en présence des *probabilités* qui viennent d'être exposées, que le culte rendu à saint Apollinaire, dans l'église qui lui était dédiée sur la rive droite du Rhône, a cessé avec la destruction du pont, qui le rendait praticable et facile.

Il nous reste à parler de la *Tour de Constance*, très antique ouvrage, qui se dressait sur le bord du Rhône, sur la rive gauche, et dont l'importante masse devait se rattacher à l'existence du pont romain, auquel elle servait de *tête* défensive.

(*A continuer.*)

ETIENNE MELLIER.



CHATILLON ET SES ALENTOURS

(Suite. — Voir les 142^e et 143^e livraisons.)

VI. — Derniers renseignements.

La défense du bourg ne créait pas la seule préoccupation de ses administrateurs : ils en avaient d'autres encore qui vont être sommairement exposées.

Agriculture. — L'utilité des arrosages engagea les consuls dès 1363, à réclamer la permission de dériver l'eau du Bez. Le mandataire de Louis de Villars, évêque de Die et seigneur du lieu, l'accorda du samedi soir au lundi matin et toutes les fois que le moulin chômerait, après avis au meunier, et à la condition de placer des vannes en bois et de curer le béal du moulin le long de leurs possessions ; il joignit à cette faveur la faculté de prendre l'eau de Bellante tous les jours, sauf du lundi soir au mardi et du jeudi au vendredi, temps réservé au pré seigneurial, et d'utiliser toutes les autres eaux du mandement pour l'irrigation. On manque de preuves sur la jouissance de ce droit aux xv^e et xvi^e siècles ; toutefois, en 1600, de Fauchet, châtelain et les consuls rétablissaient le canal du moulin qu'une inondation avait emporté et un mémoire de 1736 soutient que les habitants avaient le droit d'arroser leurs fonds par prescription, par concession des princes d'Orange, dont la charte avait disparu, par l'acte de 1363, et par l'acquisition, en 1734 et 1776, de l'eau du fuyant

des moulins de Mensac. Aussi, quand la demande d'une reconnaissance restrictive à l'évêque se produisit, en 1770, la communauté engagea-t-elle contre le prélat une action devant le parlement. Le consul Accarias, député à Grenoble pour la soutenir obtint d'abord une sentence arbitrale de MM. de Sauzin et de Chièze qui, tout en réservant les droits, usages et possession des habitants, attribuait à l'évêque toutes les eaux sorties d'un lieu public ou traversant les chemins. Or, comme le canal du Plan, par concession des habitants de Châtillon, vers 1715, avait été continué jusqu'à Saint-Roman, et traversait la route de Die, le procès recommença contre deux particuliers et les consuls, leurs garants. Grâce à des concessions réciproques l'affaire s'arrangea définitivement cette fois, vers 1782.

Commerce et Industrie. — En 1681, le cadastre accusait 331 sétérees de fonds nobles, 1,194 de fonds roturiers et 240 habitants. La montagne de Glandasse, ajoute le document, domine le territoire et n'offre ni bois. ni pelouse, ni herbages; les torrents qui en descendent ravagent le plat pays, comme ceux de la montagne de Labeilh; la rivière de Bez, depuis le cadastre de 1670, a emporté le pont, une partie des murailles et plus de 200 sétérees de terres et jardins; il ne se fait aucun commerce dans le pays et les passants y sont peu nombreux; de plus, la grêle y détruit souvent les récoltes. En 1789, il n'y avait aucun trafic important, malgré l'existence d'une filature de coton, d'une fabrique de chapeaux, et d'autres de draps et sergettes avec la laine de la commune et du voisinage. *La Statistique de la Drôme* (1835) y mentionne l'industrie du chanvre comme importante, l'élevage d'agneaux à la viande délicate appelés *truans* et qualifie la plaine voisine du bourg de « vaste et riant jardin ». Jean de Montluc. en 1557, avait obtenu du roi le rétablissement du marché

du jeudi et la création des foires du premier jeudi de mai et du jeudi après le 28 août ; mais, à cause des guerres, les lettres patentes furent vérifiées seulement en 1595. En vue de favoriser le marché, les consuls, en 1619, demandèrent au parlement d'interdire tout achat de grains, de vin, d'huile, de sel, de fer, de bétail et de toute autre marchandise, sauf du bois de chauffage, un autre jour que le jeudi. Malgré cela, il ne réussit pas, et dut être rétabli vers 1712. Quant aux foires, les consuls, en 1724, évaluaient à 3,000 livres le chiffre des affaires de celle du jeudi gras, à 2,000 celle du 26 mars, à 800 celle du 29 août et à 1,500, celle du lundi avant la Toussaint. Actuellement, le marché se tient le dimanche, de nouvelles foires ont été créées et les chemins, jadis impraticables, améliorés (1); bientôt même un tronçon de chemin de fer vivifiera toute cette intéressante contrée.

Cultes et Bienfaisance. — Le service religieux, d'abord exercé par des chanoines réguliers, peut-être par ceux de Saint-Marcel de Die où un seigneur de Châtillon alla finir ses jours, fut confié aux prieurs de Guignaise qui dépendaient de l'abbaye fondée à Aurillac par saint Géraud, comte d'Auvergne, au ix^e siècle. La date précise de ce changement n'est pas connue; si, en effet le cartulaire de Durbon mentionne le prieuré de Saint-Julien de Guignaise en 1145 et une bulle pontificale de 1165 le qualifie d'abbaye, sans aucune autre indication; il est prouvé qu'en 1352 et en 1354, il relevait déjà de l'abbé d'Aurillac, alors en procès avec les habitants au sujet de la dîme. Il était situé au midi et au-dessous de Châtillon, entre la route

(1) Les archives anciennes mentionnent ceux d'Avignon, de Châtillon aux Nonnières, de Boulc, de Saint-Claude ou des Roustains, de Menglon et de Rias, de Mensac et de Die à Grenoble. D'après l'usage déjà existant en 1387, les riverains devaient les réparer.

de Die et la rivière du Bez, où des murs anciens, utilisés pour d'autres constructions, existent encore aujourd'hui. Les biens passèrent, en 1775, à l'évêque de Die, déjà seigneur du lieu. Une église dédiée à saint Nicolas, bâtie au pied du rocher, déjà existante en 1444 et beaucoup plus commode, se trouvait en assez pauvre état de conservation, en 1658, et munie d'un calice en étain, de 2 chandeliers en laiton et de 2 en bois, de 5 chasubles et d'une aube en toile grossière. Elle réclamait des réparations en 1549, et gravement endommagée pendant les troubles du xvi^e siècle, sa nef dut être refaite en 1599. L'architecte Dieulamant, par ordre de Louis XIV, la remplaça en 1588, sur la place de Reviron, par un édifice que Mgr de Plan des Augiers, en 1767, déclarait propre, bien éclairé et fort convenable. Son procès-verbal de visite y accuse 260 familles dont 130 de la religion réformée et 400 communiant ; il y en avait 120 seulement, en 1658.

Les archives locales ne révèlent aucune cause particulière de l'introduction de la réforme à Châtillon. Une lettre de 1562, adressée à Colladon, ou en son absence, à Calvin par Bermen, pasteur de Die, nous apprend que de Lamer, de Sisteron, « pédagogue bien modeste, morigéné et de médiocre savoir », était envoyé à Genève par les églises de Valdrôme et de Châtillon pour achever son instruction. On trouve après lui Ferand qui desservait aussi Poyols et Menglon, avant la séparation de ces églises. Un acte d'union entre catholiques et réformés témoigne de l'esprit de tolérance de la population. Au moment de la révocation de l'édit de Nantes (1683), il y avait un temple et un cimetière ; celui du quartier des Baumes date de 1788, et celui des catholiques d'abord au-delà du ruisseau de Bayenc, non clos et parfois inaccessible, fut interdit en 1767 et déplacé.

Les fondateurs du prieuré l'avaient doté de plusieurs immeubles et le service paroissial lui assurait la dîme, divisée en trois parts à l'origine : une pour le clergé, une pour l'entretien de l'église et une pour les pauvres, réduite plus tard à la 24^e partie du tout. Elle se levait pour le vin à la cote 16^e et pour le blé à la 17^e, et rapportait avec les immeubles, les censes et les pensions de 1,378 à 5,600 livres. Les habitants en retiraient une assez bonne part, témoin : 1^o les 1,050 livres payées au curé et au vicaire en 1789 ; 2^o l'aumône hebdomadaire d'un quarteron de pain, du dimanche gras à la saint Jean (24 juin), à tout pauvre inscrit sur une liste dressée par le curé, le châtelain et les consuls, exigeant 100 sétiers « de blé cossial » par an ; 3^o l'aumône le dimanche gras d'une livre de pain « avec son tour » à tout individu qui se présentait à Guignaise, d'un quarteron de viande de bœuf ou 3 liards « à tout garçon portant instrument faisant bruit », et un repas le même jour aux officiers municipaux. Un accord de 1504 entre le prieur et les consuls avait réservé l'aumône du carême entrant au 24 juin aux seuls pauvres de Châtillon et celle du dimanche gras aux pauvres et aux riches sans distinction. Plusieurs fois, les fermiers du prieuré tentèrent, mais toujours en vain, de s'affranchir de ces aumônes ou de les rendre moins onéreuses en fournissant du pain de mauvaise qualité. En 1789, l'évêque de Die, prieur, retirait 1,378 livres et les sacristain, prébendier et pitancier, habitant hors du lieu, 500.

Outre les aumônes du prieur, les pauvres avaient depuis longtemps un hôpital dont le bâtiment servait à l'école de filles en 1789 ; il était sans literie ni malades à la même époque, et d'un revenu de 3 sétiers de blé et de 21 livres 17 sols en argent. Un acte de 1355 le montre dirigé par Pierre Pyer et avant lui par Humbert d'Ars, chanoine.

Au xvi^e siècle, ses biens furent vendus et le revenu servait à secourir les malheureux et à marier des filles pauvres. Les recettes des recteurs, en 1667, allaient à 47 livres et en 1784 à 240, Daniel de Cosnac, en 1657, ordonna que les secours en provenant seraient distribués, en présence du curé, du recteur et des conseillers, à tous les indigents inscrits sur une liste, qui servait aussi pour l'aumône du prieur et dont le nombre variait de 100 à 136.

A ces ressources restreintes, Félix-Emmanuel de Castellane en ajouta, en 1695, une nouvelle assez importante, d'autant plus digne d'être rappelée que le souvenir s'en efface de jour en jour. La famille de ce bienfaiteur, issue des anciens barons de Provence, conserva jusqu'en 1189 la souveraineté des terres qu'elle avait conquises sur les Sarrazins ou reçues des rois de Bourgogne ; elle forma plus de vingt-cinq branches, et notamment celle de Noveysan, illustrée de nos jours par un maréchal de France, celle de Majastres, dont sortait un préfet de la Drôme de 1862 à 1864 et celle des marquis de Grimaud, dans le Var, venue d'Antoine, baron d'Allemagne, mari d'Honorade de Glandevéz, acquéreur, en 1508, de la baronnie de Saint-Jurs dans les Basses-Alpes, dont la postérité garda le nom. François de Castellane, un des descendants d'Antoine, devint maréchal de camp et grand maréchal des logis de la maison du roi et laissa, entre autres enfants, de Marguerite de Forbin-Janson, son épouse, Félix-Emmanuel, abbé de Lure dans les Basses-Alpes, prévôt de Saint-Jurs et prieur de Guignaise-lès-Châtillon, de Boulc et Glandage. Touché de la misère d'un certain nombre de familles de ces trois paroisses, il voulut leur assurer des moyens d'existence, et par un testament du 10 août 1695, en faveur de Marc-Antoine, son frère, gouverneur de Saint-Tropez, il chargea Albert de Saint-Martin Duchêne,

président au parlement de Provence de l'exécution de ses charitables desseins. Ce magistrat s'associant aux intentions généreuses du testateur, rechercha des placements sûrs et prêta 14,745 livres, en 1696, 2,550 en 1700, aux Etats et au parlement de son pays, 6,949 au corps du clergé de Die et le restant des 31,101 livres léguées à des particuliers. Diverses réductions de créances diminuèrent un peu les revenus de ces capitaux ; cependant, en 1767, Châtillon recevait encore 551 livres pour ses pauvres, 220 pour marier trois filles et 55 pour l'apprentissage d'un métier à un garçon de 14 ans, plus 300 pour une mission décennale dans les trois paroisses et en 1789, 450 livres des Etats de Provence et 109 et demie du clergé de Die ; mais bientôt après Etats et parlement, corps du clergé, évêché et prieuré de Guignaise, tout disparaissait et avec eux les revenus des pauvres. Heureusement l'esprit de bienfaisance qui anime la population survécut aux orages, et le revenu des pauvres s'élève aujourd'hui à 1,757 fr. 19 cent. (1902). Les archives municipales donnent les noms des jeunes filles dotées et des jeunes apprentis menuisiers, tailleurs, cordonniers, maçons, serruriers, fabricants de petites étoffes et teinturiers et conservent les comptes des dépositaires du legs de Castellane, de 1715 à 1788. Le premier accuse 2,479 livres de recettes et 1,750 de dépenses et le dernier 2,001 de dépenses contre 2,125 de recettes.

Il suit de là que l'administration municipale ferait acte de justice en rappelant le nom du prieur bienfaisant par une inscription à la mairie ou par le nom d'une place ou d'une rue.

Un successeur de M. de Castellane, Jacques-Gaspard de Margaillan de Grinde, légua aussi aux pauvres vers 1737, la part de maison et de jardin qu'il avait acquise de M. de L'Argentière (de Philibert).

Ecoles. — En 1680, celle tenue par Boudra était gratuite ; pendant tout le XVIII^e siècle, le maître reçoit 150 livres et la maîtresse 100.

Employés. — Il y avait une sage-femme, un chirurgien, deux gardes-champêtres, un messenger allant à Die une fois par semaine, pour porter les lettres et paquets et les rapporter, à raison de 3 à 6 deniers et des gages de 17 livres par an, vers la fin du XVIII^e siècle.

Edifices publics. -- La halle paraît de 1771 à 1774, l'horloge, de 1723 à 1726, les fontaines, de 1599 à 1767, le pont endommagé en 1543, fut réparé en 1699, 1721 et 1733 et emporté par le Bez, le 2 mai 1787. Le moulin appartenait à l'évêque et le four au prieur jusqu'en 1575 ; la commune l'acquit alors pour 228 l., outre 230 de plus value en 1604 ; mais en 1650, le prieur le revendiqua, à la charge d'en payer le prix et les frais. Comme il ne remboursa rien, la commune le garda jusqu'en 1691 et peu après le reprit du prieur, moyennant une pension de 31 livres par an. On possède les comptes des fermiers de ce four et les recettes varient de 700 à 1,235 livr., de 1714 à 1748 et de 1,125 à 755, de 1749 à 1772. La cure fut acquise, en 1659, pour 181 livres et la maison commune se trouvait au-dessus du four.

Police et justice. — Le châtelain et les consuls veillaient à la salubrité publique et au maintien de l'ordre. En 1694, quatre habitants gardaient les fruits et récoltes ; en 1674, c'étaient deux gardes-champêtres. Divers règlements publiés les jours de foires en 1531 et 1551, défendaient la chasse et la pêche, la culture des terres « gastes », la destruction des jas ou refuges de bergers, l'introduction du vin étranger ainsi que du bétail malade, la vente des marchandises non pesées ou mesurées au poids du seigneur

et prescrivait la visite des chemins, la fixation du prix du pain et de la viande, la propreté des rues et des bassins des fontaines et l'affectation du pacage de la montagne communale aux agneaux seuls.

Présents. — L'usage en avait établi plusieurs au profit de M. de Gournet, lorsqu'il était seigneur du lieu et des gentilshommes du voisinage, MM. de Saint-Ferréol, de l'Argentière, du Pilhon, etc. ; ils consistaient en chapons, en perdrix, en truites, en vin et en fromage.

Procès. — A une époque de vie pastorale, un brin d'herbe soulevait un procès ; ainsi, il y en eut avec Saint-Roman pour Glandasse où en 1433, 1506 et 1592 des limites séparèrent la part de chaque communauté ; il y en eut, en 1537, avec Ravel au sujet de Combe-Noire et en 1532 avec Menglon.

Tailles et Impôts. — Les redevances féodales existent seules à l'origine ; sous Charles VII et Louis XI l'impôt foncier, né sous le nom de don gracieux, est voté par les Etats, réparti par les gens de Comptes et ensuite par les Intendants, sur la province, et par des péréquateurs sur les contribuables. La recette en était délivrée aux enchères au 3, au 5, au 6 et au 10 pour 100. La capitation remonte à la fin du xvii^e siècle, le dixième à 1710 et les vingtième et double vingtième un peu plus tard. La vénalité des offices créés, supprimés et rétablis amena aussi des charges tout comme les dettes contractées pendant les troubles du xvi^e siècle.

Quelques renseignements statistiques, en achevant l'histoire de la commune, peuvent se placer ici :

Distances : De Die, 15 kilomètres, de Valence, 80.

Population : En 1650, de 1,000 à 1,100 habitants ; en 1724, de 1,107 ; en 1789, de 1,400 ; en 1839, de 1,174 ;

en 1857, de 1,267 ; en 1865, de 1,248 ; en 1878, de 1,222 ; en 1902, de 948.

Contenance : 2,802 hectares, dont 2,721 imposables, d'un revenu de 57,141 francs, soit 21 francs par hectare ; le revenu des 305 maisons, en 1839, arrivait à 9,910 francs.

Contributions : En 1873, pour l'Etat, 9,774 fr. 73 ; pour le département 3,868 ; pour la commune elle-même 5,634 fr. 04 ; pour le fonds des non-valeurs 489 fr. 16.

Productions : En 1724, blé 1,300 quintaux, poids de table, méteil 20, seigle et avoine 18, épeautre ou rouye 65, chanvre 150, laine 20, paille 1,600, foin 1,200, vin 2,500 charges de 208 livres chacune, bêtes à laine 900, chevaux 30, mulets 81.

Malgré la beauté du site et l'intelligence active des habitants, Châtillon a produit jusqu'ici peu d'écrivains et aucun artiste. Les écrivains sont : 1° Jacques-Accarias de Sérionne, publiciste et économiste, né le 6 octobre 1706, décédé en Autriche en 1792 (1).

2° Jean-François Nicolas, médecin à Die, au Buis à Grenoble et à l'armée d'Italie, décédé en 1816, à l'hôtel des Invalides d'Avignon. Il découvrit entre Saint-Roman et Châtillon une source sulfureuse inexploitée et publia plusieurs ouvrages (2).

3° M. Groslong, actuellement capoulié du félibrige ou chef de la Provence littéraire a puisé le goût de la poésie au pays natal « où la nature à la fois si puissante et si douce et les cieux si purs ont pu verser dans son âme » leurs trésors variés.

(1) Brun-Durand, *Dictionnaire biographique de la Drôme*.

(2) Brun-Durand, *Dictionnaire biographique de la Drôme*.

Les généalogistes dauphinois gardant le silence sur les Fauchet, les Châtillon, les Vitrole, les Pyer, les Garcin, les Brun et autres, le rôle de ces familles a dû être bien effacé; aussi ne reste-t-il plus qu'à inviter le lecteur à voir ce bourg chef-lieu de canton, éclairé à l'électricité et plein d'activité et de mouvement.

Principaux ouvrages consultés : *Inventaire sommaire des archives de la Drôme*, tome VII, en cours de publication; *Mémoires sur les comtés de Valentinois et de Diois* et *Essai sur l'histoire de la ville et du diocèse de Die*, par M. Jules Chevalier; *Inventaire des archives de la maison de Baux*, par Barthélemy; *Annuaire et statistique de la Drôme*; *Mémoires des Frères Gay* et ceux d'Eustache Piémont.





LES ENVIRONS DE CHÂTILLON

I. Creyers.

Châtillon avec ses archives importantes réclamait un historien ; les communes voisines, moins bien favorisées, peuvent se contenter d'un touriste, forcément discret. Creyers, à l'est, en remontant le Bez, signifie en vieux français carrière de craie ; et s'il n'a jamais eu d'exploitation de ce genre, son territoire est cependant compris dans la région crétacée. La commune a quatre hameaux : Mensac, Reychas, le Serre et l'église ou le village. Le premier, tout voisin de Châtillon, dont il semble une dépendance, se trouve au confluent du Bez et de l'Archiane aux truites renommées. A cause de *men*, pierre, et de *sac*, maison, en langage celtique, on a cru à l'existence d'une petite tribu réfugiée dans une grotte de la montagne adjacente. Là, en effet, la chasse et la pêche pouvaient suffire à son alimentation. Le Serre et Reychas, hameaux perdus dans quelque coin de terre susceptible de culture et abrités par de hautes montagnes, n'ont pas d'histoire. Quant au chef-lieu, assis au versant méridional d'une haute colline rocheuse au sommet, sur la rive droite du Bez, il se réduit à quelques maisons jetées sans ordre auprès de l'église et de la mairie et n'offre rien de curieux, pas même le luxe d'une auberge. Un chemin à voiture y conduit ainsi qu'un sentier étroit et pierreux à travers bois. Or, malgré l'absence de tout ancien château, il y avait là une seigneurie fort vieille appartenant, comme Châtillon, aux premiers comtes de Die, ensuite aux Isoard

et aux Artaud d'Aix et enfin aux de Baux, princes d'Orange. Cependant, une famille en prit le nom, de 1166 à 1194, et celle des Ravel, qui lui succéda, s'éteignit chez les d'Ambel, originaires du Gapençais, vers 1380. Aimar, fils ou petit-fils d'Henri, l'un d'eux, habitait Châtillon en 1424, et Coquette, sa sœur, en épousant André d'Urre, seigneur de Vercoiran près le Buis, forma la branche des Creyers d'Ambel. On trouve, en 1540, une autre famille, venue aussi des Hautes-Alpes, en possession de Creyers, de Furmeyer et de Veynes en partie; elle s'appelait de La Vilette et Marguerite, une de ses héritières, par son mariage avec Louis de La Poype St-Julin, lui transmit le fief. Il appartenait, quelques années avant la Révolution, à Jacques Pelissier-Tanon, de Mens. Or, de ces divers seigneurs, un seul y a laissé un souvenir digne d'être rappelé.

C'était en 1753. Le prieur-curé, Penin, exposa aux habitants réunis en assemblée générale devant Pierre-Accarias Mellières, châtelain du lieu, que feu le président de La Poype (1) ayant fait divers legs aux pauvres de ses terres, dans son dernier testament, les consuls avaient reçu 300 livres pour la part de ceux de Creyers, et que ce don méritait leurs prières pour le repos de son âme. « Ces 300 livres, ajouta-t-il, ont été employées à l'achat de 60 setiers de seigle qui sont en état d'être distribués, et d'autant que, par la grâce de Dieu, la récolte de l'année dernière a été assez abondante pour que les pauvres n'y soient pas exposés à souffrir comme les années précé-

(1) Artus de La Poype de St-Jullin de Grammont, avocat, fut nommé conseiller au parlement de Grenoble, le 26 août 1740; Louis, le 30 octobre 1650, président; Louis-Joseph, conseiller, le 16 février 1682, chevalier d'honneur, le 20 mars 1719; Artus-Joseph, président, le 20 mars 1745 (Inventaire des archives de l'Isère).

dentes, il proposa de conserver cette quantité de grains pour la distribuer dans les plus pressants besoins, et par préférence aux plus indigents. » De plus, afin que pareil secours eût quelque durée, il était d'avis d'acheter une arche contenant environ 100 setiers de grains, fermant à trois clefs, l'une au prieur-curé, l'autre au châtelain et la troisième au premier consul, chargés de la distribution annuelle aux plus nécessiteux. Pour maintenir la provision et même l'augmenter, M. Penin conseillait d'obliger ceux qui auraient emprunté de ce grain pour ensemençer leurs terres, à rendre en espèce chaque année, la même quantité, et ceux qui ne seraient pas du nombre des pauvres, de donner en sus un civayer par setier, et d'y joindre les legs pieux faits par les fidèles. Cet établissement porterait le nom de Mont de piété, et les consuls, en se succédant, devraient exiger la quantité prêtée, après chaque récolte, la placer dans l'arche et tenir compte du tout.

La proposition du prieur-curé, accueillie avec joie, fut suivie d'une délibération portant que les grains seraient distribués chaque année pendant la semaine sainte, sauf le cas de nécessité ou de maladie, et que le juge du lieu l'homologuerait pour la rendre exécutoire. Cette dernière clause fut remplie le 22 octobre 1755, et ce sont les archives judiciaires qui ont révélé l'institution philanthropique de Creyers dont la durée n'est pas connue. Elle n'en fait pas moins honneur à ceux qui l'établirent.

L'église reconstruite en 1785 devint la proie du feu avec onze maisons le 18 juillet 1820. Le sacristain de Guignaise-lès-Châtillon était chargé du service religieux de la paroisse et, en 1646, l'évêque de Die l'obligea à la résidence ou à l'entretien d'un curé ou d'un vicaire. Annexe de Glandage lors de la réorganisation du culte, Creyers a été érigé en succursale le 16 mars 1820.

L'ordre alphabétique, en rapprochant de Crest, *Crista*, la forme latine du nom de cette modeste commune (*de Creeriis*), a été cause parfois de la confusion des deux localités, dont l'histoire est bien différente (1).

Contenance. — En 1835, il y avait 225 hectares de bois communaux et 217 de bois particuliers, 284 de terres et jardins, 21 de prés, 429 de pâturages et 45 de chemins et rivières, en tout 1,223 hectares; en 1900, on n'en compte un de moins.

Impôts divers. — En 1873, l'Etat recevait 768 fr. 17 c.; le département 339 fr. 90 c.; la commune 1,650 fr. 80 c.; les non-valeurs 46 fr. 94 c.; total 2,579 fr. 83 c.

Revenus. — D'après M. Mermoz, directeur des contributions directes, en 1839, la contenance imposable arrivait à 1,178 hectares d'un revenu de 5,654 fr., soit 4 fr. 80 c. l'un, et les 48 maisons représentaient 406 fr. de revenu.

Population. — Elle était de 237 habitants en 1839, de 233 en 1848, de 215 en 1859, de 195 en 1869, de 201 en 1878, et de 148 en 1903.

Distances : de Châtillon, son chef-lieu de canton, 8 kilom.; de Die, 22 ; de Valence, 87.

Foires : le 16 octobre au village et le 18 septembre à Mensac.

Productions : Avoine, seigle, pommes de terre, pâturages.

L'absence d'archives communales ne permet pas d'en dire plus long.

A. LACROIX.

(1) Dans l'*Inventaire des chartes de la maison de Baux* notamment (n° 734),



L'ILE-ADAM

Dans ses articles intéressants sur les ponts du Rhône à Valence, M. Mellier nous a fort élégamment révélé l'histoire des environs de la ville ; aussi des recherches postérieures ont-elles permis de compléter ces premiers détails. Tout d'abord, étudions l'Ile-Adam.

Cette vieille maison du Bourg-lès-Valence, entre la route nationale et la voie ferrée de Paris à Marseille, a son homonyme à 7 ou 8 lieues de Paris, en deux îles formées par la rivière de l'Oise, illustrée par un maréchal de France au commencement du ^{xv}^e siècle et par un grand maître des chevaliers de St-Jean-de-Jérusalem, dans le siècle suivant. Nul n'ignore que Philippe de Villiers de l'Ile-Adam, attaqué à Rhodes, en 1522, par Soliman II, à la tête de 200,000 hommes et de 400 voiles, soutint contre lui un siège de six mois et qu'à la fin, se voyant abandonné par les princes chrétiens, il fut contraint de capituler et alla établir à Malte le siège de son ordre, qui, dès lors, en prit le nom.

Pareil fait d'armes acquit un grand éclat à sa famille ; mais rien ne prouve que l'un de ses membres soit venu habiter le Bourg-lès-Valence. Pourquoi donc son nom a-t-il été donné à un quartier plus anciennement connu sous celui de Pont-Charrot, Pont-Charrou ou Pont-Charra ?

Le *Cartulaire de St-Pierre du Bourg* ne s'explique pas plus sur ce point que les archives de la ville. C'est le notaire de Valence, Calvin, dans un acte du 20 octobre 1626, qui nous parle le premier de l'Ile-Adam, terre et juridiction appartenant alors à Pierre-Louis Rousset, bachelier ès droits, chanoine de Valence et du Bourg (1).

Or, l'inventaire manuscrit du chapitre de St-Apollinaire nous

(1) Archives de la Drôme, E, 2595.

apprend que ce chanoine tenait les censes, juridiction haute, moyenne et basse, fours, ponts, colombier, garenne, panonceaux, armes de l'Ile-Adam de Charles Bertrand, prévôt de la cathédrale et abbé du Bourg (1). D'après cela, la juridiction appartenait à un bénéfice ecclésiastique avant de passer aux mains de la famille de Veynes et avait pour limites, au levant le chemin de Romans, au couchant le Rhône, au nord le chemin séparatif des juridictions de l'abbé et du prieur du Bourg, et au midi le chemin de Lyon, passant à la Croix des Rameaux entre la petite et la grande Allemagne.

Tout le quartier de l'Ile-Adam et du Valentin se trouvait englobé de la sorte dans ce territoire où le cadastre du Bourg, au xvii^e siècle, nous montre les de Villiers ou les de Fay de Villiers en possession de la maison Meyssonnier près du Valentin et de celle de la *Jaulte* ou peut-être de Jante, ainsi nommée d'un ancien notaire ou d'un ancien chanoine.

Les Meyssonnier établis au Bourg paraissent remonter à Guillaume, originaire de Tournon, reçu docteur de l'université de Valence en 1540, et ensuite juge ordinaire de la cour du chapitre de la cathédrale et d'Allex en 1552 et 1553. Aimar, son fils, consul de la ville en 1574, fut envoyé à Vienne avec Claude Rogier pour complimenter le Dauphin et chargé, en 1581, de dresser des mémoires au roi concernant la construction de la citadelle (2). Il eut des difficultés avec les consuls au sujet des tailles dont, comme docteur régent et fils de docteur régent, il se disait affranchi et gagna sa cause en 1604, étant alors avocat de la cité.

Sa fille Marguerite, née à Valence le 18 juillet 1597, épousa Gratien de Fay de Villiers, fils de Merlin, docte jurisconsulte et poète, ainsi chanté par Expilly en ses poèmes :

Ce n'est pas toy, Villiers, qu'un porphyre d'Egypte
Doit rendre mémorable à la postérité ;
Tes vers, ouvrage immense, ont à l'éternité
Assez sur l'Hélicon ta louange descripte....
Tu n'eus jamais repos, tes œuvres le font voir ;
Aussi l'on verra vivre avecques ton sçavoir
Un million de vers, un million d'années.

(1) T. II, page 2282.

(2) Archives de Valence.

D'après Guy Allard, il aurait composé en vers latins tout le cours civil de droit.

Les de Villiers ou les Fay de Villiers ne venaient pas de l'Ile de France, mais de l'Ardèche, et probablement la ressemblance de leur nom avec ceux de l'Ile-Adam a dû influencer sur l'appellation du quartier qu'ils habitaient (2). C'est là une conjecture, à la vérité ; mais rien, jusqu'ici, n'est venu l'infirmier.

Quoi qu'il en soit, Gratien et Marguerite Meyssonnier résidèrent à Valence où leurs enfants furent baptisés : Noël le 28 septembre 1619, Henri le 14 février 1621, Marie le 6 mars 1632 et Pierre le 14 mai 1623.

Ce dernier réclama son exemption des tailles comme noble devant la cour des aides de Vienne en 1654, et quatre ans plus tard, l'évêque de Valence ménagea un accord entre lui et les consuls du Bourg, d'après lequel le domaine de Meyssonnier et les fonds en dépendants demeureraient taillables à perpétuité et seraient cadastrés à partir du 1^{er} janvier suivant.

A peu de temps de là, les de Villiers quittaient notre ville où reparait, en 1745, Pierre, ingénieur en chef des places du Bas-Dauphiné (1).

Leurs biens de l'Ile-Adam avaient passé depuis près d'un siècle à Mgr Daniel de Cosnac, créateur du parc du Valentin, acquis par les de Veynes à la fin du xvii^e siècle.

C'est là que nous conduira l'article prochain.

A. LACROIX.

(2) CHORIER, *Etat politique*, III (*Nobiliaire*).

(1) Archives du Bourg-lès-Valence et de Valence, GG, 51.





NÉCROLOGIE

M. URTIN (MARC-RENÉ).

Enfant de Valence, où sa famille jouit depuis longtemps d'une grande considération, notre regretté confrère a marqué sa trop courte existence par un dévouement sans bornes à la commune du Bourg qu'il administrait comme maire depuis onze ans. Sa science juridique, ses relations nombreuses, sa bienveillance et ses heureuses qualités, tout concourait à faire de lui un administrateur d'élite. Malgré les ressources limitées d'une laborieuse population ouvrière, il avait trouvé le secret de créer des améliorations utiles sans augmenter les charges publiques et de venir en aide à ceux que la maladie ou le chômage atteignaient.

Possesseur de l'ancien castel des Genas, au nord-est et près du Valentin, il avait projeté d'en étudier l'histoire, et s'il n'a pas eu le temps de réaliser ce dessein, il a su, par son caractère et par ses bienfaits, mériter l'affection de ses concitoyens et la reconnaissance de ses administrés. Pareil souvenir est seul capable d'atténuer les regrets unanimes causés par sa mort prématurée et inattendue.

M. Urtin avait seulement 44 ans.



SÉANCE DU 28 JANVIER 1903

PRÉSIDENCE DE M. MOSSANT

Lecture est donnée de deux circulaires ministérielles, l'une annonçant l'ouverture à Bordeaux du 41^e Congrès des Sociétés savantes, le mardi 14 avril prochain, et l'autre recommandant l'envoi régulier de toutes les publications de ces Sociétés, pour la continuation de leur Bibliographie, par M. de Lasteyrie.

Sur la présentation de MM. Nugues et Mellier, M. GAUCKLER, directeur des Antiquités et Beaux-Arts de la régence de Tunis, est proclamé *membre correspondant*.

C'est à la mosaïque de Luc, « un des plus beaux spécimens selon lui, de la série exécutée dans le sud-est de la France, au 11^e siècle de notre ère, par des ateliers qui avaient réussi à constituer une véritable école gallo-romaine », que nous devons l'adhésion de ce nouveau membre dont le concours scientifique nous sera précieux.

MM. Fernand Marcon, architecte à Paris, et Marius Chaudier, architecte à Lyon, offrent à la Société des dessins reproduisant quelques parties de l'église de St-Barnard, de Romans, qui sont acceptés avec reconnaissance. Ces dessins avaient été reçus l'année dernière au salon de Paris et l'un d'eux avait remporté une troisième médaille au salon de Lyon, il y a deux ans.

M. le chanoine Jules Chevalier fait connaître ensuite un écrivain de Die, M. de Vaugelas, dont il a retrouvé des fragments de ses mémoires fort curieux ; c'est la préface d'un travail très intéressant sur la révolution, impatientement attendu.

La séance est terminée par la lecture de notes sur l'Ile-Adam et le Valentin, qui seront publiées dans le *Bulletin*.



LISTE DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES



AIX. — Académie des Sciences, Agriculture, Arts et Belles-Lettres.

ALAIS. — Société scientifique et littéraire.

AMIENS. — Société des antiquaires de Picardie.

ANGERS. — Société nationale d'Agriculture, Sciences et Arts.

ANGOULÊME. — Société archéologique et historique de la Charente.

ANNECY. — Société florimontane. — Revue savoisienne.

AVIGNON. — Académie de Vaucluse.

BESANÇON. — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts.

CAHORS. — Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot.

CHAMBÉRY. — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts.
— Société savoisienne d'Histoire et d'Archéologie.

DIJON. — Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres.

DRAGUIGNAN. — Société d'Etudes scientifiques et archéologiques.

GAP. — Société d'Etudes des Hautes-Alpes.

GRENOBLE. — Académie delphinale. — Société de Statistique de l'Isère. — Société dauphinoise d'Ethnologie et d'Anthropologie.

LYON. — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts. — Académie d'Architecture.

MARSEILLE. — Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres.

MONTAUBAN. — Société archéologique et historique.

MONTBRISON. — Société de la Diana.

MONTPELLIER. — Société pour l'Etude des langues romanes.

NÎMES. — Académie du Gard.

NIORT. — Société de Statistique, Sciences et Arts.

ORLÉANS. — Société archéologique et historique de l'Orléans.

PARIS. — Société nationale des Antiquaires de France. — Société française d'Archéologie pour la conservation des monuments.

PAU. — Société des Sciences, Lettres et Arts.

PÉRIGUEUX. — Société historique et archéologique du Périgord.

RODEZ. — Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron.

ROUEN. — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts.

ST-OMER. — Société des Antiquaires de la Morinie.

SENS. — Société archéologique.

TOULOUSE. — Académie des Jeux floraux. — Société d'Histoire naturelle.

TOURS. — Société d'Agriculture, Sciences et Arts.

ETRANGER	}	STOCKHOLM. — Académie royale des Belles-
		Lettres, d'Histoire et d'Antiquités.
		GENÈVE. — Société d'Histoire et d'Archéologie.

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES :

Annales dauphinoises, publiées à Grenoble.

Revue épigraphique, publiée à Vienne par M. Espérandieu.

Le Dauphiné, publié à Grenoble.

Le Mémorial de St-Marcellin.

Le Journal de Die.

Le Journal de Montélimar.

La Semaine religieuse du diocèse de Valence.

— — — *de Viviers*.

Bulletin historique du diocèse de Lyon.





CHRONIQUE

Les journaux annonçaient, il y a peu de jours, la découverte à Lachau de plusieurs objets antiques. Comme cette localité est à 151 kilomètres de Valence, 61 de Nyons et 10 de Séderon, il n'a pas été possible de les examiner.

Ce n'est pas la première fois que pareil fait se produit. Le *Bulletin de la Société d'Ethnographie* de Grenoble décrivait naguères divers objets semblables mis au jour par la culture ; plus anciennement un propriétaire avait trouvé plus d'un kilogramme de pièces en argent d'une belle conservation, qui ont disparu de la contrée.

Autour de la curieuse église de Notre-Dame, on rencontre des restes d'anciens édifices, et au quartier dit du château, des tombeaux avec urnes funéraires et lampes sépulcrales ; à 400 mètres à l'est de la même église, la présence de semblables objets a valu à l'endroit le nom de *luminari*.

Les substructions nombreuses de Lachau ont fait croire à l'existence d'une ancienne ville appelée *Calma*, que l'on a traduit par Lachau (1).

Il est peu vraisemblable qu'il y ait eu là une ville, les anciens auteurs ne mentionnant que Valence, Die, Luc, Vaison, etc. (2).

(1) Ce même nom est devenu Lachamp dans la vallée du Rhône et paraît signifier chaume ou maison couverte de paille.

(2) Il est vrai que dix-neuf villes des Voconces leur étaient inconnues.

C'était plutôt une *villa* ou grande exploitation agricole, détruite plus tard par les Sarrasins ou autres envahisseurs.

Quoi qu'il en soit, il y aurait intérêt pour l'histoire locale à étudier les objets trouvés à Lachau.

L'église de Notre-Dame est signalée par M. Jouve comme un monument remarquable; elle appartenait à l'ordre de Cluny et dépendait de Lagrand. Elle possède un tableau curieux; il y eut aussi jadis un couvent de Templiers. Les La Tour-du-Pin possédèrent la seigneurie.

Le document suivant existe en original dans les archives d'Allex (EE, 8).

« Il est ordonné aux consuls et habitans du lieu et paroisse
« d'Alez de porter en ceste ville du Pouzin par tout le jour de
« demain lundi dix-septiesme de ce mois la quantité de cent
« cinquante cestiers bled pour la nourriture des troupes de
« nostre armée à peyne du feu. Fait du Pouzin ce dimanche
« 16 d'avril 1628. — Henry de Rohan. »

DONS DES AUTEURS :

— Baux (Emile), *Louise de Savoie et Claude de France à Lyon. — Etude sur la première régence, 1515-1516.* — Lyon, Rey, 1902, broch. in-8°, 40 pages.

— A. Béretta, *Origine et traduction de la célèbre inscription celto-grecque, découverte à Nîmes en 1742.* — Lyon, Storck, 1903, broch. in-4°, 7 pages.

— Champavier (Maurice), *Louis Deschamps.* — Valence, 1903, br. in-8°, 12 p (Extrait du *Bulletin* de la Société.)

— I. Bertrand, *Le bloc républicain et le secret de la Salette. — Notes à bâtons rompus d'un vieil imprimeur.* — Paris, Bloud, 1903, br. in-12, 89 pages.

— Flandreysy (Jeanne de), *La Grâce de l'Enfant dans l'Art*. — Lyon, 1903, brochure in-8° de 16 pages. (Extrait du *Salut public*.)

— Flour de St-Genis, ancien conservateur des hypothèques à Paris en retraite, lauréat de l'Institut, etc.

Histoire documentaire et philosophique de l'administration des Domaines des origines à 1900, d'après les pièces officielles et les documents inédits des archives. — T. I^{er}, Le Havre, Annales de l'Enregistrement, 1 vol. in-8°, 502 p.

— *Le service central de l'Enregistrement*. — Le Havre, aux bureaux des Annales de l'Enregistrement, 1 vol. in-8°, 121 p.

Le centenaire de la Banque de France. — Statistique de ses opérations. — Paris, P. Dupont, 1900, Broch. in-8°, 35 pages.

La Banque de France à travers le siècle. — Paris, Guillaumin, 1896, 1 vol. in-8°, 237 p.

Le crédit territorial en France et la réforme hypothécaire. — Paris, Guillaumin, 1889, 1 vol. in-8°, 274 p.

La Révolution en province, d'après les documents inédits tirés des Archives des Municipalités. — L'esprit public et les élections au Havre de 1787 à 1790. — Le Havre, Lepelletier, 1889, br. in-8°, 79 p.

Les cahiers primaires de doléances du tiers-état de Saulieu en Bourgogne. — Imprimerie nationale, 1901, broch. in-8°, 16 p.

Mémoire sur la propriété rurale en Bourgogne. — Paris, Imprimerie nationale, 1896, br. in-8°, 48 p.

La propriété rurale en France. — Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques, précédé d'un rapport de M. de Foville servant d'introduction. — Paris, Armand Colin, 1 vol. in-12, 445 p.

Les adversaires de la propriété. — Ouvrage couronné par le comité de défense et de progrès social. — Paris, Guillaumin, 1896, br. in-18, 75 pages.

— Mellier (Etienne), *Balthazar Baro. — Sa filiation.* — Valence, 1903, broch. in-8°, 7 pages. (Extrait du *Bulletin de la Société.*)

— A. Prudhomme, *Réponse au factum de M. J. Roman, intitulé supplément au III^e volume de l'Inventaire sommaire des Archives de l'Isère.* — Broch. in-8°, 16 pages.

— J. Roman, *Supplément au troisième volume de l'Inventaire sommaire de l'Isère, rédigé par M. Prudhomme, archiviste.* — Gap, 4 pages in-4°.

DONS DU MINISTÈRE :

— *Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France.* — T. IV, 1^{re} livraison, Imprimerie nationale, in-4°.

— *Annales du Musée Guimet.* — *Bibliothèque d'études*, t. XIV. — *Le Rituel du culte divin journalier en Egypte*, par Alexandre Moret. — Paris, Leroux, 1 vol. petit in-4°, 288 pages.

— *Nordiske Fortidsminder udgivne af det kgl. Nordiske oldskriftselskab*, avec des résumés en français. — In-fol., 69 p. avec planches.

A. LACROIX.



NOUVELLE ÉTUDE CRITIQUE
SUR
CHAMPIONNET

(SUITE. — Voir les 140^e à 145^e livraisons)

CHAMPIONNET de 1792 à 1800 (*suite*)

Championnet envoya immédiatement au Directoire Exécutif l'arrêté qui précède, en l'accompagnant de la lettre explicative suivante :

« Au quartier Général, à Naples, le 18 Pluviôse an VII (6 février 1799).

« Le Général en Chef Championnet au Directoire exécutif.

CITOYENS DIRECTEURS,

« Je vous adresse un arrêté du citoyen Faypoult, et celui
« que j'ai été obligé de publier pour punir son audace et
« réparer les funestes effets de ce placard séditieux.

« C'est au milieu d'une ville où l'armée française a été
« obligée de se battre avec acharnement pendant deux jours
« entiers, dans laquelle elle est encore obligée de passer les
« jours et les nuits sous les armes pour y maintenir l'ordre et
« y surveiller les mal-intentionnés, qu'un homme revêtu d'une
« autorité publique, a l'impudence d'afficher une dénonciation
« solennelle qui accuse la probité du général en chef et celle
« de ses compagnons d'armes, et appelle tout un peuple à
« peine calmé à la discussion de sa juridiction et de ses droits,
« dont vous seuls devez être l'arbitre entre lui et moi.

« Si l'insolent qui a eu l'audace d'avilir mon autorité dans un
 « pays où le salut de l'armée, et la conservation de sa conquête
 « n'ont presque pas d'autre garantie ; d'attaquer par des
 « insinuations perfides la probité du général en chef, dans un
 « pays où ce qui reste à conquérir ne peut être pour ainsi dire
 « conquis que par la confiance ; n'avait pas été revêtu de la
 « qualité de votre commissaire, je vous l'avoue avec franchise,
 « il eût déjà payé de sa tête l'excès d'une audace aussi crimi-
 « nelle.

« Les motifs de ma conduite, et l'exposition des dispositions
 « séditeuses de son arrêté, sont consignés dans le mien. *Je*
 « *vous laisse entièrement le soin de les juger.*

« Mais, je vous dois une déclaration loyale de mes senti-
 « ments sur la nature même de l'institution nouvelle que vous
 « venez d'établir dans les armées de la République, pour
 « l'administration des finances, et je me croirais coupable
 « envers vous-mêmes si je différerais plus longtemps de le faire.

« Je vous déclare donc que cette commission ne m'a jamais
 « déplu que sous deux rapports :

« 1° — l'abandon de trois centimes par franc, qui forme
 « une somme de plusieurs millions pour salaire d'une recette
 « qui n'est ni difficile, ni dispendieuse.

« 2°. — Le caractère moral des agents destinés à se partager
 « une aussi énorme générosité.

« La première clause est un scandale sur lequel votre reli-
 « gion a été surprise ; il est impossible qu'il ne serve pas de
 « texte à mille propos contre le Gouvernement, qu'il n'aigrisse
 « pas l'humeur et le mécontentement du soldat, épuisé de
 « fatigues et de misère, privé de la solde depuis cinq mois, et
 « qui sort d'une république où il a vu le prix de ses conquêtes
 « horriblement pillé, dissipé et partagé par les hommes qui
 « viennent à Naples exercer sous un autre titre les mêmes
 « fonctions.

« Le second inconvénient n'a pas de suites moins fâcheuses :
 « rien ne rend plus inefficaces tous les soins pris pour la

« discipline et pour réfréner le goût du pillage, que la vue de
« tous ces réquisitionnaires privilégiés, sans patriotisme et
« sans morale, plus odieux encore par la licence de leurs
« mœurs que par leur coquinisme.

« Retranchez de l'institution ces deux grands vices, et vous
« me verrez tout disposé, autant par devoir que par sentiment,
« à seconder les commissions civiles dans toutes leurs opéra-
« tions. Tant qu'ils subsisteront, comme je n'ai pas dans mon
« autorité des moyens de remédier aux inconvénients graves
« qui en résultent, ni aux mécontentements unanimes qu'ils
« occasionnent, *je vous prie d'accorder à d'autres votre con-*
« *fiance pour le commandement de l'Armée, et d'accepter ma*
« *démission.*

« Citoyens Directeurs, après m'être expliqué avec franchise
« sur l'objet particulier de l'arrêté pris par votre commissaire,
« et sur l'institution des commissions civiles près les armées,
« permettez qu'avec la même loyauté, je vous ouvre mon âme,
« sur la situation du pays dans lequel je me trouve.

« Conquérir n'est pas difficile pour nos armées ; ce qu'a fait
« celle que je commande, avec douze mille hommes et dans
« l'espace de deux mois le prouve avec évidence.

« Mais conserver nos conquêtes ne peut être l'ouvrage de la
« force ; dans l'immense distance qui se trouve entre l'armée et
« le gouvernement, il est impossible qu'il aperçoive tous les
« moyens moraux qui suppléent à l'insuffisance des moyens
« militaires, pour remédier à cette foule d'insurrections par-
« tielles qui se manifestent dans toutes les parties du ci-devant
« royaume de Naples. Ici, le peuple est horriblement aveuglé
« et nous l'aurons longtemps pour ennemi ; les patriotes sont
« ardents, et les propriétaires riches prononcés pour la France
« sont en grand nombre.

« Si ce parti précieux n'est traité avec ménagement, s'il
« n'est pas gagné par l'espérance d'une administration basée sur
« le calcul de ses intérêts, il n'y a pas de force qui puisse
« balancer les soulèvements partiels qui fatiguent mon armée,

« et malgré moi la tiendront toujours dispersée, et livrée à
« un genre de guerre très-fatal pour la discipline.

« Donner à tous une grande confiance ; n'exiger que les sacri-
« fices nécessaires pour le maintien de nos forces ; laisser à ce
« pays assez de ressources pour son organisation civile et mili-
« taire et le rétablissement de sa marine ; diriger ses autorités
« constituées sans les dominer ; préserver sa fortune et ses
« propriétés publiques et particulières de la gestion immé-
« diate d'administrations décriées et de l'influence d'une foule
« d'agents mal famés, est donc le seul système qui puisse éta-
« blir une confiance solide, donner une grande considération et
« une grande force au parti français, et faire bientôt de ce pays
« précieux un peuple ami et un puissant allié.

« Si, au lieu de ce système, vous enlevez au général qui
« commande tous ces moyens *moraux* d'y faire le bien ; si vous
« ne lui laissez pas une autorité indépendante et absolue pour
« opérer partout par l'action des intérêts particuliers ou géné-
« raux ; si vous établissez à côté de lui une autorité rivale et
« bien plus réelle que la sienne, qui puisse vexer les autorités
« établies, rendre les sacrifices pesants sans avoir le droit de
« les diminuer, fatiguer encore plus par la manière de les
« administrer que par la nature des sacrifices, qui puisse les
« faire gérer par des gens corrompus et sans patriotisme, tout
« est perdu, et malgré tous les efforts du gouvernement et le
« courage des soldats nous n'éviterons pas ici plus qu'ailleurs
« les malheurs d'avoir fait peu d'amis, et d'avoir à lutter contre
« un grand nombre de mécontents.

« Ma franchise prouve la confiance que j'ai dans tous les
« membres du Directoire : si ma conduite m'avait fait perdre la
« sienne, *je lui rends avec empressement un poste que je n'ai jamais*
« *ambitionné*, mais dans lequel je ne souffrirai jamais un ordre
« de chose contraire à votre gloire, aux intérêts de ma patrie
« et aux sentiments unanimes de l'armée que je commande.

« CHAMPIONNET. »



Cet acte de vigueur eut un retentissement énorme, tant en France qu'en Italie ; et le Directoire qui, d'une part, n'était pas encore revenu de la frayeur que les coups d'autorité de Bonaparte en Italie lui avaient causée, qui, d'autre part, était fortement travaillé par le « Syndicat » de la Commission civile et des traitants de tout acabit ; le Directoire, enfin, qui avait écrit à Championnet le 23 pluviôse (11 février 1799) :

« ... Votre sagesse et votre expérience garantissent au Directoire que vous ferez exécuter les arrêtés qui vous chargent de débarrasser l'Italie des personnages qui déshonorent et font détester le nom de français. C'est à vous, citoyen Général, qu'il est réservé de rattacher à ce nom l'affection qu'ils méritent le caractère et les principes des vrais républicains. Vos succès militaires ont augmenté la gloire de nos armes ; obtenez-nous l'amour des peuples vaincus, et ménagez ainsi à la République une source de prospérité trop négligée jusqu'à ce jour » ; prit, *deux jours après* (13 février), c'est-à-dire avant même qu'il ait eu le temps matériel de recevoir le texte de l'arrêté et la lettre que Championnet lui avait adressés par courrier spécial (1), le Directoire, disons-nous, prit un arrêté ordonnant à Championnet de se rendre sur-le-champ auprès du Ministre de la Guerre à Paris ; de se mettre pour cet effet, en route le *jour même* de la réception de cet arrêté, après avoir remis le commandement provisoire de l'armée de Naples au plus ancien général de division de cette armée.

(1) Dans ses *Mémoires* autographes, Championnet dit : « Il est de notoriété publique que le courrier qui portait mes papiers au Directoire fut assassiné, et que mon arrêté ne lui est parvenu que longtemps après celui que lui avait fait passer le commissaire Faypoult, dont le courrier fut respecté sur la route. »

Le ministre Schérer avait cru devoir prendre la précaution de terminer sa lettre d'envoi par ce post-scriptum : « Vous remettez au général, auquel vous céderez le commandement, les papiers, renseignements et instructions concernant le commandement de l'armée de Rome, ainsi que tout ce qui peut être relatif à cette destination. »

Dans ses *Mémoires* autographes, Championnet fait suivre ces lignes des réflexions suivantes : « Cette précaution extraordinaire du Ministre me parut un véritable dol ; elle me sembla cacher un projet ultérieur plus perfide et plus dangereux qu'un simple rappel, et je dois déclarer en passant que, cette fois, je crus devoir désobéir au Ministre et que, par cela même qu'il me recommandait de remettre tout ce qui était relatif à l'armée de Rome, je devais conserver avec le plus grand soin ces papiers, de l'absence desquels je soupçonnais qu'on pourrait abuser en France, où j'étais rappelé par le Directoire.

« Ce n'a pas été pour moi une précaution inutile, et je dus à la prévoyance extraordinaire du Ministre, commandée sans doute par mes accusateurs, l'avantage de pouvoir les confondre aussi avec ces mêmes papiers qu'ils voulaient retenir loin de moi. »

L'arrêté du Directoire du 25 pluviôse an VII (13 février 1799) fut reçu par Championnet le 8 ventôse (26 février) à 10 heures du soir ; après avoir remis le commandement de son armée au général Rey, écrit au Gouvernement provisoire de Naples, et pris toutes les dispositions que commandaient les circonstances, il sortit à pied de la ville le lendemain à trois heures de l'après-midi, sous prétexte de promenade, en réalité pour cacher son départ à l'armée, — et prit la route de Milan pour se rendre en France.

Quand la nouvelle du départ de Championnet se répandit dans Naples, ce fut un deuil général ; on prévint alors les malheurs qui allaient fondre sur cette malheureuse ville ! Le général Macdonald, qui était devenu l'ennemi de Championnet,

reçut le commandement de l'armée ; il rappela Faypoult et Méchin de la Commission civile, qui purent se livrer sans contrainte à toutes leurs opérations : trois mois après Naples était livrée à la plus effroyable réaction !...

* * *

Championnet rencontra à Bologne le général Lemoine, revenant de Paris, qui lui remit une lettre de Barras, dans laquelle le Directeur l'appelait *mon ami* et lui disait que sa disgrâce aurait une fin glorieuse et une réparation éclatante.

Laissons ici la parole à Championnet lui-même :

« Obéir à l'arrêté du Directoire et me rendre en France auprès du Ministre de la Guerre, me semblait un moyen de triompher de mes ennemis particuliers, comme je l'avais fait de ceux de ma patrie ; d'éclairer le Directoire Exécutif sur l'inutilité, les dangers et l'injustice de la Commission qu'il avait établie près des armées ; et, sous ce rapport, j'applaudissais à cet arrêté qui m'offrait l'occasion de démasquer les hommes faux et perfides qui s'étaient fait un jeu de tromper la religion du Directoire. Mais quelle fut ma surprise, lorsque le 21 à minuit, (21 ventôse an VII (11 mars 1799), à mon arrivée à Milan, le général en chef Schérer (1) me signifia un second arrêté du Directoire. Il était ainsi conçu :

« Du 7 ventôse an VII de la République française (25 février 1799).

(1) Joubert, qui était général en chef de l'armée d'Italie, donna sa démission, en guise de protestation, dès qu'il apprit le rappel de Championnet, son ami. Ni Bernadotte, ni Jourdan, ne voulurent accepter ce commandement, pour la même cause, et c'est alors que le Directoire y nomma Schérer, qui quitta pour cela le ministère de la Guerre : on sait ce qu'il en advint !....

« Le Directoire Exécutif, Vu :

« 1° L'arrêté pris le 18 pluviôse dernier par le citoyen
« Championnet, alors commandant en chef de l'Armée de Na-
« ples, et autres *pièces* desquelles il résulte que cet officier a
« employé l'autorité dont il a été investi par le Directoire Exé-
« cutif, et la force mise à sa disposition, pour empêcher l'ac-
« tion du pouvoir du Commissaire civil près cette armée, et
« que, par là, il s'est mis en révolte ouverte contre le Gouver-
« nement ;

« 2° L'art. 2 de la 5^e section du titre 1^{er} de la 2^e partie du
« code pénal du 25 septembre 1791, conçu en ces termes :
« Tout agent du pouvoir exécutif, tout fonctionnaire public
« quelconque qui aura employé ou requis l'action de la force
« publique, dont la disposition lui est confiée, pour empêcher
« l'exécution d'un jugement, mandat, ordonnance de justice,
« ou d'un ordre émané d'officiers municipaux de police, ou de
« corps administratifs, ou pour empêcher l'action d'un pou-
« voir légitime, sera puni de la peine de *six années de déten-*
« *tion.*

« Le supérieur qui le premier aura donné lesdits ordres en
« sera seul responsable, et subira la peine portée au présent
« article.

« 3° L'art. 18 du titre 13 de la loi du 3 pluviôse an II, por-
« tant : que dans les cas non prévus par les lois pénales mili-
« taires, les tribunaux criminels et de police correctionnelle
« militaire, appliquent les peines énoncées dans les lois péna-
« les ordinaires, lorsque le délit s'y trouvera classé.

« 4° L'art. 22 du titre 8 de la loi du 21 brumaire an V por-
« tant : que tout délit militaire, non prévu par le présent code,
« sera puni conformément aux lois précédemment rendues.

« Arrête ce qui suit :

« Article 1^{er}, Le citoyen Championnet, général de division et
« commandant de l'Armée de Naples, sera mis en état d'arres-
« tation, et traduit devant un Conseil de guerre, pour y être
« jugé sur le délit ci-dessus mentionné.

- « Article 2. Le présent arrêté sera mis à l'ordre des Armées.
 - « Le Ministre de la Guerre sera chargé de son exécution.
 - « Pour expédition conforme :
 - « Le Président du Directoire Exécutif : BARRAS.
 - « Le Secrétaire Général : LAGARDE ». (1)
-

Nous ne nous attarderons pas à discuter ici la puérilité -- ou, si l'on veut, l'absurdité -- de l'accusation qui pesait sur Championnet ; pas plus que nous ne citerons toutes les adresses, tous les témoignages de sympathie, toutes les offres de services émanés des gouvernements de Rome et de Naples, des corps élus, de l'armée, des personnages importants, etc., qui parvinrent à Championnet, dès qu'on connut son arrestation à Milan ; tout cela dut, évidemment, lui être particulièrement sensible, mais ne pouvait suffire pour désarmer ses calomnieux.

— De Milan, le lendemain de son arrestation, Championnet écrivit à Barras la lettre suivante :

« *De Milan, le 23 ventôse an VII, (13 mars 1799).*

« Au citoyen Barras, membre du Directoire Exécutif.

« J'ai reçu à Naples, le 8 de ce mois, citoyen Directeur, à

(1) L'arrêté qu'on vient de lire, avait été rédigé par *Merlin*, celui dont Barras a dit : « Parmi tous les membres du Directoire, *Merlin* n'était certainement pas celui qu'on aurait cru le plus capable de s'élever à cette supériorité. C'était l'homme le plus étroit en conceptions, le plus iracundieux que nous eussions encore eu au Luxembourg. Mais, toujours habile ou au moins hardi à colorer du voile des lois ses passions personnelles, *Merlin*, qui continuait à mériter l'éloge que lui avait donné Bonaparte deux ans auparavant, de n'avoir jamais manqué d'une loi pour innocenter et même pour justifier un crime,..... » (*Mémoires de Barras*), publiés par George DURUY. Paris. Hachette. 3^e volume, p. 263).

« dix heures du soir, l'arrêté du Directoire qui m'ordonne
 « de me rendre à Paris, auprès du Ministre de la Guerre, après
 « avoir remis le commandement de l'armée au plus ancien
 « général de division.

« A trois heures de l'après-midi, dans la journée du 9, j'étais
 « sur la route de Milan pour exécuter les ordres du Directoire.
 « Je trouvai à Bologne le général Lemoine, qui me remit votre
 « lettre amicale, par laquelle vous me donnez les raisons de
 « mon rappel (1).

« Je suis arrivé à Milan le 21, à minuit ; quelle a été ma
 « surprise lorsque le général Schérer m'a signifié qu'il avait
 « ordre de m'arrêter et de me mettre en jugement.

« C'est demain, citoyen Directeur, que je connaîtrai le lieu
 « où l'innocence doit être enfermée.

« Si mes ennemis ne vous ont pas arraché l'amitié que vous
 « m'avez témoignée tant de fois, je viens vous demander de
 « presser le Ministre de la Guerre de nommer le Conseil de
 « guerre qui doit me juger : c'est la seule grâce que je
 « demande ; ma conduite pendant la révolution, et principale-
 « ment à l'armée de Naples, est sans reproche. Je ne crains pas
 « de paraître devant la loi : elle punit le crime comme elle pro-
 « tège l'innocence.

« Un de mes amis m'a fait part des bruits que mes ennemis
 « cherchaient à répandre sur mes principes et sur mon amour
 « pour la cause de la liberté : je lui écris par le courrier de ce
 « jour (2) ; je le charge de vous communiquer ma lettre, et de
 « lui donner la publicité que sa prudence lui suggérera.

« CHAMPIONNET.

« *général en Chef de l'Armée de Naples.* »

(1) Cette lettre de Barras, qui devait être assurément très curieuse, n'a jamais été retrouvée dans les papiers de Championnet, ni publiée nulle part.

(2) C'est la lettre à Jacomin, que nous donnons à la suite. Nous n'avons jamais pu, non plus, retrouver la lettre de Jacomin lui-même.

— En même temps, Championnet qui avait, comme il le dit, trouvé à son arrivée dans la capitale de la Lombardie, une lettre de son ami et compatriote Jacomin, ancien conventionnel, député de la Drôme, lui demandant ce qu'il y avait de fondé dans les accusations portées contre lui, répondit sur-le-champ et, comme le dit M. Brun-Durand, qui a publié cette lettre (1), « sa réponse est nette, précise, et véhémence, malgré un ton « déclamatoire qui était dans le goût du temps. Il se défend, « du reste, moins qu'il n'attaque ses ennemis, c'est-à-dire les « manieurs d'argent, à qui il n'a pas voulu laisser faire des « bénéfices illicites aux dépens de l'armée et du pays, et qui se « sont vengés en le dénonçant au Directoire comme coupable « de rébellion contre le gouvernement. »

Voici cette lettre :

« *De Milan, le 23 ventôse an VII (13 mars 1799).*

« Le général Championnet,
 « A son ami Jacomin, membre du Conseil des Cinq-Cents.
 « Votre amitié pour moi, mon cher Jacomin, s'est bien injustement alarmée d'après les bruits que de lâches calomnieux ont fait courir sur mon compte. Je méprise trop les imputations atroces que l'on m'a faites pour m'abaisser à leur répondre. Ce sera devant mes juges que je confondrai le crime et l'imposture et que je dévoilerai le complot infernal qui tend à faire persécuter tous les vrais républicains, dont le crime, aux yeux de certains personnages, est de trop aimer la patrie et de l'avoir servie avec trop de zèle. Les grandes vérités qui seront mises au jour dans la discussion de mon procès seront, j'espère, très utiles à la République ; cet

(1) *Lettre du général Championnet à J.-J.-H. Jacomin, Membre du Conseil des Cinq-Cents....* par M. BRUN-DURAND, membre non résidant du Comité des Travaux historiques. — Extrait du *Bulletin historique et philologique*, 1899. — Paris. Imprimerie Nationale, 1900. — Tirage à part.

« espoir ranime mon courage et me fait avaler avec délices le
 « calice d'amertume dont on cherche à m'abreuver. De tous
 « les coups qui m'ont été portés, le plus sensible, je vous
 « l'avoue, a été le dernier, celui qui tend à m'enlever l'estime
 « des amis de la liberté, à me peindre à vos yeux et aux yeux
 « de la France entière comme un rebelle et un traître. Je vous
 « en fais l'aveu, ce dernier outrage a ébranlé ma fermeté stoï-
 « que et votre ami s'est laissé abattre un moment par l'idée
 « affreuse que l'amitié elle-même avait pu partager l'injustice
 « de mes cruels ennemis et me croire coupable.

« Je vous ai adressé ce reproche : *Tu quoque Brutus !* Rou-
 « gissez, mon cher Jacomin, rougissez de votre erreur, je ne
 « vous en fais pas un crime ; un excès d'amitié vous a rendu
 « injuste, mais cette injustice même ajoute un nouveau prix
 « pour moi à l'amitié que vous m'avez vouée.

« Je n'ai pas besoin, j'espère, d'entrer dans des détails bien
 « longs pour vous faire juger de la pureté de mes intentions et
 « de la régularité de ma conduite publique, vous en avez la
 « conviction dans le cœur ; mais je dois vous présenter en
 « raccourci le tableau de mes opérations politiques, moins
 « comme un moyen de justification que pour vous mettre en
 « même de présenter la vérité, sous son vrai point de vue, à
 « ceux des républicains qui me sont attachés et qu'une injuste
 « prévention et des manœuvres criminelles auront pu prévenir
 « contre moi. Ce n'est qu'après leur estime que je cours, celle
 « des méchants, est un fardeau pour l'honnête homme.

« Je suis mis en jugement par arrêté du Directoire Exécutif,
 « vous le savez ; l'on m'accuse d'avoir méconnu l'autorité des
 « commissaires du Gouvernement et d'avoir violé ses arrêtés.
 « Voilà le crime qu'on m'impute. Dans les débats du procès,
 « cet acte d'accusation fera ressortir deux questions du plus
 « grand intérêt public, dont la solution est intimement liée à
 « l'administration générale de la République et à la conserva-
 « tion de la liberté ; mais, pour le moment, il ne s'agit que de
 « faits.

« A mon arrivée à Rome, je reçus officiellement l'arrêté du
« Directoire Exécutif, portant création d'une Commission civile
« près les armées ; les membres qui composaient celle de
« Rome étaient encore à Milan ; je fis cependant, en leur
« absence, mettre l'arrêté du Directoire Exécutif à l'ordre de
« l'armée, pour faire reconnaître leur pouvoir. Voilà un acte
« public de la plus grande authenticité, par lequel je reconnais
« la Commission et ses pouvoirs. Le receveur-caissier n'a paru
« à l'armée qu'à notre entrée dans Naples ; il prétendait se
« prévaloir de trois centimes par franc sur toutes les sommes
« versées dans la caisse du payeur de l'armée, depuis le 1^{er}
« vendémiaire (quatre mois avant son arrivée !). Je m'y suis
« opposé et j'ai rendu compte au Gouvernement de cette oppo-
« sition et des motifs qui me faisaient agir ; le Gouvernement a
« gardé le silence sur ce point. Cette fixation d'une remise de
« trois centimes par franc, attribuée au receveur-caissier sur
« toutes les recettes, me parut exorbitante, puisque, sur les
« contributions du royaume de Naples, fixées à 60 millions, il
« aurait eu une remise de dix-huit cent mille livres. Je crois
« que la religion du Directoire avait été surprise ; j'ordonnai
« que l'exécution de cet article serait suspendue et que tous
« les fonds continueraient d'être versés dans la caisse du
« payeur de l'armée, sans remise, et je rendis compte au Gou-
« vernement de cet ordre, en le priant de me faire connaître ses
« intentions ultérieures. Ma lettre est du 12 pluviôse ; la ré-
« ponse m'est donc parvenue la veille de mon départ de Naples.

« A mon entrée dans Naples, je recommandais à la Commis-
« sion de faire jouir la République du fruit de ses conquêtes ;
« elle m'observa qu'elle ne pouvait pas remplir toutes ses obli-
« gations, vu l'absence de presque tous ses employés. J'offris
« de lui adjoindre le commissaire général et plusieurs officiers
« de mon état-major pour mettre les scellés sur tous les dépôts
« publics, ce qui fut accepté. Un jour d'opération a suffi pour
« mettre tout en règle. Faypoult, en vertu de ses pouvoirs,
« ordonna à Méchin de continuer ses fonctions. Méchin refusa

« de les exercer. Je lui écrivis pour lui ordonner, au nom du
 « Gouvernement, de continuer, le prévenant que j'étais résolu
 « à punir sévèrement une désobéissance qui tendait à frustrer
 « la République du fruit du courage de l'armée de Naples.
 « Méchin me déclara qu'il ne voulait plus agir de concert avec
 « les officiers que je lui avais associés, puisqu'il tenait son au-
 « torité du *Directoire*. Je retirerai les commissions des officiers,
 « Méchin opéra seul avec la bande qui l'entourait. Ce n'est pas
 « le moment d'entrer dans de longs détails sur la moralité de
 « Méchin, contrôleur des dépenses près la Commission, qui
 « m'avait déjà été dénoncé par le Gouvernement lui-même.
 « Dans le cours du procès, je le ferai connaître à la France en-
 « tière, je ferai connaître Faypoult, dont le nom seul, en Italie,
 « porte l'effroi et l'épouvante ; je ferai connaître tous les agents
 « de cette Commission peuplée de réquisitionnaires et de cons-
 « crits entachés d'incivisme et de rapines ; mais revenons aux
 « faits : Le 15 pluviôse, Faypoult fit placarder dans les rues
 « de Naples un arrêté qui porta l'épouvante dans le cœur de
 « tous les patriotes. Le même jour, j'en pris un pour ordonner
 « aux membres actuels de la Commission de sortir du terri-
 « toire des républiques napolitaine et romaine. Voilà le grand
 « grief. Je vous envoie, mon cher Jacomin, une copie de cet
 « arrêté avec la lettre d'envoi au Directoire. Dépouillés-vous
 « de tout sentiment d'amitié pour moi, lisès-le et jugés entre
 « Faypoult et moi. Quel que soit le jugement que prononceront
 « mes juges, votre estime et celle des hommes de votre trempe
 « est le seul bien que j'ambitionne. Prononcés, si vous l'osés,
 « que j'ai méconnu l'autorité de la Commission du Directoire
 « et que j'ai violé les arrêtés. Partagés, s'il le faut, l'injustice
 « de mes ennemis ; il me reste encore un rampart inexpugna-
 « ble derrière lequel je serai à l'abri de la méchanceté des hom-
 « mes : C'est ma propre estime, et le cri de ma conscience me
 « dit que j'ai agi d'une manière juste et honorable.

« J'ai balancé un moment si je vous ferai part d'une conver-
 « sation que j'ai eue dans le temps avec Faypoult. *Il me dit*

« *que Haller (1) avait fait la fortune de Bonaparte et qu'il agi-*
« *rait de même à mon égard.* Je repoussais ses propositions
« avec indignation... Voilà le bout de l'oreille qui perce !

« Je ne sais, mon cher ami, si l'intérêt personnel, qui se lie
« dans cette affaire à l'intérêt général, influe en quelque ma-
« nière sur l'opinion que je me forme sur le motif qui a déter-
« miné la conduite de Faypoult, mais je suis intimément
« convaincu que le parti anglais, très nombreux à Naples,
« n'est pas étranger dans cette affaire. Je laisse, du reste, la
« solution de ce problème aux amis sincères de la Patrie et à
« ceux qui connaissent Faypoult et moi.

« Il me reste, mon cher Jacomin, à vous prier d'être l'inter-
« prète de mes sentiments de la plus vive reconnaissance en-
« vers les députés de la Drôme et vos autres amis, qui pren-
« nent un si vif intérêt à tout ce qui me concerne. Assurés-les
« bien que leur estime me console des injustices que j'éprouve ;
« soyés tous assurés que l'homme qui est prêt à imiter Caton
« ne sera jamais un Coriolan. Votre amitié va trop loin en
« m'assimilant à Camille. Comme lui, je le sens, je suis sous
« les coups de l'injustice ; mais la Patrie n'est pas et ne sera
« jamais comme fut Rome quand elle eût besoin de ses servi-
« ces. Permettés à un petit mouvement d'amour-propre de
« choisir Bélisaire pour modèle, non dans les moments de sa
« gloire, mais dans ses malheurs.

(1) Haller (Emmanuel de), administrateur suisse, né à Berne en 1745, mort vers 1820 ; fils du savant Albert de Haller. Se fixa à Paris où il fonda une maison de banque, devint pourvoyeur général des armées françaises des Alpes et du Midi (1793), et acquit une fortune énorme. Se fit nommer en 1796 administrateur et trésorier général de l'Armée d'Italie, et faillit y être traduit devant un conseil de guerre comme concussionnaire, mais il réussit à conjurer l'orage. — Leva au nom du Directoire, des contributions forcées dans la Péninsule, et fit preuve d'une avidité qui souleva contre lui le mépris des honnêtes gens. — En 1816, l'opulent mais peu estimé banquier fit une faillite considérable, et retourna alors en Suisse, où il mourut. (*Grand Dictionnaire Larousse*).

« J'attends un service signalé de votre amitié, c'est d'employer tout votre crédit et celui de vos connaissances pour solliciter, auprès du Ministre de la Guerre, la prompte formation du tribunal militaire qui doit juger ma conduite. Le Directoire Exécutif a rempli mes désirs en me donnant des juges. Après avoir occupé la place éminente à laquelle la confiance du Gouvernement m'avait appelé, je suis et dois être comme la femme de César. Toutes les démarches que vous faires pour faire accélérer mon jugement seront les marques les plus sensibles que vous pourrés me donner de votre amitié. Celle que je vous ai vouée est toujours sans bornes.

« Votre ami,

« CHAMPIONNET ».

— Les deux lettres ci-dessus donnent bien la *mentalité* de Championnet à ce moment, et à ce titre, non moins qu'à celui de documents historiques, elles devaient trouver place ici.

★ ★ ★

Que répondit Barras à la lettre de Championnet, et aux démarches que Jacomin fit sans doute auprès de lui ? Nous n'en savons rien, n'ayant retrouvé aucun papier à ce sujet. Mais, à défaut de réponse directe, Barras nous donne dans ses *Mémoires* (1), ses appréciations sur les mesures ordonnées contre Championnet :

Page 318 : « Maintenant que Championnet, par ses habiles manœuvres et son intrépidité, a si glorieusement terminé sa campagne de Naples, avec 8,000 hommes contre plus de 80,000, on veut qu'il n'ait ni assez de tenue, ni assez de caractère pour une mission aussi importante. *Il est vrai que le général vainqueur a blessé et la cupidité et la vanité des com-*

(1) *Loc. cit.*, 3^e volume.

« *missaires civils*. Ceux-ci ont eu l'adresse de faire de leur cause particulière la cause générale. Ils ont affecté de dire qu'ils ne réclamaient que les droits du pouvoir civil contre les envahissements, les usurpations du pouvoir militaire. « *Le Directoire, considérant le débat sous ce point de vue, a donné tort à Championnet*; il a ordonné son rappel, même son arrestation, et encore sa mise en jugement. Le triomphateur loyal, généreux et trop franc est remplacé par l'un de ses lieutenants, Macdonald, qui avant et depuis l'ouverture de la campagne n'a cessé d'intriguer contre son général en chef(1). Le sycophante, à force de sourdes manœuvres, est parvenu à faire mettre en question la capacité de Championnet, et à élever sur sa ruine la réputation de la sienne. Cependant Macdonald, accoutumé à se croire ou à se faire croire un homme capable, n'est tout au plus qu'un Talleyrand, avec lequel il serait très facile de lui trouver plus d'un trait au physique comme au moral » (suit le portrait peu flatteur de Macdonald, que Barras avait déjà esquissé à la p. 276)

Page 325 : « Voilà Macdonald, qui depuis longtemps brigua un commandement en chef, arrivé au comble de ses vœux ; il a pris la place de Championnet. Celui-ci parti de Naples et rendu à Milan, d'après l'ordre du Directoire, y a été arrêté par l'ex-ministre Schérer, aujourd'hui commandant l'armée d'Italie. Il est traduit devant un conseil de guerre, comme ayant suspendu l'action et l'autorité du commissaire civil du Directoire près de son armée ».

Page 331 : « Reveillère s'élève avec force contre Joubert : il l'accuse d'avoir désorganisé l'armée d'Italie. Reveillère se trompe : la désorganisation est due non à Joubert, militaire capable et de grand caractère, qui a fait tout ce qu'il pou-

(1) Sur les agissements de Macdonald, et sa conduite envers Championnet, voyez journal « *le Temps* » du 22 mars 1892, article intitulé : « *La Vie Militaire* », par le général Thoumas.

« vaît ; elle est due aux intrigues et aux rivalités des commissaires civils qui, en commençant par M. Trouvé, créature intime de Reveillère, n'ont cessé de semer la discorde ; ils ont forcé l'intervention du Directoire qui, à de grandes distances et au milieu de tant de voies souterraines, a pu se tromper sur les vrais coupables, et frapper d'abord les innocents. Reveillère ne peut entendre tranquillement ces réflexions, il entre dans une colère qui ne s'apaise que parce que nous en rions ».

— Nous voilà donc fixés sur ce que Barras, qui les avait signés, pensait lui-même des deux arrêtés des 25 pluviôse et 7 ventôse an VII (13 et 25 février 1799), qui avaient destitué Championnet et le traduisaient devant un conseil de guerre, et sur les influences qui avaient agi sur le Directoire pour les obtenir : Treilhard, Faypoult, Méchin, Macdonald, et leurs puissants et fidèles acolytes, vont s'acharner encore contre leur victime et tâcher de la perdre à tout jamais !

*
* * *

Championnet qui, tout d'abord, avait déclaré vouloir se défendre seul et confondre lui-même ses accusateurs devant le conseil de guerre, finit par se rendre aux instances de ses amis qui, mieux renseignés, craignaient pour lui les embûches de la procédure, et il fit choix, pour défenseur, de Blacque, avocat à Paris. Ce dernier partit de la capitale le 8 avril 1799 pour se rendre en Italie auprès du général.

Mais, malgré ses réclamations réitérées, Championnet ne pouvait obtenir des juges, et Schérer, ne sachant comment exécuter les ordres du Directoire, le fit voyager successivement de Milan à Turin, de Turin à Modène, de Modène à Milan, et enfin de Milan à Turin, d'où le 10 floréal an VII (29 avril 1799) il écrit au citoyen Mirande « qu'il sollicite des juges depuis

près de deux mois, mais le Ministre de la Guerre est sourd à sa voix. Il lui demande d'engager le directeur Barras à presser la réunion du conseil de guerre qui doit juger sa conduite. « Celui qui, comme moi, n'a pas cessé un instant de servir sa patrie, ne craint point de paraître devant des juges » (1).

C'est de Turin, où il était interné, qu'après les défaites subies par Schérer, et la lamentable retraite de son armée, Championnet voit fuir les agents de la Commission civile, ainsi qu'il le raconte dans ses *Mémoires* :

« Spectateurs très éloignés et fort tranquilles d'un combat
« de soixante et quelques heures, ils s'étaient donné la peine,
« quand ils ont eu la certitude qu'ils ne craignaient plus
« aucun danger, de venir dans des voitures bien douces, ou sur
« d'excellents chevaux, jusqu'à la ville de Naples; et les corps
« amoncelés des ennemis et de leurs frères morts en défen-
« dant la patrie, leur ont servi d'échelons pour arriver au tem-
« ple de la fortune.

« Que leur marche était différente, quant à son tour l'ennemi
« les forçait de quitter les villes qu'ils avaient pressurées !

« Les portes n'étaient jamais assez grandes pour suffire à
« la précipitation avec laquelle ils s'y portaient ! la soif de l'or
« leur avait donné des ailes pour y rentrer, la crainte leur en
« prêtait de plus rapides encore pour échapper aux dangers,
« pour dérober à l'ennemi les trésors qu'ils avaient conquis
« sur les sueurs, sur la subsistance, sur les vêtements de leurs
« propres concitoyens.

« Il fallait les voir sortir de Turin au 14 floréal an VII (3 mai
« 1799). Il fallait voir une route immense couverte jusqu'au
« Mont-Cenis de charriots, de voitures, de chevaux, de ces
« commissaires civils et de leur troupe dorée; et au milieu
« d'eux des milliers de soldats, trainant péniblement leurs
« cadavres couverts de blessures, que leurs haillons ne pou-
« vaient pas même dérober aux injures de l'air !...

(1) Catalogue d'autographes Charavay. Septembre 1898.

« Pour l'honneur de l'humanité, je voudrais pouvoir me dissimuler la vérité de ce triste tableau !... »

Reprenant les récits contemporains, Gœpp (1) ajoute :

« Les soldats, le sachant dans la ville, vinrent lui demander de reprendre son commandement ; « Je ne puis accepter cet honneur, leur répondit-il, je suis accusé et prisonnier. » Mais en voyant leur misère, en voyant ces belles troupes qu'il avait dirigées jadis, fugitives et dans le dénuement, il s'écria : « Je ne puis voir périr mes frères d'armes sans partager leur sort ; je suis né Français, je suis soldat, rien ne peut m'empêcher de me battre pour ma patrie. Je ne veux pas commander ; mais on n'a pas le droit de m'empêcher de porter un fusil sur l'épaule. »

« Il allait partir quand Blacque, son défenseur, le retint : « Puisque vous paraissez fermer l'oreille à tout avis, je n'ai plus qu'un mot à vous faire entendre. Que pensera votre ami Joubert, lui qui a donné sa démission parce que l'on vous avait enlevé votre épée, lorsqu'il apprendra la démarche que vous allez faire ? Songez que cette démarche est hors de tous ses plans et que vous allez y gâter votre affaire et la sienne. Si vous vous faites tuer sans jugement, on dira que vous vous êtes fait tuer parce que vous étiez coupable ».

« Championnet céda, mais il éprouvait une véritable douleur de ne pouvoir rien faire pour ses malheureux compagnons d'armes. Il s'indignait d'autant plus des accusations injustes qui paralysaient ses bras. »

Enfin, Moreau qui avait remplacé Schérer à l'armée d'Italie en pleine retraite, dut envoyer Championnet à Grenoble.

« A Briançon, il rencontra Mack, que le Directoire avait interné dans cette ville. Ils voyagèrent ensemble et arrivèrent à Grenoble le 25 floréal an VII (14 mai 1799). Les habitants accoururent au-devant de Championnet et sa marche fut un

(1) *Loc. cit* , pp. 246-247.

« véritable triomphe ; rien n'y manqua, pas même le général
« vaincu derrière le char du triomphateur (1) ».

Le journal de Grenoble *Le Clairvoyant* (2) donne une autre version ;

« Le général Championnet est dans nos murs depuis le 25
« de ce mois. Le général Mack y a passé, et a eu une entrevue
« touchante avec son vainqueur à qui il a témoigné la recon-
« naissance et l'estime que lui a inspiré le traitement le plus
« généreux. »

Dans cette entrevue, et en de pareilles conditions, ces deux hommes durent, en effet, échanger de singulières réflexions !...

— D'après une correspondance de Grenoble insérée au *Moniteur de Paris* (3), quelques membres du Conseil de guerre étaient déjà à Grenoble avant l'arrivée de Championnet, savoir ; le général Danselme, président de ce Conseil et l'adjudant-général Stabenerate, faisant fonction de capitaine-rapporteur : « on ignore encore quels seront les généraux qui remplaceront Delmas et Dalesme, primitivement nommés pour faire partie du Conseil, mais qui ne pourront en être se trouvant blessés l'un et l'autre ».

Sauf Delmas, les autres généraux sont totalement inconnus aux biographes.

— Ajoutons enfin que, quoique Championnet soit arrivé à Grenoble le 14 mai 1799, ses *Etats de service* portent textuellement :

« Transféré définitivement à Grenoble pour y être jugé, par
« ordre du 3 prairial an VII (22 mai 1799).

(1) Gœpp. *loc. cit.*, p. 251.

(2) N° 397 du 28 floréal an VII (17 mai 1799). Bibliothèque publique de Grenoble.

(3) N° 238, octidi 28 floréal an VII.



A peine Championnet était-il arrivé à Grenoble, que parut un pamphlet anonyme, œuvre nouvelle de ses calomniateurs. Mais, laissons la parole à Championnet lui-même, car il s'agit ici d'une pièce capitale au procès, d'un véritable acte d'accusation :

« ...Habitué à me calomnier, à diffamer tous les généraux, « dans sa correspondance avec le Directoire, un tel homme « (Faypoult) pouvait-il être embarrassé pour trouver un autre « moyen de me nuire plus efficacement que par l'accusation « absurde, impolitique, d'une rébellion imaginaire ? »

« Un libelle intitulé : *Coup d'œil rapide sur la conduite du « général Championnet, et sur les dilapidations commises en « Italie* (1), fut distribué dans tout Paris, envoyé aux membres « du Corps législatif, et à toutes les administrations militaires

(1) S. l. n. d., in-8° de 11 pp. — Cet imprimé est devenu excessivement rare ; l'exemplaire qui se trouve à la Bibliot. nat. de Paris est lui-même incomplet de plusieurs pages. Dans sa *Lettre du général Championnet à J.-J.-H. Jacomin*... (loc. cit.) M. Brun-Durand, imparfaitement renseigné sur ce point, dit que ce pamphlet parut en 1847, au lieu de 1799, comme il est prouvé ci-dessus. Quant à l'auteur, Méchin ne dut pas l'être seul, comme le croit M. Brun-Durand ; ce libellé diffamatoire est dû, croyons-nous, à la collaboration intime de Faypoult, Méchin, Treilhard et Merlin, les ennemis jurés de Championnet — Il nous paraît difficile de l'attribuer au général Dufresse, comme le dit Barras : Dufresse avait été nommé par Championnet « général de brigade commandant la ville et les forts de Naples », et comme tel, il était l'un des co-accusés devant le même conseil de guerre.

Il y a là un petit problème historique à éclaircir.

Malgré nos recherches, nous n'avons jamais pu nous-même, ni voir, ni connaître un *exemplaire* complet de ce pamphlet, si tant est qu'il en existe encore. (Notes Villard).

« (j'ai dans les mains les lettres d'envoi qui m'ont été remises
« par quelques-unes de ces administrations, scandalisées de la
« bassesse de cet infâme colportage).

« Je n'accuse pas directement, ni nommément, le citoyen
« Faypoult d'être l'auteur de ce libelle : mais j'aurai occasion
« d'y relever des traits qui, s'ils n'attestent pas une paternité
« complète, indiquent au moins une coopération dont il sera
« difficile au citoyen Faypoult de se défendre.

« Je n'ose pas non plus attester formellement et nommément
« qu'il a fait imprimer ce libelle ; mais je ne saurais taire une
« circonstance qui, si elle ne m'a pas convaincu, m'a du moins
« fait naître de violents soupçons sur les éditeurs et propaga-
« teurs de cette honteuse production.

« Elle fut envoyée au citoyen *Blacque*, mon défenseur offi-
« cieux, avec une lettre, que d'abord il crut anonyme, et dont,
« peu d'heures après sa réception, le hasard lui fit découvrir
« l'auteur.

« On lui marquait : *que cette pièce avait été envoyée par le Direc-*
« *toire pour être imprimée de suite* ; mais où avait-elle été
« envoyée pour être imprimée?... C'est ce qu'il fallait savoir,
« et c'est ce qu'une heureuse rencontre ne tarda pas à lui
« apprendre : que le vil agent de cette imprimerie clandestine,
« qui la soudoyait, me sache ou non quelque gré de ma retenue,
« peu m'importe.

« Je crois ne devoir pas en dire davantage, dans la crainte de
« compromettre la personne même à la naïveté de qui j'ai dû
« les révélations des machinations de mes adversaires.

« Muni de ce libelle, le citoyen *Blacque*, que le désir de me
« faire rendre justice prompte avait ramené à Paris, fit inscrire
« dans *Le Publiciste* la lettre suivante :

« *Paris, le 3 prairial an VII* (22 mai 1799). — Citoyen, je
« reçois à l'instant par une personne que je regrette de ne
« pouvoir remercier, parce qu'elle a gardé l'incognito, un
« libelle intitulé : *Coup d'œil sur la conduite du général Cham-*
« *pionnet, et sur les dilapidations commises en Italie* ; cet imprimé

« ne contenant aucun nom d'auteur, ni d'imprimeur, je ne
 « puis y répondre quant à présent que par ces beaux vers de
 « Grasset.

« Un livre clandestin n'est pas d'un honnête homme
 « Quand j'accuse quelqu'un, je le dis et me nomme.

« Mais j'ai cru devoir recourir à votre journal pour inviter
 « l'auteur, quel qu'il soit, de cet acte d'accusation d'une nou-
 « velle espèce, à se démasquer et à se rendre, s'il en a le courage,
 « au lieu où se tiendra le Conseil de guerre qui doit juger le
 « général Championnet. Là, je me charge de le combattre corps
 « à corps, de discuter ses preuves, s'il en a : là, du moins il fera
 « l'acte d'un bon citoyen.

« Si, au contraire, et malgré mon appel, il persévère à se
 « cacher dans l'ombre, il sera constant aux yeux du public que
 « ce n'est qu'un vil calomniateur et que son ouvrage est aussi
 « méprisable que lui.

« BLACQUE. »

« Assurément il était impossible de porter à mes adver-
 « saires, aux auteurs inconnus du libelle, un défi plus formel :
 « mais ils se sont bien gardés de l'accepter, aucun d'eux n'a
 « osé ramasser le gant que leur avait jeté le citoyen Blacque.

« L'instruction de mon affaire, les pièces qui ont été pro-
 « duites, m'ont heureusement donné des explications, des
 « éclaircissements que je me réserve de développer dans la
 « discussion, et qui, ce me semble, ne laisseront à mes conci-
 « toyens aucun doute sur les auteurs, imprimeurs et distribu-
 « teurs de cet ouvrage clandestin. »

Plus loin, dans ses mêmes *Mémoires* (3^e partie), il continue ainsi :

« ...Heureusement, la nuit même a sa clarté ; les ombres les
 « plus noires ont aussi leur lumière, elle arrive lentement à l'œil
 « impatient qui l'attend, mais elle arrive enfin, elle éclaire
 « par degré l'homme opprimé qui s'attache à la rechercher,
 « elle fixe, elle enhardit ses pas incertains, et tôt ou tard elle lui

« permet d'apercevoir le cadavre dégoûtant des calomnieux,
« dont elle semblait, par son absence, favoriser la fuite ou
« cacher la retraite.

« Ainsi je vous ai découverts, auteurs, imprimeurs et distri-
« buteurs du libelle. — Je ne veux pas vous nommer ; vos
« traits sont si hideux qu'il n'est pas un de mes lecteurs qui ne
« puisse vous reconnaître quand je les aurai tracés. Mais comme
« vous êtes lâches !...

« Une voix terrible vous avait, le 3 prairial an VII, crié :

« Auteur de ce libelle, qui que tu sois, aie le courage de te
« démasquer ; viens te présenter au Conseil de guerre qui doit
« juger ce général que tu accuses, je t'y combattrai corps à
« corps, j'y discuterai tes preuves si tu en as ; mais si tu dé-
« daignes de répondre à mon appel, si tu persistes à te cacher
« dans l'ombre, tu n'es plus qu'un vil calomnieux.

« Avez-vous osés paraître, auteurs de ce misérable ouvrage,
« avez-vous osés soutenir les regards de l'accusé ? vous le
« déchiriez impitoyablement dans vos écrits et il n'a pu obtenir
« la faveur de vous voir, de vous entendre, ou comme accusa-
« teurs, ou comme témoins ; vous deviez figurer dans l'instruc-
« tion qui s'est faite à Grenoble, et pas un de vous n'a eu le
« courage de répondre à un défi porté publiquement, d'y venir
« occuper votre place.

« Mais je vous ai reconnus ; je vais arracher le masque qui
« vous couvre, et vous paraîtrez aux yeux du public dans toute
« votre turpitude.

« Et d'abord, quel est l'auteur du libelle ? pour décider cette
« question, il suffit de rapprocher quelques passages de cer-
« taines phrases d'une correspondance que j'ai analysées dans
« la 2^e partie de ce *Mémoire* »..

Ici Championnet produit et compare des extraits des lettres
de Faypoult au directeur Treilhard, qui sont à peu près textuel-
lement reproduits dans le libelle et il ajoute :

« Faut-il encore demander quel est l'auteur du libelle ? et
« n'est-il pas évident qu'il est nécessairement l'ouvrage, ou de

« celui qui a écrit les lettres, ou de celui qui les a reçues, *parce*
 « *que l'un est la copie littérale de l'autre !*

« Je laisse à ces deux accusateurs estimables à débattre
 « entre eux les honneurs de cette généreuse production.

« J'ajouterai seulement pour aider mes juges à fixer leur
 « opinion sur la véritable source de ce libelle, que je suis en
 « état de prouver, et par témoins et par écrit, qu'il a été im-
 « primé sous la *garde* du Directoire, dans une imprimerie parti-
 « culière, clandestine, inconnue, dont on n'indiquait pas le
 « propriétaire, pour ménager la pudeur des noms français qui
 « y étaient intéressés.

« Encore un mot sur cet article, au sujet des questions qui
 « m'ont été posées et faites lors de l'interrogatoire que j'ai
 « subi à Grenoble... il n'est pas permis de révoquer en doute
 « que les mêmes individus étaient tout à la fois mes accusa-
 « teurs, mes calomnieurs, mes interrogateurs ; qu'après avoir
 « ou rédigé eux-mêmes ou coopéré à la rédaction de l'acte
 « d'accusation, ils avaient aussi dressé les notes pour m'inter-
 « roger.

« Que de loyauté, que de candeur, que de générosité, que
 « de noblesse, que de franchise dans cette manière de com-
 « battre un ennemi ! .. qu'elle est admirable surtout dans les
 « dépositaires du pouvoir souverain, dans les premiers magis-
 « trats du peuple français !

« Et je me mesurerais avec de pareils adversaires ?... et je
 « répondrais à leur libelle ?...

« Vous qui me lisez, qui me jugez, ô mes concitoyens, vous
 « m'en avez déjà dispensé sans doute ; ce mépris dont vous les
 « avez couverts eux et leur honteuse production, m'en a déjà
 « suffisamment vengé ; mais le silence fier qui, dans quelques
 « circonstances, peut convenir à *l'honnête homme*, attaqué par
 « des calomnieurs qui se cachent, ne serait-il pas de ma part
 « une injustice envers les braves compagnons de ma gloire, ces
 « vertueux coopérateurs de mes travaux, qui trop longtemps
 « ont gémi sous le poids de l'accusation la plus révoltante ?

« L'honneur, l'amitié, la reconnaissance ne me font-ils pas
« un devoir sacré de me mettre entre leurs accusateurs et eux,
« et de garantir de ma propre tête les coups qu'on voudrait
« leur porter, si les traits de la calomnie pouvaient jamais
« atteindre l'innocence et la vertu ?

« Je vais donc répondre, non pas à toutes les accusations
« amoncelées dans ce libelle sans préciser aucun fait, aucune
« circonstance, aucune époque, et qui reposent seulement sur
« cette accusation vague et insignifiante : on a volé dans tel
« endroit, on a pillé dans tel autre, on s'est approprié tel
« magasin, etc. ; mais je m'attacherai aux faits qui sont à ma
« connaissance, soit comme y ayant coopéré personnellement,
« soit comme en ayant été instruit par les rapports qui m'ont
« été faits... »

Suit la réfutation, documentée et point par point, des imputations contenues dans le libelle, et que, malgré son intérêt, mais vu son extrême développement, nous ne pouvons reproduire ici. Il suffit, croyons-nous, d'avoir donné les extraits qui précèdent du plaidoyer de Championnet, sur ces infâmes inculpations dont l'histoire a fait bonne justice en en flétrissant les auteurs.

Terminons enfin l'exposé de cette trop longue question, par ces lignes de Barras (1), données à titre d'indication sur l'origine du libelle ; ces lignes laisseraient croire que Barras ne prêta pas la main à sa publication, dont ses collègues Treilhard et Merlin auraient pris alors seuls la responsabilité :

« On voulait hier (2), insérer dans les journaux une diatribe
« du général Dufresse contre Championnet ; je m'y suis opposé,
« Milet-Mureau présent. J'ai pensé que c'était bien assez de le
« mettre en jugement, ainsi que Decaen, Vandamme et autres.
« Comme ces généraux sont tous les jours réclamés par

(1) *Loc. cit.*, 3^e vol., p. 354.

(2) Vers le 10 prairial an VII (29 mai 1799).

« l'opinion publique, on réclame contre la liberté de la presse
 « qui est l'organe de la publicité. « Sans cette liberté, dis-je à
 « mes collègues, il n'y aurait pas de république, il n'y aurait
 « pas de Directoire. »

Ainsi que le disait Barras, l'opinion publique prenait violemment parti pour Championnet contre ses calomnieurs ; et, pour ne citer que ceux-là, les représentants Dubois-Dubay et Arena, au Conseil des Anciens, Français de Nantes et Chénier, au Conseil des Cinq-Cents, se faisaient l'écho de ces sympathies populaires et prononçaient à la tribune de véhéments discours (1) contre les Treilhard, les Merlin, les Schérer, les Faypoult et autres. L'heure de la justice était proche !

Tel est l'historique sommaire de ce libelle diffamatoire, dont la publication souleva la conscience de la France entière, et donne une triste idée des mœurs gouvernementales de l'époque. Championnet, dont Barras lui-même (2) proclamait le *courage et l'intégrité*, fut vengé alors par l'opinion publique de ces calomnieuses accusations, et, depuis, le jugement de l'histoire a proclamée intacte la bonne réputation de notre compatriote, que quelques hommes véreux avaient en vain tâché de ternir.

..

Les *Mémoires de Championnet* relatifs à la campagne de Rome et Naples, à sa destitution et à sa mise en jugement, mémoires

(1) *Moniteur*. — Numéros du 6 au 27 prairial an VII (25 mai à 15 juin 1799).

(2) *Loc. cit.*, 3^e vol., p. 307.

auxquels nous avons fait de si larges emprunts (1), ont été rédigés dans l'intervalle de temps compris entre son arrestation (11 mars 1799) et sa mise en liberté (30 juin 1799) ; commencés en Italie, — et peut-être avec la collaboration de l'avocat Blacque, — ils ont été mis au point et terminés très certainement pendant le séjour de Championnet à Grenoble.

Ces *Mémoires*, tout comme les histoires de Championnet dues à Romieu et à Rousselin de Saint-Albin, constatent bien que le Conseil de guerre siégeant à Grenoble procéda à des interrogatoires de Championnet, qu'il y eut comparution de Romieu et de Villeneuve, ses aides-de-camp, mais, chose curieuse, on ne trouve nulle part (2), ni dans le *Moniteur*, organe officiel, pas même dans les journaux locaux de Grenoble de cette époque, des comptes-rendus des audiences de ce Conseil de guerre, de leurs dates, du lieu des séances, etc. — Quoi qu'il en soit, il est constant que ce Conseil de guerre fonctionnait encore lorsqu'on reçut à Grenoble la nouvelle de la *Journée du 30 prairial* (18 juin 1799) qui modifia la composition du Directoire, et renversa du même coup les ennemis de Championnet.

Que serait-il advenu de Championnet sans ce coup d'Etat ?... Sans doute, sa cause était juste, et elle était gagnée depuis longtemps devant l'opinion publique, comme elle l'est aujourd'hui devant l'histoire, mais rien ne dit que ses juges ne l'eussent pas condamné quand même !...

Grâce à Bernadotte, le nouveau ministre de la guerre, l'ami fidèle et le compagnon d'armes de Championnet à l'armée de Sambre-et-Meuse, le Directoire rapporta, le 5 messidor an VII

(1) Nous devons exprimer ici la vive reconnaissance que nous avons conservée à M. Chaper, de Grenoble, le regretté et si obligeant bibliophile, possesseur de ces *Mémoires* et de nombreux papiers de Championnet, qu'il avait bien voulu tenir à notre entière disposition, en vue de la rédaction de notre Histoire de ce personnage.

(2) Réserve faite pour les archives de la Guerre, qu'il ne nous a pas été donné de consulter. (*Notes Villard*).

(23 juin 1799), son arrêté du 7 ventôse précédent, ordonna la mise en liberté de Championnet et le rappela à l'activité.

Libre enfin, Championnet quitte Grenoble le 12 messidor au matin (30 juin 1799) (1), pour se rendre directement à Paris où l'appelait le Gouvernement. Le 3 juillet, le Directoire *régénéré*, comme on l'appelait alors, le désigne pour être employé avec son grade à l'armée d'Italie ; — puis, par nouvel arrêté du 17 messidor an VII (5 juillet 1799), il est nommé « général en chef de l'armée sur la frontière des Alpes », armée nouvelle créée de la veille (états de services).

Sur ces derniers événements, d'une succession si rapide, redonnons encore une fois la parole à Barras (2) :

« Bernadotte nous a proposé la réintégration de Championnet, *que Merlin ne voulait point lâcher, et s'obstinait à faire juger en vertu de je ne sais quelle loi tout à fait hors du cas particulier et des circonstances militaires* (!...) ; nous avons, sur la proposition de Bernadotte, nommé Championnet, général en chef de l'armée des Alpes, sous le commandement du général en chef d'Italie, Joubert. Les deux généraux s'estiment et aiment sincèrement la République ; ils ne peuvent manquer de s'entendre. Bernadotte, en envoyant Championnet à l'armée des Alpes, lui a écrit une lettre de l'éloquence la plus touchante. De pareils accents, en rappelant les beaux jours de la liberté, permettent d'espérer l'existence et la durée de la République.

« J'aime à citer cette lettre si remarquable de Bernadotte au général Championnet, pour lui rendre justice.

« *Paris, le 20 messidor an VII* (8 juillet 1799).

« Bernadotte, Ministre de la Guerre, au général Championnet.

(1) Journaux de Grenoble. — Coïncidence curieuse : c'est le même jour que Championnet recouvre sa liberté, que le roi de Naples réoccupe sa capitale abandonnée par l'armée française, et livre cette ville infortunée à la plus sanglante des réactions !...

(2) *Loc. cit.*, 3^e vol., p. 395.

« Le Directoire Exécutif, par son arrêté du 17 du présent mois,
« vous nomme commandant en chef de l'Armée des Alpes.
« Trente mille braves vous attendent impatients de reprendre
« l'offensive sous vos ordres.

« Il y a quinze jours, vous étiez dans les fers : le 30 prairial
« vous a délivré. L'opinion publique accuse aujourd'hui vos
« oppresseurs : ainsi votre cause est devenue pour ainsi dire
« nationale. Pouvez-vous désirer un sort plus heureux ?...

« Assez d'autres trouvent dans les accidents de la Révolution
« le prétexte de calomnier la République : pour les hommes
« tels que vous, l'injustice est une raison d'aimer davantage
« votre patrie. On a voulu vous punir d'avoir renversé des
« trônes : vous vous vengerez sur les trônes qui menacent
« encore la forme de notre gouvernement.

« Allez, mon ami, couvrez de nouveaux lauriers la trace de
« vos chaînes ; effacez, ou plutôt conservez cette honorable
« empreinte. Il n'est pas inutile à la liberté de remettre inces-
« samment sous nos yeux les attentats du despotisme.

« Je vous embrasse comme je vous aime.

« BERNADOTTE ».

(A suivre)

MARIUS VILLARD.

JULES TAVENAS.



MÉMOIRES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DES

COMTÉS DE VALENTINOIS ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les 122° à 145° livr.)

La fortune de César Borgia fut tout-à-coup brisée par la mort d'Alexandre VI qui succomba, le 18 août 1503, à la *malaria* ou fièvre des marais Pontins. Il put se faire un instant d'illusion sous le pontificat éphémère de Pie III, dont l'âme sensible et généreuse se laissa émouvoir par une chute si soudaine et si profonde ; mais sous Jules II, il fut jeté en prison et n'obtint sa liberté qu'après avoir donné les ordres les plus formels à ses capitaines de rendre au pontife les quelques places fortes, occupées encore en son nom dans la Romagne. Au lieu de chercher un refuge en France, il préféra, muni d'un sauf-conduit de Ferdinand et d'Isabelle, se confier aux mains de Gonzalve de Cordoue, le célèbre capitaine, qui par une brillante victoire et la prise de Gaète venait d'expulser les derniers français du royaume de Naples. Cette conduite lui attira un double malheur : Gonzalve, peu fidèle à sa parole et suivant les ordres du roi de Castille, l'envoya prisonnier en Espagne, et Louis XII, le déclarant traître et félon, confisqua son duché de Valentinois, au mois de mai de l'année 1504.

« Loys, par la grâce de Dieu, roy de France... Comme tantost après nostre advenement à la couronne, sous l'espoir, induction, promesses, que don César de Borgia nous auroit faictes par plusieurs et réitérées fois, tant de sa propre bouche et en personne, comme aussy par ses commis et dépputés, qu'il nous seroit bon, vray et loyal subject et serviteur et se employroit et acquiteroit envers nous et en tous et chascuns nos affaires, comme bon, vray et loyal subject est tenu de faire à son souverain seigneur, nous, pour ces causes et considérations, espérant fermement qu'il se deust conduyre et acquiter envers nous comme il avoit promis faire, le elevasme grandement en auctorités, préheminence et bienfaits, et entre aultres choses luy donnasmes les contés de Valentinoys et de Dyois, et pour plus grandement et haultement le décorer, icelles erigeames en duché et le receusmes à foy et hommage lige d'icelles. Mais iceluy don César, en contrevenant à ses foy et promesse et commectant manifeste vice d'ingratitude et félonie envers nous et la corone, jacyt ce que oultre les dons desdites duchiés et eust grand estat et pensions de nous, et aussy la charge et conduite de cent lances de nos ordonnances, s'est rectiré sans nostre congé, voloyr et consentement, en party à nous contraire, vers Consalve Fernando nostre ennemy, et a faict, praticqué et machiné plusieurs choses à nostre préjudice et dommaige. Pour quoy il a, selon droict et raison, commis vice d'ingratitude et félonie envers nous, et nous soyent lesdictes duchés de Valentinoys et de Dyois retournées et acquisés de plein droict. Pour ce est-il que nous avons déclaré et déclarons par cestes nostres lestres... (les duchés de Valentinois et de Diois réunis au domaine... Le roi enjoint au gouverneur du Dauphiné d'en faire prendre possession). » Donné à Bloys, au mois de may, l'an de grâce mil cinq cent quatre et de nostre règne le septième ».

« Pour le roy-dauphin : ROBERTET. » (1).

(1) Archives de l'Isère, B, 3052, f° 523^{vo}.

Les ordres du monarque furent ponctuellement exécutés. Gaston, duc de Nemours, comte de Foix, gouverneur du Dauphiné (1), donna commission le 25 mai à Antoine Palmier, docteur en droit, et à Jean Sauvage, auditeur des comptes, pour opérer cette réunion dans le plus bref délai. Le 31 mai, les deux délégués, accompagnés du notaire P. Joffrey, partaient de Grenoble et arrivait le jour même à Romans, où il leur fut dit qu'Aymar de la Colombière (2) et Giraud Lambert, marchand de Valence, tenaient en ferme une portion notable des revenus du duché de Valentinois et comté de Diois. Ils se rendirent donc le lendemain à Valence, pour opérer la saisie de l'argent que pourraient devoir les fermiers et leur notifier le changement qui venait d'avoir lieu. Ayant

(1) Gaston, comte de Foix, d'Etampes et de Beaufort, vicomte de Narbonne, fut nommé gouverneur de Dauphiné, le 5 janvier 1504; il fut tué à la bataille de Ravenne, le 11 avril 1512. — ANSELME, t. III, p. 377-8.

(2) Les La Colombière, originaires de la Bourgogne (on le dit du moins), seraient venus s'établir à Valence au ^{xv}^e siècle, époque où l'on trouve syndic de la cité un Guyot de La Colombière. C'étaient des marchands qui firent fortune. Voici une pièce qui montre leur parenté avec les Genas et les Plôvier. Louis Chapuis, bourgeois et marchand de Condrieu, avait épousé Drevonne de Genas, fille de Jean : il fit un testament, le 10 août 1435, et nous y apprenons qu'il avait pour fils : Thomas, Jérôme, Louis et Michel ; pour filles Madeleine, épouse de Jean Combes, de Vienne ; — Catherine, épouse de Jean de Chaponay, de Lyon ; — Jeannette, épouse de Jean de La Colombière, père de Jérôme et aïeul d'Aymar ; — Louise, épouse de Claude Plovier ; — Marguerite, épouse d'Antoine Combes, de Vienne ; — Antonie, que son père destinait à être religieuse de Sainte-Claire, près de Sainte-Colombe, à Vienne, monastère dont Jeanne Chapuis, sœur du testateur, était alors abbesse. — Aymar de La Colombière, fils de Jérôme, devint trésorier delphinal et acquit, en 1521, des commissaires proposés à la vente du domaine, les châteaux et terres de Peyrins, Génisieux et Saint-Ange, pour le prix de 2,400 livres. Il fut le père du célèbre François de La Colombière, trésorier-receveur général des finances en Dauphiné, Savoie et Piémont, sous François I^{er}.

fait appeler les deux marchands, ils apprirent de la bouche de Jérôme de la Colombière, représentant son fils Aymar, absent alors de la ville, que celui-ci tenait en ferme le péage de Montélimar, à raison de 400 livres tournois, par quarton, c'est-à-dire pour trois mois, le dernier quarton échu à la Saint-Jean prochaine; Jean Lambert leur déclara tenir en ferme le péage de Baix pour le prix de 452 livres par quarton, et le sextelage de Valence, pour 126 livres par quarton, un quarton entier dû à la Saint-Jean.

Le 2 juin, un dimanche, nos deux commissaires vont à Crest et prennent gîte à l'hôtel du Mouton. Le lendemain, dès la première heure du jour, on invite à son de trompe et par la voix du crieur public (*cum tibicina et voce preconis*) tous les chefs de famille à se rendre à la maison où siégeait le tribunal; on expédie en même temps des lettres aux châtelains relevant du siège de Crest pour les convoquer. A huit heures du matin, les consuls Jean Chambon et Bertrand Saudine, un grand nombre de citoyens sont réunis. François Chapuys, procureur fiscal de César Borgia, prend le premier la parole et dit qu'il vient d'apprendre qu'on veut procéder à la réunion du duché au domaine, qu'il proteste de toute son énergie contre la violation des droits de son maître et en appelle au roi. Les commissaires lui font remarquer qu'ils ne sont ici que de simples exécuteurs d'ordres venus de la cour, et qu'ils ne peuvent recevoir de protestations. Arrivent alors Drevon Chambon *junior*, de Chabeuil, et Jean Picon, substitués du procureur général du Dauphiné, qui demandent à ce qu'on donne lecture en français des lettres royales et que ces mêmes lettres figurent au procès-verbal de la réunion qu'on veut faire. Antoine Palmier, après avoir agréé leur demande, se lève et prononce solennellement ces mots, que le procès-verbal reproduit textuellement : « Nous réunissons lesdites
« duché de Valentinoys et conté de Dyois, ensemble toutes
« les villes, chasteaux et chastellenies et toutes leurs appen-
« dences et dépendances au domaine et seigneurie du roy-

« dauphin, nostre souverain seigneur et de son pays de
 « Daulphiné, en deboutant et déchassant d'iceulx ledit de
 « Borgia et tous ses officiers, et en signe de vraye réunion
 « nous les déclarons pleinement audit seigneur par la tradi-
 « tion d'une plume », Antoine Palmier donne alors la plume
 à Jean Chambon, un des substituts. Il ordonne ensuite à Jean
 Pécole, sergent d'armes, d'enlever l'écusson de Borgia, qui est
 sur la porte des audiences du tribunal. Il se fait remettre les
 sceaux de la cour de Crest, que lui livre le greffier Collat, et
 il fait défense formelle à Etienne Garcin, juge, à noble Jean
 Corbel, trésorier ou receveur, à François Chaponnays, pro-
 cureur, audit Collat, greffier, et à Pierre de la Colombière,
 châtelain de Crest, ainsi qu'à toutes autres personnes qui
 pourraient avoir reçu quelques charges de Gésar Borgia,
 de les exercer désormais, sous peine d'une amende de 100
 marcs d'argent.

Ensuite, les deux commissaires, siégeant à la place des
 juges et en faisant les fonctions, entendent deux causes. Puis,
 toute l'assemblée se rend sur la principale place de Crest,
 devant l'église, où le peuple est accouru en foule, pour enten-
 dre la proclamation suivante :

« L'on fait assavoir de part le Roy-Daulphin, nostre sou-
 « verain seigneur, et de Messieurs tenant la cour de Parle-
 « ment de Daulphiné, que en ensuyvant le bon plaisir dudit
 « seigneur et son commandement, fait par luy et par ses let-
 « tres à ladite cour, l'on a réuni et reduict au domaine dudit
 « seigneur la duché de Valentinoys et comté de Dyois,
 « lesquelles avoient esté naguères baillées par led. seigneur
 « et par certaines causes lors le mouvant, à illustre seigneur
 « César de Borgia, lequel par vertu dudit commandement en
 « démet et destitue d'icelles duché et comté.

On brise alors les sceaux de la cour de justice aux armes
 de Borgia. Des commissaires, accompagnés de Tiers d'Urre,
 seigneur d'Ourches, de Claude Fayet, seigneur d'Orcinas, et
 des consuls, vont à la porte d'Aouste, à celle de Chabeuil,

et à celle de Montélimar, et y font enlever les panonceaux du duc.

Du 3 au 8 juin, les commissaires toujours à Crest, s'occupent de divers détails touchant l'administration. On maintient en fonction les anciens châtelains et on reçoit leurs serments de fidélité au roi : ce sont Jean Bourgeois, de Valence, châtelain de Montmeyran ; Claude Salignon, châtelain de Châteaudouble ; Jean de Brion, vice-châtelain de Grane ; Pierre Chabert, châtelain de Baix-sur-Baix : noble Raymond Faure, vice-châtelain du Pouzin ; Antoine Mayrie, originaire de Turin, habitant actuellement à Saou, châtelain de Saou ; noble Jourdain Chabert, châtelain de Gigors ; Jean Bachasson, châtelain de Rochefort ; Pierre du Pont, châtelain d'Upie, de Rochefort, de Montclar et du Plan-de-Baix, localités réunies. François Chapuys, procureur fiscal de César Borgia, présenta aux commissaires les lettres par lesquelles Charlotte d'Albret, étant à Lyon le 27 janvier 1503, lui avait confié cette charge de procureur, qui était alors vacante par suite de la mort de Fortunat Bonnet. Comme tous les autres officiers il fut maintenu à son poste.

De Crest, nos commissaires se rendirent à Montélimar et descendirent à l'auberge du Cerf. Ils y commencèrent le 9 juin, en présence des consuls Pierre Brisset, apothicaire et Antoine Calvier, coyratier, la série des formalités que nous avons vu se dérouler à Crest. Nous n'entrerons pas dans plus de détails, mais nous devons mentionner une « supplique
« des habitants pour que la cour des appeaux dudit Valenti-
« noys et Dyois, ordonnée et tenue en ceste ville depuis six
« ans soyt maintenue en ceste ville. » (1).

Que devint César Borgia ? Après deux ans de captivité rigoureuse à Médina-del-Campo, forteresse de la Castille, bâtie sur des rochers à pic, il réussit, comme par miracle, à

(1) Archives de l'Isère, B, 3052, f° 567-90.

s'évader le 26 octobre 1506, et alla offrir son épée toujours redoutable à son beau-frère, Jean d'Albret, roi de Navarre. Il tenta de recouvrer les bonnes grâces de Louis XII, d'obtenir l'autorisation de venir reprendre son rang à la cour et de le servir (1). Le roi n'accueillit point ses demandes. Quel avantage pouvait-il maintenant retirer de la présence de César à la cour ou dans les armées ? Peut-être s'est-il trompé en pensant que le condottieri ne lui serait plus utile. Car qui sait la tournure qu'auraient pris les événements dans la guerre, soutenue plus tard par la France contre Jules II, si César, à la tête de nombreux et vaillants soldats, était resté dans les Romagnes, où il avait encore des partisans et où son nom, entouré d'un certain prestige, lui eût rallié les populations ? Repoussé avec dédain par Louis XII, envers qui Alexandre VI s'était pourtant montré si complaisant, César voulut payer de quelque service éclatant l'hospitalité que lui donnait le roi de Navarre ; il l'aida dans la lutte qu'il soutenait alors contre ses vassaux rebelles. On sait qu'au cours d'une expédition, à une faible distance de la petite ville de Viana, oubliant la prudence et n'écoulant que son audace, il se laissa entraîner loin des siens, tomba dans une embuscade, combattit et mourut en héros le 12 mars 1507. Brantôme estime que cette mort fut glorieuse pour un homme qui méritait plutôt de finir « par l'espée de justice, pour « expier les maux et les cruautés qu'il avoit fait en sa vie. Il « est à présumer, ajoute-t-il, que Dieu eut miséricorde de « luy pour quelque repentir qu'il en fit. Ainsi sa bonté toute « divine s'étend aussy bien sur les mauvais que sur les bons, « selon qu'ils la réclament et font repentance. » (2) Ajoutons cette remarque des historiens espagnols Zurita et Mariana :

(1) YRIARTE, t. II, p. 262.

(2) BRANTÔME, *Œuvres complètes* (éd. soc. de l'hist. de France), t. II, p. 219. — Le poète Hercule Strozzi composa un poème sur la mort de César : STROZZI, *poetæ pater et filius*. Paris, 1530.

Viana, près de laquelle succomba César et qui reçut la garde de sa dépouille mortelle, est dans le diocèse de Pampelune, et, coïncidence extraordinaire, il mourut le jour anniversaire de celui où il avait obtenu jadis l'évêché de Pampelune.

César fut pleuré par sa sœur Lucrèce et par Charlotte d'Albret, son épouse. Celle-ci, affectueusement attachée à Jeanne de France, avait acheté près de Bourges, le 20 juin 1504, le château de Mothe-Feuilly (1), pour être plus rapprochée de la sainte femme, qu'avait répudiée Louis XII. A la nouvelle de la mort de César, elle fit tendre de velours noir les murs de son château, prit les vêtements de deuil pour ne plus les quitter et se consacra plus que jamais à la prière, aux bonnes œuvres et à l'éducation de sa fille. Elle mourut comme une sainte le 11 mars 1514. Sa fille lui fit élever un tombeau superbe, pour lequel furent mises en contribution les carrières de marbre du Dauphiné. Une dalle qui recouvre l'endroit où fut déposé son cœur porte cette inscription mutilée : Là git le « cueur de très haulte et très puissante dame Charlotte « Dalbret, en son vivant veufve de très hault puissant prince « Domp César, duc de Valentinois, comte de Diois, seigneur « d'Issoudun et de Mothe-Feuilly, laquelle trespassa à son « dit lieu de la Mothe... du mois de mars, l'an de grâce « mil cinq cens quatorze » (2).

Louise Borgia, duchesse de Valentinois, fille de César, épousa le 7 avril 1517 Louis II de La Trémoille, vicomte de Thouars, prince de Talmont, dit le chevalier sans reproche,

(1) BONNAFÉ, *Inventaire de la duchesse de Valentinois Charlotte d'Albert*. Paris, 1878, in-8°.

(2) YRIARTE, t. II, p. 302. — *Revue des Sociétés savantes*, 2^e série, t. I (1859), p. 673-5. Le corps de Charlotte d'Albret fut enterré à Bourges, dans l'église des Annonciades, à côté de Jeanne de France. Mais sa fille lui fit ériger un tombeau à la Motte-Feuilly, où fut déposé le cœur de cette princesse. Ce fut « maistre Martin Claustre, tailleur de ymages, de Grenoble », qui sculpta ce mausolée, œuvre d'art d'un grand mérite et dont il ne reste que quelques débris.

qui mourut glorieusement à la bataille de Pavie (1). Elle se remaria le 3 février 1530 avec Philippe de Bourbon, seigneur de Busset, fils aîné de Pierre de Bourbon, bâtard de Liège, et de Marguerite d'Alègre. De ce second mari, elle eut Claude de Bourbon, baron de Busset, qui entreprit de faire valoir les droits, qu'il prétendait tenir de sa mère, sur le duché de Valentinois et le comté de Diois. L'affaire fut longuement débattue, mais il finit par souscrire une transaction, le 5 mars 1578, et renonça à toutes ses prétentions moyennant la somme de 40,000 livres (2).

(1) JEAN BOUCHET, *Panégryque du chevalier sans reproche Louis de La Trémoille* ; dans MICHAUD et POUJOLAT, *Mémoires*, t. IV, p. 468 9.

— ANSELME, t. V, p. 523,

(2) ANSELME, t. I, p. 376, et t. IV, p. 168. — DUPUY, *Traitez touchant les droits du Roy*. Rouen, 1670, in-f°, p. 637.

JULES CHEVALIER.

(A continuer.)



LA FAMILLE DE BRESSAC

Sa Généalogie, son Histoire

(SUITE — Voir les 141^e à 145^e livraisons).

« Information devant Jacques Giraud, écuyer du Roy en sa Cour et Parlement du Dauphiné, commissaire en ceste partie par elle délégué à l'information prise à la poursuite de Dame Catherine Pourroy, veufve de feu noble François Maximillien de Bressac, vivant conseiller du Roy, en ladite Cour, joint à elle le substitut de Monsieur le Procureur du Roy, escripuant sous nous Claude Delande, commis-greffier criminel de la Cour. »

« Du 8 janvier mil six cent cinquante-un :

« Marie Baudel, native de Chabeuil, 25 ans, demeurant à Valence, dépose :

« Le 20 décembre 1650, le conseiller de Bressac vint dans la maison d'habitation, avec Jeanne Deville, femme du sieur Guilleton, sa cousine d'alliance, ou estant assis auprès du feu et ladite déposante estant occupée à raccomoder et sécher du linge sur une platine, survint le cadet d'Alby avec le fils du sieur Planta, controlleur des gabelles, et un nommé Du Play, qui entrèrent dans la chambre, et à mesme temps ladite Guilleton sortit, et comme ladite déposante ne leur fit pas grand accueil, ledit Planta et ledit Du Play partirent, laissant le cadet d'Alby tout seul, auquel ladite déposante dit qu'elle le priaît de ne point prendre la peine

de la visiter, il ne fit point de réponse, mais incontinent il mit l'espée à la main contre le sieur conseiller de Bressac, laquelle il lui porta toute nue et appuya contre l'estomac en jurant, blasphémant plusieurs fois le Saint Nom de Dieu, lui disant : maudit coquin, il faut que je te tue ! qui fut cause que ladite déposante se jeta entre les deux pour empescher quelque malheur. Sur quoi le sieur conseiller de Bressac dit plusieurs fois à d'Alby s'il ne rougissoit pas parce qu'il lui auroit dit des paroles semblables et de se porter à de pareils desseins contre lui qui ne portoit pas d'espée à la main. D'Alby le tira à part et lui parla ayant tousiours l'espée à la main, alors le conseiller de Bressac sortit de la maison, bientôt suivi par d'Alby toujours armé de son espée qu'il remit dans le fourreau, et ne sait où ils allèrent l'un et l'autre. »

« Laurands Marlin, dit Marlincourt, portier de la porte Saint-Félix, 48 ans :

« Le jour de Noël, environ l'heure de midy, estant à la porte Saint-Félix, un soldat de la citadelle lui vint dire de fermer la porte, à quoi il satisfit incontinent et mesme ferma le clédat et la première porte, sur quoi survint un nommé la Diligence, qui dit au déposant de venir promptement avec son hallebarde, que l'on se tuait proche de là, ce qui l'obligea de courir et estant à la dernière porte il rencontra trois hommes savoir lessieurs de Tagenas et de Veynes, qui menaient dessous le bras le sieur de Chasteauvieux, qui entrèrent dans la ville et au mesme instant vit venir le sieur de Montauban-Souberoché qui estait tout seul et dit au déposant qu'il estait blessé et qu'on lui avait donné un coup d'espée par derrière, ce qui obligea le déposant à le prendre par la main et le conduire au logis du Bout du Monde ou il le laissa pour retourner à la porte à laquelle il rencontra le sieur de Veauunes, lequel estait aussi blessé, portant un tronçon d'espée à la main et qui disait : « Traistre, on m'a assassiné ! » après quoi il vit dans la même ville le sieur de Souberoché, ne sachant s'il portait une

espée et incontinent, il vit cinq ou six personnes qui portaient Monsieur le conseiller de Bressac qui estait fort blessé, lequel on remit dans le logis de l'Aigle-d'Or, près la porte, ayant depuis seu que le sieur de Bressac et les sieurs de Chasteauvieux et Montauban sont morts. Il ajoute que la veille de Saint-Thomas estant à la porte Saint-Félix, le sieur cadet d'Alby, surnommé le page, vint à la porte environ deux ou trois heures après-midy et se promenait portant son espée au costé et dans peu de temps survint le sieur conseiller de Bressac, qui s'étant approché de d'Alby luy saisit son espée et lui ayant tiré hors du fourreau se mit à dire tout haut de saisir cet homme et de le conduire en la prison du présidial. Incontinent le sieur d'Alby fut saisi de plusieurs et conduit par force et nonobstant sa résistance dans la ville. »

« Antoine Pallame, marchand tailleur d'habits. natif de Livron demeurant audit Vallance, âgé de 50 ans :

« Le jour et feste de Noël dernier, le dit déposant estant allé promener, environ l'heure de midy, attendant l'heure de la prédication, qui se devait dire à l'Eglise de Saint-Apollinaire de la dite ville, à cause du beau jour et passant entre les deux murailles du dit Vallance et comme il fust près de la porte Saint-Félix il vit venir le sieur conseiller de Bressac avec plusieurs personnes de qualité qui l'accompagnaient auxquels il ne prit d'abord pas garde, lesquels faisaient la même promenade ; puis il vit venir un jeune homme qu'on lui dit estre le page d'Alby, lequel avec le dit conseiller de Bressac, se querellèrent et il cognut à leur action qu'ils disoient quelques paroles d'aigreur, lesquelles obligèrent le dit conseiller à se jeter sur l'espée d'un petit laquais et ainsi tous deux ayant l'espée à la main, il apperçut derrière eux le sieur de Chasteauvieux, Montauban et quelques autres personnes de qualité, qui mirent aussi la main à l'espée, pour les séparer comme il croit et d'abord il vit que le sieur conseiller de Bressac, Chasteauvieux, du Prayet et Montauban estaient blessés, mais comme ils étaient

plusieurs personnes en confusion meslées les uns dans les autres, ignore qui a commencé. Il a ouï dire que les dits sieurs de Bressac, Montauban de Chasteauvieux sont morts et ledit dépozant voyant tant de personnes l'espée à la main en fut fort estonné, et n'ayant point d'espée, craignant que dans le désordre où étaient ces messieurs ils ne le blessassent, il se retira avec quelques autres qui étaient comme lui. »

« Guillaume Tagot, dit Lavarenne, natif de Londun, en Poitou, âgé de 34 ans :

« Le jour de Noël, entre dix et onze heures du matin, le sieur de Tagenas et le cadet d'Alby lui vinrent demander à desjeuner, à quoi ledit dépozant fit difficulté à cause du jour de Noël, et pour n'avoir de viande à leur donner, et à quoi le sieur d'Alby répartit qu'il ne devait pas refuser, qu'il avait assez de viande à son ratelier, ledit dépozant s'étant disposé à leur donner à manger, ils envoyèrent quérir le sieur de Veynes et le sieur de Chasteauvieux, et étant là demandèrent du vin blanc ; ledit dépozant dit qu'il avait égaré la clef de la cave ; les sieurs de Veynes et de Chasteauvieux lui dirent d'en aller quérir chez le sieur de Prayet, ce que le dit dépozant fit. A son retour, il apprint que lesdits sieurs de Chasteauvieux, de Tagenas et d'Alby étaient sortis sur certains bruits de querelle, ce qui l'obligea de courir après eux et étant arrivé à la porte Saint-Félix, il vist le sieur conseiller de Bressac extrêmement blessé, lequel étant tombé sur les genoux, ce qui a obligé ledit dépozant de se jeter à son col pour le relever et étant adisté d'un nommé Clairfond, Pichon et quelques autres, ils portèrent le susdit sieur conseiller au logis de l'Aigle d'Or, qui est proche de ladite porte Saint-Félix, lequel ils mirent sur le lit ou peu de temps après il decedda. »

« Pichon, marchand, habitant de Vallance :

« Le jour de Noël dernier, à midy, étant lui qui dépose, au logis du Levant, dans Vallance, il vist passer quelques personnes de conditions auxquelles il ne prit

point garde, et ayant ouï quelque bruit qu'on se battait près de la porte Saint-Félix, il y courut avec quelques autres personnes pour empêcher un malheur, et vist beaucoup de personnes lesquelles avaient l'espée à la main et se battaient pesle mesle, entre lesquelles ils reconnu le conseiller de Bressac, auquel il vist donner un coup par un de la troupe, lequel il ne put cognoistre à cause de son effroy et qu'il couroit fort vite à luy, ayant aussy vu donner un coup d'espée au sieur de Veaunes, ne sachant qui le lui donna ; s'estant approché du sieur de Bressac pour l'adsister, il lui dit qu'il estait extrêmement blessé, ledit déposant lui dit d'avoir courage. Il le prinst entre ses bras, étant adsisté par les nommés Lavareyne et Clairfond et quelques autres, ils portèrent ledit sieur de Bressac au logis de l'Aigle d'Or, l'ayant mis sur un lit peu de temps après il decedda ; n'ayant pu cognaistre à cause de sa frayeur, aucune autre personne de tous ceux, qui se battaient que le sieur de Veaunes, dit aussy avoir vu le mesme jour de Noël dans l'Eglise de Saint-Jean le sieur de Bressac qui ne portait point d'espée, n'ayant aussy point vu d'espée au sieur de Bressac, quand il le prist entre ses bras. »

« Louis Martin, hoste à l'Aigle d'Or, 46 ans :

« Le jour de Noël entre midy et une heure, les nommés Lavareyne, Clairfond et Pichon portèrent dans son logis et sur son lit le sieur conseiller de Bressac, qui était extrêmement blessé et ne parloit point, ou dans bien peu de temps il decedda, ne sachant par qui ni comment il avait été blessé. Le mesme jour et à l'instant, il a vu passer devant la porte de son logis le sieur de Veauene, qui estait blessé, ayant la chemise toute ensanglantée, et sa botte remplie de sang, qu'il croyait avoir été b'essé à la cuisse ; ayant vu passer le sieur Souberoché - Montauban en mesme temps, qui entra dans le logis du Bout du Monde tout sanglant et criait qu'on lui fist venir un confesseur, ayant depuis appris qu'il estait mort, et ledit sieur de Chasteauvieux aussy. »

« Catherine Pourroy, veuve de Maximilien de Bressac :

« Le 20 décembre 1650, le sieur défunt conseiller de Bressac, mon mary, estant avec la demoiselle Guilleton, chez la nommée Baudet, y serait survenu, sur les trois ou quatre heures après midy, le sieur Guillaume d'Alby, issu de germain dudit sieur feu de Bressac, lequel animé comme on croit par le vin, aurait mis l'espée nue à la main et menacé de tuer ledit feu sieur de Bressac, lui tenant la pointe de l'espée contre l'esthomas, et lui ayant été remontré, par le dit feu conseiller de Bressac, que c'était une lâcheté de se servir de l'espée contre un homme qui n'en a point, le dit d'Alby le convia d'abord d'aller quérir la sienne et lui dit qu'il allait l'attendre à la porte Saint-Félix, à quoy le dit sieur feu de Bressac, ayant fait semblant de s'accorder pour éviter d'être tué par ledit d'Alby, il sortit de la maison de la dite Baudet et au temps qu'il crut que le dit d'Alby estait hors les deux portes, s'y rendit sans espée avec deux témoins et deux archers de prévot, entre les mains desquels il remist ledit d'Alby, qui se sauva bientôt après de leurs mains, et du tout ledit sieur de Bressac dressa son procès-verbal qu'il envoya à M. le Premier Président, après quoy il fut menacé d'être affronté et assassiné ; mesme la demoiselle Anne d'Alby, sœur dudit Guillaume et femme du sieur de Veynes, du Prayet ayant rencontré le dit feu sieur de Bressac, au sortir de l'église des Minimes, le menassa en pleine rue qu'elle s'en vengerait lui disant qu'il estait un lasche et un traistre ; de quoy ledit sieur de Bressac ne s'emeut pas beaucoup et néantmoins cela l'obligea de se tenir mieux sur ses gardes et de commander à son laquais de le suivre tousiours avec son espée : Et fust ledit sieur de Bressac le jour de la feste de Noël, vingt-cinquième du mois passé, à la messe en l'église des Minimes, comme il avoit esté la nuit précédente en l'église de Saint-Jean, sa paroisse, et en celle des dames religieuses de Sainte-Ursule, où estant il y rencontra les sieurs de Monthoison, comte de St-Jean

de Léon, de Veaunes et Montauban-Souberoches avec lesquels il fut disner après en la citadelle de la présente ville chez le sieur de Cucurieu, lieutenant du Roy en icelle, ou après avoir disné avec les susnommés il sortit de ladite citadelle avec le sieur de Veaunes se promener à la place aux Clercs attendant l'heure des vespres qu'ils devaient ouïr aux dames de Sainte-Ursule, alors ils allèrent se promener pour jouir de la beauté du jour et soleil qu'il faisait alors. Et pour cet effect ils allèrent à la porte Saint-Félix, plus proche desdites Ursulles ; mais ils ne furent pas hors de la première porte que le dit sieur d'Alby, qui faisoit observer le dit sieur de Bressac par ses supplots, le suivit de si près que, entre les deux portes, entre les murs, il vint à lui l'espée nue à la main et adisté de plusieurs qui avoient aussi l'espée nue à la main, alors ledit conseiller de Bressac, attaqué à l'improviste se jettant sur l'espée de son laquais s'en saisit pour se deffendre contre ceste insulte inopinée et ceux qui estaient avec luy furent contraints de mettre la main à l'espée, pour empêcher que ledit sieur de Bressac fut assassiné par le dit d'Alby et sa troupe et éviter escandale et désordre que furent néanmoins si grands ; ledit d'Alby et ceux qui l'accompagnoient s'estant meslés avec eux, ledit sieur de Montauban, un d'iceux, y fust blessé par derrière d'un coup dont il mourut, et ledit sieur conseiller de Bressac, son mary, pareillement blessé d'un autre coup par derrière dans les reins, de quelqu'un de ceux qui l'avoient assailli, duquel coup il mourut après.

« De quoi ladite dame plaignante n'a pu faire sa plainte jusqu'à présent, tant à cause qu'il n'y avoit aucun commissaire de la Cour pour la recevoir, que parce que la mort de son mary lui avait été cachée à cause de sa grossesse durant plusieurs jours pendant lesquels on luy disoit seulement la blessure d'iceluy ».

Malgré mes recherches, il ne m'a pas été possible de découvrir qu'elle fut la suite de ces informations

et l'arrêt du Parlement de Toulouse, chargé de statuer sur la plainte de la veuve du conseiller de Bressac.

Le 17 juin 1651, le Parlement de Grenoble rendit un arrêt de défaut contre Guillaume d'Alby, dit Le Page, Veauunes, Gabriel de Veynes, Soubreroche et Tagenas, inculpés de meurtre et assassinat sur la personne de feu Maximilien de Bressac, conseiller en la Cour et Parlement de Grenoble :

« Veu, par la Cour, l'arrêt de prinse de corps du
« 3 avril 1651, exploit d'assignation et cryée à trois
« briefs jours, fait le 17 dudit mois, requête sur laquelle
« est permis de faire publier les deux premiers deffauts
« à la barre issue de la Cour du 12 mai, les trois
« deffauts dudit jour 12 mai et 19 de juin suivant, cer-
« tificat signé Mangot, ne sont dans la conciergerie du
« Palais. La Cour dict les deffaultz à faulte de se
« remettre dans la conciergerie du Palais, sur lesdits
« ajournements à trois briefz jours pour par lesdits
« Guillaume d'Alby, dict Le Page, et les nommés
« Veauune, Gabriel de Veynes, Soubreroche et Tage-
« nas, prévenus et défailants estre bien et dûment
« obtenus et intervenus et advant qu'adjudger les prof-
« ficts d'iceulz, ordonne que les témoins ouys aux infor-
« mations seront récolez à leurs depositions, pour
« ledit récolement tenir lieu de confrontation, et a
« condamné les prévenus défailants aux despens des-
« dits deffaultz.

« Espèces trois escus (1).

« LE GORAX, GIRAUD. »

Il résulte de ce qui précède que les coupables ne se présentèrent pas et que probablement les informations ne furent suivies d'aucune sanction.

LÉON EMBLARD.

(A continuer).

(1) Note de M. Prudhomme. Archives de l'Isère, B, 2118.

Les Ponts Anciens et Modernes

SUR

LE RHONE A VALENCE

(SUITE. — Voir les 141° à 145° livraisons)

On ignore encore, et on ignorera peut-être toujours, l'origine et la véritable destination du lourd massif de maçonnerie, portant le nom de *Tour de Constance*, qui, de temps immémorial se dressait sur la rive gauche du Rhône, presque en face de la rue Pont-Péri. Cette tour était située à quarante-trois mètres du parapet du quai actuel, dans le prolongement de l'épaisse muraille contre laquelle est adossé, au Nord, le bâtiment qui sert de *Morgue*. Elle est figurée très exactement sur un plan fort intéressant, dressé, après la terrible inondation du 4 décembre 1570, par Barthélemy Drevet, architecte, envoyé pour constater les dégats occasionnés par le fleuve aux murailles de la Basse-Ville et du Bourg-les-Valence. « Drevet dressa un plan où sont minutieusement tracées les murailles démolies avec leurs dimensions, leur situation respective, etc. Ce plan, conservé aux archives de la ville, constitue un document des plus précieux pour notre histoire, car outre la rive du Rhône, il donne le tracé complet des remparts formant alors l'enceinte de la Ville et du Bourg, avec les noms des tours, portes, etc. Ajoutons,

qu'outre sa valeur historique, ce plan est le premier dessin authentique que nous possédions sur Valence : C'est dire l'intérêt qui s'attache à sa conservation. » (ANNALES VALENTINOISES, par *Marius Villard*.)

Le curieux plan, en perspective, de *Belleforests* (1575), marque aussi l'emplacement de la Tour de Constance, dans le prolongement du rempart crénelé dont il vient d'être fait mention, et qui séparait la communauté de Valence de celle du Bourg.

Flagellée depuis des siècles par les eaux tumultueuses du Rhône, auxquelles elle offrait un obstacle, mais qui, patiemment, affouillaient ses robustes fondations, la puissante tour, malgré une acharnée résistance, finit par succomber, morceaux par morceaux, sous les coups incessants de son naturel ennemi, enfin vainqueur. Et, triste renversement des rôles, l'obstacle salutaire qu'elle opposa si longtemps à la violence du courant, vint plus tard en aide, par ce qui restait de ses propres ruines, aux dévastations sournoises de celui-ci. Passé à l'état d'écueil, traîtreusement recouvert par les moindres crues, ce qui demeurait de l'antique et tutélaire tour, à laquelle, au temps des gabelles du sel, s'étaient amarrées d'innombrables barques de *Sauniers*, devint, pour la navigation, un danger tel, qu'il fallut songer à le faire disparaître. On s'y décida en 1804, et grâce à un plan de cette époque, il est possible de se rendre compte de l'importance de l'ouvrage à jamais disparu.

De forme rectangulaire, le massif inférieur de la Tour de Constance mesurait 16 mètres en longueur et 14 mètres en largeur, dans la partie longeant le fleuve. Il occupait donc une surface approximative de deux cent vingt mètres carrés, et constituait, par ses dimensions,

un important instrument de défense, soit contre la violence des eaux, soit aussi, chose fort possible dans le cas de l'existence d'un pont, contre des assaillants venus de l'autre rive, pour profiter de cet unique passage.

Les rares historiens des choses de Valence se sont évertués à percer le double mystère qui enveloppe encore la Tour de Constance, de ce palladium vraiment populaire, si souvent mentionné dans les chartes et documents valentinois. Quel a été son constructeur ? Quel fut le but de sa construction ?

Voici le problème, et il convient de nous hâter de dire que, là où tant d'autres ont échoué, nous n'avons pas la prétention de le résoudre.

Mais comme nous poursuivons, un peu envers et contre quelques-uns, notre thèse emplaçant un pont d'origine au moins romaine, aboutissant, sur la rive gauche précisément au point où s'élevait la Tour de Constance, et que la présence de cette tour vient ajouter un argument, que nous estimons sérieux, à notre soutenance, on comprendra l'utilité des développements qui vont suivre, et nous avons l'espoir d'être excusé de la grande obstination de leur auteur.

En premier lieu, le nom même donné et conservé à cette tour, à travers les âges, semble impliquer une origine romaine, confirmée d'ailleurs par plusieurs événements historiques qui eurent pour théâtre la ville de Valence et sa région.

Dans son intéressante et non encore renouvelée, c'est-à-dire rajeunie, STATISTIQUE DU DÉPARTEMENT DE LA DROME (1817-1835), M. Delacroix s'est ainsi fait l'écho de la tradition persistante, qui attribuait à un empereur

romain l'édification de la tour qui aurait depuis conservé son nom : « Une tour antique qui, dans le principe, *eut sûrement pour objet de défendre le passage du Rhône*, existait encore à Valence en 1802, au bord même du fleuve. On la nommait la *Tour de Constance*. Serait-il hors de vraisemblance quelle eût retenu ce nom de l'événement et du prince dont il s'agit ? Inquiété tout à la fois par les Barbares qui désolaient ces provinces et par les troupes d'*Honorius*, ne peut-on pas présumer que *Constantin* ait cherché à se mettre à l'abri d'un coup de main du côté du Rhône, en y élevant cette tour. Elle était si massive et si solidement construite, que lorsque dans les débordements de 1802, le fleuve emporta les digues et les terres qui se trouvaient sur toute la rive gauche, au point de menacer le Bourg et la Basse-Ville, il laissa debout cette tour, qui se trouva ainsi au milieu des eaux. On la démolit lors de l'établissement du quai, mais on ne put en détruire les fondements : On en remarque encore la place au bouillonnement produit par la résistance qu'ils opposent aux vagues, vis-à-vis du jardin de l'hôpital général ». (*Statistique de la Drôme*, note page, 47) (1).

(1) Nous trouvons dans un mémoire du 30 septembre 1777, les indications suivantes :

« La terrasse des Capucins (l'Hôpital actuel) a été nouvellement détruite et la Tour de Constance placée à un angle de ladite terrasse est prête à s'écrouler. Cette tour n'existe encore que par la nature de sa construction : meilleure que celles qui étaient en avant, elle est restée fort en avant dans le lit du Rhône, tandis qu'il ne reste presque pas de vestige des autres. C'est sur leurs ruines que ce fleuve a creusé son lit et qu'il présente un cours rapide en portion de cercle terminée par cette tour, contre laquelle il fond avec impétuosité et forme l'écueil le plus dangereux à la navigation qui chaque année y fait de nouvelles pertes »....

Ajoutons que la Tour de Constance fut démolie, en partie, lors de

Malgré notre profonde déférence pour l'autorité incontestable de M. Delacroix, nous croyons pouvoir nous permettre de croire qu'il s'est trompé, en attribuant à l'usurpateur *Constantin*, en révolte ouverte contre l'empereur légitime Honorius (1), la construction de la Tour de Constance. Si l'histoire compte deux empereurs romains ayant porté le nom de Constance : Constance Chlore, mort en 306, et Constance II (Flavius Julius), deuxième fils de Constantin le Grand et de Fausta, la seconde épouse de ce dernier (317-361), elle ne mentionne pas moins de douze empereurs Constantin et deux *usurpateurs* du même nom, dont celui qui serait, d'après M. Delacroix, l'auteur ou le parrain de la Tour de Constance. Dans cette hypothèse, cette tour se devrait dénommer *Tour de Constantin*, car il ne se peut établir de confusion sérieuse entre *Constantius* et *Constantinus*.

Voici d'ailleurs le récit des événements qui motivèrent la présence, à Valence, de l'un de ces usurpateurs :

« Outre les douze Constantin, deux autres revêtirent momentanément la pourpre impériale.

la construction des quais du Rhône, commencée vers 1784-1785. Une situation du 30 décembre 1785, mentionne une dépense de 1824 fr. pour cette démolition. Ce n'est qu'en janvier 1833, qu'une baisse extraordinaire du Rhône permit de détruire les fondations de cet antique ouvrage.

Il résulte d'un document du 4 juin 1741 que la Tour de Constance était établie sur le terrain de la ville de Valence.

(1) « Honorius Flavius, empereur d'Occident, second fils de Théodose, était âgé seulement de neuf ans, en 395, quand la mort de son père lui donna la moitié de l'empire. Son frère Arcadius reçut l'Orient en partage. Tout le règne d'Honorius est dans la vie de Stilicon, son ministre; et quand ce fantôme d'empereur eut fait mettre à mort ce général, Rome fut prise par Alaric, et Honorius, réfugié à Ravenne, ne dut son salut qu'à la mort du Roi des Visigoths. Les plus belles provinces de l'empire furent perdues sous son règne, la Grande-Bretagne, la Gaule, l'Espagne. Il mourut en 423, à 38 ans ».

« L'un, qui prit le titre de Constantin III, était un simple soldat que les légions romaines cantonnées dans la Grande-Bretagne revêtirent de la pourpre vers 407 ; sa bravoure et un nom cher aux armées furent ses seuls droits à l'empire. Il se hâta de passer dans les Gaules avec ses fils Constant et Julien, et se fit reconnaître depuis le Rhône et les Alpes jusqu'aux Pyrénées. Ce qui restait de soldats dispersés dans cette étendue de pays vint le joindre. Liménus, préfet du prétoire, et Cariobaud, commandant des troupes, prirent la fuite. Il partagea son armée en différents corps, dont il donna le commandement à quatre généraux qui devaient agir sous ses ordres : C'étaient Justin, Nébiogaste, Edobinc François et Géronce, né dans la Grande-Bretagne. Avant de les séparer, il marcha à leur tête contre les barbares, qu'il défit dans une grande bataille. On croit qu'elle se donna dans le pays des Nerviens, aujourd'hui le Hainaut. Il en aurait sur-le-champ délivré la Gaule, s'il eût su profiter de la victoire. Mais, faute de les poursuivre, il leur donna le temps de réparer leurs pertes, et se laissa ensuite tromper par les traités qu'il fit avec eux. Il s'avança jusqu'au Rhin, et s'allia avec les Francs au-delà du fleuve, et avec les Allemands établis en-deçà, dans le pays qu'on nomme aujourd'hui l'Alsace.

« L'empereur Honorius était à Rome lorsqu'on vint lui annoncer l'usurpation de Constantin... Il manda Stilicon, qui était pour lors à Ravenne, toujours occupé de ses préparatifs pour la guerre d'Illyrie. Stilicon envoya Sarus à la tête d'une armée pour chasser l'usurpateur. Constantin avait séparé ses troupes, et s'était retiré dans Valence, *ville alors très forte*, où il se

croyait en sécurité. Sarus alla d'abord attaquer Justin, qui fut défait et tué. Il vint ensuite assiéger Constantin dans Valence. Nébiogaste fit proposer à Sarus une conférence ; elle fut acceptée : Nébiogaste fut reçu avec de grandes démonstrations d'amitié ; et après les serments prêtés de part et d'autre, Sarus, aussi perfide que vaillant, tua de sa propre main ce général. Cependant Edobinc et Géronce approchaient avec une forte armée. Sarus ne jugea pas à propos de les attendre ; il décampa de devant Valence, après *sept jours* de siège, et regagna les Alpes avec peine, harcelé sans cesse par les deux généraux, et obligé de laisser tout son butin aux *Bagaudes* (1), qui ne lui ouvrirent

(1) LA BAGAUDIE. « Au milieu du troisième siècle de l'ère chrétienne le colosse de l'empire romain, livré à une crise violente, faisait prévoir de tous côtés sa dissolution prochaine. Chacune de ses gigantesques provinces se soulevait et cherchait à se dérober au joug de la ville éternelle en se créant un empereur. Vers l'an 270 c'était dans les Gaules que le sol tremblait surtout : Une femme, *Victoria*, surnommée par les soldats *la Mère des légions*, opposait bravement une domination aborigène à une domination italique ; mais le sort trahit son courage, elle succomba. A travers ces luttes incessantes, à travers l'indiscipline et l'anarchie qui dévoraient tout semblant d'organisation militaire, les habitants des campagnes, plongés dans la plus horrible misère, ne pouvaient plus payer leurs impôts, et se voyaient enlever leurs dernières ressources. Ils se soulevèrent de toutes parts pour protester contre l'oppression, et s'intitulant eux-mêmes *Bagaudes*, c'est-à-dire *insurgés*, *attroupés*, du mot gallique *bagard*, (attroupements), ils se livrèrent aux plus épouvantables dévastations ».

Battus par Maximien qui fit, dit-on, massacrer la *légion Thébaine*, en 286, parce qu'elle refusait de combattre les *Bagaudes*, chrétiens comme elle, ces masses sans cohésion, sans discipline, se dispersèrent sans cependant disparaître. Jusqu'à la fin de l'empire, des bandes vivant dans les forêts, au milieu des montagnes, se livrèrent à toutes sortes de déprédations dans la Gaule, ne reconnaissant aucune autorité, vivant en dehors des lois.

Vers le milieu du *xiv^e* siècle, le retour des mêmes causes ramenèrent les mêmes effets, les mêmes terribles calamités, car la *Jacquerie* fut une nouvelle révolte générale des paysans exaspérés, par les plus extrêmes misères.

qu'à ce prix le passage des montagnes, dont ils s'étaient emparés. » (HISTOIRE DU BAS-EMPIRE, par Charles Le Beau, tome III, page 219 et suiv.).

« C'est ainsi que les dépouilles des cités gauloises, enlevées aux Alains ou aux Vandales (1) par les soldats impériaux finirent par rester entre les mains des paysans insurgés.

« Constantin plaça une partie de ses troupes à l'entrée des Alpes pour former une barrière, et se retira dans Arles où il établit sa résidence. »

(1) « Depuis que les Alains avaient été forcés par les Huns d'abandonner les bords du Tanais, ce peuple divisé en plusieurs bandes indépendantes les unes des autres, et n'ayant plus de demeure fixe, errait le long du Danube, prêt à vendre son secours, soit aux autres barbares contre les Romains, soit aux Romains eux-mêmes. Gratien en avait attiré un grand nombre à sa cour, ce dont il n'eut pas à se féliciter. Ils avaient pris part aux victoires de Théodose et Stilicon les avait employés contre Alaric. Ils se jetèrent ensuite dans la Gaule, partis des bords du Danube en deux corps sous les directions de Goar et Respendial, qui portaient le titre de Roi. Après avoir traversé le pays des Marcomans et des Thuringes, ils arrivèrent au bord du Rhin, où les Francs étaient établis, et s'y arrêtèrent pour attendre les Vandales et les Suèves. Pendant ce séjour la mésintelligence s'étant mise entre les deux Rois, Goar se sépara de Respendial, déclarant qu'il préférerait l'amitié des Romains à l'intérêt du pillage. Honorius le récompensa dans la suite en lui donnant un établissement près de Mayence. Cette peuplade d'Alains subsista quelque temps dans la Gaule, sous la domination de ses rois particuliers. On les y voit encore 50 ans après. Vers 440, Sambida est gratifié par le général Aétius de la moitié des terres du Valentinois (*les Segalauni*). Les nouveaux venus s'emparèrent du reste, mais leur établissement ne fut pas de longue durée. Ces terres indiquées dans les environs de Valence, en Dauphiné, sont dites *abandonnées*. » (HISTOIRE DU BAS-EMPIRE, par Charles Le Beau, 1819, tome III, page 215).

Les Vandales comprenaient probablement plusieurs peuplades de la Germanie orientale, et l'histoire ne les mentionne pas avant la seconde moitié du deuxième siècle de notre ère. En 406, ils envahirent la Gaule, en compagnie des Alains et des Suèves. Ils en furent chassés en 409 par Constantin l'usurpateur.

Il résulte de cette citation que l'adversaire d'Honorius demeura quelque temps à Valence, où Sarus essaya de l'arrêter, et qu'il soutint victorieusement contre ce général un siège qui dura sept jours. La fin rapide de cette action militaire ne semble pas impliquer un séjour assez long de Constantin à Valence pour qu'il fût possible à celui-ci de faire édifier une fortification aussi importante que paraît l'avoir été la Tour de Constance (220 mètres carrés de maçonnerie). Il est en outre difficile d'admettre l'efficacité défensive d'un pareil ouvrage, contre un ennemi assez nombreux et assez bien outillé pour oser, en face d'une agglomération importante, la traversée d'un fleuve tel que le Rhône, dont le lit, en face de la rue Pont-péri, avait à cette époque environ 350 mètres de largeur, avec un courant comparable à un *rapide*, tandis qu'en aval, à 500 mètres à peine, c'est-à-dire à l'emplacement du pont suspendu actuel, et plus bas encore, le même lit se réduit à moins de deux cents mètres, avec un courant grandement apaisé.

Pour ces raisons et d'autres qui se comprennent, la Tour de Constance, malgré sa masse imposante, était tout à fait incapable de protéger utilement Valence contre une entreprise audacieuse, qui se pouvait tenter, avec plus de chance de succès, dans nombre d'endroits plus favorables, et loin des regards avertis des Valentinois menacés d'une agression.

A notre avis, la présence d'un pont solide et fixe, supprimant en quelque sorte la barrière naturelle et fort difficile à franchir qu'était le large et impétueux fleuve du Rhône, et facilitant par conséquent l'attaque d'un assaillant, peut seule expliquer l'existence de la Tour de Constance, de cette *forteresse tête de pont*, indispensable pour

l'obstruction momentanée du passage, et le seul moyen de garantir la sécurité de la ville et des régions environnantes. Dans le cas, toujours à prévoir, d'un soulèvement des peuplades du plateau Central, d'une révolte des Arvernes, il était de toute nécessité de *couvrir* la route des Alpes Cottiennes, dont le point de départ, il ne faut pas l'oublier, était à Valence même. Dans tous les temps et jusqu'à nos jours, sans parler de l'avenir toujours incertain, les cours d'eau, y compris ceux peu importants, servirent et serviront de moyens de défense, et ce qui le démontre, c'est que dans nombre de cas, on créait artificiellement cet obstacle, en creusant autour des places fortes, de larges fossés remplis d'eau.

C'est d'ailleurs ainsi que se *gardaient* tous les ponts de l'antiquité et du moyen âge. (Aujourd'hui, les tours défensives sont remplacées par des *chambres de mine*, ménagées spécialement et destinées à faire sauter l'ouvrage, en cas d'absolue nécessité). Ainsi le pont de Vienne (Isère), d'origine romaine, était défendu par deux tours : la première avait été bâtie par le roi Philippe de Valois, du côté de Sainte-Colombe, fort probablement sur des substructions anciennes. On l'appelait la *Clef* et la *Porte de l'Empire* ; la seconde, garnie d'une herse en fer, fermait l'entrée de la ville du côté de celle-ci. (*Pont du Rhône entre Vienne et Sainte-Colombe, par M. Y. Leblanc. Congrès d'Archéologie de France — 46^e session — 1879.*)

« Les Romains établissaient presque toujours des arcs ou des portes monumentales, soit aux extrémités des ponts, soit au milieu de leur longueur. Ces arcs étaient devenus, pendant les siècles de paix qui suivirent

la conquête définitive du sol des Gaules, plutôt des motifs de décoration que des défenses. Mais dès les premières invasions, ces portes furent munies de crénelages, et peuvent être considérées comme le point de départ de ces châtelets ou forteresses qui garnissaient toujours les ponts du moyen âge, qu'ils fussent de pierre ou de bois ». (*Dictionnaire raisonné de l'architecture française du XI^e au XVI^e siècle*, par E. VIOLLET-LE-DUC, — Paris, 1875, p. 221.

Nous pourrions multiplier les exemples de ponts défendus par des ouvrages spéciaux. Bornons-nous à redire que ce fut-là, pendant les époques troublées — et Dieu sait si notre pauvre humanité en a traversées —, une inéluctable nécessité à laquelle ne pouvait échapper le pont romain emplanté en face de Pont-péri, nécessité qui se traduisit par l'édification, sur la rive gauche, de la Tour de Constance.

Et ceci établi, si nous croyons devoir émettre un doute sérieux sur le véritable auteur de cette tour, baptisée du nom de Constance, quoiqu'elle ait été attribuée jusqu'à présent à l'usurpateur *Constantin*, enfermé dans Valence en 407, c'est que l'histoire mentionne aussi, et à diverses reprises, la présence dans cette ville, et pendant un laps de temps assez long, de l'empereur *Constance*, notamment en 353, c'est-à-dire cinquante-quatre ans avant le siège de sept jours entrepris par Sarus, le général d'Honorius.

Voici d'ailleurs ces mentions :

« Dans la lutte opiniâtre qui se déroula, au commencement de la seconde partie du quatrième siècle, entre l'empereur *Constance II* (*Flavius-Julius*), deuxième fils de Constantin-le-Grand et de Fausta, et son compétiteur

Magnence (1), ce dernier, vaincu dans la sanglante bataille de *Mursa* (*Essek*) sur la *Drave* (Hongrie), par l'armée de Constance, — forte de 70,000 combattants, alors que la sienne en comptait seulement 30,000, — se replia sur l'Italie, puis sur la Gaule. « Il passa l'hiver de 352 dans les Alpes Cottiennes, qui sont aujourd'hui le Haut-Dauphiné, rassemblant tout ce qu'il pouvait de troupes... A la fin de l'hiver, Constance qui s'était continué avec Gallus dans le consulat, envoya ses généraux pour terminer la guerre. Magnence fut entièrement défait près d'un lieu nommé alors *Mont-Séleuque*, entre le Luc et Gap dans le Dauphiné et s'enfuit à Lyon ». (LE BEAU, *Histoire du Bas-Empire*. — Paris, 1819, t. I, page 389).

La bataille de *Mont-Seleucus* a été mentionnée par plusieurs historiens dauphinois, notamment par *Nicolas Chorier*, dans son *Histoire Générale du Dauphiné*, t. I, page 420 de la première édition et 327 de la seconde, — magnifique spécimen de la typographie valentinoise, sorti, en 1878, des presses de M. *Chenevier*, imprimeur

(1) « *Magnence* (*Flaventius Magnentius Augustus*), naquit dans la Germanie, d'une famille obscure. Grâce à la protection de l'empereur Constant il parvint aux plus hauts emplois dans l'armée. Mais aussi ambitieux que cruel il paya son bienfaiteur d'ingratitude et le fit mourir. En 350, après s'être fait proclamer Auguste à Autun, il devint par ce crime et par l'alliance qu'il contracta avec *Veteramus*, qui lui-même s'était fait nommer empereur en Illyrie, maître des Gaules, des îles Britanniques, de l'Espagne, de l'Afrique et de l'Italie.

Cependant Constance voulant venger le meurtre de son frère s'avança contre *Magnence* et gagna sur lui la bataille de *Mursa*, qui coûta aux Romains plus de 40,000 hommes selon les historiens et eut pour résultat définitif d'ouvrir l'empire aux barbares. La perte d'une seconde bataille entre Gap et Die (*MONS SELEUCUS, aujourd'hui Bâtie-Montsaléon*), par les troupes de Constance acharné contre lui, le décida à se donner la mort, après avoir fait mourir, dit-on, sa mère et son frère, Il se transperça de son épée, à Lyon, en 353 ».

à Valence —, et plus tard par M. *Delacroix*, d'abord dans son *Essai sur la statistique, l'histoire et les antiquités du département de la Drôme* (Valence, 1817), et ensuite dans sa *Statistique du département de la Drôme, Valence*, 1835).

Après la sanglante victoire de *Mursa*, dans laquelle, dit-on, son armée avait perdu 24,000 hommes, *Constance* « passa l'hyver suivant dans la ville d'Arles, où il fit représenter plusieurs fois des jeux célèbres dans le cirque avec tant de pompe et de solennité, qu'il parut assez qu'il donnait cette dépense moins au divertissement qu'à l'ostentation. Mais les Allemans, qui faisoient de fréquentes courses en deçà du Rhin, sous la conduite de leurs rois *Gondemar* et *Vadomar*, apportèrent du trouble à sa joye et à ses plaisirs. Le printemps n'eut pas sitôt ramené quelques beaux jours, qu'il commanda à ses généraux d'assembler leurs troupes et de commencer à marcher vers le Rhin, ayant dessein de les suivre luy-même et d'aller conduire en personne la guerre. Il s'avança, en effet, jusques à Valence et après avoir apaisé la sédition qui commençoit à s'enflammer dans son armée qui estoit toute assemblée dans *Chabüeil* et aux environs, il passa outre et arriva dans le païs de Basle. » (*N. Chorier*).

M. l'abbé *Vincent*, dans sa monographie de Chabeuil (*Valence*, 1874), a reproduit *Chorier* dans le texte intégral de celui-ci, mais en ayant soin de signaler une grosse erreur, relative au lieu dans lequel se produisit la rébellion de l'armée de *Constance II*. Le récit, emprunté d'ailleurs à *Ammien-Marcellin* (1), comportait une faute

(1) « *Ammien-Marcellin*, historien latin, né à Antioche, dans le quatrième siècle, et mort à Rome en 390, fit longtemps la guerre en Europe et en Asie, sous *Constance*, *Julien* et *Valens*. Après la mort de ce dernier

de copiste, ayant écrit *Cabeolum* (Chabeuil) pour *Cabillonum* (Châlons). Mais, ainsi que l'écrit M. l'abbé Vincent, dans sa note rectificative : « Cette version ne détruit pas la présence des troupes de Constance dans Chabeuil. Car le prince séjourna fort longtemps à Valence, attendant des provisions de l'Aquitaine ». Voici d'ailleurs le texte même d'Ammien-Marcellin : « Constantius, consulatu suo septies et Cæsaris ter, egressus Arelate, Valentione petit, in Gundomadum et et Vadomiarum fratres, Alamannorum reges, arma moturus, quorum crebris excursionibus vastabantur confines limitibus terræ Gallorum ». (AMMIANUS-MARCELLINUS. *Parisis*, 1681, in-f°, lib. XIV, cap. X).

« Constance fut longtemps arrêté dans Valence par la nécessité d'y attendre les convois qu'il faisait venir d'Aquitaine, et dont le transport était retardé par l'abondance des pluies et le débordement des rivières ». (*Histoire du Bas-Empire* — CHARLES LE BEAU, tome I, p. 415). *Paris*, 1819.

Agglomération plus ou moins importante, mais assurément fort ancienne, — d'après M. Brun-Durand, la terre de Chabeuil était possédée de toute ancienneté par une famille éteinte déjà en 1275 — Chabeuil devait

il renonça au métier des armes et se retira à Rome, où il écrivit l'histoire des empereurs en trente et un livres, dont nous n'avons que les dix-huit derniers. Il annonce lui-même dans son épilogue qu'elle commençait à la mort de Domitien et se terminait à la mort de Valens.

Ecrivant dans une langue qui n'était pas la sienne, Ammien-Marcellin n'est pas exempt de reproche dans son style, mais la pensée et l'expression en sont naïves et annoncent de la bonne foi. Sa description de la Germanie ancienne est celle d'un témoin oculaire... La meilleure édition d'Ammien est celle dite *Variorum*, avec les notes de Wagnez (*Leipzig*, 1808, 3 vol. in-8°).

exister à l'état de petite bourgade, dès l'époque de l'occupation romaine. Mais quoiqu'il en ait été, il n'y a rien d'étonnant à ce que les troupes de Constance en route vers l'Allemagne, et retenues momentanément à Valence, fussent cantonnées dans la vaste et fertile plaine qui s'étend entre les deux villes et traversée non loin de là par la voie romaine des Alpes. A ce sujet, d'Anville et d'autres auteurs, trompés par une certaine similitude de nom, ont cru retrouver à Chabeuil l'introuvable *mutatio Cerebelliaca* des Itinéraires (1). On trouve en outre un quartier de Constance, relaté à diverses reprises dans la *Table alphabétique des nobles archives de St-Apollinaire*, fort explicitement à la date de 1508 et sommairement en 1596. Voici l'indication de 1508: « f° 1562... Un parchemin en datte du 20 novembre 1508 par lequel Louÿs Roi de France régnant — Jean Turqui, donataire de Loÿse de Bosco, héritière de Pierre de Bosco, recognoit à l'insigne église cathédrale de Saint-Apolli-

(1) Nous ne croyons pas commettre une trop grave indiscretion en faisant connaître, dès aujourd'hui, que cette regrettable lacune vient d'être comblée; notre savant confrère et ami, l'annaliste persévérant, le chercheur infatigable qu'est M. Marius Villard, vient enfin de découvrir l'emplacement, si vainement cherché, sur lequel s'élevait la mystérieuse *mutatio CEREBELLIACA*, éloignée de Valence de XII M. p. (18 kilomètres), d'après l'Itinéraire de Bordeaux à Jérusalem.

C'est sur la limite de la commune d'Ourches, à quelques mètres de la route de Crest à Romans, et non loin du *trivium* formé par la rencontre de cette route avec celle venant de Valence, c'est-à-dire l'ancienne voie des Alpes, que cette découverte vient d'être faite. En ce point en outre, les restes d'un vieux chemin ont conservé dans le pays le nom de *chemin ferré*, souvent donné aux anciennes voies romaines.

Nous croyons d'ailleurs savoir que M. Marius Villard prépare un important travail d'ensemble sur celles des choses romaines qui intéressent plus particulièrement notre région. Ce sera une nouvelle et fort utile contribution de sa part à l'histoire locale, encore trop ignorée mais sur laquelle enfin, grâce à de multiples efforts, se projettent déjà de consolantes clartés.

naire de Valence, en l'office des anniversaires d'icelle, un demy baral vin pension d'un baral vin, et un gros que faict une terre dudit bénéfice au mandement de Valence, lieu dict en *Constance*, confrontant du Levant, Couchant et Vent terre et blé, de Bize, *le chemin de Valence à Chabeuil* ».

Nous avons vainement essayé de retrouver ce quartier dont le nom a dû disparaître dans quelque mutation de propriété. Mais la désignation de son emplacement approximatif dans la délimitation d'une terre qui en faisait partie, dans l'acte de 1508 : «... de Bize, le chemin de Valence à Chabeuil », ne permet pas de douter de son existence dans la plaine sise entre Valence et Chabeuil, et supprime toute confusion avec le quartier de Pont-péri où se voyait la Tour de Constance.

Du rapprochement de tous ces faits, la présence prolongée de Constance II à Valence, avec tout ou partie de son armée, cantonnée dans les environs immédiats de cette ville, ne peut être contestée. Il y a donc grande probabilité que mettant à profit son inaction, et désirant peut-être se ménager un refuge en cas d'un échec toujours à prévoir, il ait employé ses loisirs forcés à faire construire, ou même réparer, l'ouvrage qui servait déjà ou devait servir à la défense du pont existant sur ce point du Rhône, et que cette importante *tête de pont* ait conservé son nom, de même que le quartier où campaient ses troupes, a conservé jusqu'à la fin du xvi^e siècle, le nom de Constance.

(*A continuer.*)

ETIENNE MELLIER.



LES ENVIRONS DE CHATILLON

(SUITE. — Voir les 142^e et 145^e livraisons.)

II. Glandage.

En quittant Creyers on suit un moment le cours du Bez ; puis, à la jonction de cette rivière avec celle de Boulc, la route de Die à Grenoble entre dans le défilé des Gâs, formé par deux chaînes de montagnes parallèles, bien connu des touristes, autant par son aspect sauvage que par ses peintures naturelles. Un document de 1789, émané des notables de Glandage, explique fort bien le nom de ce passage de plus d'une lieue d'étendue : « Le seul chemin de Châtillon, par où nous pouvons transporter nos denrées, se trouve, disent-ils, souvent bouché par l'abondance des eaux qui découlent de notre territoire et se joignent dans un détroit appelé les Gâs, où il les faut gayer plus de dix à vingt fois » (1). Depuis cette époque, un encorbellement dans le rocher de la rive droite, a permis de circuler hors de l'eau et rendu inexplicable l'ancien nom du défilé. Quant aux peintures de la rive gauche, elles proviennent de légères infiltrations d'eau et d'une mousse très fine qui ont décrit sur les parois des rochers quelques dessins plus ou moins réussis, et notamment le portail d'une église ogivale.

(1) Drôme, C. 4.

Près d'un moulin entouré de verdure et presque à l'intersection du Val du Bez par celui de Borne, la route s'attaque à une colline élevée qu'elle coupe et sillonne de ses nombreux lacets. Là, sans doute, dans un sol maigre et de culture difficile, croissaient jadis des chênes à glands, d'où est dérivé le nom de *Glandage* (1). Au col des Gâs, où subsistent encore les ruines d'un vieux castel, l'horizon s'élargit, et un gracieux paysage se découvre soudain. Il embrasse le village chef-lieu, avec son église, sa mairie, son auberge et ses quelques maisons disposées artistiquement, malgré leur simplicité. Leurs tons chauds, que la couleur terne du coteau adjacent fait ressortir davantage, se marient fort agréablement avec la verdure des prairies et des champs de la plaine des Vierres et avec le gris des montagnes dentelées qui encadrent le tableau. Le Bez, né dans ces parages, profite d'une ouverture cachée pour arriver au val des Gâs ; d'après les étymologistes, son nom signifie tombeau, rivière courte, eau et jonction de ruisseaux selon une charte de Durbon de l'an 1135. Il a un parcours de 25 kilomètres avant d'atteindre la Drôme, dont il est tributaire, et reçoit les eaux de la Grimone, de la Borne, du Boulc, de l'Archiane, de Boidans et de Ragnac (2).

Les comtes de Die, les Artaud d'Aix, les princes d'Orange, premiers maîtres de Châtillon, étendaient aussi leur domination sur Glandage, sous la dépendance des évêques de Die. Mais, après ces possesseurs déjà connus, le *Cartulaire de Durbon* y place, on ignore à quel titre, un Pierre Duèse, Deusei ou de Vèse (*de Usa*), seigneur de

(1) DE COSTON. *Etymologies des noms de lieu de la Drôme*.

(2) Le Bez vient de la montagne de Toussière et la Borne du mont Jocon, un des points les plus élevés du département.

St-Félix et acquéreur du vicomté de Carmain, Carman ou Caraman, dans la sénéchaussée de Toulouse, propriété des Lautrec.

Pierre Duèse, fils d'Arnaud et neveu du pape Jean XXII, qualifié dans un acte de 1324, vicomte de Caraman et seigneur de Lus, Recoubeau, Jonchères et Glandage, nommait alors cinq ecclésiastiques de Cahors ou de Comminges pour administrer ses terres du Diois et pour transiger avec le Dauphin et les habitants de Lus-la-Croix-Haute et de St-Maurice. De Bernardon, l'un d'eux, traita avec Lus et avec le prieur de Durbon pour la possession du bois de Rieufroid. Sept ans plus tard, Amalric de Narbonne et son épouse, seigneurs de Glandage et de Lus, déclaraient avoir donné pouvoir à Raymond de St-Ferréol d'aplanir les difficultés survenues avec les Chartreux de Durbon au sujet du pâturage du Rieufroid (1). Mais, dès 1339, les seigneurs languedociens privés de leurs droits féodaux dans le Diois, on ignore pour quelle cause, laissèrent les Artaud-Montauban recouvrer Glandage, témoin la qualification de seigneur du lieu donnée à Guillaume l'un d'eux, la même année. Comme Raymond, un de ses successeurs, en 1446, n'avait pas d'enfants, il disposa de ses biens en faveur d'Alix de l'Hère ou de Laire, fille du gouverneur du Dauphiné en 1407. Guigues, frère d'Alix, hérita d'elle et après lui parurent Hugues de l'Hère, époux de Marguerite de Treschenu et Claude leur fils, qui illustra le nom de Glandage, sous lequel il est connu dans l'histoire.

Il servit sous Brissac et Montluc au delà des Alpes et devint chevalier de l'ordre du roi et commandant d'un régiment en 1560. Comme il se distingua au siège de Sisteron,

(1) *Cartulaire de Durbon.*

aux combats de Montfrin, de Bollène et à tous ceux de l'époque, de Gordes lui confia le gouvernement de Die en 1566 et celui des Baronnie en 1568. De retour à Die, l'année suivante, il y déjoua trois complots ourdis pour livrer la place à Montbrun et en repoussa « l'ennemi, bien que surpris et trahi par ses propres soldats ». Il quitta cette ville en 1575 et y retourna en 1582, à la demande des habitants. Après y avoir rétabli la paix, il se rangea du côté des Ligueurs et, en 1585, fit arrêter sans motifs le seigneur de Vachères et les protestants du voisinage, ce qui lui valut le désaveu de la cour et l'obligea, pour se justifier, à se rendre à Paris. Il mourut pendant ce voyage, laissant de Philippine de Guiffrey-Boutières, son épouse, un fils de même prénom que lui, appelé Glandage le Jeune par les historiens. Celui-ci d'abord catholique se déclara tout à coup partisan de la Réforme, alla guerroyer dans le Comtat et s'empara d'Orange par un stratagème audacieux. Blessé près de Venterol, il retourna dans le Comtat, à peine guéri, et ne fut pas heureux dans ses expéditions. Venu alors dans le Diois il tenta d'en surprendre la capitale, défendue par son père, et échoua si bien qu'il fut accusé de trahison et contraint de quitter l'armée de Montbrun. On le retrouve ensuite dans le Comtat avec les Réformés, et en 1580, au siège de la Mure « tout catholisé et allant à la messe ».

Il avait épousé Claire de Thollon, fille du seigneur de Sainte-Jalle, un des chefs catholiques (1). On trouve, après ces deux guerriers, Marie de L'Hère de Glandage, qui fit reconnaître ses droits seigneuriaux en 1643 et s'unit avec Antoine de La Baume-Suze, seigneur de Baume-Transit. Antoine, leur fils, devint abbé de Mazan en Vivarais et

(1) BRUN-DURAND. *Dictionnaire Bio-Bibliographique de la Drôme.*

leurs filles entrèrent dans la maison des Escalins des Aimars de La Garde et dans celles du baron de Vinay et, en 1639, de François de Châteauneuf, comte d'Oing et baron de Rochebonne. C'est à ce dernier que Glandage échut, car, en 1675, Charles de Châteauneuf, mestre de camp de cavalerie, y nommait châtelain le notaire Accarias. Etranger au Dauphiné et demeurant au Forez, ce gentil-homme aliéna la seigneurie aux Simiane, illustre famille provençale, dont en 1732, François, l'un de ses membres, marquis d'Esparron, baron de Baume-Transit et seigneur de Treschenu et Glandage, faisait reconnaître ses droits dans la dernière localité, et testait deux ans plus tard, en faveur d'Antoine-Charles-Augustin-Joseph de Simiane, fils d'Alexis-Elzéar, seigneur de Mollans, aux Baronies (1).

Rien ne prouve que ces différentes familles aient habité Glandage, où elles se contentaient d'affirmer leurs biens au prix de 3,000 livres sans les épingles ou étrennes, en 1789.

Indépendamment d'un domaine, ils recevaient de tout laboureur avec bœufs un sétier de blé, un de gros blé, une charretée de bois, cinquante livres de paille et quatre sols ; des laboureurs sans bœuf une émine de blé, une charge de bois, un faix de paille et deux sols ; des brassiers un faix de bois et une poule ; du corps de la communauté douze sétiers de blé pour droit de guet ou de garde, 48 livres pour le ban-vin ou privilège de vendre seul du vin pendant une période déterminée. Ils avaient, de plus, un demi-vingtain de tous les grains recueillis dans le territoire, les lods au 6° denier pour les ventes d'immeubles, la banalité des moulins avec droit de mouture à la cote vingt-quatre,

(1) Drôme. B. 1170, 1193, 1132, 1139, 1194, 1351.

et la justice haute, moyenne et basse qui leur rapportait 80 florins et 25 des cas royaux. Outre ces charges, les tenanciers des Simiane leur payaient encore des censes en blé, en poules, en chapons, en cire, en poivre, gingembre et argent pour les immeubles cédés en emphytéose ou baux à long terme aux habitants (1).

Ceux de Borne, en 1785, réclamèrent au seigneur la production des titres l'autorisant à exiger d'eux les corvées, le droit de guet, le ban-vin, le demi-vingtain et le paiement « en cosséal » 'méteil' au lieu de gros blé, ainsi qu'à mesure comble, au lieu de la mesure locale. Ils fondaient leurs plaintes sur ce que leur territoire, distrait de Treschenu, devait être soumis aux seuls droits de ce fief. — De son côté, la population de Glandage, en 1788, se plaignait des redevances exigées des laboureurs et du remplacement du moulin du Colombier, 30 ans auparavant, par celui du Val de Borne ; mais à deux ans de date tous les droits féodaux étaient abolis (2).

Un mémoire de 1789, dressé par les consuls et notables, ne révèle pas une situation brillante, car il déclare le sol peu fertile, le climat froid et neigeux, les maisons bâties en terre et presque toutes couvertes en chaume, de courte durée, et craignant les incendies. Il n'y a aucun produit surabondant, aucune industrie, aucune foire. Les charges annuelles comprennent les impôts dus au roi, soit 5,000 livres pour la taille, le 20^e et la capitation, les intérêts de 500 livres de dettes et 234 de frais de recette et les

(1) Un terrier de Louis de Simiane de Claret, seigneur de Treschenu lui attribue la justice haute, moyenne et basse, l'hommage de ses vassaux, des censes, lods et vingtain à la cote vingt-cinq pour le blé, le seigle, l'épeautre, le millet, l'avoine, le vin et le premier foin. (Drôme, E. 1719).

(2) Archives de Glandage.

revenus se réduisent à 23 livres de rente. La nourriture ordinaire se compose de pain de blé ou de seigle, de légumes et de pommes de terre et pour la majeure partie d'herbages ; plusieurs sont même contraints de mendier. Un châtelain, un secrétaire, deux consuls et huit conseillers annuels administrent la commune (1).

Au point de vue religieux, la paroisse dépendait du prieuré de Guignaise-lès-Châtillon, et, en 1789, l'évêque de Die, qui en était pourvu, y percevait la dîme des grains et des agneaux à la cote 12°, affermée 3,200 livres par an. Il retirait, de plus, 20 sétiers de deux domaines. Malgré cela, dans les paroisses de Grimone et de Borne, les frais du culte incombait presque en entier au fidèles, et l'absence d'un vicaire à Glandage avait soulevé un procès au parlement.

Après le legs de 10,000 livres fait aux pauvres de Glandage, de 15,000 à ceux de Châtillon et de 5,000 à ceux de Boulc en 1695, par Félix-Emmanuel de Castellane de Saint-Jurs, prieur de Guignaise, les pauvres de ces trois localités, avec les intérêts de la somme capitale prêtée aux Etats de Provence et au clergé de Die, n'étaient plus, en 1789, que de 330 livres par an pour mariage de filles pauvres, apprentissage de métier à un garçon et secours aux indigents et, un an plus tard, tout disparaissait, avec la 24° partie de la dîme représentant 24 sétiers de blé.

D'après la *Statistique de la Drôme*, le chapitre de Die aurait cherché un refuge à Glandage pendant les guerres du xvi^e siècle ; son départ en ce cas se serait effectué, sans doute, en 1562, car, dans la suite, il y eut là, comme ailleurs, peu de sécurité, puisqu'en 1574, Rivière de Sainte-Marie et de Villedieu y causèrent beaucoup de maux et

(1) Drôme, C. 4.

qu'en 1585, les réformés surprirent les châteaux de Glan-dage et d'Aix et les petits forts de la montagne.

De nos jours, l'eau et le feu ont souvent dévasté la commune : en 1844, l'explosion d'un dépôt de poudre de mine fit périr six personnes aux Combes et incendia 12 maisons ; en 1853, un grand incendia dévora 28 maisons sur 36 à Grimone ; en 1873, 9 maisons de Borne, dont 5 inhabitées, devinrent la proie des flammes et 3 aux Maillefauds en 1865. Quant aux inondations, celles de 1856 à Grimone, aux Combes et à l'Eglise, en 1861, celles de Borne et l'année suivante, des Combes, furent les plus désastreuses (1).

Contenance : Elle est de 5,211 hectares, dont 1,315 en bois communaux et particuliers, 917 en terres, 91 en prés, 2,587 en pâturages, 128 en chemins et rivières, 179 en hermes et 4 en édifices publics. Selon M. Mermoz, le revenu, en 1839, des 5,083 hectares imposables, atteignait 29,481 fr. soit 5 fr. 80 l'un et celui de ses 148 maisons 1,577 francs.

Impositions : En 1873, l'Etat a reçu 3,074 fr. 55, le département 1,437 fr. 65 et la commune 474 fr. 39. ce qui, avec les 99 fr. 06 des non valeurs, donne 5,086 fr. 05.

Population : En 1789, 750 personnes ; en 1839, 675 ; en 1878, 643 ; en 1902, 470.

Distances : De Châtillon, son chef-lieu de canton, 15 kilomètres ; de Die 29 ; de Valence 96.

Foires : 5 avril et 1^{er} octobre.

Productions : Céréales et pommes de terre, bois et pâturages, excellents fromages, carrières de pierres men-lières.

(1) Archives de la Drôme, série M.

III. Bonneval

De Glandage à Bonneval, malgré la contiguité des deux territoires, les relations sont rares et les sentiers difficiles. La distance de l'un à l'autre paraît sur la carte presque égale à celle de Châtillon à Glandage, et les trois localités forment un triangle de montagnes coupées par quelques coins de terre cultivable. Bonneval ou bonne vallée n'a rien pour justifier ce nom, véritable antinomie. Les quelques maisons du chef-lieu occupent le versant ouest d'une colline élevée, d'apparence peu fertile, au pied de laquelle naissent deux petites plaines, l'une dirigée vers le midi et l'autre vers Boulc et Châtillon (1).

Le 31 mars 1785, un incendie par imprudence y détruisit l'église, la cure, la mairie et les maisons Gasquet. Artaud, Reynaud et Tatin, avec les greniers de M. de Jansac. Des toitures en chaume, facilitant l'extension des flammes faillirent causer la perte entière du village qui, depuis lors, remplaça la paille par des tuiles.

On se demande avec anxiété quelle histoire peuvent bien avoir les quelques laboureurs ou bergers installés dans une région montagneuse, loin de toute agglomération de quelque importance. A la vérité, si l'on n'évoque pas le souvenir des anciens possesseurs de la seigneurie, tous les siècles féodaux peuvent y être franchis sans rencontrer le plus mince événement.

Or, Bonneval, comme Glandage et Châtillon échet à l'origine aux évêques et aux comtes de Die, et, par ses

(1) La montagne de Toussière, d'où sort le Bez, a 1,919 mètres d'altitude.

derniers, aux Artaud d'Aix et aux princes d'Orange. Un voile épais nous cache un siècle ou deux les noms de ses possesseurs ; mais, en 1351, les de Rosans, sortis de la localité de ce nom, sur les confins de la Drôme et des Hautes-Alpes, possèdent le fief jusqu'à ce que deux filles de leur maison, Françoise et Jeanne, le transmettent, l'une à Louis d'Autane, en 1520, et l'autre à Jean de Draguignan. Celui-ci vendit sa part à un voisin, Gaspard de Bésignan, ainsi nommé d'une seigneurie contiguë à celle de M. d'Autane sur Vercoiran, entre la vallée de l'Ennuie et celle de l'Ouvèze ; puis, Rixende de Bésignan, par son mariage avec Antoine d'Autane, ramena dans cette famille la terre de Bonneval, divisée en deux portions ou pareries. L'une passa chez les d'Agoult, famille illustre de Provence, par l'alliance avec Giraud, l'un de ses membres, de Jeanne d'Autane, fille de Louis, et dans la suite chez les Deshières dont Marie-Gabriel épousa Jeanne d'Agoult de Montmaur ; l'autre part demeura chez les d'Autane et fut aliénée vers 1704 à Vincent Vial d'Allais, originaire du Trièves, capitaine au régiment de Cambresis et, vers 1714, à Etienne-André de Gilbert, originaire de Die, lieutenant général de l'artillerie de France (1).

Il serait facile avec tous ces noms d'élargir le cadre de la notice sur Bonneval, s'il était certain que ces diverses familles aient habité la commune ; mais le doute suffit pour arrêter le touriste le plus versé dans l'histoire nobiliaire et pour lui faire étudier celle des habitants.

Un dénombrement de ses revenus fait en 1540 par Delphine de Rivière, veuve de Pierre de Rosans, révèle ainsi leur condition :

(1) Drôme, Inventaire de la Chambre des Comptes.

Outre la justice haute, moyenne et basse, la dame de Bonneval avait une scie à bois affermée 8 florins, un moulin à farine de 20 sétiers de blé et de seigle par moitié de revenu, plus 35 sétérées de terre et 9 journaux de pré, 5 corvées annuelles de la moitié des habitants, le vingtain des grains équivalant à 30 ou 40 sétiers de blé ou de seigle, 9 sétiers de blé et autant de gros blé de 40 personnes, à raison d'une émine de tout possesseur de bœufs, d'une charretée de bois, et d'une demi émine des autres habitants de 3 sols pour deux bœufs ou vaches, d'un sol pour un bœuf, de 2 sols pour 30 brebis et d'une livre et demie de fromage, finalement de 20 florins et de 18 poules de la communauté (1). Toutes ces charges ressemblaient beaucoup à celles de Glandage ; cependant les consuls et notables en 1789 ne s'en plaignaient pas et se bornaient à décrire ainsi la situation économique de la commune.

Le sol cultivable d'un pied et demi d'épaisseur, à peine en pente et pierreux, produit peu de blé, de seigle et de méteil et, sans les pommes de terre, plusieurs familles auraient de la peine à se nourrir. L'avoine est la seule récolte surabondante. La culture s'y effectue à l'aide de jeunes veaux qui, faute de fourrage, sont revendus en septembre. « Chaque hameau a son troupeau de bétail menu en parerie, composé le chacun, d'environ cent bêtes d'une petite espèce ». La principale montagne pour le paquelage est louée par le seigneur aux habitants de Terre-Rouge et de Souvestrière ; les autres montagnes offrent seulement une légère pelouse à leur sommet. La population avec 50 familles arrive à 300 personnes ; elle est administrée par un châtelains et deux consuls et ne

(1) Drôme, Inventaire de la Chambre des Comptes.

possède ni hôpital, ni fondation charitable, la 24^e partie de la dîme y produisant aux pauvres 3 sétiers de « cosséal » (méteil). Quant à l'école, les parents paient le maître (1).

Le prieuré, connu dès 1330, fut uni à la cure au XVIII^e siècle et le titulaire, depuis lors, percevait les dîmes en payant une rente au prieur de Guignaise sur Châtillon.

L'église dédiée à Notre-Dame de l'Assomption, a été érigée en succursale le 4 juin 1853.

Superficie : En 1835, il y avait 611 hectares de bois, 424 de terres, 57 de pré, 731 de pâturages, 62 de rivières et chemins, 18 de terres incultes, total 1916.

M. Mermoz, en 1839, portait le revenu des 1853 hectares imposables à 8,89 1/2 fr., celui d'un hectare à 4 fr. 80 et celui des 52 maisons à 496 francs.

Contributions directes de 1873 : part de l'Etat, 861 fr. ; du département, 416 fr. 33 ; de la commune, 1,186 fr. 96 ; des non-valeurs, 39 fr. ; total, 2,513 fr. 57.

Population : 300 habitants en 1789, 223 en 1840, 170 en 1862, 150 en 1883, 120 en 1901.

Distances : 12 kilom. de Châtillon, son chef-lieu de canton, 29 de Die, 94 de Valence.

Folres : Le 9 septembre et le 4^e dimanche de juillet ; la première, en 1724, accusait 2,500 à 3,000 fr. d'affaires.

Productions : Céréales et bétail à laine.

Nulle curiosité ni illustration.

A. LACROIX.

(A continuer.)

(1) Drôme C. 4.



AVANT-PROPOS

La petite ville de Tain, dans la Drôme, a déjà été l'objet d'une *Notice historique* publiée en 1863, par l'abbé Vincent, auteur de nombreuses monographies, toutes sorties d'un moule assez uniforme (1). Il serait facile de critiquer ce fécond écrivain, dont les travaux, aujourd'hui insuffisants, sont loin de répondre à toutes les exigences de la méthode historique, et trop souvent chez lui l'élégance de la forme dissimule mal la pauvreté du fond. Sans doute, il vivait à une époque où, dans notre province, l'histoire locale, encore bien en retard, laissait passablement à désirer. Néanmoins, elle s'était déjà affirmée par des œuvres de quelque valeur, ainsi qu'en témoignent les deux premiers volumes de *l'Essai historique sur l'abbaye de Saint-Barnard et sur la ville de Romans*, par

(1) Abel-Joseph Vincent, né à St-Jean-en-Royans le 24 avril 1813, ordonné prêtre le 16 juillet 1837, professeur au collège de Chabeuil, vicaire à Loriol (1840), curé de Mantaille (1843), de nouveau professeur à Chabeuil (1851), curé de La Vache (Beauvalon) (1852), et de Serves (1866), où il prit sa retraite. Il y mourut le 2 janvier 1891. Il était chanoine honoraire de Valence. Outre des *Lettres sur le Royans*, l'abbé Vincent a publié quarante-cinq monographies, dont

P.-E. GIRAUD, parus en 1856, antérieurs, par conséquent, de sept ans à la *Notice historique sur Tain*. La comparaison accuse, pour cette dernière, une infériorité non douteuse quant à la formation scientifique. Nous aurions mauvaise grâce à faire le procès de notre prédécesseur, qui, après tout, a donné, par sa vie laborieuse, un bon exemple dont il faut lui savoir gré. En venant quarante ans après lui, nous bénéficions d'une situation intellectuelle notoirement améliorée, ce qui oblige à faire autrement et mieux, nous l'espérons du moins. Par là, il sera permis de mettre au point voulu un passé historique, modeste sans doute, mais qui tient au cœur de quiconque aime son pays.

Tain (Drôme), le 27 mai 1903.

celle de Tain sous ce titre : *Notice sur la Ville de Tain (Drôme)*, par l'abbé A. Vincent, membre de l'Institut historique de France et Chanoine honoraire du diocèse de Valence. Publiée sous le patronage de M. le Préfet et des membres du Conseil général de la Drôme. Valence, imprimerie de Ch. Chaléat, rue St-Félix, 1863. Petit in-8° de 104 p.

Cf. L'abbé Abel Vincent. *Notice biographique et littéraire*, par l'abbé Cyprien Perrossier. Valence, imprimerie de Jules Céas et Fils, 1891. In-8° de 14 pages.

Extrait du *Bulletin d'hist. eccl. des dioc. de Valence, Gap, Grenoble et Viviers*.

Nous devons ajouter qu'avant l'abbé Vincent, un autre écrivain dauphinois, Albert du Boys, avait consacré à Tain, une courte notice historique parue dans l'*Album du Dauphiné*, deuxième année, 1836, p. 122-36, avec deux vues lithographiques représentant Tain et Tournon. L'article est signé : ... *ys*.

HISTOIRE

DE LA

VILLE DE TAIN

PREMIÈRE PARTIE

TAIN SOUS LA DOMINATION ROMAINE

Le nom de Tain apparaît pour la première fois dans la carte de l'empire romain, dressée en partie au commencement du iv^e siècle, sous Dioclétien, et connue sous le nom de *Table de Peutinger* (1). Là, dans le segment relatif à la

(1) L'exemplaire unique de ce célèbre document est conservé à la Hofbibliothek de Vienne, en Autriche. C'est une carte manuscrite et coloriée sur onze *segments*, ou feuillets (primitivement il y en avait douze) et qui a été transcrite, au xiii^e siècle, par un moine allemand de Colmar. Au commencement du xvi^e siècle, elle se trouvait à Augsbourg, dans la bibliothèque d'un érudit, Conrad Peutinger, dont elle a depuis gardé le nom. Le moine allemand avait exécuté son manuscrit d'après un document très ancien, qu'il a copié comme il savait et comme il pouvait ; aussi sa copie présente de nombreuses erreurs soit en géographie, soit dans l'orthographe des noms de lieux. Tous les savants sont unanimes à reconnaître que le document ancien copié au xiii^e siècle, — et qui a disparu sans laisser de trace — est certainement de l'époque romaine. Il n'a pas été dressé et rédigé en une seule fois, car on y retrouve plusieurs époques successives, depuis l'époque d'Auguste, jusqu'à la plus récente, celle des empereurs du iv^e siècle. Au v^e, il y eut probablement révision de l'ensemble avec addition de détails. Telle était l'œuvre que copia le moine de Colmar, en 1265. Malgré l'état défectueux où il est arrivé jusqu'à nous, ce précieux document n'en est pas moins d'une grande importance pour la géographie de la Gaule romaine. — La Table de Peutinger a eu de nombreuses

Gaule, se lisent les noms des stations situées le long de la route allant de Vienne à la Méditerranée, sur la rive gauche du Rhône. Entre Vienne et Valence, deux stations sont indiquées : *Figlinis*, localité non encore identifiée, un peu au sud de Saint-Rambert-d'Albon, à 17 milles de Vienne (25 kilom. 185 m.), et *Tegna* (Tain), à 16 milles de *Figlinis* (23 kilom. 740 m.). Vient ensuite *Valentia* (Valence), à 13 milles de *Tegna* (19 kilom. 259 m.). Le mille était, chez les Romains, une mesure itinéraire de mille pas, et le pas correspondait à peu près à 1 m. 1/2.

Une colonne milliaire, en granit du pays, trouvée, en 1796, par l'abbé Chalieu, « à trois milles au-dessous de Tain » (1), dit-il, « dans le territoire de Mercurol » (2), ajoute Delacroix, donne comme distance de la colonie de Vienne, à cet endroit-là, 39 milles, ce qui équivaut à 57 kilomètres 2/3. Voici l'inscription de cette colonne :

éditions. Les deux meilleures sont celles de CONRAD MANNERT (Leipzig, 1824, petit in-fol.) et d'ERNEST DESJARDINS (Paris, 1868-1874) 1^{re} fasc. in-fol. Reproduction en coul. avec 1 vol. in-8° de texte.

(1) *Mémoires sur diverses antiquités du département de la Drôme, etc.*, p. 70, ouvrage posthume de l'abbé CHALIEU, savant antiquaire né à Tain en 1733. Dans ce livre — qui n'est pas sans valeur même encore aujourd'hui, — l'auteur s'est beaucoup occupé des antiquités romaines de son pays natal. Nous aurons occasion de reparler de lui.

(2) *Statistique du département de la Drôme*. Nouvelle édition, 1835, p. 611. Nous savons de bonne source que la colonne milliaire fut trouvée en 1796, au bord de la route qui va de Tain à Beaumont-Monteux, à un kilom. de la Mule Blanche, soit à 4 kilom. de Tain, et sur le territoire de la commune de Mercurol. Cette route, à cet endroit, porte le nom patois de *vimougne* (*via magna*), que lui donnent encore les gens du pays. C'est l'ancienne voie romaine de Vienne à la Méditerranée. Arrivée au ruisseau de Crozes elle s'écartait du Rhône, car les roches de l'Hermitage étaient à pic sur le fleuve. Elle passait à Crozes, — où l'on a trouvé un débris d'inscription romaine — remontait les pentes de l'Hermitage, sur

IMP . CAES
 LVC . DOM
 AVRELIANO
 P . FEL . INV
 AVG
 PONT . MAX
 GERM . MAX
 GVTICO . MAX
 CARP . MAX
 PRO . V . INP
 III COS
 PP
 XXXVIII

*Imperatori Caesari Lucio Domitio Aureliano pio felici
 invicto Augusto, pontifici maximo, Germanico maximo,
 Gutico maximo, Carpico maximo, tribunicia potestate (?),
 IV (?), imperatori III, consuli, patri patriae.*

Millia passuum XXXVIII.

*A l'empereur César Lucius Domitius Aurelien, pieux,
 heureux, Auguste, victorieux, souverain pontife, gothique
 très grand, carpique très grand, revêtu de la puissance*

lesquelles s'étendait le *vicus* de Tain, pour se diriger ensuite sur
 Valence, en passant à Conflans.

Ce fragment d'inscription a été trouvé au lieu dit les Martinelles,
 près du ruisseau de Crozes, sur le côté nord de l'Hermitage :

D . M
 . . ET . MEM
 . [oriæ]

Diis Manibus . . . et memoriae . . .

« Aux dieux mânes . . . et à la mémoire de . . . »

Communiqué par A. de Gallier à Allmer et publié par ce dernier
 (Ut supra, t. III, p. 105).

tribunitienne pour la quatrième fois ? imperator trois fois, consul, père de la patrie.

XXXIX milles (1).

La date de cette inscription, dédiée à Aurélien, est circonscrite entre 271 au plus tôt, et 273 au plus tard (2).

Nous avons dit que la première mention du nom de Tain se lisait dans la Table de Peutinger. Pour en retrouver une autre mention (3), il faut descendre jusqu'au x^e siècle où nous rencontrons *in Tegnio* (4). En 1064, une charte du Cartulaire de St-Barnard de Romans la présente ainsi : *in villa Tigno* (5). Le scribe avait d'abord mis *Tingno*, qu'il a remplacé par *Tigno*. Moins de 50 ans après, en 1111, nous trouvons un *prior de Tegno* (6); au xiii^e siècle et au commen-

(1) Inscription publiée par CHALIEU, *Mémoires, etc.*, p. 67-82, avec planche gravée. — DELACROIX, *Statistique du département de la Drôme* (1835), p. 611-12. — ALLMER, *Inscriptions antiques... de Vienne en Dauphiné*, t. I (1875), p. 124-27. Par une étonnante distraction, Allmer a omis la neuvième ligne : CAR · MAX, qu'il a pourtant donnée dans sa double traduction latine et française.

(2) CHALIEU et ALLMER, *Ut supra*. — Cette colonne mesure, au-dessus du sol, 1 m. 70 c., son diamètre est de 0 m. 35 c. Elle fut transportée à Tain, dans le jardin de M. Jourdan aîné, appartenant aujourd'hui à M. Max Monier de La Sizeranne. On l'y voit encore, et elle est bien conservée.

(3) Il n'y a pas lieu de tenir compte de la forme *Genua*, évidemment erronée, fournie par l'Anonyme de Ravenne, dans la traduction qu'il donna, au ix^e siècle, d'une Cosmographie grecque du vii^e siècle.

(4) U. CHEVALIER, *Cartulaire de St-André-le-Bas-de-Vienne* (1869), p. 87. A moins d'admettre, ce qui est bien invraisemblable, que le genre du nom ait changé du iv^e ou x^e siècle; en tout cas le nom actuel de Tain exige, comme point de départ, une forme masculine.

(5) P.-E. GIRAUD, *Essai historique sur l'abbaye de St-Barnard et sur la ville de Romans*. — Première partie. Preuves (1856), p. 104. — U. CHEVALIER, *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Barnard de Romans*. — Nouvelle édition complète d'après le manuscrit original. — Première Partie (817-1093), p. 148.

(6) P.-E. GIRAUD, *Ut supra*. — *Complément textuel du Cartulaire* (1869), p. 51.

cement du xiv^e, on a *Tinctum*, *Tintum* (1) ; la charte des franchises (1309) porte : *villa de Tincto* ; enfin, au xv^e siècle (1445) (2) et au xvi^e (1534) (3), le nom français est écrit : *Taing*, *Tainct* et *Tein*. Ajoutons que, bien auparavant, soit au x^e siècle, le territoire de Tain est qualifié de *in agro Tegnense*, *in agro Tegnacense* (4), formes, il est vrai, qui ne peuvent nous renseigner sur le genre du nom primitif.

Philologiquement parlant, il est certain que la forme primitive n'a pas été *Tegna*, comme le porte par erreur manifeste la Table de Peutinger. Ceci ne doit pas étonner, car il n'est pas douteux que, dans cette Table, les noms de lieu sont assez souvent reproduits d'une manière incorrecte et fautive (5), ce qui est notre cas. En effet, *Tegna*, qui donne régulièrement *teigne* avec un *e* en roman (règle de la post-tonique), n'est certainement pas l'origine du

(1) J. ROMAN, *Visites dans les prieurés de l'ordre de Cluny du Dauphiné, de 1280 à 1303*, dans *Bull. d'hist. du dioc. de Valence*, t. IV (1883-84), p. 48, 50, 87 et 88.

(2) VALBONNAIS, *Hist. du Dauphiné*, t. I, p. 90.

(3) ARCHIVES de la Drôme, E, 3723.

(4) GIRAUD et U. CHEVALIER, *Cartulaire de St-Barnard de Romans*. Cf. les chartes de 939, 957, 996, 995-98, vers 1005, 1007, 1009 et 1064. — U. CHEVALIER, *Cartulaire de Saint-André-le-Bas-de-Vienne*. — Cf. p. 87 (charte du milieu du x^e siècle) : *in agro Tegnacense*. Le titre de la charte porte : *in (agro) Tegnio*, mais *agro* a été ajouté par l'éditeur, pour l'intelligence du texte (cf. l'*Introduction*, p. xi), de sorte que *Tegnio* est bien ici un nom propre, et pas un adjectif. *Tegnio* n'est autre que *Tegno*, avec un *i* marquant la prononciation mouillée *gn*. Au point de vue philologique qui nous occupe, ce texte est très important, puisque nous y retrouvons, au x^e siècle, la forme *Tegnio* qui se rapproche sensiblement de la forme primitive *Tegno*. — Ajoutons que notre ami, M. Brun-Durand, a donné, dans son excellent *Dictionnaire topographique du département de la Drôme*, plusieurs formes du nom de Tain (p. 383), soit en latin, soit en français. Il serait facile, mais sans utilité, d'en augmenter le nombre.

(5) E. DESJARDINS, *Géographie historique et administrative de la Gaule romaine*, t. IV (1893), p. 73.

nom *Tain*. La forme d'où vient ce nom est *Tēgnu* (*m*), ou *Tīgnu* (*m*), car l'*i* bref et l'*e* long ont même prononciation en latin vulgaire, ce qui explique les graphies *Tegno* et *Tigno*, et l'*o* post-tonique tombe sans laisser de trace. On sait que l'*m* des mots latins en *um* et *am* ne se prononçait déjà plus au temps de Cicéron.

Nous en concluons que la leçon *Tegna* de la Table de Peutinger est fautive, et qu'il faut lire : *Tegno* ou *Tigno*, forme primitive du nom. Le *gn* marque simplement la mouillure, et les gens du moyen âge prononçaient le nom de *Tain*, en faisant sentir vivement l'*i*. Quant aux autres graphies postérieures, celles des *xvi*^e, *xvii*^e et *xviii*^e siècles, il n'y a pas lieu de s'en occuper.

Nous avons soumis cette question de philologie à un juge compétent entre tous, M. Paul Meyer, directeur de l'Ecole des Chartes, qui, en confirmant notre sentiment, a bien voulu nous donner son appréciation si autorisée : « *Taing*, « *Teing*, *Tain* ne peut venir que d'une forme terminée par « une voyelle autre que *a*. Donc, *Tegna*, qui aurait donné « *taigne*, est exclu. Il faut admettre que primitivement « existait *Tegno* ou *Tigno*. »

Quant à l'étymologie de ce nom, sans doute celtique (1), on ne l'a pas encore expliquée d'une manière satisfaisante. Les opinions les plus diverses comme les plus fantaisistes ont été émises, et, pour s'en convaincre, on n'a qu'à lire ce qu'en a écrit un laborieux écrivain dauphinois dans un livre assez curieux et rare (2).

(1) HOLDER enregistre *Tegna*, *Tegnum* (*Tain*), dans son *Alt-Celtischer Sprachschatz*.

(2) DE COSTON, *Etymologies des noms de lieu du département de la Drôme, avec l'indication des familles qui les ont possédés à titre de fief*, in-8° (1872) à 110 exemplaires. (Extrait du *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*), tomes I-V (1867-71). On y lit (p. 58) : « Le nom de *TAIN* rappelle une idée de hauteur ou de lieu fortifié ; il est commun à plusieurs localités situées dans une post-

Nous abordons maintenant un terrain plus solide et vraiment sûr, celui de l'histoire. Disons tout de suite que Tain appartenait à la colonie de Vienne, c'est-à-dire à cette région connue sous le nom d'Allobrogie, dont les limites s'étendaient le long du lac Léman, de Thonon à Genève, suivaient la rive gauche du Rhône, depuis Genève jusqu'au confluent de l'Isère, remontaient l'Isère jusqu'à Grenoble, suivaient ensuite la crête des montagnes (chaîne de Belledonne, massif des Beauges, le mont Charvin, le mont des Aravis), Passy, Chamounix, et la Drave jusqu'au lac Léman, à l'est de Thonon (1).

Ce vaste territoire formait la cité (*civitas*) des *Allobroges*, *Allobriges*, ou encore la colonie de Vienne (*Vienna*, *Vigenna*), qui en était la capitale. Il était divisé en *pagi*. Les *pagi* des Allobroges sont mal connus, à ce point que quelques savants en ont même nié l'existence. Allmer a été

tion analogue. On retrouve, dans beaucoup de langues, le radical auquel il est emprunté : Citons notamment *Thines* (de *Thinâ*) sur une montagne près des Vans (Ardèche) ; *Teynal*, sur une hauteur près des Ollières (Ardèche) ; le *Thinet*, près de la Figère (Ardèche) ; le *Tinau*, près du Poët-Laval ; *Tein*, en Bohême ; *Tain*, en Ecosse ; LES TONILS, près de Bourdeaux, village qui doit son nom à trois coteaux contigus ; les *Tonnis*, près d'Omlèze ; les *Tonons*, près de Luc (ce sont des diminutifs du radical) ; LA TUNE, près des *Tonils*, et la *Tune*, montagne entre Vercheny et Saillans (*Latune* est un nom de famille), etc. Bullet traduit TAIN par *ta win*, bon vin ; mais le mot *ta* ne figure sur aucun dictionnaire celtique ou néo-celtique, et la plantation de la vigne sur le coteau de l'Hermitage ne remonte qu'au XIII^e siècle. »

(1) Sur la délimitation géographique du pays des *Allobroges*, *Allobriges*, cf. A. MACÉ, *Mémoire sur la géographie du Dauphiné et de la Savoie, avant et pendant la domination romaine, accompagné d'une carte de ces deux contrées*. Grenoble, 1863, in-8° (tiré à 100 exempl. Très rare). Extrait des *Mémoires* lus en Sorbonne, au mois de novembre 1861. — Le même, dans *Bulletin de l'Académie delphinale*, 2^e série, t. II (1861-62), p. 386-438, sous ce titre : *Mémoire sur quelques points controversés de la géographie des pays qui ont constitué le Dauphiné et la Savoie avant et pendant la domination*

d'un autre avis, et avec raison (1). Après les *pagi*, venaient les *vici*, dont les noms de plusieurs sont arrivés jusqu'à nous. Citons notamment : Grenoble (*Cularo*), Genève (*Geneva*). Chambéry (*Lemincum*), Yenne (*Etanna*), Aoste et Saint-Genis-d'Aoste (*Vicus Augustus*), Bourgoin (*Bergusium*), Moirans (*Morginum*), Tain (*Tegno*), etc. Plus tard, Genève et Grenoble devinrent *civitates*. — Le *vicus* était un centre plus ou moins considérable de population. Il n'avait pas d'administration municipale, mais il relevait de l'administration du chef-lieu de la *civitas* sur le territoire de laquelle il était situé. Il avait cependant, en ce qui concernait la religion, l'édilité et la police, une petite administration propre, composée de deux *magistri*, de deux édiles et d'un conseil dont les membres s'appelaient *vicani* ou *décursions*. Tain était un *vicus* de la colonie de Vienne, situé dans la partie méridionale de cette colonie, qui s'étendait au sud jusqu'à l'Isère et à son confluent avec le Rhône.

Ce fut dans cette plaine (2) que se livra une sanglante bataille connue sous le nom d'Isara, l'an 121 avant Jésus-Christ (3). L'année précédente, les Romains, sous les ordres

romaine. — E. DESJARDINS, *Géographie de la Gaule romaine*, t. II (1878), p. 234-46. — ALLMER, *Inscriptions antiques... de Vienne en Dauphiné*, t. II (1875), p. 389-407, t. III (1875), p. 359-73. Ce dernier est très complet et d'une exactitude remarquable.

(1) *Ut supra*, t. II, p. 342-44.

(2) Appelée aujourd'hui le Châssis, Beauséjour et les Iles. Elle s'étend sur les communes de Mercurol, Beaumont-Montoux, Pont-de-l'Isère et la Roche-de-Glun, du canton de Tain.

(3) De nombreux historiens ont raconté la campagne des Romains en Gaule, de l'an 123-121 avant Jésus-Christ, et la bataille de l'Isara a été rapportée par eux avec tous les détails nécessaires. Qu'il suffise de citer : CHALIEU, *Ut supra*, p. 157-68. — E. DESJARDINS, *Ut supra*, t. II, p. 273-81. — ALLMER, *Ut supra*, t. I, p. 2-6. — HERZOG, *Galliae Narbonensis provinciae romanae historia, descriptio, institutorum expositio*. Leipzig, in-8° (1864), p. 44-48. Comme sources : STRABON, SUETONE, APPIEN, L'ÉPITOME DE TITE-LIVE, PAUL OROSE, EUTROPE et VELLEIUS PATERCULUS, que nous nous bornons simplement à mentionner.

du consul Quintus Fabius Maximus, avaient traversé la Durance, et, faisant irruption dans le territoire des Ségalauuniens, dont Valence était la capitale, vinrent attaquer les Allobroges, sur la rive droite de l'Isère. Ces derniers étaient alliés à leurs voisins transrhodaniens, les Arvernes (*Arverni*), qui, sous le commandement de leur roi, le vaillant Bituitus, s'avancèrent à leur secours. Il leur fallait franchir le Rhône, fleuve large et rapide, et cette opération amena leur perte. L'armée romaine ne comptait que 30,000 hommes et devait par conséquent comprendre cinq légions.

L'armée gauloise, d'après Strabon, se montait à 200,000 hommes, à 180,000, selon Paul Orose (1). Bituitus fit établir sur le Rhône un pont formé par de grandes barques reliées à l'aide de chaînes. Après un premier engagement qui jeta le trouble chez les Gaulois, ceux-ci s'engagèrent impétueusement sur le pont improvisé; ils s'y écrasèrent, se pressant les uns sur les autres, si bien que le pont se rompit, entraînant dans sa chute les malheureuses troupes de Bituitus, qui de plus se voyaient cruellement décimées par les traits des ennemis. La victoire de ces derniers fut décisive, et leur butin considérable. Un magnifique trophée élevé par Fabius sur le lieu même de son triomphe, devait en perpétuer la mémoire, avec deux temples dédiés à Mars et à Hercule, et lui-même reçut le surnom d'*Allobrogicus*.

Les Romains ne tardèrent pas à s'emparer du pays des Allobroges qui perdirent leur indépendance et furent soumis à la domination de Rome. L'assimilation fut à ce point complète que la législation et la religion des vainqueurs furent là, comme partout ailleurs, imposées de force aux vaincus. Sur ce dernier point, nous trouvons, à Tain même, un

(1) On sait qu'il faut se tenir en garde contre les évaluations numériques fournies par les historiens anciens, qui — dans une intention patriotique facile à deviner — ont une tendance marquée à grossir les effectifs des armées gauloises et à diminuer ceux des armées romaines.

monument significatif, consacrant le culte rendu à l'empereur, le divin César (1). Nous voulons parler d'un taurobole, c'est-à-dire l'autel en pierre dure sur lequel on immolait des victimes, des taureaux, pour le salut et la prospérité de la famille impériale, ainsi que l'atteste une inscription qui comprend deux parties, l'une dans le haut, l'autre dans le bas de la pierre, entre elles, est sculptée une tête de taureau (2). Les deux côtés latéraux présentent, à droite, des

(1) Cette question du culte impérial a été remarquablement traitée par BEURLIER, *Essai sur le culte rendu aux empereurs romains*, in-8°, 1890.

(2) Ce taurobole, qui mesure 1 m. 45 c. en hauteur et 62 centim. en largeur, est en granit très dur de l'Hermitage, dont la partie nord, surtout au lieu dit Pierre-Aiguille, appartient aux roches granitiques de la rive gauche du Rhône. Cf. SCIPION GRAS, *Statistique minéralogique de la Drôme*, 1835. — LORY, *Description géologique du Dauphiné*. — Première partie (1860), p. 27-28. Ce savant, si compétent d'ailleurs, donne des renseignements qu'il est bon de reproduire ici : « Depuis les roches de Condrieu jusqu'à Andancette, la rive gauche du Rhône ne présente aucun affleurement de roches granitiques ; mais elles reparaissent à partir d'Andancette et forment une bande continue qui s'étend jusqu'à Tain. Dans la partie nord de cette bande, jusqu'aux environs de Saint-Vallier, ces roches ont encore une structure feuilletée, bien marquée : Ce sont des variétés de *gneiss* que l'on peut étudier, par exemple dans la petite gorge très pittoresque de la Galaure, entre Saint-Vallier et Saint-Uze. Mais de là jusqu'à Tain, la structure feuilletée disparaît bientôt et on a des roches massives purement grenues, constituant diverses variétés de *granite*. Le granite commun est gris, à petits grains ; au-dessus de Ponsas, il est enchevêtré avec des *pegmites*, composées presque entièrement de quartz et de feldspath, et contenant de gros filons de quartz pur. Plus loin, nous rencontrons le beau granite de Pierre-Aiguille, près Tain contenant de grands cristaux de feldspath blanc : C'est un excellent type de *granite porphyroïde*. Dans la direction du nord-est, cette roche passe à une *pegmatite* où le feldspath est de plus en plus abondant et se décompose facilement. Le *kaolin*, exploité à l'ouest du village de Larnage, est le résultat de la décomposition sur place de cette roche presque entièrement feldspathique..... Le

bandelettes et un couteau, et à gauche, une tête de béliet. Toutes ces figures, absolument effacées, ne sont plus visibles aujourd'hui. Mais, il y a un siècle, elles étaient encore en assez bon état pour pouvoir être dessinées, c'est ce qui ressort des planches gravées qui se voient dans le livre de Chalieu et dans celui d'Alph. de Boissieu. Ajoutons que l'inscription elle-même a beaucoup souffert et que, la pierre s'effritant, pas mal de lettres ne peuvent plus se lire. Cette inscription a été publiée plusieurs fois, notamment, par l'abbé Chalieu (1), et depuis, plusieurs épigraphistes autorisés l'ont reproduite et commentée. Nous nous bornons à indiquer, outre la publication de Chalieu, celles de Delacroix (2), d'Alphonse de Boissieu (3), d'Allmer (4) et de Hirschfeld (5). C'est leur texte que nous reproduisons :

[*Pro salute imp. Caes. M. Aur. Commodi*]
 [Antonini Aug. pī] I DOMVVSQ DIVI
 NAE COLON COPIAE CLAVD AVG LVG
 TAVROBOLIVM FECIT Q AQVIVS ANTONIA
 NVS PONTIF PERPETVVS

granite se termine au-dessus de Tain, dans le coteau de l'Ermitage, dont les vignobles sont sur cette roche. En général, tous les granites des environs de Tain (et on peut en dire autant de ceux de Tournon, sur la rive opposée) ont une grande tendance à se désagréger et à se réduire à l'état friable que l'on désigne sous le nom d'arène. Ce n'est que par suite de cette désagrégation que leur surface se prête à la culture de la vigne. »

(1) *Mémoires sur diverses antiquités du département de la Drôme*, p. 1-66 (Planche gravée). Le cuivre est à l'hôtel de ville de Tain.

(2) *Statist. du départ. de la Drôme* (1835), p. 609-11 (Planche lith.).

(3) *Inscriptions antiques de Lyon* (1846-1854), p. 30-32. Très belle planche.

(4) *Inscriptions antiques... de Vienne*, t. I, p. 78-88. Cf. l'ATLAS, n° 234-3.

(5) Dans le *Corpus Inscriptionum Latinarum* de Berlin, t. XII. (1895) — *Inscriptiones Galliae Narbonensis*, n° 1782, p. 15. — La restitution et l'interprétation d'un mot de l'inscription ont amené toute une longue polémique entre deux épigraphistes, Charles Robert et

(Ici, sculpture en relief représentant une tête de taureau).

EX VATICINATIONE PVSONII IVLIANI ARCHI
GALLI INCHOATVM XII KAL MAI CONSV
MATVM VIII Ka L MAI LEGGIO MARVLLO
CN PAPIRIO AELIANO COS PRAEEVNTE AELIO
CAST RENSe saceRDOTe TIBICINE ALBIO
VERINO

[*Pro salute Imperatoris Caesaris M. Aurelii Commodi Antonini Augusti Pi*]i, domusque divinae, coloniae copiae Claudiae Augustae Lugduni, taurobolium fecit Q. Aquvius Antonianus, pontifex perpetuus, ex vaticinatione Pusionii Juliani archigalli. Inchoatum XII kalendas mati, consummatum VIII kalendas maii, L. Eggio Marullo, Cn. Papi-rio Aeliano consulibus; praeunte Aelio Castrense sacer-dote, tibicine Albio Verino.

« Taurobole pour la conservation de l'empereur César Marcus Aurelius Commode, Antonin Auguste, Pieux, de la maison divine, de la colonie copia Claudia Augusta de Lugdunum; Quintus Aquvius Antonianus, pontife perpétuel, a fait ce taurobole, d'après l'augure de Pusionius Julianus archigalle (grand prêtre). Commencé le XII des calendes de mai, achevé le VIII des calendes de mai, sous le consulat de Lucius Eggius Marullus et Cneus Papirius Aelianus, sous la présidence du prêtre Aélius Castrensis, réciteur, Albis Verinus, joueur de flûte. »

Comme on le voit, ce monument est destiné à rappeler un sacrifice taurobolique offert sous le consulat de Lucius Eggius Marullus et de Cneus Papirius Aelianus — consulat qui correspond à l'année 184 de l'ère chrétienne — pour la conservation de l'empereur Commode et de la famille impé-

Allmer. Ce dernier, dont l'autorité est exceptionnelle, a eu le dernier mot. Cf. *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. I (1866), p. 288 et seq. — *Ibid.*, p. 204 et seq.; t. II (1867), p. 435; t. III (1868), p. 89. — *Ibid.*, p. 107. — *Ibid.*, p. 336-42.

riale, et aussi de la colonie de Lyon. Ce sacrifice était prescrit par l'archigalle, c'est-à-dire le grand-prêtre de Cybèle, Pusonius Julianus, sur l'ordre de la déesse. Les cérémonies se prolongèrent pendant quatre jours, du 12 au 9 des calendes de mai, soit du 20 au 23 avril. Ce fut un prêtre de Lyon, Quintus Aquvius Antonianus, qui fut le sacrificateur. Un autre prêtre, Aelius Castrensis, conduisit les cérémonies et récita les formules sacrées. Enfin, un joueur de flûte, Albius Verinus, contribua, par le son de son instrument, à rehausser la fête, ainsi que cela se pratiquait toujours dans toute solennité du culte rendu à la déesse mère des dieux.

: On remarquera que les noms de Commode ont été effacés. Cette érasion a été faite dans l'antiquité, en vertu d'un décret rendu aussitôt après la mort de cet empereur, qui mourut étranglé à la fin de l'année 192. Allmer et surtout Hirschfeld ont relevé une particularité intéressante de notre inscription, à savoir un sacrifice offert par la colonie de Lyon, et pour sa prospérité, en dehors du territoire de cette colonie, à l'extrémité de celui de la colonie de Vienne. Tain aurait-il été une enclave de la colonie de Lyon ? La même question peut se poser pour Valence, où plusieurs inscriptions locales montrent qu'il existait des relations étroites entre cette ville et Lyon (1). Il est plus probable que l'archigalle, inspiré par Cybèle, avait déterminé le lieu du sacrifice, en raison d'un temple ou d'un bois sacré en renom, situés à Tain même. Ce qui confirme cette dernière hypothèse,

(1) Hirschfeld semble donner quelque probabilité à cette opinion, dans *Zur Geschichte des Christenthums in Lugudunum vor Constantin*. Académie des sciences de Berlin. — Séance de la section philosophico-historique du 4 avril 1895. — Tirage à part offert par l'auteur, p. 14-16. Il nous en a écrit lui-même, de Charlottenburg, en 1898, appuyant sur sa manière de voir, qui consiste à considérer *Valentia* (Valence) comme une dépendance de la colonie de Lyon, vers le milieu du 1^{er} siècle. C'est du moins ce qu'il infère des inscriptions trouvées à Valence.

c'est que, vers le milieu du siècle dernier, on voyait encore, sur le plateau de l'Ermitage, les vestiges d'un édifice romain, et, d'après Chalieu, la chapelle de Saint-Christophe de l'Hermitage était bâtie sur l'emplacement d'un temple antique (1). Une inscription trouvée auprès de cette chapelle nous révèle un fait important, l'érection d'une statue en l'honneur d'un Quintus Valerius Macedo, éminent personnage viennois contemporain d'Hadrien (117-138). Ceux qui élevèrent le monument étaient des étrangers au pays, habitants des deux *vici* du Buis (?) et de Nyons, dont Valerius Macedo était le patron. Vraisemblablement, le lieu choisi à Tain était sa propriété (2). Voici cette inscription :

a

Q . VAL . C . F . VOLT
MACEDONI
FLAM . IVVENT . Q . C . V
II . VIR . AER . AVGVRI
III . VIRI . P . P . HVIC
... COS . HADRIANVS

b

Divos // // // //
LAT'VM CLAVOMCV*m*
QVAEST . OPTVL*it*
ET . PETENTIS
EXCVSATIO'NEM ACCepit
. // // // // //

c

*Vic*ANI BOXSA // // // // //
ET NOIOMAGENS*es*
PATRO'NO

(1) *Mémoires sur diverses antiquités de la Drôme*, p. 63. — La chapelle actuelle, qui date de 1864, a été élevée sur l'emplacement de l'ancienne.

(2) ALLMER, *Ut suprâ*, t. II, p. 250-55.

*Q. Valerio, C. filio, Voltinia, Macedoni, flmini juven-
tutis, quaestori coloniae Viennensium, duumviro aerarii,
auguri, triumviro locorum publicorum persequendorum.*

*Huic divos Hadrianus latum clavom cum quaestura
optulit et petentis excusationem accepit.*

Vicani Boxsani (?) et Noiomagenses patrono.

« A Quintus Valerius Macedo, fils de Caius (Valerius) ; de la tribu Voltinia, flamine de la jeunesse, questeur de la colonie de Vienne, duumvir trésorier, augure, triumvir conservateur du domaine municipal ; qui, s'étant vu offrir par le divin Hadrien le laticlave avec la questure, obtint, à sa demande, d'être excusé de cet honneur. Les habitants des vicus du Buis (?) et de Nyons à leur patron. »

La pierre portant l'inscription, autrefois placée à la chapelle de l'Hermitage, a été brisée en trois morceaux. La partie supérieure et la partie inférieure, a et c, ne se retrouvent plus aujourd'hui (1903) ; la partie médiane est actuellement à Tain, dans une propriété privée (1). Léon Rénier (2) et, après lui, Allmer (3) ont savamment commenté ce texte épigraphique, et ils en ont exactement déterminé la signification vraie. Nous n'avons fait que les résumer.

A la même famille que Valerius Macedo appartenait probablement une Valeria Julia mentionnée sur une inscription tumulaire, également trouvée à l'Hermitage :

D . (a s c i a) M .
V A . L E R . I V . L I . A E
E T . S A . B I . N A E
F I . L I . A E . V I . V A . S I
B i . p o S . V I T . E T . S . A . d

(1) Dans le jardin de M. Edouard Rey, au pied de l'Hermitage.

(2) *Mélanges d'épigraphie*, p. 68 et 69.

(3) *Ut supra*, t. II, p. 250-55. — Le même, dans *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, t. VI (1872), p. 354-57.

Diis Manibus Valeriae Juliae et Sabinae filiae, viva sibi posuit et sub ascia dedicavit.

« Aux Dieux Mânes de Valeria Julia et de Sabina, sa fille. Elle s'est élevé ce tombeau de son vivant et l'a dédié sous l'ascia » (1).

Outre ces inscriptions, le sol de Tain a gardé — et garde probablement encore — bien des témoins de la vie humaine, avant et pendant la domination de Rome. Mentionnons de nombreuses monnaies, quelques-unes gauloises, la plupart des empereurs, et qu'il serait trop long de décrire ici ; de beaux fragments de mosaïque (2) ; des pierres tumulaires anépigraphes, avec de petites urnes en verre ; des objets de poterie, tels que tuiles, briques et amphores (3). Tout indique que Tain fut alors un *vicus* d'une importance secondaire sans doute, mais qui pourtant eut son relief. Il le devait à sa situation géographique au bord du Rhône, sur les pentes d'un coteau, célèbre depuis sous le nom d'Hermitage. Quand on jette un coup d'œil d'ensemble sur la carte de la vallée du Rhône, on aperçoit vite que le cours du fleuve,

(1) Cette inscription a été trouvée sur le coteau de l'Hermitage, dans la propriété de M. Bergier. Acquisée par M. Ludovic Vallentin, elle fait partie de sa belle collection. Le texte, gravé sur une plaque de marbre de 40 centim. de hauteur, de 45 centim. de largeur et de 3 centim. d'épaisseur, a été publié et commenté par lui, en 1881, dans le *Bulletin épigraphique de la Gaule*, — t. I, p. 31, édité par M. Savigné à Vienne. Il en existe un tirage à part d'une page, in-8°, que nous croyons très rare. — Cf. Hirschsfeld, CIL, t. XII, n° 1784.

(2) Il en existe plusieurs dans le jardin de M. Edouard Rey.

(3) Une belle amphore en terre avec ses deux anses, trouvée dans les vignes de M. de Larnagé, est aujourd'hui conservée dans son jardin, montée sur un fût de colonne en granit. Elle mesure 1 m. 28 c. de hauteur et 70 centim. de largeur à la panse. Souvent les vigneronns sont venus nous apporter, ainsi qu'à A. de Gallier, des monnaies anciennes ou des fragments de petits vases en terre et en verre, qu'ils mettaient à jour en défonçant le sol.

sur sa rive gauche, depuis Feyzin jusqu'à Tain, est constamment bordé de collines plus ou moins élevées, souvent abruptes. Ces collines s'arrêtent à l'Hermitage, qui en est la dernière. A partir de là, c'est une vaste plaine qui s'ouvre vers le midi, et les coteaux ne reprennent que bien au-dessous de Valence. La position de Tain, parfaitement abritée, marque le commencement de la zone méridionale : elle est vraiment privilégiée. On comprend dès lors que, de très bonne heure, elle ait été habitée par une population agricole (1) ou les mariniers ne devaient pas manquer (2). Que le pays soit ensuite parvenu à un réel degré

(1) La nature du sol et son admirable exposition indiquent assez que la vigne y fut cultivée par les premiers habitants. On sait que, dans l'antiquité, les vins des bords du Rhône, ceux de Vienne et des Allobroges en particulier, jouissaient d'une grande réputation. A cet égard, Allmer nous semble avoir commis une erreur quand il a dit : « A part l'Ermitage, vignoble de création moderne, les coteaux de la rive droite, c'est-à-dire la Côte-Rôtie, sont les seuls qui aient pu produire des vins en renom. » (*Inscriptions de Vienne*, t. II, p. 171-72). — Nous aurons l'occasion de prouver que le vignoble de l'Hermitage n'est pas de « création récente », mais remonte loin dans le passé. Sur les vins des Allobroges, Cf. ALLMER, *ibid.*

(2) Les *nautae*, nautoniers, bateliers du Rhône formaient, à Lyon, une puissante corporation qui avait le monopole des transports sur le fleuve. Une belle inscription dédiée à l'empereur Hadrien et trouvée à St-Jean-de-Muzols (Ardèche), sur la rive droite, en face du ruisseau de Croze, atteste, pour nos contrées, l'existence et l'importance des *nautae Rhodanici* :

IM · CAES · DIVI
 TRAIANI · PARTHICI
 FIL · DIVI · NERVAE
 NEPOTI · TRAIANO
 HADRIANO · AVG
 PONTIF · MAX · TRIB
 POTEST · III · COS · III
 N · RHODANICI
 INDVLGENTISSIMO
 PRINCIPI

d'importance et de prospérité, c'est ce qui ressort de ce fait significatif, qu'un des habitants se voyait ériger une statue, dont on a lu l'inscription commémorative.

Vers la fin de l'empire, sous les coups répétés des invasions des Barbares, au iv^e et v^e siècles, le vicus de Tain subit le sort si troublé des malheureuses populations gallo-romaines. Mais les sources historiques, minutieusement consultées, ne fournissent aucun renseignement précis, aucune indication spéciale qui s'y réfère, son nom même n'est pas cité une seule fois, et il faut descendre jusqu'au x^e siècle pour le voir réapparaître, alors que le monde ancien avait fait place à une société nouvelle, de laquelle devait sortir le monde civilisé parce que chrétien.

(A continuer).

CHARLES-FÉLIX BELLET.

Imperatorī Caesarī, divī Trajanī Parthīcī filīo, divī Nervae Nepotī, Trajanō Augusto, pontīfīcī maximo, tribunicīa potestate III, consuli III, nautae Rhodanīcī indulgentīssimo principi.

A l'empereur César Trajan Hadrien Auguste, fils du dieu Trajan Parthique, petit-fils du dieu Nerva, souverain pontife, revêtu de la puissance tribunicienne pour la troisième fois, consul trois fois, prince très bienfaisant, les bateliers du Rhône.

Cette inscription a été souvent publiée et commentée, notamment par CHALIEU, ROUCHIER et ALLMER. La pierre sur laquelle elle est gravée, placée sur le bord de la route, à l'entrée du village, mesure 1 m. 20 c. en hauteur et 60 centim. en largeur. Cf. ALLMER, *Inscriptions de Vienne*, t. I, p. 53 et seq.





PLAN-DE-BAIX

I. — Topographie et Origines

En quittant la vallée de la Drôme près de la papeterie de Blacons, on aperçoit au nord-est « une immense tour d'un ton d'ocre jaune des plus hardis se détachant sur le bleu du ciel ; c'est, dit M. de St-Genis, « la tête de pont du Velan ». Ni les ruines pittoresques de Mirabel et de Montclar, à l'est, ni celles de Suze et de Gigors, couronnant, à l'ouest, deux montagnes élevées, ne parviennent à effacer l'impression produite par la vue de la tour lointaine. Quand Beaufort est dépassé et que de nouvelles pentes ont été franchies, on se trouve soudain en présence d'un colosse de pierre sur lequel M. de St-Genis, le spirituel fondateur de la Société d'Archéologie de la Drôme, a découvert un *oppidum* gaulois, et son fils, le savant écrivain, la ville mystérieuse d'Aeria (1).

Des preuves indiscutables manquent encore aux partisans comme aux adversaires de l'une et l'autre opinions ; mais, à s'en tenir aux seuls temps féodaux, les archives publiques offrent assez de révélations pour évoquer le souvenir de personnages importants et de faits inconnus ou simplement oubliés.

Sur la carte géographique de la Drôme, en tirant une ligne droite d'Etoile à la Baume-Cornillane et de là au Plan-de-Baix, on traverse les plaines fertiles du Valentinois, ensuite les montagnes et plateaux qui terminent le massif imposant du dernier contrefort des Alpes dauphinoises. En réalité, a cause des circuits, le Velan se trouve à 23 kilomètres de Crest, à 52 de Valence et à 49 de Die. La commune du Plan-

(1) *Bulletin de la Société d'Archéologie de la Drôme*, T. II, 226 et 416.

de-Baix tire la première partie de son nom de la conformation de son territoire en plaine au pied d'une montagne de 874 mètres d'altitude, avec une faible déclivité jusqu'à la Gervanne, affluent de la Drôme, à l'est et au midi, et jusqu'à la vallée du Rif des Combes, à l'ouest ; la deuxième partie, Baix, Baye ou Baï, *Bainum* et *Banium*, paraît à M. de Coston, plus difficile à expliquer et suppose une mauvaise lecture au lieu de *Bacium* ou *Bavium* (1), car Baïe, Baye, Baïa, Baiz, Biez, correspondent au *bach* allemand, rivière, ruisseau ; Plan-de-Baix équivaldrait ainsi à *plateau de la rivière*, ou plateau de l'eau (2). Effectivement, outre la Gervanne, le sol abonde en sources, dont l'une, Font de Baï est même sulfureuse.

Le village principal éparpille ses maisons au milieu de prairies et de champs fertiles, plantés d'arbres à fruits, et se divise en deux quartiers : les Perrins et Chabat (3). D'autres hameaux peuplent la commune de 1,988 hectares d'étendue et de 512 habitants en 1830, chiffre réduit à 300 en 1901 ; ce sont ceux de Bermond, près du précipice de Brudou, avec 5 maisons, de Font-Chaix, avec 9, de la Blache, avec 20, sur un plateau, au bord d'une vallée ; de la Bâtie près de la Gervanne et de la cascade de la Druise, avec un château féodal ancien ; ensuite ceux des Girauds, des Perriers et de Vialaret, en remontant vers Omblèze.

Ce qu'il importe de retenir c'est que le territoire de la commune actuelle, un instant chef-lieu de canton, de 1790 à 1800, comprenait jadis deux seigneuries, tour à tour unies et distinctes : celle du Plan-de-Baix et celle de la Bâtie de Poncet, appelée dans la suite château de Montrond, sans limites précises connues pour les séparer.

Comme le devoir d'un touriste exige l'escalade du Velan, et la recherche de l'histoire des habitants du voisinage, il

(1) *Etymologie des noms de lieu de la Drôme*, dans le *Bulletin de la Société d'Archéologie*, et tirage à part, p. 76.

(2) *Baye* en langue romane signifie jaune ; c'est la couleur du Velan.

(3) L'inventaire manuscrit de la Chambre des Comptes mentionne un acte de 1548 où il est question d'un fort appelé Perrin près du village de Baix.

importe de remplir cette double mission et de joindre aux curiosités de la nature, celle des événements de plusieurs siècles. Or, un défilé de 2 m. 50 de large sur 25 de long, gardé par une porte fortifiée où se voient encore des restes de murs de 4 mètres de hauteur et 2 m. 50 d'épaisseur, introduit assez commodément dans le plateau triangulaire cultivé et boisé qui termine le Velan. De ses deux côtés, taillés à pic et d'une hauteur perpendiculaire considérable, celui de l'ouest court le long de la commune du Chaffal pendant six kilomètres, tandis que l'autre va former l'une des parois des gorges d'Ombèze, bien connues des alpinistes (1).

L'enceinte du plateau qui forme un triangle isocèle de 150 mètres de base sur 200 au midi et 151 au nord, est protégée par un mur de défense de 150 mètres de longueur, 7 de hauteur, et 2 m. 15 d'épaisseur. Derrière ce mur, un parapet de 2 mètres de large et un fossé de 5, défendaient l'approche du camp retranché ou *oppidum*, ainsi que le village et le château de Brion ou de Baix.

D'après la tradition, les Sarrazins qui ont laissé leur nom à deux grottes voisines, peu spacieuses et d'un accès difficile, avec des restes de constructions, auraient détruit château et village dont l'étendue et celle d'Anse, égalaient en « grandeur » et Romans et Valence. »

Il existe pourtant une difficulté chronologique à l'encontre de cette légende, c'est que Romans n'existait pas encore au moment de l'invasion sarrasine.

Quoi qu'il en soit, le savant auteur du *Dictionnaire topographique de la Drôme* et celui des *Alpes dauphinoises* n'hésitent pas à placer sur le Velan les ruines des village et château de Brion, dont l'étymologie commune à dix localités de France, situées au sommet d'une montagne, indique assez clairement une agglomération ancienne.

Ainsi Aeria, *oppidum*, fort et château auraient occupé successivement cette position éminente ! Voilà certes bien des questions à élucider.

(1) Le journal le *Tour du monde*, en a donné en 1860 une courte description et les dessins.

Pour la ville d'Aeria, malgré le savoir immense de M. Victor de St-Genis, son existence sur le Velan n'est pas encore acceptée par les archéologues qui la cherchent surtout dans la vallée du Rhône.

Quant à l'*oppidum* gaulois, il revendique en sa faveur l'étendue et la hauteur d'une montagne aux abords difficiles, ainsi que les murs de défense du plateau qui la couronne. Privées d'armes commodas, les populations primitives recherchaient de préférence de semblables positions pour résister à leurs ennemis et aux bêtes fauves. Une inscription de Beaufort prouve même qu'il y en avait dans ces parages, puisque le collège des chasseurs de Die venait y chercher pour ses arènes des ours des, sangliers, des loups et des cerfs (1).

Les Romains, après la conquête des Gaules, respectèrent ce camp retranché et à l'aide de forts, échelonnés de distance en distance, assurèrent dans le Diois la tranquillité et le bon ordre. Deux localités, Beaufort et Châtillon, paraissent remonter à cette époque. Plus tard, quand les invasions barbares désolèrent la vallée de la Drôme, les habitants durent chercher un asile sur les montagnes voisines, mais ils ne s'établirent définitivement auprès des forts du Plan-de-Baix, de Suze, de Gigors, de Montclar, etc., qu'au moment où les fonctionnaires civils et militaires des rois burgondes et des successeurs de Boson, élu en 879 à Mantaille, se proclamèrent souverains dans le territoire de leur juridiction, c'est-à-dire à la mort de Rodolphe III, dit le Fainéant, en 1032.

Ces nouveaux maîtres, trop faibles au début, pour résister à de puissants rivaux se placèrent sous la protection des évêques de Valence et de Die ou des comtes de Valentinois et de Diois et se déclarèrent, au moyen de l'hommage et du serment, leurs serviteurs dévoués, tout en exigeant de leurs subalternes une fidélité pareille. La Bâtie-de-Baix choisit les évêques de Die pour suzerains et le Plan-de-Baix les comtes de Valentinois, dont les dauphins de France furent les héritiers.

(1) M. Long, *Mémoire sur les antiquités du pays des Vocontiens*.

On divise la domination féodale en trois époques ; dans la première, du ix^e au xii^e siècle, elle est un bien en l'absence de tout ordre social ; dans la deuxième, du xii^e au xiv^e siècle, elle rend son joug assez lourd pour obliger les communes à s'émanciper peu à peu ; dans la troisième, enfin, du xiv^e siècle à 1789, l'intervention de la royauté amène un régime uniforme et régulier. L'absence de documents n'autorisera pas sans doute une étude même sommaire de ces étapes ; mais l'histoire des possesseurs des deux seigneuries dans la même commune ne peut manquer d'offrir de curieux détails. Elle commence sur le Velan avec les de Baix ou de Brion, se continue sous les Poitiers, comtes de Valentinois et les Dauphins de France, leurs successeurs, et se termine avec les donataires et les engagistes du domaine royal, les Caqueran, les Bertrand, les Cornillan, les Forez et les Dupuy-Montbrun, les d'Arbalestier, les Baudet de Beauregard, et les de Montrond, pour le Plan-de-Baix, tandis que à la Bâtie, ce sont les Raynaud, les Cornillan, les d'Urre, les des Alrics, les d'Arbalestier et les de Montrond. Il y a là tout un nobiliaire qui permettra de peupler de vaillants guerriers et de belles dames des châteaux et des villages aujourd'hui pacifiques et d'y rencontrer des familles qui ont souffert, lutté et aimé comme nous.

II. — Premiers seigneurs

Un siècle à peine après la naissance de la féodalité, un grand seigneur du Viennois, parent des comtes d'Albon et possesseur de plusieurs terres, Charmes, Hauterives, etc., embrassait la vie religieuse à Bonnevaux près la côte Saint-André avec seize gentilshommes, ses parents ou ses amis. L'abbé Jean, devenu dans la suite évêque de Valence, envoya Amédée de Clermont fonder une maison de l'ordre de Cîteaux à 34 kilomètres est de Valence, dans une vallée

solitaire partant d'Oriol-en-Royans pour aboutir au Chaffal. Par ses soins, vers 1137, s'éleva bientôt à Léoncel une habitation exposée aux rigueurs du froid, au séjour des neiges, et à l'impétuosité des vents. Les travaux agricoles, les prières et la vie édifiante des nouveaux venus leur valurent promptement la protection des papes, des évêques, des ducs de Narbonne et de Bourgogne, des comtes de Provence, d'Albon ou Dauphins et de Valentinois, ainsi que la sympathie et les libéralités des seigneurs voisins.

Le *Cartulaire* de l'abbaye, imprimé en partie, signale parmi ses premiers bienfaiteurs les d'Eygluy, les de Suze, les de Gigors, les de Baix ou de Brion et bien d'autres encore.

En 1191, Raynaud de Brion assurait à l'abbé des revenus en grains et lui vendait ses droits de propriété au Chaffal pour 300 sols viennois, sous la caution de Guigues de Baix, son frère, et de Jarenton, évêque de Die. Joyète, épouse du vendeur reçut 20 sols pour son approbation de l'acte passé dans le château de Baix (*in castro de Bais*) et dans le chauffoir de Guigues, en présence d'Alix, épouse de ce gentilhomme et de Chabert leur fils (1).

Comme en 1209, Mahomet, successeur d'Aben-Joseph, avait résolu de conquérir l'Espagne et d'y remplacer l'évangile par le coran, l'archevêque de Tolède parcourut la France et l'Italie pour armer la noblesse et le peuple contre les Sarrazins. On dit que 100,000 ou tout au moins 50,000 prirent la croix et que la rencontre des deux armées ayant eu lieu le 16 juillet 1212, la victoire demeura aux Chrétiens (2).

Or, une charte de Léoncel de la même année, nous montre Eustache de Brion, fils de Guigues, tout décidé à prendre part à la croisade contre les infidèles et prêt à réparer les torts de sa mère et les siens envers l'abbaye. Dans ce but il lui céda le droit de pacage pour ses troupeaux dans tout le mandement de Baix par un acte qu'Alix, sa mère et Blandine, son épouse confirmèrent dans le château de Brion (*in castro de Brione*), en présence de Giraud Saurel, chapelain du lieu,

(1) *Cartulaire*.

(2) Mariana. *Histoire générale de l'Espagne*, II, 656 et suiv.

de Giraud d'Allex, de Francon de Brion et de quelques autres témoins. Les religieux reconnaissants associèrent alors Eustache et sa famille aux privilèges spirituels de l'ordre de Cîteaux.

On ignore si le seigneur du Velan alla réellement guerroyer en Espagne ou s'il demeura paisible chasseur dans ses montagnes ; mais d'autres concessions de pâturages arrivèrent à l'abbaye vers ce temps de la part de Lantelme de Gigors en 1212, de Ponce de Mirabel, l'année suivante, de Goteline de Gigors, femme d'Amédée de Quint, en 1214, de Lambert D'Eygluy en 1220 et 1228, de Guigues de Suze en 1233. Ajoutons que Guillaume de Baix, simple religieux en 1192, se qualifiait prieur de Léoncel en 1220 et traitait de la sorte avec des parents ou des amis.

Toutefois, les rapports de bon voisinage entre sa famille et l'abbaye cessèrent, paraît-il, à la mort d'Eustache de Brion et le droit de pacage octroyé en 1212 suscita des altercations entre les bergers de son successeur et ceux de Léoncel. Pour les terminer, les parties recoururent à un arbitrage, selon l'excellente coutume alors en vigueur. Albert de Foillans, sacristain de Die, choisi de part et d'autre, avec Guillaume de Brion, chevalier et Chabert, l'un frère et l'autre fils d'Eustache, pour cautions, après l'exposé de griefs réciproques, réclama la production de l'acte souscrit 49 ans auparavant, en reconnut l'authenticité, déclara la concession régulière et invita les uns et les autres à oublier leurs torts. La charte datée du 17 mars 1260, porte les sceaux d'Albert de Foillans, de l'abbé de Léoncel et d'Eustache de Brion, avec la légende S. AVTACHI DE BRIO et une tête de chien pour armoiries (1).

(1) Cartulaire p. 87 et 198.

(A continuer.)

A. LACROIX.



SÉPULTURE GALLO-ROMAINE DE LACHAU

Tous les membres de notre Société ont pu lire dans le dernier *Bulletin* (avril 1903), une note dans la chronique concernant une découverte archéologique à Lachau (Drôme).

Avant que parût cette note, un de mes amis, M. l'abbé Reguis, originaire de Lachau, et ayant vu les objets mis au jour dans le champ de M. Vital (Léon), m'en avait donné une description succincte. Grâce à l'obligeance de M. Jarjaye, habitant Lachau, j'ai pu me procurer tous les renseignements voulus pour en faire l'objet d'un article et satisfaire la curiosité des membres de notre Société.

Lachau, ainsi que le disait la note du *Bulletin*, est à 61 kilomètres de Nyons, 10 de Séderon et 151 de Valence ; son altitude est de 877 mètres.

Le champ dans lequel, en labourant, ont été trouvés les objets romains, est situé au quartier de Ladret, autrement dit *Hospitaux*, à un kilomètre et demi environ, du village, à gauche de la route qui va à Eourres (Hautes-Alpes).

Les objets découverts sont les suivants :

- 1° Trois urnes funéraires ;
- 2° Un bracelet ;
- 3° Un dieu Lare ou Pénate ;
- 4° Deux cuillères en argent ;
- 5° Divers objets en verroterie ;
- 6° Des lampes funéraires ;
- 7° Divers menus objets ;

1° URNES FUNÉRAIRES

Ce sont des boîtes rectangulaires en plomb (certaines personnes supposent qu'il y a un mélange de plomb et d'un autre métal plus précieux) qui ont les dimensions suivantes : longueur, 0 m. 30 ; largeur, 0 m. 28 et hauteur 0 m. 23.

Elles sont fermées par un couvercle de même métal, emboîtant l'urne sans aucune charnière.

Sur le couvercle et les deux grandes faces latérales, on lit tracée en gros caractères, l'inscription suivante : PATER-NVSFECIT. Cette inscription, dont toutes les lettres sont à égale distance, sans séparation entre PATERNVS et FECIT, est placée dans un double cadre.

L'extérieur a une longueur de 23 centimètres et une largeur de 4 centimètres. L'intérieur a 21,5 de long et 3 de large. Les lettres, de belles formes, ont 2 centimètres de hauteur.

Sur les deux petites faces se trouvent un X avec des bras de 7 centimètres de longueur.

Dans l'intérieur des urnes : des cendres.

2° BRACELET

Cet objet en os, mais plus probablement en ivoire, est un véritable objet d'art ; malheureusement, il a été brisé par la pioche en cinq morceaux. A l'époque de son enfouissement, ce devait être un vrai bijou. A l'extérieur on voit burinés avec une extrême perfection, une série de génies ou d'amours, dans des positions tout à fait variées. Le diamètre intérieur devait être de 6 centimètres environ et la hauteur de 4 à 5 centimètres.

3° UN DIEU LARE OU PÉNATE

C'est un buste en bronze ayant deux rangées de cheveux en boudins. La tête est pourvue d'une anse mobile pouvant au besoin se rabattre sur le derrière. Un socle de même matière, aujourd'hui séparé du buste, y était sans doute joint, et le tout reposait sur un appareil de suspension en bronze, composé de baguettes recourbées, pouvant être fixées à une surface verticale et dont la partie supérieure était munie d'une espèce de rond formant auréole autour de la tête.

4° DEUX CUILLÈRES EN ARGENT

Longues de 15 centimètres, le manche d'un demi centimètre à la naissance est terminé en pointe dans le genre des cuillères romaines à œufs, l'amande a les dimensions suivantes : 3 centimètres 8 de longueur sur 2 centimètres 3 de largeur.

Maintenant ces cuillères ne seraient-elles pas des épingles à cheveux ?

La présence, dans les menus objets, d'épingles en os, pourraient le faire croire.

5° VERROTÉRIES

Parmi les objets en verre se trouvent d'abord une timbale décorée, dont les dessins ont à peu près disparus rongés par la terre et l'humidité ; ensuite un petit vase très évasé, puis un vase long en forme de chandelier et contenant des cendres, en plus divers objets de peu de valeur.

6° LAMPES

Plusieurs lampes en terre cuite ont été trouvées, dont deux bien conservées. La première intacte a une forme très artistiques et porte sur le fond l'inscription *Cresce*, la deuxième moins bien conservée a comme inscription *Fortis*.

7° MENUS OBJETS

Des tiges en os ouvragées, ressemblant à des manches de porte-plume, sans aucun doute des épingles à cheveux, des morceaux de verre en forme de boutons, des pots en terre et des débris de pots, ainsi que d'autres objets insignifiants.

La plupart de ces objets étaient placés en dehors des urnes funéraires et auprès d'une sorte de dalle en terre (*tuile sarrasine*) pour les protéger.

Le bracelet était enfoncé dans une urne arrondie toute différente des autres et moins résistante. Elle a été mise en pièces au moment de l'extraction.

Une fois les récoltes enlevées, le propriétaire compte continuer ses recherches et peut-être aboutiront-elles à mettre au jour un cimetière Gallo-Romain.

Les lettres de l'inscription des urnes dénotent par leur forme régulière le deuxième ou troisième siècle de l'ère chrétienne.

CAPRAIS-FAVIER.

Pierrelatte, 26 avril 1903.



NÉCROLOGIE

M. EMILE CLEMENT

Le 18 mai 1903 un grand concours de parents et d'amis accompagnait au cimetière de Romans M. Clément, Emile, décédé le 16 dans sa cinquante-huitième année. Entré de bonne heure dans la Société d'Archéologie, il fut longtemps assidu à ses réunions trimestrielles. Le passé l'intéressait vivement et il recueillait des notes dont ses amis profitaient. Il aimait les livres et fit partie longtemps du comité d'achat de la Bibliothèque publique de sa ville natale.

D'un caractère ouvert et conciliant, il avait des amis dans toutes les classes de la société ; ses funérailles ont prouvé les sympathies qui l'entouraient, et chacun exprimait hautement les regrets causés par la perte de cet homme de bien. Ses principes religieux l'avaient fait nommer membre du Conseil de fabrique de St-Barnard et il s'intéressa toujours à l'ornementation de cette belle église. Vivant loin de lui, nous ignorons tous les actes de foi et de dévouement dont il fit preuve plus d'une fois ; mais nous savons qu'il fut toujours un excellent chrétien, un ami dévoué et un philanthrope sincère. Que cette consolation adoucisse les regrets de sa mort prématurée et réconforte nos courages.

A. LACROIX.

SÉANCE DU 27 AVRIL 1903

PRÉSIDENCE DE M. MOSSANT

M. Emblard s'excuse, pour cause de deuil, de ne pouvoir assister à la séance.

Le secrétaire signale une omission dans la liste des membres récemment publiée ; celle de M. Gabriel Teyssier de Savy, de Haute-Jarrie, près Vizille, reçu *membre correspondant* le 10 novembre 1902. S'il y en a d'autres, il prie instamment ses collègues de les lui signaler.

MM. Mossant et Mazet présentent comme nouveau *membre titulaire*. M. BABOIN, Fernand, industriel à Saint-Vallier, et MM. Mossant et Ulysse Chevalier, présentent M. VALLON, industriel, à Bourg-de-Péage, au même titre. Un vote unanime de félicitations accueille ces nouveaux collègues.

On sait que des objets antiques ont été découverts à Lachau ; M. Favier nous en donne la description.

M. Hardouin, membre de la *Société de Statistique* de l'Isère, signale une lacune de 25 livraisons dans la collection de cette société et M. le Président promet de les faire rechercher.

Lecture est donnée d'une circulaire annonçant l'ouverture, à Poitiers, de la 70^e session du Congrès Archéologique de France, le 16 juin 1903.

Avis favorable est donné à l'échange du *Bulletin* avec celui de la Société savante de Compiègne et avec celui de la Commission archéologique de Narbonne.

Une lecture sur l'histoire du Plan-de-Baix termine la séance ; après diverses explications sur celle de Tain par Mgr Bellet.

A. LACROIX.



CHRONIQUE

DONS DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

— *Testaments de l'Officialité de Besançon, 1265-1500*
par Ulysse Robert, inspecteur général des bibliothèques
et des archives, t. I^{er}, 1 vol. in-4°, 551 pages.

— *Bulletin archéologique du comité des travaux histo-
riques et scientifiques*, année 1902, 3^e livraison.

— *Romania*, livraisons de janvier et avril 1903

— *Annales dauphinoises*, mai 1903. — *Expulsion des
Chartreux*, avec de nombreuses illustrations.

— Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron.
*Dictionnaire des institutions, mœurs et coutumes du
Rouergue*, par H. Affre, ancien archiviste de l'Aveyron.

C'est une encyclopédie réelle de la région, recueillie
patiemment par un savant dans le cours de sa carrière. Il
serait bien à désirer que chaque département possédât un
travail de ce genre.

— *M. le chanoine Ulysse Chevalier, correspondant de
l'Institut, son œuvre scientifique, sa bio-bibliographie.
Souvenir de ses amis à l'occasion de l'achèvement du
Répertoire des sources historiques du moyen-âge.*
Romans, le 14 avril 1903. — Valence, J. Céas, 1 vol. in-
4°, 116 pages.

Mgr Bellet et M. Mossant ont concouru à cette publication qui nous montre l'infatigable travailleur avec tous ses titres à la reconnaissance des érudits.

— *Comptabilité tachygraphique, ou tenue des livres, simplifiée*, par J. Cuoc, professeur d'école primaire supérieure. Guide pratique comprenant : 1° des notions de commerce, 2° la comptabilité du ménage, 3° la comptabilité commerciale. — Valence, 1903, Villard, Brise et Blache, brochure in-8°, 20 pages, avec des spécimens du grand-livre et du centralisateur, du journal grand-livre de ménage et du journal grand-livre de commerce.

Avec ce petit livre, on comprend aisément la comptabilité.

— Du même auteur ; *La prévoyante-épargne, société en participation d'épargne, établie à Cléon-d'Andran, Charols et Valence*. — Notice explicative et statuts de la société. — Valence, 1903, broch. in-12, 8 pages.

— *Société d'esthétique alpestre. L'esthétique des Alpes dauphinoises et les voyages en Dauphiné. Excursions dans le domaine des idées. L'idée scientifique. L'idée religieuse, le théâtre des Alpes*. — Brochure in-8°, 135 pages. — Paris, 1901.

— *Histoire et description des antiquités civiles, ecclésiastiques et militaires de la ville de Crest en Dauphiné, précédée d'une introduction sur son histoire générale des origines, à la Révolution*, par E. Arnaud, officier de l'Instruction publique, chevalier de la Légion d'honneur. — Grenoble, 1903, Gratier et Rey, 1 vol. in-8°, 325 pages.

Conçu sur un plan nouveau, ce travail instruit le lecteur sans le fatiguer et renferme tout ce qu'on peut désirer sur la ville et la tour.

DONS DU MINISTÈRE :

Annales du musée Guimet, tome 30^e, 3^e partie; *Histoire de Thaïs*. — *L'exploration de la montagne d'Antinoé*. — *Inscriptions grecques et coptes*. — *Symboles asiastiques*. — *Plantes antiques des nécropoles d'Antinoé*. — Paris, 1903, 1 vol. in-4^o, 159 pages avec planches.

— *Histoire du bouddhisme dans l'Inde*, par Kern. — 1 vol. in-8^o, 522 pages. Paris, Leroux, 1903.

Un décret récent vient d'autoriser la ville de Valence à donner à l'une de ses rues le nom de Bouffier. Comme peu de personnes connaissent aujourd'hui cet écrivain, nous empruntons à un prospectus de 1866 l'énumération de ses œuvres.

Une opérette vaudeville en un acte sous ce titre : *Mari propose et femme dispose*; un vaudeville en deux actes intitulé : *Deux épées contre un melon*;

Vingt-quatre chansons dont les plus connues sont : *Les enfants de Bacchus*, *La vigne malade*, *Ça fait toujours plaisir à voir*, *Les jolis yeux de ma voisine*, *Autre temps, autre mode*, *M^{me} Lambert à la recherche de son mari*, *Captive et chevalier*, etc.

Boileau a dit qu'il faut dans la chanson du bon sens et de l'art, et surtout de l'esprit. M. A. Bouffier avait ces trois dons et ses productions recevaient toujours un

excellent accueil. Il est vrai qu'en ce temps-là, on chantait en petit comité, on chantait dans la rue, on riait, on s'amusait.

M. Bouffier créa l'un des premiers, un magasin de musique et d'instruments à Valence et la mode des prospectus-réclames. Celui de 1866 contient la chanson *Autre temps, autre mode*. Chaque couplet est suivi des avantages offerts par son magasin et celle de M^{me} Lambert a le même boniment.

Malgré son talent poétique, M. Bouffier n'arriva pas à la fortune; aussi ses compatriotes ont-ils tenu à lui prouver le bon souvenir qu'ils gardent de ses chansons et de sa bonne humeur.

A. LACROIX



HISTOIRE

DE LA

VILLE DE TAIN

(SUITE. — Voir la 146^e livraison.)

DEUXIÈME PARTIE

TAIN AU MOYEN AGE

CHAPITRE PREMIER

LE CHRISTIANISME DANS LA RÉGION. — LES INVASIONS. —
LE SECOND ROYAUME DE BOURGOGNE (879-1033). — DIVI-
SIONS TERRITORIALES.

Dès la fin du 1^{er} siècle le Christianisme avait déjà pénétré dans la Gaule Narbonnaise, tous les historiens sont d'accord sur ce point. De Marseille il suivit naturellement la vallée du Rhône qui s'ouvrait toute grande devant lui. Il est vraisemblable de croire que ses premiers apôtres ont alors annoncé la *bonne nouvelle*, l'amour de Dieu et des hommes, dans les principaux centres de population qui se trouvaient sur leur chemin, tels que Aix, Arles, Avignon, Orange, Valence et Vienne, pour aboutir à Lyon, la capitale des trois Gaules, les *tres Galliae*, Lyonnaise, Aquitaine et Gaule Belgique. Ce qui est sûr, c'est que, un siècle après environ (177), l'existence des deux églises de Vienne et de Lyon est constatée avec certitude dans un document de

tout premier ordre, qui ouvre avec éclat leurs glorieuses annales (1).

Dans la seconde moitié du iv^e siècle, les *civitates* de Genève, Grenoble, Embrun, Valence et Alba Augusta (plus tard Viviers) apparaissent avec leurs sièges épiscopaux définitivement constitués.

De bonne heure le Paganisme y fut combattu avec un succès croissant qui en rendit la chute inévitable, car les grands principes de justice et d'amour qu'apportait l'Evangile, répondaient trop bien au besoin des âmes asservies par la dégradation et la tyrannie antique, pour ne pas obtenir un triomphe aussi rapide que profond. Les éléments chrétiens furent vite assez importants dans les villes pour

(1) Lettre des chrétiens de Vienne et de Lyon dans la Gaule, à leurs frères d'Asie et de Phrygie, dans EUSÈBE, *Hist. eccl.*, lib. V. cap. 1-3 (MIGNE, *Pat. gr.*, t. XX, col. 408-37). — Cf. l'édition de GUILLAUME DINDORF, Leipzig, 1871.

Ce n'est pas ici le lieu d'aborder la question des origines du Christianisme en Gaule, où les prétentions des légendes locales sont trop souvent dénuées de fondement. C'est ainsi qu'à Vienne, la critique des sources, faite récemment en vue des nouveaux *Officia Propria* du diocèse de Grenoble, oblige à éliminer de la liste épiscopale les deux premiers évêques reçus jusqu'à ce jour, saint Crescent et saint Zacharie. On les y avait introduits au commencement du x^e siècle, par voie d'interpolations frauduleusement pratiquées dans la *CHRONIQUE* et le *MARTYROLOGE* de saint Adon (800-875), qui lui-même ne les avait jamais connus ! Ce fait, très grave, a une signification particulière : c'est qu'on doit être bien réservé dans l'acceptation des traditions locales dont le point de départ n'est rien moins que sûr.

Nous estimons qu'en cette question, si controversée, deux choses sont à distinguer, la prédication évangélique et la fondation de sièges épiscopaux. Sur ce dernier point, plusieurs textes du i^{er} siècle, cités par Eusèbe, autorisent à croire qu'en Gaule à cette date, outre le siège de Lyon, d'autres existaient et fonctionnaient. Depuis quand ? En quel nombre ? Dans quelles *civitates* ? On l'ignore. Mais il y en avait. Voilà tout ce qu'il est permis de dire avec certitude.

permettre d'y établir un mode d'organisation et de fonctionnement conforme aux prescriptions traditionnelles de l'Eglise. Mais, il n'en allait pas de même dans les campagnes où le paganisme rural, fortement enraciné, persista longtemps encore, comme on peut l'inférer de la vie de saint Sévère de Vienne, mort après 445 (1).

On a dit avec raison : « Le christianisme établi en Gaule dès le 1^{er} siècle, y fait des progrès de plus en plus rapides jusqu'au iv^e siècle, et c'est saint Martin de Tours qui détruit définitivement le paganisme » (2).

Une fois l'ère des persécutions terminée, et l'Eglise officiellement reconnue par Constantin (Edit de Milan, 312), l'organisation ecclésiastique se forme et se développe peu à peu en dehors des villes, tellement que, deux siècles plus tard, vers 500, le régime paroissial semble partout établi : la paroisse est constituée (3). Cette création fut l'œuvre spontanée, successive et personnelle des évêques dans leurs *civitates* ou diocèses, dénommés *diocesis*, *pagus major*, *episcopatus* et parfois *parochia*.

Le territoire du diocèse correspondait à l'ancienne cité, *civitas*, et les diocèses étaient groupés en province. Le siège

(1) *Vita sancti Severi, Viennensis presbyteri et confessoris*, dans *Analecta Bollandiana*, t. V. (1887), p. 416-24. Depuis, M. l'abbé GROSPÉLLIER, professeur au Grand Séminaire de Grenoble, a retrouvé un texte de meilleure note dans un codex de Saint-Gall, du ix/x^e siècle, copie d'un texte envoyé à Saint-Gall par saint Adon, évêque de Vienne (860-875), et il a donné sur ce précieux manuscrit une étude critique fort remarquable dans ses *Mélanges d'Hagiographie Dauphinoise* (*Bulletin d'hist. du dioc. de Valence*, t. XIX et XX (1899-1900). M. Grospéllier a rectifié la chronologie de saint Sévère, jusque-là inexactement donnée.

(2) AUGUSTE MOLINIER, *Les sources de l'Histoire de France*. — I, *Epoque primitive, Mérovingiens et Carolingiens* (1902), p. 17.

(3) IMBART DE LA TOUR, *Les origines religieuses de la France*. — *Les paroisses rurales du iv^e au xi^e siècle* (1900), p. 3.

PAUL VIOLLET, *Histoire des Institutions politiques et administratives de la France*, t. I (1890), p. 352.

épiscopal de la capitale d'une province impériale eut, sur les autres, une situation hiérarchique supérieure, analogue à la situation politique de la capitale (1). Ce fut le siège métropolitain, dont le titulaire reçut tardivement le titre d'archevêque (2).

Vienne, dont le siège épiscopal existait peut-être au moment de la persécution de l'an 177, formait un diocèse qui correspondait, en partie, à l'ancienne *civitas*, et dès le ix^e siècle, son territoire constituait au point de vue administratif, le comté de Vienne (*comitatus Viennensis*), le *pagus Viennensis*, en langue vulgaire, le Viennois (3). A l'époque carolingienne le terme *pagus* désigna fréquemment le diocèse, et celui de *parochia* était tombé en désuétude, pour ne s'appliquer plus qu'aux églises paroissiales du diocèse, soit dans les villes, soit à la campagne. C'est ainsi qu'il apparaît dans notre région, dès le vi^e siècle, comme en témoigne une lettre de saint Avit, évêque de Vienne, à un autre évêque, pour le convoquer au concile d'Epaone (517), *in parochia Epaonensi* (4), localité qui correspond à Saint-Romain d'Albon (5).

(1) PAUL VIOLLET, *Ut supra*, p. 342.

(2) On voit par là que le terme *Provincia* des Romains a subsisté dans la langue de l'Eglise qui se l'est approprié. Généralement les provinces politiques et les provinces ecclésiastiques sont identiques. — Sur l'histoire de la géographie des provinces ecclésiastiques en France, cf. LONGNON, *Atlas historique de la France. Texte explicatif des Planches*. — Deuxième livraison (1888), p. 210-12.

(3) LONGNON, *Ut supra*, p. 138.

(4) U CHEVALIER, *Œuvres complètes de saint Avit, évêque de Vienne* (1890), p. 120.

Le savant éditeur a joint au texte de la lettre la bibliographie relative au concile d'Epaone, bibliographie qu'il a reproduite plus complète encore dans *Répertoire des sources historiques du moyen-âge — Topo-bibliographie*, au mot **Epaone**.

(5) L'identification d'Epaone a fourni matière à de nombreuses publications soulevant de non moins nombreuses opinions. Celle

Que, dès cette époque, Tain ait formé une paroisse, *parochia*, la chose ne paraît pas douteuse, bien qu'on ne puisse alléguer aucun témoignage à l'appui de cette assertion. Nous jugeons ici par analogie, par vraisemblance : l'existence d'une paroisse à Albion, dans le voisinage, est l'indice d'une situation semblable pour l'ancien *vicus* de Tain, plus important d'abord et jouissant d'excellents moyens de communication.

Les premiers évêques de Lyon, saint Pothin et saint Irénée, débarquèrent en Gaule, vraisemblablement à Marseille, vers 130-150, et durent remonter la vallée du Rhône. Ils traversèrent donc le *vicus* de Tain, qui ne se douta guère alors que la vérité de l'Évangile, apportée par ces mêmes apôtres, devait un jour l'éclairer et le transformer.

Il est intéressant de remarquer qu'un des plus anciens édifices religieux de Tain, dont on puisse aujourd'hui constater l'existence, est précisément une chapelle dédiée à un saint très populaire du moyen âge, saint Christophe, mot grec qui signifie *Porte Christ*. Cette chapelle de saint Christophe était bâtie sur le coteau de l'Hermitage, à la place même où les habitants païens avaient autrefois érigé leur autel taurobolique. A elle seule cette substitution marque éloquemment la victoire de la religion nouvelle sur le culte abject du polythéisme. Ce triomphe des principes de morale, de justice, de fraternité enseignés par le Christ, a véritablement créé la civilisation, dont le développement, pour toute société, est en raison de sa fidélité au Christianisme.

qui le place à Albion (canton de Saint-Vallier, arrondissement de Valence) est de beaucoup la mieux fondée et la plus sûre.

Quant aux décisions et aux souscriptions conciliaires, elles constituent un document important pour notre histoire régionale. La meilleure édition de ce précieux texte a été donnée par FRÉDÉRIC MAASSEN, *Concilia aevi Merovingici* (Hanovre, 1893), p. 15-30.

Quoi qu'il en soit, la paroisse de Tain, — qui ne cessa d'appartenir au diocèse de Vienne jusqu'à la Révolution — devint plus tard, très probablement au x^e siècle, un prieuré de Bénédictins de la célèbre abbaye de Cluny, et son église fut placée sous le vocable de la Sainte Vierge, *Ecclesia Beatae Mariae* (1). C'est ainsi qu'elle fut constamment désignée et elle a gardé encore aujourd'hui ce même vocable.

Naturellement le pays subit le contre-coup des événements qui marquèrent dans le haut moyen âge notre histoire locale.

Le iv^e et le v^e siècles furent l'époque des grandes invasions. A ce moment, en effet, les peuples barbares du Nord semblent obéir à une voix inconnue, mystérieuse, qui les pousse contre le vieux monde romain, Huns, Alains, Alamans, Vandales, Burgondes, Saxons, Lombards, franchissent les uns le Rhin, les autres les Alpes, en hordes innombrables et se précipitent sur les riches provinces de la Gaule. La vallée du Rhône ne leur échappe pas. Ils s'y ruent, farouches, après au gain, pillent, brûlent, tuent : les villes et les moindres bourgades sont prises et saccagées, rien ne leur résiste, la terreur est partout, et les ruines sanglantes marquent pour longtemps le passage si calamiteux des barbares. L'un d'entre eux, au nom légendaire, Chrocus, chef des Vandales, personnifie, dans nos contrées, le côté effroyable des calamités publiques, et les chroniqueurs, Grégoire de Tours notamment, se sont fait l'écho de ces terribles événements (2).

(1) L'église Ste-Marie ou Notre-Dame de Tain est visée dans une charte du x^e siècle et elle est formellement mentionnée dans une autre charte de 1064. Nous parlons plus loin de ces deux documents.

(2) *Historia Francorum*. Lib. I, 32. — Lib. II, 2. — Lib. IV, 42, 43 et 44. Edition ARNDT, dans les *Monumenta Germaniae*, Hanovre, 1883. — La *Vita* de saint Didier de Langres, dans les *Acta Sanctorum* (Edition Palmé) Tome V de mai, p. 244-49. — AUGUSTE MOLINIER, *Les sources de l'Histoire de France*. — I. *Epoque primi-*

Mais une grande puissance morale les arrêta, qu'ils ne purent vaincre. Le Christianisme leur en imposa, les attira à lui et en fit sa conquête, grâce à l'ascendant de ses évêques et de ses moines (1). Un profond esprit a dit : « Quelque opinion qu'on ait sur ces barbares, soit qu'on les regarde comme un principe vivificateur d'une société déperie, soit qu'on y voit, comme je fais, un élément inférieur qui diminue momentanément le taux de civilisation, de lumière et de moralité, toujours est-il que c'est au milieu de leurs campements, sur le sol de l'empire, que se déploie le monachisme primitif, l'esprit monastique dans sa première efflorescence.

....L'Eglise, seule, pleinement constituée, tenait en ses

tive, Mérovingiens et Carolingiens (1902), p. 35-55. — Pour la bibliographie relative aux Barbares, cf. U. CHEVALIER, *Répertoire des sources historiques du moyen âge — Topo-bibliographie*, au mot **Barbares**.

(1) Sur l'établissement des Barbares dans l'empire, notamment des Goths et des Burgondes, cf. PAUL VIOLLET, *Histoire des Institutions politiques et administratives de la France*, t. I (1890), p. 167.

Les Burgondes qui occupèrent notre sol, nous intéressent plus particulièrement. Leur entrée dans la société gallo-romaine, par le partage des terres et par leur conversion au Christianisme, ne semble pas avoir été étudiée d'une manière suffisante et définitive.

Cf. Cependant, DE GINGINS-LA-SARRAZ, *Essai sur l'établissement des Burgondes dans la Gaule, et sur le partage des terres entr'eux et les regnicoles*, dans *Mémoires de l'Académie des Sciences de Turin*. Turin, in-4°. — CAILLEMER, *Etablissement des Burgondes dans le Lyonnais, au milieu du V^e siècle*, dans *Mémoires de l'Académie des Sciences et Belles Lettres de Lyon*, t. XVIII (1878-1879), p. 1-21. — JULIEN HAVET, *Du partage des terres entre les Romains et les Barbares chez les Burgondes et les Visigoths*, dans *Revue Historique*, t. VI (1878), p. 87-99.

L'Arianisme domina chez les Burgondes, et l'on sait le rôle joué par saint Avit, évêque de Vienne, dans la défense de la doctrine catholique. Cf. CHARLES REVILLIOUT, *Histoire de l'Arianisme chez les peuples germaniques qui ont envahi l'empire romain*, Paris (1850), in-8°.

mais la conduite morale de cette société agitée par une des plus violentes perturbations que raconte l'histoire : le moine était son pionnier. Le surcroît de pénitence qu'il s'imposait, lui donnait plus d'ascendant sur les âmes, en même temps qu'il le poussait dans la solitude, où ses mains élevaient des demeures vénérées. Alors sa tâche était toute morale, et on peut dire qu'il n'était engagé dans les affaires du monde que pour le bien du monde » (1).

Bien plus tard, d'autres envahisseurs font encore irruption dans nos contrées. Au VIII^e siècle (vers 716), les Sarrasins venus d'Espagne pénètrent dans le midi de la France, ou Septimanie, et, en 724, ils font leur première apparition dans nos contrées en remontant la vallée du Rhône (2). Huit ans après, ils recommencent leurs incursions. Les villes d'Arles, de St-Paul-Trois-Châteaux, d'Orange, de Valence, de Vienne et de Lyon furent prises et cruellement traitées. Saint Adon nous apprend qu'ils pillèrent la province de Vienne et la couvrirent de sang et de ruines (3). Toutes les localités riveraines du Rhône subirent le sort commun, d'autant qu'elles étaient à la merci des envahisseurs. Tain et son territoire ne durent pas être épargnés et là, comme ailleurs, la calamité fut grande. Elle ne prit fin qu'en 739, alors que Charles Martel écrasa les Sarrasins à la célèbre bataille de Poitiers, qui les refoula définitivement jusqu'aux Pyrénées.

(1) LITTRÉ, *Etudes sur les Barbares et le Moyen-Age* (1867), p. 136 et 137.

(2) REINAUD, *Invasions des Sarrasins en France* (1835), p. 29.

(3) *Pat. Lat.*, t. CXXIII, col. 121.

Sarraceni multis copiis navibusque plurimis longe lateque plurimas urbes tam Septimaniae quam Viennensis provinciae vastant.

Ibid. — Sarraceni, pene totam Aquitaniam vastantes et late alias provincias igne ferroque superantes, Burgundiam dirissima infestatione depraedantur, pene omnia flammis exurentes, monasteria quoque ac loca sacra foedantes, innumerum populum abigunt, atque in Hispanias transponunt.

Aux ix^e et x^e siècles, les mêmes fléaux vinrent encore frapper notre malheureux pays, qui se vit de nouveau envahir par les Danois (1), les Hongrois (2), les Normands (3), sans compter des bandes sarrasines qui, établies dans les défilés des Alpes, en descendaient souvent pour ravager les pays circonvoisins (4).

Un concile tenu à Valence, en 890, mentionne ces deux derniers peuples. Ils y sont qualifiés de *païens*, et leurs dépradations sont telles, que le pays en est dépeuplé, il est devenu une solitude, et l'anarchie est à son comble (5).

Ce douloureux spectacle se constate en plein *pagus* de Vienne, où une charte du 28 septembre 938, signale le mi-

(1) BOUQUET, *Recueil des historiens des Gaules*, t. VIII, p. 76.

Hi vero Dani, qui in Rhodano morabantur, usque ad Valentiam civitatem vastando perveniunt.

(2) BOUQUET, *Ut supra*, t. VIII, p. 207.

Hungari ab Italia transcensis Alpibus egressi, Aquitaniam ingressi sunt; ibique tota pene demorati aestate, multis hanc regionem, rapinis et interminationibus attriverunt, sicque per Italiam reversi sunt in terram suam.

(3) BOUQUET, *Ut supra*, t. VII, p. 154.

Ce sont les mêmes expressions employées précédemment pour décrire l'invasion des Danois. *Dani* et *Nortmanni*, le chroniqueur doit faire confusion.

(4) *Chronicon Novaliciense*, lib. IV, c. 23, dans PERTZ. *Monumenta Germaniae — Scriptores*, t. VII (1846), p. 79-128.

Morantibus interea Sarracenis in eadem arva, discurrebant huc illucque, depraedantes et vastantes provincias qui in circuitu suo fuerant, scilicet Burgundiam, Italiam, et caeteras quae proximiores videbantur.

(5) HARDOUIN, *Acta Conciliorum*, t. VI, Pars. I, col. 421.

Digno quoque suo relata de perturbatione hujus regni retulit, quomodo post gloriosissimi Caroli imperatoris obitum, aliquandiu sine rege et principe existens, valde undique affligeretur, non modo a propriis incolis, sed etiam a paganis; quoniam ex una parte Northmanni cuncta penitus devastantes insistebant, ex alia vero Sarraceni provinciam depopulantes terram in solitudinem redigebant.

sérable état d'une église rurale, autrefois florissante, et maintenant entièrement spoliée et détruite par les païens(1).

Pendant ce temps, l'empire carolingien achevait de se démembrer, et par la force même des choses, alors qu'un peu de sécurité et de stabilité étaient si nécessaires et ne pouvaient s'obtenir que d'un gouvernement réparateur, la région subalpine, sous l'impulsion de plusieurs personnages importants, se voyait érigée en royaume. Ces événements encadrent trop bien notre histoire locale, pour que nous ne les présentions pas en un résumé court et précis.

Le successeur de Charlemagne, Louis le Débonnaire (814-840), avait vu ses enfants se révolter contre lui et se partager ses Etats. Ces princes, profondément divisés, ne purent vivre en bonne intelligence, et bientôt la guerre éclata. Vaincu à la sanglante bataille de Fontanet (842), Lothaire I^{er} dut accepter le partage qui lui fut imposé par le traité de Verdun (843). Il devait avoir, avec le titre d'empereur, l'Italie et tout le pays compris entre l'Ems, le Rhin, l'Aar, les Alpes à l'Est, le Rhône, la Saône, la Meuse jusqu'à Mézières, et l'Escaut à l'Ouest, sauf le territoire de Spire, Mayence et Worms. Ce prince maladif abdiqua en 855, divisant ses Etats entre ses trois enfants. Louis II eut l'Italie avec le titre d'empereur ; Charles, le Sud-Est de la France, et Lothaire II, le pays entre l'Escaut et le Rhin.

(1) U. CHEVALIER. *Cartulaire de Saint-André-le-Bas de Vienne*, (1869), p. 233-34. *Ecclesiam que est sita in pago Viennensi... que fuit ex antiquo honorifice fundata, sed ad praesens ab infestatione et vastatione paganorum ad nihilum redacta et ex toto vastata.*

Il s'agit de l'église de St-Nazaire *in Fornis*, localité qui correspond aujourd'hui à Four, commune du canton de la Verpillière, arrondissement de Vienne.

R. POUPARDIN a étudié de près le fait des incursions sarrasines au ix^e et au x^e siècles dans le royaume de Provence (*Le royaume de Provence sous les Carolingiens* (1901), p. 243-73. Cf. sur ce passage, notamment en ce qui concerne Grenoble et le Dauphiné, le compte rendu de P. FOURNIER : *Le Royaume de Provence sous les Carolingiens à propos d'un livre récent* (1902), p. 12-19.

Charles mourut sans enfants (863), et son royaume échut à son frère Lothaire, qui, à son tour, le laissa à son fils l'empereur Louis. Ce dernier, jeune et faible, fut injustement dépouillé par ses oncles Charles le Chauve et Louis le Germanique. Il essaya de résister, ce fut en vain. Charles le Chauve marcha contre lui et assiégea la ville de Vienne dont il s'empara, et à laquelle il donna pour gouverneur le noble Boson, comte d'Autun et duc de Lombardie. Boson, beau-frère de Charles, dont il avait épousé la sœur Hermengarde, voyait croître de jour en jour son influence et son autorité. Bientôt le pays, de plus en plus livré à l'anarchie, se rallia à lui, et, dans une grande assemblée tenue à Mantaille (1), dans le diocèse de Vienne, les évêques et les principaux seigneurs de la région lui offrirent le pouvoir (879). Il fut le premier souverain d'un royaume qui porte le nom de royaume de Provence, ou encore de Bourgogne *cis-jurane*, appelé dans les textes de l'époque *Provincia* et *Burgundia*. La qualification *cis-jurane* sert à le distinguer d'un autre royaume de Bourgogne *trans-jurane*, fondé en 888, à la déposition de Louis le Gros, et qui comprenait la Suisse et la Savoie (2).

(1) Mantaille, commune d'Anneyron, canton de Saint-Vallier et arrondissement de Valence.

L'assemblée s'ouvrit exactement le 15 octobre 879.

La bibliographie relative aux actes mêmes du concile est donnée par U. CHEVALIER, dans *Répertoire des sources historiques du moyen âge — Topo-bibliographie*, au mot **Mantaille**. Cf. RENÉ POU-PARDIN, *Le Royaume de Provence sous les Carolingiens* (1901) — APPENDICE V. *Le texte des actes du concile de Mantaille*, p. 320-23. Important et intéressant.

(2) Cette partie de notre histoire régionale a été traitée par divers auteurs, notamment par ALFRED DE TERREBASSE (malheureusement inachevé), dans *Œuvres posthumes. Histoire de Boson et de ses successeurs* (1875). — DE GINGINS LA SARRAZ, *Mémoires pour servir à l'histoire des royaumes de Provence et de Bourgogne-Jurane. — Première partie, Les Bosonides. — Deuxième partie, Les Hugonides*,

Boson mourut au mois de janvier 887, laissant le trône à son fils Louis l'Aveugle (883-923), qui lui-même eut pour successeur, non pas son fils Charles-Constantin, mais Hugues de Provence (923-933). Ce dernier céda ses Etats à Rodolphe II, roi de Bourgogne transjurane, et les deux royaumes réunis formèrent un nouveau royaume de Bourgogne, appelé également royaume d'Arles « qui s'étendait depuis l'embouchure du Rhône jusqu'au mont Jura. Mais il ne faut y comprendre ni le comté de Vienne, dont Charles-Constantin resta propriétaire sous la mouvance de la France, ni les terres que Hugues s'était réservées en Provence, ni peut-être même la ville de Lyon » (1).

Ce royaume de Bourgogne fut gouverné par Rodolphe II (933-937), Conrad le Pacifique (937-993) et Rodolphe III le Fainéant (993-1033). Celui-ci en mourant investit de sa succession Conrad le Salique, roi de Germanie, puis empereur d'Occident, succession, il est vrai, plus nominale que réelle, car, de toutes parts les grands seigneurs s'étaient affranchis, se créant des principautés indépendantes, ou *alleux*, *terres allodiales* (2).

2 vol. in-8° (1851-1853). Bon livre. L'auteur est diffus, les conséquences qu'il tire de certains textes sont parfois forcées, de plus la critique des sources, qui a notablement progressé depuis, oblige à rejeter quelques documents par lui utilisés.

LAPOTRE, *L'Europe et le Saint-Siège à l'époque Carolingienne — Première partie, Le pape Jean VIII (872-882)*, p. 345-50. — 1892. Concerne particulièrement les relations de Boson avec le Saint-Siège. Le livre le mieux au point et véritablement définitif est celui de RENÉ POUPARDIN, cité plus haut. Pas toujours bien clair. Cf. PAUL FOURNIER, *Le Royaume de Provence sous les Carolingiens, à propos d'un livre récent* (1902). — (Extrait des *Annales du midi*, t. XIV, année 1902).

(1) *Art de vérifier les dates* (1783), t. II, p. 430.

(2) En ce qui concerne le Valentinois et le Diois, l'histoire de ces deux comtés a été traitée par JULES CHEVALIER, *Mémoire pour servir à l'histoire des Comtés de Valentinois et de Diois*. Tome

De là, les familles de Savoie et d'Albon qui, dans notre région de la Savoie et du Dauphiné, devaient arriver à une allodialité souveraine et devenir peu à peu maîtresses du pays.

Les comtes d'Albon nous intéressent plus particulièrement. C'est dans le Viennois que les premiers apparaissent tout d'abord, dans cette partie du territoire de Vienne comprenant Vernioz, Albon, Mantaille, et peut-être Tain (1).

A ces données générales il convient d'ajouter quelques renseignements destinés à préciser le sens et la portée des termes usités comme délimitation territoriale, pendant la période qui, faisant suite à l'époque mérovingienne, s'étend du ix^e au xi^e siècle. Ainsi qu'on l'a vu, le diocèse de Vienne, *pagus Viennensis*, correspondait au *pagus* civil ou comté de Vienne, *comitatus Viennensis*. Ce dernier était véritablement dynastique aux mains des comtes qui y exerçaient l'autorité. « Les comtés, a-t-on dit avec raison, doivent leur origine à la juridiction que les comtes exerçaient dans

premier. *Les anciens comtes de Die et de Valence. Les comtes de Valentinois de la maison de Poitiers.* L'abondance de l'information et la sûreté de la critique caractérisent ce livre si plein de faits et vraiment définitif.

(1) La question de l'origine des comtes d'Albon est complexe et obscure. La bibliographie du sujet se trouve dans U. CHEVALIER, *Répertoire des sources historiques du moyen âge*. — *Topo-bibliographie*, art. **Dauphiné-Dauphins**. On peut y ajouter BELLET, *Examen critique des objections soulevées contre la charte XVI du deuxième cartulaire de l'Eglise de Grenoble*. — BRESSLAU, *Jahrbücher des deutschen Reichs unter Konrad II*, t. II. Ce dernier est d'accord avec le précédent. Cf. PAUL FOURNIER, *ut supra*. Quant à l'origine des comtes de Savoie, c'est tout un côté important de notre histoire régionale qui a été remarquablement élucidé et même renouvelé par GEORGES DE MANTEYER, dans : *Les origines de la maison de Savoie en Bourgogne* (910-1060), 1899.

Les origines de la maison de Savoie en Bourgogne (910-1060). *Notes additionnelles*, 1901. Livre de valeur

les *pagi*... Le terme de *comitatus* ne devient géographique que sous les Francs, et alors il signifia le district dans lequel le comte exerçait comme magistrat une juridiction au nom du roi » (1). Le *pagus* ecclésiastique avait pour subdivision l'archidiaconé, ou même l'archiprêtré, *archidiaconia*, *archipresbyteratus*, quant au *pagus* civil, il se subdivisait en *ager* ou *mandamentum*, ou encore *pagus minor*, petits territoires qui tiraient leurs noms du nom même de leur principal centre de population, ou encore de celui de leur propriétaire, et où chaque agglomération s'appelait *villa*. Ce terme *villa* avait remplacé celui de *vicus*, bien qu'à l'époque mérovingienne ils soient parfois pris équivalement. Là se trouvaient diverses catégories d'habitants : « c'est dans les *villæ*, a dit justement Fustel de Coulanges, que nous trouvons toutes les catégories d'hommes qui cultivent la terre, colons, esclaves, manants ; et c'est aussi dans les *villæ*... que les documents nous disent qu'il y a des terres arables, prairies, vignes, forêts, pâquis » (2).

Il en fut ainsi pour Tain qui, ancien *vicus* romain, devint ensuite *villa*, donnant son nom à un territoire, *ager* ou *mandamentum* du *pagus* de Vienne (3). Cet *ager* renfermait plusieurs autres *villæ*, ou domaines ruraux. Une charte du milieu du x^e siècle nous apporte ici quelques précieuses indications. Un personnage du nom de Guigues (*Vido*) avec

(1) B. GUÉRARD, *Essai sur le système des divisions territoriales de la Gaule* (1832), p. 53. Sur les grandes familles comtales à l'époque carolingienne, cf. RENÉ POUPARDIN, *Le Royaume de Provence sous les Carolingiens* (1901), p. 377-99.

(2) *Histoire des Institutions politiques de l'ancienne France — L'Alleu et le domaine rural pendant l'époque mérovingienne* (1889), p. 220

(3) *Cartulaire de Saint-Barnard de Romans*. Charte de 939 : in *agro Tegnense*. De même dans les chartes de 957, 971, 996, 995-998, vers 1005, 1007 et 1019.

sa femme Frédeburge et son fils Sumfrey, vendent au prêtre Constantin, un champ situé au lieu dit *Alodedo*. Ce champ est limité par la terre de Notre-Dame, par celle de Saint-André, par celle de *Valentino* et par le ruisseau la Bouterne (1). Il mesure en longueur 23 perches et en largeur 14 perches et 10 pieds (2). Ils lui vendent également un autre champ situé au lieu dit *Campolasso* (Champlas), limité par la terre de Notre-Dame, celle de Saint-Etienne et la Bouterne. Il mesure en longueur 15 perches et en largeur 6 perches et 6 pieds (3). — Le tout, au prix de neuf sous (4), est situé dans le *pagus* de Vienne et dans l'*ager* de Tain (5).

(1) *Bauterna*. La Bouterne, ruisseau qui prend sa source, sous le nom de la Ratte, au nord de la commune de Chantemerle, et se jette dans le Rhône au sud de la commune de Tain, près de la Mule Blanche.

(2) La perche était une mesure agraire qui variait de pays à pays, étant de 18, de 20 ou de 22 pieds. Le pied était de 12 pouces et le pouce se divisait en 12 lignes.

Si l'on prend le chiffre moyen pour la perche, soit 20 pieds, la perche représenterait 6 mètres 48 cent. Dès lors le champ vendu mesurait 149 m. 04 cent. de long sur 94 m. de large, ce qui fait 14,000 mètres de superficie.

(3) D'après les calculs précédents, ce champ mesurait 97 m. 20 c. de long, sur 40 m. 81 cent. de large, soit 3,992 m. de superficie.

(4) Il s'agit ici de sous d'or. Ces 9 sous équivalent à 540 francs, valeur intrinsèque. Mais comme, pour le haut moyen âge, on compte six fois la valeur intrinsèque de la monnaie pour la ramener au pouvoir d'aujourd'hui, on obtient alors la somme de 3,240 francs pour le prix des deux champs. En négligeant les fractions, et en chiffres ronds, les deux champs mesuraient en superficie totale : 1 hectare, 80 ares, 83 centiares. Nous attribuons au sou d'or une valeur de 60 fr., souvent elle est de 80 fr. Dans ce cas, le prix serait de 4,320 fr.

(5) Comme cette charte est le plus ancien document connu relatif au territoire de Tain, nous croyons devoir la reproduire ici, d'après le *Cartulaire de Saint-André-le-Bas de Vienne*, publié par J.-U. CHEVALIER (1869), p. 87.

Le Vido, Guigues, ici en cause, ne serait-il pas Vido, Wigo, Guigues I^{er} d'Albon, qui vivait à cette époque même et dont la femme s'appelait précisément Frédeburge ? Dans ce cas, leur fils Sumfrey serait un frère de leurs autres fils connus par ailleurs, Guigues II, mort en 1009, et Humbert, évêque de Grenoble (994-1030).

L'acquéreur, le prêtre Constantin, était vraisemblablement chargé de l'église de Saint-André qui, de ce chef, recevait une dotation. C'est du moins ce qu'on peut inférer de la présence de cet acte dans le cartulaire de Saint-André-le-Bas à Vienne. En effet, la terre de Saint-André n'est autre que celle du prieuré de Larnage, placé sous ce vocable et dénommé alors église de Saint-André d'Humilian. Ce prieuré dépendait de l'abbaye de Saint-André-le-Bas, et comprenait, outre une chapelle à Larnage, une autre chapelle bâtie sur le coteau de l'Hermitage et dédiée à saint Christophe. — La terre de Notre-Dame désigne les biens fonds de l'église de Tain, dédiée à la Sainte Vierge, et formant un prieuré desservi par des religieux de l'ordre de Cluny.

La terre de Saint-Etienne ne peut qu'indiquer l'église de

(CARTA DE CAMPO VIDONIS) IN (AGRO) TEGNIO.

(Milieu du X^e siècle).

Ego Vido et filius meus Sumfredus et uxor mea Fredeburga vendimus Constantino presbitero campum unum juris nostri, qui habet terminationes de uno latus terra Sancte Marie, de alio latus terra Sancti Andree, in uno fronte terra Valentino, in alio fronte aqua volvente que nominatur Bauterna, et habet in longo per ambos latus perticas XXIII, per ambos frontes perticas XIII et pedes X; et est alius campus qui est in pago Viennense, in agro Tegnacense, in loco qui dicitur Campolasso, et terminat de uno latus et uno fronte terra Sancte Marie, in alio latus terra Sancti Stephani, in alio fronte aqua volvente que dicitur Bauterna, et abet in longo per ambos latus perticas XV, et per ambos frontes perticas VI et pedes VI; et est campus, qui superius nominatus fuerat, in loco qui dicitur Alodedo, pro solidis VIII.

Veaunes, qui a toujours été sous ce vocable (1). — Quant aux lieux dits *Alodedo*, *Valentino*, *Campolasso*, nous ne parvenons pas à les identifier. Celui de Valentino doit être le nom même du propriétaire.

D'autres chartes des x^e et xi^e siècles nous font encore connaître quelques autres localités de l'*ager* de Tain. Nous rencontrons les *villae Voiriacum* (2), *Arboressa* et *Arboriacum* (3) *Verni* (4), *Armanatis* (5), *Channoscum* (6), *Cloinadas* (7), le manse *Altreium* (8), celui de *Felze-*

(1) Sur Veauenes, cf. BRUN-DURAND. *Dictionnaire topographique du département de la Drôme* (1891), p. 108. — DE GALLIER, *Essai historique sur la baronnie de Clérieu en Dauphiné et sur les fiefs qui en ont dépendu* (1873), p. 143-48.

(2) *Cartulaire de Saint-Barnard de Romans*. — Nouvelle édition, p. 70. Charte de 995 ou 996 : Donamus .. aliquid de hereditate nostra, que est sita in pago Viennensi, in agro Tegnense, in villa que nominant Voiriaco, mansum unum cum cortile et exevo.

(3) *IBID.*, p. 71. — Charte de 996. — Est autem predictus mansus in pago Viennense, in agro Tegnense, in villa que dicitur Arboressa (*variante* : Arboriaco).

(4) Voir la note 8 ci-dessous.

(5) *IBID.*, p. 80. — *Carta de manso qui est in villa que dicitur Armanatis* (1019 ?). — Hec sunt juris mei, in pago Viennensi, in agro Tegnense, in villa que nominant Armanatis.

(6) *IBID.*, p. 80-81. — Charte de 1005 ? — Et (sunt) ipsas res in pago Viennense, in agro Tegnense, in villa que dicitur Cannoscho.

Charte de 1007 ? — Et sunt ipsas res in comitatu Viennense, in agro Tegnense, in villa que dicitur Cannoscho.

Charte vers 971 (p. 50). — *IBID.*, p. 105. — Charte vers 1048. — Ecclesiam Sancti Martini et ecclesiam Sancti Petri, que sita in villa que Cannoscho vocatur. — *IBID.*, p. 133. In villa Cannoscho super viam que ducit ad castellum de ecclesia Sancti Martini.

(7) *IBID.* — *Dono tibi aliquid de res meas, qui sunt scitas in pago Viennensi, in agro Tegnense, in villa que dicitur Cloinadas.*

(8) *IBID.*, p. 27. — Charte du 1^{er} février 939. — *De manso quem dedit Rainulfus abbas in villa Verni, in parrochia Sancti Clementis.* — *Dono predictae ecclesie mansum Altreium in pago Tegnense, hoc est in archiepiscopatu Viennense, in villa Verni,*

tus (1) près du château de Mercurol, et enfin, la paroisse de Saint-Clément (2).

Arboressa est le quartier de la commune de Mercurol appelé les Arbouresses (3). *Channoscum* est Chanos-Curson (4). *Armanatis* est la chapelle, aujourd'hui en ruines de Saint-Pierre-de-Marnais (5). Saint-Clément est l'église de même nom, également en ruines, et dénommée aussi Saint-Clément-de-Vers, dans la commune de Mercurol (6). L'identification des autres nous échappe (7).

Tels sont les quelques noms de lieux de l'*ager* de Tain, qu'il est permis de retrouver aux ^x^e et ^{xi}^e siècles. Si ces renseignements sont bien sommaires et bien arides, la cause en est dans l'extrême pénurie des documents qui se réduisent à très peu de chose. Mais le devoir de l'historien n'est-il pas de recueillir avec soin les rares épaves du passé et de n'en rien laisser perdre ? Après tout, c'est un peu de la vie de nos ancêtres et du sol de la patrie qui arrive jusqu'à nous, après tant de siècles écoulés, et à travers quelles vicissitudes !

in parrochia Sancti Clementis, qui mansus habet terminationes, ab oriente via publica et ab occidente rivum qui dicitur Balterna.

(1) *IBID.*, p. 147. — *Carta de Felzeto*. — Fecit edificium vinearum justa castellum Mercuriolum, in quodam nostro manso qui vocatur Felzetus.

(2) *IBID.*, p. 26. — Voir la note 8 ci-dessus.

(3) BRUN-DURAND, *Ut supra*, p. 9.

(4) Sur Chanos-Curson, cf. BRUN-DURAND, *Ut supra*, p. 66. — DE GALLIER, *Ut supra*, p. 148-54.

(5) BRUN-DURAND, *Ut supra*, p. 357.

(6) BRUN-DURAND, *Ut supra*, p. 334. — DE GALLIER, *Ut supra*, p. 232.

(7) Peut-être *Voiriacum* correspondrait-il aux Vausserets, quartier des communes de Chantemerle et de Larnage. (Cf. DE GALLIER, *Ut supra*, p. 187. — BRUN-DURAND, *Ut supra*, p. 419). Au ^x^e siècle, nous trouvons, dans le Cartulaire de St-Barnard de Romans, un *ager Vociracensis, Vociartensis, Vociariensis*, comprenant Croze, Gervans, Erôme, Chantemerle, Bathernay et Arthemonay. Faut-il l'identifier avec les Vausserets ? Ajoutons qu'au ^{xii}^e siècle (1120), le territoire de Larnage s'appelait *parrochia de Valseriis*.

CHAPITRE II

LE RÉGIME FÉODAL A TAIN. — LA SEIGNEURIE DE Tournon. — LE PRIEURÉ ET LA PAROISSE. — LA LÉGENDE DU CHEVALIER DE STERIMBERG. — PASSAGE DE SAINT LOUIS POUR LA CROISADE (1248).

Avec le ^x^e siècle, le régime féodal est en plein fonctionnement dans nos contrées. Après le démembrement de l'empire carolingien, la société, livrée à ses propres tendances, se reforma en une multitude de petites agglomérations, les moins puissants cherchant instinctivement à se grouper autour des plus puissants, véritable échelon d'êtres humains comprenant tous les rangs sociaux, depuis le prince suzerain jusqu'au serf cultivant la terre, en passant par les hommes libres et les seigneurs terriens ecclésiastiques ou laïques. Les droits et les devoirs sont réciproques, personne n'est entièrement libre, car chacun est assujéti envers un supérieur. Dans cette dépendance qui affecte chaque individu, la terre elle-même est hiérarchisée par le régime des fiefs et le mode de tenure des terres, et le vassal jouit du fief sous l'autorité du seigneur qui possède.

De là, quatre éléments principaux qui constituent la féodalité : la subordination de l'individu à l'individu par la seigneurie et la vassalité, la subordination de la terre à la terre par le régime des fiefs, l'organisation militaire fondée sur cette double organisation, enfin, l'hérédité et la transmissibilité des charges (1).

(1) PAUL VIOLLET, *Histoire des Institutions politiques et administratives de la France*, tome I^{er} (1890), p. 420.

Sur le fonctionnement des institutions féodales dans notre province de Dauphiné, au moyen âge et sous l'ancien régime, nous devons mentionner au moins deux ouvrages spéciaux : 1^o Les

Tant que dura le royaume de Provence 879-1032, issu du démembrement de l'empire carolingien, les circonstances favorisèrent singulièrement, dans notre région subalpine, l'existence et l'extension de puissantes familles qui, sous la dépendance plus nominale que réelle du roi ou de l'empereur, se taillèrent dans leur terre tout autant de petites souverainetés indépendantes, comme celles des comtes de Genève, de Savoie, d'Albon, de Valentinois et de Diois, lesquels possédaient de nombreux fiefs, trop souvent acquis par voie d'usurpation violente sur les biens de l'Eglise.

La terre de Tain fut de bonne heure le fief d'une importante maison du voisinage, séparée d'elle par le Rhône seulement, nous voulons dire la maison des seigneurs de Tournon en Vivarais. Là, existait déjà, en 814, un château, résidence d'un comte d'Ostéric, représentant (*missus*) de Louis le Débonnaire, et qui, cette année-là, y tint un *mallum* ou *placitum*, public (1).

Décisions de Guy Pape, célèbre juriconsulte du parlement de Grenoble, au xv^e siècle, qui eurent de nombreuses éditions. Cf. ROCHAS, *Biographie du Dauphiné*, art. **Pape (Guy)**. L'historien du Dauphiné, CHORIER, en a donné un commentaire, sous ce titre : *La jurisprudence du célèbre conseiller et juriconsulte Guy Pape dans ses décisions*. Cf. ROCHAS, *Ut supra*, art. **Chorier**. — 2° *De l'usage des fiefs et autres droits seigneuriaux, contenant plusieurs remarques incidentes serrant à l'histoire du Dauphiné*. Grenoble, 1664, in-8° — La dernière édition, revue, corrigée et augmentée, parut à Grenoble, chez Andre Faure, en 1731, in-fol. Cf. ROCHAS, *Ut supra*, art. **Salvaing de Boissieu**.

La bibliographie relative à la féodalité se trouve dans U. CHEVALIER, *Topo-Bibliographie*, art. **Féodal (droit, régime)**.

1 Chez les Francs, le tribunal destiné à rendre la justice était appelé *mallum* ou *placitum*. Tous les hommes libres pouvaient en faire partie et avaient droit de juger. Mais les notables, *boni homines*, en étaient les juges ordinaires, et le tribunal en comprenait sept. Ces assemblées locales agissaient sous la direction de *missi dominici*, agents extraordinaires du roi ou de l'empereur. Leur rôle fut considérable sous les Carolingiens. Ils étaient char-

Nous constatons donc l'existence d'un château à Tournon dès le ix^e siècle. Ce fut le berceau de la famille de ce nom. Pendant longtemps, la seigneurie de Tournon fit partie du comté de Vienne (1) qui, au xii^e siècle, s'appela Dauphiné de Viennois (2), enfin, vers la fin de ce même siècle, elle

gés de surveiller, dans un territoire déterminé, tous les détails de l'administration (*missiaticum*) et d'assurer l'exécution des décisions royales confiées aux agents inférieurs, *comtes, vicaires, centeniers*. Chaque *missiaticum* était régi par deux *missi*, le *missus* ecclésiastique et le *missus* laïque, l'évêque et le comte qui avaient, sous leur dépendance, des *missi* subalternes (Cf. P. VIOLLET, *Ut supra*, t. I^{er} (1890), p. 307 et seq.). Nous retrouvons tous ces éléments dans le *mallum* de Tournon de 814 : le comte Ostéric, en résidence dans le château de Tournon, Leidrad, archevêque de Lyon, ainsi que plusieurs *boni homines*.

(1) A. BRUEL, *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, t. I^{er} (1886), p. 6-8. — *Noticia placiti in quo Vuitgarius et Vuinigisus, infantes Vuidonis, dereliquerunt Vuarlado ecclesiam Sancti Desiderii in loco qui vocatur Sacaratis*. — Notre exemplaire a appartenu à Julien Havet, qui l'a annoté sur plusieurs points. Ici, il a identifié in *Tornone Castro* avec Tournon (Ardèche) et *Sacaratis* avec Sécheras, commune de l'arrondissement et du canton de Tournon. Cette identification ne peut faire doute. — Quant à la date du document, cf. A. BRUEL, *Etude sur la chronologie des rois de France et de Bourgogne, d'après les diplômes et les chartes de l'abbaye de Cluny aux IX^e et X^e siècles*, dans *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, t. XLI (1880), p. 7-8.

L'acte qui rapporte ce *mallum* tenu à Tournon en 814, renferme une sentence réglant un litige relatif à des possessions situées à Sécheras, actuellement commune du canton et de l'arrondissement de Tournon, mais alors dans le *pagus* de Vienne et l'*ager* d'Annonay, dit le texte : *Ipsas res sunt silas in pago Viennense, in agro Anonacense, in loco ubi est vocabulum Sacaratis*.

(2) LONGNON, *Atlas historique de la France*. — Deuxième livraison. — *Planche III*. Néanmoins, Tournon appartenait au diocèse de Valence, état de choses qui a duré jusqu'à la Révolution. Le Doux faisait la limite des deux diocèses de Valence et de Vienne. Celui de Valence s'étendait sur la rive droite du Rhône, entre l'Erieux et le Doux, et celui de Vienne y comprenait le territoire qui forma depuis les archiprêtres de Satillieu, Annonay, Bourg-Argental et Condrieu.

était devenue un fief mouvant de la couronne de France (1). Mais la terre de Tain, bien que fief de cette seigneurie, resta terre delphinale (2). Le fief, ou l'alleu, de Tournon était essentiellement un domaine terrien, et là, comme partout ailleurs, le pouvoir était absorbé par la propriété. Sur ce domaine vivait une population de vassaux composée d'éléments divers ; les serfs, roturiers, manants, qui s'élèvent graduellement à la liberté, les hommes libres, les cives ou bourgeois, qui sont les notables. Tous sont, à plusieurs degrés, les tenanciers du seigneur qui leur doit aide et protection, de là, des droits et des devoirs réciproques. Il leur doit la justice, et elle est rendue dans la judicature seigneuriale où siège un juge châtelain. Plus tard, au ^{xii}^e siècle, elle commencera à être classée en *haute, moyenne et basse justice* (3). Les cens et redevances en nature constituaient les charges ordinaires de la population, auxquels s'ajoutaient des droits casuels, tels que les lods et les ventes (4), certaines impositions extraordinaires, le mono-

(1) LONGNON, *Ut supra*, pl. XII. Le terme *dalpinus*, dauphin, apparaît pour la première fois en 1110. — Cf. PILOT DE THOREY, *Cartulaire de Chalais*, p. 13-15. — CHARLES DE MONTEYNARD, *Cartulaire de Domina* (*Cartulaire de Domène*), p. 15.

La question d'origine de ce mot pour les comtes d'Albon et de son dérivé *Dauphiné*, a été définitivement élucidée par A. PRUD'HOMME, *De l'origine et du sens des mots Dauphin et Dauphiné et de leurs rapports avec l'emblème du Dauphin en Dauphiné, en Autergne et en Forez*, dans *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, t. LIV (1893), p. 429-56. — Tirage à part, in-8° de 28 pages.

(2) LONGNON, *Ut supra*, pl. XII.

(3) P. VIOLLET, *Hist. des Institutions politiques et administratives de la France*, t. II (1898), p. 458.

(4) Les *lods et ventes* étaient le droit perçu par le seigneur pour l'aliénation des biens de leurs vassaux et leur succession après décès. Ils correspondaient aux droits perçus par l'Etat en matière de vente, donation et succession. Au fond, rien de nouveau, si ce n'est dans les noms. Que ce soit des droits féodaux ou des impôts modernes, le fardeau reste toujours, avec cette différence pourtant, c'est qu'il va sans cesse grandissant. Tout bien examiné, il pesait

pole de la vente des vins, des droits perçus sur les transactions commerciales, et sur le passage des routes et de la voie fluviale par le Rhône. Les vassaux sont astreints à la garde du château, les hommes libres seuls doivent le service militaire pour les chevauchées et les expéditions de guerre où est engagé leur seigneur. Enfin, tous doivent se servir de son moulin, de son four et de son pressoir, et ce, moyennant une redevance déterminée.

Les noms des premiers seigneurs de Tournon et de Tain ne sont pas connus. Vers la fin du XII^e siècle, nous trouvons Odon, ou Eudes, de Tournon, qui assista à la troisième croisade (1) ; en 1196, il affranchit du droit de passage sur le Rhône les religieux de l'abbaye de Léoncel (2), privilège

moins lourdement autrefois qu'aujourd'hui. Il est vrai qu'on croit tout le contraire ! Mais cette erreur ne saurait prévaloir contre la vérité historique.

(1) VACHEZ, *Les familles chevaleresques du Lyonnais, Forez et Beaujolais aux Croisades* (1875), p. 50.

(2) U. CHEVALIER, *Cartulaire de l'abbaye Notre-Dame de Léoncel au diocèse de Die* (1869), p. 65. — 26 janvier 1196. CARTA ODonis DE TURNONE, DE PEDAGIIS. Léoncel, abbaye au diocèse de Die ou de Valence et de l'Ordre de Cîteaux, fondée en 1136 par des religieux venus de l'abbaye de Bonnevaux au diocèse de Vienne. On y comptait : saint Amédée de Hauterive, plus tard évêque de Lausanne (1144-1159) ; saint Jean, abbé de Bonnevaux (1118), premier supérieur de Léoncel, ensuite évêque de Valence (1141-1146) ; le B. Hugues, neveu de saint Hugues de Châteauneuf, évêque de Grenoble (1080-1132), abbé de Léoncel (1163-1165), puis de Bonnevaux (1169).

Le cartulaire de Léoncel nous montre les seigneurs du Diois, du Valentinois et aussi du Viennois, singulièrement dévoués aux religieux de Léoncel, et parmi eux figurent ceux de Tournon et de Larnage. Nous y voyons aussi la maison de Tournon en relations étroites avec la maison de Châteauneuf-d'Isère. Pour cette dernière, nous trouvons : Raymond (1160), qui a pour fils Hugues, abbé de Léoncel, Guenisius (1188). Guenisius a pour fils Gontard (1193), d'où Humbert (1226), d'où Guenisius, Gontard, Guillaume et Raymondet. Sur cette famille, cf. A. LACROIX, *Châteauneuf-d'Isère. — Les Châteauneuf*, dans *Bull. de la Soc. d'Arch. de la Drôme*, t. XXVII (1893), p. 122-23.

qui fut confirmé, en 1223, par son fils et successeur, Guigues de Tournon (1). Raoul de Tournon prit part à la septième croisade, la première de saint Louis (1248) (2). Enfin, nous trouvons, en 1270, Guillaume de Tournon ; en 1292, Odon de Tournon ; en 1295, Quiot de Tournon ; en 1309 et 1317, Guigues de Tournon ; en 1351, Louis de Tournon ; en 1378 et 1396, Jacques de Tournon (3).

Cette maison perdit son allodialité sous Philippe-Auguste, et en signe d'allégeance elle accola au lion primitif de son écu, les fleurs de lis de France (4). Au XIII^e et XIV^e siècles nous la voyons reconnaître la suzeraineté des Dauphins de Viennois pour le fief de Tain. C'est ainsi que le 21 juillet 1295, noble Quiot, seigneur de Tournon, reconnut que lui et ses prédécesseurs tenaient en franc fief de Humbert, dauphin de Viennois et comte d'Albon, la ville de Tain et tout son territoire, et ce en complète suzeraineté et avec toutes ses dépendances, pour lequel fief il rend hommage lige et prête serment de fidélité, l'hommage dû au roi de France étant réservé (5). Nous retrouvons encore le même hommage en 1334 (6).

(1) *IBID.*, p. 90. — CARTA DE PEDAGIO TURNONIS.

(2) VACHEZ, *Ut supra*, p. 82.

(3) DE GALLIER, *Une page de l'histoire du Viennois à la part du royaume* (1874), p. 69, 72, 89, 90 et 92.

(4) DE GALLIER, *L'imprimerie à Tournon*, dans *Bull. de la Soc. d'Arch. de la Drôme*, t. XI (1877), p. 233. — Sur famille de Tournon cf. *Archives de l'Ardèche*, E, 64. *Généalogie de la maison de Tournon*.

(5) U. CHEVALIER, *Inventaire des archives des Dauphins de Viennois à St-André de Grenoble en 1346*, p. 83. — Item, quod. instrumentum scriptum manu Alberti de Brayda notarii publ., sub anno Dni M^o CC^o XC^o V^o, in vigilia beate Marie Magdalenes, continens quod nobilis vir Guiotus dominus Turnonis recognovit se tenere et predecessores suos tenuisse villam de Tincto cum toto territorio, jurisdictione omnimoda et omnibus pertinenciis suis in feudum francum a dom^o Humberto dalphino Viennensi et Albonis comite, pro quo feudo fecit homagium ligium et fidelitatis prestitit juramentum dicto dom. dalphino, salvo homagio domini regis Francie.

(6) *IBID.*, p. 43.

Une charte du 26 août 1064, nous aidera à pénétrer un peu dans le milieu social où vivaient nos pères. Il s'agit d'un accord passé entre Léger, archevêque de Vienne, et les chanoines de Saint-Barnard de Romans, d'une part, et un nommé Ricard, d'autre part. Ce dernier est dit appartenir au château de Tournon, ce qui indique assez qu'il vivait sous sa protection. Cette transaction concerne un cellier, ou *cuvage*, que Ricard avait construit auprès du château de Mercuriol, dans un manse appelé Felzet et appartenant aux chanoines de Saint-Barnard (1). Ceux-ci lui en firent don sa vie durant, à charge par lui de leur remettre chaque année trente-quatre lamproies et une livre de poivre (2). De plus, il leur vendait une vigne, également à Mercuriol, ainsi qu'un champ situé à Tain, à l'orient de l'église Sainte-Marie, entre deux chemins publics. Jusque-là, il l'avait eu en fermage au prix de deux sous et demi (3). Ce détail topographique est à retenir. La présence d'un champ cultivable non loin de l'église de Tain, indique assez qu'à cette époque la ville elle-même n'était pas bien considérable, quant aux deux

(1) U. CHEVALIER, *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Barnard de Romans*. — Nouvelle édition (1898), p. 147-48. — CARTA DE FELZETO. — Noticia convenientie que facta est inter domnum Leudegarium archiepiscopum et canonicos ejus, videlicet Romanenses et Ricardum de Castello Tornone. Ricardus iste fecit edificium vieneorum justa castellum Mercuriolum, in quodam nostro manso qui vocatur Felzetus. Donamus nos et totum illum edificium in vita sua, tali convenientia ut quamdiu vixerit, teneat et possideat, et omni anno nobis XXIIII lampredos et unam libram de pipere.

(2) La lamproie, poisson de mer, qui, au printemps, remonte les fleuves. Cette redevance s'explique aisément, les chanoines de Romans étant tenus à l'abstinence, le poisson entraînait pour une bonne part dans leur alimentation. Quant au poivre, il ne faut pas oublier qu'avant la découverte de l'Amérique, il était rare et cher.

(3) *IBID.* — In villa Tigno, ad orientalem parte ecclesie Sancte Marie, inter duas vias publicas est campus quem habebat supradictus Ricardus in pignore per duos solidos et dimidium. — On a vu plus haut la valeur de cette monnaie.

chemins publics, ce ne pouvait être que ceux de Romans et de Valence. Plus tard, les seigneurs de Tournon la firent entourer de murs avec tours et portes. Deux de ces tours existent encore aujourd'hui.

L'église paroissiale, placée sous le vocable de la Sainte Vierge, était alors un prieuré clunisien, dont la fondation remontait au siècle précédent, puisque nous en avons déjà trouvé la mention dans une charte du milieu du x^e siècle. La création de l'abbaye de Cluny (909) et son rapide développement avaient apporté, en Occident, une innovation monastique considérable. Jusque-là, en effet, les monastères étaient restés indépendants les uns des autres. La réforme de Cluny consista précisément à les grouper sous un pouvoir central qui les gouvernait tous, et, un siècle ne s'étant pas encore écoulé, que déjà l'abbé général de Cluny était à la tête de nombreuses abbayes et d'innombrables prieurés. Par qui, à quelle date et dans quelles conditions fut fondé celui de Tain ? Nous l'ignorons absolument. Tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'il était constitué sur le même pied que tous les autres prieurés chargés d'administrer les paroisses. Ce que nous savons de ceux-ci s'applique exactement au nôtre, dont les religieux tenaient leur juridiction de l'archevêque de Vienne et remplissaient tous les devoirs de la charge pastorale. Ils vivaient de la vie commune, avec cloître, réfectoire et dortoir, acquittaient à l'église l'office liturgique, Matines et Laudes, les Heures, Vêpres et Complies, priant pour tous leurs paroissiens, vivants et morts.

Mais, pour pouvoir ainsi fonctionner, l'église paroissiale de Tain avait un patrimoine territorial qui l'aidait à subsister.

Des biens fonds en vignes et terres arables, avec des colons pour les cultiver, constituaient sa dotation. Ce patrimoine vraiment sacré provenait de donations faites par les fidèles, au cours des âges, et imposait en retour des obligations spirituelles et temporelles dont il n'était jamais permis de s'affranchir. Parmi ces dernières, nous noterons

des redevances en nature, telles que le don annuel de 32 setiers de blé (1) et la distribution de pain deux fois la semaine aux pauvres de la paroisse, l'aumône aux passants, surtout depuis la Toussaint jusqu'à la Saint-Jean, enfin deux dîners maigres à servir aux habitants de Tain, le Jeudi-Saint et le troisième jour des Rogations. Aux revenus de la terre s'ajoutait encore le produit de la dîme, c'est-à-dire, comme le mot l'indique, le prélèvement d'un dixième sur les principales récoltes du pays, soit le foin, le blé et le vin. Dès la fin du VIII^e siècle, les canons des conciles et les Capitulaires des rois Francs l'avaient rendue obligatoire. Elle était due par toute la population située dans le périmètre de la paroisse, et elle affectait la terre, non les personnes, et la terre des évêchés, des monastères, des chapitres, et des seigneurs, tout comme celle des manants et des non nobles. Bref, la loi ne tenait compte, ni de la condition des personnes, ni même du mode de possession du sol (2).

La paroisse de Tain était comprise dans l'archiprêtré de Romans, au diocèse de Vienne, diocèse qui, au moyen âge, outre la ville de ce nom, compta d'abord sept archiprêtres : Annonay, Saint-Vallier, Romans, La Tour-du-Pin, Beauvoir de Marc, Bressieu et Valdène (Saint-Geoire) (3). Un *Pouillé* de 1523 montre qu'à cette date celui d'Annonay avait été

(1) Le setier était une mesure d'environ 156 litres.

(2) IMBART DE LA TOUR, *Les origines religieuses de la France*. — *Les paroisses rurales du IV^e au XI^e siècle* (1900), p. 151. Sur la question de la dîme, son établissement, son extension, nous ne faisons que résumer l'auteur, dont la compétence est grande.

Cf. également PAUL VIOLLET, *Hist. des Institutions politiques et administratives de la France*, t. I (1890), p. 374-77. — JACQUES FLACH, *Les origines de l'ancienne France (X^e et XI^e siècles)*. — *Le régime seigneurial*, t. I (1886), p. 335-37. — U. CHEVALIER, *Topo-Bibliographie*, art. **Dîme**.

(3) U. CHEVALIER. *Regestum taxationis beneficiorum civitatis et diocesis Vienne pro decima* (XIV^e siècle). Dans *Documents inédits relatifs au Dauphiné. Septième livraison*. Grenoble (1868), p. 1-34.

dédoublé, car il y est fait mention des deux archiprêtres d'Annonay et de Quintenas (1). Les documents qui nous fournissent ces renseignements sont les registres contenant l'énumération de tous les bénéfices (abbayes, chapitres, prieurés et chapellenies) du diocèse, avec la taxe ou décime, imposition annuelle sur les revenus de chacun de ces bénéfices et réclamé par le Saint-Siège pour diverses causes, telles que la collation des bénéfices, la défense de la chrétienté contre les Turcs, etc.

Ces taxes étaient fort onéreuses, surtout depuis Jean XXII (1316-1334), dont la chancellerie accuse, en ce sens, un développement extraordinaire, ainsi que l'attestent ses *Regestes* (2). Pour nous en tenir au prieuré de Tain, nous voyons que le prieur, au xiv^e siècle, était taxé à 78 livres et 15 sous. Ce qui fait un peu plus de 300 francs de notre monnaie. En outre, nous y voyons figurer un chapelain, (*capellanus de Tincto*), imposé 10 livres, soit 40 francs.

Au xvi^e siècle (1523), la taxe est singulièrement augmentée, puisque l'église paroissiale est imposée à 20 livres, soit 80 francs, et le prieuré à 200 livres, soit 1200 francs. Il est vrai qu'on lui avait uni deux autres petits prieurés (3).

La communauté comprenait cinq moines, religieux de chœur, dont un prieur et un sous-prieur, sans compter deux ou trois frères employés au service de la maison. Le

(1) De archipresbiteratibus Annoniaci et Quintenasii. Cf. U. CHEVALIER, *Statistique ecclésiastique, Pouillé du diocèse de Vienne* (1523). dans *Bull. de la Soc. d'Arch. de la Drôme*, t. I (1866), pp. 224-49', 247-56 ; t. II (1867), pp. 158-68, 391-400 ; t. IV (1869), pp. 197-206, 302-12. Tirage à part, in-8° de 68 p.

(2) AUGUSTE COULON, *Lettres secrètes et curiales de Jean XXII (1316-1322)*, extraites des archives du Vatican. En cours de publication.

(3) U. CHEVALIER. — *Pouillé du diocèse de Vienne* (1523), p. 30 *Ecclesia Tincti...* XX. — *Prioratus Tincti cum prioratu sancti Petri de Rosans et prioratu de Maliés* .. III c.

plus ancien prieur dont le nom soit venu jusqu'à nous, s'appelait Ponce, et figure dans un acte de 1111 (1).

Neuf ans plus tard (14 février 1120), une bulle de Calixte II donnée à Romans, plaçait sous la protection spéciale du Saint-Siège, Gautier, abbé de Saint-André-le-Bas de Vienne, ainsi que plusieurs autres bénéfices dépendant de ce monastère (2). Parmi ces bénéfices on trouve l'église de Saint-André d'Humilian avec la chapelle de Larnage, la paroisse de Crozes et des Vaussets, et l'église de Saint-Christophe avec ses dépendances, toutes localités situées dans le voisinage de Tain (3). Plus tard, la chapelle de St-Christophe fut rattachée directement à la paroisse de Tain.

(1) GIRAUD, *Cartulaire de Romans* (1856), p. 169. *Complément textuel du cartulaire* (1869), p. 49-51. S. Poncii prioris de Tegno.

(2) U. CHEVALIER, *Cartulaire de Saint-André-le-Bas de Vienne* (1869), p. 142. CALIXTI PAPE (BULLA, QUA GALTERIUM ABBATEM ET EJUS MONASTERIUM SUB PROTECTIONE SEDIS APOSTOLICE SUSCIPIT).

U. ROBERT, *Bullaire de Calixte II*.

JAFFÉ-LOEWENFELD, *Regesta Pontificum Romanorum*, n° 6815.

(3) U. CHEVALIER, *Ut supra*.

Ecclesiam sancti Andree de Humiliano cum capella de Larnatoco, et parrochiam de Crosis et Valseriis, ecclesiam sancti Christophori cum appendiciis suis. — Une autre bulle de Calixte II, du 16 avril 1121, à Pierre, archevêque de Vienne, concédait à l'église de Saint-André d'Humilian la villa de Crozes et de Vaussets. U. CHEVALIER, *Ut supra*, p. 146. — JAFFÉ-LOEWENFELD, *Ut supra*, n° 7123.

Notum facimus dilectioni tue quod nos, in Viennensis quondam ecclesie regimine constituti, ejusdem canonicorum consilio et assensu, villam de Crosis et de Valseriis ad beati Mauritii jus pertinentes ecclesie Sancti Andree de Humiliano concessimus.

Enfin, une troisième bulle du même (30 mars 1121-1124), condamnait les empiètements d'un chanoine du Puy, nommé Itier, dans l'église Saint-Clément (commune de Mercurol) et dans la paroisse de Crozes, appartenant au monastère de St-André-le-Bas. U. CHEVALIER, *Ut supra*, p. 146-47. — JAFFÉ-LOEWENFELD, *Ut supra*, n° 7114.

Noverit dilectio tua quod Iterius, Aniciensis canonicus, in ecclesia Sancti Clementis et in parrochia de Crosis nullam omnino justiciam habet quoniam et ecclesia sancti Clementis Viennensis ecclesie

Un document d'une tout autre nature apporte encore quelques renseignements que nous devons retenir. A partir du XI^e siècle, des chapitres généraux se tinrent à l'abbaye de Cluny, à des époques périodiques, pour veiller au gouvernement de l'ordre tout entier. Le chapitre général, avant de se séparer, nommait deux visiteurs pour chacune des provinces, avec charge de se rendre compte par eux-mêmes de l'état spirituel et temporel de chaque maison (1).

A ce point de vue, le prieuré de Tain faisait partie de la province de Provence, laquelle comprenait la Provence, le Dauphiné et la Savoie. On possède encore le procès-verbal sommaire des visites faites à Tain en 1282, 1296 et 1303.

En 1282, frère Etienne est représenté comme ayant mal parlé à son prieur de Tain, il l'aurait même frappé. Il recevra de ce chef une juste punition, laissée à l'appréciation de ses supérieurs, pour lesquels on ne doit jamais cesser d'avoir les plus grands sentiments de respect et d'obéissance (2).

juris, exstitit et parrochia de Crosis ad beati Andree monasterium ex nostra concessione pertinere cognoscitur, idcirco presentibus litteris tibi precipiendo mandamus, ut eundem Iterium ex parte nostra commoneas quatinus ecclesiam Sancti Clementis ecclesie Viennensi et canonicis ejus, et parrochiam de Crosis monasterio Sancti Andree prorsus liberas quietasque dimittat.

(1) CUCHERAT, *Cluny au onzième siècle* (1851), p. 23.

Les anciennes visites de l'Ordre de Cluny se trouvent à la Bibliothèque Nationale, en deux volumes manuscrits, du fonds latin, n^{os} 2270 et 2271 des *Nouvelles acquisitions*. J. ROMAN en a publié ce qui concerne les prieurés dauphinois, ainsi qu'il est marqué dans la note suivante.

(2) J. ROMAN, *Visites faites dans les prieurés de l'Ordre de Cluny du Dauphiné, de 1280 à 1303*, dans *Bull. d'hist. ecclés. du dioc. de Valence*. — Quatrième année (1883 1884), p. 48.

Frater Stephanus, qui verba contumeliosa dixit priori suo de Tincto et manus injuriosas in ipsum dicitur injecisse, ad arbitrium dominorum de ordine puniatur, taliter quod ceteri a similibus arceantur et suis superioribus verbo et facto honorem exhibeant et obediant reverenter.

En 1296, les visiteurs trouvent quatre religieux présents, le prieur était absent. Mais il avait chargé ses mandataires de faire savoir que la maison ne devait rien, et avait des vivres en quantité suffisante pour attendre la récolte prochaine. Les moines s'acquittent bien de leurs devoirs spirituels et servent Dieu fidèlement. Le clocher de l'église a besoin de réparation. On s'est plaint de l'hospitalité qui est mal observée (1). La visite de 1303 est d'un mutisme désolant, elle ne mentionne absolument rien (2). Nous voyons cependant par ailleurs que les visiteurs rencontrèrent à Tain le prieur d'Eurre (3), dont l'administration laissait passablement à désirer, et qu'ils eurent à lui faire de sérieuses remontrances (4).

Nous aurons à reparler de notre prieuré lorsque s'inaugurera pour lui, dans la seconde moitié du xiv^e siècle, une situation nouvelle qui devait beaucoup modifier son existence matérielle.

Mais auparavant, d'autres événements sollicitent notre attention et doivent être rapportés.

L'histoire de Tain, au moyen âge, a été embellie par une

(1) *IBID.*, p. 50.

Consequenter venimus apud *Tynctum* et invenimus ibidem IIII^o monachos, priore excepto, qui absens erat. Intelleximus per procuratores suos quod nichil debet, et habet victualia usque ad fructus novos. Monachi celebrant divina et Deo serviunt sufficienter. Cluquerium indiget reparatione et edificio. Item aliquid conqueritur de hospitalitate, quia male servatur.

(2) *IBID.*, p. 87.

Die martis. Item apud Tintum visitavit dominus abbas.

(3) Commune du canton de Crest-nord, arrondissement de Die.

(4) *IBID.*, p. 88. — Item apud *Urrum*, quem per relationem visitorum anni preteriti nuper comperimus quod domus de Urro in spiritualibus et temporalibus male ministrabatur, nos de statu prioratus diligenter inquirere cupientes, cum dicto priore de Urro diligenter et per obedientiam inquisivimus prout melius et sanius potuimus apud Tintum, ubi dictum priorem invenimus, etc...

poétique légende fortement accréditée dans le pays, où elle ne fait pas l'ombre d'un doute, bien qu'en réalité le contrôle de la critique historique ne soit pas pour elle sans inconvénient. Nous citerons les divers auteurs qui s'en sont fait les échos, et on en saisira sur le vif les curieux développements légendaires.

La première mention de cette légende se trouve dans une pièce du XVIII^e siècle dont nous avons sous les yeux la copie (1). C'est un Mémoire historique et juridique destiné à défendre les droits des religieux de Saint-André-le-Bas, contre l'officialité de Vienne, qui prétendait jouir de la chapelle de Saint-Christophe et ses dépendances, et les séparer du prieuré de Larnage. On y lit : « En l'an mil deux cent vingt-cinq, la reine Blanche, mère de Saint Louis, envoya un ordre à Messieurs de Saint-André-le-Bas, donné à Paris le 12 mai de la même année, pour recevoir noble Henry-Gaspard de Sterimberg, chevalier de la cour, et lui assigner un endroit de leur juridiction pour y bâtir un ermitage et y servir Dieu le reste de ses jours.

« Mais un pareil ordre, qui n'était que pour un temps et qui n'excédait pas la vie du chevalier de Stérimberg, n'a pas été capable de changer le titre de cette portion de bénéfices, encore moins de la séparer du prieuré de

(1) COLLECTION DE GALLIER. — *Mémoire concernant la chapelle de Saint-Christophe au-dessus de Tain, vulgairement appelé l'Ermitage*. Copie faite en 1855 et certifiée conforme par le maire de Tain, le comte Louis de Larnage, le 18 avril de cette même année. Néanmoins, cette copie présente plusieurs fautes dans les citations latines.

Le Mémoire résume l'histoire de la chapelle et mentionne — la citant au besoin — la bulle de Calixte II de 1120 (voir plus haut). Il est vrai qu'il en attribue également une à Pascal II, relative au même sujet, mais à tort, comme l'a justement remarqué U. CHEVALIER, *Cartulaire de Saint-André-le-Bas de Vienne* (1869), p. 140, note 1.

« Larnage, auquel elle était annexée, puisqu'il est évident
« que la jouissance de ce chevalier, quoique sous le nom
« d'ermite, n'étant que précaire ne pouvait donner aucune
« atteinte aux droits de messieurs de Saint-André-le-Bas,
« ni dénaturer contre l'intention de la reine Blanche ce qui
« dépendait de leur prieuré et en était un membre insépa-
« rable.

« Tout l'effet que produisit donc le séjour et la vie du
« chevalier de Sterimberg, sous le nom ou sous l'habit d'er-
« mite, dans l'endroit qui lui fut assigné pour sa demeure,
« fut de donner à cet endroit la dénomination d'ermitage
« sans autre suite et sans en dépouiller Messieurs de
« Saint-André-le-Bas, parce qu'une concession de cette
« nature, ou plutôt une tolérance à temps n'est jamais
« nuisible au maître et n'altère en rien sa propriété (1). »

Ce Mémoire fut utilisé par Albert du Boys qui, l'imagi-
nation aidant, en tira le récit suivant (2) :

« En 1224, Henri-Gaspard de Sterimberg, revenant de la
« croisade des Albigeois, où il avait été blessé, s'arrêta sur
« les bords du Rhône, et alla prier dans la chapelle de
« Saint-Christophe. Lassé des scènes sanglantes de la
« guerre civile à laquelle il avait pris part, il songea à vouer
« à la solitude et à la pénitence une vie qu'il ne croyait plus
« consacrer réellement à Dieu, en reprenant contre les
« hérétiques, des armes souillées par la cruauté la plus
« implacable. Cependant il alla dans ses foyers se rétablir
« de sa blessure et de ses fatigues ; puis il se rendit l'hiver
« suivant à la cour de Louis VIII et de Blanche de Castille.
« Là, poursuivi par les saintes pensées de retraite qui lui

(1) *Ut supra.*

(2) L'auteur mentionne d'abord la bulle de Pascal II de 1100 ; or, on vient de voir, par une note précédente, que cette bulle n'existe pas, et que l'auteur du *Mémoire* l'a confondue avec celle de Calixte II de 1120. A. du Boys qui le suit a commis la même erreur. Cf. U. CHEVALIER, *Ut supra.*

« étaient venues sur les bords du Rhône, il les confia à la
 « reine Blanche, en lui disant que si elle lui donnait les
 « moyens de les réaliser, il lui vouerait une reconnaissance
 « éternelle. La pieuse reine écrivit alors à Messieurs de
 « Saint-André-le-Bas de recevoir « noble Henri-Gaspard de
 « Sterimberg, chevalier de sa cour, et de lui assigner un
 « endroit de leur juridiction, tel que le coteau de Saint-
 « Christophe, pour qu'il pût y bâtir un ermitage et y servir
 « Dieu le reste de ses jours. » Ces lettres royales sont datées
 « du 12 mai 1225.

« En conséquence, le chevalier de Sterimberg se fit
 « installer par Messieurs de Saint-André-le-Bas, aux lieux
 « qui lui avaient inspiré sa première idée de retraite pieuse
 « et de séquestration du monde.

« Il se construisit une petite manse auprès de la chapelle
 « de Saint-Christophe et défricha deux petites portions du
 « bois qui entourait cette chapelle, afin d'y planter des
 « vignes pour son usage. Quand il fut mort, Messieurs de
 « Saint-André-le-Bas permirent à d'autres ermites de s'y
 « établir sous la condition de leur servir une petite rente.
 « C'est depuis ce temps que ce coteau s'est appelé coteau
 « de l'Ermitage. Le vin des ermites prit peu à peu de la
 « réputation. On défricha les forêts ou hermes qui couvraient
 « la colline, et on les remplaça par des vignes (1). » Voilà
 ce qu'écrivait Albert du Boys en 1836.

(1) *Album du Dauphiné*. — Deuxième année 1836, p. 123-24. —
 Quand on est en veine d'imagination, il n'y a pas de raison pour
 s'arrêter. Qu'on en juge. A propos des vignes plantées par le che-
 valier ermite, voici ce qu'on peut lire dans *La Vigne. Voyage*
autour des vins de France, par BERTALL. Paris, Plon, 1878, p. 587.
 L'auteur a tout un chapitre sous ce titre : *Légende et Histoire de*
l'Ermitage (p. 586-600).

« Avant de mourir, dit la tradition, il (le chevalier de Stérimberg)
 avait laissé, sur la terre si longtemps habitée par lui, l'origine
 d'une fortune à venir. Il avait fait la guerre en Terre-Sainte (*), et

(*) On nous a dit plus haut qu'il revenait de la guerre contre les
 Albigeois. Mais une erreur de plus ou de moins n'est pas une affaire.

En 1863, l'abbé Vincent, surenchérissant encore sur le tout, écrivait :

« Au treizième siècle, elle est (la chapelle de Saint-Christophe) le théâtre d'un épisode plein de charme et de poésie, brillante auréole marquant son nom et ses annales d'une célébrité, d'âge en âge venue jusqu'à nous. Il eut pour principe et pour cause ce mouvement d'abnégation qui arrachait des prélats à leurs églises, des rois à leurs trônes, des guerriers à la vie des camps. Comblé d'honneurs et cependant inquiet, noble Henri-Gaspard de Stérimberg voulait quitter le monde et se donner à Dieu. Les chanoines de Saint-André-le-Bas furent instruits de sa détermination, le 12 mai de l'an 1225, par un document signé de la reine Blanche ; cette princesse les invitait à recueillir l'illustre chevalier et à le nantir d'un asile où règneraient la solitude et la paix. Aucun endroit ne convenait mieux que le sommet du coteau de *Tegna*. L'éloignement du bruit, la présence d'une chapelle, une modeste demeure, le voisinage de bois épais, la vue d'un fleuve aux eaux tantôt calmes et tantôt troublées comme le sont nos jours ; il y avait là pour satisfaire à toutes les aspirations d'un cœur blessé ou trop à l'étroit, au sein de plaisirs et d'honneurs qui menacent d'aller s'évanouir devant un cercueil, quand une disgrâce et un revers soudain ne les ont point changés en amertume et en regrets (1).

compagnon d'armes de Henri de Lusignan, devenu roi de Chypre, il avait rapporté de son voyage quelques-uns de ces plants qui ont rendu célèbre le vin de cette île. Ce sont ces plants qui, plus tard cultivés avec soin, sont connus, m'assure-t-on, sous le nom de la petite *syra*, et qui produisent les vins si renommés qui font la gloire de l'Ermitage » !!!

(1) *Archives de M. de Gallier* (Note de l'abbé Vincent). Le seul document que possédait A. de Gallier, relativement à notre légende, est la copie du *Mémoire* cité plus haut.

« Bientôt, tenanciers et manants virent apparaître cet
 « exilé volontaire d'une société pour lui sans bonheur et
 « sans joie Ce n'était plus le gentilhomme à la riche
 « armure, au casque étincelant ; il avait laissé derrière lui
 « la gloire et la fortune, et il se faisait humble et petit.
 « Nouvel anachorète, il demandait au travail des mains la
 « subsistance d'un corps amaigri par le jeûne et souvent
 « en pose extatique. Avec sa robe blanche, on eut dit une
 « ombre, un fantôme évoqué du tombeau et venant achever
 « sur la terre une dernière expiation. Au séjour du chevalier
 « de Stérimberg, à sa vie pénitente et monacale se rattache
 « le nom d'Ermitage donné au coteau témoin de ses vertus.
 « Ce mot réveille aujourd'hui des appétits grossiers et
 « matériels, et pourtant que d'émotions qui surgiraient, si,
 « remontant vers le passé, on arrivait à la cause d'une
 « appellation si douce aux âmes rêveuses, si douce aux
 « esprits méditatifs. Dans les causeries, près du foyer, l'aïeul
 « charmait ses petits-fils en leur redisant la légende du
 « très haut et très magnifique seigneur devenu ermite » (1).

Il y a dans ces deux récits, surtout dans le dernier, des détails qui sont pur jeu d'imagination et qui donnent une singulière idée de la manière dont on arrive à traiter l'histoire. Aucun de ces détails, en effet, ne peut être justifié par un témoignage historique, et le fond lui-même est bien sujet à caution. Tout se réduit à ceci : un chevalier, Henri-Gaspard de Stérimberg, aurait obtenu des religieux de Saint-André-le-Bas, en vertu d'une lettre de la reine Blanche, la concession de la chapelle de Saint-Christophe, sur le coteau qui domine Tain, et ce chevalier retiré du monde y aurait vécu en ermite, d'où le nom d'Hermitage donné au coteau.

Que ce nom d'Hermitage provienne de l'habitation d'ermites ayant vécu là pendant longtemps et se succédant

(1) A. VINCENT, *Notice historique sur la ville de Tain* (1863), p. 55-57.

les uns aux autres, et jusqu'à la Révolution, la chose n'est pas douteuse. Plus d'une preuve s'en trouve dans les archives de la ville de Tain (1). Mais, que le point de départ en soit le héros de la légende, voilà qu'il est difficile d'accepter. D'abord, son nom, Henri-Gaspard de Stérimberg, se présente sous une forme inexacte, car jamais, pendant tout le moyen âge, deux prénoms n'ont été donnés à la même personne. Ensuite ce nom est tout à fait insolite en France, où on ne le retrouve nulle part. On le rencontre une seule fois, en Allemagne, à la fin du xii^e siècle (1199), et il est écrit : Henri de Sterneberg, Sterinberc, Sterienbergs (2). Son identification avec le chevalier de même nom, venu de la cour de France, reste bien difficile, sinon même impossible. En outre, l'attribution de la lettre à la reine Blanche soulève une sérieuse difficulté, car le Dauphiné ne faisant pas alors partie de la France, on ne voit pas comment la reine aurait écrit à des religieux, à Vienne, hors du royaume.

Mais, ce qu'il y a de plus grave, c'est que personne n'a produit le texte de cette lettre, elle est simplement mentionnée, jamais on en n'a donné le texte. Cette lacune est fâcheuse à tous égards, car elle empêche tout moyen de

(1) En 1626, nous constatons la présence de deux ermites de Saint-Christophe. — Cf. A. LACROIX, *Inventaire sommaire des archives communales de Tain*, p. 123. — Nous pensons que cet ermitage ne doit pas remonter au delà de la seconde moitié du xvi^e siècle. En tous cas, il ne figure pas dans le *Pouillé du diocèse de Vienne de 1525*; or, ce Pouillé donne l'énumération très complète de tous les bénéfices.

(2) WINKELMANN, *Acta Imperii inedita saeculi XIII. Urkunden und Briefe zur Geschichte des Kaiserseichs und des Königreichs Sicilien (1198-1275)*. Innsbruck, 1881, p. 3-4. Il y a là une charte de Henri, abbé de Fulda, au sujet des terres de Hocheim. On y voit figurer : *Heinricus de Steineberc, dictus Heinricus de Sterinberc*.

contrôle, et elle jette sur la pièce elle-même un légitime motif de suspicion. En somme, l'existence du personnage n'est rien moins que prouvée, elle reste très problématique, et ce ne sont pas les détails fantaisistes dont on l'a entourée qui lui feront prendre pied sur le terrain de l'histoire.

Un autre fait, bien certain celui-là, fut le passage à Tain, en 1248, de saint Louis, parti pour sa première croisade. Nous l'ignorierions entièrement, si Joinville, le bon sénéchal et l'admirable historien du saint roi, n'eût consigné dans son récit un détail assez curieux. Les croisés, sous les ordres de Louis IX, s'embarquèrent sur le Rhône, à Lyon. Peu après avoir dépassé Tain et Tournon, un incident les retint à la Roche de Glun. Le seigneur du lieu, nommé Roger, avait mauvaise réputation, car, véritable forban, il rançonnait et maltraitait les pèlerins et les marchands. Le roi, en bon justicier, lui fit rendre gorge, et son château, ou plutôt son repaire fut abattu. C'était couper le mal par la racine.

« A Lyon, dit Joinville, entrames au Rone pour aller à
« Alles le Blanc, et dedans le Rone trouvames un chastel
« que l'on appelle Roche de Glin, que li roys avoit fait
« abattre, pour ce que Rogier, li sires dou chastel, estoit
« criez de desrober les pelérins et les marchans (1). »

On a vu plus haut que Raoul de Tournon avait pris part à la même croisade (1248). Plus d'un demi-siècle après, un de ses successeurs devait se signaler par un acte de haute justice, qui constitue un des faits les plus saillants de l'histoire de Tain au moyen âge.

(A continuer.)

CHARLES-FÉLIX BELLET.

(1) *Histoire de saint Louis*, par Jean, sire de Joinville. Texte...
publié pour la Société de l'Histoire de France, par NATALIS DE
WAILLY (1868), p. 45.

PLAN-DE-BAIX

(SUITE. — Voir la 146^e livraison).

A Eustache de Brion succéda Lambert qui eut des difficultés, en 1286, avec Hugues Raynaud, de Châteaudouble, au sujet de la dot de Catherine, fille de Bérenger de Suze, épouse défunte du seigneur de Baix ou de Brion. Trois arbitres : Eustache d'Alixan, N. d'Hostun, damoiseau, et Albert Cornillan, seigneur de la Baume-Cornillane, décidèrent que Lambert renoncerait pour lui et ses enfants, à tout droit sur l'héritage de Bérenger de Suze, dans le mandement de La Bâtie et que Raynaud lui paierait 210 livres d'indemnité (1).

La famille de ce dernier gentilhomme, alors fixée à Châteaudouble, possédait à l'origine la Bâtie-de-Baix ou de Poncet, à titre de parente ou d'alliée des de Brion. Hugues, l'un de ses membres, avait pris l'habit monastique à Léoncel avant 1165 ; un autre Hugues, en 1294, s'était reconnu vassal d' Aimar de Poitiers, pour tous ses biens de Baix, et Pierre fils de ce dernier, vendit, en 1342, ses château, fort, juridiction et terre de La Bâtie à Pons Cornillan, seigneur de la Baume-Cornillane, au prix de 1,020 florins. Deux ans plus tard, l'acquéreur transigeait avec Louis I^{er}, comte de Valentinois, pour les limites de sa seigneurie nouvelle, et à deux siècles d'intervalle, sa postérité possédait à la fois Baix et la Bâtie-de-Baix (2).

(1) Archives de la Drôme, E, 1557.

(2) Inventaire de la Chambre des Comptes au mot *Baix*.

Avant d'assister au départ définitif des Raynaud, rappelons un acte de 1291 où Hugues autorise le comte de Valentinois à vendre les pâturages de Baix, à la condition de recevoir le quart du prix, à exiger le vingtain ou vingtième partie des récoltes dans le territoire cédé et à mettre le Velan en devès ou garenne. Hugues, de son côté, conservait des droits sur David Bontoux, son homme-lige, sur la montagne de Baix, et sur les biens acquis d'Humbert de Quint, de Pierre de Flandènes et de Guillaume de Blagnac, et un hommage rendu en 1340 à Louis de Poitiers par Pierre Raynaud, confirme la transaction de 1291.

Tous ces actes montrent clairement le désir des comtes de Valentinois de posséder en ces parages le plus grand nombre possible de seigneuries et celui des Raynaud et des Brion de se rapprocher de la plaine, en se fixant les premiers à Châteaudouble, et les autres à Roche-sur-Grâne, à la suite d'un échange conclu en 1289 entre Lambert de Brion et Aimar de Poitiers ; cet acte rendait le comte de Valentinois seigneur de Plan-de-Baix et partant légitime possesseur de ses fort, château, bourg, territoire et juridiction, ainsi que du fief provenu de Goteline et des biens acquis du seigneur de Suze.

Une fois installés à Roche-de-Grâne près d'Autichamp, les de Brion y demeurèrent environ deux siècles et leur dernière héritière entra dans la maison des Dupuy de Rochefort, branche des Dupuy-Montbrun, qui prit le nom d'un fief de Valdaine, voisin d'Espeluche, qu'Alasie de Taulignan avait donné en 1472 à Eynier Dupuy.

Avant d'aborder la nouvelle période historique de Plan-de-Baix, sous les comtes de Valentinois, constatons l'existence d'un château, d'une chapelle et d'un village sur le Velan et l'identité de la famille de Baix avec celle de Brion, deux points importants pour cette étude.

III. — Les Poitiers et les Dauphins de France.

Grâce aux travaux d'André du Chesne (1), du Père Anselme (2) et surtout de celui plus récent et plus complet de M. le chanoine J. Chevalier sur les comtés de Valentinois et de Diois, publié dans ce *Bulletin* sous le titre de *Mémoires*, il serait facile de donner à cette notice d'amples développements; qu'il suffise de savoir que l'origine des Poitiers est encore entourée de mystères et que leurs droits à la Bâtie et au Plan-de-Baix sont antérieures à 1289 et 1342. Ainsi, Aimar, l'un d'eux recevait les hommages de Guigues, seigneur de Suze et d'Artaud, seigneur d'Aix, en 1279, celui de l'épouse de noble Pons Simon, en 1327, pour leurs biens de Baix, et dans un traité de 1332 avec l'évêque de Valence et Die, le comte de Valentinois se déclarait vassal du prélat pour Baix aux Montagnes (3). Enfin, un châtelain des comtes, de 1336 à 1339, y accusait une recette de 74 florins, 2 tournois, 613 sétiers de blé, 32 de légumes, 28 d'avoine et 62 poules, sommes qui divisées par trois indiquent le revenu annuel de la seigneurie.

La possession du Plan-de-Baix par la puissante maison des Poitiers, tout en lui procurant quelque illustration, fut peut-être cause de la ruine de son château et de son village sur le Velan. Si l'on ne peut l'affirmer d'une manière certaine, une sorte de géographie du Valentinois, du Diois et des Baronnies, écrite vers 1430 et publiée par M. U. Chevalier dans ses *Documents inédits relatifs au Dauphiné* (3), permet de le supposer, car après avoir déclaré le Plan-de-Baix dépendance du domaine royal, à demi-lieue de Beaufort et de

(1) *Histoire des comtes de Valentinois et de Diois*, dans l'*Histoire généalogique des ducs de Bourgogne*.

(2) *Histoire généalogique et chronologique de la maison de France*, tome II.

(3) M. J. Chevalier ajoute dans ses *Mémoires* qu'en 1374, le comte déclarait tenir du pape le château de Baix aux Montagnes (castrum

Gigors, elle lui refuse tout château, alors que les actes de 1289, de 1332 et de 1374 en mentionnent un.

A la vérité, dans un intervalle de 141, de 98 et de 56 ans, un violent orage, comme il en éclate parfois dans la région, ou bien des frais de conservation trop onéreux ont pu, comme à Eygluy, amener sa ruine (1). Toutefois, il existe un autre indice, assez vraisemblable de sa perte, dans la géographie de 1430 déjà citée, c'est que Raymond de Turenne, ennemi des papes et des comtes de Valentinois, ainsi que le comte d'Armagnac, chef de Routiers, avaient des soldats à Eygluy, tout près de là, en 1391. « Il faut instruire le roi et son conseil, dit le document, des dommages causés, depuis trois ans, par la guerre de Raymond de Turenne, l'occupation de Lazer, en Gapençais, par Guillaume Chemisard, les garnisons d'Eygluy, de St-Ferréol aux Baronnie et du château de Pellafol au Viennois, d'où les Anglais, de la compagnie du feu comte d'Armagnac, rançonnent les marchands de passage et pillent les châteaux voisins (2). »

La tradition parle aussi d'un combat livré à Bouly, près de la Blache, à une époque reculée, sans détails précis, qui pourrait bien se rapporter à la même date (3).

Au surplus, la seigneurie de Baix avait alors changé de maître, car Louis II de Poitiers, dernier comte de Valentinois, était décédé, en 1419, à Baix-sur-Baix, une autre de ses terres sur la rive droite du Rhône, en aval du Pouzin, après avoir disposé de ses Etats en faveur du Dauphin de France, le futur roi Charles VII. Une clause de son testament obligeait le prince héritier à payer 50,000 écus pour acquitter ses legs et ses dettes et à ne jamais traiter avec le seigneur de

Banii in montibus) et le mandement de la Bâtie de Baix (*mandamentum Bastide Bains in Diesio*) I, 290 et 370. — U. Chevalier, *Documents* p. 268. — *Gallia christiana, documenta*.

(1) *Et fuit deruptum castrum Egludini quia nimis sumptuosum erat in custodia*. — U. CHEVALIER, *Documents inédits*, p. 268.

(2) Mêmes *Documents*, p. 216. Comme la comtesse d'Avellan qui testa le 7 octobre 1430 est mentionnée dans la géographie citée ici, ce document ne saurait être postérieur à 1430.

(3) Note de la mairie, conservée aux archives de la Drôme.

St-Vallier, à peine de forclusion, lui substituant, en ce cas, le comte de Savoie et l'Eglise romaine.

Ces conditions suscitèrent maintes difficultés au Dauphin, et le comte de Savoie occupa même quelques terres de l'héritage des Poitiers, témoin l'albergement du Velan par son châtelain du Plan-de-Baix aux habitants du lieu et à ceux de Gigors. Mais sa domination fut de courte durée; le futur Louis XI, fils de Charles VII, réfugié en Dauphiné, son apanage, dès 1446, gouverna dix ans la province en maître absolu (1).

Tout absorbé par ses idées de réformes, le Dauphin manquait de loisirs pour s'occuper en détail de chacune de ses terres; d'autre part, il avait des services à récompenser et son trésor était vide; il distribua des fiefs. Ainsi, le 27 février 1447, Charles et Jean de Caqueran, fils de Bornon, dit le Borgne, originaire du comté d'Asti en Piémont, recevaient de lui Beaufort et Plan-de-Baix qu'ils gardèrent jusqu'à la mort de Louis XI, en 1483. A cette date, tout fit retour au domaine de la couronne et Fortunat Bouvier eut mission de percevoir les revenus des deux seigneuries. Pendant cette annexion, les habitants se plaignirent au roi Dauphin du dommage causé aux pâturages du Velan par les troupeaux de Beaufort et de Gigors et proposèrent un albergement plus avantageux au fisc, à cause du vintain et d'autres revenus. Louis d'Arbalestier, en 1469, en obtint la jouissance au prix de cinq sétiers d'avoine, six poules, six livres de fromage et de quatre florins trois gros. Plus tard, en 1537, le cardinal de Tournon, sur l'ordre de François I^{er}, vendit à réméré le Plan-de-Baix à Humbert Bertrand, au prix de 1,952 livres.

L'acquéreur, qualifié viguier ou juge d'Alixan, appartenait à une famille noble de la localité, que Chorier a retrouvée dans une revision des feux d'Hostun, en 1429. La donation de 20 écus qu'il fit dans sa terre pour marier des filles pauvres rend son nom recommandable, puisqu'un dénombrement de 1540 réduit à 150 liv. ses revenus seigneuriaux. Mais comme les guerres avaient épuisé le trésor royal, des édits

(1) Inventaire de la Chambre des Comptes.

de 1547 prescrivirent une nouvelle aliénation du domaine et le Plan-de-Baix fut revendu l'année suivante avec 489 et, en 1573, avec 249 livres de plus value, ce qui en porta le prix total à 2,691 livres. C'est Catherine de Cornillan de la Baume-Cornillane, déjà maîtresse de la Bâtie-de-Baix, à titre d'héritage paternel, qui paya le prix de la surenchère. Elle appartenait à une ancienne famille de la région, déjà rencontrée plusieurs fois dans cette étude, et bien que les auteurs dauphinois lui octroient un grand maître des chevaliers de St-Jean-de-Jérusalem de ce nom en 1354, Catherine professait la religion réformée et voulut être ensevelie dans le temple de la Baume (1).

Mariée avec Tiers ou Thierry d'Urre, dit Tartarin, capitaine de cent archers de la garde royale de François I^{er}, Catherine de Cornillan eut deux fils qui la précédèrent au tombeau : Guillaume et Charles, seigneurs de Portes-lez-Mazenc, et quatre filles : Honorade ou Honorée, épouse de René des Alrics, seigneur de Rousset, dans le canton de Grignan ; Blanche, unie à Benoît de Priam, seigneur de Condillac ; Catherine et Louise, la première, femme de André de Forez, seigneur de la Jonchère, et la seconde, de Jean d'Arbalestier, seigneur de Beaufort et de Montclar.

Dans son testament du 17 mai 1579, Catherine de Cornillan légua 1,000 livres à Isabeau de Forez, fille d'André ; 100 de revenu à Louise de Priam ; 1,000 à Marie d'Arbalestier ; 2,000 à Louise d'Urre, outre sa dot ; 500 à Marie d'Urre, fille de Charles ; 100 à Françoise des Alrics de Rousset (madame de Vesc de Comps) ; la seigneurie de Vinsobres à Pierre des Alrics ; la seigneurie de Plan-de-Baix, acquise du Roi et d'Humbert Bertrand, seigneur de Vatillieu, à Gabriel de Forez avec substitution en faveur d'Isabeau de Forez et d'Ezéchiél d'Arbalestier ; la seigneurie de Barcelonne à Gabriel de Lacour et le surplus de ses biens à Charles des Alrics, avec substitution pour Pierre, fils de Charles, à la condition de porter le nom et les armes de

(1) Inventaire de la Chambre des Comptes. — CHORIER et GUY ALLARD, *Nobiliaires*.

Cornillan (*de gueules à la bande d'or (ou à la fasce d'argent) chargée de trois corneilles de sable* (1). Ces legs, grossis de quelques libéralités aux pauvres et à l'Eglise réformée de la Baume-Cornillane, indiquent une assez belle fortune chez les d'Urre-Cornillan. En effet, les d'Urre formèrent une grande famille, sortie des environs de Crest et de la commune d'Eurre, qui posséda de nombreuses terres en Dauphiné et notamment dans le Diois, où, même en négligeant les seigneurs de Brette, de Grane, d'Allex, de Puy-Saint-Martin, d'Ourches, etc., on trouve Albert, décédé avant 1283, mari d'Alix de la Bâtie-de-Baix, fille d'Hugues Raynaud ; Pierre, seigneur du Cheylard, uni avec Catherine de Brion vers 1370 ; Guillaume vers 1290, époux d'Amphélise de Cornillan ; Antoine qui obtint la main de Marguerite de Berlion, d'Ourches, fille d'Amédée et de Gillette de Cornillan, et Tiers, celle de Catherine (2).

Ce dernier mourut vers 1545 en grande réputation de bravoure.

Gabriel de Forez, un des héritiers de la veuve de ce guerrier, avait eu pour ancêtres des marchands et des monayers de Romans. Pierre et Antoine, frères, acquirent des Montchenu la maison forte de la Jonchère sur Meymans et les coseigneuries de Jaillans et de Beauregard. Isabeau, fille d'Aimar et de Madeleine de Calignon, en s'alliant avec René Dupuy-Montbrun, seigneur de Villefranche aux Baronnie, maréchal de camp, lui porta en dot la Jonchère où ses armes se voient sur une plaque de cheminée (*d'or au lion de gueules armé, paré et l'ampassé d'azur*). Une autre branche des Forez joua, sous le nom de Blacons, un assez grand rôle dans les guerres du xvi^e siècle (3).

(1) *Archives de la Drôme*, E, 2027. — M. le marquis de Boisgelin. *Esquisses généalogiques sur les familles de Provence*, I, 358. Savant travail sur les Adhémar, les Alleman, les d'Urre, etc.

(2) Par une bizarrerie curieuse le nom de la commune s'écrit Eurre et celui de la famille Urre.

(3) Blacons sur la Roche Saint-Secret fut vendu par Hector d'Armand de Forez, qui en transporta le nom au devès sur Mirabel ; de là le Mirabel et Blacons actuel.

L'Inventaire de la Chambre des comptes analyse un acte de 1649 contenant cession par René Dupuy et Isabeau de Forez, mariés, à Charles d'Arbalestier, de Beaufort, de leurs droits sur la seigneurie de Plan-de-Baix, moyennant 6,700 livres.

Déjà, le même gentilhomme avait acquis, en 1628, la seigneurie de la Bâtie-de-Baix de Jacques des Alrics au prix de 6,000 livres. On a vu dans le testament de Catherine de Cornillan, Charles des Alrics, son gendre, père du vendeur, désigné pour son héritier particulier. Il descendait d'Astorge Alrics, Henry ou des Alrics, venu du Vivarais à Nyons, vers 1490, et amené au Pègue, près Rousset, par une alliance.

Quant au nouveau seigneur de la Bâtie et du Plan-de-Baix, Charles d'Arbalestier, il appartenait à une famille dauphinoise connue dès 1275 et divisée en trois branches : celle de Blagnac, celle de Beaufort et Montclar et celle de la Gardette sur Loriol, encore existante. Des officiers de mérite l'illustrèrent, comme Isaac, fils de Jean, qui fut capitaine au régiment de Cugie et gentilhomme du roi de Navarre en 1584; Charles, colonel de 4,000 légionnaires au siège de Turin, choisi par le Roi pour l'exécution de l'édit de Nantes en Dauphiné, Provence, Lyonnais et Forez; Alexandre commandant, en 1667, d'un régiment de cavalerie; Paul qui reçut en 1665, une compagnie du régiment de Sault et ensuite une de chevaux-légers. Cet officier étant mort en 1693 sans laisser d'enfants de Marianne Hardy, sa succession fut revendiquée à la fois par Lucrèce d'Arbalestier, sa sœur, par les familles de Montrond et de Truchet, alliées du défunt. Or les Truchet venus d'Auvergne à Beaufort, étaient représentés à cette époque par Claude, prieur de Chambon, par Alexandre, seigneur de Montclar et Vaugelas, par Madeleine veuve du marquis de Soyans, par Marie-Hélène, veuve de Florimond de Fay, comte de Coisses; par Marie-Candide, veuve de Just-Henri de Vocance; par Marie, veuve de René de Durand; par Florimond de Truchet, colonel et inspecteur des troupes du Roi en Vivarais et par les alliés de cette maison (1).

(1) *Archives de la Drôme et de Nyons.*

Les procès nés de la succession de Paul d'Arbaletier duraient encore en 1730 ; mais le Plan-de-Baix et la Bâtie avaient été cédés, en 1722, par Marie-Madeleine de Montrond à Pierre-Paul-Alexandre, son neveu, dont l'existence fut troublée par diverses circonstances tragiques. Sa famille habitait le Vivarais et, en 1250, l'un de ses membres prenait part à la croisade de Saint-Louis. Esther d'Arbaletier, en épousant Denis de Montrond, fils d'Isaac, en 1650, l'attira en Dauphiné et Paul-Alexandre, seigneur de Plan-de-Baix et de la Bâtie par héritage de sa grand-mère, s'allia en 1718 avec Suzanne Eynard, fille d'un châtelain de la Baume-Cornillane pour les des Alrics. De ses trois fils, Pierre-Alexandre, colonel de la légion royale s'établit à Metz ; Paul fut lieutenant de dragons et Pierre-Paul-Alexandre, le troisième, mérite par ses malheurs une courte biographie. Promu au grade de lieutenant de grenadiers dans le régiment de l'Île de France, en Corse, et à la veille d'obtenir une compagnie il reçut à la guerre en 1744 une blessure à la jambe. Pendant que cet accident le retenait chez son père, il épousa Marie-Thérèse Bacon de la Chevalerie, fille de Daniel, receveur général de la ferme du tabac à Lyon et de Claudine André.

L'année suivante, des réformés s'étant réunis dans une grotte du Velan pour célébrer leur culte, le parlement cita le seigneur du Plan-de-Baix à sa barre, le déclara déchu de la justice de son fief et le condamna à 3,000 livres d'amende et aux frais du procès (23 février 1745). Il paya le tout sans se plaindre, et lorsqu'il se crut libre, on lui montra une lettre de cachet le vouant à une prison perpétuelle. La maréchaussée le conduisit donc à la tour de Crest, où il fut retenu une année entière.

Les angoisses du jeune ménage en présence de ces mesures de rigueur ne tardèrent pas à s'accroître. A peine de retour au château de la Bâtie, M. de Montrond vit sa demeure envahie, vers Noël, par un régiment de milice et par 30 brigades de maréchaussée, sous les ordres de M. d'Audiffred, commandant du Diois.

Père et fils sont arrêtés et la belle-fille, encore malade des suites de couches est jetée sur un cheval et conduite avec eux,

environnée de soldats et d'archers, à travers les neiges et les glaces des montagnes à Valence et à Grenoble. Là M. de Montrond père est relégué à l'arsenal, son fils dans les prisons de l'évêché et madame de La Bâtie à la conciergerie du palais d'où un jour elle entend une femme demander au geôlier le jour de son exécution. Après une semaine d'attente, les prisonniers apprennent qu'ils sont accusés de conspiration et qu'un émissaire anglais avait été chargé de voir en Dauphiné un gentilhomme, père de trois officiers et de fomenter des troubles avec leur concours.

Malgré le vague d'une dénonciation pareille, les trois victimes sont retenues à Grenoble et toujours séparées ; cependant, après six mois, la jeune dame obtint la permission de partager le cachot de son mari, alors malade à la suite de la rupture de sa blessure à la jambe. La carie des os causée par l'humidité de la prison avait aggravé le mal au point que l'amputation avait été jugée inévitable.

Une hydropisie contractée dans sa détention emporta M. de Montrond père, en 1762, et madame de La Bâtie souffrit jusqu'en 1777 les conséquences de la persécution politique et religieuse de ses proches et de la sienne.

Les trois prisonniers recouvrèrent leur liberté en 1748 seulement et, à leur retour au Plan-de-Baix, ils trouvèrent leur demeure pillée et dévastée par les soldats. Elle fut restaurée à l'aide d'un secours de 1,200 livres et sous le ministère du duc de Belle-Isle, petit-fils de Fouquet, M. de Montrond, fils, reçut l'emploi de major de la tour de Crest, avec 700 livres d'appointements. On sait que les fils de famille insoumis et dissipateurs trouvaient là, par lettre de cachet, un asile forcé où le surveillant se montrait toujours plein de bienveillance (1).

Après quelques années de tranquillité, l'ère des tribulations revint ; le major de la tour, en 1788, eut à soutenir un procès, à cause de sa terre de la Bâtie, contre madame Michelle-

(1) *Archives de la Drôme*, familles, supplément, mémoire manuscrit — *Essai historique sur la Tour de Crest dans le Bulletin de la société d'archéologie de la Drôme*, années 1881-82 et 83.

Elisabeth de Virieu-Beauvoir, veuve de Louis Baudet de Beauregard, engagiste du Plan-de-Baix et contre Joseph Reynier et Pierre Lombard (1). En 1791, l'émigration de son fils aîné lui causait maintes difficultés, et sous la Terreur, le conseil général de Crest, par treize voix contre douze, le constituait prisonnier dans l'édifice national de l'ancien couvent de la Visitation, au pied même de la tour où il commandait naguères ! Une requête au représentant du peuple Boisset expose la rigueur d'une mesure prise contre un vieillard de 73 ans, accablé d'infirmités, désarmé uniquement comme ancien noble, soumis aux lois et menant une vie retirée.

Boisset renvoya sa plainte avec d'autres aux autorités de Crest, en leur demandant leur avis et leur recommandant une surveillance active et ferme.

Il dut être élargi peu après et mourut le 22 février 1804.

Selon l'usage suivi dans la société d'archéologie, l'histoire locale n'avait pas encore franchi le XVIII^e siècle ; mais la reconnaissance due à notre premier président autorisera sans doute une dérogation à cette règle.

Or, Pierre-Paul-Alexandre de Montrond avait laissé de Marie-Thérèse de Bâcon de la Chevalerie deux fils, Paul-Daniel et François-Hector, et plusieurs filles. Paul-Daniel, lieutenant au régiment des volontaires du Dauphiné émigra en 1791 et demeura sept ans à l'étranger ; le cadet, officier d'infanterie à la Martinique, acquit des biens au quartier de Saint-Pierre et en fut dépouillé par les Anglais. Rentré en France sous l'Empire, l'aîné devint maire du Plan-de-Baix et chef de la légion de la garde nationale du département. Il avait épousé en 1785 Marie-Ursule-Victoire d'Hugues, fille de François Armand-Léonor, marquis de Vaumel, baron de la Motte, colonel d'infanterie, et de Marie-Françoise-Ursule de Piolenc, qui le suivit en émigration (2). Une des filles du major de la tour de Crest, Marie-Anne-Constance-Florence

(1) Mémoire imprimé d'avocat.

(2) *Archives de la Drôme*.

s'unit, le 12 octobre 1778, avec M. Flour de Saint-Genis, officier supérieur de cavalerie et donna le jour à Turin, le 20 octobre 1800, à Henri-Alexandre.

Après avoir franchi avec distinction les premiers grades du service de l'enregistrement et des domaines, ce fils prêta en Afrique un précieux concours à l'organisation de la colonie et, rappelé en France, devint inspecteur à Rouen en 1846, directeur à Rodez en 1848, à Limoges en 1852 et à Valence en 1859. C'est pendant son séjour dans la Drôme qu'il obtint de M. de Montour, alors préfet, la création, en 1856, de la Société d'archéologie. Il la présida trois ans et mourut, vivement regretté, le 16 mars 1869, laissant un fils digne de lui et une association de travailleurs qui a mis à profit ses leçons et les exemples de son patriotisme. Il était officier de la légion d'honneur (1).

Jusqu'ici l'histoire des possesseurs de Plan-de-Baix sous l'ancien régime a vu défiler d'assez nombreuses familles nobles qui ont par leurs talents, leur valeur militaire ou leurs malheurs donné quelque peu de vie à une localité perdue dans les montagnes. Il reste à parler de ses habitants au point de vue religieux et civil. Toutefois avant d'aborder ce sujet, il convient d'ajouter quelques notes complémentaires sur les seigneurs du lieu vrais ou supposés. Tout d'abord, à propos de Louis Baudet de Beauregard, qualifié engagé de Plan-de-Baix, on peut remarquer que l'aliénation d'un fief avec clause de rachat a pu lui transmettre celui-là, et que les documents consultés ne révèlent ni son entrée en possession ni sa sortie. Il descendait d'une ancienne famille, maîtresse de Beauregard dans l'Isère, qui produisit un secrétaire greffier au parlement et ensuite deux conseillers à la même cour.

Quant aux Chabrières, de Peyrins, malgré deux alliances avec les d'Arbalestier, celle de Lucrèce avec Gaspard, en 1619, et celle de Lucrèce-Eulalie avec Paul-César-Eléonor, en 1789, ils n'ont jamais été maîtres du Plan-de-Baix et leur origine

(1) *Bulletin de la Société*, tome IV.

de Baix sur la rive droite du Rhône a seule été cause de l'erreur populaire.

Enfin, le mariage en 1807, de Mélanie de Montrond, fille de Paul-Daniel et de Marie-Ursule-Victoire d'Hugues, avec François-Frédéric de Plan de Sieyès, amena au château de la Bâtie un nouveau maître auquel la tradition attribue l'introduction dans la commune des chèvres du Thibet.

D'après un document de l'an III, les propriétés de M. de Montrond valaient ensemble 76,512 francs de capital et un revenu de 1,500; elles comprenaient notamment les maisons, jardins, prés et terres de la Bâtie, le domaine de Langillat avec moulin à blé et pressoir à huile, une maison en la Combe et une autre en Font-Chaix, un bâtiment ou chasal et des terres hermes, plus une grange au Velan, le domaine de La Blache, les granges de la Croix-Haute, des Prés et des Rivières, les bâtiments de Perrichon et de l'Enchatra et diverses parcelles au nombre total de 65 (1).

Ces détails sembleraient indiquer l'étendue de la seigneurie de la Bâtie-de-Baix avant la Révolution.

(A suivre).

A. LACROIX.

(1) *Archives de la Drôme*, série IX.



LA FAMILLE DE BRESSAC

Sa Généalogie, son Histoire

(SUITE — Voir les 141^e à 146^e livraisons).

Charles-Jacques de Bressac avait d'abord servi, comme cornette ou porte-étendard, au régiment de cavalerie de Saint-André-Montbrun; il eut ensuite une compagnie dans le régiment de Sault; puis, il passa au régiment de Ferron et obtint, le 28 décembre 1649, un brevet d'aide-de-camp dans les armées de S. M., où sont rappelés ses services comme capitaine d'infanterie au régiment de Sault pendant plusieurs années; il se trouva aux sièges de Gravelines, de Rose, de Porto-Longone et de Crémone et à la bataille de Réthel.

Il épousa Marie du Lieu, fille d'un gentilhomme de Lyon, le 11 avril 1652. Il fut nommé conseiller au parlement de Grenoble, à la mort de son frère, tué en duel; les lettres sont datées de Paris du 15 septembre 1651. Il fut reçu le 22 novembre de la même année.

Il laissa : 1^o Ennemond-Bernard de Bressac; — 2^o François-Philippe qui fut abbé et prieur de Vagnas; — 3^o Jean-Baptiste de Bressac, colonel d'infanterie, tué, à la tête de son régiment, à la bataille de Cassano; — 4^o Marie de Bressac, épouse de Philippe du Vivier, conseiller du roi, maître ordinaire en la Chambre des comptes; — 5^o Françoise, religieuse à Sainte-Marie d'en-Haut, à Grenoble; — 6^o Justine de Bressac, ursuline à Valence.

Laurent-Alexandre, dit l'abbé de Bressac, grand prédicateur, « homme d'esprit et de scavoir ». Après avoir fait sa théologie et pris le grade de docteur en l'université de Valence, sa ville natale, il entra chez les jésuites de Lyon, y fit sa profession et devint un de leurs meilleurs prédicateurs. Il abandonna ensuite la compagnie, croyons-nous, car, en 1662, il se qualifiait simplement conseiller et aumônier du roi. On a de lui diverses oraisons funèbres, notamment celle de :

1° Anne Baillif, dame de Pisançon, décédée à Grenoble le 2 juillet 1662. prononcée le 10 du même mois, dans la chapelle des dames de la Visitation. — 2° Celle de très haut et très puissant seigneur Messire François de Bonne de Créquy, duc de Lesdiguières, pair de France, gouverneur et lieutenant général pour le roi dans la province du Dauphiné, dans l'église cathédrale de Grenoble, le 21 janvier 1677 (1). — 3° Celle de haut et puissant seigneur Messire Charles-Louis-Alphonse, baron de Sassenage et d'Iseron, comte de Montellier et marquis de Pont-en-Royans, en l'église cathédrale de Valence, le 25 octobre 1679.

L'abbé de Bressac a en outre prononcé de nombreux sermons fort appréciés de son temps. Les manuscrits se trouvent aux archives ; l'écriture est serrée et encore fort lisible. Ils ont du reste été imprimés.

Boileau a dit dans son art poétique :

« *Un sonnet sans défaut vaut seul un long poème* »

l'abbé de Bressac en a composé de nombreux. Il n'y en a pas moins de 39 manuscrits aux archives. En voici deux qui donneront une idée de son talent poétique :

LE PARADIS

Voir du souverain bien les beautés immortelles
De cet estre adorable admirer les grandeurs.
Estre tout éclatant des divines splendeurs
Qui sortent du grand fond des beautés éternelles.

(1) Note de M. Lacroix. Chez Jacques Petit, imprimeur de l'Hôtel-de-ville, proche le grand puits. — *Archives de la Drôme*.

Etre uni pour jamais à ces âmes fidelles
 Dont l'amour se nourrit de si saintes ardeurs
 Qui jamais plus la terre et toutes ses froideurs
 Ne mesleront leur glace à des flammes si belles.

Posséder sans milieu cet objet sans égal
 Jouir de tous les biens sans mélange du mal
 Les goûter à longs traits avec toute assurance.

Ce sont du paradis les célestes plaisirs
 Où nous ne serons plus capables d'espérance
 Lorsqu'un Dieu possédé nous rendra sans désirs.

LA COUR

Cour ou presque à toute heure on voit quelque naufrage,
 Où cent vaisseaux fameux se brisent dans le port,
 Où l'on trouve partout les écueils et la mort
 Où rien ne peut nous mettre à l'abri de l'orage.

Où l'on voit succomber le plus ferme courage,
 S'il faut souffrir longtemps l'injustice du sort
 Où mille passions par un contraire essort
 Pour des desseins divers se choquent avec rage ;

La haine, l'intérêt, la vengeance, l'amour,
 L'envie, le dépit se butent chaque jour
 Et font à tout moment des coups épouvantables.

Hommes, dans l'élément de l'instabilité,
 Parmi des mouvements qui sont inévitables
 Pouvez vous bien goûter quelque tranquillité (1).

VI. — Ennemond de Bressac, seigneur de la Vache et Faventines, conseiller au parlement de Grenoble, dont il a été ensuite le doyen, épousa, le 16 mars 1688, Marie de Manissy, fille de François de Manissy, comte de Ferrières, président en la Chambre des comptes du Dauphiné, et de Marie-Justine de Bressac, cousine germaine dudit Ennemond-Bernard de Bressac. Le contrat fut reçu par M^e Pouvain, notaire à Grenoble.

Ils eurent : 1^o Jean-Baptiste de Bressac, chevalier

(1) Cité, dans la petite *Anthologie des poètes de la Drôme*, par J. St-Rémy. (V. COLOMB).

de l'ordre militaire de Saint-Louis et ancien capitaine de cavalerie au régiment du commissaire général; — 2° Hugues-Humbert de Bressac de Faventines, major au régiment de la Couronne, chevalier de Saint-Louis et ensuite major de la ville de Perpignan; — 3° Jean-Baptiste-Bernard de Bressac, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine au régiment de la Couronne; — 4° Ennemond-Bernard de Bressac, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine d'infanterie au régiment de Montmorency, ensuite lieutenant de roi à Honfleur; — 5° Françoise-Philippe de Bressac, religieuse de Sainte-Ursule à Valence; — 6° Justine de Bressac, aussi religieuse ursuline en la même ville; — 7° Catherine de Bressac, épouse de Simon de Cocquel, commissaire des guerres; — 8° Marie de Bressac, épouse de Jean-Baptiste d'Oyze, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine d'infanterie au régiment de Périgord.

D'un second mariage, contracté au mois d'octobre 1715, avec Catherine de Viennois, il eut Laurent-Espérance.

VII. — Jean-Baptiste de Bressac, seigneur de la Vache et de Faventines, chevalier de Saint-Louis et ancien capitaine de cavalerie au régiment du commissaire général, marié, le 29 janvier 1739, avec Françoise de Ponat. Il n'eut pas d'enfants de cette union.

Il fut d'abord destiné à occuper la charge de conseiller au parlement, comme son père. Mais celui-ci, après son second mariage, ne voulut pas s'en dessaisir et Jean-Baptiste embrassa la carrière des armes.

Le 4 mai 1748, il épousa Marie-Anne-Aymon de Franquières, fille d'un conseiller vétérân du parlement, seigneur de Franquières, du Molard et du Chatelet, et de Catherine-Antoinette de Vidaud-la-Tour.

Il eut d'elle : 1° Marie-Anne-Catherine-Joséphine, née le 18 février 1749; — 2° Marie-Hugues-Humbert, né le 3 mars 1750; — 3° Marie-Joséphine, née le 2 juin

1751; — 4° Jean-Baptiste-Bernard-Gabriel, né le 16 mai 1752, décédé le 6 novembre 1753; — 5° Ennemond-François-Marie, né le 25 septembre 1753; — 6° Marie-Anne-Joseph-Gabriel-Laurent, né le 31 décembre 1754; — 7° Marie-Joseph-Gabriel-Laurent, né le 16 janvier 1756; — 8° Marie-François, né le 9 octobre 1757; — 9° Marie-Madeleine, née le 1^{er} juillet 1760; — 10° Marie-François-Dauphin, né le 26 avril 1762.

VIII. — Le 28 août 1784, Marie-Anne-Joseph-Gabriel-Laurent de Bressac contracta mariage avec Marie-Louise-Gabrielle de Suarez d'Aulan; dont : 1° Marie-Denys-Laurent-Régis, né le 2 janvier 1787; — 2° Alfred-Marie-Laurent-Régis, né le 30 juillet 1788; — 3° Emilie-Marie-Jeanne-Baptiste-Françoise, née le 17 novembre 1789.

Marie-François-Dauphin (1), dit le chevalier de Bressac, capitaine au régiment de Beaujolais, infanterie, fils de Jean-Baptiste et de Marie-Anne de Franquières, s'était marié, en 1802, à Eulalie de Sucy, sœur de M^{me} de Chièze et de l'ordonnateur en chef de l'armée d'Egypte, François de Sucy, jeune homme plein d'avenir, passionné pour l'érudition et pour les arts, et dont les talents avaient été appréciés par Bonaparte, surtout à l'époque de la campagne d'Italie en 1796, périt misérablement, assassiné, à son retour en France, par la populace dans une ville de Sicile (2).

Il avait, à cette époque, d'après une note manuscrite, un cousin germain du même nom, attaché au service du roi de Naples en qualité de chambellan, chargé d'une mission auprès du roi de France en 1827. N'y aurait-il

(1) Ce prénom de Dauphin n'est autre que le nom patronymique des Verna.

(2) *Bulletin de la Société d'Archéologie*, 1876, t. IX. *Valentinois morts pour la patrie*, par M. VILLARD, pp. 63 et suiv.

pas eu confusion entre ce personnage et Marie-François-Dauphin de Bressac ? (1) Ils portaient le même nom et le titre de chevalier.

Marie-François-Dauphin mourut le 2 juillet 1835. Il avait sa maison, rue Farnerie. (*Note de M. Villard*).

LES MAC-CARTHY

Le comte de Mac-Carthy épousa, le 9 mai 1809, Emilie-Marie-Jeanne-Baptiste de Bressac, fille de Marie-Anne-Joseph-Gabriel-Laurent, ancien président au parlement de Grenoble, et de Marie-Louise-Gabrielle de Suarez d'Aulan. Il est question de cette union, qui fit passer dans la maison irlandaise de Mac-Carthy la fortune des Bressac et des Franquières, dans l'étude fort intéressante sur la *Vie de province au XVIII^e siècle*, par M. de Gallier (2).

Voici la description des armes de la famille de Mac-Carthy : *d'argent au cerf passant de gueules ramé de dix corps et onglé d'or*. Devise : *Fortis ferox et celer*.

Généalogie des Mac-Carthy (3) à partir de l'époque où ils quittèrent l'Irlande pour se fixer en France :

1761. — Denis se fixa en Berri à Argentan. Justine French lui donna : Justin, comte de Mac-Carthy-Reagh, né en 1747 ; il s'établit à Toulouse et fut naturalisé français en 1776, admis à la Cour en 1778. Il mourut en 1812.

Denis épousa en secondes noces Marie-Winfride Tuite, qui lui donna : 1^o Denis-Joseph, comte de Mac-Carthy, non marié ; — 2^o Nicolas Tuite, abbé de

(1) La femme de Marie-François-Dauphin mourut le 1^{er} février 1847 (*Note de M. Villard*).

(2) *Bulletin de la Société d'Archéologie*, t. IX, pp. 372 et suiv.

(3) *Généalogie de la maison de Mac-Carthy*, par M. LAINÉ. — Paris, Béthune.

Mac-Carthy, né le 19 mai 1760, prédicateur distingué, mort à Annecy le 3 mai 1833. Nous donnerons plus loin une courte biographie ; — 3° Robert-Joseph-Charles, comte de Mac-Carthy, marié, en 1807, à Marie-Louise Payen de L'Anse ; — 4° Joseph-Patrice, marié à Julie-Louise Payen de L'Anse ; — 5° Justin, vicomte de Mac-Carthy, marié, le 8 novembre 1826, à Marie-Thérèse-Calliste de Coriolis d'Epinoze ; — 6° Anne-Marie, comtesse de Largentière ; — 7° Christine-Marie, femme du marquis de St-Géry ; — 8° Maria, comtesse de Largentière (1).

Justin, comte de Mac-Carthy-Reagh, bibliophile français, né à Springhouse (Ecosse) le 18 août 1744, mort à Toulouse en 1811. Fidèle à la promesse qu'il avait faite à son père, il réalisa les débris d'une immense fortune et vint se fixer à Toulouse. Au mois de septembre 1776, le roi lui accorda des lettres de naturalisation et l'admit aux honneurs de la Cour avec le titre de comte. Son goût éclairé pour les sciences et les arts lui fit former une des plus belles bibliothèques de l'Europe. Cette bibliothèque, « digne d'un souverain », suivant l'expression de de Bure (2) chargé d'en dresser le catalogue, était remarquable par le choix des volumes et la rareté des éditions. Elle fut vendue à l'encan, en 1817, pour la somme de 404,746 francs.

L'ABBÉ MAC-CARTHY

Nicolas de Mac-Carthy, fils de Justin, comte de Mac-Carthy, né à Dublin le 19 mai 1769, mort à Annecy le 3 mai 1833. Il fit ses études au collège du Plessis, suivit avec un égal succès les cours de philo-

(1) Nouvelle biographie générale de Firmin Didot.

(2) DE BURE, *Catalogue des livres composant la bibliothèque du comte de Mac-Carthy*.

sophie et d'hébreu et reçut la tonsure sous le nom d'abbé de Lé vignac. La révolution de 1789 l'obligea à se réfugier à Toulouse, au sein de sa famille. Il y vécut dans une réclusion complète et échappa aux proscriptions, grâce à son origine étrangère.

Persévérant dans la vocation ecclésiastique, il se prépara, par de fortes études, à l'exercice du saint ministère. La lecture et la méditation avaient si richement meublé sa tête, qu'il lui suffisait de quelques heures de réflexion pour se préparer à parler sur toute espèce de sujets. Il lui était impossible d'écrire. « Il m'arrive, » disait-il souvent, qu'en montant en chaire, toutes « les idées se bouleversent dans ma tête, et qu'un « plan nouveau se présente à moi et devient le sujet « du sermon dans l'intervalle que je mets à passer de « la chambre du prédicateur à la chaire. »

L'activité de son imagination, la chaleur qui le dévorait ne pouvaient qu'affaiblir sa santé. Sa charité était ardente et infatigable.

En 1813, à la suite de la mort de sa belle-sœur, il se retira au séminaire de Chambéry. Il fut ordonné prêtre le 19 juin 1814. Il débuta par des conférences sur la religion données à Toulouse. En 1818, il prit brusquement la résolution d'entrer chez les Jésuites. Après deux années d'épreuves passées à Montrouge, l'abbé de Mac-Carthy se fit entendre dans les principales villes de France où il produisit la plus vive impression. En 1819, il prêcha aux Tuileries, et le carême en 1826, son éloquence pénétrante, l'onction et la dignité de sa parole produisirent une grande sensation sur toute la Cour. La difficulté qu'il éprouvait à écrire est cause de la perte de la plupart de ses sermons.

Lors de la révolution de juillet, il se rendit à Chambéry, puis à Rome et de là à Turin.

(1) Nouvelle biographie générale de Firmin Didot. A. Jadin. Album catholique. Documents particuliers.

Il se trouvait à Annecy, se livrant avec son zèle accoutumé à l'accomplissement de ses travaux apostoliques, lorsqu'une fièvre ardente l'emporta en quelques jours (1).

Robert-Joseph, comte de Mac-Carthy, fils puîné de Justin, comte de Mac-Carthy-Reagh, né à Londres et non à Toulouse, le 1^{er} juillet 1770, émigra en 1790 et fut aide-de-camp du prince de Condé, avec le grade de colonel dès 1797. Il rentra en France en 1814, reprit ses fonctions auprès du prince et fut promu maréchal-de-camp de cavalerie (1). Le 26 avril 1814, le roi autorisa le comte de Mac-Carthy à recevoir chevalier de St-Louis Marie-François-Dauphin de Bressac, chevalier de Bressae.

Ayant hérité du château de la Vache par suite de son mariage avec Emilie-Marie-Jeanne-Baptiste de Bressac, il fut appelé à présider le collège électoral de Valence et fut élu député. Il avait représenté, en 1815, le département de la Seine-Inférieure. Il siégea du côté droit. En 1816, réélu dans la Drôme, il prit la parole à l'occasion de la discussion de la loi sur la presse; il fut un défenseur résolu de la liberté et soutint que la liberté de la presse était dans le véritable intérêt des ministres, « parce qu'elle est un frein au pouvoir, à l'injustice, au « despotisme, à l'incapacité. »

Dans la discussion de la loi sur le recrutement et les engagements volontaires, il se prononça contre l'avancement à l'ancienneté.

Non réélu le 13 novembre 1820, il rentra dans la vie privée, bien que faisant partie du Conseil général de la Drôme.

Il mourut, le 11 juillet 1827, à Lyon, d'où son corps

(1) Note de M. Lacroix.

fut transporté à la Vache, où il est inhumé dans l'église paroissiale et où le souvenir de ses bienfaits n'est pas encore perdu (1).

De son mariage avec Emilie-Marie-Jeanne-Baptiste de Bressac, célébré le 9 mai 1809, il avait eu un fils Justin-Marie-Laurent-Robert, né le 6 mai 1811. Ce jeune homme, livré à lui-même et à la tête d'une grosse fortune, possédé de la passion du jeu, ne trouva pas, dans la résidence de la Vache, une satisfaction à ses désirs de luxe. Il alla à Paris, mena une existence toute de plaisirs et de prodigalités et ne tarda pas à tomber dans la misère.

M. Robichon devint acquéreur, en 1849, du château et de ses dépendances, c'est une des plus belles résidences de la région. Il descendait d'un industriel qui, vers 1750, fit construire à Givors les premières verreries et auquel ses neveux ont succédé (2).

J'ai le regret, en terminant cette étude, de constater la déchéance de cette famille, déchéance qui eut sa cause dans la passion du jeu et un goût effréné du luxe.

LÉON EMBLARD.

(1) *Dictionnaire bibliographique et biblio-iconographique de la Drôme*, par BRUN-DURAND, pp. 108 et 109.

(2) Note de M. Lacroix.



NOUVELLE ÉTUDE CRITIQUE

SUR

CHAMPIONNET

(SUITE. — Voir les 140^e à 146^e livraisons)

CHAMPIONNET de 1792 à 1800 (*suite*)

Cette lettre, si flatteuse pour Championnet, n'était que la réplique de celle que ce dernier avait adressée à Bernadotte, trois ans auparavant, alors que ces deux amis faisaient assaut de courtoisie pour l'acceptation du commandement d'une partie de l'armée de Sambre-et-Meuse. Voici la lettre de Championnet à Bernadotte, qui honore à la fois ces deux hommes d'un caractère si franc et si loyal.

« *De Kerlich, le 3 messidor an IV (21 juin 1796).*

« Championnet, au général Bernadotte.

« Je ne souffrirai pas, mon cher ami, que tu renonces à ton
« ancienneté de brevet ; tu le reconnais, la loi a parlé et avec
« une telle maîtresse nous devons obéir.

« Si le général en chef veut donner le commandement de
« nos deux corps à un seul, il faut que celui qui a reçu le pre-
« mier du Gouvernement son brevet, les commande : je te
« prouverai que je sais obéir, et qu'aucun être vivant ne sau-
« rait me contraindre à faire ce que la loi me défend. Je me
« flatte qu'étant sous tes ordres, cela ne diminuera en rien
« l'amitié qui nous lie, et que les mêmes procédés et égards
« se prodigueront.

Ton ami pour la vie.

CHAMPIONNET.

(*Registre autographe de Championnet*).

*
* * *

Championnet était encore à Paris le 25 messidor an VII (13 juillet 1799), et il y assista à un repas patriotique où se trouvaient Bernadotte, ministre de la guerre ; Marbot, commandant de la place de Paris ; d'autres généraux et beaucoup de représentants ; parmi les santés qui furent portées, nous ne citons que la suivante :

— Briot : « *Aux hommes qui savent détrôner les rois ; que leurs trophées renaissent de leurs cendres ; que leurs persécutions renflamment leur génie, et qu'ils aillent dire aux armées quelle est la puissance du peuple, et que nous leur garantirons ici les résultats de leurs victoires.* »

— Championnet s'est levé aussitôt : « *A ceux qui savent chasser les tyrans ; qu'ils achèvent leur ouvrage, les armées sauront les soutenir et les défendre* » (1).

Enfin, après avoir pris les instructions du gouvernement et s'être assuré, en promesses tout au moins, des fonds nécessaires à son armée, Championnet part de Paris, le 14 juillet (2),

(1) *Moniteur* ; n° 298, du 28 messidor an VII.

(2) C'est le même jour, 14 juillet 1799, que Pie VI, prisonnier du Directoire, arriva à Valence. Dans son « *Histoire de l'enlèvement et de la captivité de Pie VI* », l'abbé Baldassari dit : « On fit appel à la générosité des citoyens, pour meubler le logement du Pape, qui devait arriver au Gouvernement (la citadelle de Valence) le 14 juillet 1799. La marquise de Veynes s'employa avec le plus grand zèle à disposer tout ce mobilier, et se réserva l'honneur de garnir de ses propres meubles toutes les pièces que Pie VI devait occuper. Elle n'y plaça que deux objets qui ne lui appartenaient pas. Le premier était un beau crucifix, sculpté en bois, prêté par le commissaire du Directoire exécutif près l'Administration de la Drôme ; l'autre objet était un *Ecce homo*, appartenant à la mère de Championnet, qui demanda avec instance que ce tableau fût placé dans la chambre à coucher de Pie VI, pour le conserver ensuite précieusement ; il fut mis au pied du lit de Pie VI. Cette dame Championnet, quoique de basse condition, puisqu'elle avait été servante

pour aller prendre son commandement. Le 19, il est à Lyon, et le 20, il lance de Grenoble plusieurs proclamations énergiques aux administrations des départements limitrophes et aux conscrits, pour les appeler à coopérer à la défense de la frontière menacée par l'ennemi.

A une adresse de l'administration de la Drôme, rédigée dans le style emphatique de l'époque (1), il répond par la lettre suivante :

« Armée des Alpes. — Liberté, Egalité. — République Française.

« *Au quartier général, à Grenoble, le 4 thermidor an VII*
« (22 juillet 1799).

« Championnet, général en chef, à l'Administration centrale
« de la Drôme.

« Je vous remercie, citoyens administrateurs, de votre lettre
« pleine d'obligeance et d'amitié.

« Je ne dois qu'à celle des Républicains la justice éclatante
« qui m'a vengé de la plus atroce oppression, pourrais-je
« oublier jamais l'intérêt qu'ils m'ont témoigné dans un
« moment où il y avait une sorte de courage à me défendre ?
« Je mettrai toujours au premier rang des consolations qui ont
« presque effacé jusqu'au souvenir de mes disgrâces, les témoi-

« du maître de poste de Valence, était alors la seule personne de cette
« ville qui eût des chevaux et un carrosse. Quand son maître fut sur
« le point de mourir, elle lui persuada de l'épouser pour réparer le
« scandale passé et pour légitimer leur fils, qui faisait alors l'office
« de garçon d'écurie. Ce jeune homme avait ensuite pris le parti des
« armes, et il avait si bien fait son chemin, que, de simple cavalier,
« il se trouvait général en chef des Français, lorsqu'ils s'emparèrent
« de Naples en 1799. Sa mère, après la mort du mari, mena toujours
« une vie honnête et vertueuse, et on racontait d'elle, à Valence, plu-
« sieurs traits de bienfaisance. »

L'abbé Baldassari était, on le voit, très imparfaitement renseigné sur l'histoire des familles de Valence.

(1) On peut la lire dans : « *Correspondance de l'Administration centrale* », cahier 5, page 34, L. 78, archives de la Drôme.

« gnages d'estime et d'affection que vous me prodiguez dans
« votre lettre, et dont la sincérité m'est connue.

« Je m'estimerai heureux, si je vous crois persuadé que je
« la mérite par celle que je vous ai vouée et que je vous con-
« serverai toute ma vie.

« Salut et amitié.

« CHAMPIONNET. »

(*Lettre autographe. — Archives de la Drôme ; dossier Cham-
pionnet.*)

Le 24 juillet, il écrit aux administrateurs de la Drôme pour leur faire connaître la triste situation de l'armée des Alpes :

« En arrivant à Grenoble, je n'ai trouvé dans les caisses
« militaires que la somme de *vingt mille francs*, qui n'y avait
« pas été versée, mais qui provient d'une soustraction de fonds
« faite à l'armée d'Italie Depuis mon arrivée, aucune espèce
« de versement n'y a été fait : voilà ma position.

« Voici actuellement mes besoins : la solde n'est plus payée ;
« le soldat et l'officier ne souffrent pas seulement de la priva-
« tion de la solde courante, mais ils réclament avec autant
« d'importunité que de justice un arriéré considérable qui
« date pour la plupart d'un ou deux mois et pour un grand
« nombre de quatre et même de cinq.

« Je suis obligé de les tenir dispersés sur les montagnes où,
« sans le secours de la solde, aucun moyen ne supplée à
« l'ingratitude du local et aux besoins indispensables qui
« résultent de l'état précaire où le vide absolu de toutes les
« caisses jette tous les services.

« Ils sont tous menacés d'un abandon général par le retard
« des paiemens et par l'impuissance même de les soutenir à
« cause du discrédit qu'entraîne une situation de choses aussi
« désespérante.

« Les étapes si nécessaires, pour faciliter le mouvement des
« troupes, commencent à se désorganiser, et dans peu de
« temps, elles cesseront leur service, s'il n'y est remédié par
« un prompt secours.

« Les hôpitaux sont remplis de malades et de blessés, et le
« soldat n'y reçoit pas même les remèdes les plus indispen-
« sables,

« Aucun conscrit n'est ni habillé, ni équipé.

« Les vétérans ne sont couverts que par les haillons qu'ils
« ont pu conserver après les fatigues d'une campagne qui a
« exigé tant de mouvements ; je suis obligé de les faire partir
« tous les jours, à mesure qu'ils arrivent, sans habit, sans
« capote, sans souliers.

« Tous les magasins sont absolument vides.

« Le plomb manque pour faire des cartouches ; aucun mou-
« vement n'est praticable par l'impossibilité de mettre les
« soldats en état de se défendre.

« Il n'y a ni ambulances, ni transports, et si j'étais attaqué,
« je serais sans aucune ressource pour l'exécution des mouve-
« ments les plus nécessaires.

« Soyez persuadés qu'il n'y a rien d'exagéré dans ce tableau
« de mes besoins. Voulez-vous en connaître les conséquences?

« Le dégoût est extrême parmi les officiers et les soldats
« privés des choses les plus nécessaires par la pénurie de tous
« les services, sans pouvoir y suppléer par la solde.

« Les conscrits arrivent, mais ils se découragent par
« l'impossibilité de pourvoir aux dépenses que leur organisation
« entraîne ; ils désertent ensuite et portent partout le germe du
« même découragement.

« Il m'est impossible d'accélérer la réunion complète de mes
« forces par la recherche des fuyards, et en faisant joindre ceux
« que la loi appelle depuis longtemps aux armées, parce que je
« suis intimement persuadé que j'aurais la douleur de ne pou-
« voir les entretenir et les organiser.

« Nos places cernées dans le Piémont m'attendent avec
« impatience ; elles sont en danger par l'impossibilité où je
« suis d'agir et de les approvisionner.

« Un mouvement dans les circonstances actuelles serait
« décisif ; un plus long retard laissera à l'ennemi le temps de

« m'arrêter. Si j'arrive dans peu de jours elles seront sauvées ;
 « si je diffère, notre position devient difficile, et la République
 « perd, sans aucun moyen de les réparer, les munitions et
 « l'artillerie qu'elles renferment »
 « »

Quel sombre tableau !... quelle navrante situation !

— Le 29 juillet, Championnet transmet au Ministre de la Guerre le rapport du général Massol, commandant à Fenestrelles, lui annonçant l'heureuse issue des combats engagés le 24 pour débloquer cette place ; enfin, le 4 fructidor an VII (21 août 1799) il part de Grenoble pour accomplir une tournée d'inspection générale dans les Alpes (1).

Nous passons ici sous silence, les opérations effectuées par l'armée des Alpes, sous le commandement de Championnet, pour seconder les efforts tentés par l'armée d'Italie ; nous dirons seulement que c'est à Embrun, le 25 août, que Championnet apprit la perte de la bataille de Novi et la mort de Joubert (15 août 1799) : il ordonna alors toutes les mesures possibles pour conjurer, sur les Alpes, les conséquences de ce désastre.

Par son arrêté du 12 fructidor an VII (29 août 1799), le Directoire nomma Championnet général en chef de l'armée d'Italie formée par la réunion des armées des Alpes et d'Italie (2). Un courrier extraordinaire lui remit, à Embrun, le 31 août, cette nomination, à laquelle était jointe la lettre suivante de Bernadotte :

« Paris, le 11 fructidor an VII (28 août 1799).

« Le Ministre de la Guerre au général Championnet.

« L'armée des Alpes est réunie à celle d'Italie. Le Directoire
 « Exécutif vous a nommé pour commander l'une et l'autre.

(1) M. Janson, Ingénieur des Pont et Chaussées, qui accompagnait le général en chef, a rédigé un journal de son voyage, qui a été publié sous le titre de : « Une tournée d'inspection du général Championnet, etc. » dans *Bulletin de la société d'Etudes des Hautes-Alpes*. 1883.

(2) Etats de services de Championnet.

« Championnet succède au républicain Joubert. L'Italie sourit
 « à son nouveau libérateur ; elle attend celui qui a renversé le
 « trône de Naples.

« Rome rendit des actions de grâces à ce consul qui n'avait
 « point désespéré du salut de la République : Rome à détruit
 « Carthage et fait la conquête du monde. Loin de nous ces
 « pensées de l'ambition ; fonder notre liberté, secourir nos
 « alliés, faire une paix durable, voilà notre ambition. Vos
 « moyens sont grands pour la réaliser.

« La terrible armée du Danube flanque votre gauche, l'intré-
 « pide Lecourbe est prêt à vous donner la main. Vous avez avec
 « vous de généreux soldats et des généraux éclairés ; les Delmas,
 « les Saint-Cyr, Grenier, Suchet, Duhesme, Victor et tant
 « d'autres sont vos dignes compagnons : que ne pouvez-vous
 « pas avec l'union de pareils hommes ?

« Je sais combien cette union est le premier besoin de votre
 « âme. Vous fûtes un des braves de cette glorieuse armée de
 « Sambre-et-Meuse : nous avons vus 80,000 hommes pré-
 « senter l'image d'une seule famille ; on n'y connaissait
 « qu'une rivalité, celle du bien public. Probité, sobriété,
 « discipline austère et nerveuse, tels sont les puissans mobiles
 « qui la conduisirent à sa haute renommée : ils vous conduiront
 « encore à la victoire.

« Salut et fraternité.

« BERNADOTTE » (1)

D'Embrun, Championnet envoya au Directoire le plan qu'il proposait pour la Campagne ; puis, après avoir pris toutes les dispositions nécessaires, il repartit le 2 septembre, séjourna quelques jours à Grenoble, et passa la journée du 7 septembre à Valence, où l'attendait une chaleureuse réception : Hélas ! c'était pour la dernière fois qu'il revoyait sa mère, ses parents, ses amis !...

Ayant hâte de rejoindre son poste, il arrive à Marseille, d'où

(1) *Moniteur* ; n° 343, du 13 fructidor an VII.

il écrit le 10 septembre à Moreau, commandant par intérim l'armée d'Italie, pour lui annoncer son arrivée.

A son passage à Marseille, il demande à la Municipalité une avance de un million et demi pour secourir l'armée d'Italie.

Le 29 fructidor an VII (15 septembre 1799), il écrit de Nice au général Quantin, à Marseille :

« Tous les services de l'armée d'Italie
« mon cher général, sont entièrement tombés. Elle est sans
« solde, sans habillement, sans souliers, sans subsistances,
« et je pourrais ajouter sans presque aucun moyen de se battre.
« Toutes les routes sont couvertes de chevaux morts pour
« n'avoir pu être nourris. La cavalerie n'existe plus. Il n'y a
« plus aucun transport ; si le mal continue, l'armée est dans le
« plus grand danger. » (1).

Enfin, Championnet arrive le 21 septembre 1799 au Quartier-général à Conegliano, et, immédiatement, il adresse la proclamation suivante à l'armée d'Italie :

« Camarades,

« Le Directoire Exécutif m'a ordonné de succéder dans le
« commandement de l'armée d'Italie à Joubert et à Moreau. Le
« premier est mort dans vos rangs, en voulant rappeler la
« victoire sous nos drapeaux ; le second va cueillir de nouveaux
« lauriers dans les champs remplis de sa gloire et de sa
« renommée. Quelque grande que soit la tâche que j'ai à
« remplir, j'ai obéi. Je n'ai pas consulté mes forces ; je n'ai vu
« que le danger de la Patrie et j'ai compté sur vous. Je connais
« toute l'étendue des privations que vous avez endurées et que
« vous éprouvez encore ; je me suis occupé de les faire cesser ; je
« serai puissamment secondé par le zèle infatigable du ministre
« de la Guerre qui consacre tous ses moments à améliorer votre
« sort ; vous en aurez la certitude par la lettre qu'il m'adresse,

(1) Vente d'autographes. Catalogue Charavay. 1893.

« et que je ferai mettre à l'ordre de demain. Je n'aurai de repos
 « moi-même que lorsque vous n'aurez plus rien à désirer. Je
 « vous promets sur mon honneur, que sous peu la solde sera
 « alignée, les subsistances assurées, l'habillement distribué ;
 « tous les fripons, les voleurs, ces êtres vils et méprisables qui
 « dévorent votre subsistance et qui organisent nos revers,
 « seront punis d'une manière terrible et chassés de l'armée ;
 « comptez sur ma parole, je n'y ai jamais manqué. La plupart
 « de vous que j'ai eu le bonheur de conduire à la victoire,
 « connaissent ma franchise et ma loyauté.

« Camarades, je ne vous demande pas le courage : ce serait
 « vous outrager ; je vous demande une exacte discipline : sans
 « elle, il n'y a pas d'armée ; c'est elle qui organise la victoire.
 « Je vous demande encore un peu de patience, c'est la vertu
 « des républicains. Encore quelques jours et unissant nos
 « efforts à ceux des autres armées de la République, nous
 « assurerons son triomphe en donnant la paix à l'univers, le
 « repos et le bonheur à notre patrie.

« CHAMPIONNET » (1)

*
* *

Ce n'était assurément pas avec les misérables débris de l'armée d'Italie que lui avait abandonnés Moreau, que Championnet pouvait reprendre l'offensive et réparer les pertes subies par cette pauvre armée que par une coupable impéritie, le Directoire avait pour ainsi dire complètement abandonnée : sans vêtements, sans vivres, sans argent, sans artillerie ni munitions, sans secours à donner aux malades et aux blessés, décimés et découragés par les revers, ces troupes étaient dans l'impossibilité de résister aux armées ennemies.

Fidèles à notre plan, nous ne ferons pas ici l'historique de cette malheureuse campagne ; disons seulement que Cham-

(1) *Moniteur* ; n° 12, du 12 vendémiaire an VIII.

pionnet qui, tout d'abord, avait adopté la défensive, multipliant ses attaques sur divers points, harcelant l'ennemi pour le battre en détail, finit par reconnaître lui-même qu'à ce jeu-là il perdait plus que son adversaire, et, alors, il se décida à exécuter les ordres reçus de Paris, et à tenter malgré ses faibles moyens, une attaque générale.

Il réunit toutes ses forces et se dirigea sur Fossano, le 12 brumaire an VIII (3 novembre 1799) : ce fut une défaite. Notre armée était trop peu nombreuse et dans de trop mauvaises conditions pour qu'il fut possible de remporter la victoire. La division de gauche, mise en déroute ne put soutenir le combat et fut la cause de la perte de cette bataille malheureuse.

Cette journée de Fossano fut le premier échec de Championnet ; c'est le seul revers qu'il ait éprouvé durant toute sa carrière militaire : il en conçut un profond chagrin, et son moral en fut gravement affecté.

Bientôt Championnet dut évacuer Mondovi, après avoir résisté désespérément durant trois jours, aux attaques réitérées de l'ennemi ; mais ses troupes n'ayant plus de munitions ni de forces, il fut contraint de les ramener sur la rivière de Gênes.

Pour comble de malheur, une épidémie de fièvre maligne bilieuse, due aux privations de toute sorte, survint et acheva de démoraliser et d'affaiblir notre pauvre armée, dans laquelle la désertion finit par faire d'inquiétants progrès : Championnet, profondément découragé et ne recevant aucun secours de France, demanda qu'on lui donnât un successeur.

Reproduire ici toutes les lettres, la plupart navrantes, écrites par Championnet soit au Directoire Exécutif, soit au Ministre de la Guerre, pour leur exposer la triste situation de l'Armée, sous tous les rapports, serait sortir du cadre que nous nous sommes imposé : aussi nous bornerons-nous à extraire du dernier « *Registre de Correspondance* » autographe de Championnet, ce qui est strictement nécessaire pour documenter la présente « *Etude* »,

Déjà le 12 vendémiaire an VIII (4 octobre 1799), Championnet avait écrit au Directoire, en lui rendant compte des mouvements de l'armée :

« La valeur des troupes est toujours la même, mais le
 « moral est ébranlé ; le soldat se lasse des longues et cruelles
 « privations qu'il éprouve depuis si longtemps. Je vous le
 « repette de nouveau, sa patience est à bout ; les meilleurs
 « corps de l'armée, ceux qui jusqu'à présent avaient donné
 « l'exemple de la plus grande et de la plus héroïque patience,
 « commencent à murmurer : je leur donne des espérances,
 « mais voilà tout. Je vous en conjure, au nom de la Patrie,
 « Citoyens Directeurs, au nom d'une armée qui mérite toute
 « votre sollicitude, venez promptement à mon secours : de
 « l'argent, de l'argent.

« Malgré mon dévouement sans borne à la cause de la
 « Liberté, et à la gloire de ma patrie, si les secours que je
 « sollicite avec instance ne m'arrivent promptement, il m'est
 « impossible, citoyens Directeurs, de résister plus longtemps
 « sous le poids du fardeau pesant qui m'accable ; je vous prie
 « alors de vouloir bien me donner un successeur, et d'accepter
 « ma démission »

Le 22 vendémiaire (14 octobre 1779), Championnet écrit de nouveau au Directoire :

« Je viens d'apprendre d'une manière certaine, Citoyens
 « Directeurs, l'heureuse arrivée en France du général Bona-
 « parte (1) ; je me suis empressé de la faire connaître par la
 « voie de l'ordre à l'armée d'Italie. Cette agréable nouvelle a
 « rempli tous les cœurs de joie et d'espérance, et je suis con-
 « vaincu que l'armée va marcher de victoires en victoires, si

(1) Bonaparte, revenant d'Egypte, débarqua à Fréjus le 17 vendémiaire an VIII (9 octobre 1799), et se dirigea immédiatement sur Paris où il arriva le 16 octobre. — Sur son passage à Valence, le 12 octobre, voyez : *Biographie des premières années de Napoléon Bonaparte*, par de Coston, 1840, t. I, p. 511.

« elle est de nouveau guidée par ce héros : son nom seul porte
 « la terreur dans les rangs ennemis et double le courage de
 « nos soldats. Il lui appartient de relever l'arbre de la Liberté
 « dans les lieux où il le planta lui-même, et de faire trembler
 « une seconde fois le Tyran de l'Autriche sur son trône chan-
 « cellant. En vous invitant, Citoyens Directeurs, au nom de la
 « Patrie, de l'armée, et de la liberté de l'Italie de confier le
 « commandement de l'armée au général Bonaparte, je vous
 « prie d'agréer ma démission ; ce fardeau est trop pesant pour
 « moi, et je serai complètement récompensé de tous les efforts
 « que j'ai faits jusqu'à ce jour, pour le triomphe de la Répu-
 « blique, et la liberté de mes concitoyens, si je puis contribuer
 « de nouveau à rendre heureuse et libre notre chère Patrie. »

— Autre lettre au Directoire Exécutif, datée de Coni, le
 14 brumaire an VIII (5 novembre 1799) :

« Je vous ai envoyé ma démission, avec prière de me
 « faire remplacer par le général Bonaparte.

« S'il avait reçu une autre destination, je vous prie d'en
 « choisir un autre ; je vous déclare en homme d'honneur que
 « je ne puis continuer de commander l'armée d'Italie. Le cour-
 « rier qui vous remettra ma dépêche attendra votre réponse ;
 « la confiance que vous me témoignez me persuade que vous
 « me ferez sur-le-champ remplacer. »

— Le lendemain, Championnet insiste de nouveau auprès
 du ministre de la Guerre et du Directoire Exécutif, pour obte-
 nir un successeur ; il y revient encore dans sa lettre au Direc-
 toire, datée de Toirano le 24 brumaire an VIII (15 nov. 1799) :

« Je ne dois pas vous laisser ignorer, Citoyens Direc-
 « teurs, que dans toute l'armée il n'existe pas de cartouches
 « pour plus de trois heures de combat, que les magasins mili-
 « taires ne renferment pas une seule livre de plomb : si vous
 « n'employez des moyens prompts et assurés pour faire cesser
 « la misère qui nous accable, l'armée n'aura que ses bayon-
 « nettes et sa bravoure à opposer à l'ennemi.

« La situation de cette armée est déchirante : Je vous en dois
 « un tableau fidèle ; les soldats sont nus absolument ; ils ont
 « resté huit à dix jours sans pain, sans viande, sans ressource,
 « la solde arriérée de cinq à six mois, point d'argent, point de
 « crédit, enfin la misère la plus affreuse ; si elle doit passer
 « quelques jours dans les montagnes de la Ligurie, je vois
 « l'impossibilité de la faire subsister. Le gouvernement Ligu-
 « rien nous déteste, il élude toutes nos demandes et nous
 « traite en ennemis.

« Je vous réitère, Citoyens Directeurs, la demande que je
 « vous ai déjà faite, de vouloir bien me donner un successeur :
 « il m'est impossible de conserver plus longtemps le comman-
 « dement de l'armée. »

— Lorsqu'il écrivait cette dernière lettre, Championnet ignorait encore le Coup d'Etat du 18 brumaire, qui ne lui fut connu que quelques jours plus tard. Dès qu'il l'eût appris, il l'annonça à l'armée par la proclamation suivante :

« Au quartier-général de Gênes, le 29 brumaire an VIII
 « (20 novembre 1799).

« Le général en chef Championnet, à l'Armée d'Italie.

« Camarades,

« Les lois des 18 et 19 de ce mois mises à l'ordre de l'Armée,
 « vous feront connaître les grands événements qui viennent
 « d'avoir lieu à Paris ; ils ont porté l'espérance dans le cœur
 « de tous les français, ils doivent ranimer le vôtre. Vos maux
 « vont cesser. Ce ne sera plus en vain que je réclamerai des
 « secours en tout genre, qui doivent mettre un terme à la
 « misère qui vous accable. Bientôt vous ne serez plus exposés
 « aux horreurs de la famine, vous quitterez vos haillons pour
 « recevoir des vêtements, la solde sera acquittée, nous aurons
 « des vivres, du plomb et du fer pour battre l'ennemi.

« Le héros de la France, Bonaparte, qui vous a conduits si
 « souvent à la victoire, est membre d'un nouveau gouvernement

« qui s'occupe de sauver la patrie, et de procurer à ses défenseurs le moyen d'exister et de vaincre ; il a bravé la mort et les poignards des assassins, en travaillant à la régénération du Gouvernement.

« Camarades, pour la dernière fois, je vous demande quelques jours encore de constance ; vous ne serez pas trompés dans votre attente : songez que vous étiez dans une position aussi cruelle, sur les monts Liguriens, quand vous avez marché à la conquête de l'Italie.

« Le héros d'Italie et d'Egypte connaît toute l'étendue de vos besoins et de vos souffrances ; il s'occupe de les faire cesser. Quoiqu'absent son génie dirigera vos mouvements, et la République triomphera.

« Vive la République.

« CHAMPIONNET. (1) »

* * *

Le dernier « *Registre de Correspondance* (2) » de Championnet, auquel nous avons fait de larges emprunts, et dont la majeure partie est certainement autographe, montre, à partir du 15 novembre 1799, une sensible altération de l'écriture, de l'orthographe, et surtout du style de ce général. La dernière lettre écrite de sa main même, est datée de La Pietra, du 25 novembre, et adressée au Ministère de la Guerre. A partir de cette date, l'écriture de Championnet disparaît, et le restant du registre a été écrit, sous sa dictée, par ses secrétaires : cela démontre à l'évidence que dès le 25 novembre 1799,

(1) Collection Chaper de Grenoble, et *Moniteur*, n° 71, du 11 frimaire an VIII.

(2) Ce « *Registre de Correspondance* » l'un des éléments les plus précieux de l'histoire de Championnet, se voit aux archives de la Drôme, R. 529, dossier Championnet ; il a été donné à ce dépôt public par M. de Coston, à la mémoire de qui on doit en conserver une vive reconnaissance.

Championnet était déjà atteint des germes de la maladie qu'il devait l'emporter, et qu'il avait contractée en visitant les soldats malades dans les hôpitaux, et surtout en persistant à soigner lui-même son vieil ami et aide-de-camp, le chef de brigade Laraitrie, victime du typhus qui décimait l'armée.

Malgré son état maladif, Championnet se multiplie pour maintenir son armée et conserver ses positions. Le 25 novembre, il va à Gênes ; le 29 novembre, il est à Nice. Le 4 décembre, il écrit de Sospello, au Ministre de la Guerre.

« Je vois avec plaisir que les consuls m'ont donné un successeur (1). Je vous prie avec instance, citoyen ministre, de faire hâter son arrivée à l'armée, il me tarde de lui remettre un commandement que j'ai toujours regardé comme trop au-dessus de mes forces, et qu'il m'est impossible de conserver plus longtemps : mes forces physiques et morales sont affaiblies, et ma santé exige impérieusement quelques jours de repos. »

Le 10 décembre, écrivant de Nice, il renouvelle amèrement ses plaintes au même ministre, et ajoute : « J'attends toujours avec la plus vive impatience, le successeur que vous m'annoncez. Ma santé délabrée, qui m'empêche d'agir utilement, ne pourra bientôt plus soutenir le poids pesant du commandement de l'armée »

Il se décide enfin à s'adresser directement à Bonaparte :

« Au quartier-général à Nicé, le 21 frimaire an VIII (12 décembre 1799). »

« Championnet, au général Bonaparte, Consul de la République française.

« Je m'adresse à vous avec la plus entière confiance, et je

(1) Les « *Etats de services* » de Championnet portent textuellement : « 2 frimaire an VIII (23 novembre 1799). Championnet démissionnaire du commandement de l'armée d'Italie est remplacé par le général Masséna, par arrêté de ce jour.

« compte également sur la vôtre. Il est plus important pour le
« gouvernement que pour moi-même, qu'il envoie au plus tôt
« le successeur que je lui demande avec une importunité qui
« ne peut avoir pour cause que les intérêts mêmes de l'armée.

« Dans l'état d'abattement et de désordre où elle se trouve
« par l'effet de l'abandon incroyable où elle a été laissée pen-
« dant quatre mois, un nouveau chef lui est nécessaire. S'il
« ne vient au plus tôt, je crains qu'il n'y ait plus moyen de
« remédier au mal, ni par les efforts de la discipline, ni par
« ceux de la persuasion.

« L'usage que j'ai fait des promesses, et même du serment
« a contenu longtemps la fermentation générale ; aujourd'hui,
« j'ai perdu le droit d'y compter davantage par l'inutilité connue
« de mes nombreuses promesses.

« Les désertions deviennent effrayantes ; les meilleurs chefs
« craignent de tout compromettre en opposant la force. Si le
« mal continue, l'armée peut se dissoudre et mettre la frontière
« en danger.

« Il n'y aurait que l'intention de me sacrifier qui pût déter-
« miner le Gouvernement à me laisser plus longtemps dans
« une crise aussi cruelle, après avoir perdu les moyens d'y
« remédier : le Gouvernement actuel est incapable d'une aussi
« grande injustice, et vous seriez, mon cher général, le premier
« à vous y opposer.

« D'ailleurs, ma santé est ruinée, les fatigues de la guerre et
« le sentiment des maux que souffre l'armée, ne me laissent
« plus la force et la résolution qui me seraient nécessaires. Le
« repos que je sollicite ne peut m'être refusé ; je vous prie
« d'être persuadé que je ne veux en faire usage que pour don-
« ner au Gouvernement des nouvelles preuves de mon dévoue-
« ment et de mon zèle.

« *L'adjudant-général Romieu* (1), qui vous remettra cette lettre,

(1) Romieu, nous l'avons déjà dit, était tout à la fois le plus ancien aide-de-camp de Championnet et son ami intime, le dépositaire de

« connaît la situation de l'armée dans tous ses détails ; il a
« l'ordre de vous les faire connaître sans aucune réserve, et il
« s'y conformera.

« Je vous prie, mon cher Général, de croire à mon attache-
« ment sincère, et au désir que j'ai de mériter votre amitié et
« votre confiance.

« Salut et fraternité.

« CHAMPIONNET. »

On verra plus loin une affirmation qu'à cette lettre, Bonaparte fit une réponse affectueuse à Championnet : cela est probable ; mais, malgré nos recherches, nous n'avons pu retrouver ce document, si tant est qu'il ait existé.

— Le même jour — 12 décembre 1799 — Championnet envoie des instructions précises et détaillées à tous les chefs de corps sous ses ordres, pour arrêter les désertions et maintenir, si possible, les positions défensives de l'armée.

Le 17 décembre, il écrit au Ministre de la Guerre que « sans
« autres moyens que ceux de la persuasion », il a, en personne, heureusement arrêté l'explosion d'une insurrection alarmante qui avait éclatée dans la division Lemoine.

Grâce aux mesures judicieuses prises par Championnet, le général Saint-Cyr, attaqué dans ses positions, se défend résolument et remporte enfin une victoire sur l'aile gauche de l'armée autrichienne qu'il met en déroute. C'est au sujet de cet heureux fait d'armes que Berthier, le nouveau Ministre de la Guerre, écrivit à Championnet le 5 nivôse an VIII (26 décembre 1799) :

« La victoire remportée par le général Gouvion-Saint-

ses pensées et celui en qui il avait une confiance illimitée. — Romieu, en mission à Paris, ne put donc assister aux derniers moments de Championnet, qu'il aimait tant, lui aussi.

Sur Romieu, qui a écrit une histoire de Championnet, voyez le *Dictionnaire biographique de la Drôme*, par BRUN-DURAND.

« Cyr, la belle défense du général Watrin sont d'un prix inappréciable dans la circonstance où se trouvait l'armée.

« Ces victoires et l'approvisionnement de l'armée sont dus à vos sages dispositions et à vos sollicitudes.

« Les consuls de la République me chargent de vous témoigner toute leur satisfaction.

« D'après les témoignages que vous leur avez rendus de la conduite distinguée tenue par le général Gouvion-Saint-Cyr, ils lui ont décerné une récompense nationale : c'est ajouter au prix de cette récompense que la lui faire présenter par celui qui a fait connaître les services qu'il a rendus. »

Cette lettre, si flatteuse pour Championnet lui-même, fut la dernière qu'il reçut du Ministre ; elle ne lui parvint, en effet, que quelques jours seulement avant sa mort.

Enfin, Championnet présente ainsi à son armée la constitution nouvelle :

« *Au Quartier-général à Nice, le 5 nivôse an VIII (26 décembre 1799) :*

« Camarades,

« Je m'empresse de vous adresser la constitution nouvelle, présentée à l'acceptation du peuple par les deux commissions législatives et le consulat provisoire.

« Elle réunit, à l'avantage de terminer les crises de la révolution, celui d'en conserver les principes sans aucune altération.

« Elle a pour bases la liberté et l'égalité ; mais elles sont garanties par des formes moins variables, et supérieures aux efforts des factions.

« Elle rend à la loi l'empire qu'elle avait perdu par la mobilité de la législation, et ressuscite le crédit sur les bases de la confiance, par des institutions qui rendent impossible le retour des changemens.

« L'expérience du passé a révélé les principes qui en sont la base, et la confiance générale a désigné les magistrats qui en sont les organes et l'appui.

« Le Gouvernement est nommé par la loi, pour qu'il ne soit
 « plus maîtrisé que par elle, et pour qu'il soit plus fort contre
 « la turbulence des partis.

« La corruption trouve un terme dans un ordre de choses
 « où nul ne peut s'élever que sur le cachet de l'estime publi-
 « que, et par les suffrages d'une magistrature placée dans un
 « rang supérieur à toutes les tentations de la fortune et à
 « toutes les faveurs de l'ambition.

« La constitution nouvelle réalisera les promesses des 18 et
 « 19 brumaire : la paix au dedans par l'empire de la loi, et la
 « paix au dehors par la victoire.

« Camarades ! Vous en avez déjà le présage par les bienfaits
 « que la constitution assure aux défenseurs de la patrie, et par
 « les adoucissements que le consulat provisoire a déjà apportés
 « à vos longues souffrances.

« Ceux qu'il vous destine seront plus proportionnés à vos
 « besoins : ils vous préparent à la victoire !

« CHAMPIONNET (1). »

Championnet, à qui les derniers succès de l'armée avaient redonné une lueur d'espérance, qui commençait à recevoir quelques secours pour ses soldats, qui croyait voir enfin la fatalité s'éloigner de lui, tenta de se rapprocher du théâtre des opérations. Sans doute, et à cause de son déplorable état de santé, il aurait pu mieux que d'autres généraux qui avaient agi ainsi — profiter de ce moment, et quitter l'armée pour venir se réchauffer au foyer du pays natal ; mais, esclave du devoir, il se crut obligé de rester à son poste jusqu'à l'arrivée de son successeur. Malheureusement, ses forces trahirent sa volonté ; les dernières épreuves avaient complètement ébranlé chez lui une santé déjà compromise par huit années de cam-

(1) *Moniteur*, n° 110, du 20 nivôse an VIII.

pagnes ininterrompues, et par des déboires de toutes sortes : il était une proie toute indiquée, quand la fièvre survint. Il s'alita dans une modeste auberge d'Antibes, qui existe toujours sous le nom d'*Hôtel des Aigles d'or*, et où l'on voit encore la chambre mortuaire du héros ; c'est là que, définitivement vaincu par la maladie, sentant sa fin prochaine, il dicta la lettre suivante :

« Le général en chef Championnet, au général Suchet,
« chef de l'Etat-Major.

« L'état de ma santé, mon cher Général, ne me permettant
« plus aucune espèce de travail, je vous charge de me rem-
« placer jusqu'à ce que vous ayez averti ou communiqué vous-
« même l'ordre de prendre le commandement de l'armée au
« plus ancien général parmi ceux qui commandent dans la
« rivière de Gênes.

« CHAMPIONNET. »

Pour copie conforme :

Au Quartier-général de Nice, le 16 nivôse an VIII (6 janvier 1800).

Le Général de division,
SUCHET (1).

C'est en vertu de cet ordre que le général Marbot prit, quelques jours après, le commandement par intérim de l'armée d'Italie.

Le *Moniteur* (n° 126, du 6 pluviôse an VIII), narre ainsi les derniers moments de Championnet :

« Le général Championnet est mort à Nice (sic...) le 19 nivôse
« (9 janvier 1800) ; sa maladie a duré douze jours. Dans les
« huit premiers, elle ne paraissait pas dangereuse ; le neuvième,
« une fièvre putride s'est déclarée. Il était, depuis trois jours,

(1) Collections Chaper, de Grenoble.

« dans un continuel délire, et cependant, il ne parlait que des
 « besoins de ses frères d'armes, de ses devoirs militaires et
 « des intérêts de son pays. Il demandait sans cesse où étaient
 « les vaisseaux chargés de bled pour l'armée, s'ils arrivaient
 « de Marseille, si on avait envoyé de l'argent et des habits,
 « si on payait la soldé des troupes, si on avait battu les autri-
 « chiens !...

« Il laisse à Valence, département de la Drôme, une mère
 « âgée de cinquante ans, et dont il était la seule espérance.
 « Elle mourra de douleur, disait-il à ses amis ; ménagez-lui la
 « nouvelle de ma mort. Prenez soin de la consoler.

« Championnet n'avait que 37 ans ; il a regretté de n'être
 « pas mort comme Joubert : *Si du moins j'étais frappé sur le*
 « *champ de bataille !...*

« Un pressentiment secret s'était emparé de lui, quand il
 « tomba malade : *Partons de Nice*, répétait-il, *cette ville me*
 « *sera fatale*. Mais il avait été obligé d'y attendre son succes-
 « seur pour empêcher la désorganisation de l'armée.

« L'armée a vivement ressenti la perte d'un général qui,
 « dans la campagne de Rome et de Naples, l'avait souvent
 « conduite à la victoire.

« Le département de la Drôme se prépare, dit-on, à élever
 « un monument à Championnet. Ce monument sera placé à
 « Valence où son cœur doit être porté. On y réunira sur la
 « même colonne les noms de tous les guerriers sortis du même
 « département, et morts avec honneur : Point et Argot, en
 « Italie ; Bon, en Syrie ; Nugues, à Aboukir.

« Plusieurs des amis et des aides-de-camp de Championnet
 « étaient aussi atteints de la maladie épidémique qui règne à
 « Nice ; on craint que quelques-uns n'y aient déjà succombé.

« Pendant sa maladie, il avait reçu du Premier Consul une
 « lettre pleine d'expressions d'estime et de reconnaissance. Il
 « aurait voulu voir Bonaparte avant de mourir. »

* * *

Nous donnons ci-après, à titre documentaire, les pièces officielles relatives au décès de Championnet :

I

« Nous soussignés, Jacques Bardol, médecin de l'hôpital
« militaire d'Antibes, département du Var, et Hubert Cailleux,
« chirurgien de seconde classe audit hôpital, certifions qu'ayant
« été priés par les citoyens Bassal (1), Conroux (2), adjudant-
« général, et Parigot (3), son aide-de-camp, de faire l'enlè-
« vement du cœur du citoyen général en chef de l'armée
« d'Italie (4), mort à Antibes le dix-neuf nivôse an huit de la
« République, des suites d'une fièvre putride-maligne-bilieuse,
« régnant épidémiquement dans la contrée, et dans laquelle
« le citoyen Guillaume, médecin en chef de l'armée, lui a donné
« ses soins concurremment avec nous; nous certifions, disons-
« nous, que nous nous sommes transportés le vingt nivôse, à
« huit heures du matin, dans un des souterrains des rem-
« parts de cette ville, où était déposé le cadavre du général;
« qu'en présence des municipaux signataires et du citoyen
« Jean-Baptiste-Nicolas Vienne, adjudant-major de la place,
« nous avons procédé à l'enlèvement de son cœur, et qu'après
« l'avoir préparé, nous l'avons remis aux citoyens ci-dessus
« réclamants, enfermé dans un bocal de verre, plein d'esprit
« de vin, et protégé par une boîte en plomb.

(1) Bassal, ancien curé de Versailles, ancien conventionnel, était le secrétaire de Championnet.

(2) Conroux de Pépinville (Nicolas), né en 1778; se distingua à Mondovi, où Championnet le nomma adjudant-général; il mourut général en 1813.

(3) Parigot était l'un des aides-de-camp de Championnet.

(4) L'autopsie eût lieu pour démentir les bruits d'empoisonnement qui s'étaient répandus immédiatement après la mort du général Championnet.

« Fait à Antibes, le vingt nivôse an huit de la République
« une et indivisible (10 janvier 1800).

« BARDOI., CAILLEUX, VIENNE.

« Certifié, le général de brigade commandant le deuxième
« arrondissement du département d'Antibes.

« LEGRAND.

« Vu par l'administration municipale de la commune et du
« canton d'Antibes, département du Var.

« GAIRAUD, J. VUTRIN, H. GALLON.

« Enregistré à Paris, par acte, le vingt-sept prairial an neuf
« (16 juin 1801).

« COUSINARD, LHERBETTE, notaires. »

II

« Extrait du registre des actes de décès de la paroisse
« d'Antibes.

« L'an mil huit cent, et le dix janvier (vieux style), ou soit
« le 20 nivôse an VIII, moy soussigné déclare que le général
« en chef de l'armée d'Italie, Championnet, est mort hier, et
« qu'il a été enterré aujourd'hui au fort carré de cette com-
« mune d'Antibes.

« Témoins : Adam RICHE et Jacques BONIFACE.

« ARDISSON, pr., curé. »

III

« Mairie d'Antibes. — Arrondissement de Grasse.

« Extrait des registres des actes de l'état civil existant au
« dépôt de la mairie d'Antibes (Alpes-Maritimes).

« N° 122. — Acte de décès du général Championnet.

« Aujourd'hui neuf pluviôse an huit (29 janvier 1800) de la
« République française une et indivisible, à huit heures du
« matin, par devant moi, Jean-Agtoine Signoret, adminis-

« trateur municipal de cette commune d'Antibes, département
 « du Var, chargé de recevoir les actes des naissances et des
 « décès des citoyens, sont comparus dans la maison commune
 « les citoyens Adam Riche, cordonnier, âgé de cinquante-huit
 « ans, et Jean-Baptiste Fillot, aubergiste, âgé de quarante-
 « trois ans, et Joseph Aubert, matelot, âgé de soixante-six
 « ans, tous de cette commune, y résidents, lesquels m'ont
 « déclaré que le citoyen CHAMPIONNET, général en chef de
 « l'armée d'Italie, est décédé le dix-neuf nivôse, à six heures
 « du soir (9 janvier 1800), dans le domicile du citoyen Jean-
 « Baptiste Fillot, maison appartenant au citoyen Baliste, âgé
 « de trente-six ans; d'après cette déclaration, *je me suis sur-le-*
 « *champ transporté au lieu de ce domicile, je me suis assuré du*
 « *décès (!...)* dudit Championnet, général, et j'en ay dressé le
 « présent acte que les témoins Adam Riche et Jean-Baptiste
 « Fillot ont signé avec moi, ledit Joseph Aubert a déclaré ne
 « savoir de ce enquis.

« Fait en la maison commune d'Antibes, les jour, mois et
 « an que dessus.

« A. RICHE, FILLOT, SIGNORET. »

— La date tardive de la rédaction de ce dernier acte, qui n'a eu lieu que *vingt jours* après le décès de Championnet, ne peut s'expliquer que par le désarroi jeté alors par la contagion dans les services municipaux de la petite ville d'Antibes (1). Quoi qu'il en soit, et avec l'insertion de la formule légale de la constatation du décès, cet acte constitue une *singularité* de plus dans l'histoire de Championnet.

(A suivre)

MARIUS VILLARD.
 JULES TAVENAS.

(1) M. de Coston dit que la mortalité était telle alors à Antibes, que les employés des hôpitaux militaires renoncèrent à dresser des actes mortuaires.

Les Ponts Anciens et Modernes

SUR

LE RHONE A VALENCE

(SUITE. — Voir les 141^e à 146^e livraisons)

Dans tous les cas, et quelles que soient l'origine de cette tour et la véritable date de sa construction, sa masse considérable, comparée surtout aux murailles peu épaisses qui formaient l'enceinte de Valence, le long du Rhône, affirme sûrement sa destination primitive : la défense d'un passage, c'est-à-dire d'un pont.

C'était d'ailleurs la règle invariable des constructeurs de ce genre d'ouvrages. Dès les temps les plus anciens, et notamment celle des Romains : « Les Romains ont été de grands constructeurs de ponts, soit de pierre, soit de charpenterie, et dans les Gaules, on se servit longtemps des ponts qu'ils avaient établis sur les rivières.

« Grégoire de Tours rapporte que le roi Gontran « envoya une ambassade à Childebert, son neveu, pour « lui demander la paix et le prier de venir le voir.

« Childebert vint le trouver avec ses grands, et tous « deux, s'étant réunis près du pont appelé le *pont de pierre*, se saluèrent et s'embrassèrent. (1).

(1) Lib. V, cap. XVIII. *Pont-pierre*, aujourd'hui *Pompierre*, est un village sur le Mouzon, près de la Meuse (Vosges).

« Ce pont était un pont bâti par les Romains. Toutefois, ceux-ci, en raison de l'abondance des bois dans les Gaules, *durent établir un grand nombre de ponts de charpente qui subsistaient encore pendant les premiers siècles du moyen âge*, car les ponts de pierre bâtis par les Romains, encore apparents, sont rares; s'ils eussent été nombreux, on en trouverait les traces sur nos rivières.

« Les Romains établissaient presque toujours des arcs ou portes monumentales, soit aux extrémités des ponts, soit au milieu de leur longueur. Ces arcs étaient devenus, pendant les siècles de paix qui suivirent la conquête définitive du sol des Gaules, plutôt des motifs de décoration que des défenses. Mais dès les premières invasions, ces portes furent munies de crénelages et peuvent être considérées comme le point de départ de ces châtelets ou forteresses qui garnissaient toujours les ponts du moyen âge, qu'ils fussent de pierre ou de bois. » (*Dictionnaire raisonné de l'architecture française*, par E. VIOLLET-LE-DUC).

Le même auteur ajoute plus loin : « On ne pouvait établir des forteresses sur les ponts que sur l'autorisation des fondateurs; mais il faut croire que la nécessité fit souvent enfreindre cette condition, *car nous ne connaissons pas de pont important du moyen âge qui ne soit défendu.* »

Cette citation était utile, nécessaire même, car elle fournit la preuve autorisée du rôle défensif qui se doit attribuer à l'antique Tour de Constance. On ne saurait, en effet, s'expliquer l'existence, unique en ce point du fleuve, d'une construction de pareille importance, qui recouvrait, on s'en souvient, une surface de terrain mesurant plus de deux cent vingt mètres carrés. Il est

donc permis de se demander, sans trouver une satisfaisante réponse, à quoi ce cube énorme aurait pu servir, si ce n'est à *garder* un passage artificiel, mais permanent et stable, reliant, en face même de l'agglomération qu'était alors Valence, les deux rives du Rhône, d'un fleuve fort difficile à franchir, surtout pour une attaque, sans cet indispensable trait d'union.

En outre, et pour ne négliger aucun des arguments capables d'étayer notre thèse, nouvelle et passablement audacieuse, nous le reconnaissons une fois encore, il convient de revenir de nouveau en arrière et de remonter jusqu'aux origines probables du premier noyau d'agglomération valentinoise.

On sait que, dès la plus haute antiquité, le Rhône fut la maîtresse artère commerciale naturelle, qui permettait d'établir des communications relativement faciles et promptes, entre « l'Italie, l'Espagne, l'Afrique, le Levant et l'Occident. »

Sur les bords hospitaliers du fleuve fécondateur, en des points correspondant à la longueur des étapes quotidiennes et forcément diurnes, se créèrent d'abord d'éphémères abris pour la nuit, puis des entrepôts et enfin des cohésions d'importances variées, selon que les confluent de rivières, de préférence choisis pour ces haltes, mettaient les trafiquants en plus ou moins fructueux contact avec les populations des vallées transversales.

Il faut cependant constater que ceux qui plantèrent les premiers leurs tentes sur le rivage du Bourg-lès-Valence, y furent sans doute retenus par d'autres considérations, puisque cet endroit est, comme on sait, assez éloigné de l'embouchure de l'Isère, exutoire principal de l'une des plus importantes vallées des Alpes.

Tels furent sans doute les *commencements* de Valence, dont les bords du Rhône virent les premiers négoces, les rudimentaires habitations, et c'est, pendant un laps de siècles difficile à déterminer, que toute son activité naissante se concentra sur le point restreint, qui devait être plus tard le port du Bourg, jusqu'à l'époque, qui se peut fixer du XIII^e au XVI^e siècle, et dont quelques rares documents nous ont été conservés, où elle s'étendit au midi.

Et comme à peu près toujours, c'est par les discussions, par les procès issus des conflits d'intérêts, souvent soigneusement relatés dans les cartulaires des abbayes, que certaines traces historiques sont parvenues jusqu'à nous. Constatation assez humiliante pour l'humanité, c'est par les procès, conséquences des éternelles et naturelles rivalités, qu'il est souvent permis de reconstituer quelques bribes, quelques lambeaux, d'histoire. Les cartulaires, les minutes des tabellions, les greffes des parlements, constituent donc des sources précieuses, dont on commence à tirer un parti d'autant plus nécessaire, que la destruction systématique, parce qu'intéressée, des terriers, pendant la Révolution, fit disparaître la mention de nombreux faits locaux, dont l'ensemble serait indispensable à la confection de la véritable histoire.

Pour revenir à notre sujet, c'est par le cartulaire de St-Pierre du Bourg-lès-Valence, et aussi par l'Inventaire des nobles archives du Chapitre de Saint-Apollinaire, qu'il est permis de jeter quelques regards assurés sur des faits remontant à la seconde moitié du XI^e siècle. La première charte *datée* est, en effet, du 27 janvier 1065.

Il a été déjà parlé de la charte des 6-27 juin 1214,

dans laquelle se trouve une première et unique mention de l'existence d'un *port*, de l'*œuvre du pont* et de l'*héritage du pont*, à Valence. Cette charte rappelle une donation antérieure faite par Bernard de Belregard à l'Eglise de Saint-Pierre du Bourg « de la moitié de tout son avoir sur le port dudit Bourg. *revenus* donnés pour l'anniversaire de sa mort », ainsi que les difficultés suscitées à propos de cette donation par Aldebert de Crussol, qui se prétendait maître de la quatrième partie des revenus de ce port. Ces discussions sur la propriété de la perception des droits de péage dans le port du Bourg, d'abord, et plus tard concurremment sur celui de la Basse-Ville, entre les chapitres de Saint-Pierre et de Saint-Apollinaire et la toute puissante famille des Crussol, se prolongèrent pendant des siècles. Entamées, à notre connaissance, en 1214, on en trouve encore des manifestations en 1737, avec des détails souvent curieux, mais qui ne peuvent entrer tous dans le cadre de cette étude. Nous croyons cependant devoir citer une protestation, en date de 1432, parce qu'elle fournit des indications intéressantes sur les usages et les mœurs de cette époque.

« L'an 1432, Géraud Chabanne, docteur en droits, assesseur stipendié des syndics et conseillers de la communauté de Valence, assisté des syndics, conseillers et plusieurs autres citoyens et habitants de la cité, a démontré devant MM. les Courriers et juge de Valence..... 1° A humblement proposé ledit Chabanne comme mercredi dernier qu'étoit le 1^{er} octobre, noble et puissant seigneur Géraud Bastet, seigneur de Crussol, en présence de plusieurs dignes de foi, leur auroit fait plusieurs menaces disant qu'il donneroit aux

citoyens un tel os à ronger qu'ils ne le verroient jamais rongé..... 2° A proposé comme ensuite le 6 du mois d'octobre led. seigneur de Crussol, continuant ses menaces et entreprises, auroit fait prendre par ses gens un nommé Poncet Delafon, l'un des bateliers du port de lad. communauté, qui est au devant des murs de la Basse-Ville de lad. cité, lequel port surnommé le *petit* est vulgairement dit le port des habitants de Valence, et par ainsi par une vexation indue et injuste led. seigneur trouble les habitants dans la possession immémorée de naviguer indifféremment pour leur profit général et particulier..... 3° A proposé encore comme les officiers dud. seigneur de Crussol, en présence de plusieurs personnes de foi se seroient jactés que si aucun batelier dud. petit port se meloit de passer aucuns du côté du Royaume, ils les repasseroient avec armes et arbalètes, et par ce moyen à main armés d'autorité privée molestent et troublent lesd. citoyens dans la jouissance immémorée et usage accoutumé dud. petit port, ce qui est un grand scandale à un chacun des habitants et un mépris manifesté de la souveraineté et justice de leur seigneur évêque et comte..... 4° Requierit encore... de faire faire des proclamations au delà du Rhône portant inhibitions aux officiers et autres tant dud. seigneur de Crussol que dud. Chapitre de vexer, molester et inquiéter en façon quelconque les nautonniers dud. petit port dans leur ancien exercice de passer et repasser avec des bateaux pleins et vides deçà et delà du Rhône sous formidables peines avec permission aux habitants de porter armes, allant et revenant du côté du Royaume pour résister à la violence dud. seigneur de Crussol et des officiers. »

(*Inventaire raisonné des archives et des droits des évêques de Valence*, par MOLINIER DE LA FABRÈQUE).

Voici encore une trace d'une autre contestation entre les deux seigneuries de Valence et du Bourg : « J'ai
« trouvé dans de vieilles écritures qu'il fut passé trans-
« action entre le seigneur évêque de Valence, la com-
« munauté de Valence et le seigneur de Crusol et
« chapitre du Bourg concernant le port, par laquelle
« led. de Crussol et chapitre du Bourg étoient obligés
« de laisser ce port au lieu dit la *pêcherie* qui est (entre)
« les *tours de Constance* et de la *Caillade*. Ensuite de
« ce dessus, led. de Crussol et chapitre du Bourg
« obtinrent un rescrit pour transporter led. port vers
« le Bourg, hors les terres du seigneur évêque, contre
« lesquels, l'an 1487, le roy octroya patentes enjoignant
« auxd. chanoines du Bourg, de remettre les bateaux
« et port du Rhône de Valence au lieu dit la *pêcherie*,
« entre la Tour de Constance et le lieu nommé la
« *Caillade*, d'autant que lesd. chanoines l'avoient trans-
« porté droit le Bourg et par dessus lad. Tour de
« Constance hors la garde de la ville. » (MOLINIER DE
LA FABRÈQUE).

Dans un autre ordre d'idées, et seulement à titre documentaire, nous rappellerons un impôt ancien : « La
« nuit du mercredi saint, les pêcheurs (du petit port)
« doivent pêcher pour le seigneur évêque à qui il
« donne à diner le lendemain, et tout le poisson qui se
« prend sur le Rhône, depuis Soyons jusques à Châ-
« teaubourg, appartient aud. seigneur évêque, quoique
« ce soit qui se prenne. Mais le seigneur évêque donne
« un barral de vin à chaque pêcheur, plus led. seigneur
« évêque a, sur chaque nacelle de pêcheur, vingt

« deniers de redevance annuelle. » (MOLINIER DE LA FABRÈGUE).

La fréquence et par conséquent l'acuité de ces conflits témoignent de l'importance des intérêts attachés à la possession des droits divers et multiples de péage, appelés *pontage*, *ponlenage*, *pontonatge*, enfin *billette* ou *branchiette*, à cause du billot ou de la branche d'arbre où l'on attachait la pancarte indicatrice des droits à payer, lorsqu'il s'agissait d'un pont ou d'un bac à traile. Le péage se percevait pour le passage sur le pont ou le passage en dessous. Les procès au sujet de ces droits se continuèrent jusques à la Révolution. Nombreuses, en effet, étaient les transactions opérées dans le grand port, celui du Bourg, et le petit port de la Rivière ou de la Basse-Ville, et leur résultat naturel était une très réelle prospérité, encore accrue par la création, à Valence, d'un entrepôt général de la gabelle du sel, ce cauchemar permanent de nos ancêtres (1).

(1) L'origine de cet impôt remonte à Philippe IV, en 1286, et c'est Philippe VI qui établit les premiers *Greniers à sel*, ou Entrepôts généraux, en 1331. Cet impôt, qui était d'un *double* sous Philippe V, ne fit que s'accroître avec le temps. Il constitua bientôt une charge écrasante pour le contribuable, astreint à un minimum de consommation. De graves événements résultèrent de cet état de choses, notamment en 1548. Les habitants de la Guienne s'insurgèrent en masse, cette année-là, contre les préposés de la Gabelle. Le chef de l'administration, Tristan de Moneins, fut assommé, dépêché et *salé*. Une armée, commandée par le connétable de Montmorency, fut nécessaire pour étouffer la rébellion, et de partout se dressèrent les gibets. En France, il y avait en moyenne, par année, plus de quinze mille saisies, trois cents condamnations aux galères pour crime de contrebande de sel ou de tabac. Le nombre de prisonniers atteignait dix-huit cents, de tout âge, de tout sexe. Il y avait des pays de *grande* et de *petite gabelle*. Le Dauphiné appartenait à cette seconde catégorie, moins pressurée que la première. Dans les provinces de *petite gabelle*, le prix du quintal de sel était de 33 livres 10 sous et la consommation obligatoire par

Le transport de cette denrée indispensable ne se pouvait faire que par eau pour limiter le plus possible la fraude et faciliter la perception de l'impôt. Tous les bateaux chargés de sel devaient s'arrêter à cet entrepôt où se prélevait le droit de *sestérage* ou de mesurage. Ce droit consistait en un sétier de sel sur cinquante sommées. Une pièce de la Cour des Comptes de Grenoble, cités par Valbonnais, indique l'origine de cette obligation et comment elle s'exerçait : « Maître Pierre
« Blain, bachelier ès lois, citoyen de Valence, âgé de
« septante ans, dit et sçavoir estre vray qu'il a veu et
« sçeu, du temps de sa mémoire qui est de soixante ans
« passés ou environ, que tout le sel que l'on amenoit
« sur la rivière du Rôzne, du pays bas, estoit déchargié
« en ladite cité de Valence, c'est à sçavoir sur le Rôzne,
« et le portoit lors ès boutiques et greniers à sel de
« cette citée ; et aulcunes foyz quand aulcuns vouloient
« mener ledit sel plus haut sur ladite rivière ; il a aussi
« veu et sçeu étoit déchargié des nefz et pistes aux-
« quelles il avoit été amené, et dressé par terre, tant
« sur bastes à bort que avec chevauls menant ledit sel
« sur char et charettes, jusques au port de *Confolans*,
« et les nefz et fastes sur lesquelles l'on vouloit mener

tête, était de 11 à 12 livres, tandis que dans les pays de grande gabelle, on payait le quintal 62 francs et la taxe individuelle était de neuf livres. Si on considère la différence du pouvoir de l'argent, qui était alors quatre ou cinq fois plus élevé qu'il l'est aujourd'hui, on reconnaîtra quelles charges écrasantes pesaient sur nos ancêtres, par le seul fait de la consommation d'un aliment absolument indispensable. Pour parler seulement du Dauphiné, privilégié, la livre de sel coûtait à nos pères, au moins 1 fr. 35, au pouvoir actuel de l'argent.

Supprimé complètement par la loi du 10 mai 1790, l'impôt sur le sel fut rétabli en 1806, à raison de deux décimes par kilog. La loi du 28 décembre 1848, fixa ce droit à un décime par kilog.

« ledit sel, l'on les menoit vuides sur ladite rivière du « Rôzne, jusques au port de *Confolans*, qui est sur la « rivière d'Isère entrant au Rôzne, et illec l'on char- « geoit d'icellui sel, qu'on avoit amené par terre, lesdits « nefz et batteauz, et puis l'on les menoit, ledit sel « montant sur icelle rivière de Rôzne, jusqu'à Vienne. » (*Histoire du Dauphiné*, par VALBONNAIS, t. I, p. 90).

Une fiscalité aussi exigeante que désagréable amena forcément des réclamations réitérées qui aboutirent enfin à la suppression du déchargement général, quelle que dut être la destination du sel et en même temps du *sestérage*, obligatoire dans tous les cas, et très onéreux. Mais ces améliorations causèrent à Valence de grands préjudices, car son Entrepôt de sel et les magasins de ses Sauniers, très nombreux et sources de gros profits, n'eurent presque plus alors de raisons d'être. Un autre usage, tout aussi abusif que fiscal, « le droit d'arrêt de trois jours », qui obligeait les bateaux touchant au port de Valence de séjourner dans cette ville avec leurs conducteurs pendant trois jours, était aussi des plus productifs pour Valence, et contribuait pour une large part à sa prospérité.

Mais pendant la période d'épanouissement de ces temps heureux, le territoire du Bourg devint bientôt insuffisant, et l'agglomération laborieuse, comme une tache d'huile, s'épandit le long du fleuve bienfaiteur, vers le midi, en vertu de l'impulsion naturelle qui fait rechercher le soleil, et gagna le quartier primitivement désigné sous le nom de *Rivière de Valence*, aujourd'hui notre Basse-Ville. Le cadastre de 1547, y comptait dix îlots, couverts par deux cent soixante-quinze maisons, dont seize à l'usage de *boucliques à sel*. Certains des

propriétaires de ces immeubles, en partie disparus, nous sont relativement suggestifs par leur survivance jusqu'à nos jours. Le plus grand nombre de ces habitations, dans lesquelles tant d'êtres humains naquirent et vécurent, c'est-à-dire aimèrent et souffrirent, n'existent plus, emportées avec les causes qui avaient amené leur construction. La Basse-Ville n'est plus que l'ombre de ce qu'elle fût, il n'y a pas encore quatre siècles..... *sic transit gloria mundi !*

Pour en revenir à notre sujet, qui sans cesse fait l'école buissonnière le long des haies du champ de l'histoire locale, encore trop peu exploré, il est permis de croire que le berceau de l'antique Valence, fut sur les bords du Rhône, de ce fleuve, *infatigable chemin qui marche*, à l'endroit même où se voit aujourd'hui le Bourg-lès-Valence. C'est dans cet endroit, très bien approprié, que se durent faire les primitifs échanges, bientôt suivis des commerces timides et enfin des profitables négoces. Les Romains, grands colonisateurs, savaient tirer parti de tout ce qui pouvait favoriser leur œuvre, servir leur incroyable fortune. Trouvant à Valence une position topographique et stratégique admirable, une organisation sociale et commerçante datant de plusieurs siècles, et peut-être même, un des meilleurs instruments de cette organisation, *un pont gaulois*, ils se gardèrent bien de négliger de pareils avantages. Et c'est par eux que se continue la chaîne, anneau par anneau, jusqu'à l'effondrement de leur colossal empire, peu à peu anémié par la pléthore.

Pendant ces époques d'épouvantables destructions,

qui virent disparaître la plupart des monuments dont la civilisation romaine avait couvert notre sol, et dont le souvenir, à peine conservé, semble à beaucoup tenir de la légende, la vitalité de nos aïeux sut assez bien se maintenir, puisque nous en retrouvons des manifestations non seulement dans les premiers balbutiements historiques du moyen âge, mais encore dans nombre de faits anciens et même actuels, qui révèlent chez les Valentinois d'origine un véritable atavisme. Un peu de sang grec, d'abord, latin, ensuite, coule encore dans leurs veines de gaulois et conserve à certains spécimens de leur race un caractère de beauté, surtout chez les femmes, que nombre d'étrangers se plaisent à reconnaître et à constater.

Dès le VIII^e siècle, plusieurs des églises de Valence et celle du Bourg furent réparées ou reconstruites avec un tel déploiement de richesses architecturales qu'il est impossible de ne pas admettre, déjà à cette époque, l'existence d'une aisance relative, d'un certain confort : « Il en résulterait que la cathédrale de Valence, relevée sous Pépin, à une seule nef, aurait tout à la fois retenu les deux sacristies des précédentes cathédrales à trois nefs, et, par sa date, aurait donc propagé ce plan chez les églises simplement paroissiales à une nef, de la deuxième période, ce qui permet de l'estimer, je le répète, comme un type précieux pour l'histoire de l'architecture en France. Le grand empereur (Charlemagne), en respectant cette œuvre de son père, toute neuve encore à son avènement, qu'aucune raison plausible ne lui permettait de détruire, ne voulut pas que la ville de Valence, plus que les autres villes de ses états, fût privée de ses bienfaits. N'ayant pas l'occasion

d'exercer ses libéralités à l'égard de son église épiscopale, il en fit ressentir les effets en relevant de ses ruines le monastère de Saint-Pierre du Bourg, avec un luxe peu commun de colonnes de marbre et de mosaïques. Le clocher de l'église de Saint-Jean revient aussi, par son porche et par son premier étage, qui était la chapelle trésorerie, à l'ère de Charlemagne, et l'église même fut probablement son œuvre, parce que les bases en pierre de taille du côté nord de la nef conservée en partie dans la reconstruction toute en cailloux, au commencement du xvii^e siècle, étaient de même appareil que le clocher » (1).

Il convient de le redire, des travaux aussi considérables que ceux dont parle M. de Saint-Andéol, prouvent, à notre avis, que les effroyables tempêtes qui saccagèrent nos contrées dès le commencement du v^e siècle, ne parvinrent pas à détruire l'esprit de

(1) Ces lignes sont extraites d'un manuscrit qui se trouve aux archives de la Société d'Archéologie de la Drôme. Ce manuscrit est la continuation d'une fort intéressante étude sur « les cathédrales du Dauphiné » commencée en 1869 et 1870 dans le Bulletin de la Société par M. F. de Saint-Andéol, et malheureusement demeurée inachevée.

Par suite de l'exhaussement considérable du sol de la place Saint-Jean, il est assez difficile de se faire une idée exacte de ce que furent primitivement le clocher et le porche de l'église, que M. F. de Saint-Andéol fait remonter à l'époque Carolingienne, c'est-à-dire au commencement du ix^e siècle. D'après la note suivante, due à l'obligeance de M. Marius Villard : « 25 novembre 1893. — En faisant les fouilles d'un égout contre l'église Saint-Jean, on a trouvé une *gargouille* en pierre que je crois avoir servi à écouler les eaux de l'antique église et qui marquerait alors le sol ancien de la place. Trottoir actuel : 129 m. 10. — Gargouille : 127 m. 27. — Différence : 1 m. 83, cet exhaussement atteindrait près de deux mètres. Le seuil de la fontaine du Treuil étant à la cote de 132 m. 80, on comprend que les Romains aient réussi à conduire ses eaux jusqu'à Valence et à les faire fluer sur son point le plus élevé, la place de Saint-Jean, puisqu'il existait entre ces deux points une différence de plus de cinq mètres.

résistance de nos infortunés aïeux. Ployés sous les rafales réitérées, dont l'une parfois n'attendait pas l'autre, ils ne s'abandonnèrent pas complètement. Ils surent trouver dans l'instinct de la conservation une ténacité à vivre, qui leur laissa la force de se ressaisir lorsque se produisirent enfin les consolantes accalmies. A ce moment tant désiré, ils existaient encore et en nombre suffisant, puisque Pépin-le-Bref et son fils Charlemagne pensèrent à relever et à restaurer luxueusement les temples et les autels dont ils venaient d'être pendant si longtemps privés.

On est donc autorisé à penser que la ville gallo-romaine de Valence était forte et puissante quand vinrent les pires catastrophes, puisqu'elle put conserver une assez grosse partie de sa population au travers de plus de quatre longs siècles de misères.

On connaît bien peu, trop peu de choses sur Valence pendant cette période de calme et de tranquillité. Ce n'est qu'à partir des XII^e et XIII^e siècles que certaines lueurs apparaissent et dissipent graduellement les épaisses obscurités. A cette heure, l'activité valentinoise semble avoir eu son principal terrain sur les bords même du Rhône. Par suite de la création d'un Entrepôt général de la gabelle du sel, ainsi que cela vient d'être dit, les transactions coutumières prirent de jour en jour plus d'importance, et nombreuses, relativement, furent les édifications de réelles fortunes parmi les descendants des ouvriers de la première heure. Avec la richesse s'accrut, chez ceux-ci, l'amour du bien-être et aussi la vanité et l'orgueil. Délaissant les rives quelque peu marécageuses que recouvraient les nombreuses cahutes dans lesquelles s'étaient produits les successifs efforts

des générations précédentes, ils gravirent d'instinct les rampes abruptes de la colline, sur laquelle avait été bâtie la ville romaine, suivant de préférence la côte actuelle des Chapelliers, pour s'y établir et atteindre ensuite la merveilleuse terrasse qui domine et commande si majestueusement la vallée du Rhône, berceau de leurs fortunes.

Nombre de ces marchands enrichis surent rendre des services d'argent ou autres, aux maîtres d'alors, se firent anoblir et s'empressèrent d'affirmer leur puissance financière de fraîche date, en essaimant le long de la côte et jusque sur les bords de la colline, leurs maisons-fortes et plus tard leurs fastueux hôtels.

Mais cet exode vers les sommets était seulement permis aux toujours rares commerçants ayant réussi à se concilier les faveurs de capricieuse dame Fortune. La foule des autres, moins favorisée, demeura longtemps dans les humbles et primitives habitations, continuant à peiner, à ramer sans relâche sur la galère de la vie, tant que cette galère put se maintenir à flot, c'est-à-dire jusqu'au jour, non encore lointain pour nous, où les progrès modernes, vinrent, presque brutalement, changer de fond en comble les antiques conditions du négoce et des transports, et bouleverser toutes les vieilles traditions.

L'importance des affaires qui se traitaient dans cette ville depuis les temps les plus reculés, rendait donc indispensable l'existence d'un pont jeté sur le large fleuve qui séparait complètement deux fertiles et populeux territoires. Peut-être même avant les Romains, les Gaulois en furent-ils les premiers constructeurs. Cette existence démontrée, nous le croyons du moins, par nombre de preuves morales, l'est aussi par de rares mais authenti-

ques documents écrits. Obéissant à un sentiment inspiré par le patriotisme local, toujours excusable, nous avons essayé de les résumer ici, dans le but de faire partager à d'autres notre personnelle conviction.

Et si on demande comment était construit *notre* pont, la réponse sera que nous l'ignorons. Était-il comme ceux d'Arles, de Vienne et beaucoup d'autres, mi-partie pierre et bois ? Mystère. L'absence complète de tout vestige de maçonnerie tendrait à laisser supposer un ouvrage entièrement en charpente. Les pilotis de chêne, découverts par le tourneur Victor, sur la rive droite, dans le prolongement de la Tour de Constance, tendraient à le faire croire. Mais rien de moins certain cependant.

D'autres ponts romains, dont l'existence est indiscutable, pas plus que celui de Valence n'ont laissé de traces. Les multiples et importants changements du lit du Rhône, causés le plus souvent par les crues extraordinaires du torrent Miallan ; l'inondation de 1219, qui emporta tant d'ouvrages de ce genre et très probablement celui de Pont-péri ; d'autres causes semblables, souvent répétées, furent l'occasion d'incessants remaniements des rives du Rhône, dont les galets, toujours en mouvement, forment un second fleuve de graviers, détruisant tout sur son passage.

Force donc est de s'en tenir, sur ce point encore, aux conjectures.

Il est temps d'arriver au deuxième pont qui fut au moins commencé, sur le Rhône, au midi du premier, à Valence, et dont il subsiste encore une pile, mais pas de culée.

(*A continuer.*)

ETIENNE MELLIER.

LES ENVIRONS DE CHATILLON

(SUITE. — Voir les 142^e et 146^e livraisons.)

IV. — Boulc, Souberoché et Sérionne.

Entre Bonneval, Ravel et Creyers, la commune de Boulc présente à la fois des montagnes stériles, une plaine et des collines verdoyantes. Elle s'appelle, en latin, *Bulcum*, *Bucum* et *Bulgum* et en français Boulc, Buc, Bouc, Boule, Boulec et Bolc ; une localité des Bouches-du-Rhône porte le même nom, ainsi que la rivière, affluent du Bez, qui traverse son territoire, et c'est là une difficulté pour en justifier l'étymologie. On ignore l'origine du village et les archéologues n'y signalent aucun monument ancien. Des chartes de la chartreuse de Durbon de 1147 et de 1176 mentionnent un habitant de ce lieu et Guy Allard le fait donner aux évêques de Die par Guillaume de Beldinar ou Beaudiner, dont les cartulaires de Durbon et de Léoncel rappellent quelques membres. Toutefois ces prélats, pour une cause inconnue, n'en conservèrent que le haut domaine ou la suzeraineté. Le domaine utile ou la possession réelle échut aux Isoards, comtes de Die, et aux Artauds, leurs héritiers. Après ces derniers, les princes d'Orange, de la maison de Baux, en jouirent, témoin la cession faite, en 1246, à Raymond, l'un d'eux, la sentence arbitrale de 1266 attribuant la seigneurie à Raymond de Montauban, frère de Malbérionne, celle de 1294 octroyant à cette princesse la baronnie de Châtillon, et enfin, le testament de Bertrand de Baux, en 1314, assurant à Raymond, son héritier, Orange et les terres du Diois (1).

(1) BARTHÉLÉMY. — *Inventaire des titres de la maison de Baux.*

Raymond Artaud, frère de Malbérionne, prit le nom maternel de Montauban et laissa deux fils ; Raymond et Guillaume. La branche issue de ce dernier, connue à la fois, sous les noms d'Artaud et de Montauban, posséda Glandage, Aix et Boulc. En 1540, Gaspard, un de ses membres, en déclarait à la Chambre des Comptes de Grenoble, les revenus et, en 1578-79, Pierre-Marie de Caseneuve, époux de Marguerite de Montauban, y faisait reconnaître ses droits féodaux. Peu de temps après, le 8 août 1631, Charles-Artaud de Montauban, seigneur de Bellegarde et de Souberoché, vendait sa seigneurie de Boulc à Hercule Engilboud, originaire de Die, anobli en 1608 et mari d'Hélène Artaud de Montauban. De cette union naquit, entre autres enfants, René Engilboud, père de Melchionne dont Alexandre de Bardonnenche obtint la main, vers 1690. Les ancêtres du nouveau seigneur avaient possédé le vicomté de leur nom et la Vallée d'Oulx. On sait que François, l'un d'eux, pour se venger du Dauphin, séducteur de sa fille, embrassa le parti du comte de Savoie et fut, pour ce fait, jeté vivant dans l'Isère, enfermé dans un sac, par ordre d'Humbert II. Divisée en plusieurs branches, la famille de Bardonnenche fut illustrée par Durand, compagnon d'armes, à Naples, du roi René, par Jean, un des combattants de Cérizolles, par Alexandre, ami de Lesdiguières, par René, conseiller d'Etat et conseiller au parlement de Grenoble, vicomte de Trièves, et par René-Alexandre, président à mortier au même parlement (1).

Le 8 juin 1750, Abel-André, clerc de St-Chef ; Antoine-René, prieur et seigneur de Romette et la Rochette, chanoine de Notre-Dame de Grenoble ; David-Anselme, prêtre de l'Oratoire ; Charles-Gabriel, capitaine au régiment du Roi, et Antoine-César, vicomte de Bardonnenche, tous enfants du président René-Alexandre, aliénèrent Boulc à Laurent de Philibert de Perdeyer de l'Argentière, seigneur de Ravel et de Roussas, demeurant à Menglon, pour 41,000 liv.,

(1) Nobiliaires de Chorier et de Guy Allard. — Archives de la Drôme. E. 759, 354, 1444, 1448.

dont 1,000 d'étrennes. L'émigration de l'acquéreur ou de son fils entraîna la vente, à la Révolution, au profit du domaine, des biens de ce gentilhomme, descendu d'un capitaine appelé cadet de Charence, estimé de Lesdiguières pour son courage, et anobli en 1592.

Jusqu'ici il a été question seulement des seigneurs de Boulc, et les habitants attendent leur tour. L'histoire de chacun d'eux étant impossible, il suffira d'énumérer les charges qui les grevaient.

Or, en 1540, ils devaient à Gaspard de Montauban, en qualité d'emphytéotes ou tenanciers, 7 florins, 60 poules, 25 setiers de blé, 7 de gros blé, une livre de poivre, deux pots de vin, un chevreau et 3 sols pour cire et safran de censes, à raison de concessions primitives de parcelles du sol ; de plus, comme justiciables, ils lui payaient 5 florins, et comme habitants 15 setiers de grains, moitié blé et moitié seigle, sous le nom de vingtain, 50 setiers de blé et autant de seigle pour le moulin banal, 15 pour le fournage, à raison de 3 civayers de blé par chef de famille, 6 corvées, par an, de chaque laboureur avec bœufs, et 6 de chaque terrassier. Ces droits et les immeubles seigneuriaux comprenant 144 sétérées de terre et 22 de pré, s'affermaient, de 1751 à 1759, 1500 livres par an (1).

Au point de vue religieux, le prieuré de St-Martin, chargé du service, dépendait de celui de Guignaise-lez-Châtillon, dont l'évêque de Die, au XVIII^e siècle, était pourvu et percevait les dîmes, sauf la part attribuée au commandeur de Valdrôme, de l'ordre de Malte. Elles s'affermaient 870 livres pour le prélat, 370 pour le commandeur et 50 setiers de blé pour le curé, outre les agneaux et les chevreaux.

On sait que Félix-Emmanuel de Castellane de St-Jurs, prieur de Châtillon, légua, en 1695, 5,000 livres à la paroisse de Boulc, 10,000 à Glandage et 15,000 à Châtillon, que les intérêts de ces sommes servaient à soulager les pauvres, à

(1) Inventaire de la Chambre des Comptes et Archives de la Drôme, t. II, au mot Philibert.

payer l'apprentissage d'un métier à un jeune garçon et à marier une fille ou une veuve sans fortune, et que le capital se perdit à la Révolution.

Actuellement, la commune possède une chapelle aux Tatins, fondée et dotée, vers 1720, par Louis Auvergne ; une église au village, chef-lieu, existante en 1644 et rebâtie vers 1683, où le service fut autorisé en 1729 ; enfin, l'église de St-Martin ou du prieuré, longtemps paroissiale, construite sur un coteau, absolument isolée et d'un accès difficile, mentionnée en 1508 et endommagée pendant les guerres du xvi^e siècle.

Une visite épiscopale de 1767 nous apprend que saint Martin, évêque, était le patron de la paroisse ; que la dîme se levait sur toute sorte de grains à la cote 12^e et, pour quelques fonds, à la cote 20^e ; que le prieur de Guignaise la percevait dans les quartiers de Vachères, Souberoches, Sérionne, Plattes, etc., et l'affermait 840 livres, y compris une pension de 8 sétiers de blé à Bonneval ; que le commandeur de Valdrôme avait un domaine aux Tatins et la dîme, en ce quartier, le tout affermé 370 livres et 22 setiers de blé et demi au curé ; que celui-ci jouissait de quelques immeubles et du droit de décimateur depuis le village de Boulc jusqu'au Serre, au col de la Croix, aux Avondons, etc., et en retirait 50 setiers de blé, outre les agneaux à la cote 20^e sur les nobles et 10^e sur les roturiers. D'après ce document, la part des pauvres atteignait environ 200 livres ; la population éparse en dix hameaux, dont le plus éloigné se trouvait à une lieue, était de 80 familles dont une seule professait le culte réformé, et le nombre des communicants de 300 environ. Il y avait un maître d'école l'hiver, payé par la communauté. L'église, trop petite, et deux chapelles rurales, l'une au village et l'autre aux Tatins, servaient à l'exercice du culte.

La commune, ayant pour seules archives les registres de l'ancien état civil et le cadastre, ne saurait espérer une histoire suivie de son passé au moyen âge et pendant les guerres du xvi^e siècle.

Tout à côté du fief principal, Boulc en avait deux autres : Souberoches et Sérionne.

Sérionne, au sud-est, du côté de Bonneval, passa successivement des Rosans aux d'Autane et ensuite aux Engilboud et aux Bardonnenche. On y trouve aussi les Armand, du Trièves, conseillers du parlement en la Chambre de l'Edit. La fille de Pierre, l'un d'eux, épousa Alexandre de Bardonnenche dont la postérité vendit la seigneurie. Dès 1706, Jean-Baptiste Accarias joignait à sa qualification de châtelain de Châtillon pour l'évêque de Die, celle de seigneur de Sérionne. Il eut de Catherine Lagier, son épouse, Jacques, d'abord précepteur à Paris, ensuite avocat aux Conseils de S. M. et enfin secrétaire du Roi, maison et couronne de France, charge qui anoblissait. Comme le prix considérable de cet office le contraignit à céder ses biens à ses créanciers, il alla diriger en Belgique le *Journal du Commerce*, parcourut ensuite la Hollande et la Hongrie et mourut à Vienne en Autriche en 1792 (1).

M. Rochas, auteur de la *Biographie du Dauphiné*, déclare remarquables ses écrits sur l'économie politique et voit en lui un savant réel et un penseur profond. Sa vie et sa bibliographie ont été écrites par M. Joseph Accarias, ancien conseiller à la Cour d'appel de Grenoble et à la Cour de cassation, dans le *Bulletin* de l'Académie delphinale.

Souberoches. — Souberoches, en latin *Subrocha* et *Sub Rocha*, placé sur un rocher à l'ouest du village de Boulc et près de la jonction des rivières de Boulc et du Bez, non loin de Creyers, est cité dans le *Cartulaire de Durbon* en 1147. Toutefois, la seigneurie apparaît seulement, en 1461, avec noble Antoine Alvergnas ou Auvergnat, demeurant à Chabeuil, et, en 1540, avec Pierre Alvergnas et Gaspard de Montauban. Un titre de cette année-là y signale des tours ruinées et des redevances féodales en grains, en fromage et en poules.

Les de Chypre, sortis du Trièves, portaient les armes des rois de l'Ille de leur nom et s'allièrent avec les Faure de Vercors qu'ils remplacèrent, vers le milieu du xvi^e siècle. Jacques, l'un

(1) BRUN-DURAND, *Dictionnaire biographique de la Drôme*.

d'eux, prit part au siège de la Mure en 1580, à la reprise de Montélimar en 1587 et périt à Bricherasio en Piémont ; il laissait de Justine de Montauban un fils, Claude, blessé mortellement au siège de Gavi où il commandait le régiment de Tallard. La famille de sa mère, alliée aux Genas, lui avait acquis Beau-lieu ou l'Eguille près de Valence et ses descendants en héritèrent. Aussi Jean-Benoît de Chypre transmit-il ce fief à Marie-Antoinette de Vocance de St-Vincent, qui, devenue veuve, se remaria, le 13 août 1770, à Valence, avec Pierre-Jean-Marie de Bernes de La Haye, originaire de Calais, capitaine de dragons. Nous croyons, avec l'auteur du *Dictionnaire topographique de la Drôme*, que Souberoché suivit dès lors les destinées de celui de l'Eguille (1).

Boulc, Sérionne et Souberoché réunis offrent une contenance de 2,666 hectares, dont 892 en bois, 888 en terres, 44 en prés, 710 en pâturages, 83 en rivières et chemins, 5 en édifices publics. En 1839, le revenu des 2,583 hectares imposables arrivait à 15,498 fr., soit 6 fr. l'un, et celui des 120 maisons à 1,584 francs.

Ses contributions directes de 1873 comprennent 1,882 fr. 20 à l'Etat, 859 fr. 70 au département, 1,867 fr. 34 à la commune et 83 fr. 83 aux non-valeurs, total : 4,698 fr. 07.

Le village se trouve à 10 kilomètres de Châtillon, son chef-lieu de canton, à 24 de Die et à 89 de Valence.

Comme ailleurs, dans le Diois, la population, qui était de 585 habitants en 1839, de 438 en 1876, de 429 en 1883, est descendue à 297 au recensement de 1901.

On y récolte des noix et des céréales.

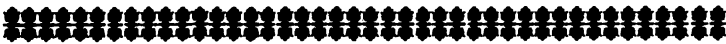
Deux foires, le 20 avril et le 15 septembre, y attirent vendeurs et acheteurs.

A. LACROIX.

(A continuer.)

(1) Archives de la Drôme, E, 359, 3511 et 1444-48, 1623, 759, 84, 1875, 2495. Etat civil ancien de Valence et du Bourg-lès-Valence.





SÉANCE DU 5 OCTOBRE 1903

PRÉSIDENTE DE M. MOSSANT

MM. Emblard et Chopin s'excusent par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

M. le Président fait distribuer le programme du Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne, en 1904.

Une découverte de monnaies delphinales ayant été faite à St-Donat, depuis peu de temps, M. Rey, architecte, en avisera un numismatiste de sa connaissance.

Dans une note de M. Mellier, trésorier, la situation financière de la Société est présentée comme très prospère, et la prochaine livraison donnera les véritables chiffres des recettes et des dépenses de l'année.

La proposition de faire réimprimer la livraison épuisée, est suivie d'un vote favorable.

Mgr Bellet lit un chapitre très documenté et très intéressant de son Histoire de Tain, dont une partie a été déjà publiée dans le *Bulletin* de la Société, et M. le secrétaire, une courte notice sur le Valentin, faisant suite à celle déjà parue sur l'Ile-Adam, ainsi qu'une analyse des libertés communales de Menglon, seigneurie du chapitre de Die.

A. LACROIX.



CHRONIQUE

DONS DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

— *Bulletin archéologique du comité des travaux historiques et scientifiques*, année 1903, 1^{re} livraison.

— *Bulletin historique et philologique*, année 1902, n^{os} 3 et 4.

— *Discours prononcés à la séance générale du Congrès, le samedi 18 avril 1903*, par MM. Henry Omont, Camille Jullian et Gaston Bizos.

— *Annales du musée Guimet. Bibliothèque d'études*, tome XV. — *Du caractère religieux de la royauté pharaonique*, par Alexandre Moret. Paris, 1902. Leroux, 1 vol. in-8°, 344 pages.

— *Romania, Recueil trimestriel* publié par Paul Meyer, t. XXXII. Paris, Bouillon. M. Suchier y donne ses recherches sur les chansons de Guillaume d'Orange. On y trouve cités les De Glane, qui s'établirent à Eurre dans les temps modernes; Girard de Vienne, Girard de Fraite ou Girard de Roussillon, Hadrémar de Narbonne et Garin d'Anséune, *Amseduna* (Sahune), que l'auteur place dans les environs de Narbonne.

Cette livraison renferme aussi une appréciation critique de l'ouvrage intitulé : *Chansons populaires recueillies*

dans les Alpes françaises (Savoie et Dauphiné) par Jules Tiersot. Grenoble, Falque et Perrin, 1 vol. in-4°, XXIX-549 pages.

DONS DES AUTEURS :

— *La Révolution à Die et dans la vallée de la Drôme (1789-1799)* par le chanoine Jules Chevalier, professeur d'histoire au Grand Séminaire de Romans. En voici les principales divisions :

Les préludes de la Révolution en Dauphiné. — Journal du chanoine Vaugelas. — La ville et le district de Die à l'époque de la Convention et du Directoire. — Procès-verbaux des séances de la société populaire de Crest.

Valence, 1903. Imprimerie de Jules Céas et fils, 1 vol. in-8°, 376 pages.

Les historiens de la Révolution se sont efforcés de la présenter sous un jour favorable et de la poétiser; ce n'est pas le rôle des écrivains sérieusement amis de la vérité. Aussi leur préfère-t-on les études locales, faites sur les documents existants où les faits sont révélés sans parti pris, tels qu'ils se passèrent.

L'ouvrage de M. Jules Chevalier est écrit d'après ce principe et il intéresse d'autant plus le Dauphiné qu'il rappelle des souvenirs encore vivants.

L'auteur a déjà donné des preuves de son érudition et de son impartialité dans son *Essai sur l'histoire de la ville et du diocèse de Die*, dans ses *Mémoires sur les comtés de Valentinois et de Diois* et dans ceux des *Frères Gay*; il est resté fidèle à sa méthode, qui est la seule admise de nos jours par les érudits

— *Deux élections épiscopales dans le département de l'Isère* (1791-1793), par A. M. de Franclicu. Il s'agit de Joseph Pouchot, installé solennellement, le 17 avril 1791, par les autorités municipales, et décédé le 7 septembre 1792, et de Henry Raymond, nommé le 17 novembre 1792 à la place de défunt Pouchot. Grenoble, 1902, br. in-8°, 15 pages.

— *Frère Guillaume et la Chartreuse de St-Hugon à la fin du XVIII^e siècle*, par A. M. de Franclicu. Grenoble, Vallier Edouard 1903, br. in-8°, 24 pages.

Deux brochures d'un vif intérêt.

— *Une carrière scientifique. M. le chanoine Ulysse Chevalier*, par l'abbé J.-B. Martin. Lyon, Em. Vitte, 1903, br. in-12, 12 pages.

Hommage rendu à notre savant et laborieux président honoraire.

— F. Gauduel. *Relation du passage de Pie VII à Bourgoin, en 1804*. Bourgoin, 1903. Soleilhac, br. in-16, 30 pages.

Curieux détails habilement exposés.

— EUGÈNE MÜNTZ. *Notice biographique par C. Enlart*. Bibliographie par G. de Manteyer. Rome, Cuggiani, 1903, br. in-8°, 44 pages.

— Marcel Reymond. *Une porte de style renaissance à Valence* (Dauphiné). Florence, 1903, Landi, br. in-8°, 8 pages.

Jusqu'ici on avait, sans preuves, attribué la porte de M. Dupré-Latour à l'école italienne; l'auteur appuie cette affirmation sur l'étude comparative qu'il en a faite avec les monuments de Florence.

— Abbé F. Tournier. *S. Valerius Ursolensis* (Dissertation hagiographique). Paris, Alph. Picard et fils, 1903, br. in-8°, 71 pages.

Il y a eu de ce nom un évêque de Viviers, deux de Saragosse, un d'Hippone et un de Vienne. C'est le dernier, d'après cette fort savante étude, qui aurait donné son nom à St-Vallier, où il mourut.

— Discours prononcé à la distribution des prix des Frères de Crest, par M. BRUN-DURAND.

— On remarque dans les publications des sociétés qui sont en relations avec la nôtre :

Dans le *Bulletin de la Société d'Etudes* des Hautes-Alpes, une étude sur la voie romaine et ses stations entre Chorges et Luc-en-Diois, par M. Martin, et une autre sur les *routes à travers les Alpes*, par M. J. Roman;

Dans les *Annales dauphinoises*, le récit des expulsions des Oblats de Marie à N.-D. de l'Osier, des Rédemptoristes de Valence et des Capucins de Crest; une étude sur les anciens plans de Grenoble; le compte-rendu des fêtes du centenaire d'Hector Berlioz à Grenoble et à la Côte St-André;

Dans les *Mémoires de l'Académie de Lyon*, deux articles de M. Ulysse Chevalier : l'abjuration de Jeanne d'Arc au cimetière de Saint-Ouen et l'authenticité de sa formule.
— Autour des origines du Suaire de Turin avec documents inédits.



TABLE ALPHABÉTIQUE DU TOME XXXVII

(ANNÉE 1903)

BALTHAZAR BARO, SA FILIATION, par M. Etienne MELLIER.	73
CHATILLON ET SES ALENTOURS, par M. A. LACROIX .	80, 119
CHRONIQUE, par M. A. LACROIX	111, 221, 333, 445
ENVIRONS (LES) DE CHATILLON, par M. A. LACROIX, 210, [289,	438
FAMILLE (LA) DE BRESSAC, SA GÉNÉALOGIE, SON HISTOIRE, par M. Léon EMBLARD	61, 169, 265, 388
HISTOIRE DE LA VILLE DE TAIN, par Mgr Charles-Félix BELLET	301, 337
ILE-ADAM (L'), par M. A. LACROIX	214
LISTE DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.	219
LOUIS DESCHAMPS, par M. Maurice CHAMPAVIER . . .	5
MÉMOIRES POUR SERVIR A L'HISTOIRE DES COMTÉS DE VA- LENTINOIS ET DE DIOIS, par M. le chanoine Jules CHEVALIER	44, 151, 256
NÉCROLOGIES, par M. A. LACROIX	217, 311
NOUVELLE ÉTUDE CRITIQUE SUR CHAMPIONNET, par MM. Marius VILLARD et Jules TAVENAS. 17, 121, 225,	398

PLAN-DE-BAIX, par M. A. LACROIX	321, 375
PONTS (LES) ANCIENS ET MODERNES SUR LE RHÔNE A VALENCE, par M. Etienne MELLIER	89, 183, 273, 422
SÉANCES : {	
du 10 novembre 1902	109
du 28 janvier 1903	218
du 27 avril 1903	332
du 5 octobre 1903	444
SÉPULTURES GALLO-ROMAINES, par M. CAPRAIS-FAVIER	328
TABLEAU DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ	113



